



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03

Nouvelles lois

p. 04-10

Séances publiques n^{os} 61 à 63

p. 10-84

Questions au Gouvernement

p. 84-99

2022-2023

N° 22

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03
Nouvelles lois	p. 04-10
Séances	p. 10-84
61 ^e séance du jeudi 6 juillet 2023	p. 10-38
62 ^e séance du mardi 11 juillet 2023	p. 39-62
63 ^e séance du mercredi 12 juillet 2023	p. 62-84
Questions au Gouvernement	p. 84-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
31/10/2023

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Visite du Président de la République du Monténégro

« Nous souhaitons que le Luxembourg soit notre soutien principal pour l'adhésion du Monténégro à l'UE »

« L'adhésion du Monténégro à l'Union européenne est notre priorité et nous souhaitons que le Luxembourg soit la voix la plus forte pour nous soutenir. » C'est ce qu'a affirmé le Président du Monténégro, M. Jakov Milatović, face aux députés luxembourgeois au sujet des attentes concrètes du Monténégro envers le Luxembourg en termes de soutien à son adhésion à l'UE.

M. Milatović, élu à la tête du Monténégro il y a quatre mois, a été reçu par les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile le 28 septembre 2023. Le nouveau Président, cofondateur

du mouvement PES (« Europe maintenant ! »), a affirmé que son élection était le signe d'un changement démocratique dans son pays, soulignant que le pouvoir précédent avait occupé les plus hautes fonctions de l'État pendant plus de trente ans.

Alignement complet sur les valeurs européennes

Le Président monténégrin s'est montré convaincu que la prospérité et la stabilité des Balkans dépendaient de l'Union européenne, particulièrement depuis la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Interrogé par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand

Etgen, sur la polarisation entre les citoyens pro-UE et pro-Russie, M. Milatović a déclaré que son pays s'alignait pleinement sur les décisions de la Commission européenne et la politique étrangère européenne, malgré les divisions et les répercussions parfois difficiles de telles décisions. À titre d'exemple, le Président monténégrin a cité la forte proportion de citoyens russes parmi les touristes qui se rendent chaque année au Monténégro, ce qui toutefois n'empêche pas son pays d'appliquer des sanctions à l'encontre de la Russie alors même que l'économie monténégrine dépend fortement du tourisme.

M. Milatović a évoqué une dynamique positive en ce qui concerne les processus d'adhésion à l'UE et a estimé que l'adhésion du Monténégro ne manquerait pas d'être interprétée comme le signal que « les réformes payent ».

Les députés ont encore voulu savoir de leur interlocuteur si le Monténégro et les pays qui ont récemment rejoint l'Union européenne entretenaient des échanges en vue d'un partage d'expériences et de bonnes pratiques. M. Milatović a répondu que l'adhésion à l'UE était un objectif qui se présentait de manière différente selon la situation de chaque pays, mais que de tels échanges avaient effectivement lieu, par exemple avec la Croatie et la Slovénie.



Le nouveau Président de la République du Monténégro, M. Jakov Milatović (7^e à gauche), a été reçu à la Chambre des Députés.

Visite de la Coordinatrice européenne à la lutte contre l'antisémitisme et la promotion de la vie juive

Comment mieux prévenir les propos et actes antisémites au Luxembourg ?

Dans le cadre de sa visite officielle au Luxembourg, la Coordinatrice européenne à la lutte contre l'antisémitisme et la promotion de la vie juive, Mme Katharina von Schnurbein, était en visite à la Chambre le 26 septembre 2023. Les propos et actes antisémites semblent être en hausse au Grand-Duché. Selon les explications de la Coordinatrice européenne, leur nombre s'élevait à 80 cas enregistrés en 2021 par rapport aux 13 cas enregistrés en 2017. « Cette augmentation peut toutefois aussi être expliquée en partie par l'amélioration des méthodes de mesure de ces propos et actes », a-t-elle précisé lors de son entrevue avec des députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, de la Commission de la Justice ainsi qu'avec des membres du Bureau.

Les parlementaires luxembourgeois se sont notamment intéressés à des recommandations et des exemples de bonnes pratiques pouvant faire avancer la lutte contre l'antisémitisme au Grand-Duché. Mme von Schnurbein a par exemple affirmé qu'il était essentiel de continuer à améliorer les méthodes de mesure des actes antisémites, en ajoutant qu'il serait utile de consulter la population et la communauté juive sur leur état d'esprit à ce sujet.

La Coordinatrice européenne a par ailleurs salué le Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme (PANAS) du Grand-Duché qui a été présenté par le Ministre d'État, M. Xavier Bettel, le jour même de sa visite. Elle a notamment approuvé les propositions très concrètes du plan d'action et estimé que celles-ci prouveraient certainement leur efficacité dans la lutte contre le fléau qu'est l'antisémitisme.



La Coordinatrice européenne à la lutte contre l'antisémitisme et la promotion de la vie juive a été accueillie à la Chambre dans le cadre de sa visite officielle au Luxembourg.



Entrevue mam Lëtzebuenger Landesuebstbaueräin

D'Erausfuerderunge vum Klimawandel fir d'Lëtzebuenger Uebstproduktioun waren ee vun de Sujete bei der traditioneller Hierschtreceptioun, den 29. September 2023, vun de Membre vum Chamberbureau mat Verrieder vum Lëtzebuenger Landesuebstbaueräin.

Cadre légal général pour les forêts

7255 – Projet de loi sur les forêts et portant : 1° modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; 2° abrogation de : a) l'édit, ordonnance et règlement du 14 septembre 1617 des Archiducs Albert et Isabelle sur le fait des bois ; b) l'ordonnance modifiée du 13 août 1669 sur le fait des eaux et forêts ; c) l'ordonnance et règlement des bois du 30 décembre 1754 ; d) l'ordonnance du Conseil provincial du 25 février 1775 sur la conservation des genêts ; e) l'ordonnance du Conseil provincial du 22 juillet 1775 défendant de cueillir dans les bois des fruits quelconques ; f) le décret du 24 juillet 1779 concernant la glandée et le pâturage dans les bois ; g) l'ordonnance du 6 février 1784 sur la conservation des jardins, haies, enclos ; h) l'ordonnance du 9 mars 1789 concernant la vente des portions de bois de chauffage ; i) le décret des 15-29 septembre 1791 sur l'administration forestière ; j) le décret du 28 septembre au 6 octobre 1791 concernant les biens et usages et la police rurale ; k) l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1^{er} juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière ; l) l'ordonnance royale grand-ducale du 6 juillet 1843, n° 1529, concernant la vente sur pied des coupes de bois domaniales et communales ; m) la loi forestière modifiée du 14 novembre 1849 ; n) la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant le défrichement des propriétés boisées ; o) la loi modifiée du 7 avril 1909 concernant la réorganisation de l'Administration des eaux et forêts ; p) la loi modifiée du 8 octobre 1920 concernant l'aménagement des bois administrés ; q) la loi modifiée du 30 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois ; r) la loi modifiée du 29 juin 1972 concernant la commercialisation de bois bruts classés C.E.E.

Le projet de loi a pour objectif de mettre en place un cadre légal général pour les forêts, afin d'assurer la gestion durable des forêts pour qu'elles puissent remplir de façon équilibrée leurs fonctions écologiques, économiques et sociales. Le projet de loi vise par ailleurs à protéger les forêts en tant que milieu naturel et paysager, à conserver et améliorer la diversité biologique dans les écosystèmes forestiers, à maintenir l'étendue nationale des forêts et leur répartition entre les régions écologiques, à maintenir la santé et la vitalité des forêts pour qu'elles puissent contribuer au cycle du carbone et à la protection de l'eau et du sol, ainsi qu'à maintenir et promouvoir la sylviculture et l'économie forestière.

Le projet de loi opère un changement de paradigme en soumettant les forêts privées à des règles de gestion uniformes. Jusqu'à présent, la gestion des forêts privées n'était pas réglementée de manière générale, mais les propriétaires forestiers qui ne se conformaient pas à certaines exigences de gestion se voyaient refuser l'octroi d'aides étatiques. Par la loi en projet, les gestionnaires des forêts privées se voient imposer, de manière générale, des règles de gestion, même si ces dernières sont moins contraignantes que celles du régime forestier applicable aux forêts dites publiques.

Les principales nouveautés apportées par le projet de loi sont :

Définitions

Le projet de loi définit la notion de « forêt », qui, jusqu'à présent n'a pas été définie et a de fait été laissée à l'appréciation des juridictions. Un terrain est dès lors à qualifier de « forêt » lorsqu'il occupe une surface de minimum 25 ares, le recouvrement au sol par les cimes étant de minimum de 20 pour cent du terrain et les espèces arborées prises en compte devant pouvoir atteindre au minimum 5 mètres de hauteur. Le concept de « gestion forestière durable » est intégré dans la législation forestière luxembourgeoise pour renforcer la portée du concept et pour faciliter une mise en œuvre conforme aux engagements internationaux pris par le Luxembourg. Il s'agit de la gestion des forêts de manière et à une intensité telles qu'elles maintiennent leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et dans le futur, les fonctions écologiques, économiques et sociales pertinentes sans causer de préjudice à d'autres écosystèmes. Le projet de loi définit en outre le concept de la sylviculture proche de la nature, s'agissant de l'ensemble de techniques de sylviculture qui visent à recourir au maximum aux processus naturels des écosystèmes forestiers dans l'optique de préserver voire restaurer leurs fonctions et services écosystémiques et d'en bénéficier, dont entre autres la production durable des bois de valeur. Les forêts publiques seront gérées notamment selon les principes d'une sylviculture proche de la nature.

Nouveaux droits pour les citoyens et des responsabilités qui en découlent

Le projet de loi donne des nouveaux droits d'accès aux piétons et aux conducteurs de cycle ou de vélo à pédalage assisté sur les chemins et sentiers dans les forêts. La forêt confère également un droit d'accès aux conducteurs d'animaux de selle et de trait sur les chemins. Le projet de loi opère un véritable changement de paradigme à cet égard, en organisant la transition de la simple tolérance d'accès aux forêts vers la consécration d'un droit d'accès pour chacun sur les chemins et les sentiers, soulignant donc la fonction sociale de la forêt en tant que lieu de récréation et de loisir. La liberté d'accès est cependant liée à l'obligation de ne pas détériorer ni la forêt en elle-même ni les infrastructures qui s'y trouvent. En contrepartie du droit d'accès pour les visiteurs des forêts, ces derniers devront accepter les risques d'accident inhérents au milieu forestier.

Jusqu'à présent les règles de la responsabilité du propriétaire, telles que prévues par le Code civil, s'appliquaient pour le propriétaire forestier. Le projet de loi entend créer un régime dérogatoire au droit commun. En cas d'accident d'un visiteur d'une forêt, la responsabilité du propriétaire ne pourra être engagée qu'en cas de faute de sa part. Cette faute devra être démontrée par le visiteur, qui accepte les risques d'accident inhérents au milieu forestier. De même, le projet de loi confère aux tiers la faculté de récolter des produits de la forêt (des fruits, semences, champignons, feuillage, branchage), sous condition qu'il s'agit d'une petite quantité pour leurs propres besoins, et à l'exclusion d'arbres et d'espèces végétales protégées.

Circulation en forêt

Le projet de loi règle également la circulation en forêt avec des véhicules automoteurs. Le projet de loi interdit l'accès aux forêts moyennant un véhicule automoteur en dehors des voies publiques, à l'exception des propriétaires et personnes dûment autorisées. Les véhicules automoteurs des personnes dûment autorisées par le propriétaire ne sont autorisés à circuler que sur les chemins, sentiers et layons de débardage et que pour accomplir les activités sylvicoles, apicoles, agricoles, cynégétiques et de protection de la nature. Il est à noter que l'utilisation de ces engins dans un but d'utilité publique reste autorisée.

Feu

Afin de protéger les forêts contre les incendies, il ne sera plus permis d'allumer du feu en forêt, sauf dans les zones spécialement aménagées à cet effet à des fins récréatives pour le public. Cette règle ne s'applique pas aux propriétaires des terrains ou aux personnes autorisées par le propriétaire.

Principes de la gestion des forêts

Le projet de loi définit des principes de base de la gestion de toutes les forêts, invoquant les règles de l'art et les principes d'une gestion forestière durable.

Règles concernant les coupes rases

Le projet de loi réglemente l'exploitation du bois en forêt, et ceci notamment afin d'éviter les coupes rases et les exploitations excessives préjudiciables au milieu forestier. Dans ce contexte, le projet de loi introduit l'obligation de notification de toute coupe d'un volume supérieur à 40 mètres cube, l'envergure des coupes dans le temps et l'espace, c'est-à-dire l'étendue et les volumes à maintenir afin de préserver le climat forestier par un couvert minimal, condition indispensable pour une régénération naturelle des forêts.

Régénération

Le projet de loi introduit également des règles concernant la régénération afin d'assurer la pérennité des forêts et une biodiversité adéquate. Après toute coupe et lorsque la surface terrière du peuplement forestier ou d'une partie du peuplement d'au moins 25 ares est inférieure à 15 mètres carrés à l'hectare, le propriétaire est tenu de procéder à la régénération artificielle ou assistée du peuplement forestier, dans un délai de trois ans à compter du début des travaux d'abattage.

Pratiques de gestion interdites

Afin de maintenir et renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des arbres et forêt, le projet de loi interdit certaines pratiques de gestion forestière. Il s'agit notamment des atteintes au sol et au régime des eaux, c'est-à-dire le drainage, l'utilisation de pesticides, la fertilisation, et l'amendement du sol forestier, ainsi que l'enlèvement exagéré de la biomasse tel que la récolte de l'arbre entier.

Inventaire forestier national

Le projet de loi crée une base légale pour l'inventaire forestier national, qui comprend les données relatives à l'état ainsi qu'à l'évolution de paramètres quantitatifs et qualitatifs de la forêt portant sur la santé des arbres, la composition et la structure des peuplements, la production ligneuse, la biodiversité et les conditions écologiques des forêts. La récolte de ces données est indispensable pour une gestion durable des écosystèmes forestiers.

Subventions

Le projet de loi fournit une base légale permettant au Gouvernement d'accorder des subventions d'encouragement dans l'intérêt de l'amélioration, de la protection et de la gestion durable des forêts dans les domaines spécifiés. La disposition devient la nouvelle base légale du règlement grand-ducal du 3 mars 2022 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers.

Conseil supérieur de la forêt

Le Conseil a pour mission de conseiller le Gouvernement en élaborant des propositions au ministre en matière de forêts, en formulant des avis sur demande du ministre ou sur demande des membres du Conseil. Il gère également une plateforme de discussion et d'échange participative comprenant tous les intéressés des forêts, de leurs fonctions, services et produits. Seront représentés au sein du Conseil des représentants du ministère en charge des forêts, de l'administration en charge des forêts ; de l'administration

de la gestion de l'eau, des propriétaires forestiers privés et publics, des associations de protection de l'environnement, des associations relatives aux fonctions sociales et plus particulièrement récréatives de la forêt, des associations de la filière bois, des secteurs recherche et formation professionnelle forestière, ainsi que des associations relatives à la chasse.

Règles en forêt publique

Le projet de loi introduit un régime spécifique pour la protection et la gestion des forêts publiques. Le régime comprend des mesures spéciales en faveur de la biodiversité ainsi que de l'intégrité et de la cohérence écologique du réseau de zones protégées dans les forêts publiques. La loi en projet définit par ailleurs les modalités de planification de la gestion des forêts publiques, reformulant et précisant l'ensemble des anciennes dispositions, ainsi que les règles concernant l'exploitation et la vente des bois des forêts publiques.

Dispositions pénales

Le projet de loi introduit des avertissements taxés ainsi que des sanctions et prévoit la possibilité d'augmenter certaines peines en cas de récidive, voire en cas d'infraction commise pendant la nuit.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 28/02/2018

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

- 06/05/2021 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 10/05/2021 Suite de l'examen du projet de loi
Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 17/05/2021 Suite de l'examen du projet de loi
Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 31/05/2021 Suite de l'examen du projet de loi
Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 20/04/2022 Continuation de l'instruction parlementaire
- 10/05/2022 Échange de vues avec des représentants du Conseil d'État
- 19/09/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 21/09/2022 Suite de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 16/03/2023 Adoption d'une version corrigée des amendements parlementaires du 21 septembre 2022
- 24/05/2023 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 21/06/2023 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
- 10/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2023

Loi du 23 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 544, page 1

Adaptation de la législation sur la protection de la jeunesse

7860 – Proposition de loi portant modification de l'article 33 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

Il existe un large consensus sur le fait que la législation en matière de protection de la jeunesse doit être réformée en profondeur.

À l'heure actuelle, lorsqu'un mineur ayant commis une infraction devient majeur au cours de la procédure d'instruction, les effets de la mesure de garde cessent de plein droit au moment où le mineur atteint la majorité, et ce conformément à l'article 1^{er} de la loi de 1992.

Si l'autorisation de procéder selon les formes et compétences ordinaires n'est pas accordée avant la date de la majorité, aucune disposition légale ne permet de priver le jeune majeur de sa liberté, étant donné que le juge d'instruction ne dispose alors d'aucun pouvoir coercitif, ce qui exclut un mandat de dépôt.

Il y a dès lors lieu de mettre fin à cette faille législative en modifiant l'article 33, alinéa 3, de la loi modifiée du 10 août 1992 afin de permettre, avant même la clôture de l'instruction, de procéder suivant les formes et compétences ordinaires conformément à l'article 32 de la loi précitée. Le juge d'instruction peut alors prendre les décisions qui s'imposent.

Il s'agit d'une réforme ponctuelle de la législation sur la protection de la jeunesse en attendant la réforme globale de la législation sur la protection de la jeunesse annoncée par la ministre de la Justice.

Dépôt par M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth, Députés, le 15/07/2021

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

- 06/10/2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen de la proposition de loi
- 05/07/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2023

Loi du 29 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 510, page 1

Suppression du rang de conseiller honoraire

7863B – Projet de loi portant modification de :

- 1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
- 2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
- 3° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
- 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État en vue de la suppression du rang de conseiller honoraire

Le projet de loi n° 7863B a pour origine le projet de loi n° 7863 sur les référendaires de justice, qui, par les amendements parlementaires du 20 juillet 2022, a été scindé en deux projets de loi séparés. Le projet de loi n° 7863A est devenu la loi du 23 décembre 2022 sur les référendaires de justice. Le projet de loi n° 7863B prévoit la suppression du rang de conseiller honoraire ainsi que les mesures compensatoires.

Le projet de loi n° 7863B prévoit l'adaptation des articles 120 et 121 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. La fonction de conseiller honoraire à la Cour d'appel sera supprimée. Les règles de détermination du rang dans la magistrature sont précisées. À l'instar de ce qui est prévu pour l'ordre judiciaire, la fonction de conseiller honoraire à la Cour administrative sera également supprimée par modification de l'article 31 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif. En pratique, cette fonction n'a jamais été conférée à un magistrat de l'ordre administratif.

L'article 16 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice est complété afin de préciser les modalités de l'inscription des attachés de justice sur la liste de rang.

La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État est adaptée afin de prévoir un certain nombre de mesures visant tant à la compensation de la suppression du rang de conseiller honoraire qui, pour certains magistrats, peut mener à une perte financière, qu'à contribuer au renforcement de l'attractivité de la magistrature. En effet, ce renforcement est nécessaire en raison des problèmes de recrutement au niveau des juridictions et parquets compte tenu notamment de la concurrence découlant non seulement de l'existence de cabinets d'avocats, mais également de la demande émanant du secteur privé et du secteur public.

Dépôt du projet de loi 7863 par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 24/05/2023

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

- 22/09/2021 Présentation du projet de loi 7863
Désignation d'un rapporteur
Échange de vues avec des représentants du pouvoir judiciaire

20/07/2022	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires Scission du projet de loi 7863 en deux projets de loi distincts : 7863A et 7863B
24/05/2023	Présentation et examen du projet de loi 7863B Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/06/2023	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État
28/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 526, page 1

Construction d'un vélodrome national à Mondorf-les-Bains

7956 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir un vélodrome et à participer au financement des travaux nécessaires à la construction des équipements et aménagements nécessaires à son exploitation

Le présent projet de loi vise la réalisation d'un vélodrome national à Mondorf-les-Bains, compris dans un projet plus vaste avec d'autres infrastructures incluant un lycée.

En effet, le plan d'aménagement particulier adopté par la Commune de Mondorf-les-Bains pour le site « Bei Grémelter » prévoit la réalisation :

- 1) d'un lycée conformément aux dispositions de la loi du 13 juillet 2018 portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains ;
- 2) d'un complexe sportif, comportant un vélodrome avec un Infield, c'est-à-dire les terrains de sports localisés à l'intérieur de l'anneau de la piste cycliste, une piste cycliste et les locaux mis à la disposition de la Fédération du sport cycliste luxembourgeois (ci-après « FSCL ») ;
- 3) d'un hall multisports à vocation régionale, une piscine à vocation régionale avec plusieurs bassins, une partie « retail » et une brasserie ;
- 4) d'un îlot commun pour assurer le parking des usagers et visiteurs du complexe sportif et des enseignants du lycée ;
- 5) d'une place publique ;
- 6) d'une centrale d'énergie.

La commune est le maître d'ouvrage pour la réalisation des points 2) à 6) et préfinance dès lors également ces parties.

Le projet de loi autorise le Gouvernement à acquérir le vélodrome national comprenant la piste cycliste, l'Infield et les locaux mis à la disposition de la FSCL. En outre, il autorise le Gouvernement à participer au financement des travaux relatifs à la construction des équipements et aménagements nécessaires à l'exploitation du vélodrome national, à savoir la centrale d'énergie, la place publique et l'îlot commun, tout comme la part proratisée relevant du futur lycée et à usage mutualisé avec ce dernier.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre des Sports, le 19/01/2022
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

16/05/2023	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Présentation des amendements gouvernementaux du 8 février 2023 Examen des avis du Conseil d'État
19/05/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
30/06/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
04/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 465, page 1

Équilibre entre vie professionnelle et vie privée

8016 – Projet de loi portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil.

La directive fixe des exigences minimales en matière de congé de paternité et de congé parental ainsi qu'en matière de formules souples de travail pour les travailleurs qui sont parents ou aidants. En outre, ladite directive introduit le congé d'aidant et consacre le droit de s'absenter du travail pour raisons de force majeure. Les dispositions de la directive relatives au congé de paternité ne figurent pas dans le présent projet de loi, mais font l'objet du projet de loi n° 8017.

Le projet de loi entend introduire deux nouveaux congés. Ainsi, il vise à conférer à chaque salarié le droit de prendre un congé d'aidant de cinq jours ouvrables par an pour apporter des soins personnels ou une aide personnelle à un membre de la famille. De plus, le projet de loi prévoit pour chaque salarié le droit de s'absenter du travail d'un jour par an pour des raisons de force majeure liée à des raisons familiales urgentes en cas de maladie ou d'accident qui rendent indispensable la présence immédiate du salarié et de demander des formes souples de travail.

Le projet de loi prévoit également l'accès à des formules de travail plus souples pour les salariés avec une ancienneté minimale de six mois et dont les enfants n'ont pas encore atteint l'âge de neuf ans.

Le projet de loi prévoit des dispositions relatives à la protection des droits des salariés qui prennent un des congés extraordinaires prévus à l'article L. 233-16 du Code du travail et de prévoir des sanctions en cas de refus de l'employeur d'accorder un de ces congés. Ainsi, le projet de loi prévoit de protéger les salariés contre un licenciement qui est en relation directe avec une demande d'un des nouveaux congés extraordinaires ou des formules de travail souples. En outre, le projet de loi prévoit que, lors de la demande d'un congé parental fractionné ou lors du report du deuxième congé parental, l'employeur doit motiver sa décision de refus par écrit et qu'avant toute décision de report du deuxième congé parental à une date ultérieure une forme alternative de congé parental doit être proposée au salarié.

Le Gouvernement s'est engagé à soulager les employeurs des charges financières générées par les deux nouveaux congés extraordinaires, dans le cadre des discussions avec les partenaires sociaux qui ont eu lieu entre le 18 et le 21 septembre 2022 en vue de la conclusion d'un accord tripartite, à cofinancer cette charge supplémentaire à raison de 50 %.

Le Conseil d'État signale qu'au vu des modifications à apporter de façon concomitante par le projet de loi n° 8016 et le projet de loi n° 8017 à l'article L. 233-16 du Code du travail, il y a lieu de veiller à ce que la publication des dits projets ne se fasse pas le même jour.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 02/06/2022
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :

19/05/2022	Présentation du projet de loi
25/05/2023	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2023
Loi du 15 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 512, page 1

Congé extraordinaire en cas de naissance d'un enfant

8017 – Projet de loi portant modification : 1° de l'article L. 233-16 du Code du travail ; 2° de l'article 28-5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi a pour objet d'élargir le droit au congé extraordinaire en cas de naissance d'un enfant, en l'accordant à toute personne reconnue comme second parent ainsi qu'à l'indépendant.

Jusqu'à présent, l'accès au congé extraordinaire en cas de naissance d'un enfant, plus connu sous le nom de congé de paternité, n'était réservé qu'aux pères d'un enfant nouveau-né. Actuellement, les couples de personnes du même sexe ne peuvent profiter des dix jours de congé supplémentaire qu'en cas d'adoption d'un enfant. L'ouverture pour la personne reconnue comme second parent équivalent par la législation nationale applicable permettra à un nombre de couples de personnes du même sexe de bénéficier du congé en cas de naissance de l'enfant.

Le projet de loi vise à transposer en droit national l'article 4 de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil, en ce que celui-ci prévoit que « [L]es États membres prennent les mesures nécessaires pour que les pères ou, le cas échéant, les personnes reconnues comme seconds parents équivalents par la législation nationale, aient le droit de prendre un congé de paternité de dix jours ouvrables, lequel doit être pris à l'occasion de la naissance de l'enfant du travailleur. » Les autres dispositions de la directive (UE) 2019/1158 seront transposées en droit national par le projet de loi n° 8016.

Le projet de loi vise à faire bénéficier les indépendants du même congé en cas de naissance d'un enfant et en cas d'adoption d'un enfant que les salariés et les fonctionnaires.

Le projet de loi a encore pour objet d'apporter certaines modifications aux articles L. 233-16 du Code du travail et 28-5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État afin de résoudre des problèmes pratiques ayant surgi au niveau de leur application.

Le Conseil d'État tient à signaler qu'au vu des modifications à apporter de façon concomitante par le projet de loi n° 8016 et le projet de loi n° 8017 à l'article L. 233-16 du Code du travail, il y a lieu de veiller à ce que la publication desdits projets ne se fasse pas le même jour.

Ce dispositif ne répond plus aux exigences de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle du 4 juin 2021 selon laquelle, en matière réservée à la loi, « la fixation des objectifs des mesures d'exécution doit être clairement énoncée, de même que les conditions auxquelles elles sont, le cas échéant, soumises. L'orientation et l'encadrement du pouvoir exécutif doivent, en tout état de cause, être consistants, précis et lisibles, l'essentiel des dispositions afférentes étant appelé à figurer dans la loi ».

Le projet de loi entend ainsi reprendre l'intégralité des dispositions du règlement grand-ducal précité du 18 février 2013 afin d'assurer la base légale du régime. Il intègre également les dispositions de l'article 2bis de la loi précitée du 21 juin 1976, de sorte que les aides financières se trouvent intégralement régies par une loi spécifique.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 05/07/2022
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

24/05/2023 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

21/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

03/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06/07/2023

Loi du 23 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 558, page 1

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 02/06/2022

Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

19/05/2022 Présentation de l'avant-projet de loi

25/05/2023 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

06/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2023

Loi du 29 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 524, page 1

Amélioration de l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation contre le bruit aérien

8041 – Projet de loi instaurant un régime d'aides en faveur des propriétaires de maisons et de bâtiments d'habitation construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg et modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

Le projet de loi a pour objet d'instaurer un régime d'aides en faveur des propriétaires de maisons et de bâtiments d'habitation construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg. Actuellement, ces personnes bénéficient d'un régime d'aides financières sous forme de subventions directes, régime qui trouve son assise légale à l'article 2bis de la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit, ainsi qu'au règlement grand-ducal du 18 février 2013 relatif à l'octroi des aides financières en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique de bâtiments d'habitation contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg. L'article 2bis de la loi précitée du 21 juin 1976 précise les investissements éligibles ainsi que les montants de l'aide et renvoie au règlement grand-ducal pour la fixation des critères et procédures d'octroi des aides financières.

Actes de procédure pénale par des moyens de télécommunication

8051 – Projet de loi portant modification : 1° du Code de procédure pénale ; 2° de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Le projet de loi n° 8051 a pour objet d'entériner certaines modifications apportées aux règles de procédure pénale en temps de crise sanitaire par la loi du 20 juin 2020 et ses lois de modifications successives. Il vise à ancrer au Code de procédure pénale les mesures jugées utiles et nécessaires et à créer la possibilité d'effectuer certains actes de procédure pénale par des moyens de télécommunication.

Le projet de loi prévoit les dispositions suivantes :

- les procédures écrites de notification des ordonnances du Code de procédure pénale ;
- l'audition des témoins par des moyens de télécommunication audiovisuelle ou par audioconférence ;
- l'assistance d'une personne qui est privée de liberté par son avocat par des moyens de communication électronique garantissant la confidentialité des échanges ;
- les procédures d'appel devant la Chambre du conseil de la Cour d'appel des ordonnances du juge d'instruction, des chambres du conseil des tribunaux d'arrondissement et la Cour d'appel des jugements rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement ;
- les procédures de recours devant la Chambre de l'application des peines de la Cour d'appel et
- les procédures d'appel devant la Chambre du conseil de la Cour d'appel en matière de mandat d'arrêt européen.

Considérant la modification du Code de procédure pénale, le projet de loi vise à permettre à une personne privée de liberté d'être assistée d'un avocat au cours d'interrogatoires par des officiers de police judiciaire, ou de rencontrer, à tout stade de la procédure, en privé l'avocat qui la représente et de communiquer avec lui, par l'intermédiaire d'un moyen de communication électronique, y compris téléphonique, dans des conditions garantissant la confidentialité des échanges et sans enregistrement. Le projet de loi permet à l'avocat d'assister son mandant privé de liberté au cours d'interrogatoires par des officiers de police judiciaire ou, à toute autre stade de la procédure dans le cadre d'entretiens confidentiels, par l'intermédiaire d'un moyen de communication électronique, y compris téléphone.

Le projet de loi reprend également une disposition légale, qui introduit l'audition réalisée par un officier ou un agent de police judiciaire dans le cadre de l'enquête de

flagrance, de l'enquête préliminaire ou sur commission rogatoire du juge d'instruction dans le cadre d'une instruction préparatoire, des témoins par des moyens de télécommunication audiovisuelle ou par audioconférence. L'audition fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel ou audio, qui est joint au dossier et qui sert de moyen de preuve.

Une autre modification concerne les notifications par voie écrite des perquisitions et saisies, lorsque le juge de l'instruction le juge opportun. L'objectif est d'assouplir les formalités de notification des ordonnances de perquisition et de saisie, concernant la saisie de documents et de données stockées et de celle de fonds de biens.

Une des finalités principales du projet de loi est aussi de permettre la communication électronique, au niveau de la notification de certaines ordonnances, au niveau de l'appel et de certaines informations fournies par le greffe. De plus, des assouplissements des formalités de notification concernant les ordonnances de perquisition et de saisie à la notification des ordonnances sont prévues. Les ordonnances concernées s'adressent à des professionnels appelés à prêter leur concours technique au sujet de télécommunications, correspondances ou système de traitement automatisé de données de tiers. Sont concernés les ordonnances de repérage de télécommunications ou de localisation de l'origine ou de la destination de télécommunications, les ordonnances de surveillance et de contrôle des télécommunications ou de la correspondance et les ordonnances enjoignant aux personnes ayant une connaissance particulière du système de traitement ou de transmission automatisée de données faisant l'objet d'une mesure de surveillance de prêter leur concours technique. La possibilité de notification simplifiée permettra d'éviter les déplacements de nombreux officiers de police judiciaire auprès des opérateurs et permettra simplement une transmission plus rapide des ordonnances en question. Par souci de cohérence et de simplification procédurale, le mode de notification assoupli est également appliqué aux ordonnances enjoignant aux personnes ayant une connaissance particulière du système de traitement ou de transmission automatisé de données faisant l'objet d'une mesure de surveillance, de prêter leur concours technique.

Concernant la faculté offerte aux justiciables de former appel par voie électronique, donc de ne pas devoir nécessairement se déplacer au greffe pour y faire une déclaration d'appel, le projet de loi vise à pérenniser cet assouplissement en proposant une modification concernant l'appel devant la Chambre du conseil, la Cour d'appel des ordonnances du juge d'instruction, des chambres du conseil des tribunaux d'arrondissement et la Cour d'appel des jugements rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement. L'appel peut être interjeté par les parties et par le ministère public par voie de courrier électronique, à adresser au guichet du greffe du tribunal ayant rendu le jugement dont appel. Cette disposition s'applique également à l'appel à interjeter par voie de requête. Le recours peut également être introduit par courrier électronique adressé au greffe.

Le projet de loi vise à permettre la forme électronique lors de la procédure d'appel devant la Cour d'appel des jugements rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement. Cette modification s'applique également aux appels contre les jugements des tribunaux de police et les jugements des chambres criminelles des tribunaux d'arrondissement.

Au niveau de la modification de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États-membres de l'Union européenne, le projet de loi adapte le texte relatif à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme concernant les formes et les délais de l'appel, qui comporte les innovations reprises de la loi modifiée du 20 juin 2020.

Le présent projet de loi vise à abroger l'article 29, paragraphe 2, de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées de manière que les héritiers d'anciens bénéficiaires du RPGH seront dispensés de la restitution du RPGH sur la succession quel que soit le statut en termes de capacité de travail de ces derniers, mettant ainsi les successeurs sur un pied d'égalité.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 18/08/2022

Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Claude Lamberty) :

04/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Présentation des amendements gouvernementaux
Examen des avis du Conseil d'État
07/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2023

Loi du 20 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 426, page 1

Champ d'application du fonds pour la protection de l'environnement

8143 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement. Ainsi, il vise à élargir le champ d'application du fonds pour la protection de l'environnement et à définir davantage ses modalités d'intervention, afin d'assurer que les fonds mis à disposition sont utilisés efficacement et dans l'intérêt pour lequel ils sont octroyés.

Le projet de loi modifie le champ d'application du Fonds. Tout d'abord, les éléments « changement climatique » et « utilisation rationnelle de l'énergie et de la promotion des énergies nouvelles et renouvelables » sont supprimés car le Fonds climat et énergie prend en charge les frais relatifs aux projets y liés. Par ailleurs, le champ d'application est étendu afin de pouvoir prendre en charge des projets liés à la promotion des objectifs de développement durable ayant trait à la protection, la promotion d'une utilisation sûre et durable des produits chimiques, ainsi que les dépenses occasionnées pour la réalisation des études et l'exécution des travaux visés par le projet de loi.

Le projet de loi opère plusieurs changements au niveau des projets éligibles pour un financement du Fonds. Tout d'abord, des dépenses relatives aux projets reconnus d'utilité publique par le Gouvernement en Conseil peuvent être pris en charge jusqu'à 100 %.

Le champ d'intervention du Fonds est par ailleurs élargi afin de couvrir les éléments suivants :

- la réalisation de nouveaux centres de ressources ainsi que l'adaptation des centres de ressources ;
- l'exécution de projets, d'activités, de mesures et de travaux visant la mise en œuvre des objectifs de développement durable découlant de l'Agenda 2030 ayant trait à la protection de l'environnement ;
- l'élaboration d'études de faisabilité et de concepts généraux ;
- les activités et projets en matière de lutte contre le bruit ;
- les activités et projets en matière de promotion d'une utilisation sûre et durable des produits chimiques ;
- les activités et projets en matière de lutte contre la pollution atmosphérique et de promotion d'une meilleure qualité de l'air ;
- la réalisation de projets pilotes illustrant l'applicabilité de nouvelles technologies ;
- les travaux de recherche visant à améliorer les connaissances techniques et scientifiques.

Le projet de loi introduit en outre une modification ayant pour objectif de permettre la définition des bénéficiaires éligibles aux aides correspondantes. Les communes, les syndicats de communes, les établissements publics, les établissements d'utilité publique et les associations à but non lucratif œuvrant dans le domaine de l'environnement deviendront dès lors éligibles à une partie des aides énumérées dans le texte de loi.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 21/07/2022

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

01/02/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
17/05/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2023

Loi du 29 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 517, page 1

Abolition de la restitution du RPGH sur la succession

8066 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27/01/2023
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

21/06/2023 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

10/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2023

Loi du 23 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 560, page 1

Audiences de plaidoiries dans les affaires soumises à la procédure écrite

8172 – Projet de loi portant modification : 1° du Nouveau Code de procédure civile ; 2° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

Le projet de loi n° 8172 a pour objet de pérenniser dans le Nouveau Code de procédure civile (ci-après « NCPC ») la mesure prévue par l'article 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, relative à la tenue des audiences de plaidoiries dans les affaires soumises à la procédure écrite.

Lors de la situation pandémique, le Gouvernement avait mis en place toute une série de mesures sanitaires qui avaient pour finalité d'endiguer la propagation du coronavirus SARS-CoV-2. Ces mesures visaient, en premier lieu, d'éviter le plus possible le rassemblement de personnes dans des lieux exigus. Une de ces mesures s'est traduite par une adaptation exceptionnelle des procédures judiciaires afin d'éviter que les audiences soient surpeuplées et contribuent ainsi à la propagation du virus.

Par conséquent, l'article 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale imposait aux mandataires des parties de faire connaître par écrit et en avance à la juridiction saisie leur intention de plaider l'affaire. À défaut, les mandataires étaient dispensés de se présenter à l'audience de plaidoiries.

Cette procédure d'exception a vite été adoptée par les magistrats et les avocats. Guidé par l'expérience de cette mesure, qui a pris fin le 15 juillet 2021, le milieu professionnel a exprimé de part et d'autre sa position favorable par rapport à l'intégration de cette mesure de manière pérenne dans le droit commun, notamment parce qu'elle permet de traiter plus d'affaires lors d'une audience.

Il est dès lors proposé d'intégrer cette mesure dans le droit commun par le biais du présent projet de loi. Le principe de la publicité des débats étant fondamental, la règle reste le droit aux plaidoiries et il est dès lors fait droit d'office à la demande des mandataires des parties de plaider l'affaire et l'audience de plaidoiries se tient lorsqu'une seule partie s'exprime en ce sens. Il est également proposé d'intégrer une disposition similaire dans la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 13/03/2023
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

28/06/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

05/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2023

Loi du 29 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 518, page 1

Attractivité et compétitivité de la place financière

8183 – Projet de loi portant modification de : 1° la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) ; 2° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ; 3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; 4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ; 5° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés

La loi en projet a pour objet d'améliorer et de moderniser la toolbox luxembourgeoise relative aux fonds d'investissement et d'accroître ainsi l'attractivité et la compétitivité de la place financière. En l'espèce, elle propose de modifier de manière ponctuelle les cinq lois sectorielles relatives aux fonds d'investissement ou des gestionnaires de ceux-ci.

Sont apportées ainsi des modifications à la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) (ci-après « loi SICAR »), la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (ci-après « loi FIS »), la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (ci-après, « loi OPC »), la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après « loi GFIA ») et la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés (ci-après « loi FIAR »).

Comme l'industrie des fonds d'investissement se trouve en constante évolution et tenant compte du fait des évolutions au sein des centres de fonds dans le monde entier, il est important que le Luxembourg s'adapte afin de garder sa position préminente.

Il ne faut pas oublier non plus le rôle primordial des fonds d'investissement pour répondre aux besoins d'investissement à long terme de l'Union européenne.

Les modifications proposées par la loi en projet sous rubrique sont le fruit d'un travail important d'alignement et de mise en cohérence de ces cinq lois sectorielles, non seulement entre elles, mais également en relation avec d'autres lois nationales et des textes européens ainsi que la consécration dans la loi de la pratique administrative.

Les modifications principales proposées par la loi en projet sont les suivantes :

- 1) la modification de la définition du terme « investisseur averti », en l'occurrence l'abaissement du seuil d'investissement actuel de 125.000 euros au standard européen de 100.000 euros dans les lois SICAR, FIS et FIAR ;
- 2) le rallongement de la période de constitution du capital minimum à 12, respectivement 24 mois pour les fonds régis par les lois SICAR, FIS, OPC (partie II) et FIAR ;
- 3) la possibilité inscrite dans la loi OPC pour une SICAV (partie II) d'adopter, à côté de la société anonyme, d'autres formes de sociétés ;
- 4) l'introduction de la possibilité pour les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs de faire appel à des agents liés ainsi que des clarifications concernant la commercialisation des fonds d'investissement alternatifs au Luxembourg ;
- 5) l'application du régime de liquidation non judiciaire telle que prévue par la loi OPC non seulement aux organismes de placement collectif, mais dorénavant aussi aux sociétés de gestion ainsi qu'aux gestionnaires ;
- 6) la modernisation ciblée de la taxe d'abonnement afin de donner suite aux efforts de la Commission européenne qui a encouragé les États membres à mettre en place des incitations fiscales nationales afin de soutenir l'émergence de nouveaux produits européens tels que les ELTIF et les PEPP. De surcroît, le régime applicable aux fonds monétaires sera aligné sur les standards européens. Les changements ne devraient pas entraîner de déchet fiscal significatif.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

05/05/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

30/06/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2023

Loi du 21 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 442, page 1

Construction d'une maison de soins pour personnes âgées à Rumelange

8213 – Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes âgées à Rumelange

Le présent projet de loi vise à autoriser le Gouvernement à participer au financement de la construction d'une maison de soins pour personnes âgées à Rumelange par l'établissement public « Centres, foyers et services pour personnes âgées », ci-après « SERVIOR », en exécution de la convention conclue à cet effet et jointe au dossier de dépôt de la présente loi en projet.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 11/05/2023

Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président : M. Claude Lamberty) :

30/06/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

04/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 06/07/2023

Loi du 20 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 425, page 1

Élections sociales

8233 – Projet de loi portant modification : 1° de l'article L. 413-4 du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ainsi qu'une disposition du Code du travail, relative aux élections pour la délégation du personnel.

Lors des dernières élections sociales en 2019, certaines incohérences concernant le droit de vote aux élections pour la Chambre des Salariés ont été constatées. En effet, il

est apparu que certaines catégories de salariés, qui cotisent à la Chambre des Salariés, ne figurent pas sur la liste des électeurs établie par le ministre ayant le Travail dans ses attributions sur base des données fournies par le Centre commun de la sécurité sociale.

En effet, il s'est avéré que les apprentis, les demandeurs d'emploi indemnisés et les bénéficiaires d'une aide financière ou d'une mesure en faveur de l'emploi sont privés du droit de vote. Le projet de loi propose de prévoir dorénavant ces catégories de personnes.

Le projet de loi propose d'apporter une clarification à l'article L. 413-4 du Code du travail, étant donné que le paragraphe 1^{er}, point 2, de l'article en question suscite des doutes quant à la question si les salariés dont le contrat de travail est suspendu, par exemple lorsqu'elles sont en congé parental à temps plein, sont éligibles pour l'élection des délégués du personnel ou pas. En principe, la suspension du contrat de travail ne devrait pas avoir d'incidence sur la qualité d'électeur ou de candidat du salarié de sorte qu'il y a lieu de procéder à une modification du dispositif en question afin d'éviter toute discussion quant à son interprétation et en vue d'assurer la participation des salariés en congé parental à temps plein aux prochaines élections sociales.

Par ailleurs, le projet de loi prévoit de rabaisser l'âge pour être électeur à seize ans, étant donné que parmi les apprentis se trouvent également des jeunes âgés entre seize et dix-huit ans. La limite d'âge pour être éligible est toutefois maintenue à dix-huit ans.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/06/2023

Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

06/07/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/07/2023

Loi du 29 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 507, page 1

61^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance

p. 11

2. 8041 – Projet de loi instaurant un régime d'aides en faveur des propriétaires de maisons et de bâtiments d'habitation construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg et modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

p. 11

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

Discussion générale : M. Paul Galles | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Joëlle Welfring

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8041 et dispense du second vote constitutionnel

3. 8213 – Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes âgées à Rumelange

p. 15

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Claude Lamberty
Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Claude Lamberty | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Charles Margue | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8213 et dispense du second vote constitutionnel

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

4. 7956 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir un vélodrome et à participer au financement des travaux nécessaires à la construction des équipements et aménagements nécessaires à son exploitation

p. 20

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
Discussion générale : M. Max Hengel (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Carole Hartmann | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre des Sports (interventions de Mme Myriam Cecchetti, M. Sven Clement et Mme Carole Hartmann)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7956 et dispense du second vote constitutionnel

5. Question élargie n° 190 de M. Marc Spautz au sujet de l'évolution du taux de chômage

p. 24

M. Marc Spautz | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

6. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la pauvreté laborieuse

p. 25

Exposé : Mme Myriam Cecchetti (dépôt des résolutions 1 et 2)

Débat : M. Paul Galles | Mme Carole Hartmann | M. Dan Kersch | Mme Djuna Bernard | M. Jeff Engelen | M. Sven Clement

Prises de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration (intervention de M. Sven Clement) | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | M. le Ministre Max Hahn

Résolution 1 : M. Dan Kersch | Mme Myriam Cecchetti | M. Dan Kersch

Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)

Résolution 2 : M. Dan Kersch | M. Paul Galles | M. Dan Kersch | M. Paul Galles | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti

Vote sur la résolution 2 (rejetée)

7. 8235 – Présentation du rapport de la Sous-commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

p. 33

Rapport de la Sous-commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch

Débat : M. Marc Spautz | M. Gusty Graas | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Georges Engel, Mme Joëlle Welfring et M. Max Hahn, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech maachen d'Sitzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. 8041 – Projet de loi instaurant un régime d'aides en faveur des propriétaires de maisons et de bâtiments d'habitation construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg et modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

Da kënnen mer direkt zur Fortsetzung vun eisem Ordre du jour kommen, an do geet et ëm de Projet de loi 8041 ...

(Brouhaha)

... iwwert d'Aféierung vu Bähëllef fir d'Verbesserung vun der akustescher Isolatioun vun Haiser géint de Kaméidi vum Flughafen. Rapporteur ass den Här François Benoy an hien huet elo direkt d'Wuert. Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ass. Här Benoy, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Hären, Madamm Ministesch, mam Gesetzesprojet 8041 schafe mir Hëllef, fir Wunnengen akustesche ze isoléiere géint de Kaméidi vum Flughafen. D'Gesetz iwwerhëlt de Gros vun den Dispositiounen aus dem Regimm aus dem Règlement grand-ducal vum 18. Februar 2013 iwwert dës Hëllef an schafft also eng stabil legal Basis. Et gétt awer och dervu profitéiert, fir eng méi proaktiv, effikass an einfach Approche ze huelen, fir d'Biergerinnen an d'Bierger ronderëm de Findel besser géint de Kaméidi vum Flughafen ze schützen.

Duerch d'Prise en compte vun den aktuellste Kaméidiskaarten, déi no den europäeschen Normen opgestallt

goufen, an der Baisse vun de Kaméidislimitte vu 70 op 64 dB am Dag a vu 60 op 54 an der Nuecht, kommen elo daitlech méi Leit an de Genoss vun den Aiden. Wann am ale Regimm just 400 Haiser eligibel waren, esou sinn et der elo potenziell 2.635, déi grouss Majoritéit dovunner um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg. Déi concernéiert Adresse stinn all eenzel an der Annex vum Gesetz.

D'Prozedur gétt fir dese Schallschutzprogramm vereinfacht, andeems d'Qualitéit vun den Aarbechten elo stéichprouwenaarteg kontrolléiert gétt. D'Aarbechte mussen natierlech den Exigence vum Gesetz entsprechen, soudass d'Biergerinnen an d'Bierger adequat virum Kaméidi geschützt ginn. Ënner anerem Investissementer bei de Fënsteren, Rollueden, der Ventilatioun an der Isolatioun vum Daach, grad wéi d'Berodung vun den Aarbechte si bis zu engem Montant vu 16.000 Euro fir en Haus an 8.000 Euro fir en Appartement méiglech.

Par rapport zum ale Regimm ginn dës Montanten elo no uewen, dat un d'Präisevolutioun vum Material an de Personalkäschten, ugepasst, an et sinn och méi Elementer eligibel. Dës Aidë sinn och cumulabel.

Bleift nach ze preziséieren, dass just Gebaier, déi virum 31. August 1986 autoriséiert goufen, eligibel sinn, deen Datum, wou de PAP Aéroport et Environnement a Kraaft getrueden ass. Hei geet et also drëm, speziell déi Leit virum Kaméidi ze schützen, déi a sensibele Beräicher vun de Fluchschneise wunnen, a Gebaier, déi scho virun der Extenssioun vum Flughafen op där Plaz stoungen.

Ech wëll och nach eemol drop hiweisen, dass dës Mesür just eng vun de regulatoreschen, finanziellen an operative Mesüeren aus dem Aktiounsplang géint de Kaméidi vum Flughafen ass, wéi zum Beispill d'Koppele vun den Terminalstaxen an de Geräischpegel vun de Maschinnen an hir Startzäit, fir Maschinnen, déi vill Kaméidi maachen, an de Betrib an der Nuecht ze penaliséieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet gouf de 5. Juli zejoert vun der Ëmweltministesch deposéiert. De Staatsrot huet säin Avis den 28. Februar ginn. De 24. Mee gouf ech zum Rapporteur ernannt a mir hunn an der Ëmweltkommissioun iwwert de Projet diskutéiert. Mir hunn dee Moment iwwert de Wee vu parlamentareschen Amendementer d'Resultater vun der strateegescher Kaméidiskaart vun 2021 iwwerholl, déi eréischt nom Depot vum Gesetz finaliséiert gouf. Grad esou hu mer, opgrond

vum Staatsrot senger formeller Oppositioun, d'Wierder „en copropriété“ aus dem éischten Artikel gestrach, fir och sécher kee Proprietär vun desen Aiden auszeschleissen.

D'Salariats- an d'Handelskummer begrëssen d'Gesetz. D'Salariatskummer freet sech iwwerdeems, ob och d'Locatairë genuch vum Kaméidisschutz profitéieren.

Nodeems mir den zweeten Avis vum Staatsrot den 13. Juni kruten, konnt d'Kommissioun mäi schrëftleche Rapport, op deen ech fir weider Detailer verweisen, e Méindeg de Moien unhuelen.

Här President, Dir Dammen an Hären, dat hei ass e wichtegt Gesetz, duerch dat daitlech méi Leit ronderëm de Findel vu méi a besseren Hëllef géint de Kaméidi duerch de Flughafen kënnen profitéieren an deenen hir Liewensqualitéit doduerch verbessert gétt.

Ech soen Iech an deem Sënn och villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An dann huet d'Wuert de Paul Galles.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. A merci dem Rapporteur fir säi gudde mëndlechen an och schrëftleche Rapport zu deem Gesetz, wat mer voll a ganz ënnerstëtzen.

Mir begéinen héchstwahrscheinlech op anere Plazen – de Rapporteur d'selwecht wéi ech och – ëmmer erëm Leit, déi dovun betraff sinn an déi eebe genau déi dote Problemer hunn, nämlech dass si mussen hiert Haus isoléiere bezéiungsweis géint de Schall dämme vis-à-vis vun dem Kaméidi, dee se vum Findel hier hunn. Dat heite Gesetz erlaabt, dat Ganz op gutt Been ze setzen. Et erlaabt et souguer och, d'Zuel vun den Haiser, oder vun den Immeublen, déi eligibel sinn, nach e bësse méi héich ze maachen, wat mer natierlech och begrëssen. An et ass vläicht och interessant ze wëssen, dass dat alles fir Haiser gëllt vu virun 1986, well dat den Datum war, wou eeben de Findel deemools ausgebaut ginn ass. Dat ass gesot ginn, dat ass richtig, jo genau; ech wollt et nach eng Kéier widderhuelen, well et awer interessant ass fir déi, déi nolauschteren.

An deem Sënn och den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup;

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 8213 – Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes âgées à Rumelange

Den nächste Punkt um Ordre du jour vum de Mëtten ass de Projet de loi 8213 iwwert déi staatlech Finanzierung vum Altersheim zu Rémeleng. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An de Rapportier vum dësem Projet de loi ass den honorablen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch d'Promotioun vum engem gesonde Liewensstil a Fortschreiter am Beräich vun der Fleeg an awer och besonnesch vun der Medezinn geet d'Liewenserwaardung hei am Land an den Undeel vun der eelere Populatioun generell ëmmer méi an Luucht. Dat ass u sech eng ganz positiv Saach, déi natierlech awer och Erausforderunge fir d'Gesellschaft mat sech bréngt, ënner anerem, wat d'Betreiung an d'Personal, wat gebraucht gëtt, an och wat d'Strukturen, déi néideg si fir déi eeler Leit, betrëfft.

2022 hunn zu Lëtzebuerg ronn 95.000 Persounen iwwer 65 Joer geliift, wat zirka 15 % vun der gesamter Bevëlkerung entsprécht. D'Liewenserwaardung bei de Fraen, déi louch den Ament bei 84,8 Joer an déi vun der männlecher Populatioun bei 80,3 Joer. D'Unzuel u Senioren am Land ass an de leschte Joerzénge ëmmer méi gross ginn an den Trend wäert sech – duerch déi virdrun erwäante Fortschreiter – och weider verstärken.

Dann dierf een och net vergiessen, dass e weidere Grond fir déi grouss Hausse sécherlech och op d'Zäit vun de sougenannte „Babyboom-Jore“ zrëckzeféieren ass: An de 50er- a 60er-Jore koumen, wéi den Numm et scho seet, immens vill Mënschen op d'Welt, déi elo quasi all am Pensiounsalter ukomm sinn oder ënnerwee dohinner sinn. De Projektioun vum der Sécurité sociale no kéint bis 2060 den Niveau vun 200.000 Leit iwwer 65 Joer a méi hei am Land erreicht ginn.

D'Liewenserwaardung an de Wuesstem vun der eelerer Populatioun si wichteg Facteuren, fir de Besoin un neie Servicer an och Strukturen fir Senioren ze

anticipéieren. Als Politick musse mer derfir suergen, dass all Persoun, déi vun den Alters- a Fleegegeservicer wëll profitéieren, och Accés dorobber huet, sief dat aus finanzieller Hisiicht, andeems mer garantéieren, dass all Mënsch sech e Bett an engem Struktur fir eeler Leit ka leeschten, oder och aus dem méi pragmatische Bléckwénkel, andeems mer kucken, dass genuch Better insgesamt zur Verfügung stinn.

Wat de finanziellen Accés betrëfft, wëll ech op deser Plaz nach eng Kéier rappeléieren, dass d'Reform vum sougenannten „Accueil gérontologique“ um Instanzewe ass, mat där mer eng finanziell Hëllef aféiere fir Leit, déi sech kee Bett an engem Heem kënne leeschten.

Wat elo d'Unzuel u Better betrëfft, huet d'Regierung an der leschter Zäit schonn opgestockt a wäert och an Zukunft weider an den Ausbau vun den aktuelle Strukturen respektiv an de Bau vun neien Alters- a Fleegeheemer investéieren. Dobäi muss ee wëssen: De Moment gëtt et zu Lëtzebuerg ronn 6.600 Better, déi opgedeelt sinn op 53 Strukturen.

Net nëmme d'Unzuel, mee och de Profil vun de Residenten an den Alters- a Fleegeheemer huet sech iwwert déi lescht Jore nawell staark verännert. Déi eeler Leit, déi waarden hautdesdaags ëmmer méi laang, bis se sech an eng Struktur beginn, a gräife léiwer op d'Hëllef vun entweder Familljemembere oder och op extern Hëllef vu Soins à domicile zrëck. Sait der Aféierung vun der Assurance dépendance am Joer 1999 huet d'Politick sech och kloer fir de Maintien à domicile ausgeschwat, well mir einfach wëssen, dass d'Leit sech ganz oft am wuelsten doheim an de véier eegene Wänn, an hirem gewinnnten Êmfeld fillen.

Déi meescht eeler Leit ginn hautdesdaags deemno eréischt an en Alters- oder Fleegeheim, wann se méi intensiv Soine brauche respektiv hir Gesondheet et einfach net méi zouléisst, eleng kënne doheimzebleiwen. Effektiv hunn zejoert 60 % vun de Beneficiaire vun der Assurance dépendance bei sech doheim gewunnt a just 40 % hunn an engem Struktur gewonnen.

En gros gesi mer dräi Facteuren, déi sech bei de Bewunner vun den Altersstrukture geännert hunn: engersäits eng Hausse vun der Altersmoyenne an eng Degradiation vum Gesondheitszoustand dee Moment, wou d'Aschreiwung an der Struktur stattfënn, an anerersäits och eng méi kuerz Durée de séjour. Generell sinn 30 % vun de Seniore männer wéi ee Joer laang an engem Alters- oder Fleegeheim ageschriwwen. Zejoert louch d'Altersmoyenne bei 83 Joer an d'Hallschent vun de Residente waren iwwer 86 Joer.

Mat der Hausse vun der Altersmoyenne klëmmt och d'Prevalenz vu verschiddene Krankheeten, déi am Zesammenhang mam héijen Alter stinn, zum Beispill Diabetes, Demenz, Kriibsorten, awer och verschiddene Zorte vun Handicappen, wéi zum Beispill de Verloscht vum Gehéier oder och vun der Siicht. Et ass dofir wichteg, dass mir engersäits modern Altersstrukturen hunn, déi de Besoin vun den eelere Leit gerecht ginn, an anerersäits och genuch qualifizéiert Personal, fir de Bewunner héichwäerteg Soine kënne ze offeréieren.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, mam virleiende Gesetzesprojet schafe mer eng legal Basis fir de Finanzement vun engem neie Fleegeheim zu Rémeleng. Konkreet geet et drëms, dass aalt Gebai ofzerappen an duerch eng méi modern Struktur ze ersetzen. 120 nei Better wäerten entsto an wäerte vu SERVIOR geréiert ginn. Fir d'Konstruktioun vum neie Fleegeheim ass e Budget vu ronn 600 Milliounen Euro (veuillez lire: 66 Milliounen Euro) virgessinn, an den ënnerlât deemno dem Artikel 99 vun der Verfassung, dee virgesäit, dass all staatlech Depense iwwer engem Plaffong vu 40 Milliounen muss gesetzlech autoriséiert ginn.

Déi nei Struktur soll souwuel fir eeler Leit ausgeriicht sinn, déi reegelméisseg an och intensiv Soine brauchen, wéi och fir Senioren, déi nach méi autonom sinn a just punktuell a vereenzelt Ënnerstützung brauchen. Et wäert souwuel privat Beräicher ginn, déi aleng fir d'Residenté reservéiert sinn, wéi awer och Raim, déi gemeinsam souwuel vun de Bewunner wéi och vum Personal an och vun de Visiteure kënne genotzt ginn.

Nieft der Privatsphär vun de Seniore gëtt nämlech och vill Wäert op de soziale Kontakt an och de Austausch geluecht, den, wéi mer alleguerter wëssen, ausschlaggebend – oder mat ausschlaggebend – fir d'Welfarebance vun net just den eelere Leit, mee awer och besonnesch vun den eelere Leit ass. D'Residenté solle sech zu all Zäit doheim fillen, sech gutt versuergen an encadréiert spieren, ma och – an dat ass, mengen ech, ganz wichteg – weider e groussen Deel un Autonomie behalen.

Wéi an all den anere Strukturen vu SERVIOR wäerten och zu Rémeleng reegelméisseg Aktivitéite fir d'Senioren organiséiert ginn, als Beispill: Thés dansants, Spillowenter oder Ausflug. Wat d'Restauratioun betrëfft, wäert sur place gekacht ginn an d'Essen entweder am Restaurant vum Heem oder och op Wunsch am Zëmmer kënnen zerwéiert ginn. Natierlech gëtt heibäi ganz vill Wäert op eng ausgeglichen, gesond an och altersgerecht Ernährung geluecht. SERVIOR engagéiert sech ausserdeem dozou, en exzellente Rapport Qualité-Prix ze offeréieren a sou vill wéi méiglech lokal Produite ze benotzen.

Nieft dem Hebergement, der Restauratioun an der Animatioun kënnen d'Residenten awer natierlech och vun enger Rei vu Gesondheits- respektiv Wellnessservicer profitéieren, wéi vun engem Kiné, engem Ernährungsberater, engem Ergotherapeut oder och ganz einfach engem Coiffer.

De Projet de loi, wéi e virlät, gouf den 11. Mee 2023 offiziell deposéiert, den 8. Juni an d'Familljekommissioun iwwerginn, den 13. Juni koum den Avis vum Staatsrot, den 30. Juni gouf ech zum Rapportier ernannt an de 4. Juli gouf de Rapport an der Kommissioun gestëmmt.

Fir all Detailler verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an ech ginn heimadder den Accord vum der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapportier Claude Lamberty.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischte e grouse Merci un de Präsident-rapporteur, dee sech ganz séier an de Sujet ageschaff huet, well viru 14 Deeg oder dräi Woche wosst en nach net, wat dat fir e Projet wier. Dofir merci Här Lamberty fir Är exzellente Ausféierungen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Altersheim vu Rémeleng – ech erlabe mer, dass hei ze soen, wat och vill Leit am Minett wäerte soen: „Ma endlech!“ Well d'Geschicht vum Altersheim vu Rémeleng geet ganz wäit zeréck. Et ass schonn deemools, wéi d'Haiser aus der Santé an aus der Famille zesummegeleucht gi sinn ... déi méi stänneg Kolleegen heibannen, déi wëssen dat, dass et virdu bei deenen engen d'Fleegeheimer gi sinn a bei deenen aneren d'Altersheimer gi sinn an dass duerno déi Zesummeleung komm ass, wat och plazeweis erkläert, firwat bei deenen engen ëmmer d'Toiletten um Zëmmer waren a bei deenen aneren net, dass dat och nach dorop zeréckgeet, dass dat viru allem d'Haiser aus der Santé waren, déi viru allem Fleegeheimer waren, wou viru

D'Residenten hunn en neit Iwwergangsdohem zu Déifferdeng fonnt a freeë sech mat eis all, no laangem Hin an Hier, dass dann endlech Neel mat Käpp gemaach ginn a Rëmeleng eng nei adequat Struktur fir eeler Leit kritt, déi den haitegen Ufuhrerungen an Normen entsprécht an den eelere Leit, dem Personal an de Visiteuren déi beschtméiglech Konditioune bitt. Doriwuer si mir als LSAP och ganz frou.

Ech ginn heimadder ganz gär den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Maddamm Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem neie President vun der Kommissioun, dem Rapporteur Claude Lamberty, fir de schréftleche Rapport a virun allem seng méndlech Ausféierungen. Hien huet eis den neie Projet zu Rëmeleng beschriwwen. An als Gréng si mer och frou, dass elo endlech zu Rëmeleng – wéi sot meng Virgängerin et? – Käpp mat Neel an deem Dossier gemaach ginn.

Plusieurs voix | Neel mat Käpp!

M. Charles Margue (déi gréng) | Neel mat Käpp.

(Hilarité)

Dat ass deen typesche Lapsus, pardon.

(Interruptions et hilarité)

Mir Gréng ginn och eisen Accord fir dese Gesetzesprojet. Fir dass ech dat net vergiessen, wëll ech dat direkt kloerstellen.

Dëst Altersheem ass e gudden Investissement, well mer et brauchen a well et e gudde Projet ass. An och weider Planunge vun Altersheemer respektiv Renovéierung vum de besteende si gutt, well och noutwendeg.

Wa mer vun Altersheemer schwätzen, da schwätze mer jo de facto vum engem Deel vum den eelere Matmënschen an eiser Gesellschaft. Well net jiddweree verbréngt seng lescht Joren an engem Altersheem. Erlaabt mer och, haut zum Thema Altersversuergung oder Versuergung vum de Senioren e puer grondleeënd Iwwerleeungen aus grénger Siicht ze maachen.

Zënter den 90er-Joren ass zu Lëtzebuerg munches geschitt an et gëtt vill Angeboter, fir den Iwwergang aus dem Berufsliewe besser ze meeschteren an eng mat Sënn a Freed gefüllten Zäit ze erliewen, ier et da vläicht an d'Altersheim geet.

Wa mer eis d'Resultater vum der Vollekszielung vum 8. November 2021 ukucken, da stelle mer fest, dass eis Bevëlkerung engersäits wüsst, awer zur selwechter Zäit och ëmmer méi al gëtt, also den Undeel vum der Bevëlkerung vun deenen, déi al sinn, méi grouss gëtt. Mir „vereezen“, fir dat mat engem net ganz schéine Wuert ze soen.

D'Offer fir Senioren ass an de leschte Joerzénge wierklech staark ausgebaut ginn: Club Senior, Dagesfoyer uechter d'Land, nei a renovéiert Altersheimer a spezifesch Heemer, wéi zum Beispill fir eis Alzheimerkrank Matbierger. A via flächendeckend Reseauen, fir d'Leit doheem ze versuergen, hu mer och de Maintien à domicile – ech sot ech schonn hei eng Kéier – quasi zum Lëtzebuurger Modell gemaach; natierlech erméiglecht duerch d'Aféierung vum der Fleegeverséierung. Mee dese Modell, charakteriséiert duerch esou laang wéi méiglecht Doheemleiweng engersäits an anerersäits eréischt am héijen Alter an d'Altersheim goen – de

Rapporteur huet gesot, wéi kuerz déi Zäit dann ass a wéi gebriechlech d'Leit sinn –, ass en neie Phenomeen.

Dese Modell stéisst u seng Grenzen. An déi Grenze sinn d'Isolatioun vun den eelere Matbierger bei sech doheem – „Alterseinsamkeit“ op Däitsch, Elengsinn –, wat fir déi psychesch a physesch Gesondheet ka geféierlech ginn. Dat psychesch Wuelfefanne kann zur Katastroph ginn: wéineg Kontakter, wéineg Stimulatioun, ëmmer manner Liewensloscht a Freed.

Vill vun deenen eelere Matbierger liewen oft eleng. Respektiv wann de Mann oder d'Fra gestuerwen ass, si se dann an enger Situatioun, wou se net richtig drop virbereet waren. Si liewen also eleng oder zu zwee a Wunnengen, déi hire Besoinen net méi entsprechen: ze grouss, net altersgerecht, oft richtig deier am Ënnerhalt fir eeben eng bis zwou Persounen. An anere Wieder: Wann déi eege Wunneng net méi ugepasst ass respektiv zur Laascht gëtt. An, by the way, dee Wunnraum steet net zur Verfügung fir méi grouss Stéit.

deéi gréng proposéieren, aus där Fal erauszekommen. Dës Situatioun erfuerdert – an dat hu mer an deene leschte Joren alleguerten net genuch gemaach – nei Modeller, fir dass mer déi eelere Matbierger weider abannen an dat gesellschaftlecht Liewen. An ech wëll och hei eng Lanz brieche fir d'Familljen an déi ronderëm, fir dass déi eeler Leit och manner op hir Famill respektiv op aner „Aidanten“ – wéi et am Jargon heescht – ugewise sinn, déi sech ëm si suerge respektiv se versuergen. Da kënn nämlech och de Punkt, wou den Drock ass, fir an d'Altersheim ze goen, vun der Famill, well si et net méi packen, well se schaffe ginn, hiren eegene Stot hunn an do no de Kanner an hire Léifste musse kucken. Dat féiert dann och zum schlechte Gewësse vum de Kanner, wa se da kucken, hir Elteren an engem Altersheim ënnerzekerien.

Dowéinst triede mir Gréng fir méi Méigeneratiounenhaiser an, wou d'Zusammeliweng ënner Generatioune gestärkt gëtt. An deem Sënn ass och de Modell vun de Seniorewunnengemeinschaften ze entwéckelen. Béd Konzepter si komplementar a stellen eng Alternativ zu den aktuellen Altersheemer an änleche Strukturen duer respektiv ass et virun allem eng zousätzlech Offer. A béide Fäll kommen dann déi eeler Leit aus hirer sozialer Isolatioun eraus, si hunn eng lieweg Noperschaft, se liewen an engem Wunnquartier mat kuerze Weeër, wou et wa méiglech Geschäfte, Gesondheetsdéngschter, Restauranten a kulturell Offere gëtt, normalerweis och un den öffentlechen Transport ugebonden, wa mer dës Wunnstrukturen an eisen Uertschaftskären usidelen.

Déi Leit kréien dann och altersgerecht Wunnengen, wou si weider an hirem eegenen Heem sinn, wa mer alles richtig maachen. An eventuell brauche se och net am héijen Alter an d'Altersheim ze goen oder an eng Struktur, wou se ronderëm d'Auer musse betreit ginn. Ech wënschen natierlech allen Awunner elo zu Rëmeleng frou a glécklech Sejouren, wa se bis do sinn, an och de Mataarbechter, dass se ideal Aarbechtskonditioune kréien, fir dass se déi eeler Leit gutt kënnen betreiben. Ech huelen un, dass de Méipräis och warscheinlech doduerch kënn, dass de Projet sech entwéckelt huet, wat d'Aarbechtskonditioune, wat de Komfort fir jiddweree ugeet.

Mir sollen awer all als politesch a gesellschaftlech Verantwortlech kuerzfristeg, Här Minister, Pilotwunnprojeten entwéckelen, fir dass mer aus där Fal Maintien à domicile versus Altersheim erauskommen. Dat ass eng Fro vu Liewensqualität, vu Wuelfefannen, an ech woen och ze soen, dass et och eng gutt Saach wier, fir eis Keess manner ze strapazéieren – ech denken do un Ären Noper, dee verantwortlech ass fir d'sozial Sécherheet hei am Land –, well, ech mengen, déi aktuell

Alternativen, souwuel Maintien à domicile wéi Altersheimer, sinn net déi bëllegst, fir net ze soen: déi deierst.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleegen, ech well och ufänken an dem neie President, dem Rapporteur, Merci soe fir säi Rapport, deen en eis haut hei presentéiert huet. Wann Der als Fëneften hei drukommt, dann hutt Der bei esou engem Projet, wou, mengen ech, elo kee wäert dergéint stëmmen a wou allgemeng Zoustëmmung ass, natierlech net méi vill Méiglechkeeten, eppes Neies ze erzielen. Dat wäert ech och elo net maachen an ech wäert och net all déi Saache elo widderhuelen, déi gesot gi sinn, déi wichtig sinn: al Leit, sech bekëmmern, soziaalt Zesummeliweng an esou weider etc. Alles dat ass richtig an et ass scho gesot ginn an et kann een et nëmmen ënnerstëtzen.

Mee ech wëll vläicht profitéieren, fir eng aner Fro ze stellen, elo net nëmmen a Besuch op dat, wat Rëmeleng ugeet – do gëtt elo also eppes gebaut, e Fleegeheim, en Altersheem, dat ass eng gutt Saach, wéi gesot –, mee allgemeng kucken, wat hei am Land nach un Altersheemer an u Fleegeheimer felt – wéi vill? –, an och kucken, dass dat flächendeckend verdeelt ass – wou si vläicht Plazen, wou sou Heemer feelen?

An dann zum Schluss géif ech nach op dräi Saachen agoen, déi ganz wichtig sinn. Dat éischt, dat ass, dass mir ëmmer mussen derfir suergen, dass d'Qualitéit vun deenen Heemer esou gutt ass wéi méiglech: exzellent. Mir mussen derfir suergen, dass de Präis abordabel ass an net nëmme fir eng gewësse Schicht vu Leit do ass. A mir mussen derfir suergen, dass och Kontrolle stattfannen an deenen Heemer.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, dem Rapporteur e grouse Merci fir säi méndlechen a schréftleche Rapport. Interessant war och seng Ausso, dass ee Mesüre muss en place setzen, fir datt jidderee sech e Bett an esou engem Etablissement ka leeschten. Am Umkehrschluss heescht dat jo dann, datt net jidderee sech dat leeschte kann, sou wéi ech dat iwwregens och a menger leschter Ried zu deem Thema scho gesot hat. An zwar kënnen 77 % vun de Frae sech kee Bett leeschten a mussen dofir vum Fonds national de solidarité ënnerstëtzt ginn, wat immens wichtig ass, an da muss een nach kucken, wat se Rescht behalen ënner dem Stréch, fir sech awer vläicht nach dat eent oder anert kënnen ze leeschten. An dofir muss mer dat onbedéngt op de Leescht huelen – dofir am Virfeld schonn e grouse Merci.

Am Virfeld sief och direkt gesot, dass mir dëst Gesetz selbstverständlech matstëmmen, well de Bau vun engem neien Alters- a Fleegeheim zu Rëmeleng längst iwwerfällg war. Dat bestoend Heem mat 70 Plazen aus dem Joer 1957 war iwwerholl an net méi un d'Uspréich un eng qualitativ héichwärtig Betreuung vun eelere Mënsche mat ganz ënnerschiddleche Besoinen ugepasst. Den Neibau vun neien Heem ass scho laang gefuerdert an diskutéiert ginn. No laange Jore gëtt et elo endlech Realitéit, an dat ass och ganz gutt esou.

ze fideliséieren. Dofir ass et émsou méi wichteg, dass d'Aarbechtskonditioune stëmmen.

Fir d'Personal am Soin sinn d'Blocs fonctionnels – also d'Infirmier, de Raum fir d'Medikamenter, e kleng Reunionssall an d'Raim fir propper a knaschteg Wäsch – op all Stack zentral situéiert a mat interne Couloiren ekipéiert. Dës Organisatioun mécht d'Weeër, déi d'Mataarbechter all Dag maache mussen, méi kuerz. Doduerch gëtt d'Aarbecht méi effizient, an et ass méi Zäit, fir sech ëm d'Bewunner ze këmmen. Well dorëms geet et eis jo. Déi neist Ekipementer am Soin, an der Kichen an an der Technik wäerten och d'Aarbechtskonditioune vun de Mataarbechter verbesseren.

Den Ale Roude Fiels war wuel en almoudescht an net gutt ekipéiert Haus, mee et war en Haus voller Charme an en Haus mat enger Séil, an deem d'Bewunner sech wuel gefillt hunn. Et war net einfach, aus deem alen Haus erauszepënnen. A vill vun de Bewunner an och dem Personal hu sech schwéiergedoen, wéi et geheescht huet, ab dem leschestem November op de Woiwer an dat neit SERVIOR-Gebai, wat mer dann hei viru plus/minus fënnf Joer am Haus konnte stëmmen, ze pënnen.

Dat neit Haus wäert och seng eegen Identitéit a säi Charme kréien: duerch d'Bewunner, duerch d'Personal an och duerch d'Amicale vun de Benevole vum Ale Roude Fiels, déi bestoe bleibt an dann d'Amicale vum Neie Roude Fiels gëtt. Och d'Aktivitéiten an d'Fester, selbsterständlech, wäerten d'Identitéit vum neien Haus mat prägen.

Dir Dammen an Häre Deputéiert, de Projet vum Neie Roude Fiels, deen haut hei diskutéiert ginn ass an iwwert deen Dir elo ofstëmme wäert, ass e Projet fir eis eeler Leit vu Rëmeleng, aus dem Keeldall an aus der ganzer Émgéigend, a fir déi ass dee Projet hei immens wichteg – ech mengen, meng Virriedner hunn dat alleguerten esou ënnerstrach.

Déi ronn 66,4 Milliounen Euro, déi dëse Projet kascht, investéiert de Staat an d'Wuelbefannen an an d'Liewensqualität vun deene Leit, déi eist Land an de leschte Joerzëngte gepräagt hunn an déi déi lescht Etapp vun hirem Liewen am Neie Roude Fiels zu Rëmeleng verbréngen. Dat ass gutt investéiert Geld. An ech sinn iwwerzeugt, dass den Neie Roude Fiels zu Rëmeleng e liewegt Haus mat enger eegener Identitéit a virun allem och mat enger Séil gëtt.

Et sinn e puer Froen opgeworf ginn, zum Beispill, wat d'Bezielbarkeet vun esou Strukturen ugeet. Do wësst Der, dass et den Accueil gérontologique gëtt. An do war et eis am Haus ganz wichteg ... an dofir gouf dat och am Koalitionsaccord festgehalten. E Projet, deen och um Instanzewee ass, dat ass nämlech den Accueil gérontologique, wou et eebe grad drëms geet, fir deene Leit, déi Schwierigkeiten hunn, sech dat ze leeschten, ënnert d'Äerm ze gräifen. Dat geschitt och haut schon, et ass just esou, dass mer mam neie Gesetz eigentlech do nach e Schratt méi wäit ginn, andeems mer soen, dass d'Täschegeld zum Beispill ausgeweit gëtt an dass eng gewëssen Zort un Zousatzprodukter, déi eigentlech extra kaschten, wéi zum Beispill Hygiènesartikelen, och an Zukunft heivun ofgedeckt soll ginn.

Et ass gefrot ginn, wéi et allgemeng ausgesäit mat anere Projeten am Beräich vun den Alters- a Fleegeheemer. De Woiwer, wéi gesot, ass virun net allze laanger Zäit opgaange mat 200 Better. Do dernieft geet Äische gläich op, Stroossen, d'ALA vergréissert, Elysis zu Esch, d'Käerjenger Fleegeheem, zu Iechternach den Hospice civil, wou allkéiers nach Better derbäikommen. Et ass eng ganz Panoplie u Projeten, déi ech kéint opzielen. Et sinn am Ganzen 3.000, ongeféier 3.500 Better, déi hei bis 2031 zousätzlech wäerte geschaf ginn.

Da sinn ech nach gefrot ginn, wéi et ausgesäit mat de Geneemegungen, eng Fro, déi mer och an der Chamberskommissioun gestallt ginn ass. Et ass esou, dass d'Baugeneemegung vun der Gemeng de 5. Juli erakoum. De roude Punkt hänkt och do. Et gesäit een net méi ganz vill ausser deem roude Punkt, well Stand virun zwee, dräi Deeg krut ech d'Foto geschéckt, dass de ganzen Albau ofgerappt wier. Do dernieft sinn nach Commodosdemanden ënnerwee, souwuel bei der Gemeng wéi och bei de verschiddenen Administratiounen. D'Permission de voirie ass ugefrot bei Pönts et chaussées.

D'Beem, d'Madamm Asselborn huet et och scho gesot, déi sinn Enn Februar – ganz wichteg, well dat ass e ganz wichtege Termin, ab dem 1. März wier dat net méi gaang – nach ewechgeholl ginn. D'Creos wäert eng nei Ligne basse tension um Projet leeën. A wat de PAG/PAP ugeet, sou ass et esou, dass de PAG vun der Gemeng 2020 approvüert ginn ass. Den Terrain ass an enger sougenannter Zon PAP „quartier existant“, dofir huet net missen och fir deen heite Projet nach e separate PAP gemaach ginn.

Dann zu de Käschte nach vläicht ee Wuert: Den Här Spautz huet et gesot, dass 2013 eng Konventioun ënnerschriww ginn ass. E war eigentlech ganz bescheiden, well en hätt och kënnen soe vun him selwer, well dat war, wéi hien zoustännege Minister war, wou déi Konventioun ënnerschriww ginn ass fir am Ganze 25,2 Milliounen Euro, baséierend op engem Forfait, deen deemools bezuelt ginn ass, vun 210.000 Euro pro Bett. Dat ass jo komplett iwwerduecht ginn, dat wësst Der alleguerten heibannen, dass dat net méi sou funktionéiert, dass eigentlech haut opgrond vum APD déi reell Käschten iwwerholl ginn. Dat war indexéiert deemools op de Bauindex, dee war deemools 552,23. Mam Bauindex vun haut wiere mer do scho bei 49 Milliounen, vun deenen een da misst schwätzen, wann een et wéilt vergläichen. D'Projeten – an Dir hutt et gesot –, déi sinn awer net vergläichbar, well, wéi gesot, de Projet ganz nei ausgeschafft ginn ass.

Dir wësst et och: D'Ufuerderunge haut vun de Ministèren, sief et d'ITM, sief et d'Creos, den Environnement, d'Gestion de l'eau oder och d'Kultur zum Beispill, de CGDIS, d'Accessibilitésgesetz, dat mer virun enger Zäitchen hei gestëmmt hunn am Haus, all dat dréit natierlech och derzou bäi, dass déi Suen, déi zwar gutt investéiert sinn, dann natierlech och d'Projeten haut méi deier maachen. Mee ech mengen, vum Här, deen duerno nach zu engem wichtege Gesetz hei wäert schwätzen, do wäerte mer eppes Änlech ze héiere kréien. Dann ass et och esou, dass de Familljeministère och d'Fotovoltaikanlagen zum Beispill ... an déi ganz energiegesch Mesüeren dann och hei natierlech anerer sinn haut, wéi dat virun zéng Joer de Fall war.

Dëst gesot, géif ech Iech alleguerte villmoos Merci soe fir déi breet Zoustëmmung a fir Är Attentioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Familljeminister Max Hahn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8213. Den Text steet am Document parlementaire 8213².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8213 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmegeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf,

Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiesel et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Hahn wëllt nach eppes soen.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, Här President, et deet mer ganz leed. Ech hu vergiess, d'Mercie lasszeginn, an dat ass awer ganz wichteg.

Plusieurs voix | A!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Ech géif ganz gär ufänken, der Gemeng Rëmeleng Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi et hei iwwert déi Jore ginn ass. Natierlech de Leit am Familljeministère a selbsterständlech och menger Virgängerin, dem Corinne Cahen, där hirem Virgänger, dem Marc Spautz ...

(Exclamations et brouhaha)

... an deem senger Virgängerin, der Madamm Marie-Josée Jacobs. A selbsterständlech ... Jo, ech hat et gesot, den Dossier huet e laange Baart, Här Spautz, mee „Ehre, wem Ehre gebührt“, jiddereen huet probéiert, säin Deel derzou bäizedroen, dass mer haut do sinn, wou mer sinn.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Ech hat der Gemeng Rëmeleng als Alleréisch, Här Bartolomeo, Merci gesot. Soll ech dem Här Buergermeeschter nach separat ...? Wéi gesot, dee war mat mer och op der Plaz. Genau, dem neien an ale Buergermeeschter – do huet sech net vill gedoen, hunn ech mer soe gelooss –, wéi gesot, dee sech och nach Zäit geholl hat, fir mat mer op de Site ze goen. An ofschléissend nach dem Rapportier Claude Lamberty, dem President vun der Kommissioun, ...

Plusieurs voix | A!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | ... e ganz grouse Merci fir seng zwee ganz explizitt Rapporten, déi mir et erlaabt hunn, mech vill méi kuerz ze faassen, wéi dat soss de Fall gewiescht wier.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Familljeminister fir dës extreem wichteg Prezisiounen.

4. 7956 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir un vélodrome et à participer au financement des travaux nécessaires à la construction des équipements et aménagements nécessaires à son exploitation

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7956 iwwert d'Acquisitioun an d'Finanzéierung vun engem Vélodrom. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabele Cyclist Mars Di Bartolomeo.

(Hilarité)

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech op d'Tribün kucken an déi richteg Cycliste gesi rondrëm de Laurent Didier, de Fränk Schleck an de Florian Salzinger, Generalsekretär vun der Federatioun, niewent dem Buergermeeschter vu Mondorf, da sinn ech wierklech e klengen Amateur, awer een, deen de Cyclissem vu Kand u schrecklech gär hat a vläicht och Cyclist gi wär, wa mäi Papp en Auto gehat hätt, well dee brauch een definitiv, fir op d'Courssen ze fueren.

Dat gesot, Här President, dës Chamberwoch ass definitiv eng gutt Woch fir de Sport. No der Verbesserung vum Congé sportif an der Verofschidung vum Fënnfjoresplang, kënn haut de Projet iwwert den nationale Vélodrom drun, deen, mengen ech, net nëmme fir mech eng Häerzengesuegheet ass. E steet um Enn vun enger laanger Odyssee an en erfëllt e laangjäregen Dram vun eiser Vëloswelt.

De Vélodrom, eng gedeckert Vëlospist, huet eng laang Geschichte an ass och net den éischten, dee mer haten. Virleifer gouf et ab Enn vum 19. Joerhonnert um Glacis, duerno zu Dikrech, dann um Belair, deen nom Éischte Weltkrich gebaut ginn ass an 1952 ofgerappt ginn ass. Schlussendlech huet de Vélodrom zu Nidderkuer 1935 seng Dieren opgemaach. Tëscht senger Ouverture an 1953 hunn hei sëlleg Kompetitiounen stattfonnt. Déi bescht national an international Championen hu sech hei gemooss. Eis gréisst Championen op der Pist waren ouni Zweifel de Lull Gillen, Weltmeeschter, Gewinner vun enger Rei vu Sechstagesrennen mat wiesselende Partner, an d'Elsy Jacobs mat engem änleche Palmarès. Mee och eis aner Toppcoureuren hunn hei trainéiert. 1966 war et domat eriwuer: Déi lescht Kompetitioun huet zu Nidderkuer stattfonnt, an duerno hate mer kee Vélodrom méi.

Wuel ass de Vélodrom duerno nach x-mol a Projeten opgetaucht: als Deel vun der Coque – de Projet gouf ze deier; zu Zéisseng – de Projet gouf net realiséiert. Am ambitiëste war de Projet Kockelarena, dee wuel och e bësse provokativ geduecht war an deen eng richteg Cité des sports op der Kockelscheier mat Liichtathletikpist, Fussballstadion, Vélodrom a munchem méi virgeschloen hat. Leider blouf et bei all deene Projeten – vläicht och ee Grond, firwat e bëssen Demotivatioun opkomm ass. Well allkéiers, wann eng Hoffnung do war a se zerplatzt ass, jo gutt, dann huet een e bëssen de Courage verluer. Et hat een net ëmmer dee Projet am Visiëer.

Schlussendlech ass dunn 2010 en Appel à candidature vun der Regierung un d'Gemenge gaangen, fir ze sondéieren, wien interesséiert wier, e Vélodrom op sengem Terrain ze empfänken. Mondorf huet als eenzeg Gemeng de Krittären entsprach, soudass d'Gemeng Mondorf zréckbehale ginn ass. D'Gemeng wollt awer de Vélodrom an e Projet abannen, dee méi wäit geet an och e Lycée souwéi eng Schwämm mat e puer

Basenge fir d'Schoul an de Public sollt hunn, eng Multisportthal souwisou. An d'Decisioun, de Vélodrom zu Mondorf ze bauen, ass dann den 9. November 2017 am Regierungsrot geholl ginn.

D'Viraarbechten zum Projet hunn d'Ministere Romain Schneider an Dan Kersch gemaach an de Sportminister Georges Engel huet de Projet finaliséiert an elo viru Kuerzem deponéiert. Aus Gespréicher mat eise Championen – ech hat virdu schonn de Fränk Schleck, de Laurent Didier, déi also haut bei eis sinn –, de Vëloexperten a Frënn – dem Petz Lahure an dem Jean Regenwetter – an och dem Initiator vun der sougenannter „Kockelarena“, sinn ech zur Konkusioun komm, dass eist Land mat senger exzeptioneller Vëlostraditioun scho säit Joerzénge hätt missen e gedeckert Vélodrom hunn.

Fir d'éischt emol bitt esou e Bau enorm Trainingsméiglechkeeten am Wanter an d'Coureure brauchen net méi an d'Ausland ze fueere fir ze trainéieren. Bis elo hu se missen op Gent – 250 Kilometer ewech – oder op Stuttgart fueren, fir sou Konditiounen ze fannen. Dat hu se och gemaach. Dat hu se och gemaach, mee dat kann een net eemol d'Woch maachen. Fir d'zweet, an dat ass e ganz wichteg Argument, an dat ass bei jiddwerengem, dee Vëlo fiert, extreem wichteg: Fir d'Finessen op engem Vëlo kënnen ze léieren an domadder eens ze ginn, geet näischt iwwert Trainingen op der Pist, fir de richtigen Trakt ze fannen, fir den Equiliber ze fannen, fir d'Schnellegheet ze prouwen, fir d'Haltung ze trainéieren, fir déi bescht Aerodynamik erauszefannen an och taktescht Fueren ze léieren. Hei léieren déi Jonk, ënner anerem hire Vëlo an de Grëff ze kréien, mat extreeme Situatiounen ëmzegoen an am Gläichgewicht ze bleiwen. Dat alles ka sech souwuel am Stroosseverkéier wéi och an engem Peloton nëmme positiv auswirken.

Wat fir e Stellwäert de Vëlossport op der Bunn beispillsweis fir den Internationalen Olympesche Komitee huet, geet eleng aus der Tatsaach ervir, dass d'nächst Joer bei den Olympesche Spiller zu Paräis 12 vun deenen 22 Goldmedailen, déi am Vëlossport ze gewanne sinn, also méi wéi d'Hallschent, op der Pist verdeelt ginn, sechs fir d'Männer, sechs fir d'Fraen. Op der Strooss dergéint gëtt et bei der Olympiad am Ganzen nëmme véiermol Gold: zweemol fir d'Männer, zweemol fir d'Fraen, bei der Course en ligne a beim Contre la montre. Vläch, wann dann de Vëlossport operationell ass, kënnen zukünftig Toppsportler och eng Kéier um Podium stoe bei Olympesche Spiller a bei Weltmeeschterschaften op der Bunn.

De Vélodrom wäert awer net nëmme fir eng kleng Elitt sinn. Et bitt Avantage bei all Alter, wann ee sech bis mat der Technik – well dat ass eng speziell Technik – erëmfënn, fir all Trainingsniveau, Sportsniveau, Amateur bis Profi, bis zu Vëlosschoulen. Duerch den Infield am Sportkomplex – wat näischt anescht ass wéi e Meerzweckterrain, deen an dräi ka gedeelt ginn, deen Infield heescht –, mëtten am Vélodrom dran, kann de Vélodrom also als Plaz fir aner Sporteventer an och kulturell Eventer genotzt ginn. Eng Villfalt vu Sportarten kënnen am ganze Komplex praktizéiert ginn, a wat extreem wichteg ass – an dofir ass et och gutt, dass vun de Responsabelen dorop insistéiert ginn ass –, dat ass, dass Synergie gesicht ginn. Déi Synergie spueren net nëmme Geld, mee bréngen och eng nätzlech Zesummenaarbecht, eng Vernetzung. Dat ass extreem wichteg.

Mam Gesetzesprojet 7956 gi mer elo der Regierung de Go fir de Finanzement vum Vélodrom. Dee Finanzement dierf 54 Milliounen hors TVA net iwwerschreiden. Gebaut gëtt en, den Dôme, wann een dat emol sou dierf soen, mat enger Pist vun 250 Meter aus Holz – Edelholz aus dem Norden –, siwe Meter breet,

mat Annexen a Lokaler fir d'Vëlossportfederatioun. Den neien Zentrum, wou d'Gemeng Mondorf Bauhär ass, begräift niewent dem Vélodrom, deen en Deel vun engem grouse Schoul- a Sportkomplex ass, aner Infrastrukture wéi de Lycée, eng Schwämm mat e puer Basengen, eng Multisportthal, déi regional soll agesat ginn, souwéi e Parking, dee fir d'Visiteure vun dem gesamte Komplex zur Verfügung steet. Eng éffentlech Plaz ass och dobäi.

De Vélodrom gehéiert dem Staat, deen awer och bei deem bäileet, wat fir d'Benotze vum Vélodrom noutwenneg ass: d'Energiezentral, d'éffentlech Plaz, déi gemeinsam Insel an de Parking. D'Gesetz autoriséiert also d'Regierung, den nationale Vélodrom mat der Vëlospist, dem Infield, de Lokaler, déi der FSCL zur Verfügung gestallt ginn, an de Gebailechkeeten, déi um Komplex hänken, ze finanzéieren. Wéi virdu gesot, ass de Montant kloer festgesat. De Spuetestéich – dat interesséiert jo jiddwieren –, dee wäert am Hierscht kommen. Wéini dass et fäerdeg ass: Esou séier wéi méiglech, hoffe mer.

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den ... Ech si souwisou mat menger Zäit um Enn, brauch och net méi Zäit, well en exzellente Exposé des motifs d'Geschicht vum Lëtzebuurger Vëlossport an d'Detailer iwwert de Projet opgezielt huet. D'Avise kënn Der noliesen a mengem schréfftleche Rapport. Déi Avise waren duerchaus positiv. De Conseil d'État huet just op d'Oppléckung vun der Bedeelegung vum Staat gepocht.

Et bleift mir nëmme, Iech Merci ze soen a meng Freed auszudrücken, dass de Lëtzebuurger Cyclissem endlech déi Infrastruktur kritt, déi e verdéngt. Et ass eng Reverenz un déi grouss Champions vun der Vergaangenheet, et ass e Merci u si, an et ass eng Chance fir déi haiteg an déi nächst Championen. An d'Decisioun fällt just in time, mëtten an enger schwéierer Etapp am Tour de France, wou och e Lëtzebuurger d'Hand mat am Spill hat, dass déi Etapp do viru laanger Zäit geschaf ginn ass.

An deem Sënn soen ech Iech en häerzleche Merci an ech si fäerdeg.

M. Fernand Etgen, Président | Ok. An dofir soe mer och dem Här Rapporteur villmools Merci fir säi Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, léif Fachleit an och de Kolleg Steve Reckel vu Mondorf, d'Tatsaach, dass esou vill Leit haut hei sinn, fir dat alles hei vu méi no ze verfolgen, weist schonn d'Bedeutung, déi dese Moment haut huet. Merci dem Kolleg Mars fir deng Biergetapp vum Rapport, deen s du gemaach hues. Ech fänke virun der Etapp mat engem klengen Ravitailement un.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Du häss sollen e Bidon matbréngen.

M. Max Hengel (CSV) | Jo, ech hu mäi Bidon haut doheem vergiess. Déi hunn d'Kanner all am Gebrauch. Et ass just Waasser.

Endlech ass et souwäit. No 57 Joer kënnen mer haut erëm de legislative Grondstee leeën, fir e Vélodrom zu Lëtzebuerg ze bauen. Mir als CSV begréissen dese Projet natierlech a fannen et wichteg, datt mer endlech erëm esou eng Sportinfrastruktur an Zukunft kënnen onse Matbierger zur Verfügung stellen.

De Lëtzebuurger Vëlossport huet Potenzial, wéi en a senger rezenter Vergaangenheet bewisen huet. Wien erënnt sech net gär drun zréck un déi ganz grousse Erfolleger, sief et vun engem Charly Gaul oder de Gebridder Schleck. An ech ka mech och, sou als kleng Anekdot, drun erënneren, als jonke Fraktiounsmataarbechter, sou virun 10, 15 Joer, wann een dann heiansdo mol esou ëm dës Zäit eriwuerkomm ass an d'Chamber, fir engem Deputéierten eppes ze bréngen, da waren ëmmer ganz vill Leit ganz begeeschert amgaang, d'Daumen ze drécken hei virun der Dier virum Ecran. Dat heescht, och heibannen ass d'Vëlosbegeeschterung schonn ëmmer relativ grousse gewiescht an och d'Deputéiert sinn dann heiansdo séier eraus kucke gaangen, wéi et dann do gaangen ass.

(Interruption)

Jo, oder heiansdo mol méi.

Sou. Awer och haut si mer mat dem Kevin Geniets, Bob Jungels an Alex Kirsch ganz gutt am Tour vertrauen. D'Begeeschterung fir de Vëlossport bleift also ongebrach hei zu Lëtzebuerg. A mat deem Vëlodrom kënne mer dann och dem Zil vun der Vëlosfederatioun méi gerecht ginn, datt erëm méi Kanner a Jugendlecher de Vëlo iwwert d'Vëlospist entdecken an datt se vläicht laangfristeg och deen een oder anere professionelle Coureur op der Pist kann halen.

Zur Geschicht huet de Kollege Reporter alles gesot, soudatt ech datt kann ewechloossen – meng Zäit leeft of. Ech maache just eng kleng Klammer op: Mir hu jo virgëschter den zweisefte Fënnjoresprogramm zu de Sportinfrastrukturen hei gestëmmt, a laut dem Exposé des motifs vum Projet de loi zum Vëlodrom ass säit dem achte Plan quinquennal eng Zomm vun 8,6 Milliounen Euro virgesi fir de Bau vun engem Vëlodrom. Wat wäre mer haut frou, wa mer mat deene Sue géifen dervukommen.

De genauen Historique erspueren ech Iech, wéi gesot, deen ass awer ganz interessant ze liesen. De Reporter huet och drop higewisen an ech kann Iech also den Exposé des motifs als Lektür nëmmen empfielen. Wat wichteg ass ze soen, ass, dass d'Gemeng Munneref de Bauhär ass an datt mir, wa mir dese Projet dann herno stëmmen, der Regierung d'Autorisatioun ginn, de Vëlodrom ze kafen a sech um Finanzement vun den Aarbechte fir den Ekipement an den Aménagement ze bedeelegen.

Zum Projet selwer, ech mengen, de Vëlodrom soll an engem Sportkomplex, inklusiv Piscine a Sportshal, zu Munneref integréiert sinn, inklusiv deene 400 Meterkaree Büroen fir d'FSCL. Ech mengen, ech hat virgëschter a menger Ried zum Plan quinquennal Sport jo och schonn emol op d'Bedeitung vum Schoulschwammen higewisen an ech mengen, doduerch, datt mer hei elo och eng Piscine integréieren an dese Projet, gött also och deem Bedarf Rechnung gedroen. Och am Oste kënnt eng weider Piscine bäi, wat och wichteg ass fir d'Schoulschwammen am Osten.

Et kënn jo och e Lycée bei all dës nei Infrastrukturen derbäi an deen ass och wichteg fir d'Regioun Osten. D'École internationale Mondorf-les-Bains ass jo am Moment schonn a provisoreschen Infrastrukturen ënnerbruecht a gött duerno am Lycée integréiert. An et ass also eng weider sénnvoll Synergie am Kader vun deem ganze Projet, wat eebe positiv an nohalteg ass.

Mengen Informatiounen no ass et awer esou, datt net all d'Terrainen, op deenen de Lycée herno soll stoen, dem Staat gehéieren, dofir wollt ech de Minister froen, ob hie vläicht weess, ob dat nach ëmmer esou ass oder ob et do mëttlerweil Nouvellé gött. Wichteg ass dann, wann alles bis en place ass, datt nieft dem Schoultransport Richtung Lycée och den

ëffentlechen Transport bis op de Site gutt organiséiert gött. Ech denken, d'FSCL wäert jo do fir hir Nowuessathleeten den Transport organiséieren, mee esou eng national Infrastruktur brauch och e gudden ëffentlechen Transport fir dohinner, fir datt alleguer d'Leit, déi wëllen op de Site kommen, och gutt ugebonne sinn. Den Osten ass jo vu senger geografescher Beschafeneheet scho relativ speziell, esou eng laang Strull, dat heescht, vun Iechternach bis op Munneref ass et scho relativ wäit; wann ee sech da virstellt, wann ee vu Wolz oder Veiane muss dohinner kommen, muss also den Transport gutt dohinner assuréiert sinn.

Och den Iwwerbléck zum Vëlodrom selwer erspueren ech Iech a mir. Ech wëll kuerz just op den Avis vum COSL agoen, deen de Projet natierlech och begréisst, awer bedauert, datt keng Installatiounen fir d'Medie virgesi sinn. Dowéinst meng Fro un de Minister, ob eventuell awer ugeduecht ass, nach esou mat anzeplangen.

Dann een allerleschte Punkt, deen nach ze nenne bleift: Dëst ass elo de Projet de loi zum Bau respektiv Finanzement vun den Infrastrukturen, mir hunn awer net iwwert de Fonctionnement geschwat. Dofir wollt ech froen: Wéi e Modell ass do eventuell ugeduecht? Mir kéinten eis do zum Beispill en Établissement public virstellen.

Ceci dit, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Nimm Schleck, Kirchen, Didier, awer och Jungels sinn alle Lëtzebuurger e Begrëff, Nimm, déi am internationale Vëlossport, op der Weltbühn vum Vëlossport iwwert déi lescht Joren an och aktuell bekannt sinn an déi mat hire Performancen eng formidabel Reklamm fir d'Lëtzebuurger Land ronderëm d'ganz Welt maachen a gemaach hunn. Dat ass Nation Branding par excellence.

Ech denken hei ënner anerem – a se sinn haut nach net genannt ginn – un dem Andy Schleck seng Victoire beim Tour de France 2010, de Gebridder Schleck hire Podium 2011 beim Tour de France, dem Bob Jungels seng Deeg am rosae Maillot beim Giro d'Italia 2017, dem Kim Kirchen seng Maillot-jaunen a Maillot-verten am Tour de France 2008, awer och Etappevictoiren am Tour de France, am Tour d'Espagne, am Tour d'Italie souwéi beim Amstel Gold Race, Léck–Baaschtnech–Léck an der Flèche Wallonne – aussergewöhnlech Leeschtunge vu Lëtzebuurger Cyclisten, déi op Éiwegkeeten als historesch sportlech Momenter an der Lëtzebuurger Sportgeschichte wäerte bestoe bleiwen.

Här Präsident, Lëtzebuerg huet zanter ville Joren – Jorerzénge! – eng Vëloskultur, Vëlosgeschichte, jo, Lëtzebuerg ass e vëlosbegeeschtert Land. Nieft de fréiere grouse Vedetté François Faber, Nicolas Frantz, Charly Gaul an den Nimm, déi ech och elo just scho genannt hunn, dierfe mer beim Lëtzebuurger Vëlossport awer net déi sëlleg Nowuesstalenten vergiessen, déi aktuell national wéi international ënner Kontrakt stinn. Och hei am Land erfreet sech de Vëlossport nach ëmmer engem groussen Interessi. Dat huet een net méi spéit wéi virun zwou Wochen op den nationale Meeschterschaften zu Berbuerg gesinn, wou an alle Kategorien, vun Débutants bis Masters, ganz vill Leit op de Startléische vertraude waren.

Firwat soen ech dat hei op deser Plaz? Ganz einfach: De Projet de loi, dee mer haut stëmmen, ass en Invest an d'Zukunft vum Lëtzebuurger Sport, en Invest an de Lëtzebuurger Vëlossport vun haut, awer och vu muer. Mam Bau vum Vëlodrom erméiglecht mir der FSCL, de

lokale Vëlosveräiner a senge Coureuren, Professionelle wéi awer och Amateuren, vu Jonk bis manner Jonk, eng modern an adequat Infrastruktur, fir och bei schlechtem Wieder ënner ideale Konditiounen kënnen ze trainéieren. Et gött keng Verkéiersbeurteilungen, soudass d'Cyliste sech zu 100 % op hiren Training, wéi zum Beispill d'Taktik, d'Technik an d'Fueren an engem Grupp fokusséieren kënnen. Dës Trainingsméiglechkeeten déngen zumools bei der Jugend, fir d'Basis um Vëlofuere méi no ze bréngen.

Nodeems den éischte Projet vum Vëlodrom 2006 aus finanzieller Grënn zu Zéisseng verworf gouf, konnt d'Gemeng Munneref sech beim Appel à candidature duerchsetzen; d'Gemeng Munneref, déi proaktiv reagiert huet, divers Terrainen opkaaft huet a rezent och schonn eng Baugeneemegung ausgestallt huet an dann och als Bauträger vun deem Projet wäert fungéieren. Merci dofir och dem Buergermeeschter Steve Reckel fir seng Prezenz hei a fir déi vereinfacht, pragmatische Approche, fir dese Sportkomplex schnellstméiglech fäerdegstellen.

Nom Ofschloss vun den Aarbechte ginn de Vëlodrom an d'Büroen un de Staat verkaf, deen dës Infrastrukturen dann der FSCL als Haaptsiège zur Verfügung stellt. Wichteg ze ernimmen ass op deser Plaz, dass de ganze Komplex, wou de Vëlodrom hikënnt, nach eng ganz Panoplie un anere Méiglechkeete bitt. Et ass e Komplex, deen zukünfteg der ganzer Gemeng Munneref, jo, der ganzer Géigend zeguttkënn. Nieft dem Vëlodrom wäerten nämlech an Zukunft och e Lycée an direkter Émgéigend, eng Kloterwand, eng Brasserie, eng Hal an eng Piscine mat méi Bassengen fir de Public an d'Schoulen entstoën. Et handelt sech deemno och ëm e Projet, deen un de Breedessport denkt, deen un d'Promotioun vun der touristescher Offer am ländleche Raum an am Osten denkt. E weidere wichtige Projet, deen dem Lëtzebuurger Tourismus zeguttkënn an d'Attraktivitéit vun der ganzer Regioun, dem ganzen Osten, weider stärkt.

Här Präsident, de Vott vum Projet de loi ass e grouse Moment fir de Lëtzebuurger Vëlossport. Mir investéieren an de Sport, an den Tourismus an an d'Attraktivitéit vun Osten, awer och vun ganze Land. Eng kloer Winwin-Situatioun – mat Freed jinn ech dowéinst och hei den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Här Präsident, Kolleeginnen a Kolleegen, léif Visiteuren heibannen, Här Minister, de Vëlossport huet eng laang a virun allem awer och eng remarkabel an erfollegräich Geschichte zu Lëtzebuerg. Vill Nimm si scho gefall: Nicolas Frantz, Elsy Jacobs, Charly Gaul, Bim Diederich, Kim Kirchen, natierlech d'Schleck-Bridder, awer och ganz aktuell Christine Majerus, Bob Jungels, Anne-Sophie Harsch oder Alex Kirsch – alles grousse Nimm, déi zum Nation Branding bäidroen, Ambassdriven an Ambassadeuren vum Lëtzebuurger Land, déi natierlech och Virbillen sinn, Virbillen vu ville Jonken, an duerch déi Loscht a Motivatioun entsteeft, och op de Vëlossport ze kommen.

D'Vëloscommunautéit an déi potenziell Vëloscommunautéit hei zu Lëtzebuerg ass also ferm um Klammen. A mir wëlle jo eng sportlech Bevëlkerung a mir ënnerstëtze Jonker, déi Sport maache wëllen. Also musse mer och eist Beschtméiglecht maachen, fir hinnen e passende Kader ze bidden. A genau dat

geschitt elo mam Bau vun dësem – scho laang an der Diskussioun – Vëlodrom zu Munneref.

Här President, nach dës Woch sinn ech hei op der Tribün op déi verschidde Virdeeler vu flotten, prakteschen, héichwäertege Sportinfrastrukturen agaan.

Ekonomesch Virdeeler: De Bau vun engem Vëlodrom zu Munneref kann derzou bäidroen, datt d'Stad als Austragungsort vun internationale Kompetitiounen ausgewielt gëtt, wat Touristen, Athleeten an Athleetinnen an natierlech och eng gewësse Medienopmierksamkeit mat sech bréngt. Dat alles steigert d'Attraktivitéit vun der Stad Munneref an natierlech och vun der ganzer Region. Oder awer de Sporttourismus, Vëlobegeeschterter, déi hir Vakanz extra zu Lëtzebuerg maachen, well se d'Erlebnis Vëlodrom materliewe wëllen.

Sportlech Virdeeler: Wéi virdu scho gesot, geet et hei och drëm, fir dem Besoin um Terrain gerecht ze ginn. E Vëlodrom kann nämlech souwuel vu Profien, Amateure wéi och vu Fräizäitfuere a -fuere benotzt ginn. E schafft e sécheren a spezialiséierten Environment fir d'Sportler an d'Sportlerinnen an d'Infrastruktur kann ouni Bedenken dat ganz Joer iwwer genotzt ginn. An natierlech ass dëst och eng direkt Ënnerstützung vum Vëlosport a férdert nei Talenter, déi mat Houfert eist Ländchen op internationale Kompetitiounen vertriebt wäerten.

Da ass am Kader vun enger Sportsdiskussioun, wou et ëm d'Virdeeler geet, natierlech och net ze vergiessen, déi gesondheetlech Virdeeler, déi de Sport, déi kierperlech Betätigung mat sech bréngt, souwéi och eng besser Liewensqualitéit ze erwänen.

Kloer ass e Vëlodrom net ze vergläiche mam Vëlofueren dobaussen an der frëscher Loft, am Fräien, am Bësch, mee dorëms geet et hei och guer net. Et geet drëm, eng erweidert Trainingsméiglechkeet ze schaffen, eng wäertvoll Ergänzung vum Vëlossport, déi aner Virdeeler mat sech bréngt, wéi eeben déi ganzjäreg Notzung, spezifesch Training, Leeschtungsopmierung oder och konstant a previsibel Fuerkonditiounen.

Här President, ech géif gär nach eemol op een Numm zrëckkommen, deen ech virdu bei menger Oplëschtung vu bekannte Lëtzebuerg Vëlosportler a -sportlerinnen erimmt hunn, an zwar d'Ely Jacobs. Eng Fra, déi Geschicht geschriwwen huet fir Lëtzebuerg. Eng Pionéierin am Fraevëlosport. Eng Fra, déi bis 1955 keng Coursen hei am Land huet dierfe fieren, well d'Statuten dat net virgesinn hunn, dann 1958 bei der Weltmeeschterschaft untrëtt – a gewënnt!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Duerch d'Ely Jacobs huet de Vëlosport hei zu Lëtzebuerg e ganz neie Stellwäert kritt a si huet virun allem vill jonk Fraen inspiréiert an hinne Courage gemaach. Ech si lo bewosst nach eemol op dës Ikon, op dese spezifesch Personnage agaan, well wann een op eise Site „Luxembourg – Let's make it happen“ geet, wou eng Opzielung vun historiesche Lëtzebuerg Vëlosportler a -sportlerinnen ass, steet néierens den Numm Ely Jacobs, wat menger Meenung no e Feeler ass a rektifizéiert misst ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Här President, nieft den ëmmer nach ganz groussen Defiziter am Vëlosport tëscht Fraen a Männer, sief et, wat d'Bezuelung ugeet oder wann et ëm divers Course geet, wier et flott, wann de Vëlodrom, iwwert dee mer haut hei schwätzen, eng Virbildfunktioon anhuele géif a fir gläichwäerteg Chancé fir Fraen a Männer am Vëlosport géif stoen.

Une voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Nieft dem Bau vum Vëlodrom, wéi scho vu menge Virriedner a Virriednerinne gesot, gëtt hei e ganze Sportkomplex gebaut. Et kënn e Sportsterrain an d'Mëtt vum Vëlodrom, eng regional Multisportshal gëtt gebaut, eng regional Schwämm gëtt gebaut, souwéi en neie Lycée, alles, wéi gesot, fir dem aktuelle Besoin um Terrain gerecht ze ginn an ze anticipéieren.

Da géif ech gär en ofschrëcken, andeems ech dem Här Rapporteur nach e grouse Merci fir de schrëftlechen an detailléierte mëndleche Rapport soen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolasschteren an ech gi mat Freed den Accord vun der grénger Fraktioun fir dese Projet de loi. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Gary. An da geet d'Wuert un den honorabelen Hér Jeff Engelen. Hér Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Hér President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och Léif Gäsch aus dem Cyclissem: en härerleche Wëllkomm. Ech wëll, fir unzefänken – net dass ech et vergiessen –, dem Mars Di Bartolomeo en härerleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

De Cyclissem huet zu Lëtzebuerg e groussen Historique an international si grouss Meritter ze verzechnen, dëst op der Bunn wéi och op der Strooss a wéi och am Cyclocross. Alles dat soll een net vergiessen. An ech mengen, déi grouss Sportler goufe schonn hei erwänt, dofir wëll ech dat elo net maachen. Mee et muss een awer och soen, de Cyclissem ass am ganze Land, speziell d'Coursen, nach ëmmer ganz beléift. Et ass egal, wou ee wunnt, et fënnt een iwwerall grouss Zoustëmmung.

Bis 1966 war e Vëlodrom zu Nidderkuer, du kouw quasi 40 Joer Stëllstand an deem Dossier. 2006 sollt dann zu Zeisseng e Vëlodrom gebaut ginn, wat awer leider net realiséiert gouf. Am Joer 2010 huet dunn d'Regierung en Opruff gemaach, fir deen dann ze bauen, an d'Gemeng Munneref huet sech gemellt, leider Gottes déi eenzeg, mee ëmmerhin, et ass eng, an ech sinn och frou, datt et esou ass. An den 9. November 2017 huet de Regierungrot dann och den Accord ginn, fir dat ze bauen. D'Gemeng ass Bauhär mat weideren Infrastrukturen an deem Kader, wéi Lycée, Sportshal, Schwämm, Vëlodrom a sou weider. De Staat bedeelegt sech um Bau vum Vëlodrom an och vun eenzelne Saache ronderëm.

Domat ginn dann nei Trainingsméiglechkeete geschafen, eenzel Technique kënnen untrainéiert ginn an dëst ass dann och wiederonohängeg. Net ze vergiessen, datt dëst dann och e regionale Projet ass a mer domat eis touristesch Offerte vergréisseren, an och d'Attraktivitéit vum Land gëtt vill méi grouss no bausse gedroen.

Ech géif dann zum Schluss vläicht e Verglach maachen: En ass vläicht net grad glécklech, mee ech denken do un d'Fussballschool, déi mer geschafen hu virun 20, 30 Joer. Wann een déi Meritte kuckt, déi d'Fussballschool geschafen huet, bis bei déi, wou de Fussball haut steet, géif ech dann dem Vëlo déi selwecht Meritte wënschen, dee selwechten Erfolleg. Ech mengen, ech erlieden et warscheinlech net méi, mee da kéimen nach op de Vëlo, op de Cyclissem heizuland groussaarteg Zäiten zou.

A well dat esou ass, ginn ech d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Hér Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Hér President. Och merci dem Rapporteur fir dese Rapport, an ech mengen, mir hunn an der Lescht vill iwwer Sport hei geschwat an iwwert d'Avantagen an d'Virdeeler vum Sport fir d'Gesondheet, mee och fir d'Zesummeliewen an der Gesellschaft.

An deem Sënn begrësse mir natierlech, dass de Vëlodrom elo endlech eng Realitéit gëtt, nodeems dese Projet säit Joren am Gespréich war. Wann e bis fäerdeggestallt gëtt, wäerte viraussichtlech 60 Joer vergaenge sinn, an deenen et zu Lëtzebuerg keng Infrastruktur gouf, an där d'Cyclisten och an der naasser a kaler Joerszäit ënner professionellen a séchere Bedéngunge konnten trainéieren an och Kompetitiounen ausféieren.

Den Exposé vum Gesetzesprojet geet jo och op déi laang a markéiert Geschicht vum Lëtzebuerg Cyclissem an. De Cyclissem ass sécherlech eng, wann net déi beléiftste Sportart hei zu Lëtzebuerg, engersäits ëmmer erëm, well e mat der Weltpéit ass an dat, säit dese Sport professionell gemaach gëtt respektiv weltwäit vill Opmierksamkeit kritt. An et ass anerersäits awer och eng vun den demokrateschste Sportarten, déi fir déi allermeescht praktikabel ass, onohängeg, plus ou moins onohängeg vum Budget, vum Fitnessstand oder och vum Alter.

Mat den Elektrovëloen huet sech de Vëlo nach weider zu enger beléiffter Sportart entwéckelt, ob een dat elo praktizéiert oder net. Egal, ob ee selwer mam Coursevëlo, mam Moutainbike duerch d'Bëscher fiert, mat engem méi bequeme Vëlo kleng Tier um Weekend mécht, sou wéi ech, oder ob een am Alldag säin Trajet mam Vëlo mécht – fir jiddwereen ass eppes derbäi.

An deem Sënn ass de Vëlodrom also eng Infrastruktur, déi sécherlech och vun enger breeder Bewegung an eiser Gesellschaft an och am Cyclissem matgedroen a matënnerstëtzt gëtt. Mir hoffe just, dass nieft dem Bau vun dësem Vëlodrom och weider d'Efforte verstärkt ginn, fir d'Stroosse méi sécher ze maache fir d'Vëlofuerer, eeben déi vill Vëlospisten, déi ëmmer nach net zesammenhängend si bei eis am Land, deelweis net fäerdeggestallt sinn oder an engem schlechten Zoustand sinn an och net ëmmer ofgeséichert an zum Deel och geféierlech sinn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Hér Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Hér President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grouse Merci un de Rapporteur fir de gudden mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et ass natierlech ëmmer flott ze gesinn, datt e Projet awer och e gewëssenen Interêt generéiert, datt d'Leit bis an d'Stad kucke kommen an net nëmme virun der Tële kucken, esou wéi ganz vill vun eis dat beim Tour de France maachen an dat da virun der Tële kucken – Presence an der Chamber oblige!

Ech kéint elo soen, datt ee ganz vill Guddes um Vëlodrom kann aussetzen, an ech mengen, dat gouf vun all menge Virriedner a Virriednerinne gesot. Ech kéint also nach eng weider Lobeshymn drop schwätzen a sangen, dass mer elo 60 Joer gebraucht hunn, fir hei erëm weiderzekommen. Ech kucken awer deem Projet och e bësse mat gemëschte Gefiller entgéint. Keng Angscht, mir wäerten en herno matstëmmen, mee erlaabt mer awer zumindest, e puer Froen

opzwerfen. Net, well ee géint e Vélodrom wier – ech mengen, dat Wichteg ass, all Sportaart déi adequat Infrastrukturen ze ginn –, mee wien den Exposé des motifs liest an och dem Rapporter nogelauschtert huet, dee weess jo e bëssen, dass de Werdegang vum deem Projet e bëssen, ech sinn elo fein a soen, „mouvementéiert“ war. Sou.

Den éischte Punkt ass natierlech: Wann et esou mouvementéiert ass, heescht dat, dass et laang gedauert huet. An ech mengen, mir hätten hei e bësse méi séier kënne virukommen. An ech erënnen einfach emol un de Projet zu Zeïsseng. Dee Projet sollt ronn zwielef Milliounen Euro kaschten. Zwielef! An en ass falegelooss ginn, well et deemools wirtschaftlech net esou super war, d'Situatioun war e bësse schwiereg an dunn huet ee gesot: „Zwielef Milliounen, dat ass ze vill, et ass ze deier, mir kënnen dat net finanzéieren“, an du gouf et net gemaach. An dat ass e bëssen ironesch, wann ee bedenkt, dass, wa mer et deemools fir zwielef Milliounen gebaut hätten, mer et haut net missten ...

(Interruption)

Estiméiert, jo.

Da misste mer elo net iwwert deen heite Projet an iwwert déi haiteg Käschte schwätzen. D'Envergure vum Projet haut ass och e gutt Stéck méi grouss an dofir ass et och, mengen ech, richteg, dass mer et gemaach hunn.

Du gouf et op eemol de Projet vun där Kockelarena, och vun där gouf scho geschwat, wou ee villes hätten kënne fusionéieren. Ech si ganz éierlech, ech hätten eng gewëss Sympathie gehat, wann ee Leichtathletik, Vélodrom a weideres hätten kënne fusionéieren. Ech halen dee Projet awer, Stand haut, nach ëmmer fir eppes, wat gutt um Pabeier geklongen huet, awer an der Realitéit schwéier mat Liewen ze félle gewiescht wier. E wier awer besser uegobonne gewiescht an – ech mengen, dat huet de Max Hengel virdrun zurecht gesot – et geet hei och drëm, dass mer d'Sportlerinnen an d'Sportler elo dohinner kréien.

An dann den zweete Problem ... oder net Problem, sou soll een et net nennen, mee dee Punkt, wou ech awer liicht Bauchwéi hunn, dat ass, dass mer d'Infrastrukture fir d'Leichtathletik aus deem heite Gesetzesprojet erausgeholl hunn an an engem zweete Projet maachen, anstatt dass mer et hätte kënnen an engem Coup maachen. Dat ass ok. Ech hätten mer gewünscht ... Mir schwätze jo driwwer, wat an dem Banneberäich vum Vélodrom geschitt, déi dräi Sportsterrainen, déi Multisportsurfacen. Ech hätten mer gewünscht, wa mer am Virfeld do e bësse méi am Detail ..., dass mer alles schonn hei an deem Projet hätten. Ech weess awer, firwat dat esou ass, ech kann och ganz gutt domadder liewen.

An ech sinn och frou – an dat wëll ech dann awer positiv soen, ech wëll elo hei net nëmmen negativ klängen –, et soll ee positiv soen: Am Émkrees vun 250 Kilometer wäert ee keng vergläichbar Infrastrukture fannen. Dat ass e Lichttuerm fir de Lëtzebuurger Sport. Wann eis Sportlerinnen a Sportler um Vélo, am Suedel, net scho Lichttuermfunktioun genuch hätte fir de Lëtzebuurger Vëllossport, da wäert dee Vélodrom op alle Fall derfir suergen, dass et nach e bësse méi hell liicht. An deementspreechend sinn ech ganz frou, dass mer dee Projet haut kënne stëmmen, och wann en dann nëmmen 1.000 Leit op der Tribün huet a keng 2.500.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sportminister Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleginnen Deputéiert, léif Cyclisten op der Tribün, léiwé Frënd Buergermeeschter, fir d'éischt wëilt ech ufänke mat engem grouse Merci un de Rapporten vum deem Gesetz fir säi mëndlechen a schrëftlechen Rapport.

Jo, mir haten eng gutt Woch, sou huet de Rapport och gesot, eng gutt Woch fir de Sport. Mir haten u sech zwou gutt Woche fir de Sport schonn, d'Gesetz vum INAPS ass gestëmmt ginn, duerno dat vum Congé sportif, dat vun den Infrastrukture fir déi nächst fënnef Joer an haut dann – wann ech dat esou richtig matkritt hunn – de Vélodrom, an dat och à l'unanimité. Alleguer déi aner Projete virdrun waren och à l'unanimité. Also e staarkt Bekenntnis vun deem Haus fir de Sport.

A mir hunn en Dëschde gesot: Sportinfrastrukture sinn natierlech e wichtege Bestanddeel vun eiser Sportphilosophie „Lëtzebuerg leeft Sport“, an dat hei ass natierlech en Élément-clé vun der ganzer Politick. Et ass e laang erwaarte Projet an ech si ganz frou, dass mer haut dann d'Finanzéierungsgesetz fir de Vélodrom kënne stëmmen.

De Vélo a Lëtzebuerg, jo, dat ass eng Geschicht, déi geet ganz gutt zesummen zënter ganz, ganz laanger Zäit, an et ass virdrun gesot ginn: Vill Helden, géif ech sou mol soen, hunn duerch hir Exploite Lëtzebuerg wierklech un d'Spëtzt vum Sport weltwäit gesat a mir sinn alleguerten immens houfreg op si. Mee de Vélo ass zu Lëtzebuerg net nëmme Vëloprofisport. De Vélo ass mëttlerweil am Alldag ganz present, an och do kann dann de Bau vum Vélodrom sécherlech säin Deel bäidroen.

An zënter dem Verschwanne vum Nidderkuerer Vélodrom 1966 hunn d'Lëtzebuurger Vëlosfuere sech ganz staarkgemaach fir eng nei Indoorstreck, déi dann net nëmmen d'Ausbildung vun erfollegräichen Athlete soll erlaben, mee och d'Ausbildung vu ville Jonken, déi eng Kéier vläicht de Wee fannen an de Profisberäich, mee awer och vun deenen, déi en net dohinner fannen. An ech ginn net méi op den Historique an, dat ass genuch gemaach ginn. Ech wëilt awer hei och e grouse Merci un d'Gemeng Mondorf soen, déi déi eenzeg Gemeng war, déi 2010 dem Appell vum Romain Schneider nokomm ass a sech fir dee Projet hei gemellt huet.

D'Gemeng Munneref huet awer zousätzlech de Wunsch do ausgedréckt, dass esou eng Infrastruktur vun nationaler Natur am Kader vun engem gréisseren Projet mat engem Lycée, enger Indoorschwämm fir Schoulkanner, fir d'Schoul am allgemengen a fir déi öffentlech Bedürfnisse wéi och engem Sportzenter sollt duerchgefouert ginn. A schlussendlech ass dunn den 9. November 2017 d'Decisioun vun der Regierung geholl ginn, fir eeben de Vélodrom zu Mondorf ze realiséieren. Deemools gouf festgehalen, dass de Projet zu 70 % vum Staat géif subsidiéiert ginn. Dunn huet d'Gemeng Munneref ugefaangen ze schaffen, Concours d'architecte a Planung, en Ingenieurbüro erausgesicht, et gouf eng ganz laang Prozedur gestart an et gouf och ganz vill geschafft.

An den Depot vum Gesetz, dee war den 19. Januar 2022. Et war den éischte Projet de loi, deen ech als Minister konnt deposéieren. Et gouf do festgehalen, dass d'Gemeng Munneref wuel Bauhär géif bleiwen, mee dass de Staat dann awer Proprietär vum Vélodrom mat dem Infield géif ginn. An ech kommen herno och eng Kéier kuerz op den Infield ze schwätzen. Hei muss ee bemierken, dass dat e ganz

spezifesch Projet ass mat enger grousser Envergure an dass d'Gemeng Munneref de Bauhär bleift, dass eng ganz Rei vu Synergië geschafe ginn, dass nieft dem Vélodrom dann och déi Schwämm kënnt, dee Sportskomplex dohinner kënnt, dass dat alles zesumme vill méi eng rationell Budgetiséierung mécht, eng besser Planung fir den Architekt mécht an och déi ënnerschiddlech Phase vum Bau hei besser kënne koordinéiert ginn.

D'Finanzéierungsgesetz beleeft sech op ronn 54,5 Milliounen a mir haten déi och schonn op dem ee-leften ... oder op dem achten, dem néngten, dem zéngten an dem eelefte Fënnefjoersplang. An do ass du festgehalte ginn, dass 41,6 Milliounen iwwert de Budget vum Finanzministère lafen, déi dann de Vélodrom ganz kafen, an déi 12,9 Milliounen iwwert de Fonds d'équipement sportif. Dat sinn dann déi aner Ekippepement, déi musse gemaach ginn, Aménagement, déi derzou gehéieren, d'Energiezentral, d'Place publique an och déi gemeinsam Strukturen. Dofir hu mer eng Derogatioun gefrot, dass och alles gutt gaangen.

En nationale Vélodrom, deen erlaabt natierlech Training onafhängeg vun de Wiederkonitiounen, d'Technik kann ee vill besser léieren, sech ze placéieren an der Course, den Untrëtt trainéieren an d'Explosivitéit, d'Taktik an d'Wandschieffueren. Also alles dat si grouss Virdeeler. An an all Gespréich mat all Vëlosprofi an Netprofi huet een héieren, dass dat eng absolutt Plus-value ass, wa mer dee Vélodrom heihinner kréien. An et gött och eng ganz Rei vun neien Disziplinnen, déi et méiglech maachen, dass mer Olympionike kënne kréien a vläicht och déi eng oder aner Medail.

Den zukünftege Vélodrom, deen huet awer och de Virdeel, en Infield ze hunn, an ech wëll eng Kéier kuerz dorobber agoen. Dat ass déi Plaz am Rank bannendra vum Vélodrom, dat sinn dräi grouss Halenterrainen, ee bësse méi e klengen Terrain, an nach eng Kéier d'Kappdeeler – also wou ee fënnef verschidde Méiglechkeeten huet, fir déi ze notzen. Déi wäerten dann och vum Lycée genotzt ginn, wann deen dann eng Kéier dohinner kënnt. An déi kënnen och fir grouss Sportevenementer genotzt ginn an och fir kulturell Evenementer à la rigueur genotzt ginn. Dofir, dass eng ganz multifunktionell Plaz, déi eis vill Méiglechkeeten opléisst. De Projet ass deemno u sech vill méi wéi e Vélodrom. Et ass e ganze Sportkomplex mat ganz ville Synergien.

Et ass awer och e Meilesteen, géif ech soen, an dem Lëtzebuurger Sport, dee mer haut hei kënne stëmmen. Dofir e grouse Merci un d'Gemeng Mondorf, dass se sech gemellt huet, fir iwwerhaupt dee Vélodrom ze kréien. Merci och un alleguer déi fréier Ministere, déi ganz vill un deem Projet hei geschafft hunn, un d'Verwaltungen, un d'Vëlosfederatioun an un alleguer déi, déi un de Projet hei gegleeft hunn. Well et waren der eng Rei, déi net méi doru gegleeft hunn, well et schon esou laang gedauert huet, dass en elo endlech kéint Realitéit ginn.

Dee Projet hei, deen huet vill Pappen an ech si frou, dass et een dovunner duert sinn. A Steve, ech hu mä Versprieche gehalen: Mir kënnen déi Fläsch Cremant do knacken, et ass eng Cuvée „Julie“, ech si ganz frou doriwwe. An ech sinn och ganz frou, dass mer haut hei e groussen Accord fanne fir dese Projet.

Vläicht dann och op déi ...

(Interruption par M. Sven Clement)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | A mir dann?

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Natierlech, Dir wäert e jo stëmmen. Da soen ech Iech natierlech och alleguerten e grouse Merci. Et ass eng Fläsch

Cremant. Bon, mir kënnen déi och zu 60, zu 62 deelen, dann ...

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Eng Fläsch fir 60, dat gëtt just!

Une voix | Mir halen dorobber!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Et ass gutt, da kritt Dir och eng Schlupp dovunner.

Fir vläicht nach op déi eenzel Froe kuerz anzegoen, déi gestallt goufen. De Max Hengel huet gefrot, wat d'Terraine vum Lycée ugeet. Dat gehéiert net zu deem heite Projet de loi, dat ass kloer. Do si se och nach net all kaaft, mee et ass awer elo ze fréi, fir do scho méi ze soen. Mee et ass an den Diskussiounen, datt mer déi Terrainen do alleguer te solle kréien.

Wat d'Medieraim ugeet, ass et esou, dass do och eng Mezzanine gebaut gëtt, wou u sech d'Jugéi sëtzen, wou awer och Plaz ass, fir datt do och d'Medie sech kënnen ophalen, fir alles ze verfollegen. An et gëtt och nach eng Rei Nieweraim, déi dann och accessibel si fir d'Medien. A wann eng Kéier eng ganz grous Manifestatioun do sollt hin, do ass och mat der UCI scho geschwat ginn an da wär et esou, dass d'Sportshal, déi nienwdrun ass, kéint fräigemaach ginn, fir do e grousst Medienzenter dann och ze maachen.

Wat de Fonctionnement ugeet, do ass nach keng definitiv Decisioun geholl. Bon, et gëtt vill Méiglechkeeten. Dir hutt vun engem Établissement public geschwat, et gëtt awer och d'Méiglechkeet, dat an den INS ze integréieren als eng enk Struktur, déi da vun der Administration des infrastructures nationales du sport géif geréiert ginn. Et ass nach keng Decisioun geholl, mir sinn nach amgaangen, dorunner ze schaffen.

Vläicht zu der Madamm Hartmann, well ech hat se vläicht falsch verstan. Do komme Raimlechkeete fir d'Federatioun hin, mee de Vélodrom ass net der Federatioun hiren. Net, datt ech dat falsch verstanen hat. Hat Der dat net esou gesot? Et ass net, datt ...

Mme Carole Hartmann (DP) | Et ass dem Staat säin.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Jo, et ass dem Staat säin, voilà, an d'Federatioun kritt Raimlechkeeten do, fir hir Aarbecht ze maachen. Ech wollt dat just kloerstellen.

Da mengen ech och, datt ee soll um Site – „Let's make it happen“ – och d'Madamm Elsy Jacobs, eng vun eisen, jo, Beschten, eng vun de Beschten op der Welt, sollt och ernimmen.

Voilà, zum Infeld hunn ech eppes gesot, wat ech dem Här Clement wollt äntweren.

Dofir, e grouse Merci Iech allegueren, wann Der dat heite stëmmt. Eng gutt Woch fir de Lëtzeburger Sport! Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools dem Här Sportsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7956. Den Text steet am Document parlementaire 7956^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7956 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg uegholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7956 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Jean-Marie Halsdorf), Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Max Hengel), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Octavie Modert (par M. Léon Gloden), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton, Francine Closener, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Question élargie n° 190 de M. Marc Spautz au sujet de l'évolution du taux de chômage

Mir kommen elo zur erweideter Fro Nummer 190 vum Här Marc Spautz iwwert d'Evolutioun vum Chômagetaux. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minuten, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an dem Minister stinn zéng Minuten zou. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kollegen a Kollegen, de Chômage ass hei zu Lëtzebuerg erëm bei 5 % ukomm. Wou mer elo eng laang Zäit fäerdegbruecht haten, dass de Chômage ënnert deene 5 % war, ass en am Mount Mee den Aussoe vum Statec no erëm bei 5 % ukomm.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir hunn och dës Woch erlieft, datt e Betrib op eemol – ech wëll net soe mir näischt, dir näischt, well, Här President, Dir hutt d'Urgence net unerkannt vun der Fro – einfach gesot huet: „Mir halen op. Mir maachen zou.“ An do sti 50 Leit, déi net wëssen, wéi et weidergeet. An weinst deene Modeller an där Gefor, wann een alles liest, wat d'Patronatsorganisatiounen soen, stelle sech verschidde Secteure ëmmer erëm d'Fro: „Wéi geet et weider mam Aarbeitsmaart hei zu Lëtzebuerg?“

15.188 Leit waren op den 31. Mee 2023 bei der ADEM, fir eng Aarbecht ze froen. Et muss een awer wëssen – an dat gëtt oft bei deenen Zuele vergiess –: Bei deene 15.188 sinn der awer dann net 15.188, déi Chômage kréien, mee dat si 15.188 Leit, déi wëllen eng Plaz kréien. Well vun deenen, déi do indemnisé sinn,

dat sinn der 8.813. Dat ass d'Hallschent vun deenen, déi Chômage bezuelt kréien. Déi aner schaffen entweder nach op enger Plaz oder sinn iwwer en anere Wee gaangen, wou se eng Demande wëlle maachen, fir op de Lëtzeburger Aarbeitsmaart ze kommen.

Mir kréien alleguer, alle 60, déi mer heibanen sëtzen, all Mount vun der ..., iwwert de Courrier électronique déi Zuele matgedeelt. A bei deenen Zuele sinn och déi grous Bléck ëmmer erkläert: wou déi meescht Demandé sinn, wou déi meescht Leit sinn, déi am Chômage sinn. An dofir géif et mech interesséieren, well ech dat weess ... An ech muss fairnesshalber soen – de Minister huet mer dat och nach eng Kéier signaliséiert –: Hien huet nach méi grous a vill méi détailléiert Ventilatiounen zu deenen Zuelen. A genau wéi mäi Kolleg, de Kaesen Aly, hat ech emol d'Chance – oder wann een dat esou däreif nennen –, an der Zäit am Comité de conjuncture ze sinn. An am Comité de conjuncture, do sinn dann och ëmmer all déi Detailler komm, wou een da bis an de leschten Dibbelche wosst, a wat fir engem Secteur dat wier, oder et wosst een dann och meeschtens, wann een d'Zuele méi am Detail gekuckt hues, schonn den Numm vum Betrib, oui dass en dropstoung, well et konnt ee sech da soen, opgrond vun deenen Zuelen, déi do virloungen, wat fir eng Entwécklung dat wier.

Gläichzäitig stelle mer awer och fest – ausser deem, wat ech gesot hu vun de Chômagezuelen u sech –, dass och ëmmer manner Postes vacants genannt ginn. An awer och gläichzäitig héiere mer d'Reklamatioun: „Mir hunn net genuch qualifizéiert Personal, fir d'Posten all ze besetzen.“ Dat an engem ganz grouse Beräich, iwwert dee mer schon oft heibannen diskutéiert hunn: am Santésberäich, mee awer och ëmmer méi an techesche Beruffer, wou mer déi Qualifikatiounen net fanne bei de Leit, déi mer brauche fir déi Lëtzeburger Economie an déi de Lëtzeburger Serviceberäich och brauch, fir kënnen ze existéieren.

An haut de Moien, wéi mer erwächt sinn, hu mer eng Nouvelle kritt vum Statec, wéi vill Milliarden hei zu Lëtzebuerg verdéngt gi vun eise Grenzgängerkollegen. Ech hätt och léiwer gehat, se hätten hannendru gesot, wéi vill awer och d'Frontalieren derzou bädroen, dass d'Lëtzeburger Economie dréit. Well wann een nëmme seet: „Déi kréien esou vill Suen“, da seet een net hannendrop, wat déi awer och derzou bädroen, dass d'Lëtzeburger Economie kann dréien. A wann een d'Zuele kuckt, sinn et 227.000 Frontalierer bei engem Emploi vu 483.000. A wann ech dann nach richtig rechne kann an der Reegeldetri, fir dat dann alles opzehuelen, da misste mer 22 Stonnen den Dag schaffen, wa mer géifen zu hinne soen, se sollen doheembliwen – fir dass een dat dann och gesot hätt. Ech hätt dat besser fonnt, wéi dass een nëmmen déi plakeg Zuel bréngt: „Dat do verdéngt se an dovou geet d'Hallschent a Frankräich an déi aner Hallschent, déi deele sech Däitschland an d'Belsch.“ Ech hätt dat besser fonnt, well dat och heiansdo e Goût amer bei verschidde Leit hannerléisst, déi net wëssen an net iwwerleeën, wat do mat hannendru steet.

A meng Fro un de Minister ass: Wat huet d'Regierung wëlles, fir am Detail ...? Oder: Kann de Minister eis nach méi détailléiert Chiffere soe bei deene jeeeweilege Secteuren? A wat plangt d'Regierung vu Formativmoosname fir déi Leit, déi um Aarbeitsmaart sinn? Mir wësse jo, dass an der ADEM verschidde Pläng bestinn. Mir wëssen, dass mer eng Solidareconomie hunn, déi eng ganz grous Aarbecht mécht, déi och ganz vill Leit opfänkt. Wat kënnen mer do nach maachen, a) fir awer och de Leit déi néideg Formatioun ze ginn, fir dass se awer och um Aarbeitsmaart kënnen bestoen? A wann ech dat soen, dat wëssen och d'Kollegen aus der Travailskommissioun an de fréiere

Minister an de fréiere President vun der Travaillskommissioun, dee weess dat och, dass dat ëmmer en Dilemma vu mer ass an och ëmmer déi Fro, déi ech stellen, dass mer och gläichzäiteg kucken: Déi Leit sti jo och ëmmer mat um Taux mat drop, déi Leit, déi e Gebriechen hunn, déi Leit, déi net honnertprozenteg fit si fir op den Aarbechtsmaart, wat mer och do kënnen maachen, fir déi Leit erëm zrëckzekeréien.

Mir si frou, dass mer d'Atelier-protégéen hunn, fir dass mer och deene Leit d'Méiglechkeet kënnen ginn, um éischten Aarbechtsmaart ze existéieren. An do wollt ech wëssen, Här Minister: Mir leien elo erëm iwwer 5 %, wat huet d'Regierung wëllen, do ze maachen, a wéi sinn déi Detailchifferen och nach an anere Secteure wéi der Restauratioun an och nach der Constructioun an dem Bau?

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An d'Wuert huet direkt den Aarbechtsminister, de Georges Engel.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President, a merci och dem Deputéierte Marc Spautz fir déi Fro.

Als éischt wëll ech emol soen, dass d'ADEM an d'Regierung an d'Leit aus dem Ministère sech permanent Froe stellen iwwert d'Bekämpfung vum Chômage. Et ass elo net, well den Chômage ëm 0,1 % an d'Luucht gaangen ass, dass mer eis elo Froe stellen an dass mer eis virdu gemittlech zrëckgeluecht haten.

Dir hutt dat net gesot, ech soen et awer och gär eng Kéier kloer, dass dat eng permanent Suerg ass vun eis, wéi den Aarbechtsmaart evoluéiert. Well – Dir hutt et gesot – eng Persoun, déi am Chômage ass, dat ass ëmmer eng schwierig Situatioun an déi Leit, déi hunn dacks Existenzängscht. An dofir ass et wichtig – egal wéi d'Zuele sinn –, dass mer eis permanent a Fro stellen. A gleeft mer, d'Madamm Schlessler an hir Ekip, déi maachen dat permanent.

An et muss een dann och soen, dass, wann ongeféier 15.000 Leit op der Sich no enger Aarbecht sinn, da sinn dat aner Leit am Juni wéi déi am Juli, well all Mount gi ronn tëschent 2.000 an 2.500 nei Dossiere bei der ADEM opgemaach, soudass do e ganz groussen Turnover ass vu Leit, déi eng Plaz fannen, an erëm neie Leit, déi eng Plaz sichen.

A wa mer elo feststellen, datt déi oppe Plaze bei der ADEM gemellt sinn, datt déi erfoginn, kéint ee jo mengen, datt d'Patronen déi gesichte Profiller fonnt hunn an datt dofir manner Posten deklaréiert sinn. Mee leider ass dat awer net esou, dass manner Leit gesicht ginn. Well nach ëmmer sinn 9.686 Poste vakant bei der ADEM. An déi vakant Poste sollen och jiddwer Aarbechtssichendem eng Hoffnung ginn, well Dir gitt gebraucht! Leit, déi eng Aarbecht sichen, déi gi gebraucht! Et ass awer leider esou, datt déi Profiller vun deene ronn 15.000 Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, net onbedéngt op d'Besoinen vun de Patrone passen. An dofir hu mer dee Skillsgap, deen ee vun eise gréisste Problemer bleift. An de Skillsmatching, dass mer dat beieneekréien, dat ass wierklech eng vun eise gréissten Erausforderungen.

Nieft de sëllege Mesüeren, déi Der alleguer kennt – am Rapport d'activités an um Internetsite vun der ADEM kënnst Der dat alles nosichen –, versicht d'ADEM natierlech, d'Besoinen um Aarbechtsmaart och besser ze verstoen. Well wann een den Aarbechtsmaart kennt an och weess, wat um Aarbechtsmaart gefrot gëtt, da kann een déi Aarbechtssichend och richteg op den Aarbechtsmaart virbereeden. An dofir hu mer och 2022

siwen Études sectorielles presentéiert an am Oktober och do Videoen iwwert d'Tendenzen um Aarbechtsmaart an zéng Secteure publizéiert. Mir hunn also gekuckt, wéi eng Leit wou gebraucht ginn, fir da kënnen e bessere Matching vun deene Leit och ze maachen.

An aktuell ginn och nach weider Etüde betreffend dem Gesondheets- an dem Sozialsecteur gemaach a gradesou och iwwert déi informatesch Beruffer. An d'ADEM stellt och eng Lëscht vun de Métiers très en pénurie a vun de Métiers en pénurie op, dat an Zesummenaarbecht och mat der UEL, fir ze wëssen: Wou brauche mer Leit? An an e puer Deeg, hoffen ech, kënnen mer hei e Gesetz stëmmen, dat deen Accès do fir eng Rei vu Leit och méi liicht mécht um Aarbechtsmaart.

Dat hëlleft natierlech, de Persounen, déi am Chômage sinn, déi richteg Formatioun och unzibidden, mee et geet awer och vill méi wäit, well d'Informatiounen vun der ADEM, déi d'ADEM opstellt, déi kënnen dann och de Schüler an de Studenten hëllef bei der Auswal vun hirer Ausbildung, déi hëlleft de schaffende Leit natierlech an de Patronen natierlech och bei der Auswal vun der Weiterbildung. An d'ADEM huet do e Service Salarié op d'Bee gestallt. An hei geet et drëms, de Leit ze hëlfe, ier se hir Aarbecht verluer hunn. Sou intervenéiert dëse Service zum Beispill bei Salariéen, déi vun engem Plan de maintien dans l'emploi betraff sinn. An hei geet et ëm Preventioun vum Chômage, gradesou wéi dat Gesetz, wat ech deposéiert hu vum Skills-Plang, wat um Instanze-wee ass. An de But ass do natierlech, de Chômage ze verhënnere. An dann hu mer nach Programmer wéi de Pilotprojet Skills for Job. Do hunn 2022 40 Persounen matgemaach an 2023 38 Persounen. Déi viséieren dann en Up- oder e Reskill. An d'Persounen, déi bei dësem Programm dann och matmaachen, déi gi vun engem perséinleche Coach begleet a kréien do e Formatiounsplang vun dräi bis sechs Méint.

An et geet quasi nëmme iwwer gutt forméiert Leit an iwwer vill Formatiounen. An do hu mer an deene leschte Jore wierklech ganz grouss Schrëtt gemaach an déi wäerte mer och weiderféieren. Waren et 2019 nach 1.765 Kandidaten, déi an d'Formatioun ageschriwwen waren, sou sinn et der am Joer 2022 4.315. Dat ass méi wéi eng Verdueblung vun der Zuel vun deenen, déi an déi Formatiounen do gaang sinn.

An d'ADEM wäert sech och elo an der nächster Zäit digital besser opstellen, fir dann och hir Servicer kënnen ze verbessere. D'Strategie vun der ADEM 2025, déi viséiert, op der enger Säit nach besser eeben op d'Besoinen vun den eenzele Clienten anzegoen – a Clienté sinn do d'Salariéen, d'Demandeurs d'emploi an och d'Patronen, och déi sollen hei vun deene Servicer kënnen profitéieren – an natierlech op der anerer Säit den interne Fonctionnement op der ADEM ze verbessere.

Also Dir gesitt, mir adaptéiere ganz reegelméisseg eis Aarbechtsmaart a -weis an eis Formatiounen, mee et dauert natierlech och e bëssen, bis déi Outilen do gräifen. Bei Formatiounen, déi eng Virlafzäit vun 3, 6, 8 oder 12 Méint hunn, kommen d'Resultater natierlech net direkt.

Ech wëll dann awer vläicht och soen, wéi den Här Spautz ugefaangen huet, huet e gesot, mir wäeren elo säit Laangem mol erëm eng Kéier iwwer 5 %. Ech hu mer d'Chômagezuele vum Mount Mee vun de leschte siwe Joer ugekuckt: 2017 ware mer do bei 5,9 %, 2018 5,5 %, 2019 5,4 %, 2020 7 %, 2021 5,9 %, 2022 4,7 % an elo bei 5 %. An dat an engem konjunkturell schwierigen Ëmfeld. Dir wësst dat, dass mer e schwieregt Ëmfeld hu mat Multikrisen, déi op eis erfogfall sinn. Dofir leie mer mat deene 5 % par

rapport zu de Jore virdu net esou schlecht, obwuel all Chômeur een ze vill ass, do si mer eis sécherlech awer och eens. An och am europäesche Kontext si mer am Mëttelfeld. Mir sinn net do Spëtzeleider, weeder op der gudder nach op der schlechterer Säit. Mir leien do op Plaz 13 vu 27. Woubäi ee muss soen, dass d'Berechnungsmethode fir de Chômage net an all Land déi selwecht sinn. An dofir ass et net ëmmer einfach, dat mateneen ze vergläichen.

Vläicht elo zu den eenzele Secteuren. Do ass et esou, dass den Immobilier déi stäerkst Progressioun huet, wat de Chômage ugeet, mat 77 %. 77 %, dat si plus 62 Leit – dat ass elo net ..., dat mussen een och ëmmer an de Kontext setzen. Dann alles, wat Conception et étude en bâtiment ass, 42 %, Système d'information et de télécommunication 41 %, an da Stratégie commerciale, Marketing a Supervision des ventes 28 %. Da geet et mat Kontabilität weider, mat Restauratioun a mat Travaux et gros œuvres, voilà.

Dat sinn elo keng esou verwonnerlech Zuelen, well mir wëssen, dass et am Bau och net ganz gutt leeft an dofir och do d'Zuelen elo an d'Luucht gaange sinn. An och do kënnen mer nëmme dat maachen, wat mer bis elo gemaach hunn: déi Formatiounen ubidden, déi d'Leit kënnen reskillen, upskillen an op nei Weeër wäerte bréngen.

Ech hat haut de Moien nach eng Reunioun mat der FEDAS iwwert d'Initiative-socialen an och zum Deel iwwert d'Atelier-protégéen. An och do wäerte mer eist Engagement sécherlech net erfroschrauwen, mir wäerten et souguer nach eropsetzen. An och do probéiere mer natierlech, de Leit esou gutt ze hëlfe, wéi et nëmme méiglech ass. Och do geet et ëm e méi spezifescht Encadrement, ëm en Encadrement fir dat, wat d'Leit nach méi brauchen, an dat ass ganz oft e sozialt Encadrement, well d'Leit, déi haut bei den Initiative-socialen sinn, sinn anerer wéi déi, déi virun 30 Joer nach bei Initiative-socialen waren.

Voilà, merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Minister. Ech mengen, den Här Spautz hat keng Zäit méi iwwer, an dann hu mer dëse Punkt evakuéiert.

6. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la pauvreté la-borieuse

A mer géifen zum nächste Punkt iwwergoen, dat ass eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Aarmut trotz Aarbecht, déi vun der Sensibilitéit déi gréng gefrot gi war. D'Madamm Myriam Cecchetti ...

Plusieurs voix | déi Lénk.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A, jo, entschëllegt, déi Lénk, vun der Madamm Myriam Cecchetti vertrauden hei op der Tribün, a si huet direkt d'Wuert. Entschëllegt mech fir d'Verwiesslung.

Exposé

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hunn dës Heure d'actualité ugefrot, well mer schonn dës Ëfteren an dësem héijen Haus drop higewisen hunn, datt Working Poor e Phenomeen hei am Land ass, wat ëmmer méi zouhëlt a mer awer d'Gefill net lassginn, datt eis Suerg zu dësem Sujet hei net esou gedeelt gëtt, au contraire, datt ëmmer nees drop higewise gëtt, wat jo awer alles gemaach gëtt a welch Hëlfe ausgegott ginn.

Jo, dat wësse mir, mee trotz deenen Hëlfe bleift de Problem awer bestoen an d'Schéier tëscht Aarm a Räich geet ëmmer méi auserneen. Dëst ass e

schlächende Prozess, dee sech awer ëmmer méi beschleunegt an dëst féiert lues awer sécher zu engem Kollaps vun eiser Gesellschaft. Dowéinst gëtt et héich Zäit, datt d'Chamber sech nach méi am Fong mat där Thematik beschäftegt a versicht, Lösungen ze entwéckelen, wéi d'Aarmut trotz Aarbecht kéint eliminéiert ginn.

Här President, komme mer awer elo mol zu de plakege Chifferen. Laut deene rezenten Donnéeën aus dem Eurostat-Bericht ass Lëtzebuerg op der traureger éischer Plaz, wat déi Working Poor ugeet. 2021 hate mer hei am Land 13,5 %. Ab 2012 ass dës Prozentsaz just nach geklommen. Also fir ee vu siwe schaffende Leit geet d'Pai net duer, fir e Liewen iwwert der Aarmutsgrenz kënnen ze féieren. Dës Aarmutsgrenz entsprécht dem Taux vu 60 % vum Medianakommes pro Mount.

De Sozialpanorama 2022 vun der CSL bestätegt dës Zuelen a warnt dofir, datt all d'Indikatoren op eng Verschlechterung vun der Lag hindeiten. Si schwätze souguer vun 19,2 %, dat sinn 115.980 Leit, déi 2021 aarmutgefährdet waren. Dës sozial Realitéit rondërem d'Aarmut vu schaffende Leit gouf op europäeschem Niveau an de leschten dräi Joer och mat engem grouse Fuerschungsprojekt méi am Fong beliicht. D'Uni Lëtzebuerg war hei fiederféierend a mir mengen, dass dës Erkenntnisser an der politescher Debat sollen esch geholl ginn, besonnesch well se och spezifesch fir Lëtzebuerg erfuerscht gi sinn.

Déi verschidde Recherchen, déi am Kader vum Projet „Working, Yet Poor“ gemaach goufen, erméiglechen et ënner anerem, bestëmmt wirtschaftlech Beräicher ze identifizéieren, an deenen d'Aarmut vu schaffende Leit besonnesch ausgepräggt ass. Zu Lëtzebuerg ass dat besonnesch do de Fall, wou de Mindestloun ganz oft d'Norm ass a wou Leit ouni Diplomer oder Berufsausbildung schaffen. Dat sinn zum Beispill de Botzsektor, d'Livraisounssektoren an och den Horeca. An dës Secteure läit den Taux vun der Aarmut bei Vollzäitaarbechter/innen bei 19,6 %, also däitlech méi héich wéi an der Moyenne.

Des Weideren hunn d'Chercheure festgestallt, dass d'Aarbechter/inne mat Zäitverträg a mat hallwen Täch ganz staark vum Aarmutrisiko betraff sinn. Leit mat hallwen Tächen hunn en Aarmutrisiko vu 27,7 % laut dësen Etüden. Meeschtendeels handelt et sech dobäi ëm onfräiwëllig Deelzäitaarbecht, sief et, well keng voll Täche fonnt gëtt, sief et, well eng Vollzäit net vereinbar ass mat der Kannerbetreiung. Deementsprechend sinn dann och elengerzéiend Stéit – oft Fraen – vill méi staark dem Aarmutrisiko ausgesat wéi d'Moyenne, an dës Risiko klëmmt, wat méi Kanner am Stot sinn.

Hei wëll ech eng Klamer maachen, datt een hei net vergiesse dierf, datt d'Kannergeld vun 2006 u bis d'lescht Joer desindexéiert war an d'Reform vun 2014 och eng Kierzung vum Kannergeld vu Famillje mat méi wéi engem Kand bedeit huet. déi Lénk hunn e Gesetz proposéiert, fir d'Reindexatioun vum Kannergeld ab 2014 anzeféieren. Fir eng Famill mat zwee klengen Kanner géif dat e Plus vu 700 Euro d'Joer beim Kannergeld bedeiten. D'Regierung wëllt awer dovunner näischt wëssen.

Eppes, wat d'Chercheuren op der Uni Lëtzebuerg och ënnersträchen, ass de Facteur Plattformaarbecht. Si stelle fest, datt et zu Lëtzebuerg quasi keng gesécher Informatione gëtt iwwert d'Zuel vu Leit, déi iwwer Onlineplattformen schaffen a wéi et dës Leit geet. Ee Grond hefir wier natierlech déi dubiéi Gesetzeslag hei. D'Gronz ass also immens grouss. Den Aarbechtsminister huet jo an Interviewe bei senger Amtswernam d'Plattformegesetz als eng grouss Prioritéit ausgeruff.

18 Méint méi spéit stelle mer fest: Et gouf kee Gesetzesvorschlag vun der Regierung! Vläch kann den Här Minister eis jo mol opklären doriwuer, firwat dat Gesetz bis haut net virgeluecht ginn ass. Ech wëll och drun erënneren, dass mir eng Gesetzespropositioun, an zwar den 8001, de 4. Mee 2022 eraginn hunn, déi trotz eiser Demande un d'Kommissioun vum 24. Januar 2023 ni diskutéiert ginn ass an der zoustänneger Kommissioun.

Här President, et ass eis natierlech kloer, dass net eleng d'Lénk den Ausschlag ginn, ob eng Persoun oder e Stot vun Aarmut betraff ass oder net. D'Liewenshaltungskäschten, an hei virewech d'Logementspräisser, féieren derzou, dass och Leit, déi statistesch iwwert der Aarmutsgrenz leien, awer net genuch Akommes iwwreg behalen, fir anstänneg kënnen ze liewen. De Budget de référence vum Statec weist eis dat, well hei de Budget fir en dezent Liewe fir eng Persoun bei ronderëm 300 Euro pro Mount méi héich läit wéi bei der offizieller Berechnung vum Aarmutstaux, wéi Eurostat et berechent.

Anerersäits hu sozial staatlech Transferten, wéi dat genannt Kannergeld, en Impakt, grad wéi och d'Steieren, wou eng strukturell Reform onbedéngt noutwendeg ass. Den neie Crédit d'impôt souwéi dann d'Upassung vun der Steiertabell ab 2024 féieren zwar zu méi Netto, och fir Leit mat klengen Léin, mee an de méi héijen Akommesklasse progresséiert den Netto awer vill méi séier. Domadder gëtt d'Schéier vun den Akommesongläichheeten tendenziell méi grouss a virun allem risquéieren nach méi Leit, zumindest statistesch, ënnert den Aarmutstaux ze fallen. Dës Entwécklung gëtt och net vun der biannueller Upassung vum Mindestloun iwwert d'allgemeng Bruttolounentwécklung entschärft.

Substanziell Verbesserung bei de Léin si fir déi Lénk dowéinst och prioritär, ugefaange beim Bruttomindestloun. Eng voll Täche muss jiddwerengen e Liewe fräi vun Aarmut garantéieren, egal, wéi vill e geléiert huet a wou e schafft. Dat ass fir eis mol den Ausgangspunkt. D'Stärkung vum Sozialstaat, dee mer säit Joerzengten opgebaut hunn, soll derzou bäidroen, méi Gläichheet ze schafen, fir dass all d'Leit, onofhängeg vum Revenu, och eng solidaresch Ofsécherung an alle Liewenslage kënnen genéissen.

De Steiersystem muss derfir suergen, dass d'Akommesongläichheeten net méi grouss ginn an déi néideg Investitiounen fir d'Zukunft erméiglechen. Investitiounen an éischer Linn an öffentlech Infrastrukturen a Servicer wéi d'Schoul, d'Wunnen, d'Santé an d'Mobilitéit.

Här President, de britteschen Epidemiolog Richard G. Wilkinson huet dës Phenomeen vun den Ongläichheeten an engem „Tageblatt“-Artikel vum 7. Juni 2023 ënnersicht, an hie kennt ganz kloer zur Konklusioun, datt d'Ongläichheeten an der westlecher Welt zougeholl hu mat der Liberaliséierung an der Privatiséierung vun den öffentlechen Arichtungen. Hei handelt et sech laut him ëm eng international Ideologie, déi heimadder Steierëlichterung fir déi Räich aus eiser Gesellschaft schaaft, op Käschte vun den Äermsten a Vulnerabelsten. Dat kéint bal vun eis sinn.

Här President, wann een d'sozial Ongläichheete analyséiert a kuckt, wéi déi Chifferen zesummegeesat sinn, da muss ee wëssen, dass et do carrement ëm déi absolut materiell Standard geet, mee déi psychosozial Auswierkungen an déi mental Gesondheet bleiwen awer oft „außen vor“. Gefiller, zum Beispill, vun Zuehoregkeet, vun Ënnerleeenheet. Sozial Onsécherheet ass e grouse Stressfaktor, dee ganz oft zu chronischem Stress féiert. Dës Point de vue ass awer grad esou wichteg fir den Discours.

An da kommen nach méi eng schlecht Ernährung, schlecht isoléiert, fiicht a schimmeleg Wunnengen,

wéineg bis guer keng Gréngfläche bei der Wunneng, méi eng schlecht gesondheetlech Couverture, manner héich Liewenserwaardungen – och all déi do Facteure spillen hei an deem Dossier mat.

Här President, mir wäre jo net déi Lénk, wa mer net awer och verschidde Piste géife presentéieren, déi een anhuele kéint, fir deem entgéintzewierken. Mir hu virun engem Joer op dëser Plaz scho gefuerdert, datt Lëtzebuerg d'EU-Mindestloun-Direktiv ëmsetze muss. Ech deposéieren dowéinst och emol eng Resolutioun, Här President.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le taux de la pauvreté laborieuse (in-work poverty) a atteint 13,5 % en 2021 et est en augmentation depuis 2012 ;

– considérant que la pauvreté laborieuse est un phénomène complexe et multidimensionnel qui implique des facteurs individuels, familiaux et structurels ;

– considérant que le taux de la pauvreté laborieuse s'élève à 12 % parmi les personnes employées à temps plein avec un contrat à durée indéterminée ;

– considérant que 15,3 % de l'emploi total, hors fonctionnaires, perçoivent un salaire proche du salaire social minimum ;

– vu la directive européenne 2022/2041 qui impose aux États membres de l'Union Européenne l'introduction d'ici le 15 novembre 2024 de procédures visant la fixation et l'actualisation des salaires sociaux minimaux pour contribuer à leur caractère adéquat et ce dans le but

- *d'atteindre un niveau de vie décent,*
- *de diminuer la pauvreté au travail,*
- *de promouvoir la cohésion sociale et la convergence sociale vers le haut,*
- *de réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes ;*

– vu que la directive précitée impose aux États membres dans lesquels le taux de couverture des conventions collectives est inférieur à un seuil de 80 % d'élaborer en concertation étroite avec les partenaires sociaux et au plus tard 6 mois après l'entrée en vigueur de la directive un plan d'action pour accroître la couverture des conventions collectives en vue de la fixation des salaires,

décide

– de veiller à ce que le Luxembourg se conforme dans les plus brefs délais à la directive européenne 2022/2041 du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne ;

– de s'engager à privilégier toutes les mesures législatives en matière fiscale, de protection sociale et de travail et d'emploi pour réduire le taux de la pauvreté laborieuse au Luxembourg.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

Den Aarbechtsminister huet deemools ugedeit, dass déi biannueller Upassung vum Mindestloun un déi allgemeng Lounentwécklung eis op déi 60 % vum Bruttoloun dést bréngen. Dobäi muss een awer soen, dass dëst jo eng retroaktiv Upassung ass, déi näischt aneschter heescht, wéi dass de Mindestloun déi zwee Joer virun der Upassung ëmmer ënnert deene 60 % läit. Lëtzebuerg gëtt iwwert d'Direktiv awer verpflichtet, ab 2024 kloer Prozeduren ze hunn, fir ze bestëmmen, ob de Mindestloun 60 % vum Bruttomedianloun oder eebe 50 % vum Bruttodurchschnittsloun entsprécht. Ob de Mindestloun – Stand haut – konform ass mat der Direktiv, dat kann den Aarbechtsminister eis jo vläch duerno soen, a mir wiere frou, och ze héieren, op wéi eng Donnéeën hie sech dann dobäi beriff.

Doriwwer gëllt et awer och, un anere Gesetzer ze schrauwen, déi besser Aarbechtsbedéngungen a besser Léin favoriséieren. Ech hunn et scho gesot: D'Kollektivvertragswiese muss reforméiert ginn – eng Ukënnegung, déi och scho laang am Raum steet, mee geschitt ass awer do näischt. Well hei schreift de britteschen Epidemiolog Richard G. Wilkinson, datt d'Geschicht eis beweist, datt, wann d'Gewerkschaften geschwächt waren, d'Ongläichheeten an d'Luucht gaange sinn. Domadder gëtt dann eis ganz Gesellschaft geschwächt.

D'Ubersatioun vun der Aarbechtswelt muss an eisen Aen och gestoppt ginn. D'Regierung wäert jo zumindest versichen, se ze reglementéieren, konform zur Direktiv op EU-Niveau, mee och hei waarde mer scho laang. An natierlech brauche mer eng Reform vum REVIS. D'Evaluatioun dovunner ass jo manifestement ënnert den Teppech gekiert ginn. Se ass säit zwee Joer annoncéiert, mee kënn einfach net.

Mir mengen awer, dass grondsätzlech gekuckt muss ginn, awéifern de REVIS Leit virun Aarmut schützt oder awer ob een net Aarmut reproduzéiert, ouni eng Perspektiv ze bidden. Dës Thematik ass enk mat de Working Poor verbonnen, well de REVIS iwwer d'Allocation d'insertion eigentlech sollt geduecht sinn, fir Leit mat kleng Revenuen aus der Aarmut ze zéien. Dat géllt awer leider net.

Här President, nieft all dësen evidente Punkten, déi sech och a Fuerderungskataloge vu Gewerkschaften a Sozialorganisatiounen erëmfannen, genesou wéi a wëssenschaftleche Publikatiounen wéi „Working, yet Poor“, si mir eis awer och bewosst, dass mir de Problem besser kenne mussen, fir weidergoend Decisiounen kënnen ze treffen. Working Poor ass vill diskutéiert, ...

(Interruption par la présidence)

... mee awer eréischt rezent méi kloer wëssenschaftlech erfaasst an analyséiert.

Déi europäesch Etüd, bei där d'Uni Lëtzebuerg matgeschafft huet, ass sécherlech eng gutt Lektür, mee mir brauchen awer zousätzlech Informatiounen. Dofir géife mir nach eng zweet Resolutioun deposéieren.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

– *vu l'importance de la cohésion sociale dans l'élaboration des stratégies de développement du pays ;*

– *considérant le développement de la recherche sociale et de la publication d'études scientifiques par l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics spécialisés ;*

– *considérant le travail d'analyse et de proposition réalisé par des acteurs de la société civile et des chambres professionnelles concernant la situation et les réponses politiques dans le domaine social,*

décide

– *l'organisation régulière d'un débat public à la Chambre des Députés sur le développement social et les évolutions de l'emploi au Luxembourg.*

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

Mäi Virgänger hat op dëser Plaz schonn eng Kéier eng Interpellatioun gemaach iwwer d'Theema Working Poor an an deem Kader e puer Entretien maahe gelooss mat betraffene Leit, fir méi qualitativ Informatiounen ze kréien. Deemoools war d'Mobilitéit als ee verstärkende Facteur vun Aarmut erauskomm.

(Interruption par la présidence)

Dat ass ee Beispill, wann ech soen, dass mer méi déif musse gesinn an dës sozial Phenomeener.

Ech si gläich fäerdeg.

Eise Premier huet a senger Ried zur Lag vun der Nation, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir hutt schonn eng Minutt iwwerzunn.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech hunn zwou Resolutiounen deposéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, déi kënn Der net cumuléieren.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | ... net eng Kéier dat Wuert „Aarmut“ ernimmt. Dat sprécht Bänn. Aus Kommunikatioussiicht ass et natierlech ze verstoen. Onschéin Entwécklung ginn ewechgedréckt an der politescher Debatt, mee domadder verschwanne se net. Am Géigendeel, se verstärke sech éischter. A genee dat geschitt och mat der Aarmut vu schaffende Leit. De soziale Fridden ass scho säit méi wéi 40 Joer duerch Neoliberalismus a Matleedenschaft gezu ginn. Duerch all déi Mesüeren, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Maddamm Cecchetti, Dir musst zum Schluss kommen!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | déi zu ëmmer méi enger ongläicher Verdeelung vun Räichtum a wuessenden Inegalitéite bei de Revenuen gefouert hunn an natierlech wuessend Deeler vun der Populatioun finanziell, ekonomesch a sozial an den Eck drécken ...

Voilà, elo sinn ech fäerdeg.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Tjo.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Zwou Resolutiounen!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jugez vous-même!

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)

(Interruption par M. Guy Arendt)

Jugez vous-même!

(Interruption)

Also, et gëtt Spillreegelen hei am Parlament, fir jiddwereen, ok?

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | A sou ...?

(Hilarité et exclamations)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, sou wéi een an de Bësch erariff, sou schaal et eraus, Maddamm Cecchetti!

Sou, an elo ass den nächsten drun. Dat ass den Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Villmoools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, ech soen dem Myriam Cecchetti Merci dofir, dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn iwwer déi Leit, déi aarm sinn, obwuel se schaffen, oder déi am Aarmutsrisiko liewen, obwuel se schaffen.

An et ass wouer, et muss ee jo eigentlech zwou Saache constatéieren: Op der enger Säit, dass den Aarmutsrisiko ëmmer weider an d'Luucht geet. Dat hu mer an deene leschte Jore gesinn an et ass leider déi Tendenz esou bestoe bliwwen. An et ass natierlech e Phenomeen, wou mer eis alleguerten zesummen hei an der Chamber virgeholl hunn, do dergéint virzegoen. An op der anerer Säit hu mer awer ëmmer erëm gesot: „Schaffe muss sech lounen, Aarbecht muss sech lounen!“ Wann ee schaffe geet, da muss ee kenne vun deem, wat een do erschafft huet a wat een dofir

verdängt, och kenne liewen. Schaffe muss sech kenne lounen.

A wa mer dann dervu schwätzen, dass eigentlech d'Aarbecht de Kinnekswee aus der Aarmut eraus ass, an dann awer trotzdem beim Thema sinn, dass eeben, wann ee schaffe geet, trotzdem nach Leit do sinn, déi aarm bleiwen an am Aarmutsrisiko hänkebleiwen, da si mer bei engem Thema, mengen ech, wat eis alleguerten immens vill Suerge sollt maachen. Et ass eigentlech dat Thema, wou sech d'Theema vum Aarmutsrisiko am meeschten zouspëtzt, wou kloer gëtt, dass dee grouse Kinnekswee fir aus der Aarmut eraus net méi fir jiddweree funktionéiert, an dann ass et wichtig, dass mer dat Thema och op den Ordre du jour setzen.

A wann een dat alles kuckt, och wéi den Taux vum Aarmutsrisiko bei de Working Poor an d'Luucht gaangen ass, dann ass et deen Indicateur, deen eebe grad alarméiere soll an dat ganz Thema nach eng Kéier vun enger anerer Säit beliicht. Ech soen och dem Myriam Cecchetti Merci dofir, dass et eng ganz Rei Zuele bruecht huet, déi och nach eng Kéier hëllefen, dat Thema ze beschreiwen. Natierlech, mat den Indicateuren an den Zuelen an de Pourcentagen, dat ass ëmmer esou eng Saach, an trotzdem sinn et awer Indicateuren, déi weisen, a wat fir eng Richtung et geet.

A wann een déi Indicateuren dann eebe weiderliest, da gesäit een eeben, wat fir eng Mënsche besonnesch vum Aarmutsrisiko betraff sinn, obwuel se schaffe ginn: Dat sinn dann d'Monoparentaux, dat sinn d'Resortissants non luxembourgeois, dat sinn déi Leit mat wéindeg Qualifikatiounen oder déi am Niddreglounsecteur schaffen, dat si besonnesch déi Leit – a mir hunn dat och a leschter Zäit oft an de Medie gelies –, déi eeben op Liwwerplattformen da schaffen an déi op deene Liwwerplattformen dann ënner ganz schwierige Konditiounen mussen schaffen. Dat sinn natierlech virun allem Leit, déi an engem CDD schaffen oder déi Temps partiel schaffen, mee do war viru Kuerzem och an engem „forum“ – ech mengen, am virleschten – en interessanten Artikel doriwwer, dass och Mënschen, déi CDIen hunn oder déi souger en Temps plein hunn, duerchaus betraff sinn dovun, dass se am Aarmutsrisiko sinn, obwuel se schaffe ginn. Et si virun allem jonk Aarbechter, an d'Caritas hat och an der leschter Zäit eng Kéier eng Publikatioun gemaach doriwwer, dass Leit, déi schaffe ginn, all Moment souguer kënnen op der Strooss landen.

Wat kann ee maachen? U sech kenne mer jo op zwou Säiten upaken. Déi eng Säit ass ze kucken, de Käschtepunkt vun deem, wat esou deier ass a wat dozou féiert, dass déi Leit herno net méi genuch iwwerreg hunn, erofzekeréien. An natierlech ass do, wann een d'Statistike kuckt, virun allem de Logement den éischte Punkt am ganze Ranking vun deene Saachen. Dat ass eis alleguerte bewosst, dofir mengen ech ganz kloer, dass mer am Logement mussen immens vill schaffen. An op der anerer Säit ass et och kloer, dass mer mussen dofir schaffen, dass déi Leit, déi eebe schaffe ginn an déi Sue brauchen, fir den Alldag kënnen ze bestreiden, op där Säit vun hirer Kafkraaft gestärkt kenne ginn.

An do sinn eigentlech véier Pisten – an ech ginn nach eng Kéier e bëssen zrëck op dat, wat ech deemoools an der Interpellatioun iwwer Aarmut an Aarmutsrisiko gesot hat –, déi sech do ubidden:

Dat Éischt ass, dass et wichtig ass, dass mer zu Lëtzebuerg weiderhin an deem Rhythmus bleiwen, dass mer de Mindestloun reegelméisseg upassen, awer dass mer zugläich och feststellen an eis déi Fro stellen, ob déi Upassung, déi mer do maachen, tatsächlech dann hëlleft, déi Leit op deen Niveau ze hiewen, wou

se da muss sinn, fir kënnen iwwert dem Aarmutsrisiko ze sinn an ob déi Upassung vum Mindestloun dann och ëmmer dozou féiert, dass en dem Referenzbudget entsprécht.

Dat Zweet ass ... An ech mengen, d'Madamm Cecchetti – dat wëll ech nach derbäifügen beim éischte Punkt – huet och zurecht gesot: Déi Evaluatioun vum REVIS, mengen ech, et ass wichteg, dass mer déi elo eng Kéier maachen, fir ze kucken, wat en och wierklech bréngt.

Dat Zweet ass den Niveau vum de Steieren – an d'Madamm Cecchetti hat dat och scho genannt –, a vläicht kann een do einfach déi kleng Proposen awer an de Raum geheien, déi mer och wollte mat op de Wee ginn: den Agangssteiersaz eropsetzen. Mäi Kolleg, de Gilles Roth, huet dat oft genuch och gesot, dass mer deen op 15.000 Euro wéilten eropsetzen. Den degressive Steierkredit fir Mindestlounempfänger, awer dann och déi substanzuell Steiererliichterunge fir Monoparentallen a Witwer.

Dat Drëtt ass och, dann eng Kéier d'Aarbecht vum bannen eraus erëm ze stäerken, virun allem iwwer Weiterbildung. An den Här Minister, den Aarbechtsminister, hat elo just nach iwwert déi ganz Formatioun och geschwat, an ech mengen, dass dat wichteg ass, och an den Entrepreneuren eebe bedierfnesgerecht Weiterbildung ze maache fir déi Mënschen, fir dass se kënnen an hirem Liewe weiderkommen a vu bannen hier gestärkt kënnen ginn.

An dann dat Véiert ass natierlech, dass déi betrafte Mënsche selwer an hirem Saach gestärkt ginn. An do ass zum Beispill eng Méiglechkeet nach eng Kéier d'Staffellung vum Kannergeld, déi mer och schonn ëfters gefrot hunn, eebe vun dräi Kanner oder méi, dass mer déi dann deene Familljen eeben och mat op de Wee ginn, fir se vu bannen hier an deene Familljen ze stäerken.

Ech denken – an ech kann dat och am Numm vum eiser Fraktoun soen –, dass et wichteg ass, dass mer weiderhin derfir astinn, dass et eng Strategie gëtt fir d'Bekämpfung vum der Aarmut a vum Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg an dass mer déi misst ganz genau mat engem besonnesche Bléck op d'Working Poor schäerfen.

An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Galles. An déi nächst Riednerin, déi scho prett ass, ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Aarbecht ass de beschte Moyen, fir den Aarmutsrisiko ze miniméieren. Et war och an dëser Logik, dass ënnert der Ministesch Corinne Cahen de Revenu minimum garanti, kuerz RMG, duerch de Revenu d'inclusion sociale, kuerz de REVIS, ersat gouf. Den RMG hat nämlech negativ Auswierkungen op d'Motivatioun vum de Leit, eng Aarbecht ze fannen. Den RMG hat et och ëmmer just engem Erwuessenen am Haushalt erlaabt, Deel vun enger Beschäftigungsmesür ze sinn. Mam REVIS kënnen zwee Erwuessener enger Beschäftigungsmesür deelhuelen, an d'Héicht vum der Allocatioun gouf dorunner gekoppelt, aktiv no enger Aarbecht ze sichen.

Leider gëtt et awer och Fäll, wou d'Aarbecht sech net méi lount. Déi sougenannt „Working Poor“ ginn zwar schaffend, mee um Enn vum Mount kréie si d'Enner net beienen. Jo, verschidde Leit hunn zwar eng Aarbecht, mee et geet net duer, fir sech eng Wunneng ze leeschten. Si iwwernuechte bei Kolleegen, schlofen an hirem Auto oder liewe souguer op der Strooss.

Zu Lëtzebuerg waren 2022 12,9 % vun de Leit, déi schaffen, dem Aarmutsrisiko ausgesetzt, bei enger EU-Moyenne vun 8,5 %. Zu de besonnesche Risikogruppen ziele Persoune mat Migratiounshannergrond, Jonker ënner 25 Joer, Independanten, Elengerzéierende a Leit, déi just e CDD hunn. Ausserdeem si Locataire mat 35 % méi vum Aarmutsrisiko betraff wéi Propriétaire mat 11,4 %.

Haushalter mat engem eenzegen Akommes sinn natierlech besonnesch vulnerabel. Bei den héije Liewenskäschten a Loyerspräisser ass dat net verwonnerlech. Fir Monoparentallen ënnert d'Äerm ze gräifen, gouf de Crédit d'impôt monoparental agefouert. 2017 gouf dës souguer verduebelt op 1.500 Euro, wann de Revenu ënner 35.000 Euro d'Joer läit. Ab dësem Joer gouf e souguer nach eng Kéier gehéicht. Elo kritt en Elengerzéierende mat engem järeleche Revenu vun ënner 60.000 Euro 2.505 Euro als Crédit d'impôt guttgeschriwwen. Bei engem Revenu vun 105.000 Euro kritt ee souguer nach 750 Euro am Joer. Trotzdem ass et eise But, duerch eng ëmfaassend Steierreform d'Monoparentallen nach weider ze entlaaschten.

Vum Aarmutsrisiko betraff sinn och heefeg Persounen, déi als Interim schaffen, oder Plattformarbechter. De Statutt vum Plattformarbechter ass heiansdo flou. Op EU-Niveau lafen aktuell Diskussiounen, fir eenditeg Reegele festzeleeën, wéini een als Salarié oder als Independant gëllt. Haut gi se oft als Selbstständiger klasséiert a sinn domadder sozial net esou gutt ofgeschéiert, wéi wa se Salarié wäeren.

Independantë sinn doduerch am Verglach mat de Salariéen och engem méi héijen Aarmutsrisiko ausgesetzt. De Gros vun den Independantë gehéiert nämlech net zu de Groussverdénge. Virun allem an der Ufanksphas bleift um Enn des Mounts net ganz vill vun de Suen iwwreg. Bal alles gëtt an den Opbau vum dem Betrieb investéiert an et ass dann net seelen, dass Independantë grad am Ufank manner wéi de Mindestloun verdénge. Dowéinst ass et och dréngend noutwenneg, dass d'Ongläicheete beim Traitement vun Independanten a Salariéen aus der Welt geschaf ginn, zum Beispill duerch d'Afféiere vun engem Statut unique. Independantë mussen ënner anerem Zougang zum Chômage kréien, wéi och zu engem Revenu de remplacement, wa se opgrond vun externe Facteuren hiren Aktivitéit temporaire net méi no kënnen goen.

D'Präisser um Immobiliemarché a virun allem déi héich Loyere verstärken de Risiko, an d'Aarmut ze rutschen. Grad an der aktueller Situatioun spëtz sech dëst weider zou. Déi héich Zënse féieren derzou, dass manner Leit eng Wunneng kafen, d'Demande fir ze loue klëmmt an domadder am Moment och d'Loyerspräisser. Et muss also och beim Logement ugesat ginn, fir den Aarmutsrisiko ze reduzéieren. Am Dezember 2017 goufen d'Krittäre fir d'Eligibilitéit fir d'Subvention loyer esou ugepasst, dass däitlech méi Menagé se ufroe konnten. D'lescht Joer gouf dës Subventioun dann nach eng Kéier gehéicht.

Dës Regierung ënnerstëtzt och d'Gestion locative sociale. Privat Propriétaire solle motivéiert ginn, hir Wunnengen zu engem reduzéierte Loyer de Leit zur Verfügung ze stellen, déi um reguläre Marché keng Wunneng fannen. Nach d'lescht Woch hu mir do de steierleche Fräibetrag op de Loyer vu 50 op 75 % gehéicht, fir méi Ureiz dofir ze schafen.

Zu gudder Lescht ass et och wichteg, dass all eis Kanner eng gutt Basis fir d'Zukunft hunn. Well de Migratiounshannergrond och e Facteur fir Aarmutsrisiko ka ginn, bréngt et scho vill, Ongläicheeten an der Schoul ze miniméieren an d'Chancëgläicheet ze verbesseren. Mam neie Service de l'intégration et de l'accueil maache mir e weidere Schratt an dës Richtung. Kanner, déi

nei an d'Land plënnere, kënnen op fräiwëlleger Basis iwwer eng Phas vun zwee Joer individuell begleet ginn. No dëser Integratiounsphas komme si da vun enger Empfangsklass an eng regulär Schoullklass. Bis dohinner gouf eng gutt Basis geschaf, op där si während hirem weiderer Schoulkarriär opbaue kënnen.

Här President, ech kommen zur Konkusioun. Fir de Problem vun de Working Poor gëtt et net déi eng an och keng einfach Léisung, mee et gëtt duerch Stellschrauwen, un deenen een dréie kann, fir d'Situatioun ze verbesseren. Vill gutt Mesüre goufe vun dëser Regierung geholl. Déi nächst Regierung muss genee do weiderfueren.

Ech soen Iech Merci an ech soen och Merci fir dës Aktualitéitsstonn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A merci och. An den nächste Riedner ass den Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Fir d'éischt wollt ech der Madamm Cecchetti Merci soe fir dësen Debat. Ech wollt se awer och drun erënneren, dass mengen Informatiounen no d'Kannergeld erëm indexéiert ass an dass et also net esou ass, wéi wann dat der Regierung egal gewiescht wier.

Et ass genau ee Joer hier, dass mer heibannen iwwer adequat Léin diskutéiert hunn, an dat bei Geleeënheet vum Debat iwwert d'Mindestloundirektiv vum sozialisteschen EU-Kommissär fir Beschäftegung, Soziales an Integratioun, dem Nicolas Schmit.

D'LSAP ass ganz kloer der Meenung, dass all Mënsch, dee schafft, muss kënnen dezent vun sengem Akommes liewen. A wann een iwwer Working Poor schwätzt, hëlt een am Fong just en neit, modernt Wuert, fir en aalt Phenomeen ze beschreiwen: De Fait, dass Leit schaffen, vill schaffe souguer heiansdo, an awer net esou bezuelt ginn, fir mat hirem Famill hallefweege anstänneg kënnen ze liewen, deen ass esou al wéi eise Wirtschaftssystem.

An et ass an de leschte Joerzénge viles erreecht ginn, fir deem entgéintzewierken: Mindestléin si festgesetzt ginn, Kollektivverträge hunn derfir gesuergt, dass vill Leit, déi schaffen, besser gestallt gi sinn, an och den Index ass e wichtegt Element, fir ze verhënnere, dass d'Akommisse vun der Inflatoun opgefress ginn.

Här President, wéi seet de Lëtzeburger? „Et kann ee sech dréien, wéi ee wëll, den Hënner bleift ëmmer hannen.“ Dat ass och esou bei der Bekämpfung vum Working-Poor-Phenomeen, dee esou enk mat der Lounpolitick verbonden ass wéi zwee siameesesch Zwillingen. An déi Lounpolitick bleift – leider, kann ee soen – leider nach ëmmer ee vun deene grouse Sträitpunkten an der Ausernanersetzung tëschent Patronat a Salariat.

Wa mir et an engem historeschen Accord 2009 fäerdegbruecht hunn, e gemeinsame Statutt vum Salarié ze schafen, muss mir haut feststellen, dass mer amgaange sinn, nei Trennlinie beim Salariat ze kreéieren, an zwar tëschent deene Salariéen, déi ënner Kollektivvertrag schaffen, an deenen, déi sech domadder mussen zefriddeginn, wat de Gesetzgeber als Minimum festleet.

Ëmsou méi gesinn ech et als eis verdammte Pflicht un, dass mir hei allkéiers erëm d'Fro stellen, wat mer solle maachen, fir dass mer Reegelunge fannen, dass jiddwereen iwwert d'Ronne kënn. Ech sinn dofir frou, dass d'LSAP bei de leschte Wale kloer gesot huet, dass se fir strukturell Erhéijunge vum Mindestloun antrëtt. An dat war eng vun den éischte

Realisatiounen, déi dës Regierung gemaach huet. Dir kennt déi Geschicht, déi berüümt 100-Euro-Geschicht.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Et ass och esou, dass de Mindestloun an de leschte fënnf Joer ëm ronn 500 Euro brutto an d'Luucht gaangen ass. Dobäi kënnst du Steierkredit. Och eng ganz Rei vu Sachleeschungen sinn derbäikomm: gratis ëffentlechen Transport, gratis Schoulbicher, Musekunterrecht, Kannerbetreuung a sou weider – Dir kennt dat alles.

Mir wëssen awer och, dass déi Leeschtungen – an dat ass wichteg ze betounen – net berücksichtegt gi bei den internationale Berechnunge fir d'Moosse vun den Ongläichheeten a vun der Aarmut. Mee mer wëssen awer genau sou gutt, dass dat deene Leit, déi zouneemend vun Aarmut bedrot sinn, zimmlech egal ass. Si hunn aner Suergen, wéi déi Krittären ze analyséieren, déi den Aarmutsrisiko berechnen.

Här President, fir den Aarmutsrisiko ze bekämpfen, muss den onbefristen Aarbechtskontrakt d'Reegel sinn a bleiwen. Besonnesch d'Plattformarbechter mussen besser beschützt an och d'Scheinselbstständigkeet muss konsequent bekämpft ginn.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | D'Hauptbelaaschtung fir d'Mënschen ass a bleift natierlech de Logement, och dat ass virdrun hei gesot ginn.

Fir eis – an dat soll een awer och hei soen – sinn och Steieren e Mëttel fir d'Ëmverdeelung an domat och e Mëttel zur Aarmutsbekämpfung, an dofir setze mir eis weiderhi fir eng gerecht Steierreform an. De Mindestloun muss steierfräi bleiwen, d'Steiertabell muss strukturell iwwerschafft ginn an et däerf och net méi dozou kommen, dass ganzer sechs Indextranchen an der Steiertabell net neutraliséiert ginn. Fir eis ass et kloer, dass déi kleng a mëttel Akommesen, an zwar bis wäit an d'Mëttelschicht eran, mussen entlaascht ginn. A genau sou kloer ass et fir eis, dass déi Superräich mat 300.000 a 500.000 Euro Joresakommes mussen méi belaauscht ginn, fir dat géigenze-finanzéieren, woumat mer déi aner, déi et brauchen, entlaaschten.

A well gëschter hei vun engem CSV-Deputéierten an dach zimmlech gewote Verglach gemaach ginn ass vun engem eemoleger Staatsausgab mat enger struktureller Steierreform, wëll ech hei soen, dass ech wierklech hoffen, dass d'CSV zu hirer Stellung steet, déi se nach bei Geleeënheet vun eiser Steierdebatt hei haten, an dass dee faméise Sproch, „Ech wëll, dass jiddweree manner Steiere bezilt“, just e fatzegen Ausdruckschier war vun engem iwweräifrege Spëtzelkandidat, deen de Sënn fir déi politesch a finanziell Realitéit vun eisem Land verluer huet. Mat Steiergeschenker fir déi, déi et net brauchen, mécht een op kee Fall Aarmutsbekämpfung!

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci der Madamm Cecchetti fir d'Ufro vun dëser Heur d'actualité, déi e ganz wichtige Sujet an eis Aktualitéit bréngt. Am Joer 2020 hu 17,4 % vun der Populatioun zu Lëtzebuerg ënnert dem Seuil de pauvreté monétaire gelieft. Ënnert den 18- bis 24-Järege war mat 30,7 % en erschreckend héijen Taux an de Statistiken ze gesinn. Et ass ganz sécher e Paradox an eiser Leeschtungsgesellschaft, wann een trotz Aarbecht

aarm ass. Eng Situatioun, déi eiser Meinung no interabel ass an déi mer mat enger Panoplie u verschidene an differenzéierte Moosname mussen ugoen a wou mer awer och, an dat muss een awer och kloer ënnersträichen, och schonn amgaange sinn, drop anzegoen.

Fir mat Léisungen ze kommen, mussen natierlech an éischer Linn d'Facteuren identifizéiert ginn, déi en Impakt op d'Aarmut trotz Aarbecht hunn – an d'Virriedner sinn schonn deelweis drop agaangen –: Zum enge sinn dat Menagen, déi exklusiv vun engem Revenu ofhängeg sinn, zum aneren ass dat den Travail temporaire an à temps partiel respektiv CDDen; awer och Monoparentallen, de Secteur peu qualifié an d'Ressortissanten non luxembourgeois sinn hei besonnesch betraff.

A jo, grad fir Menagé mat niddrege Revenue stellt de Präis vun Wunnen e grouse Problem duer. Eng gutt Logementspolitik ass numol och eng gutt Sozialpolitik. Eise Logementsminister huet déi lescht Jore ferm gekämpft, fir de Retard vun de leschte Joerzénge opzehuelen. Mir hunn ze laang eesäiteg Demandé mat der Géisskan befeiert, mam Resultat, dass d'Präisser geklomme sinn, ouni dass bezuelbare Wunraum geschafte gouf. Eis Strategie am Logement ass, duerch de massiven Invest, den Undeel vun aktuell knapp 2 % ëffentlechem a bezuelbarem Wunraum op 20 % ze erhéijen. An dofir goufen an dëser Legislatur déi ëffentlech Investissementer an den ëffentleche Wunnengsbau vu 40 Milliounen Euro am Joer 2017 op 173 Milliounen Euro am Joer 2023 erhéicht. Zéng Finanzéierungsgesetze fir grouss ëffentlech Wunprojete vun der Chamber si gestëmmt oder op de Wee bruecht ginn. An dës Projete representéieren 3.300 Wunnenge mat enger staatlecher Participatioun vun 1,5 Milliarden Euro.

(Interruption)

E Pacte Logement ass op de Wee bruecht ginn, dee säin Numm och verdéngt a sécherstellt, dass an Zukunft bei all Projet och bezuelbar Wunnengen entstinn.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Eng aner wichtig Dimension bei dësem Sujet ass natierlech och d'Preventioun. Wa mer vu Working Poor schwätzen, da schwätze mer leider och oft vu Kanner, déi betraff sinn. Hei mussen mer konsequent agéieren an de Risiko vun enger Spiral vun Aarmut brieden. Mat dësem Wësse mussen mer preventiv agéieren, andeems de Staat sech eng Gesamtstrategie gëtt, fir d'Preventioun an d'Bekämpfung vun der Kannerarmut unzegoen. Do ass fir eis Gréng eng Kannergrondsécherung als eegestänneg Leeschtung e ganzheetlechen Outil, deen aus Kannergeld, Kannerfräibeträg a cibléierten Aiden zesummegeat gëtt an eeben och muss automatesch un de Budget de référence ugepasst ginn.

Jugendaarbechtslosegkeet ze bekämpfen, léif Kollegeginnen a Kollegegen, dat bedeit, bei de Jonken an hire Qualifikatiounen unzesetzen. Mir stëmmen hei op dëser Plaz an e puer Wochen iwwert d'Éropsetze vun der Schoulpflicht of, déi jo dorop zeréckzeféieren ass, dass et ganz héijen Taux u Schouloufbrieder gëtt. Mir schwätzen hei vun zirka 700 Jonke pro Joer, déi tëscht 16 an 18 Joer ouni Diplom d'Schoul ofbrieden. Och si sinn déi zukünfteg Working Poor. Si sinn déi, déi sech oft mat CDDen, Optrags- a Freelancearbecht oder am Niddreglounsecteur mussen iwwer Waasser halen.

D'soziaalt Netz zu Lëtzebuerg ass gutt, Här President, mee och e gutt Netz muss reegelméisseg gefléckt, verengt an och kontrolléiert ginn. Mir wëssen haut vu steigenden Zuelen an den Épicerie-socialen, vu méi Mënschen, déi op d'Office-sociale mussen zeréckgräifen. Vill Sozialtransferte sinn en place, mee stëmmen awer numol och oft net mat de Budgets de référence

vum Stateg iwwereneen. Dësen Outil gëtt vum Stateg fir verschidde Persounengruppen an -alteren ausgeschafft an indiquéiert d'Zomm, déi eng Duerchschnëttspersoun aus där Persounengrupp brauch, fir e würdegt Liewen ze féieren an deemno net aus der Gesellschaft ausgeschloss ze ginn, an ech mengen, d'Madamm Cecchetti ass och an hirer Ried schonn op dëse Facteur agaangen.

Mir Gréng plädéieren derfir, dass de REVIS an de Mindestloun un e Budget de référence ugepasst ginn an hei och den Index spillt. Ech géif gär, well ech grad de REVIS ugeschwat hunn, dovunner profitéieren, fir den Här Minister ze froen, wéi et do mat der Evaluatioun vun REVIS ausgesäit. Ech krut vu senger Virgängerin gesot, dass déi éischt Hallschent vun 2023 eng Evaluatioun sollt kommen. Ech mengen, dass déi éischt Hallschent esou lues eriwwe ass an do wiere mer natierlech gespaant, do méi Zuelen dozou ze hunn.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Mir mussen natierlech och eise Steiersystem méi gerecht maachen, dat heescht, d'Individualiséierung aféieren an dofir suergen, dass Menagé mat niddrege Revenuen entlaascht ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeginnen a Kollegegen, nee, mir kënnen net zefridde si mat der Situatioun vun haut, an d'gesamt Aarmutsfro ass eng, déi déi nächst Majoritéit muss ganz, ganz eescht huelen! Bei der Fënnf-Minutte-Riedezäit kënnen mer ganz sécher dëser akuter Situatioun net gerecht ginn. Ech soen Iech trotzdem Merci fir d'Nolauschten an ech hoffen, dass mer dës wichtig Debatt och an Zukunft ganz uewen op eisen Ordre du jour stellen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An d'Wuert huet direkt den Här Jeff Engelen. Här Engelen, et ass un Iech.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegegen, fir unzefänken der Madamm Myriam Cecchetti en häerzleche Merci fir dës Aktualitéitsstonn zu engem ganz wichtige Sujet. Et gëllt, d'Aarmut ze begrenzen an ze bekämpfen, esou gutt et geet. Grondsätzlech misst et jo esou sinn, dass e Mënsch, deen an engem Aarbechtsverhältnis steet, op d'mannst netto misst esou vill behale kënnen vu senger Pai, wéi d'Aarmutsgrenz et virgesäit. Zu Lëtzebuerg muss jiddweree vu senger Aarbecht lieve kënnen, fir sech a senger Famill domat ze erméiglechen, eng mënschewürdeg Existenz opzebauen.

Mir mussen feststellen, dass den Aarmutsrisiko permanent an d'Luucht geet, wéi een am Panorama social noliese kann. Speziell betraff sinn d'Menagé mat Monoparentaux. Do ass den Aarmutsrisiko säit 2005 ëm 25 % an d'Luucht gaangen a läit dem virgenannte Panorama social no elo bei 41,3 %. An Europa ass dësen Taux just an zwee Länner méi héich: Litauen a Malta.

Déi betraffe Leit sinn am Alldag extreem benodeelegt. Mee net just fir d'Ménages monoparentaux ass d'Situatioun dramatesch, och Koppelen mat dräi oder méi Kanner sinn vun engem exzessiv héijen Aarmutsrisiko betraff, en Taux, deen an de leschte 15 Joer ëm 14,4 % an d'Luucht gaangen ass. 2005 war all fënnf Famill mat dräi oder méi Kanner heivunner betraff, haut ass all drëtt Famill an dëser Kategorie betraff. Hei hätte mer schonns misse méi laang reagéieren.

Als ADR hate mer d'lescht Joer am Juli 2022 an enger Motioun d'Chamber opgefuerdert, e Projet de loi virzeleeën, deen de Mindestloun integral vun der Akommessteuer befreit.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo. Déi Motioun gouf selbstverständlech vun de Regierungsparteien ofgeleent. Grad ewéi och eis Motioun vum 9. Februar 2022, an där mer gefuerdert haten, e Gesetzesprojekt op de Wee ze bréngen, fir déi automatesch Upassung vum Steuerbarème un d'Inflatioun nees dauerhaft a Kraaft ze setzen. Dës Motioun gouf jo och leider verworf.

Effektiv si mir als ADR der Meenung, dass déi automatesch Indexéierung vun de Gehälter net duergeet, fir de Kafkraaftverloscht vun de Familljen an Aarbechter ze stoppen, wann de Steuerbarème net gläichzäiteg ugepasst gëtt. Da verfeelt am Fong geholl all Indexextranche hiert Zil, nämlech d'Kafkraaft ze erhalten. An ech mengen, wann ee kuckt, dass mer d'Indextranche elo ewell eng ganz Rei Joren net méi ugepasst hunn, da brauch ee sech am Fong geholl iwwert déi Kéiersäit vun der Medaill, dass d'Aarmut eropgeet, net ze wonnere.

Glécklecherweis gouf déi kal Progressioun am Mäerz 2023 vun der Tripartitt ofgefiedert, andeems de Steuerbarème fir d'Joren 2023 an 2024 ugepasst gouf. Mee geet dat duer, fir d'Aarmut vun esou ville Beschäftegten hei am Land laangfristeg ze bekämpfen? Wuel kaum. Dofir widderhuele mer op dëser Plaz eis Forderung, dass mer och mussen an deem Beräich nom Rechte kucken.

An dann erlaabt mer nach e Wuert zu deene Selbstännegen, déi am Fong geholl op digitale Plattformen schaffen. Do misste mer och derno kucken, dass deenen hir Konditiounen verbessert ginn. Dës Leit ginn dacks fälschlecherweis als „Selbstänneger“ bezechent a sinn och ganz oft vun Aarmut betroffen oder bedrot. Si sinn a Krisenzäiten net ofgeséichert an droen de Risiko vun hirem Beruff a mussen och nach selwer fir hir Aarbechtsmaterialien opkommen.

Et muss een och eppes wëssen – ech mengen, wann een eng Pai huet, an et weess ee jo, wou den Hiewel unzesetzen ass –, dat ass: Et kann ee jo soen: „Wann een de Mindestloun verdéngt, da geet d'Hallschent an de Loyer oder an de Logement.“ An do muss een och soen: „Deen ass ze deier.“ Dat packen natierlech déi Leit net, och speziell Leit mat Kanner. Déi brauchen dacks zwee, dräi oder véier Zëmmer. A wéi sollen déi dat da finanzéieren, wann de Logement eropgeet?

Do wier am Fong geholl den Hiewel unzesetzen. Et muss een iwwer aner Wunnformen nodenken. An, ech mengen, mir misse jo all derfir suergen, dass all d'Leit, déi schaffen, egal wou, en Doheem behalen an och kënnen dra bleiwen.

Dann nach e Wuert zu de Sozialrichtungen. Gutt, dass et déi gëtt. Déi kennen dee Problem vum Logement ganz gutt. An et ass och gutt, dass et dës gëtt. An, ech mengen, mir missten eng Kéier an enger aner Debatt dës Saach vill méi verdéiwen, well et ass derwäert, dass mer dat eng Kéier am Fong diskutéieren an, wat wichteg ass, se och upaken.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och Iech. An den nächste Riedner ass de Sven Clement, deen direkt de Mikro huet.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, Lëtzebuerg ass en trauregt Schlussliicht, wann et ëm d'sozial Ofsécherung vu Mënsche geet, déi schaffe ginn. De Risiko, ënnert d'Aarmutsgrenz ze falen, ass immens héich fir Leit, déi Deelzäit schaffen, a fir Leit, déi eleng schaffen a Kanner hunn. Also, Elengerzéiend mussen hir Famill mat hirer Pai duerch de Mount bréngen.

Fir eis Piraten ass ganz kloer, dass deene Leit muss gehollef ginn, an dat net nëmme op enger Front, mee op ville verschidde Fronten. An do fänke mer u mat enger Steuerreform, déi versprach gouf an net komm ass, déi awer misst kommen, fir déi Leit ze entlaaschten.

Mir Piraten fuerdere jo och eng Steuerreform, déi géif op enger Individualiséierung baséieren. Dat heescht, dass Monoparentallen net méi géifen an eng méi onvirdeelhafte Steierklass zréckfalen, wa se de Status vum Monoparental kréien.

Dat bedeit och fir eis, dass de Mindestloun muss steierfräi sinn, an dann och bleiwen. Mam Mindestloun muss et sech hei am Land lieue loosse! Mee haut geet et knapps duer fir ze iwwerliewen.

De Mindestloun non qualifié, no Ofzuch vun allem, no allen Transferten, läit netto ënnert dem Aarmutrisiko. Mir hu 5.500 Leit an e puer, déi op abordable Wunnraum waarde bei de staatleche Promoteuren. An d'Moyenne vun hirem Revenu pro Mount – also dat, wat se disponibel hätten, an do hu se nach kee Loyer bezuelt -: 1.700 Euro. 1.700 Euro ass 400 Euro manner wéi d'Aarmutsgrenz vun 2.111 Euro, déi mer de Moment hunn. Här President, fir eis ass dat net akzeptabel a mir mussen dorunner dréngend schaffen.

Fir eis ass awer och e weidere Schrëtt, fir d'Aarmut trotz Aarbecht ze bekämpfen, dass d'Interimagencé méi encadréiert ginn. Mir wëllen Interimaarbecht net verbidden – fir gewësse Leit an och fir verschidde Firme bitt et déi Flexibilitéit, déi se selwer sichen –, mee mir soe ganz kloer, dass et hei awer zu Abuse koum an och weiderhi wäert kommen, wa mer dat net strikt encadréieren.

Zum Beispill si Leit ëmmer erëm iwwert déi selwecht Agence bei deem nämmlechten Employeur agestellt ginn, ouni dee festen Aarbechtskontrakt ze kréien, deen am Gesetz u sech virgeschriwwen ass. Jo, et ass illegal! Mee wa keng Kontrollen do sinn a mer erwaarden, dass de Prekäersten an der Ketten op eemol dee mam meeschte Courage muss sinn, dann, mengen ech, hu mer net gutt geschafft.

Eng Politick, déi deene Leit zegutt kënn, déi et brauchen, dat bedeit fir eis och d'automatescht Ausbezuere vun de jeeweilege Steierkreditter fir déi Leit, déi se zegutt hunn; dorënner zum Beispill de Crédit d'impôt monoparental. E soll net nëmme automatesch ausbezuelt ginn an eisen Aen, nee, e soll och – änlech wéi d'Barèmen – indexéiert ginn, fir sécherzestellen, dass en de Leit och laangfristeg genuch hëlleft a mer net ëmmer erëm hei an der Chamber mussen iwwert déi nämmlechte Problematiken diskutéieren.

An och net nëmme d'Steierkreditter sollen automatesch ausbezuelt ginn. Mee och Aiden, wéi zum Beispill d'Allocation de vie chère, sollen automatesch an all Mount de Leit zegutt kommen, wa se eligibel sinn.

Ech kann dat Argument, dass esou Saachen net méiglech wäeren, u sech net méi héieren. Mir sinn 2023 a mir bréngen et fäerdeg, dass mer an engem Dag oder an zwee Deeg Produiten aus der ganzer Welt op Lëtzebuerg kréien, wann ee se bestell. Mir kréie Virementen, wou mer et fäerdegbréngen, Instantané-Virementen ze maachen. A wann ech Virementen vum Staat kréien, dauert et ëmmer nach méi laang, wéi wann een e Virement vun enger Persoun bei eng aner mécht.

Et gëtt vill ze vill Leit, déi Aiden oder Crédit-d'impôt net zegutt hätten a se duerch administrativ Hürde net ufroen. De Staat dierf hei net vun der Onwëssenheet vun de Leit profitéieren a muss deene Leit et esou einfach wéi méiglech maachen, fir un déi Aiden ze kommen, déi se zegutt hunn. Et kann net sinn, dass

Geldausginn op enger Onlineplattform méi einfach ass, wéi eng Aide beim Staat unzefroen, déi een d'office zegutt hätt!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss wëll ech awer de Kolleeginne vun déi Lénk Merci soe fir dës Heure d'actualité, well et ass e wichtegt Thema. Et ass en Aarmutsbekennnis fir eis Politick an et kann net esou weidergoen, wann ee sech d'Zuelen ukuckt. Dofir mussen déi Mesüeren, déi ech elo hei ugerass hunn, séier ëmgesat ginn an ech hoffen, dass déi nächst Regierung sech déi heite Proposen zu Häerz wäert huelen. Well leider schwätze mer all Joer iwwert dat nämmlecht, ouni dass sech nennswäert eppes an déi richteg Richtung beweegt.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

An d'Regierung huet direkt d'Wuert. Den Aarbechtsminister, den Här Georges Engel.

Prises de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci, léif Deputéiert, déi d'Wuert geholl hunn, an och Merci dem Myriam Cecchetti fir dës Aktualitéitsstonn.

Ech soen ëmmer: „Mir schaffe fir ze liewen a mir liewen net fir ze schaffen.“ An dofir ass et wierklech mol quasi net akzeptabel, wann et Leit gëtt, déi sech all Dag ëmmer erëm asetzen, fir eng gutt Aarbecht ze maachen, fir dat am Interêt vun hirem Patron an am Interêt vun der ganzer Gesellschaft ze maachen, an dann awer um Enn vum Mount net genuch hunn, fir kënnen hiert Liewen ordentlech ze gestalten.

An trotzdem muss ech an dësem Kontext awer och eng Kéier eppes iwwert déi Eurostat-Zuelen soen an déi och an de richteg Kontext setzen, well – et ass virdrun och scho gesot ginn – meng Statistiker soen ëmmer: „De toute façon, les études d'Eurostat ne sont jamais représentatives pour le Luxembourg“, well Lëtzebuerg awer eng ganz speziell Situatioun huet.

An et gesäit een ëmmer erëm, dass, wann een déi Zuelen do analyséiert, oft an der Foussnott do steet: „Rupture de série“ – et gouf dorobber higewisen. Dat wëll heeschen, dass d'Methodologie geännert huet a fir verschidde Resultater, déi do erauskommen, kann dat dann och eng aner Interpretatioun zouloossen.

Mee onofhängeg vun der Methodologie an egal, wéi d'Zuele sech duerstellen, muss jiddweree kënnen vu sengem Loun engem dezente Liewen nooen.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | An d'Regierung huet sech vun Ufank un agesat, fir d'Aarbecht ze valoriséieren. An esou war et eng vun den éischten Aktiounen vum Dan Kersch, dass de Mindestloun ëm 100 Euro gehuewe ginn ass. Dat war batter néideg an dat hat och direkt ganz positiv Repercussiounen.

De Mindestloun ass natierlech och all zwee Joer un d'Evolutioun vun de Salären ugepasst ginn. Den Indexmechanismus ass net a Fro gestallt ginn an d'Regierung ass awer och op aneren Niveauen aktiv ginn, déi net direkt eppes mat de Salären ze dinn hunn, déi awer déi sougenannt „Working Poor“ zousätzlech ënnerstëtzen. An egal, ob ee se elo Working Poor nennt oder op Terme vu fréier geet, et geet drëm, dass déi Leit wierklech vill Schwieeregkeeten hunn, fir um Enn vum Mount iwwert d'Ronnen ze kommen, an dat ass net ok.

An dofir sinn awer eng ganz Rei vu Mesüre geholl ginn, déi hëllef, dass et méi einfach soll ginn, fir awer iwwert d'Ronnen ze kommen: ënner anerem de gratis effentlechen Transport, d'Schoulbicher si gratis ginn, d'Kannerbetreuung ass gratis ginn an et sinn nach vill aner Saache genannt ginn. An déi sougenannt Prestations en nature, déi sinn an dëser Etüd net consideréiert ginn, an déi sinn awer substanzuell, et soll een dat awer net vergiessen. A mir hunn och an der Tripartitt eng ganz Rei vu Mesüeren iwwerholl a gestëmmt, déi de Leit sollen ënnert d'Äerm gräifen, an do sinn och d'Steierkreditter dobäi an och strukturell Upassung vum Steuerbarème un d'Inflation. An och déi Steierkreditter, déi sinn net an dëser Etüd mat a Consideratioun geholl ginn, an dat ass awer Cash, dat ass awer Cash an d'Täsch fir d'Leit, déi Steierkreditter. Dofir, obwuel ech déi ganz Situatioun vun de Working Poor net wëll hei relativiséieren an net wëll erfroen, op kee Fall, muss een awer, wann een d'Zuele matenee vergläicht, och dat Richteg mat deem Richteg vergläichen. An do hunn ech hei e bëssen d'Gefill, dass dat net ganz korrekt ass.

An et muss een och nach eppes anescht soen. De Logement – et ass och virdru gesot ginn – bleift eng vun den Hauptdepenst vum de Menagen, grad vun deenen, déi sech keng Wunneng kënnen kafen a weeder ofbezuelt hunn nach eng Chance haten, eppes gerier ze hunn. An et ass dofir quasi pervers, wann ech héieren, dass d'Loyerspräisser an d'Luucht ginn. Do gëtt et Leit, déi ënnert dem Decknumm vun der Profitmaximierung wierklech d'Leit ausquetsche wéi Zitrounen. An ech hoffen, dass déi Proprietären, déi et sech kënnen erlaben, och e bëssen d'Solidaritéit spille loosse an net déi Leit ausquetsche wéi Zitrounen, fir och dat Lescht nach aus hinnen erauszepressen, fir nach méi Loyer ze froen. Dir gesitt, dass d'Fro wäit iwwert de Salaire erausgeet; dat ass eng gesellschaftspolitesch Fro an eng Fro vu Solidaritéit och zu eise Matbierger.

Vläicht nach e Wuert zu der Plattformarbecht. D'Gesetz ass fäerdeg. An et huet laang sou ausgesinn, wéi wa keng Direktiv géif zustanekommen, ganz, ganz laang. Souguer den Nicolas Schmit als zustänneg Kommissär huet gesot: „Ech mengen net, dass mer eng Direktiv wäerten an der nächster Zäit kréien.“ An dunn ass et awer ënnert der schweedescher Presidence relativ séier virugaangen a mir konnten eis dunn op en Text eenegen. Et ass wierklech vill méi séier am Conseil virugaangen, wéi mer dat geduecht haten. An Dir wësst, dass d'Letzbuerg sech ëmmer staarkgemaach huet fir eng staark Direktiv. An elo gesäit et sou aus, wéi wann ee sech – mat vill Chance – Enn 2023 an den Trilogien an am Europaparlament kéint iwwert den Text eens ginn. Dofir, well mer eis souwisou da mussen der Direktiv upassen an och mussen kucken, wat an där Direktiv dran ass, huet et elo u sech net vill Sënn, e Plattformgesetz ze deposéieren – an ech soen et nach eng kéier, et ass fäerdeg, fir et elo ze deposéieren –, wa mer et herno mussen erëm upasse par rapport zur Direktiv. Dofir verstinn ech ganz gutt, dass een eppes fir déi Leit op de Plattformen wëll maachen. Et ass och ganz richteg, dass mer eppes do mussen maachen an et geschitt jo och eppes. A Letzbuerg huet ganz staark gehollef, dass mer déi Direktiv do zustane kréien.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | An dann nach e lescht Wuert zum Mindestloun. Och do gëtt et jo eng Direktiv an do wäerte mer eis dann och mussen mat der Direktiv konform setzen. An do gëtt et zwee Krittären, déi d'Madamm Cecchetti richteg gesot huet: de Salaire médian oder de Salaire moyen, ee vun deene Krittäre muss een erfëllen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Entweeder 60 % vum Salaire médian oder 50 % vum Salaire moyen. An och do hänkt et e bësse vun de Rechnungen of, déi ee mécht. Mee op alle Fall, am Moment ass et sou, dass mer mat eisem Mindestloun – deemno wéi eng Rechnung een elo hält – bei tëscht 59,39 % a 64,53 % vum Salaire médian leien. Also mir leien do wierklech an de Paragen, wann een dat géing opronnen, wäere mer wierklech an de Paragë vun dem Salaire médian, soudass mer do déi Direktiv elo schonn erfëllen.

Beim Salaire moyen ass et bëssen anescht, do leie mer tëscht 76,75 % an 49,36 %. Och do leie mer no drun, awer nach net esou gutt wéi beim Salaire médian. Mee vu dat nëmmen eng Konditioun gefrot ass, géinge mer do och d'Krittäre fir déi Direktiv erfëllen.

Voilà, merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Aarbechtsminister Georges Engel. Da mussen mer nach iwwert déi zwou ...

Une voix | Neel!

M. Fernand Etgen, Président | O, pardon.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Ech bieden Iech.

M. Fernand Etgen, Président | Ech hunn den Här Minister vergiess gehat. Dat deet mer awer leed.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Ech bieden Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass nach nei an ongewinnt, Här President.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Här President, de Staat huet eng ganz Rei Mesüeren en place gesat, fir géint de Phenomeen vun de Working Poor ze kämpfen, ugefaange mat der Allocation de vie chère, déi sech spezifesch un d'Menagë mat engem niddregen Akommes riicht, fir d'Präisdeierecht opzefänken.

D'Regierung huet d'Allocation de vie chère och iwwert déi lescht Jore konsequent erhéicht. Nodeems d'Montante vun der Allocation de vie chère fir 2021 permanent ëm 10 % eropgesat goufen, ass d'Allocation de vie chère fir d'Joer 2020 (veuillez lire: 2022) nach eng kéier ëm op d'mannst 200 Euro erhéicht ginn. A fir d'Joer 2023 variéiert de Montant tëscht 1.652 an 3.304 Euro, ofhängeg vun der Composition de ménage.

E weidert zentraalt Element am Kampf géint de Phenomeen vun de Working Poor ass d'Allocation d'inclusion am Kader vun REVIS. Dëst ass eng finanziell Hëllef, vun där och déi Leit profitéieren kënnen, déi schaffen an deenen hiert Akommes ënner engem gewësse Seuil läit. Sou gëtt garantéiert, dass d'Leit genuch Moyenen hunn, fir en dezent Liewe kënnen ze féieren.

D'Allocation d'inclusion ass domadder en indispensable Element am System vun de sozialen Transferen an e Sécherheetsnetz besonnesch fir Menagë mat Kanner. Zu där Konklusioun kënn och de Statec a sengem Rapport „Travail et cohésion sociale“ vun 2022. Hei gëtt konstatéiert, dass virun allem d'Familles nombreuses an Elengerzéier, déi de Mindestloun verdéngen, vun der Allocation d'inclusion profitéieren. Gemooss um Budget de référence, also de Ressourcen, déi d'Leit mussen hunn, fir kënnen e Liewen an Dignitéit ze féieren an aktiv zu Letzbuerg un der Gesellschaft deelzehuelen, erméiglecht d'Allocation d'inclusion de concernéierte Familjen, en ugepasste Liewensstandard ze errechen.

Wa Leit Schwieeregkeeten hunn, fir déi zwee Enner um Schluss vum Mount beieneen ze kréien, gëtt et jo och

nach déi 30 Office-socialen uechter d'Land. Si sinn e ganz wichtegen Acteur, un dee jiddereen, dee sech an enger schwieerer Situatioun, an esou enger Situatioun befënt, sech kann adresséieren, fir eng individuell Hëllef unzefroen.

Et gëtt dann och nach eng Rei generell Mesüeren, fir Leit oder Famillje mat geréngem Akommes ze ënnerstëtzen, déi iwwert déi lescht Jore vun der Regierung ausgebaut oder agefouert goufen. Dorënner falen zum Beispill d'Energieprimm, déi tëscht 200 a 400 Euro läit, awer och déi verschidden Aides au logement wéi d'Subvention Loyer, de Crédit d'impôt monoparental, d'Reindexierung vum Kannergeld oder nach d'Mesüeren aus dem Solidaritéitspak 3.0.

Ech wëll och nach gären déi sougenannt Prestations en nature ervirhiewen, déi derfir suergen, dass de Revenu, deen e Menage zur Verfügung huet, erhéicht gëtt. Hei denken ech zum Beispill un de Chèque-service accueil, d'gratis Essen an der Schoul, de gratis Museksunterricht, awer och d'gratis Hausaufgabenhëllef. De Staat huet also e System en place, fir geziilt deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, déi keng héich Pai hunn, a fir hinnen esou déi néideg Moyene mat op de Wee ze ginn, fir dass si hir Situatioun verbessere kënnen an aktiv un der Gesellschaft deelhuele kënnen.

D'Erausfuorderung, virun där mer stinn, ass, derfir ze suergen, dass déi betraffe Leit och an de Genoss vun deenen Aidë kënnen kommen. Mir wëssen nämlech, dass et Leit gëtt, déi verschidden Hëllef net an Usproch huelen, obwuel se Urecht dorobber hunn. Fir de Leit kënnen effikass ze hëllefen, ass et awer wichteg, dass se och all d'Müttelen ausschöpfen, déi hinnen zur Verfügung stinn.

Dofir hu mir decidéiert, dëse Phenomeen vum sougenannte „Non-recours“ op de Leescht ze huelen. Ënnert der Leedung vum Familljeministère befaasst den Observatoire des politiques sociales sech aktuell mam Sujet „Non-recours aux prestations sociales“ a wäert an den nächste Méint eng Rei Prestatiounen analyséieren an och d'Fro vun der automatescher Ausbezuung. Zil ass et, en Avis ze preparéieren mat Recommandatiounen, fir dësem Phenomeen entgéintzewirken.

Generell ass et mir wichteg, den Accès zu den Aiden ze vereinfachen. E klengen éischte Schrëtt gëtt dës Woch gemaach, andeems den neien Internetsite vum Fonds national de solidarité, kuerz FNS, lancéiert gëtt. Och d'Digitaliséierung soll nach méi staark an dëse Prozess matagebonne ginn. Zil ass et, eng Aart digitalen Office social ze kreéieren, wou d'Leit eng éischt Iddi kréien, wat den Office social fir si maache kann, an hinnen esou och de Wee an den Office social ze erliichten. Dëst soll natierlech op kee Fall de Sozialaarbechter um Terrain ersetzen, mee generell d'Missiounen vun den Office-socialen nach méi breet promovéieren, den Accès vereinfachen an esou d'Hemmschwellen ofbauen.

D'Chamber huet dann och – an ech sinn drop ugeschwat ginn – der Regierung den Optrag ginn, de REVIS ze evaluéieren, dee mat der Allocation d'inclusion eng wichteg Roll spillt am Kampf géint de Phenomeen vun de Working Poor. Ech hunn dës Evaluatioun als fréieren Deputéierte selwer gefrot an dofir läit et mir natierlech besonnesch um Härer, Iech déi Resultater vun den Aarbechten an d'Familljekommissioun presentéieren ze kommen, fir dass jiddereen um selwechte Wëssensstand ass a mir d'Diskussiounen ronderëm dee Sujet versacheleche kënnen.

Dann nach, well ech drop ugeschwat gi sinn, d'Mesüeren, wat besonnesch d'Familles monoparentales ugeet. Do wëll ech vläicht nach drop hiweisen, dass d'Monoparentallen dem Aarmutrisiko jo besonnesch

ausgesat sinn. An ech géif gär just déi Mesüren – nieft deenen, déi allgemeng fir d'Menagë sinn – eng Kéier ernimmen, déi de Mëtten elo vläicht nach net hei ugeklonge sinn, déi awer, mengen ech, ganz wichteg sinn.

Am REVIS kréien d'Kanner, déi an elengerzéiende Famillje liewen, e Montant forfaitaire de base, dee méi héich ass wéi de Basismontant, deen e Kand kritt, dat an enger Famill mat den zwee Elterendeeler lieft. Hei ass also eng ganz konkreet Mesür, fir géint d'Aarmut vun den elengerzéiende Famillje virzegoen. Och am Congé parental hunn elengerzéiend Eltere méi Flexibilitéit, wat den éischte Congé parental ugeet. Am Beräich vun de Steieren ass de Crédit d'impôt monoparental eng Manéier, fir den elengerzéiende Famillje geziilt finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. Ausserdeem gëtt d'Monoparentalitéit an de Steierklasse berücksichtigtegt. Wann en elengerzéienden Elterendeel Alimenter zougenschwat krut an den Expartner dës awer net bezilt, och da kann den FNS, de Fonds national de solidarité, d'Alimenter virstrecken.

Ech géif ganz gären nach der Madamm Myriam Cecchetti – dat hunn ech vergiess – villmoos Merci soen, fir dës ganz pertinent Heure d'actualité op den Ordre du jour gesat ze hunn, an Iech villmoos Merci fir d'Noluschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Familljeminister Max Hahn. Dann awer nach Parole après ministre fir d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, villmoos merci. Här Minister, et fret mech, dass Der e groussen Alliéierte sidd an der d'Fro ronderëm d'REVIS-Evaluatioun. De ganze Secteur waart gespaant drop. Et gouf och nach eng Kéier kloer um rezente Caritas-Forum virun e puer Wochen ugeschwat. Ech freeë mech, datt der domat an d'Kommissioun kommt. Hutt Der schon ongeféier eng Iddi, wéini dat wier? Ech weess, mir si grad wierklech beschäftegt mat enger ganzer Rei wichtige Gesetzestexter, mee ech mengen, et wier wierklech pertinent, och elo nach virun de Walen, dass mer do Zuelen an Donnéeën hätten, fir kënnen dorobber weiderzeschaffen.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Genau. Ech gesinn dat d'selwecht wéi Dir. Ech ginn Iech awer och Recht, dass mer vill Gesetzestexter hunn, déi mer nach duerch wäerte kréien. A soubal, wéi d'Plagen ... Mir hu ganz vill Plagë reservéiert, dat hutt Der vläicht scho gesinn, wou den Ordre du jour nach net fixéiert ass. An ech ginn dervun aus, dass mer dat ganz zäitno kënnen zesumme maachen, well ech mengen, et interesséiert eis alleguer. A wéi gesot, et ass einfach ganz wichteg, fir och déi ganz Diskussioun ronderëm ze versachlechen an ze kucken, wou ee vläicht nach dat eent oder anert am Sënn vun de sozial schwache Leit hei am Land ka verbesseren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Familljeminister Max Hahn.

Résolutions

Dëse Punkt kënnen mer awer net ofschléissen, ouni nach iwwert déi zwou Resolutiounen ofzestëmmen.

Résolution 1

Déi éischt Resolutioun vun déi Lénk: Wëllt nach een zu där Resolutioun Stellung bezéien? Den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och fir d'Virstellung vun der Resolutioun. Ech wollt just soen, ech hat dem Minister elo ganz gutt nogelasschert an ech hu verstanen, dass mer dat, wat Der hei frot, hei zu Lëtzebuerg schon erreecht hunn, wat de Salaire médian ugeet. Dofir kann ee

mat där Formulierung, déi Der hei gebraucht, net averstane sinn. Wann Der sot, mir sollen „veiller à ce que le Luxembourg se conforme“, dat géif also schon heeschen, mir wäeren net konform, „dans les plus brefs délais“, dat ënnersträicht dat nach eng Kéier.

An dofir géif ech Iech bieden, entweeder den Text ze änneren oder mir kënnen et an där doter Form net matstëmme. Mir kéinten domat averstane sinn, wann Der géift soen, dass d'Chamber sollt weiderfueren, „continuer à veiller à ce que le Luxembourg soit conforme à la directive“. Dann hätte mer kee Problem domadder. Mee wann Der esou en Text gebraucht, wou Der ënnerstellt, mir wäeren net konform, a mir sinn awer konform, dann hunn ech e Problem.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An ech ginn direkt d'Wuert zréck un den Auteur vun der Resolutioun.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Honorabelen Här Kersch, ganz gären. Ganz, ganz gären. Wann dat esou eriwuer sollt komm sinn ... Jo, et steet effektiv net gutt hei, mee sou, wéi Dir et formuléiert hutt, ganz gären, wann Dir et da kënn matdroen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, gutt. Wann Dir domat averstane sidd, da kënnen mir ganz gutt domat liewen.

M. Fernand Etgen, Président | Gëtt et nach weider Wuertmeldungen zu dëser Resolutioun? Kënnen mer iwwert dës Resolutioun à main levée, mat där Ännerung wuelverstanen, ofstëmme?

(Assentiment)

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– *considérant que le taux de la pauvreté laborieuse (in-work poverty) a atteint 13,5 % en 2021 et est en augmentation depuis 2012 ;*

– *considérant que la pauvreté laborieuse est un phénomène complexe et multidimensionnel qui implique des facteurs individuels, familiaux et structurels ;*

– *considérant que le taux de la pauvreté laborieuse s'élève à 12 % parmi les personnes employées à temps plein avec un contrat à durée indéterminée ;*

– *considérant que 15,3 % de l'emploi total, hors fonctionnaires, perçoivent un salaire proche du salaire social minimum ;*

– *vu la directive européenne 2022/2041 qui impose aux États membres de l'Union européenne l'introduction d'ici le 15 novembre 2024 de procédures visant la fixation et l'actualisation des salaires sociaux minimaux pour contribuer à leur caractère adéquat et ce dans le but*

- *d'atteindre un niveau de vie décent,*
- *de diminuer la pauvreté au travail,*
- *de promouvoir la cohésion sociale et la convergence sociale vers le haut,*
- *de réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes ;*

– *vu que la directive précitée impose aux États membres dans lesquels le taux de couverture des conventions collectives est inférieur à un seuil de 80 % d'élaborer en concertation étroite avec les partenaires sociaux et au plus tard 6 mois après l'entrée en vigueur de la directive un plan d'action pour accroître la couverture des conventions collectives en vue de la fixation des salaires,*

décide

– *de continuer à veiller à ce que le Luxembourg soit conforme à la directive européenne 2022/2041 du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne ;*

– *de s'engager à privilégier toutes les mesures législatives en matière fiscale, de protection sociale et de travail et d'emploi pour réduire le taux de la pauvreté laborieuse au Luxembourg.*

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

Vote sur la résolution 1 modifiée

Wien d'accord ass mat dëser Resolutioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun mat deene gesoten Ännerungen ugeholl.

Résolution 2

Da kéime mer zur Resolutioun Nummer 2, wou et drëm geet, reegelméisseg en Débat public iwwert d'Evolutioun vum Développement social hei zu Lëtzebuerg ze organiséieren. Wie wëllt nach zu dëser Resolutioun ... Den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Sou gär ech mech jo mat der Madamm Cecchetti eenegen, dat wësst Der allegueren ... Ech mengen, mir haten ... an ech sinn nach net laang hei an dëser Chamber, mee zënter dass ech hei sinn, hate mer eng Interpellatioun vum Här Galles iwwert d'Aarmut, mir haten eng Interpellatioun vun de Gréngen iwwert d'Pauvreté des jeunes, mir haten haut eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Working Poor, vun de Lénken ugefrot. Also, ech mengen, dass mer eis awer net musse selwer opfuerderen, eppes ze maachen, wat mer souwisou nach ëmmer gemaach hunn an och Zukunft wäerte maachen. Dofir mengen ech, dass dat net vill Sënn mécht, déi heite Motioun ze stëmme, sou leed et mer deet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Den Här Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmoos, Här President. Den Här Kersch huet ganz Recht, dass scho ganz vill passéiert ass hei an der Chamber. Ech wëllt awer just ze bemierke ginn, dass et natierlech kéint sinn, dass eng nei Kompositioun vun enger anerer Chamber iergendwéi aner Prioritéite wëllt setzen. Dofir géife mir dat heite wëllen ënnerstëtzen, fir eebe grad ze assuréieren, dass dat, wat mer elo als Viraarbecht an dëser Legislaturperiod gelescht hunn, och an den nächste Joren einfach da kéint weidergefouert ginn, dass mer reegelméisseg Debaten hätten hei an der Chamber iwwert deen dote Sujet.

Merci villmoos.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Galles. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Galles, bei allem Respekt, mee dat do ass jo net logesch. Wann eng aner Chamber eng aner Opfaassung huet wéi dës Chamber, dann zielt dat, wat déi nei Chamber denkt. Duerfir mengen ech, dass dat keen Argument ass, fir déi heite Resolutioun ze stëmme. Ech ginn dervun aus an ech hoffen op jidde Fall, dass de Wieler eng Chamber wëllt, déi dat heiten Thema och an Zukunft wäert seriö huelen. An ech mengen, do si mer eis och allegueren eens.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Den Här Galles nach eng Kéier direkt.

M. Paul Galles (CSV) | Also, do deele mer absolutt déi selwecht Hoffnung, Här Kersch. Et ass just, da wär et jo elo och iwwerhaupt net logesch, iwwerhaupt nach eng Resolutioun ze stëmme. Dat ass an deem Sënn natierlech dann ...

(Brouhaha)

Dofir hunn ech éischer d'Tendenz, se hei ze ënnerstëtzen, well ech se awer ganz sympathesch fannen. Dofir géif ech meng Kolleeginnen a Kollegee proposéieren, se matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Dann huet den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, et ass jo e gudden Wëllen hannert där Resolution, mee se ass u sech, fir e Wuert ze benotzen, wat d'Majoritéit eis ganz oft hei ...

(Interruptions et hilarité)

Jo, ech héieren d'Wuert scho vun de Majoritéitsbänken: superfetatoire. Well de Reglement vun der Chamber erlaabt et all Einzelnem vun eis 60, zu all Zäitpunkt, wou mer et opportun fillen, en Debat unzefroen an op den Ordre du jour ze setzen. Jo, et ass heiansdo schwierig, fir deen Debat dann och an där Woch op den Ordre du jour ze kréien, wou mir dat wëllen als deen, deen et ufreet. Mee dat heescht awer net, dat eist Reglement dat net virgesäit. A virun allem muss ech einfach konstatéieren, dass dës Chamber als Institution déi lescht Joren eng Hickecht u Resolutions geholl huet, wou mer gesot hunn: „Mir maachen eng Evaluatioun. Mir maachen en Debat.“ Wa mer géife probéieren, eng Kéier an engem Joer all déi Debatten ze caséieren, wou d'Chamberen an der Vergaangenheet gesot hunn: „Déi misste mer awer all Joer maachen“, da géif keng legislativ Aarbecht méi geschéien oder mir géifen endlech de Vollzäitdeputéierten aféieren. Vläch kann een an béides maachen, mee sou wäerte mer eis awer bei dëser Resolution elo emol enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur, d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech fannen dat immens schued, well dat anert si jo alles Interpellatiounen, Heure-d'actualitéen. Dat ass deene jeeuwelegen Deputéierten iwwerlooss, ob se dat maachen oder net maachen. An ech sinn do ganz beim Här Galles: Wann elo d'nächst Joer kee méi en Interêt huet, dat ze maachen, dat op den Ordre du jour ze setzen, dann diskutéiere mer net méi doriwwer.

An hei soll et jo dréms goen, an de Minister, de Familljeminister, huet dat ganz gutt gesot, dass een et soll am Bléck halen an dass een un d'Schrauwe soll dréie goen. An et soll einfach sinn, fir eng objektiv Debat hei ze maachen, wou een all déi Punkten op den Dësch leet a wou ee kuckt, wat ass, wou mer stinn a wou mer all zesumme kënnen schaffen, fir deem Problem zupaass ze kommen (veuillez lire: ze-virzekommen).

Hei geet et net ee géint deen aneren, hei geet et dréms, an eisem Land ze kucken, dass mer déi, deenen et wierklech schlecht geet, mat an d'Boot kréien, fir dass et hinne besser geet, an dass mer se och mat an d'Boot kréien, fir Transitionen ze maachen, notamment d'Klimatransitioun.

Hei geet et ëm vill, vill méi. A mir maachen och hei an der Chamber regulièrement aner Debatten, déi si ganz normal, do schwätzt emol kee méi driwwer, do diskutéiert emol kee méi driwwer, ob déi misste sinn oder net misste sinn.

An dat hei ass awer e kruziale Punkt. Et ass awer e kruziale Punkt, wann d'Schéier ëmmer méi ausernegeet a wa mer eis Gesellschaft splécken a wa mer e sozialen Onfridde kréien. Dat ass awer e ganz, ganz kruziale Punkt, an ech fannen et immens schued, dass mer eis hei net kënnen eenegen. Mee et wäert alt goe wéi ganz oft.

Allez, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dann huet den Här Sven Clement nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Pardon, Här President. Also, éischtens emol mengen ech, dass d'Wielerinnen an d'Wieler, wann ... Dat hei ass e wichtegt Thema an ech ka mer net virstellen, dass den 9. Oktober, aus de Wale vum Dag virdrun, eng Chamber wäert ervirgoen, wou dat Thema hei net méi op den Ordre du jour wäert kommen. Dat kann ech mir beim beschte Wëllen net virstellen.

Ech ka mer éischer souguer virstellen, dass et nach verstärkt op den Ordre du jour kéint kommen. Ech hunn awer eng ganz konkret Fro un d'Madamm Cecchetti, well se elo gesot huet, mir géifen hei reegelméisseg Debatte féieren, déi kee méi géif a Fro stellen, ouni dass se eis awer gesot huet, wéi eng Debatte se da géif ofschafen zugonschte vun där heiter reegelméisseg Debat. Mir fällt elo keng a vun deenen Debatten, déi mer hei féieren, déi ech géif als iwwerflësseg ugesinn, an deemenstprechend wär dat vläch meng kleng bescheide Fro un d'Madamm Cecchetti, wéi eng Debatte se dann do gemengt huet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert geet nach eng Kéier zréck un d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech wëll dat just klären: Ech hunn net gesot, et missten Debatten ofgeschafft ginn. Dat hunn ech zu kengem Moment gesot! Ech hu just gesot: Mir féieren heibannen Debatten, wou jo och kee méi hannerfreet, ob se mussen gefouert ginn oder net. An ech fannen et souguer ganz wichteg, dass mer déi heibanne féieren. An dat hei wier dann eeben eng zousätzlech. Wat ass dann? Da maache mer eng zousätzlech. An ech froe mech, wou d'Angscht ass, wa jo souwisou déi nächst Regierung an dat nächst Parlament dat Thema do esou wichteg fannen. Et misst ee sech jo net esou sträuben. Mee et ass elo gutt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Ech mengen, da kéime mer elo zum Vott iwwert d'Resolution Nummer 2.

Vote sur la résolution 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resolution ass mat 26 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an zwou Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Joséée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

7. 8235 – Présentation du rapport de la Sous-commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

De leschte Punkt um Ordre du jour vun dëser Sitzung ass d'Presentatioun vum Rapport vun der Sous-commission „Télétravail“ vun der Aarbechtskommissioun. De Rapportier huet zéng Minutten, fir dësen Rapport ze presentéieren, uschléissend féiert d'Chamber dann eng Debat, bei där all Fraktioun an all Sensibilitéit fénnef Minutten zégt huet an d'Regierung zéng Minutten. An d'Wuert huet elo de Rapportier vun dësem Rapport, den honorabelen Här Dan Kersch.

Rapport de la Sous-commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, de 6. Mee 2021 gouf d'Teletravail-Souskommissioun an d'Liewe geruff. D'Zil vun der Kommissioun war et, den Teletravail a senger verschiddene Facetten ze analyséieren. An deem Kader goufen Entrevuë mat de Sozialpartner a mat de betraffene Ministere gefouert.

De Rapport, deen ech Iech haut presentéieren, berout op den Echangingen an den Aarbechten aus dëser Souskommissioun. Eier ech op d'Konklusioun vum Rapport aginn, loosst mech e puer Wierder zum Fonctionnement an Oflaf vun der Teletravail-Souskommissioun soen.

Wéi scho gesot, gouf dës Kommissioun am Mee 2021 an d'Liewe geruff. An der Souskommissioun souzen d'Vertrieder vun alle Parteien aus der Chamber. Vu Mee 2021 bis Januar 2022 gouf d'Kommissioun vum deemolegen Deputéierte Claude Haagen presidéiert, säit Januar 2022 hat ech d'Éier, dës Souskommissioun dierfen ze presidéieren. Déi éischt Aarbechten hunn de 24. November 2021 ugefaang, wou d'Kommissiounsmembere sech mat den däitschsproochege Sécurité-sociales-Ministere konnten austauschen. Dat waren d'Ministère aus Däitschland, Éisträich, Liechtenstein, Schwäiz a Lëtzebuerg.

De 27. Oktober 2022 gouf et dunn eng Entrevue mam Wirtschafts- a Sozialrot, den 2. Februar 2023 gouf et eng Entrevue mat der UEL, den 9. Februar 2023 gouf et eng Entrevue mam OGB-L an uschléissend mam LCGB. De 16. März 2023 hunn d'Kommissiounsmembere d'CGFP gesinn, an den 30. März 2023 gouf et eng Entrevue mat der Finanzministesch an dem Sécurité-sociales-Minister.

Déi aktuell Reegelen, och do ass vläch eng Kéier drops anzegoen. Wéi ech virdu scho gesot hat, war et d'Zil vun dëser Souskommissioun, den Teletravail op seng Vir- a seng Nodeeler ze analyséieren an ze kucken, ob et néideg wier, ob deem Sujet ze legiferéieren. Hei muss ee sech och bewusst sinn, dass et hautzudaags schonn eng Rei Reegelen am Beräich vum Teletravail gëtt. Beispillsweis gëtt et den Accord interprofessionnell tëscht de Sozialpartner vum 20. Oktober 2020, deen duerch e Règlement grand-ducal vum 22. Januar 2021 d'ordre général ginn ass a fir de ganze Privatsecteur gëllt.

Wann ee sech den Historique ukuckt, gesäit een, dass den Teletravail schonn méi laang um Niveau vun de Sozialpartner thematiséiert an och deelweis gereegelt

ginn ass. Den 21. Februar 2006 gouf et schonn eng Konventioun iwwert den Teletravail tëschent der UEL, dem OGB-L an dem LCGB. 2011 an 2015 gouf d'Konventioun jeeeweils verlängert an de 15. März 2016 ass se du per Règlement grand-ducal als allgemeng verbindlech erklärt ginn.

De Koalitionsaccord 2018-2023 huet d'Relevanz vum Teletravail erkannt. Et gouf festgehalten, eng Evaluatioun vum juristesche Kader iwwert den Encadrement vum Teletravail virzegesinn. An der Pandemie huet dunn den Teletravail vun engem Dag op deen aneren enorm u Bedeitung gewonnen. An deem Kader huet de Wirtschafts- a Sozialrot den 11. September 2022 (veuillez lire: 2020) en Avis erasbruecht, deen eng Propositioun fir eng nei Konventioun bitt. Esou ass den Accord, wéi ech virdu gesot hunn, och dann d'ordre général ginn a gëllt fir de ganze Privatsecteur.

Duerch de Règlement grand-ducal gëtt tëscht Télétravail occasionnel an Télétravail régulier differenziert. Duerch d'Konventioun ginn eng Rei Saache gereegelt, beispillsweis wat d'Material ugeet, d'Responsabilitäten am Fall vun Accidenter, Gesondheits- a Sécherheitsregelungen a munches méi.

Da goufen och d'Rechter vun de Personaldelegatiounen, wat den Teletravail ugeet, duerch d'Gesetz vum 1. Abrëll 2022 gestärkt.

D'lescht Joer gouf dunn en Accord tëscht der Regierung an der CGFP fonnt, fir den Teletravail an der Fonction publique ze reegelen. An deem Kader ass et och interessant ze ernimmen, dass den Droit à la déconnexion, deen och am Kader vum Teletravail eng grouss Bedeitung huet an deen awer net duerch déi uewe beschriwwen interprofessionell Konventioun gereegelt ass, duerch e rezente Gesetzesprojet vum 13. Juni 2023 hei an der Chamber gestëmmt ginn ass an domadder och Gesetzeskraaft huet.

Zu de Konklusione vum Rapport vläicht dat Allerwichtigst am Ufank: Et ass net üblech, dass ee sech hei eens ass, queesch duerch all d'Parteien, queesch duerch all d'Gewerkschaftsvertrieder, queesch duerch all d'Patronatsvertrieder, dass et wierklech sënnavoll wär, wann hei zu Lëtzebuerg op alle Plazen, do wou et méiglech ass, kéinten zwee Deeg Teletravail an der Woch geleescht ginn. Mir sinn eis awer och genausou kloer, dass mir eleng dat leider net kënnen reegelen an ofhängeg si vun Decisiounen, déi vun anere Regierunge getraff ginn.

D'Relevanz vum Sujet „Teletravail“ huet duerch d'Pandemie enorm u Bedeitung gewonnen, dat wësst der alleguer. Den 19. Oktober 2020 gouf et, wéi ech virdu scho gesot hunn, eng öffentlech Debatt hei an der Chamber, déi sech mat der Aféierung vun engem richtege Recht op Teletravail fir Salariéë befaasst huet. De 25. Januar 2023 gouf et hei am Haus eng öffentlech Debatt doriwwer, zwee Deeg Teletravail d'Woch kënnen ze maachen, an zwar fir jiddwereen. Hei ass awer och op déi besonnesch Situatioun vun de Frontalieren higewise ginn. Bemierkenswäerterweis hat déi Petitioun innerhalb kierzester Zäit 14.000 Ënnerschrëfte kritt.

Eng Etüd vun der UEL aus dem Summer 2022 verdäitlech d'Relevanz vum Teletravail fir de Lëtzebuurger Aarbechtsmarché. Deemno hunn déi befroten Entreprises gesot, dass 40 % vun den Jobinteressenten eng Joboffer refuséiert hunn, well se net genuch Teletravail offréiert kritt hunn. Dat ass e ganz héije Chiffer. Déi verschidde Sozialpartner hunn ëmmer nees op de Sujet vum Teletravail als Deel vun der Attraktivitéit vum Lëtzebuurger Aarbechtsmarché higewisen.

D'Konklusioune ass, dass d'Salariéen haut e vill méi staarkt Verlaangen no Teletravail hunn, wéi et nach virun der Pandemie de Fall war. Aner Punkten, déi sech an den Echangingen an der Souskommissioun als relevant

fir d'Attraktivitéit vum Lëtzebuurger Aarbechtsmarché erauskristalliséiert hunn, sinn den Niveau vun de Salariéen zu Lëtzebuerg an d'Virdeeler, virun allem d'Virdeeler, vun der Lëtzebuurger Sécurité sociale, wéi zum Beispill d'Assurance vieillesse, d'Pensiounen, d'Krankekeeseversuergung a villes méi.

An deenen Entrevuë gouf och d'riwwer geschwat, dass verschidde Beruffer sech fir den Teletravail eegnen an aner net.

Vu Gewerkschaftssäit huet et geheescht, sech doriwwer Gedanke mussen ze maachen, wat een deene Salariéë kann ubidden, fir déi den Teletravail net méiglech ass. An et ass och doriwwer geschwat ginn, fir dann eventuell deenen entgéintekommen, déi mobil Aarbechtszäiten hunn, eventuell och déi Aarbechtszäite méi kuerz ze maachen. Wéi gesot, dat war eng Propositioun vum Gewerkschaftssäit.

An den Echangingen mat de Sozialpartner an der Regierung huet sech och d'Relevanz vun enger Teletravailsregelung fir Frontaliere séier erauskristalliséiert. Et gëtt kee Land an der EU – d'Schwäiz läit bekanntlech net an der EU, déi hunn eng änlech Problematik, wat Genf ugeet –, wou d'Frontalieren esou en héijen Undeel vum Salariat duerstellen, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass. Eis Ekonomie ass op Frontalieren ugewisen, och dat ass de Mëtze schonn hei gesot ginn. A wéi schonns uewe gesot, stellt den Teletravail en Attraktivitéitskrittär par excellence fir den Aarbechtsmarché duer.

An deem Kontext mussen zwee Aspekter berücksichtegt ginn: engersäits déi fiskal Konsequenze vum Schaffe vun doheem an anersäits d'Sécurité sociale. Bis elo war et esou, dass den europäesche Règlement 883 vun 2004 et erlaabt, dass e Frontalier maximal 25 % vu senger Aarbechtszäit däerf a sengem Heemechtsland schaffen an nach ka bei der Lëtzebuurger Sécurité sociale ugemellt bleiwen. Wann e Frontalier méi wéi déi 25 % vu senger Aarbechtszäit a sengem Wunnland schafft, da muss hien och der Sécurité sociale vun deem Land bäitrieden.

Dës Reegelung fousst op der Iwwerleeung, de sozialen Dumping ze verhënneren. Duerch den neien europäesche Kaderaccord, deen de Sozialminister mat op de Wee bruecht huet, ass et elo méiglech, dass de grenziwwerschreidenden Teletravail, deen Taux, vu 25 % op 49 % eropgesat ginn ass. Eng Rei Länner sinn deem Accord scho bäigetrueden, notamment Lëtzebuerg, dat den éischten Ënnerzeechner war, och ee vun deenen, déi am meeschten Interêt dorun hunn, an dann och eis Nopeschlänner, Däitschland, d'Belsch an och Frankräich, déi dat heiten och den 2. Juli ënnerschriwwen hunn, allerdéngs nëmme fir d'Dauer vu sechs Méint, och dat soll haut gesot ginn. Do muss mer also nach ëmmer oppassen, dass dat net herno erëm kippt, well dat wär e grouse Verloscht fir eist Land.

Deemno verbleift de Sozialversicherungsschutz beim Homeoffice beim Land vum Patron, wa bis maximal 49 % aus dem Wunnsätzland geschafft gëtt. Doduerch kënnen d'Frontalieren, op d'mannst wat d'Sécurité sociale ugeet, roueg zwee Deeg an der Woch vun doheem aus Teletravail maachen, ouni dass se aus der Lëtzebuurger Sozialversicherung géifen erausfalen.

D'Teletravails-Souskommissioun begréisst, dass Lëtzebuerg deem Accord net nëmme bäigetrueden ass, mee mat initiéiert huet. Och begréisst d'Souskommissioun, dass d'49%-Reegelung just déi Leit betrëfft, déi Teletravail maachen, an net aner transnational Aktivitéiten. Wéi gesot, déi Reegelung vu 25 % ass getraff ginn, fir eeben den Dumping ze verhënneren, an dofir ass et gutt, dass dat heiten, déi 49%-Reegelung, nëmme fir den Teletravail zielt.

Nieft der Sécurité sociale ass och de fiskalesche Volet fir d'Frontaliere relevant. Lëtzebuerg huet mat sengen Nopeschlänner bilateral Accorden. Esou kënnen d'Frontalieren eng bestëmmt Unzuel vun Deeg aus deem Land, wou se wunnen, schaffen, ouni dass se nach vun hirem Land zousätzlech besteiert ginn. Bis elo war dat fir d'Belsch 33 Deeg, fir Frankräich 34 Deeg a bis haut an Däitschland 19 Deeg. Mee Dir hutt warscheinlech alleguer gelies, dass haut en Accord zu Berlin ënnerschriwwen ginn ass, wou och Däitschland eise Frontalieren da 34 Deeg zougestanen huet, ...

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | ... éier se dann och an hirem Land nach géifen zousätzlech besteiert ginn. Ech mengen, ech brauch hei kengem ze soen, dass och 34 Deeg do nach net d'Léisung vun alle Problemer ass, well dat wäit ewech ass vun deenen zwee Deeg pro Woch, déi mer hei zu Lëtzebuerg iwwerpartelech eeben ustriewen.

Bon, während den Echangingen an der Souskommissioun huet sech och erauskristalliséiert, dass d'Sozialpartner sech fir e fräiwëllegen Teletravail asetzen, dee weeder dem Salarié nach dem Employeur eppes opzwéngt. Deemno schwätzt sech och d'Souskommissioun dofir aus, dat och esou bäizebehalen. D'Sozialpartner hu sech an den Entrevuen och net fir d'Schafung vun engem neie legale Kader fir den Teletravail ausgeschwat, weeder d'Patronat nach d'Gewerkschaften, soudass d'Souskommissioun och keng Fuerderung an des Richtung stellt. D'Souskommissioun schléisst allerdéngs net aus, dass punktuell méiglecherweis déi eng oder aner Upassung muss gemaach ginn.

An den Entrevuen huet sech och erausgeschield, dass déi aktuell Accorde mat eisen Nopeschlänner, wat d'Duebelbesteuerung ugeet, net méi adaptéiert sinn; ech si virdrun dorobber agaangen. D'Teletravail-Souskommissioun huet sech staark mam Sujet vum Teletravail ausernanergesat, wat den Impakt vum Teletravail op d'Attraktivitéit vum Lëtzebuurger Aarbechtsmarché ugeet; och dat hunn ech scho gesot. Allgemeng si mer der Meenung, dass ee muss eng Approche huelen, wou d'Groussregioun als ganz Aarbechtsmarchésregioun géif opgeholl ginn.

An och an deem Sënn gräift d'Souskommissioun d'Fuerderung vun den Employéen op, fir eng Kosten/Nutzen-Rechnung ze maache vun den öffentleche Finanzen, fir op méiglech finanziell Kompensatiounsfuerderungen aus de Grenzgebiddere kënnen gutt virbereet ze reagéieren.

Ech sinn an enger Sekonn fäerdeg. D'Teletravail-Souskommissioun encouragéiert dann och d'Regierung, de groussherzogleche Règlementsprojet iwwert d'Teletravailskonditiounen an der Fonction publique méiglechst schnell ëmzesetzen. Ech sinn elo haut net sécher, ob dat scho geschitt ass. Et bleift op jidde Fall ze bedenken, dass de Staatsrot souwisou der Meenung ass, dass et mat engem Règlement grand-ducal net duergeet an dat och misst Gesetzeskraaft kréien.

Entschëllegt fir d'Iwwerzéiung, mee ech mengen, dass et e wichtige Thema war, an ech hu wierklech probéiert, all déi Saachen, déi mer eis an der Kommissioun geduecht hunn, an enger geraffter Form heihinnerzebréngen.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Dan Kersch.

An dann ass als éischte Riedner den honorabelen Här Marc Spautz ageschriwwen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och e grouse Merci un den Dan Kersch fir de Bericht, deen hien hei gemaach huet, wat mer alles an der Kommissioun beschwat hunn. Ech mengen, et däerf een eng Kéier d'Entwécklung net vergiessen: Bis de 6. Mäerz 2021, wéi d'Sous-commission gegrennt ginn ass, war Teletravail hei zu Lëtzebuerg eppes, wat ee weider net kannt huet. Ech wëll net soen, dass et duerch d'Sous-commission eppes aneres ginn ass, dat war éischt d'uerch de Covid bedéngt, mee do waren op all deene Plazen, wou soss iwwert Teletravail geschwat ginn ass an et misst méi Teletravail méiglech sinn, meeschtens Pilotprojeten an et war och kee bereet, elo iwwer aner ..., déi Reforme vun Aarbecht an Aarbechtszäitorganisatioun ze diskutéieren. Mee et ass d'uerch deen – da muss een och eng Kéier dem Covid eppes Positives ogewannen –, dass et do méiglech ginn ass, och iwwert Teletravail kënnen ze diskutéieren.

Et ass och ënnerstrach ginn: Déi Diskussioun huet ënner anerem ugefaangen d'uerch den Ënnerscheid tëschent de Lëtzebuerg an de Frontalierskolleegen, well de Problem bei de Steieren a virun allem och bei der Sécurité sociale war, wat sech jo awer elo viru sechs Woche geännert huet mat der Sécurité sociale, wat och eng gutt Saach ass, a wou do och eng aner Diskussioun kann hei am Land stattfannen. Mat de Steieren ass et leider nach ëmmer anescht, well och wa 34 Deeg elo schonn eng gutt Saach sinn an e grouse Fortschritt si vis-à-vis vun deenen 19, déi et viru waren, sou ass dat awer nach ëmmer wäit ewech vun deene Méiglechkeeten, déi et an der Sécurité sociale gëtt, wou déi 49 % jo do sinn.

An dat, wat den Dan Kersch gesot huet, misst een nach eng Kéier ënnersträchen: Déi eenzeg Zon an Europa, wann net an der Europäescher Unioun, déi et gëtt, mee do ass et d'Europäesch Unioun mat engem Land aus der Europäescher Unioun, mat engem aus dem Europäesche Wirtschaftsraum, dat ass d'Finanzplatz vu Genf, wou och do mat änleche Chifferen hantéiert gëtt wéi hei zu Lëtzebuerg, dass et och do misst méiglech sinn, bilateral Accorden ze fannen.

Mee mir wëssen awer och d'uerch déi Gespréicher, déi mer hate mat de Sozialministere, wou den Dan Kersch dat och a sengem Rapport gesot huet, wou d'Diskussioun och scho gefouert ginn ass, dass dat fir Däitschland awer da ganz kloer ass. Dat gëllt awer dann net nëmme fir d'Regioun mat Lëtzebuerg, well si och nach aner Grenzen hu mat anere Länner an et dann do och ënnerschiddlech Schwierigkeete gëtt an och ënnerschiddlech bilateral Accorden, wat d'Besteuerung ubelaangt. Mee et wär awer wichteg, dass mer do deen Effort kéinte maachen an dass mer do Léisunge géife fannen.

An dofir hoffen ech, dass et méiglech misst sinn, e Pilotprojet hei an der Groussregioun ze maachen. Ech denken ëmmer, et war jo schonn eng Kéier e Pilotprojet – den Här Halsdorf ka sech nach drun erënneren, ech mengen, do souz en nach am Gemengerot zu Péiteng, wéi de Pôle européen de développement gemaach ginn ass –, wou och deemools extra Bestëmmunge gemaach gi si fir Péiteng, zur Péitenger Säit, Lëtzebuerg, Frankräich an d'Belsch, wou och do Méiglechkeete geschaf gi sinn an engem Pilotprojet. Et ass herno zwar net zu deem Resultat komm, wat mer eis alleguerten erhofft haten, mee do war et méiglech, innerhalb vun der Groussregioun eppes ze maachen, an dat wär sécherlech och an deem heite Kader eng gutt Saach.

An ech mengen, dass do Lëtzebuerg misst de Lead iwwerhuelen, well mir awer an der Groussregioun dat

eenzegt autonom Land sinn a well mer jo wëssen, dass eis saarlännesch, eis rheinland-pfälzesch, eis wälounesch an eis loutrengesch Frënn wëssen, wat dat fir en Afloss huet, mee ech wees net, ob dat zu Paräis, zu Berlin an zu Bréssel ëmmer genausou gesi gëtt wéi hei, soudass et do wichteg wier, dass Lëtzebuerg do de Lead géif iwwerhuelen, fir esou eppes kënnen ze maachen.

Dann ass och eng Kéier ënnerstrach gi vum Rapporteur, dass et zwëschent der Fonction publique an dem Secteur privé awer och nach Ënnerscheeder gëtt, dass et och do wichteg ass, dass eppes gemaach gëtt.

An dann och déi Fro, déi ëmmer erëm opkëmt: Elo si mer knapps op 49 %; wéi ass et, wa Firmaen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, op eemol Teletravail ubidden an e franséische Grenzgänger, deen dann hei zu Lëtzebuerg bei esou enger Firma schafft, um afrikanesche Kontinent ënnerwee ass? Do ass de Moment nach e Fragezeichen hannendrun, wéi dat gekuckt gëtt – mee et ass awer en Optrag, deen hei zu Lëtzebuerg ausgaangen ass, fir dat an deem afrikanesche Land ze maachen –, ob do déi franséisch Kolleegen et och esou gesinn. Do sinn Diskussiounen amgaangen, ob dat esou ass oder wat fir eng Interpretatioun do gemaach gëtt.

An dat selwecht gëllt fir den Droit du travail. Wann ech Teletravail maachen zu Arel, zu Metz oder zu Tréier, ass do den Droit du travail vu Lëtzebuerg, dee gëllt, oder ass et den Droit du travail vun Däitschland, vu Frankräich oder der Belsch? Och dat sinn Diskussiounen, déi een do nach ka fannen.

Ech wëll just soen, ech wëll dem Dan Kersch nach eng Kéier Merci soe fir déi Présidence, déi e gemaach huet, an och viru de Claude Haagen. Mee ech wëll och Merci soen alleguere de Kolleegen, déi an där Kommissioun mat dra waren. Et war eng kleng Kommissioun. Mir hate vill Sitzunge beieneen an hannerteneen, mee et war eng gutt Ambiance. An ech mengen, et ass ëmmer emol wichteg, et ass do drëm gaangen, an ech mengen, dass dat, wat mer bis elo op den Dësch bruecht hunn – zwar net ëmmer nëmme eleng dank eis, mee och, well do op europäeschem Niveau Saache komm sinn a bilateral Accorden geännert gi sinn –, dass dat eng gutt Saach ass fir Lëtzebuerg, fir d'Lëtzebuergesche Economie, mee dass mer et och mussen fäerdigbréngen, do nach Verbesserungen erauszekriegen, well dat wichteg ass fir de Standuert Lëtzebuerg. Mir d'äerfen awer och gläichzäitig net vergiessen, wann d'Leit alleguerten ufänken, och eis Frontalierskolleegen – 247.000 hu mer viru an enger Debatt héieren –, wat dat bedeit, wann déi alleguerte géife vun doheem aus schaffen, wat dat och fir d'Lëtzebuergesche Economie fir Follge kéint hunn.

Dat gesot, villmools merci an ech hoffen, dass mer och an anere Sujeten, zwar dann an enger anerer Legislativperiode, a wie weess, wien do dann alles dobäi ass, och nach esou Aarbechts-Souskommissiounen kënnen asetzen, déi och dee selwechte Succès kënnen verzechen. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP), en remplacement de Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Am Prinzip misst elo d'Madamm Carole Hartmann hei stoen, mee vu datt d'Madamm Hartmann kuerzfristeg eng aner Verpflichtung huet, hunn ech dann déi grouss Éier, hir Ried hei virzebréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Work-Life-Balance“ ass eent vun de Schlagwierder vun de

leschte Joren. Nieft dem Salaire ass et de Leit ëmmer méi wichteg, wéi vill Flexibilitéit eng Aarbechtsplaz bitt, fir genuch Zäit fir Famill, Frënn an Hobbyen ze hunn. Den Teletravail ass do ouni Zweifel e wichteg Stéck vum Puzzle an huet zanter der Pandemie en Opschwung erlieft. Wou viru nach vill Betriber skeptesch waren, ob d'Leit doheem genee sou produktiv schafft wéi um Büro, huet d'sanitäre Kris eis – wann och ënner Zwang – gewisen, dass deen Aarbechtsmodell funktionéiere kann.

Wichtig ass et natierlech, dass gewësse Reegele respektéiert ginn, mee dës muss ee fir d'éischt definéieren. Meng Fraktioun begreift an deem Kontext den enken Austausch mat de Sozialpartner, déi och ënnereneen en Accord interprofessionnel am Oktober 2020 ausgeschafft hunn, deen esou allgemeng Reegele festleet. Dësen Accord gouf am Kader vun den Aarbechte vum CES, vum OGB-L, dem LCGB an der UEL ënnerschriwwen an zur allgemenger Obligatioun erkläert. Den Teletravail, dee gëtt dann hei definéiert an et gëtt Obligatiounen a Rechter bei der Ëmsetzung vum geleeëntleche Wéi vum reegelméissegen Teletravail festgeluecht. Viru allem de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet, souwuel vun der Säit vum Salarié wéi vum Patron, gëtt betount, e Prinzip, hannert deem selbstverständlech d'Demokratesch Partei och ganz kloer steet.

Am Rapport iwwert den Teletravail geet als klore Message ervir, dass d'Sozialpartner net Demandeur fir e Gesetzestext iwwert den Teletravail sinn. An hiren Ae mécht dat d'Ëmsetzung onnéideg komplizéiert. Den Accord interprofessionnel erlaabt do déi néideg Flexibilitéit, déi méi Entrepreneuren dozou beweegen kéint, hire Salarié den Teletravail unzebidden.

Legislativ gekuckt goufen awer zwee Projeten adoptéiert, déi d'Ëmsetzung vum Teletravail begleeten. Engersäits hu mir viru engem Joer d'Kompetenz vun de Personaldelegatiounen am Beräich vum Teletravail gestärkt. Si mussen vum Patron informéiert a consuléiert ginn, wann den Teletravail am Betrib agefouert oder adaptéiert soll ginn.

A ganz rezent hu mir d'Recht op Dekonnexioun an de Code du travail ageschriwwen. Dat Recht ass mam Fortschritt vun der Digitaliséierung néideg ginn, fir nach eng Kéier ze betounen, dass déi aktuell Aarbechtszäitlimiten och gëllen, wann een net physisch um Büro ass, mee iwwert den Handy oder Computer verbonnen ass. Als DP-Fraktioun hu mir ausdrécklech begreift, dass de Betriber awer déi néideg Flexibilitéit bei der Manéier vun der Ëmsetzung vum Recht op Dekonnexioun gi gouf.

Här President, weider seet d'Madamm Hartmann, wéi gesot, d'Sozialpartner sinn net Demandeur fir e gesetzleche Kader fir den Teletravail. D'Politik sollt hir Energie vill méi dorobber fokusséieren, den Teletravail ze fërderen. Dat heescht viru allem, all den Entrepreneuren an all de Salarié, wou d'Aarbechtsplaz et erlaabt, op d'mannst d'Méiglechkeet ze ginn, den Teletravail méi heefeg ze notzen. Besonnesch d'Frontaliere sinn den Ament nach an enger benodeelger Ausgangslag.

Den allgemenge But, deen d'Sous-commission „Teletravail“ definéiert huet, ass, zwee Deeg Teletravail d'Woch ze erméiglechen. Dat entsprécht ongeféier 90 Deeg am Joer; un dës Zuel kommen eis Frontalieren nach laang net erun. Mir hu jo mat eisen Nopeschlänner bilateral Accorden, déi festleeën, wéi vill Deeg am Joer Frontalieren an hirem Wunndland dierfe schaffen, ouni duebel besteiert ze ginn. Ënner der Leedung vun der Finanzministesch Yuriko Backes gouf op deem Niveau scho mat vill Succès negociéiert.

Belsch a franséisch Frontaliere kënnen jo 34 Deeg am Joer am Homeoffice schaffen, dat sinn zéng respektiv véier Deeg méi wéi am leschten Accord nach. An och mat Däitschland gouf ee sech jo elo rezent eens. Däitsch Frontaliere kënnen also och elo 34 Deeg Tele-travail maachen. An ech wëll an deem Kontext och den däitsche Finanzminister zitieren, de Christian Lindner, dee sot: „Luxemburg ist ein geschätzter Nachbar Deutschlands. Deshalb freue ich mich, dass wir heute die Bande zwischen unseren Ländern noch enger knüpfen.“ Dat ass jo eng kloer an eng léif Ausso.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP), en remplacement de Mme Carole Hartmann (DP) | Mee d'Diskussioun ginn onermiddlech weider an eng Ouverture op europäeschem Niveau kéint neie Schwong an d'Verhandlungen erabrénge. D'Memberstaate vun der Europäescher Unioun hunn en neien Accord cadre am Beräich vun der Sozialversicherung ausgehandelt, deen d'Limit fir d'Frontalieren, fir an hirem Wunndland ze schaffen, vu 25 % op 49 % erophieft. Lëtzebuerg huet diesen Accord, deen den 1. Juli a Kraaft getraut ass, schon ënnerschriwwen, genee wéi Däitschland, d'Belsch a Frankräich.

Här President, fir d'DP ass dat flexibel Schaffen en Haaptuleies. Zesumme mam Teletravail wëlle mir weider flexibel Aarbechtsmodeller férdere an de rigide Kader um Code du travail opbriechen. Fir d'Salariée bedeit et en Zäitgewinn, et verbessert hir Work-Life-Balance an hiert Wuelbefannen, fir eis Wirtschaft bedeit et eng gréisser Attraktivitéit um Aarbechtsmaart a sou eng besser Kompetitivitéit.

An am Numm vun der Madamm Hartmann soen ech awer och dem Här Kersch nach Merci fir déi Aarbecht, déi hien um Niveau vun där Souskommissioun gemaach huet, an ech soen Iech Merci am Numm vun der Madamm Hartmann.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Ech hu kee Paltong un.

M. Fernand Etgen, Président | Dat mécht näischt.

M. Charles Margue (déi gréng) | Mécht dat näischt? Bon, ech sinn dann am Teleaarbechtslook, ech hunn de Paltong vergiess unzedoen, pardon.

(Hilarité)

Merci dem Rapporteur Dan Kersch fir säi mëndleche Bericht an, wéi et scho gesot ginn ass, och fir d'Organisatioun vun eisen Aarbechten. An och Merci dem Joé Spier an all deenen, déi mat him de schrëftleche Rapport virbereet hunn; dat war munnech Aarbecht. Hätte mer d'Covid-Pandemie net gehat, da géife mer wuel kaum haut iwwert dese Bericht an iwwert Teleaarbecht iwwerhaapt schwätzen. Teleaarbecht, Homeoffice, ob een et gutt fënnt oder net, et ass e feste Bestandteil vun den Aarbechtsrelatiounen gi fir déi Salariée, wou Teleaarbecht méiglech ass. Jo, an domat soen ech och, dass mer elo en Ënnerscheid maachen, wat d'Aarbechtsverhältnissen betrëfft – den Dan Kersch huet et ugeschwat – tëschent deene Fraen a Männer, déi Teleaarbecht kënnen, dierfen, voire musse maachen, an deenen, déi eng Aarbechtsplaz hunn, wou dat guer net méiglech ass.

D'Sozialpartner hunn eis alleguer vun deem neien Dissens an der Aarbechtswelt geschwat, deen zu villen Diskussiounen an och Spannung féiert. Et ass an de Betriber e grouse Gesprächsbedarf do, an et muss geléiert ginn, et muss geléiert sinn, déi Diskussioun sachlech ze féieren an net ze vill emotional – „Du dierfs, ech dierf net, wisou?“ –, dass d'Leit sech net

gläich behandelt fillen. A perséinlech erlabe ech mer ze soen, dass et net de beschte Wee ass, wéi et a verschidde Betriber a Servicer gehandhaabt gëtt, dass Teleaarbecht einfach net a Fro kënn, well se net fir jiddweree méiglech ass a well de Chef net am Stand ass, déi néideg klärend Diskussioun ze féieren, fir dass déi Ënnerscheeder opgrond vun ënnerschiddlechen Aarbechtsplaz kënnen akzeptéiert ginn. Gleef mer, dass ech dëst aus eegener Erfahrung weess, aus mengem fréiere Betrib, wou mer iwwert d'Teleaarbecht gestriden a verhandelt hu schonns laang viru Covid.

Teleaarbecht an domat verbonnen Onlineversammlung via Visio, dat muss ee kënnen! Selwer hu mer de Prozess an enger, géif ech mol soen, Crash-Situatioun matgemaach a mir sinn nach ëmmer amgang ze taaschten, fir den Optimum ze fannen tëschent Sujeten, visio pur an hybrid, ofhängeg vun de Sujeten, vun Zäitconsideratiounen an esou weider.

Wat wëll ech soen? An de Betriber mussen all d'Chefen, also all déi, déi aner Mataarbechter encadréieren, sech ëmstellen, fir hir Ekippen am Respekt an am Vertrauen ze féieren, ze managen. D'Isolatioun an der Heemaarbecht oder och nach de Risiko vu Marginalisatioun vu Mataarbechter si Geforen, déi e Chef net onbedéngt direkt um Radar huet an och net onbedéngt zurzäit erkennt. Do ass wierklech vill Weiterbildung verlaangt.

Ech hunn et hei schonns gesot, mengen ech: D'Teleaarbecht verlaangt an der Aarbechtsrelatioun op d'mannst esou vill Vertraue wéi Kontroll. Dat fannen ech am Fong gutt, Vertrauen heescht dann och Respekt. Am Fong kann een d'Teleaarbecht benotzen als Qualitéitsmesser vun der Aarbechtsrelatioun. Wann e Betrib, e Chef de service sech géint Teleaarbecht wiert, dann ass dat kee gutt Zeechen a puncto Aarbechtsklima.

Mir haten eng gutt an agreabel Aarbechtsaart a -weis an eiser Souskommissioun an och all eis Gesprächspartner hunn oppen an éierlech mat eis geschwat, also zimmlech riichteraus, wéi et um Terrain ausgesäit. An et ass wichteg ze soen, wéi de Marc Spautz et sot: Mir hunn iwwer eng Zäit matenee geschwat, vun Ufank 2022 bis elo Ufank 2023, an an deene Méint ass munches passéiert: Erfahrungswärter mam Tele-travail an de Betriber an am ëffentlechen Déngscht, Verännerungen, grondleeënder, um Aarbechtsmaart, notament, wat d'Fuerderungen an d'Erwaardungen ugeet vun de Salariée.

D'Fro ass ganz däitlech opkomm bei den Neiestellung respektiv bei de Persounen, déi eng alternativ Aarbechtsplaz ugebuede kruten oder eng nei gesicht hunn: Wéi ass et mat der Teleaarbecht, wat proposéiert de Betrib mer, wat hunn ech zegutt, wat ass gutt fir mech, wat ass ideal fir meng Famill? An dat an engem Kontext vu Mangel un Aarbechtskräften, qualifizéierten, mee net nëmme.

Wann ech op d'mannst een Dag, awer besser zwee bis dräi Deeg vun doheem aus schaffe kann, da kann ech méi wäit ewech wunnen, manner deier eventuell a méi no bei menger Famill sécher. Dëst ass eng Demande, déi ëmmer méi Salariée bei hirem Patron oder potenzielle Patron formuléieren. Esou huet de Moment d'Fro vum Tele-travail och déi vun der Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg mat sech bruecht.

An et ass eng nei Erausforderung, och an der Groussregioun, mee net nëmme, de ganzen EU-Aarbechtsmaart ass betroff. Oder ansicht ausgedréckt: D'Groussregioun, bei eis als Bassin de l'emploi betruucht, geet elo bis op Paräis, Stroossbuerg, Léck, Namur a grad esou wäit an Däitschland eran. An Däitschland huet dann nach eng besonnesch

Charakteristik a puncto Teleaarbecht, do wunnen nämlech ganz vill Leit, haaptsächlech Lëtzebuurger, déi beim Staat oder soss am ëffentlechen Déngscht hei am Land schaffen; eng ganz eege Problematik, wéi d'Gewerkschaften aus dem ëffentlechen Déngscht eis gezielt hunn.

Stéchwuert „Aarbechtsorganisatioun“, oder soll ech besser soen: „gutt Aarbechtsorganisatioun“? Den Tele-travail ass een Deel, ee Baustee vun der Aarbechtsorganisatioun. Aner Bausteng dovou si Flexibilitéit, wat d'Auerzäiten ugeet, an déi effektiv Aarbechtszäit. Mir Gréng gesinn et als Chance, et ass elo e Moment, fir déi Bausteng ze verbannen, wa méiglech am Kader vum Sozialdialog an an de Kollektivverträg, souwuel an de Betriber wéi sektoriell.

D'Generalisatioun vum Congé parental fir béid Eltere war schonns esou eng Etapp fir déi Aarbechtswelt, déi sech staark verännert. D'Deelzäitaarbecht huet sech dauerhaft ausgebreet an huet net just Frae betraff. Vill Männer, aus hirem Erfahrung vum Congé parental eras, hunn dunn och oft de Choix gemaach, zum Beispill 80 % duerno ze schaffen.

Ech si gläich fäerdig, Här President.

(Hilarité)

Zu zwee an der Koppel 80 % ze schaffen ass elo ëmmer méi heefeg, véier Deeg an der Woch, dovunner nach een oder zwee per Teleaarbecht, mat manner Zäit mam Transport. Déi Situatioun ass e ganz grouse Fortschritt fir e gudden Equiliber tëscht Aarbecht a Privatliwen. Am Fong en neit Ideal, zumools wann ee Kanner huet oder amgang ass, der ze kréien – Stéchwuert „Familljegrënnung“. En neit Ideal, dat awer – an dat muss een awer soen an zouginn – net fir jiddweree méiglech ass, well een entweder en Job huet, wou d'Teleaarbecht net méiglech ass, oder, an dat ass mat steigenden Zësen ëmmer méi oft de Fall a leschter Zäit, well ee sech et net leeschte kann, just 50 oder 80 % ze schaffen.

Voilà, dat waren aus grénger Siicht e puer Iwwerleungen zum Thema Teleaarbecht. Et wär nach munches ze soen, ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir unzefänken en häerzleche Merci un den Här Dan Kersch fir säi Rapport vun der Tele-travailkommissioun. Ech mengen, et ass näischt do bäizefügen, et ass och näischt ewechzehuelen, et ass esou korrekt, wéi hien et erëmginn huet.

Duerch de Coronavirus ass den Tele-travail oder Home-office méi present ginn an eise Aarbechtsverhältnis. Dëst ass alles schéin a gutt, et huet wéi all Verhältnis Vir- an Nodeeler; dës géllt et, an aller Objektivitéit ze belichten. Et ass komplizéiert, méi wéi ee mengt, wann een iwwert d'Grenzen eras kuckt.

Mir als ADR si grundsätzlech fir Flexibilitéit op der Aarbechtsplaz, souwuel wat d'Aarbechtszäiten ugeet wéi och den Uert, vun deem aus geschafft gëtt.

Erlaabt mer e puer méi allgemeng Iwwerleungen. Tele-travail muss op fräiwëlleger Basis stattfannen, ausser et ass am Aarbechtsvertrag kloer gereegelt, datt de Salarié e gewëssenen Deel vu senger Aarbechtszäit vun doheem aus schaffe kann. Onser Meeung no dierf de Patron kee Salarié zwéngen, vun doheem aus ze schaffen. Dofir begrësse mer och, wat am mentionéierte Rapport vun der Sous-commission „Télétravail“ festgehale ginn ass.

Et dierf och net derzou kommen, datt de Patron an d'Privatsphär vun engem Salarié, deen Homeoffice

mécht, agräife kann oder souguer en ausspionéiere kann. Mir setzen eis hei fir eng kloer Gesetzgebung an, déi d'Rechter an d'Flichte souwuel vum Salaré wéi och vum Patron reegelt.

E Virdeel ass, dass den Teletravail ze enger Verbesserung vum Aarbechtskonditioune féiere kann oder bäidroe kann, well vill Salaréien, déi d'Méiglechkeet hunn, vun doheem aus ze schaffen, sech doduerch deels vu Stressfaktore kënnen befreit fillen, déi si op hirer Aarbechtsplaz erliden.

Nodeeler gëtt et der och. Speziell grad déi Secteuren, déi dobäi nach am meeschte vun Aarbechtsaccidenter betraff sinn, wéi d'Landwirtschaft, de Bau, d'Handwierk, d'Industrie an d'Transportwiesen an esou weider, kënnen praktesch guer net vun der Heem-aarbecht profitéiere respektiv drop zrëckgräifen. Dat riskéiert, nei Spannungen an der Gesellschaft ze produzéieren, och innerhalb vum engem Betrib, Spannungen tëschent deenen, déi vun doheem aus schaffen kënnen, an deenen, déi des Méiglechkeet net hunn. Zu dëser zweeter Kategorie gehéieren och ganz dacks déi sozial schwach a manner qualifizéiert Mënschen. Hei misst een, ouni dem Teletravail eppes ewechzehuelen, driwwer nodenken, wéi een dat kompenséiere kann. Et muss verhënnert ginn, dass et an deem Kontext zu Ongerechtegkeete kënnert.

Mir begréisste grondsätzlech all Form vun Dezentraliséierung vun der Wirtschaft a vun der Verwaltung an deem Sënn, dass et zum grouse Virdeel fir eist Land wär, wa Firmaen a Verwaltungen hir Büroen an de Grenzregioun vum Land géifen etabléieren kënnen. Dat géif och vun de Frontalieren, déi ëmmer méi ofgeschreckt ginn duerch déi laang Urees op hir Aarbechtsplaz, als Virdeel ugesi ginn.

Et muss een awer och soen, dass verschidde Secteuren, wéi beispillsweis de Gastronomiesecteur, a Bedrängnis gerode kënnen, wann ze vill Homeoffice gemaach gëtt. Alles dëst ass schéin a gutt, mee mer si konfrontéiert mat internationale Bestëmmungen, speziell wat den Teletravail fir eis Kolleegen aus der Grenzregioun betrëfft. An do ass am Fong geholl den Hoke vun der ganzer Saach.

Hei gëtt et um Niveau vun der Sozialversécherung zwar eng nei Entwécklung. En internationaalt Ofkommen, dat vum Minister fir sozial Sécherheet de 5. Juni 2023 fir Lëtzebuerg ënnerzechecht gouf, soll et de Pender an Zukunft erlaben, méi Zäit wéi bis elo – insgesamt awer nach ëmmer manner wéi 50 % vun hirer Aarbechtszäit – am Homeoffice ze verbréngen, ouni dass doduerch hir Sozialversécherungsaffiliatioun wiesselt. Déi aner Länner hu sech schon ugeschloss oder wärte sech elo deemnächst uschlëssen.

Mir als ADR begrëssen des Entwécklung, sinn awer och der Meenung, wéi och d'Sous-commission „Télétravail“ vun der Chamber, dass d'Besteierungsbestëmmungen an deem Sënn nach mussen nogebessert ginn, dass et de Frontalieren erlaabt misst sinn, zwee Deeg an der Woch am Homeoffice ze schaffen, ouni dass si an de Besteierungssystem vun hirem Land zrëckfalien.

Haut de Moien hu mer héieren – den Här Dan Kersch hat et gesot –, dass de Moie mat Däitschland eng Konventioun ënnerschriwwen ginn ass fir 34 Deeg. Et bleift nach e bëssen ze dinn, fir eis Iddien, déi mer wëllen zrëckbehalen, ze realiséieren.

Ech géif Iech da Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Engelen. Da ginn ech d'Wuert un d'Madam Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, den Teletravail ass eng gesellschaftlech Realitéit ginn,

déi sech duerch a während der Pandemie zolidd verstärkt huet. Mir ware vun Ufank un dorobber beduecht, des Entwécklung ze begleeden an hunn dobäi natierlech virun allem d'Wuelbefanne vun de Salaréien am Bléck gehat, déi vun doheem aus schaffen, grad wéi och d'Aarbechtskonditioune vun de Salaréien, déi net kënnen vun doheem aus schaffen, wuelwëssend, dass dat ganz oft Leit sinn, déi manner gutt bezuelt sinn a penibel Aarbechte mussen maachen, wéi beispillsweis am Botz-, Logistik- a Sécherheessecteur. Dofir begréisste mir och, dass des Souskommissioun an d'Liewe geruff gouf, dat och opgrond vun der Initiativ vun déi Lénk a mengem Virgänger, dem Marc Baum, op dëser Plaz, deen eng Motioun an deem Sënn an der Chamber eraginn huet, déi hir Ëmsetzung an dëser Souskommissioun fonnt huet.

Ech wëll e puer Punkten, déi am Rapport vun der Kommissioun opgeworf ginn, hei kuerz opgräifen. Mir mengen, dass d'Méiglechkeet, méi Deeg an der Woch respektiv iwwert d'Joer verdeelt kënnen op den Teletravail zrëckzegräifen, fir vill Salaréien engem Wonsch entsprécht. Vill Lëtzebuurger Residente schaffen och ganz vill vun hirer Zäit am Teletravail, dat en fonction vun der Aarbecht an dem Accord, dee mam Patron konnt fonnt ginn. Fir eis ass et kloer, dass mir deen Trend net stoppe kënnen an och net wëllen, mee dass e begleet muss ginn, am Interessi vum Salaré an alleréischer Linn, mee natierlech och en fonction vum Besoin vum Betrib.

Deemtsprechend ënnerstëtze mir och d'Fuerderung, déi vun de Gewerkschafte virbruecht ginn ass, fir bei de potenzielle Käschten, déi fir e Salaré am Teletravail ufale kënnen, nozebesseren.

Et ass jo effektiv esou, dass e Betrib, besonnesch wann e méi grouss ass, Büroflächen an Ekipementer spuert, déi zum Deel dann op de Salaré am Teletravail ofgewälzt kënnen ginn. Et si Betriber, déi hir Bürofläche scho reduzéiert hunn an déi eng aner Organisatioun vun der Notzung vun hire Raimlechkeeten ëmsetze konnten, vläicht souguer Raimlechkeete verloune kënnen un anerer. Hei muss an eisen Aen e finanziellen Ausgleich passéieren. Ob dat iwwert d'Steiererklärung goe muss, froe mir eis awer, well et jo net de Staat ass, mee de Betrib, deen dat bezuele misst.

D'Diskussioun ronderëm d'Entstoe vun neien Entscheedungen fir Salaréien, wou d'Grenzen tëschent den Aarbechte verlafen, déi een op der Plaz maache muss, an deenen, déi een och à distance maache kann, souwéi och vum Wunnuert, ass fir eis ganz zentral. Se hänt jo och mat de verschiddene Standpunkter bei der Fro zesummen, ob d'Teleaarbecht fräiwëlleg ass oder ob dorauer e Recht entstoe soll.

D'Sozialpartner si sech jo eens, dass den Teletravail op enger fräiwëlleger Basis soll stattfannen. Mir verstinn des Iwwerleeungen natierlech och, ginn awer ze bedenken, dass dat awer näischt dorunner ännert, dass verschidde Salaréien, oft déi mat méi klengen Léin a schwierigen a kierperlechen Aarbechten, ni an de Genuss komme vum Teletravail an de facto och nach méi Zäit fir d'Aarbecht mussen opbréngen, well se den Aller-retour maache mussen. An dee kascht och, wéi mer jo wëssen.

Fir eis ass d'Diskussioun ronderëm e Recht op Teletravail dofir mol an éischer Linn en Hiewel, fir drop opmierksam kënnen ze maachen an op d'Méiglechkeet kënnen hinzeschaffen, dass d'Gewerkschafte beispillsweis a Kollektivvertragsverhandlungen desën ënnerschiddlechen Aarbechtskonditioune kënnen Rechnung droen, zum Beispill, andeems bei de Léin nogebessert gëtt fir Leit, déi all Dag um 8.00 Auer mussen op der Schaff sinn.

Fir de Frontalieren entgéintzekommen, ënnerstëtze mir och d'Demande vun de Sozialpartner, fir ze enger

Harmoniséierung bei de Seule fir d'Besteierung mat den dräi Nopeschlänner ze kommen an do, wa méiglech, och eng Augmentatioun vun de Seulen ze errechen. Mat finanzieller Kompensatioune fir d'Nopeschregiounen hu mir selbsterständlech kee Problem. Déi Fuerderunge vun den Nopeschlänner gesi mir als legitim un.

Als lescht Bemierkung wëllt ech nach kuerz op eng méi allgemeng Thematik agoen, an dat ass déi vun der Zerstückelung an der Verdichtung vun der Aarbecht, déi duerch déi digital Kommunikatiounsmittelen natierlech zouhëlt, an dat sécherlech och mam Teletravail. Och beim Teletravail betrëfft dëst net just Leit am Teletravail bei sech doheem, mee eigentlech jiddereen an engem Betrib, well d'Leit, déi op hirer Aarbechtsplaz sëtzen, jo och verstärkt iwwer E-Mail, Messaging, Videocall an esou weider fuere mussen, fir den Echange tëscht den Ekippen ze assuréieren. Fir vill Leit ass des Aarbechtsweis eng Belaaschtung, sief et, well sech d'Aarbecht verlagert an d'Fräizäit, d'Aarbechtszäit sech schlächend verlängert oder d'Konzentratioun net méi bei eppes bleiwe kann, well dauernd nei Informatiounen kommen.

Mir wëssen, dass dese Stress an déi Belaaschtungen ëmmer méi en Impakt hunn op d'Santé mentale vu ville Leit, an déi Fro muss fir eis méi staark thematiséiert ginn. Dat betrëfft natierlech net just den Teletravail, mee den Teletravail ass awer een Deel vun deem Ganzen, dee verschidden Effekter sécherlech och verstärkt. Deen ëmmer méi staarke Wonsch bei ville schaffende Leit no enger Aarbechtszäitverkierzung ass op genee des Entwécklungen zrëckzeféieren an ass fir eis eng vun de prioritäre Froe vun eiser Zäit, där mir eis einfach stelle mussen a wou mir zesummen, also all „partis confondus“, Pisten ausschaffe sollen a mussen.

Zum Schluss wëllt ech och als eng vun de Vizepresidenten jiddwerengem e grouse Merci soen, deen an dëser Kommissioun ganz aktiv matgeschafft huet. Ech mengen, eise President huet dat ganz gutt geleet, mee awer och all d'Membere vun der Kommissioun hu wonnerbar matgeschafft. An ech mengen, mir hu vill Zäiten zesumme verbruecht. Et war jo net esou evident, et si vill Leit bei eis passéiert, déi hir Doleancé virgestallt hunn, mee et war immens interessant an ech wënsche mer wierklech méi esou konstruktiv a flott Debaten a Kommissiounen, wou mer all zesummen an engem Strang zéien a wou mer och all zesummen e Stéck weiderkommen. Et war wierklech ganz, ganz flott. An och eise Sekretär e ganz grouse Merci fir déi sëlleg Rapporten an déi vill Rapporten, déi hien eis geschriwwen huet, a relativ kuerzer Zäit awer, muss een och soen. Och dat war eng zousätzlech Belaaschtung an déi muss een einfach honoréieren.

An da wëllt ech als Allerlescht eise ganz léiwe President nach e ganz grouse Merci soe fir seng Kulanz bei dese Riedezäiten. Dat ass immens léif. Villmoos merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wëllt op dëser Plaz als éischt emol all den Interesseverrieder Merci soen, déi mat eis en Echange gefouert hunn an eis hir Säit an hire Point de vue op den Teletravail duergeluecht hunn.

Mir Piraten ënnerstëtzen den Ausbau vum Teletravail. Den Teletravail erspuert ville Leit Zäit, jo, d'Zäit vum Trajet fir op d'Aarbecht, déi gäre mol bei enger Stonn oder méi pro Wee läit. Doduerch hunn d'Leit méi Zäit fir d'Liewen doheem, fir hir Hobbyen, jo, fir hir Kanner.

Den Teletravail erméiglecht et, kleng Kommissiounen ze erleedege virun oder no der Aarbecht, wéi zum Beispill e Rendez-vous op der jeeeweileger Gemeng. Den Teletravail reduzéiert d'Unzuel u Persounen, déi an d'Ballungsgebieder – an d'Stad, op Esch oder an d'Nordstad – schaffe ginn, wat indirekt zur Verkéiersberouegung féiert.

Den Teletravail kann awer och d'Grenzen tëscht Aarbecht an dem Doheem verschwanne loossen. Dofir ass et gutt, datt d'Chamber hei viru Kuerzem den Droit à la déconnexion am Gesetz verankert huet. Den Teletravail suert et fir Ongerechtegkeeten, well Residenté kënnen mam Chef fräi hir Deeg verhandelen, während Frontalieren duerch bilateral Accorden an der Unzuel un Deeg ageschränkt sinn. Eng Hürd ass mëttlerweil e Stéck méi kleng ginn, well op EU-Niveau en Accord fonnt gouf, fir d'Sozialversécherung bis op 50 % vun der Aarbechtszäit ze erhéijen.

(Interruption par M. Georges Engel)

Jo, 49, genau, net 50 Prozent, ech hunn opgeronnt, Här Minister.

An och vun däitscher Säit kouw jo haut – an dofir ass et schéin, datt mer haut den Debat kënnen féieren – déi gutt Nouvelle, datt d'Unzuel vun den Deeg op 34 konnt gehéicht ginn. Dëst ass e ganz wichtige Schrëtt an et soll een och sécherstellen – an ech mengen, et ass och wichtig, dass mer dat an Zukunft sécherstellen –, d'Ongläichheeten a puncto Teletravail tëscht Residenten a Frontaliere méi kleng ze maachen, well domadder reduzéiert een och Konflikter op der Aarbechtsplaz.

Laut der UEL sinn et 6 % vun de Betriber, déi de Frontalieren den Teletravail verbidden, wéinst ze villen administrativen Demarchen. An ech verstinn dat, et ass deelweis komplizéiert, wann een op eemol muss seng Salariéien an zwee Steiersystemer umellen, glécklecherweis elo warscheinlech net méi an zwee Sozialversécherungssystemer, respektiv kucken, wéini e wou muss ugemellt sinn. Mee dat féiert einfach zu Konflikter tëscht den Employéen. Ech selwer kennen dat aus menger beruflecher Tätigkeet bei engem Lëtzebuerger Grupp, deen awer zu ongeféier der Hallschent aus Frontaliere besteet. An do ginn allkéiers, wann erëm eppes ännert, Maille vum RH duerch de ganze Betrib, wou fir all eenzelne Salarié quasi aner Reegele gëllen, ob en dann elo zu Lëtzebuerg wunnt, ob en an Däitschland, an der Belsch oder a Frankräich wunnt. A wann een dat eng Kéier an engem mëttelstännesche Betrib, 100, 150 Leit, duerchdeklinéiert, ass dat immens vill Aarbecht. An dofir begréisste mer definitiv, datt een hei zu pragmatischen Accorde koum. Mee et muss een och weider déi Demarché vereinfachen.

Här President, natierlech muss mat der Fro vum Homeoffice och d'Fro vum Dateschutz a vun der Privatsphär gekläert ginn, an dat op béide Säiten. Mir hunn eis jo schonn a ville parlamentaresche Froen mat där Fro beschäftegt. Sou ass et jo zum Beispill esou, datt een als Aarbechter/in d'Recht huet, d'Kamera bei enger Videokonferenz auszeloossen, an dat muss och respektéiert ginn. Natierlech mussen d'Salariéien awer och derfir suergen, datt sensibel Donnéeën vum Betrib um Laptop doheem protegéiert sinn. A fir vill Patrone war et am Ufank en Challenge, fir d'Apparater mam interne System vun der Firma ze verknäppen. Frot einfach eng Kéier d'Administratioun vun der Chamber, wéi séier dat huet misse goen a wéi komplizéiert dat war.

Deem Challenge muss een awer als Betrib gerecht ginn, well d'Leit fuerderen haut en Homeoffice. Laut enger Etüd, erëm vun der UEL, soe sech elo scho 40 % vun de Kandidat/innen net méi bereet, eng Plaz unzevrieden, wou manner oder keen Homeoffice méiglech ass. Well och dëst muss en Deel vun der Strategie

sinn, fir Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert attraktiv ze halen. Dat hu scho bal d'Hallschent vun de Betriber erkannt a mir Piraten si sécher, datt déi Zuel weider wäert klammen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten fuerdere weider Verhandlungen, fir d'Unzuel un Deeg fir d'Frontalieren an d'Luucht ze setzen an esou Ongläichheeten an de Büroen ze verhënnere. Hei muss och ganz kloer gesot ginn, datt een um Punkt vun de Steierrecettë muss oppe si fir Verhandlungen, a fir näischt kritt een och héchstwarscheinlech näischt.

Et schafft awer net jiddereen um Büro, an dat ass mäi leschte Punkt, Här President, dofir ass et fir eis kloer, datt een och deene Leit muss entgéintkommen, déi keen Teletravail maache kënnen. Mir Piraten fuerdere dofir d'Erhéijung vun de Frais de déplacement vun 99 Euro pro Unitéit op 115 Euro pro Unitéit. Dat hate mer als Motioun hei schonn d'lescht Joer agereecht, mir hunn dat scho beim leschte Budget nach eng Kéier diskutéiert. Bon, et gouf zwee Mol refuséiert, mir bleiwen derbäi, well Lëtzebuerg muss och attraktiv bleiwe fir déi Leit, déi net kënnen vun doheem schaffen an déi mussen op eng Aarbechtsplaz fueren, an dat 100 % vun hirer Aarbechtszäit.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Léif Deputéiert, merci alleguerten de Leit, déi hei Stellung geholl hunn zu dësem wichtige Sujet, an och merci dem Dan Kersch als Rapporteur a President vun där Souskommissioun.

Jo, ech mengen, et ass och elo kloer erauskomm: Mir sinn alleguerten e bëssen iwerrannt gi vun deem Teletravail an am Joer 2021 war dunn déi grouss Fro, wat geschitt. Wat hänkt do alles drun un deem Teletravail? An dofir ass déi Souskommissioun do och gerénnt ginn.

Et ass och scho ganz vill gesot ginn an ech wäert net méi op alles agoen. Wat d'Aarbechtsrecht ugeet, léisst eis Gesetzgebung grondsätzlech den Teletravail fir all Salarié zou, dëst onofhängeg vum Land, an deem d'Persoun da wunnt. Natierlech ass et awer esou – an dat ass virdu gesot ginn hei vum Sven Clement an och vun enger Rei aneren –, dass net all Aarbecht vun doheem aus méiglech ass. Den Infirmier, d'Vendeuse, de Bauaarbechter, dat geet net am Teletravail. An dofir ass den Teletravail just méiglech mat engem Accord zwëscht de Salariéien an dem Patron. Allerdéngs, wann eng Entreprise tëscht 15 an 49 Salariéien huet, da muss dat mat der Delegatioun beschwat ginn, an iwwer 149 Mataarbechter an der Kogestioun. An et ass och gutt, ech soen dat nach eng Kéier, dass mer den Droit à la déconnexion hei gestëmmt hunn, dat ass e wichtige Schratt an där heiter Diskussioun.

Elo kéint ech u sech ophalen, well dat ass mäi Vilet vum Aarbechtsrecht, wat den Dossier vum Teletravail hei ugeet. Ech hunn awer och nach e puer Wuert kritt vun der Finanzministesch a vum Sécurité-sociales-Minister, déi u sech haaptsächlech an dësem Dossier gefuerdert sinn. An dofir wéilt ech och nach e puer Messagë vun der Madamm Backes mat op de Wee ginn, dass et nämlech wichtig ass drun ze erënneren, dass et a puncto Besteuerung

d'Duebelbesteuerungsofkommissen, also d'Steierkonventiounen sinn, déi Lëtzebuerg mat den Nopeschlänner ofgeschloss huet, déi d'Reegele betreffend dem Besteuerungsrecht tëscht de Staate bestëmmen.

Et ass och virdu scho gesot ginn: Déi dräi Steierkonventiounen mat eisen Nopeschlänner gesinn e Seuil de tolérance vir, wat d'Besteuerungsrecht betreffend d'Frontalieren ugeet. An déi Seuils de tolérance an de Steierkonventiounen sinn aktuell nach bei 19, 24 oder 29 Deeg fir Däitschland, Belsch oder Frankräich a sinn elo op 34 Deeg bei de Belsch retroaktiv op den 1. Januar 2022 gesat ginn, fir Frankräich op den 1. Januar 2023, soubal déi respektiv Ratifikationsgesetze an deenen zwee Länner publizéiert sinn. Fir d'Belsch ass dat schonn de Fall, fir Frankräich ass hei zu Lëtzebuerg alles geschitt, mee a Frankräich allerdéngs nach net. An, Dir hutt et gesot, mat Däitschland ass haut och en Accord fonnt ginn, awer eréischt fir 2024, fir dann och 34 Deeg Teletravail zouzeloossen.

Wat d'Sécurité sociale dann ugeet, gouf et scho länger Echangeen op verschiddenen Niveaue, fir méi eng dauerhaft Léisung ze fannen no den temporären Dispositiounen, déi am Kader vun der Pandemie geholl goufen. An do ass et elo en Accord-cadre multi-latéral ginn, et ass also en Accord tëscht EU-Länner verhandelt ginn, wou all Land kann ënnerschreien. An deen Accord, dee baséiert op der Fräiwëllegkeet vun de Länner an deen ass zënter dem 1. Juli 2023 applikabel. An d'Benelux-Länner an Däitschland ware vir mat derbäi, fir deen Accord ze ënnerschreien. Lëtzebuerg huet dat de 5. Juni gemaach a Lëtzebuerg war och ganz engagéiert, fir an deene Verhandlungen e beschtméiglechen Accord fir d'Grenzgänger hei ze kréien.

Frankräich huet dunn den 30. Juni ënnerschrifwen, an doduerch kënnen déi Leit, déi an eisen Nopeschlänner wunnen an zu Lëtzebuerg schaffen – dobäi spillt et keng Roll, ob ee bei engem Employeur ass oder bei méi, déi zu Lëtzebuerg sinn – praktesch – praktesch! – d'Hallschent vun der Zäit am Homeoffice sinn, ouni datt eng Ännerung um Niveau vun der Affiliatioun stattfënn. A fir dat ëmzesetzen, huet de Centre commun de la sécurité sociale och eng spezifesche Internetsäit – dat kënn Der vläicht eng Kéier nokucken – online gesat: teletravail.ccss.lu. An deen Accord, dee gëllt elo fir eng Dauer vu fënnf Joer. Dat erlaabt et, déi néideg praktesch Erfahrung ze kréien, fir da gegebenefalls den Accord ze erwiderechen oder verschide Punkten ze preziséieren.

Offiziell hu 17 Länner deen Accord ënnerschrifwen, woubäi Frankräich virun e puer Deeg dann derbäi komm ass. Aner Länner hunn och annoncéiert, dee Schratt do ze goen. De Minister fir d'sozial Sécherheet an déi zoustänneg Servicer stinn natierlech zur Verfügung fir Detailler zum Accord an zur Ëmsetzung.

Dofir e grouse Merci nach eng Kéier jiddwerengen, dee bäigedroen huet zu dësem Rapport, deen eis e gudde Kader setzt, deen natierlech och seet: Wa mussen Upassung gemaach ginn, da muss mer déi och maachen! Dat si mer jo och konstant amgaangen. Dofir nach eng Kéier merci fir déi gutt Aarbecht, déi Dir hei gelescht hutt. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Aarbechtsminister Goerges Engel.

Domadder ass dësse Punkt ofgeschloss a mir sinn domadder och um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 11., 12. an 13. Juli.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.39 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 40
M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 40
M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 40
M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser** p. 40
Exposé : M. Fernand Kartheiser
5. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet des placements d'enfants** p. 40
Exposé : Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Max Hengel | M. Pim Knaff | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup (dépôt de la motion 2) | M. Sven Clement
Prises de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson | M. le Ministre Claude Meisch
Motion 1 : Mme Djuna Bernard | Mme Nathalie Oberweis
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
Motion 2 : M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. Max Hengel | Mme Nathalie Oberweis | M. Fred Keup (intervention de M. Sven Clement)
Vote sur la motion 2 (rejetée)
6. **8183 – Projet de loi portant modification de :**
1° la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) ;
2° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ;
3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
5° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés p. 48
Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8183 et dispense du second vote constitutionnel
7. **Dépôt d'une résolution par Mme Nathalie Oberweis** p. 52
Exposé : Mme Nathalie Oberweis
8. **8016 – Projet de loi portant modification :**
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil p. 52
Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann (intervention de M. Dan Kersch) | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8016 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8017 – Projet de loi portant modification :**
1° des articles L. 233-16 et L. 621-3 du Code du travail ;
2° de l'article 28-5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État p. 56
Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | M. Dan Kersch | Mme Djuna Bernard | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8017 et dispense du second vote constitutionnel
10. **8233 – Projet de loi portant modification :**
1° de l'article L. 413-4 du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective p. 59
Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8233 et dispense du second vote constitutionnel
11. **8066 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées** p. 60
Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Claude Lamberty
Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8066 et dispense du second vote constitutionnel
12. **Résolution de Mme Nathalie Oberweis relative à l'étude de la possibilité de donner à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher les pouvoirs d'un bureau de réclamations pour les enfants et les jeunes** p. 62
Discussion générale : Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Nathalie Oberweis (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)
Vote sur le renvoi de la résolution au Bureau de la Chambre des Députés (adopté)
Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, Mme Sam Tanson, M. Georges Engel, Mme Yuriko Backes et M. Max Hahn, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Sam Tanson, Ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 11 juillet 2023

1) *La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) *Le projet de règlement grand-ducal, le projet de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

8269 – *Projet de règlement grand-ducal relatif à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route et transposant la directive 2006/1/CE relative à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route et la directive (UE) 2022/738 du Parlement européen et du Conseil du 6 avril 2022 modifiant la directive 2006/1/CE relative à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route*

Dépôt : *M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/07/2023*

8270 – *Projet de loi relative aux juridictions militaires et portant*

1^o modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

2^o abrogation de la loi du 31 décembre 1982 concernant la refonte du code de procédure militaire

Dépôt : *M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 10/07/2023*

8271 – *Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt : *M. Fernand Etgen, Député, le 10/07/2023*

3) *Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

2830 – *Demande de pétition ordinaire : Modification du Code de la route afin de fluidifier le trafic dans un rond-point à minimum deux voies de circulation*

Dépôt : *M. Jean-Claude Patricio Leonardo, le 03/07/2023*

2831 – *Demande de pétition publique : Changer le test de dépistage de drogues pour récupérer le permis de conduire*

Dépôt : *M. Gil Spautz, le 05/07/2023*

2832 – *Demande de pétition publique : Ich, Braun Romain, der Unterzeichneter, schreibe diese Petition, um die Einführung des chinesischen TikTok-Modells in Luxemburg zu fordern. Ich bin der Meinung, dass dieses Modell dazu beitragen würde, die Verbreitung von gewalttätigen Videos in den sozialen Medien zu reduzieren und junge Menschen*

dazu zu ermutigen, sich auf den Sinn des Lebens zu konzentrieren und sozial engagiert zu sein

Dépôt : *M. Romain Braun, le 06/07/2023*

2833 – *Demande de pétition publique : Ambulance pour animaux domestiques pour tout le Luxembourg*

Dépôt : *M. Arsène Kreins, le 06/07/2023*

2834 – *Demande de pétition publique : Acte de naissance gratuits*

Dépôt : *M. Jay Karger, le 06/07/2023*

2835 – *Demande de pétition publique : Plaque d'immatriculation personnalisée (esou wéi an der Belsch)*

Dépôt : *M. Serge Besch, le 10/07/2023*

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

Da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Villmools merci, Här President. Jo, et geet eigentlech elo an dëser Proposition de loi ëm d'Situatioun vum Logement bei eis am Land. Mir wëssen alleguer, datt mer do wierklech an enger ganz, ganz schwieeger Situatioun sinn, an et gétt dofir natierlech eng Rei vun Interpretatiounsméiglechkeeten, eng Rei vun Ursachen. An et ass esou, datt mir mengen, datt och e gewëssene Manktum u Flexibilitéit an eise Gesetzer derzou bäidrëit, datt besonnesch bei de Mietwunnengen e Problem besteet.

Et ass esou – an do si mir och ganz derfir –, datt de Locataire hei am Land ganz staark protegéiert ass. Dat soll esou sinn, dat ass ganz richtig. Mee op verschidde Punkte muss een awer nodenken, ob mer net och de Proprietären a gläichzäit dem Locataire och méi Flexibilitéit sollten zougestoen. An dofir wëilte mer mat dëser Proposition de loi eigentlech zwou Innovatiounen an eisem Mietrecht aféieren:

Dat Éischt ass, datt mer wierklech d'Méiglechkeet vun engem Contrat à durée déterminée aféieren. Dat hu mer och elo schon am Mietrecht, mee a Wierklechkeet ass dat awer trotzdem eng Duré indéterminée duerch eng Prorogation légale. A mir géifen hei Dispositiounen aféieren, datt wierklech zum Beispill zwee Joer och zwee Joer sinn, mat och Schutzdispositiounen fir de Locataire. D'Ursach dohannert ass awer, datt verschidde Proprietären e Logement kéinten op de Marché bréngen, datt se awer wëssen, datt se en zum Beispill an zwee oder dräi Joer brauchen, well e Kand vun der Universitéit oder esou zrëckkënn an datt se et aus deem Grond dann net während där Zäit a Locatioun ginn, well se déi éiweg laang Prozedure fäerten, fir dann d'Wunneng zrëckzekeréien, wa se se wierklech

brauchen. Also, hei wëilte mer en Element vu Flexibilitéit aféieren.

Dat Zweet ass, datt mer am Abléck bei de Motifs de résiliation vun engem Mietkontrakt net vill Méiglechkeeten hunn. Haauptsächlech ass et, wann den Eegebedarf do an d'Spill kënn, a mir denken, datt dat sollt erweidert ginn, datt och d'Vente vun engem Immeuble misst kënnen e Motif de résiliation sinn. Et ass dacks esou, datt en interesséierten Acheteur e Bien net keeft, well nach Locataire an deem Bien sinn, an dann ass déi Transaktioun net méiglech. An och do géife mer dann hei proposéieren, natierlech och mat enger Rei Schutzdispositiounen fir déi concernéierten Locataire, mee och d'Vente vun engem Immeuble als Motif de résiliation an eist Mietrecht opzehuelen.

Dat si Flexibiliséierungsmoosnamen, vun deene mer eis kéinte vill erwaarden, ouni awer gläichzäitig de Schutz vum Locataire wëllen erfzesetzen. Dat ass eigentlech de But heivunner. An an deem Sënn, Här President, wëilt ech Iech dës Proposition de loi iwwerreechen.

8272 – *Proposition de loi du 11 juillet 2023 modifiant certaines dispositions du Code civil ainsi que la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation*

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet des placements d'enfants

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Placement vu Kanner, déi vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk ugefrot ginn ass. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis als Verriederin vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. E Placement vun engem Kand ass näischt Schéines an ech mengen net, dass et iergendengem Freed mécht. Ech wëll deemno mat dëser Debatt kengem eppes ënnerstellen, an et soll och elo net iergendeen heibanne mer komme mat „Generalverdacht“ oder esou eppes – dat hate mer och schon a vieregten Debatten – a wannechgelift och net mat „Iwwerpräift Är Sourcen!“ oder „Et soll een de Leit net alles gleewen“, well och dat hate mer schon hei! Also, och an dëser Debatt baséieren ech mech op Temoignagen a genee wéi all déi aner Kéieren op Temoignagen, déi ech gekräizt hunn, déi ech verglach hunn, déi sech och mat Temoignagé vu Concernéierten an institutionaliséierten Acteuren vum Terrain iwwerschniden. Esou vill zu menge Sourcen.

Zu den Donnéeën: Ob mer elo zu Lëtzebuerg méi placéieren oder net, dat ass esou eng Saach. Et gétt effektivt ëmmer erëm gesot, mee et gétt keng ganz zouverlässege an objektiv Zuelen dozou. Mir hunn Zuele vum ONE, déi awer och méiglecherweis net ganz komplett sinn. Déi lescht Zuele vum Abrëll 2023 nennen 1.426 Kanner a jonk Erwuessener, déi an Institutiounen an a Fleegefamillje placéiert sinn. Duerfir wier eng éischt Fro un d'Regierung, ob mer kënnen an Zukunft komplett an objektiv Zuele schafen, wou een de ganze Phenomeen, also déi judiciaire an déi net judiciaire Placementer objektiv kann an d'Ae faassen.

Zu den Ursache vun de Placementer: D'Fro, ob all Placement justifiéiert ass, déi kann een hei net léisen,

an dat ass och net mäin Uleies. D'Associatioun vun de Fleegeelteren, mat där ech a Kontakt sinn, ass der Meenung, dass dacks net schnell genuch placéiert gëtt. Hirer Meenung no géif dacks wäertvoll Zäit verluer ginn, wou Kanner an engem ongesonden Umfeld sinn a wou een u sech kéint Zäit gewannen an éischer kéint placéieren. Vill Kanner aus Familljen, wou zum Beispill Gewalt ass, mussen do eraus, an do gëtt et effektiv keng Alternativ.

Da schéngt et awer och eng aner Tendenz ze ginn, Här President. Vun anere Quelle weess ech, dass Kanner a Jugendlecher placéiert ginn, wa se zum Beispill net scolariséiert sinn. Effektiv gesäit d'Gesetz vun 1992 vir, dass den Absentéisme scolaire e Motif fir de Placement ass. Meng Froen: Steet d'Schoufflicht an deem Fall normativ iwwert der Famill an iwwert der Bindung zu der Famill? Kann et sinn, dass e Kand aus dem Doheim erausgerappt gëtt an an e frieme Kader gesat gëtt, „just“ – entre guillemets – fir an d'Schoul ze goen?

An deem Kontext erënneren ech un d'Ligne-directricë vun der UNO, déi kloer soen, dass e Kand aus der Famill erauszehuelen, ëmmer déi lescht Optioun soll sinn. Do kann ee sech froen: Ëm wie geet et? Geet et ëm den Intérêt supérieur vum Kand oder ëm d'Virstellung vun deenen Erwuessenen, wéi eng Gesellschaft ze sinn huet, wéi eng Famill ze fonctionéieren huet a wéi d'Elteren hir Kanner ze erzéien hunn?

Et stelle sech eng aner Rei Froen an der Prozedur vum Placement: Wéi ginn déi Normen applizéiert? Wéi ginn déi verschidden Avise vum Jugendriichter betruuecht? Hunn d'Sozialarbechter vun alle Kanner-schutzservicer an d'Jugendriichter speziell Formationen, zum Beispill am Kannerschutz, an de Kannerrechter an och an der Bindungstheorie?

Här President, et héiert een ëmmer erëm och vum Risiko, dass d'Kanner kënnen placéiert ginn, well se keen appropriéiert Doheim hunn, well d'Wunneng ze kleng ass oder insaluber oder well Leit aus enger Wunneng erausfléien, also expulséiert ginn. Da riskéieren d'Leit nieft deem Misär och nach eventuell, hir Kanner placéiert ze kréien. Dofir wéilt ech bei der Regierung nofroen, fir Donnéeën – net elo direkt aus dem Stand, mee, voilà, spéider – ze kréien zu Aarmut a Placement: Kënn et dacks vir, dass Kanner placéiert ginn, well eng Wunneng ze kleng oder insaluber ass oder weinst enger Expulsioun? A wéi dacks kënn dat vir?

Här President, zu den Urgenceplacementer: Ech mengen, als Mamm kënnen ze soen, dass dat Schlëmmst, wat engem geschéie kann, ass, wann een e Kand verléiert oder e Kand ewechgeholl kritt! Et ass awer natierlech net just dramatesch fir d'Elteren, mee och fir d'Kanner selwer. Ech hu mech fir d'éischt méi an der Déift mat dësem Sujet beschäftegt, nodeems mir e puermol aus verschiddene Quellen zougedroe gouf, dass Kanner an der KannerKlinik placéiert gi sinn. Et wiere Kanner aus net medezinnesche Grënn am Spidol placéiert.

Ech hunn dunn zwou Question-parlementaire gestallt, op déi ech folgend Äntwerte krut: 2019 waren 52 Kanner am Spidol, also an der KannerKlinik, placéiert, 2020 22, 2021 29, 2022 am August waren et der 15 a 6 waren nach placéiert. Et ass also e Phenomeen, deen net rar ass, dass Kanner am Spidol placéiert ginn.

Weider krut ech gesot an der Äntwert op meng Question parlementaire, dass d'Kanner just aus medezinnesche Grënn géife placéiert ginn. Dobäi kommen dann nach déi neigebuere Beebeëën, déi eventuell nussé sevréiert ginn, déi dann dowéinsten och doubleiwen. Dozou muss ech soen, dass ech vum Terrain, an zwar vum CHL-interne Personal, Informatiounen krut, déi eigentlech contraire sinn zu där Äntwert vun der

Regierung, dass et net géif stëmmen, dass éischters e Médecin spécialisé sech ëm d'Puppelcher géif 24 Stonnen op 24 këmmen, dass dat u sech e Benevoll wier, dass ëmmer erëm Kanner placéiert géife ginn, déi keng medezinnesch Ursaach hätten, an dass eeben och Jonker a Jugendlecher an der Pedopsychiatrie placéiert géife ginn.

An do gëtt et direkt e puer Problemer: Net nëmme wier et esou, dass Kanner/Jonker an der Pedopsychiatrie placéiert ginn, déi kee psychiatreschen Diagnostic hunn, mee éischer en Trouble comportemental, wat net dat selwecht ass! Dat heescht, déi Plaz a Struktur ass fir si net ugepasst a si besetzen dee Moment eng wäertvoll Plaz, well et muss ee wëssen, dass an der Pedopsychiatrie aacht Better sinn, déi eigentlech permanent besat sinn.

Et wier effektiv ëfters esou, dass Foyeren, déi iwwerfuert wiere mat verschiddene Jugendlechen, wat jo och absolutt Sënn mécht, déi dann d'urgence an der Pedopsychiatrie géife placéieren. Déi gehéieren awer net dohinner! Dat ass keng Plaz, déi fir si gemaach ass, an do brauche mer aner Mechanismen, déi an där Urgence kënnen deen Ament fonctionéieren. Ech wier frou, wann d'Ministeren och op dës Situatioun eng Kéier kéinten agoen.

Dann, Här President, géif ech gären eppes soen zu de Foyere par rapport zu de Fleegefamilljen. Mir brauchen net just aner Usätz an der Urgence, mee och allgemeng aner Léisungsusätz. Zu Lëtzebuerg gëtt jo vill a Foyeren, mee och a Fleegefamillje placéiert. Bei de Famillje gëtt et Placementer souwuel an d'Famille proche vum Kand wéi an d'klassesch Notioun vum Fleegefamilljen. Zu Lëtzebuerg – do kann ech Tech e puer Donnéeën derzou ginn – sinn am Joer 2018 166 Kanner a Foyere placéiert ginn, 2019 waren et der 194, 2020 162 – just fir Tech eng Ordre de grandeur ze ginn –, 2021 202 Kanner an 2022 sinn 232 Kanner a Foyere placéiert ginn.

Déi Zuele ginn also kloer an d'Luucht. D'Tendenz ass kloer no uewen: Et ginn ëmmer méi Kanner a Foyere placéiert wéi a Familljen. Bei de Famillje par contre stagnéieren d'Placementer a Fleegefamilljen. Do waren et der 41 am Joer 2018, 55 am Joer 2019, 46 2020, 52 2021 an 43 2022. Also, do gesi mer eng relativ Stagnatioun.

Déi lescht Zuele vum ONE aus dem Abrëll 2023 soen eis da ganz kloer: 60 % vun de Placementer sinn an Institutiounen, 40 % a Fleegefamilljen. Lëtzebuerg steet am EU-Verglach oder am Europaverglach zimmlech schlecht do, wat dat ugeet. Hei gëtt traditionell gären an Institutiounen placéiert. Méi nordesch Länner zum Beispill hu méi dee Modell vun de Fleegefamilljen historesch entwéckelt. An Holland zum Beispill sinn et 52 %, a Finnland 52 % an an Dänemark 66 % vun de Placementer a Fleegefamilljen.

Dozou muss ee soen, dass 40 % vun de Placementer an eng Fleegefamill u sech an der Famille proche vum Kand sinn. Dat heescht, dat ass dann och relativ vill. Wann een dat eraushëlt, si mer bei där klassescher Notioun vun der Fleegefamill, also sti mer nach méi schlecht do, wat dee Ratio Fleegefamill/Institutioun ugeet. Ech soen dat esou direkt, well d'Kannerrechtler, ënner anerem de Kommittee vun de Kannerrechter vun der UNO, ganz kloer soen, dass de familljebaséierte Modell vun de Placementer deen ass, dee mer promovéiere mussen. An dat soe si net eréischt säit gëschter.

De Modell vun de Fleegefamillje wier kloer méi am Interessi vum Kand. Och d'Mënschrechtskommissioun huet dat rezent nach eemol gesot. E Placement an eng Famill hätt kloer Avantage fir d'Kand: Eng Famille d'accueil gëtt dem Kand e stabile familiäre Kader, wat fir

seng emotional Gesondheet a seng Entwécklung eebe wirklech immens positiv ass.

Et feelt awer zu Lëtzebuerg – och dat wësse mer – u Famille-d'accueilen an och u spezialiséierte Famille-d'accueille fir eventuell Kanner à besoins spécifiques. Souwäit ech informéiert sinn, denkt de Ministère net direkt drun, eng Campagne ze maache fir Famille-d'accueilen, well op d'Gesetz soll gewaart ginn. D'Kanner awer sinn an der Tëschenzäit de Verlëierer, well mer wëssen, dass deen ee Modell besser ass fir den Intérêt supérieur vum Kand. Firwat kënnen mer net awer elo schonn entre-temps eng Campagne starten, en attendant dass d'Gesetz do ass, fir fir Famille-d'accueilen ze werben?

Och den Taux vu judiciariséierte Fäll – deen ass bei 70 % – ass relativ héich. An do wär d'Fro och un d'Regierung, ob déi Dejudiciariséierung, déi ugeziilt war vun der Regierung, awer nach ëmmer e politesch Zil ass.

Här President, da kann ee sech nawell och aner Froe stellen, wéi zum Beispill: De Finanzéierungsmodell vun den Institutiounen, dréit deen derzou bäi, dass awer vläicht méi an Institutiounen placéiert gëtt wéi a Familljen? Et ass jo esou, dass den Träger vun enger Institutioun pro placéiert Kand e Forfait kritt. Wann elo e Kand soll oder kann zrëck a seng Famill goen, wat jo eigentlech ëmmer d'Zil soll sinn – dat soe ganz kloer international Guidelines –, da muss d'Institutioun dacks fir d'éischt emol kucken, ob se vläicht en anert Kand „fënn“, fir dat Bett dann ze fëllen, souzesoen. Dat kann dann eventuell derzou féieren, dass Kanner méi laang wéi néideg an enger Institutioun bleiwen, an et kann ee sech froen, ob dee Finanzéierungsmodell dann net awer och derzou féiert, dass d'Kanner éischer an eng Institutioun placéiert gi wéi an eng Fleegefamill, well d'Better kaschte jo an déi mussen deen Ament finanzéiert ginn.

Meng sécher Quellen hu mer vu mindestens engem Beebe erzielt, deen, obwuel eng Plaz an enger Urgencefamill fräi war, an engem Foyer placéiert gouf. Et wier deemno, mengen ech, net vu Muttwëll, wa mer de Finanzéierungsmodell vun den Institutiounen emol ënnert d'Lupp géifen huelen an eventuell negativ Niewewirkunge géifen analyséieren, an dat virum Hannergrond vun de Ligne-directricë vun der UNO, déi kloer recommandéieren, ze desinstitutionaliséieren ..., komplizéiert Wuert, deinstitutionaliséieren an à terme, ech zitéieren, „d'Strukturen ze eliminéieren“. Dat soen hir Ligne-directricen.

Bei engem Gespréich da mam Okaju sinn nach aner Iddien op den Dësch komm, déi ech wëll kuerz resüméieren, fir eeben alternativ a méi divers Modeller vu Placementer ze envisagéieren. Hien denkt u Familljenhaiser a Mutter-Kind-Haiser, fir eeben ze evitéieren, dass Kanner placéiert ginn. Et ass och e Mëttelwee ugeduecht tëscht de Placementer en urgence an der KannerKlinik an engem Foyer, wou da kéinte mobil Ekippe vun engem Träger u sech no deene Kanner an der KannerKlinik kucken, fir dass déi wirklech 24 op 24 Stonnen encadréiert sinn, well mir wëssen, wéi wichteg et ass, dass kleng Kanner, virun allem Beebeëën, deen Hautkontakt hunn, fir am Endeffekt dat Urvertrauen opzebauen. An eng lescht Iddi war déi vu kompetenten Ekippen, déi extra Ausbildungen hunn, fir Kanner a Jugendlecher à besoins spécifiques ze encadréieren.

En anere leschte wichtige Punkt sinn och d'Méiglechkeete fir placéiert Kanner, sech kënnen, sief et intern oder extern, ze beschwéiere bei enger Beschwerdestell. Eng vun den externe Beschwerdestellen, den Okaju, kann opgrond vu gesetzleche Bestëmmungen nëmme ganz ageschränkt intervenéieren.

Mir brauchen, Här President, méi verschidden an alternativ Modeller, jee no Besoin. Grouss Foyere si

längst iwwerlieft! Dass d'Pouponnière zu Péiteng, e Projet, deen un d'20. Joerhonnert erënnert, elo geschwënn eréischt opgeet, beweist, wéi hannendra mir sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn an deem Kontext eng Motioun of. Villmools merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– la Convention internationale des droits des enfants ;

– les lignes directrices de l'ONU relatives à la protection de remplacement pour les enfants ;

– les recommandations plus récentes du Comité des droits de l'enfant pour le Luxembourg,

invite le Gouvernement

– à désinstitutionnaliser l'offre des placements d'enfants ;

– à promouvoir le modèle des familles d'accueil ;

– à diversifier l'offre des placements et à étudier d'autres pistes alternatives pour les placements en urgences ou des placements d'enfants à besoins spécifiques ;

– à intégrer dans les différentes formules un contrôle de qualité plus régulier de la prise en charge ;

– à réexaminer le modèle de financement des institutions et ses effets secondaires ;

– à étudier la possibilité de donner à l'Ombudsman pour enfants et jeunes les pouvoirs d'un bureau des plaintes pour les enfants et les jeunes.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hengel (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut op Demande vun déi Lénk iwwert de sougenannte Placement d'enfants. Virop villmools merci fir dës Aktualitéitsstonn. E grouse Merci och un eise Fraktiounssekretär, den Ady Richard, fir seng Hëllef bei dëser Ried zu engem ganz wichtegen a sensibelen Thema.

Grad d'Placementer vu Kanner sinn ëmmer mënschlech, awer och juristescht extreem schwierig, an dat si ganz komplex Situatiounen. Hei zu Lëtzebuerg gi vill Kanner a Foyere placéiert. Dobäi seet d'Regierung selwer, datt Kanner solle prioritär an Accueilfamillje placéiert ginn. Ma hei hu mer awer en evidente Manktum un esou Familljen, déi bereet sinn, Kanner opzehuelen.

An der Demande zu dëser Aktualitéitsstonn geet rieds vum Wuelbefanne vun de Kanner, dat natierlech bei dëse Placementer muss garantéiert sinn. Eent ass kloer: An allen Hypothese muss den Intérêt supérieur an och den iwwergeurdenen Interessi vum Kand respektéiert ginn! Mir hunn hei e Grondvertrauen an eis Justiz, datt si dat och no beschtem Wëssen a Gewësse mécht, grad wann et ëm schwierig Decisiounen a Besuch op Kanner geet. Dat selwecht gëllt iwwerengs och fir eis Spideeler an och fir eis Kannerklinik, déi dacks ënner schwierigen Ëmstänn nom iwwergeurdenen Wuel vum Kand kucken an och kucke mussen.

Kindeswohl a Kindeswille sinn hei zwee wichteg Punkten. De Richter muss d'Kindeswohl als Decisiounsbasis huelen, an dat gëtt an all Einzelsituatioun dann nei gekuckt. Ee Kritter hei wär awer wa méiglech och de Kindeswille. An dëse Situatiounen

kann et awer virkommen, datt e Kand zum Beispill wëll doheembliwen, obwuel et vläicht do mësshandelt gëtt. An dee Moment muss d'Gericht dann awer d'Decisioun huelen, d'Kand ze placéieren, eebe grad fir dat Kindeswohl dann och ze assuréieren.

Dat sinn natierlech wierklech ganz schwierig Decisiounen, déi dann eeben an deels géint de Wëlle vum Kand getraff ginn, an do muss da wierklech och eng Rupture de contact mat enger Persoun, déi zwar wierklech ganz schiedlech fir d'Kand ass, mee trotzdem awer eng wichteg Bezugspersoun fir d'Kand ass, duerchgezu ginn. An dat sinn dann awer trotzdem Bindungspersounen fir déi Kanner, an do huet ee wierklech eng ganz grouss Verantwortung, wann een déi Kanner a Jugendlecher dann doheem eraushëlt, an do muss ee wierklech ganz kucken, datt se wierklech gutt placéiert ginn. Ech mengen, hei muss wierklech d'Kritter vum „Gesond-ginn“ a „Sech-kënn-gesond-entwëckele“ mat gudde Bindungs- a Bezéiungsangebot am Virdergrond stoen. Dëst geet an enger familiärer Struktur wéi an enger Famille d'accueil oder zur Nout och an enger klenger, familiär organisierter Foyersstruktur.

D'Madamm Oberweis ass schonn drop agaangen, ech kommen awer nach ganz kuerz drop zrëck, datt Placementer an der Kannerklinik oder och anere Klinicke just aus medezinnesche Motiver dierfe stattfannen. Et ka virkommen, datt e Kand eng kuerz Period muss am CHL no der respektiver Behandlung bliwen, wa soss keng Plaz fonnt gëtt. Hei wier et vläicht interessant ze wëssen, wéi dacks dat de Fall ass a wat genau déi sougenannt „période courte“ heescht, wéi kuerz oder laang, wéi dat dann ass.

Ech hat hei eng ganz Rei Zuele stoen. Déi kann ech mer awer elo glécklecherweis spueren – da kommen ech och besser mat menger Zäit aus –, d'Madamm Oberweis hat déi scho gutt genannt. Wann awer d'Zuele vum September 2022 nach stëmmen, dann hu mir am Moment 17 Prestatairen hei zu Lëtzebuerg, déi eppes méi wéi 1.000 Kanner a Jugendlecher kënnen ophuelen. Dobäi kommen nach eng ganz Rei Institutiounen am Ausland a virun allem eng 527 agreéiert Accueilfamilljen. Kloer schéngt op alle Fall ze sinn, datt weesentlech méi Kanner a Centres d'accueil placéiert gi wéi a Familles d'accueil, wat sécher verbesserungsfäeg ass. D'Madamm Oberweis huet hei och d'Zuele scho genannt. Hei muss mer also ganz kloer méi a Richtung Accueilfamillje schaffen. Dat neit Jugendschutzgesetz schéngt jo an dës Richtung ze goen, mat enger neier Tache och fir den ONE a mat enger klorer Promotioun vun den Accueilfamilljen.

Wann ee sech awer dann um Terrain e bësse schlammécht, kritt een e puer Grënn genannt, firwat et am Moment wuel esou schwéier ass, Accueilfamilljen ze fannen. Et ass ganz oft den Zäitfacteur, wéi een alles wierklech soll ënnert een Hutt kréien. Hei wier eventuell d'Iddi vun engem Congé d'accueil eng Pist, där een emol kéint nooen. Ech mengen, et hëlt ee jo och net einfach vun haut op muer esou e Kand un an et seet een: „Elo ass dat esou!“ Ech mengen, dat ass e ganz groussen Engagement fir eng ganz Famill an et muss ee jo och d'Zäit hunn, fir Vertrauen zu deem Kand opzebauen, fir eng Bindung opzebauen, andeem een him och d'Méiglechkeet gëtt, sech wuel ze fillen. An dat ass an eisem awer gréisstendeels ganz stressegem Alldag schwéier, an da versteet een och, datt d'Leit sech do vill Gedanke maachen an da vläicht zur Konklusioun kommen, datt se awer kee Kand esou wëllen unhuelen.

Da besteet awer och mengen Informatiounen no eng grouss Onsécherheet, well duerch de Projet de loi vum Jugendschutz d'Autorité parentale egal wéi soll bei den Eltere vun de Kanner bliwen. An heiduerch

wësse vill potenziell Familles d'accueil net genau, wat fir een Impakt dat wierklech herno op hiert aldeeglecht Liewe wäert hunn, wa si verschidden Decisiounen net kënnen selwer huelen.

Ech mengen, iwwerhaupt ass dat jo e ganz grouse Schrëtt, wann ee sech iwwerleet, ob ee Famille d'accueil wëll ginn. Ech schwätzen do deels aus eegener Erfahrung. Virun e bësse manner wéi 30 Joer hu meng Elteren decidéiert, e Kand vun zwee Joer a Fleeg ze huelen. An dee Moment weess ee jo guer net, wéi déi gemeinsam Geschicht mat deem Kand do weitergeet. Et bënt ee sech un dat Kand, et ass ee frou mat him, an trotzdem ass déi ganzen Zäit do dee Risiko, datt dat Kand op emol erëm fort ass. Bon, bei eis war et gottseidank onkomplizéiert an et ass duerno esou ausgaangen, datt meng Elteren da meng – elo – Schwëster och konnten adoptéieren. Dat heescht, dat war wierklech den Optimalfall. Duerfir awer e ganz grouse Respekt alle Familljen, déi sech bereetereklären, Famille d'accueil ze sinn.

Meng Zäit ass ganz kuerz, duerfir nach ganz séier e puer kuerz Froen. Zum Beispill: Wéi et ass mat den Urgencebetter fir Kanner? Den ONE huet jo permanent fënnf Better zur Verfügung. Do ass d'Fro: Geet dat duer? Oder muss mer hei nach nobesseren?

Eng weider Fro, déi nach interessant ass, ass: Wéi gesäit et mat der Zesummenaarbecht tëschent ONE a SCAS aus? Ass déi gutt genuch? Si mer do gutt genuch opgestallt?

Fakt ass egal wéi, datt sech hanner alleguer dësen Zuelen ëmmer erëm mënschlech Schicksaler an Drame verstoppen. Dofir ass et extreem wichteg, dass mer grad dës Kanner an Extreemsituatiounen net politesch vergiessen. Genausou kloer ass et awer fir eis, datt mer wierklech mussen d'Accueilfamillje favoriséieren – dat seet jo och déi consultativ Mënschenrechtskommissioun CCDH –, einfach well Kanner sech an enger Famill méi wuel spiere wéi an enger Struktur, och wann dës gutt fonctionéiert an do ganz vill léif a motivéiert Leit sinn, déi se encadréieren. Wa mer do mat dëser Aktualitéitsstonn e puer Schrëtt weiderkommen, da war se schonn net ëmsoss.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, e grouse Merci och un déi Lénk fir dës Heure d'actualité. De Placement vu Kanner a Jugendlechen ass en immens interessante Sujet, mee virun allem ass et e Sujet, deen net schwaarz a wäiss ass, mee bei deem eng Hellewull vu Facteurs matspillen an Decisiounen kënnen beaflossen.

Grënn, wisou Kanner a Jugendlecher placéiert ginn, gëtt et wierklech vun ... bis. Dëst geet vu fräiwëllege Placementer bis zu temporäre Mesüeren a Laangzäitplacementer, déi duerch en Urteel beschloss sinn.

Vill Jonker, déi duerch e Richter placéiert ginn, hu schlëmm Vergaangenheeten hannert sech, deels traumatesch Erlebnisser, déi sech duerch Verhalensstéierungen, psychesch Problemer, Suchtverhalten oder delinquent Verhalen äusseren.

Dës jonk Mënsche brauchen eng intensiv a matzäiten och eng individuell sozialpedagogesch an therapeutesch Betreierung. Zu Lëtzebuerg hu mir aktuell eng 17 Prestatairen, Structures d'accueil, déi Kanner a Jugendlecher Dag an Nuecht kënnen ophuelen.

2020 stoungen hei eng 962 Plaze bereet, 2022 waren et der 1.017. Dobäi kommen Institutiounen am Ausland an eng ronn 530 agreéiert Familles d'accueil.

A wat fir Fäll gëtt op auslännesch Institutiounen zrëckgegraff? An éischter Linn gëtt et Fäll, wou d'Prise en charge vun enger Persoun hei zu Lëtzebuerg net assuréiert ka ginn. Entweder hu mir am Land net déi néideg Ressourcen oder awer an dese Fäll hunn déi jonk Leit esou spezifesch Bedürfnisser, datt muss op eng spezialiséiert Struktur am Ausland zrëckgegraff ginn, fir deem jonke Mënsch déi beschtméiglech adaptéiert Hëllef kënnen unzëbieden. Auslandsplacementer bidden och eng gréisser Distanz vun dëser Persoun zu engem ongesonden Ëmfeld. Duerch Auslandsmesüre kënnen Jonker beispillsweis bei Familljememberen oder eeben och Institutiounen am Ausland Hëllef ugebuede kréien.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass e grouse Besoin do ass fir esou Strukturen, léisst sech un de Waardelëschten erkennen. Et ass d'ailleurs net ongewéinlech, dass, wann an engem Foyer eng Plaz fräigëtt, dës relativ séier nees besat ass.

Trotzdem ass a soll och eng séier Reintegratioun an d'Famill d'Haaptzil fir all jonke Mënsch sinn, natierlech situatiounsofhängeg a wann d'Konditiounen e séchere Retour vum Kand oder vum Jugendlechen an e gesond a sécher Ëmfeld erlaben. Placementer sollen e leschte Ressort sinn, an trotzdem sollen deene Jonken hir Sécherheet an hiert Wuelbefannen zu all Ablack Prioritéit bleiwen.

Och den nationale Kaderprogramm fir Kanner- a Familljenhëllef gesäit an deem Kontext eng Rei u Saache vir, wéi zum Beispill den Ausbau vu Mesüeren, déi Familljen ënnerstëtzen, eng Koordinatioun fir eng méi fréi Assistenz vu Familljen an hire Kanner, d'Vermeidung vu gréisseren Strukturen an esou weider.

2022 huet och zu Péiteng de Bau vun der Infrastructure d'accueil Batty Weber ugefaangen. Och hei entsteet eng Betreuungsrichtung, déi hëllef, aner Strukturen uechtert d'Land ze entlaaschten an d'Prise en charge ënner anerem och vu Jonken, déi psychotherapeutesch Hëllef brauchen, nach ze verbesseren.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesot, d'Fro ëm d'Placementer ass net schwaarz a wäiss, mee ganz komplex. Sécherlech a Fäll, wou eng Kindeswohlgefährdung besteet, sinn déi Moosnamen net nëmme sënnavoll, mee och dréngend noutwendeg, fir d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vum Kand ze assuréieren.

An natierlech op där anerer Säit kënnen a solle Placementer primär och am But vun enger Reintegratioun an am Kader vun der Familljenaarbecht stattfannen. Do soll dat mat de Familljen zesumme gekuckt ginn, beispillsweis Erzéiungskompetenze gestärkt ginn, fir se esou wäit et méiglech ass ze ënnerstëtzen, datt d'Kanner respektiv déi Jugendlech erëm eng Reintegratioun an d'Famill kënnen erliewen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Knaff. An da wier et un der honorabeler Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ee sech d'Zuele vun de Placementer ukuckt, muss ee mat Erschrecke feststellen, dass sechs vun zéng Kanner oder jonken Erwuesenen an Institutiounen placéiert ginn an nëmme véier vun zéng a Fleegefamilljen. Dat ass eng Statistik vum ONE vun 2021. An insgesamt waren

2021 iwwregens ronn 1.300 Kanner a jonk Erwuesener placéiert, dovunner 78 % am Placement judiciaire an 22 % fräiwëlleg Placementer.

Virun engem Joer hat ech eng Question parlementaire un de Minister Meisch gestallt, wou ech gewuer gi sinn, dass am Duerchschnitt d'Hallschent vun de Kanner a Fleegefamilljen e Lien mat de biologesche Familljen huet. An deem Zesammenhang muss een dann dervunner ausgoen, dass Kanner, déi net vu Familljememberen kënnen opgeholl ginn, nach méi heefeg an Institutiounen ënnerbruecht ginn.

D'Zuele vum Service de la protection de la jeunesse vum SCAS ënnersträichen och, dass d'Kanner méi dacks a verschiddene Formen vun Institutiounen placéiert ginn. Esou sinn och 2021 18 Kanner a Foyere komm, 5 an zoenen Aarrichtung vum CSEE, also Schraasseg, Dräibuer oder Buerglënster, a leider nëmme 5 an eng Famille d'accueil.

De Problem vum Placement ass wuel ganz komplex an et gëtt och net déi eenzeg Léisung. Op dëser Plaz wëll ech awer och ernimmen, dass d'Reform vum Jugendschutz a vum Jugendstroferecht jo scho méi laang um Instanzewee ass an et nawell Zäit gëtt fir dës Reform.

D'Lydie Err huet 2008 a senger Ried zum Gesetz, dat den ONE geschafen huet, schon op d'Problematik vun de Familles d'accueil, de Kanner a schlëmme Situatiounen an hirem allgemenge Placement och reagiert. Deemools hunn all d'Fraktiounen zesummen eng Motioun deposéiert, wou se d'Regierung opgefuerdert hunn, am Virfeld vum Placement preventiv ze handeln an dem ONE eng gréisser Roll ze ginn, virun allem och am Dialog tëscht deenen eenzelnen Acteuren. Well wéi deemools gesot ginn ass: D'Placementer sinn eng Destabilisatioun vun der Famill a vum Kand.

En zentrale Problem ass haut awer, dass net genuch Familljen do sinn, déi sech bereeterklären, Kanner an d'Fleeg ze huelen. Dofir muss och am Kader vun der Reform vum Jugendschutz gekuckt ginn, d'Situatioun vun de Fleegeelteren ze verbesseren, wuelverstanen natierlech am Aklang mat de Rechter vum Kand a vu sengen Elteren.

Eis Fraktioun hat eng Entrevue mat der Fleegeelteren-associatioun vu Lëtzebuerg, an déi hunn eis och op déi verfuere Situatioun mat der elterlecher Autoritéit opmierksam gemaach. Aktuell kann eng Fleegefamill, déi e Kand ophëlt, Decisiounen zum Alldag oder der Gesondheet vum Kand treffen, ouni musse Récksprooch mat de biologeschen Elteren ze huelen. Wann dat awer ännere sollt, da géif dat vill Leit demotivéieren a si missten och bei villen Decisiounen, wéi zum Beispill engem Schoulausflug, mat de biologeschen Eltere Récksprooch huelen, wat dann awer kéint och zu Konflikter féieren.

Natierlech stinn d'Kand an den Interêt vum Kand un éischter Plaz, egal wéi dann déi Decisiounen ausfallen. Am Idealfall soll ee jo och all Fall eenzel betruechten, natierlech ëmmer am Respekt vum Interêt supérieur vum Kand, dee jo dann och elo an eiser neier Verfassung verankert ass.

D'LSAP féint et och sënnavoll, iwwert d'Aféierung vun engem Statut fir Fleegefamilljen oder Fleegeelteren nozedenken, an och bei der Zuel vun de Congésdeeg, déi de Fleegeelteren zoustinn, misst een an Zukunft iwwer weider Upassungen nodenken.

Generell sinn d'Bindung an eng individuell Betreuung zentral fir engem Kand seng Entwécklung, virun allem och bei engem Placement. An dofir hält d'LSAP och weider un der Stärkung vun der Fleegefamill fest. Duerfir müssen déi néideg Méiglechkeete geschafe ginn, fir d'Leit ze motivéieren, de Schratt ze goen,

Kanner bei sech opzehuelen, hinnen en Doheem ze bidden a si op hirem Wee ze begleeden am Fall, wou dann d'Kanner wierklech net méi bei der biologescher Famill bleiwe kënnen.

Et dierf eis net egal sinn, wou déi vulnerabel Kanner ënnerkommen, wa se net méi doheemleiwéi kënnen. Et ass kloer fir d'LSAP, dass Kanner nëmmen an enger Pedopsychiatrie ënnerbruecht solle ginn, wann hir Gesondheet dat erfuerdert. Et ass och kloer, dass an allen anere Situatiounen d'Kanner, sief dat an engem Foyer oder enger Fleegefamill, besser opgehuewe si wéi doheem, wann et hinnen do schlecht geet. An e staarke Staat huet d'Verantwortung, derfir ze suergen, dass genuch Ressourcen agesat ginn, fir dass Kanner an esou Noutsituatiounen sécher an hire Besoinen no kënnen opgeholl ginn.

Schlussendlech wëll ech dann awer och betounen, dass e Placement an enger Institutioun oder an enger Fleegefamill eng absolutt Ausnamesituatioun soll sinn, déi, wéi gesot, e Kand destabiliséiere kann. Dofir ass et absolut noutwendeg, méi staark op Preventioun ze setzen, fir esou wäit et méiglech ze verhënneren, dass e Kand iwwerhaupt an esou eng Situatioun kënnt. Als Gesellschaft hu mir d'Flicht, d'Wuel vun de Kanner ganz eescht ze huelen.

Mat engem Merci un d'Kolleeginne vun déi Lénk fir dës Heure d'actualité soen ech Iech Merci fir d'Nolauscheren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An da wier et un där honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, an dëser Aktualitéitsstonn thematiséiere mer e ganz schwierige Sujet, an zwar d'Kanner, deenen hiert Wuelbefannen, kierperlecher oder séilescher Natur, an hire Familljen net assuréiert ass. D'Grënn, wéinst deenen dat de Fall ass, si multipel. A virop: Eise System muss alles maachen, fir dass d'Elteren an d'familiäert Ëmfeld déi Ënnerstëtzung, déi Hëllefstellung, déi Begleitung hunn an esou d'Kanner esou gutt et geet an esou laang et geet doheem kënnen sinn.

Et gëtt leider awer Situatiounen, wou et am Interêt supérieur de l'enfant läit, d'Kand entweder temporaire oder méi mëttelfristeg aus senger Famill erauszehuelen. A falls dat de Fall ass, komme verschidden Optiounen a Fro: den Accueil an de Strukturen, am Volleksmond fréier emol „Kannerheemer“ genannt, oder bei Fleegefamilljen. Hei kann een nach tëscht de Fleegefamilljen, déi zur Famill gehéieren, also de Familles d'accueil proche, an de Familles d'accueil classiques ënnerscheeden.

An 2022 – an ech mengen, d'Zuele goufe vu ville Virriedner scho gesot – ware ronn 520 Mineuren a Fleegefamilljen ënnerbruecht an ëm déi 770 a Strukturen. Et schéngt laut den Zuelen, déi um Site vum MENJE ze fanne sinn, wéi wann d'Zuele vun de Placementer an de Strukture liicht rëckleefeg wieren an déi an de Fleegefamilljen no uewen evoluéiere géifen.

Dat ass eng gutt Saach, well, wéi meng Virriedner/ inne scho gesot hunn, de Modell vu Fleegefamilljen eng besser Prise en charge fir vill Kanner ubidde kann. Studie weisen drop hin, dass Placementer a Fleegefamillje méi Bien-être a manner Risikofacturen opweises hu par rapport zu Placementer an de Centres d'accueil. Studie bewiesen och, dass Kanner, déi an engem Centre d'accueil grouss gi sinn, méi oft op Sozialhëlfelefen ugewise si wéi Kanner, déi an enger Fleegefamill grouss gi sinn. Zousätzlech gouf festgestallt – an dat ass menger Meenung no och kaum

verwonderlech –, dass déi Kanner, déi an enger Fleegefamill vun Ugehéierege placéiert goufen, méi eng stabil Evolutioun opweise konnten a manner Verhalensopfällegkeete gewisen hunn.

De Modell vun de Fleegefamilljen ass also a ville Situatiounen dee besseren. Hei muss een awer och nuancéieren, well et natierlech och Situatiounen gëtt, wou e Mineur an engem méi intensive pedomede-zinneschen oder psychiatreschen Traitement ass an dowéinst en Accueil psychothérapeutique och nun emol néideg ass. Trotzdem plädéiere mir als Gréng derfir, de Modell vun de Fleegeeltere weider ze ënnerstëtzen an och hiren Doleancë Rechnung ze droen, fir déi nobel Aufgab, als Fleegefamill do ze sinn, esou einfach an esou valoriséierend wéi méiglech ze maachen.

2022 gouf et eng 450 Fleegefamilljen. A leider muss ee feststellen, dass d'Zuel vun den neien Agremente säit e puer Jore réckleefeg ass. Ass et eng Fro vu mangelnder Promotioun, vu Krittären, fir den Agreement ze kréien, oder vun Attraktivitéit? Op dëser Plaz wollt ech den Här Minister Meisch froen, ob ugeduecht ass, eng nei Campagne ze lancéieren, fir Fleegeeltere ze ginn, esou wéi et scho virun a puer Joer de Fall war. Mir Gréng sinn der Meenung, dass een net dierf d'Krittäre vum Agreement erofschrauwen. De Staat huet hei nun emol eng wichteg Verantwortung, fir d'Kanner a beschtméigleche Familljen an optimale Konditiounen ze placéieren.

Par konter gesi mir en dréngenden Handlungsbedarf bei der Attraktivitéit vum Statut vun de Fleegeelteren, déi notament och d'Associatioun vun de Fleegeeltere revendiquéiert. Stand haut hu se en onklore Statut an hir Indemnitéit gëtt nun emol och als Revenu deklaréiert, obwuel et keen ass. Dëst féiert zu kokasse Situatiounen, dass Familljen esou heiansdo iwwert dem Seuil leien, fir verschidde Sozialleeschungen ze kréien. An ech mengen, dat ass eng Schrauf, un déi een onbedéngt muss dréie goen.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Si wëllen e Congé d'accueil oder e Congé parental, fir dass och si, wéi aner Familljen och, déi Zäit kënne mat de Kanner verbréngen, déi grad si, grad des Kanner, am meeschte benéidegen. Och dat ass eng ganz, ganz pertinent Revendicatioun.

Dëse Revendicatioun geet des Regierung och am zukünftege Jugendschutzgesetz no an huet e groust Kapitel zum Thema Fleegeeltere verfaasst, bei deem souwuel d'Fro vum Statut wéi och d'Fro vum Congé d'accueil gekläert gëtt.

(Brouhaha)

Déi zukünfteg Maison de l'accueil, déi ugeduecht ass ...

M. Fernand Etgen, Président | Et huet ee ganz bestëmmte Grond, firwat d'Madamm Bernard net weiderschwätzt. Dir kënnt roden, firwat. Et wier gutt, wann et heibanne méi roueg wier. Merci villmools.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Déi zukünfteg Maison de l'accueil, déi ugeduecht ass, soll den USPriechpartner vun de Fleegeeltere sinn a wäert domat och maassgeblech mat der Fro konfrontéiert sinn, wéi d'Sensibiliséierung an och d'Promotioun vun de Fleegeeltere soll an Zukunft gestalt ginn.

Elo bleift mir an eis just nach ze hoffen, dass dat laang erseent Gesetz net méi allze laang op sech waarde léisst, fir dass de betraffene Familljen, mee virun allem de Kanner déi néideg Hëllefstellungen ugebuede kënne ginn.

Merci der Madamm Oberweis an déi Lénk fir d'Ufroe vun dëser Heure d'actualité an deen interessanten a wicthegen Debat.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Bernard Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Ma da soen ech villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och hei un déi Lénk fir dës wichteg Aktualitéitsstonn. D'Zil muss natierlech sinn, dass d'Kanner esou gutt wéi méiglech an enger stabiller Famill kënnen hir Kandheet an hir Jugend verbréngen. A wa se do sollten eng Kéier erauskommen aus verschidde Grënn, dann, mengen ech, ass et d'Zil, dass se esou schnell wéi méiglech erëm dohinner kéinten zrëckkommen, an eeben eng stabil, gutt Famill.

Elo ass d'Gesellschaft nun emol, wéi se ass. Ech wëll net onbedéngt soen, dass et elo haut méi schlecht ass wéi fréier, mee besser ass et och net ginn. A mir hu vill Familljen am Land, déi vläicht net méi dat bidden, wat fir d'Kanner ubruecht ass. An dat féiert zu engem grouse Problem, an et si Kanner, déi da musse placéiert ginn. Dat geschitt, wéi hei och scho gesot, am beschte Fall an eng Fleegefamill an net an e sougenannt „Kannerheem“.

Leider gëtt et net genuch Fleegefamilljen. Och dat ass e grouse Problem. Op alle Fall wëll ech hei wierklech e ganz grouse Merci un déi Leit soen, déi dat maachen, well dat ass wierklech e ganz groussen Agrëff an hiert Privatliwien an e ganz grouse Plus, dee se domadder der Gesellschaft bréngen.

D'Zuele si genannt ginn. Ech weess net, ob déi esou komplett sinn. Et wär och vläicht eng Kéier gutt ze wëssen, firwat genee wéi vill Kanner a Jugendlecher placéiert ginn. Wat sinn déi eenzel Grënn dofir? „Esou vill Kanner aus deem Grond, esou vill Kanner aus deem Grond.“ Da kéint ee sech e bessert Bild dovunner maachen. Et gesäit op jidde Fall esou aus, wéi wann et net genuch Strukturen géif ginn. A meng Fro wier am Fong déi: Firwat? Oder: Wéi vill Strukturen feelen am Fong? Wéi vill Plaze feelen, fir déi Kanner a Jonker ideal kënnen ze begleeden?

Da schéngt et och net genuch Strukturen ze gi fir déi verschidde Fäll. Dat ass op d'mannst emol dat, wat een esou héiert vum Terrain, wou also Fäll zesummesat ginn, Kanner a Jugendlecher, wou d'Educateure soen: „Déi passen am Fong net beieneen.“ Dat si Problemer vum Alter, wou zum Beispill dann Néngjäregger si mat anere Kanner, déi schon an der Pubertéit sinn, wou da gesot gëtt: „Majo, da fale se direkt op déi falsch Idoler.“ Oder zum Beispill dee Fall, dass e Kand doheem aus dem Haus erausgeholl gëtt, well am Haus vu senger Famill Gewalt géint dat Kand verübt gëtt. Dat gëtt erausgeholl, kënnt dann an en Heem, wou Kanner sinn, déi doheem erausgeholl gi sinn, well si Gewalt géint hir Famill ausgeübt hunn, soudass een also do e Kand, dat viru Gewalt flücht, zesummesetzt mat engem Kand, dat wéinst Gewalt dohinner gesat ginn ass. Ech mengen, dat si Saachen, wou ee sech muss Gedanken driwwer maachen, dass dat net ideal ass.

Ganz traureg Situatiounen si mir rapportéiert gi vu Jonken, déi do sinn. Och d'Educateure soen: „Jo, bei engem gudden Deel vun deenen, déi mir hei hunn, do komme mir guer net un. Déi zéie sech zrëck. Ech weess net, wat aus deene gëtt. Vläch, wann eng Kéier eng dräi virdu steet, da gëtt et besser.“ Et sinn och Educateuren, déi zu mir soen, dass ganz vill aner Educateuren, oder si selwer, komplett iwwerfuert si mat deene Situatiounen, déi si do erliwien, mat där Trauer, déi do ass.

An dann natierlech, wann ee vu Jonke schwätzt, déi an der Pubertéit sinn, ass souwiso bekannterweis d'Situatioun net ëmmer ideal. Mee hei hu mer dann och nach Jonker, déi traumatesch Erfahrung gemaach hunn, déi verhalensopfälleg sinn, déi eventuell Suchtproblemer hunn an déi heiansdo ganz grav Aggressionsproblemer hunn, an d'Educateure wësse sech do net méi ze wieren. Da gëtt dann d'Police geruff an déi mengt dann, si wier awer do falsch op der Plaz, fir dohinner ze goen – wat sécherlech richteg ass, mee en aneren Auswee gëtt et anscheinend hei net.

Do misst ee vill besser intensiv soziopedagogesch oder therapeutesch Betreiungen ubidden. An esou Fäll kommen dann déi Kanner op Dräibuer an déi oppe Struktur oder op Schraasseg, wou dann och Leit zu mir soen: „Jo, mee wa se bis do sinn, wa se bis een, zwee Méint do sinn, jo, dann ass et komplett eriwuer!“ Well anscheinend – an doriwuer hu mer jo hei scho geschwat – ass grad op deene Plaze wierklech eng katastrophal Situatioun, wou näischt méi am Grëff ass a wou egal wat leeft, op jidde Fall esou, wéi ech et gesot kréie vun deene Leit, déi domat ze dinn hunn.

Ech hu mech du spontan erënnert, dass et emol eng Sendung op RTL ginn ass – ech wëll elo guer net soen, dass déi Kanner esou ginn, mee et ass einfach interessant – iwwert d'Waldbëlleger Band, an där déi temoignéiert hunn, déi Personagen, déi do derbäi waren, dass si eeben och deemools opgewuess sinn an engem Heem. Dat war nach bei den Nonnen. Et war katastrofal. Duerno ware se am Gronn a se sinn an eng Situatioun komm, wou se dann eréischt richteg geléiert gi sinn, kriminell ze ginn. An et ass e bëssen dat. Ech schwätzen elo net allgemeng vun all de Kanner, déi an Heemer sinn, mee vun engem Deel vun de Kanner, déi effektiv dann op esou Plaze landen an a ganz schlecht Kontakter kommen. A sécherlech si mer do vläicht besser wéi fréier, awer nach laang, laang net wäit genuch!

Zum Schluss géif ech hei eng Motioun presentéieren a virschloen, wou mer am Fong fuerderen, dass déi Kannerheemer besser kontrolléiert ginn, dass do en Audit gemaach gëtt, fir ze kucken, wat do felt, wéi een et kéint besser maachen, jee, fir d'Situatioun eeben am Allgemengen ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest, datt

– a breedende Deeler vun der Bevëlkerung den Androck besteet, datt d'Kannerheemer hei am Land net op eng transparent Aart a Weis kontrolléiert ginn an datt et doduerch onkloer ass, ob d'Kanner do sécher an optimal versuergt sinn an ob des Aarichtungen de rechtleche Standarden a beschte Praktiken entsprechen,

ass sech bewosst, datt

– eng ugemosse Kontroll an oppe Kommunikatioun noutwendeg sinn, fir ze assuréieren, datt eventuell Mësstänn an de Kannerheemer erkannt a behewue kënne ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– en externen Audit zum Thema Kannerheemer unzefroen, dee sech mat Aspekter wéi Qualitéit vum Ennerdaach, Ernierung, medezinnesch Versuergung, psychosozial Ennerstëtzung, Erfëllung vun individuelle Bedierfnesser vun de Kanner, Matwierkung vun de Kanner bei der Gestaltung vun de Kannerheemer beschäftegt;

– eng objektiv Laangzäitstudie duerchféieren ze loossen, déi sech mat der Fro, wéi Mënschen, déi a Kannerheemer opgewuess si bzw. en Deel vun hirer Kandheet/Jugend do



verbruecht hunn, an hirem spéidere Liewen (Ausbildung, Beruff, Stot ...) zurechtkomm sinn, a mat der laangfristeger Effikassitéit vun de Strukture vun de Kannerheemer beschäftegt;

– iwwer d'Opportunitéit vun enger permanenter externer an onofhängeger Kontrollinstanz vun de Kannerheemer ze beroden.

(s.) Fred Keup.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Keup. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolléeginnen a Kolléegen, als Éischt merci och un déi Lénk dofir, dat awer wichteg Thema op den Ordre du jour gesat ze hunn. Et gëtt leider Situatiounen, an deenen e Kand aus senger Famill muss erausgeholl ginn an zu sengem eegene Schutz muss placéiert ginn. De Placement vu Kanner ass de leschten Auswee, fir Kanner aus engem fir si dann onsecheren Émfeld erauszuhuelen. Duerno gi se – an dat hunn d'Virriednerinnen an d'Virriedner gesot – entweder bei engem Familljemember, an enger Fleegefamill oder an engem Foyer ënnerbruecht.

Falls awer keng vun dësen Optionen zur Verfügung steet, da ginn d'Kanner zum Deel och emol op Plazen ënnerbruecht, déi dofir manner gutt géeeget sinn, zum Beispill d'Spidol. Et gëtt ongeféier 500 Fleegefamilljen zu Lëtzebuerg an 1.300 Kanner, déi placéiert musse ginn. An dat weist schon d'Diskrepanz: Lëtzebuerg huet international gesinn en immens héijen Taux u Kanner, déi an Institutioune placéiert ginn. Den UNO-Kannerrechtskomitee weist och ëmmer nees dorobber hin, datt éischtens dréngend muss nogebessert ginn, mee fundamental geännert huet sech trotzdem nach ëmmer näischt.

De Problem ass och, datt mer hei zu Lëtzebuerg vill ze wéineg Fleegefamilljen hunn. Ech mengen, ech hunn d'Zuele jo genannt. D'Ufuerderungen, fir eng Fleegefamill ze ginn, sinn net einfach, an e Kand bei sech doheem opzehuelen, ass eng schwéier Aufgab. Dës Kanner hunn dacks vill Misär erlieft. Se brauchen e séchert a stabilt Émfeld, wou se och déi fir si enorm wichteg Bindungserfarunge maache kënnen. Am Foyer sinn esou Bindungserfahrungen awer nun emol schwéier opgrond vu wiesselenden Educateuren am Schichtesystem an och zougedeelt Assistente kënnen keng richteg Bezugspersounen sinn, wéi dat an engem familiären Émfeld de Fall ass.

Déi wëssenschaftlech Recherche weist dann och, datt Kanner, déi an enger Fleegefamill opwuessen, duerno vill besser Chancen an Liewen hu wéi Kanner, déi an engem Foyer opwuessen. Dës Kanner ginn dacks verbalen opfälleg a kënnen da just nach am Foyer bleiwen. An dat ass u sech eppes, wat immens schued ass, well da si se net méi vermëttelbar an eng Fleegefamill.

Vill vun dëse Kanner landen dann herno leider och an där nächster Konsequenz zu Dräibuer bezüungswies am Prision. An dat därerf keng Fatalitéit sinn. Et därerf keng Fatalitéit sinn, an eng Fleegefamill ze kommen oder musse placéiert ze ginn. Hei muss verhënnert ginn, datt duerch e Placement u sech eng Karriär ageschloe gëtt, déi kee vun eis fir déi Kanner wëllt.

Dofir muss mer derfir suergen, datt et méi Fleegefamillje gëtt. Ech mengen, dat wär déi „einfachste“ Lösung – „einfach“ ënner Anführungszeichen, well esou einfach ass et net. Mir kënnen se och net aus dem Stee schloen. Dofir muss d'Politick hiren Deel bäidroen.

E Fleegekand opzehuelen, ass e grousst Engagement an dofir mäi ganz grouse Respekt fir déi Elteren, muss ee soen, déi sech dat zoutrauen. Elteren ze si

vun engem Kand, wat mat engem gewëssenen Historique kënt, ass nach eng kéier eng Hausnummer méi schwier. An dofir, mengen ech, sinn et net nëmmen déi Stonne Formatioun, mee och d'Betreiung an och den Encadrement vun engem Fleegekand, déi do ganz wichteg sinn. Dozou gehéiere Rendez-vous bei Psychiateren, Psychologen oder de Besuch bei de biologeschen Elteren. Ech mengen, et kann ee vill driwwer schwätzen, wat do alles derzougehéiert. Et ass nach eng kéier e bësse méi, wéi wann et leiblech Eltere sinn.

Dowéinst ass et dann a ville Fleegefamilljen och net verwonnerlech, datt eng Persoun entweder just nach Deelzäit oder vläicht ochguer net schafft. Fleegefamillje kréien dann dofir eng Entschiedegung. Dat ass och op den éischte Bléck richteg. Et ass awer och en neit Gesetz ënnerwee, dat verschidden Ännerunge bréngen soll.

Op där enger Säit begrësse mer, wat an deem neie Gesetz virgeschloe gëtt: D'Autorité parentale soll bei den Eltere bleiwen – wou ech awer e bësse Bedenken hunn a wou ech wëll, datt mer awer derfir suergen, datt déi Autorité parentale herno net ka mëssbräuchlech verwennt ginn, fir Fleegefamilljen d'Liewe schwéier ze maachen, zum Beispill wann et konfliktuell ass, an et och onmëglech maachen, fir zum Beispill géint den Interêt vun de Kanner ze schaffen. Ech mengen, do gëtt et wierklech eng Baustell, fir och dat richteg Gewicht ze fannen.

An da solle Fleegeelteren d'Recht op zéng Deeg Congé kréien, fir en neit Fleegekand opzehuelen.

(Brouhaha provenant de l'extérieur)

Och wann ech d'Analogie verstinn zwëschent dem Pappécongé an dem Congé bei der Adoptioun, ass et awer e bësse wéineg, wann ee bedenkt, datt dës Kanner Zäit brauchen, fir sech emol anzegewinnen. Do schwätze mer jo dann awer heiands och vu méi abrupte Situatiounen, wou och d'Agewinnungsphas e bësse méi laang ka brauche wéi vläicht bei enger Agewinnungsphas, déi plangbar war.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift d'Fenster zoumaachen!

M. Sven Clement (Piraten) | Also, Här President, ech mengen net, datt dat doten d'Fenster war.

(Hilarité)

Bon, ech kommen zum Schluss. Et ass och längst iwwerfälleg, datt verschidden Informatiounen gesammelt ginn, zum Beispill doriwuer, wéi laang e Placement an der Moyenne dauert. Mir haten dozou eng Question parlementaire gestallt an d'Antwort war: „Dozou gëtt et keng Donnéeën.“ Wann een natierlech keng Donnéeën huet, dann ass et schwéier, evidenzbaséiert Politick ze maachen. An a wéi ville Fäll e Retour an d'Hierkonftsfamill fonctionéiert, ass och net bekannt. Och dat wier wichteg, fir ze evaluéieren, wéi effikass eise System haut ass. Wa mer de System also laangfristeg wëlle verbesseren, da brauche mer dës Informatiounen. Mir hunn also nach e laange Wee virun eis, well wa mer am Moment nach am Niwwel fueren, da sollte mer zumindest derfir kämpfen, datt mer besser Scheinwerfer kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizminstesch Sam Tanson.

Prises de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, e schéine gudde Mëtten. Fir d'éischt emol merci, Madamm Oberweis, dass Der dësen extreem wichtege

Sujet de Mëtten hei an d'Plenièr bruecht hutt. Dir wësst, dass et eng vun eise Prioritéiten als Regierung ass, dass mer de Schutz vun de Kanner stärken a grad eeben och déi Vulnerabelst vun de Kanner. A wéi eng Kanner si méi vulnerabel wéi déi, déi doheem net méi sécher sinn oder wou doheem Gewalt ass, wou kee sech ka këmmen, oder wou – nach méi schlëmm – Ugrëffer, wéi sexuell Ugrëffer zum Beispill, op d'Kanner geschéien?

A mir mussen alles drusetzen als Gesellschaft, dass mer déi Kanner, déi wierklech an esou schlëmm Situation sinn, uerdentlech kënnen begleeden. Dat si mer eis als Gesellschaft schëlleg, well et ass dorunner, wéi mer mat sou Kanner ëmginn, wou een och gesäit, wéi staark mer als Gesellschaft sinn. Et geet och ëm de sozialen Zesammenhalt an eiser Gesellschaft. An et geet einfach och drëm, dass mer op d'Zukunft setzen an op d'Kanner, déi dann déi Erwuesse vu muer sinn. Mir hunn allegueren näischt ze gewinnen, wa mer hei net alles drusetzen, fir deene Kanner en uerdentleche Kader ze bidden.

Et sinn extreem vill Acteuren, déi an deem Beräich tätig sinn. Dat fänkt natierlech u bei den Enseignant- en, den Educateuren, déi am Kontakt si mat de Kanner an déi esou Saachen iwwerhaupt emol mellen, wann eppes opfällt, bis hin natierlech zu de Gerichtsinstanzen, dem Parquet, de Riichterinnen, déi hei intervenéieren, an déi dann natierlech herno sief et d'Elteren, d'Familljen, begleeden, wann d'Mesüre gesprach ginn, oder eeben d'Institutiounen an d'Fleegeelteren, déi d'Kanner en charge huelen.

An ech weess, dass et ënnerschiddlech Meenunge gëtt, wat dee beschte Wee ass, fir d'Kanner ze begleeden. Mee eppes ass awer evident: Ech sinn nach kengem Professionelle begéint, fir deen net den Interêt vum Kand un alleréischer Stell stoung an deen net probéiert huet, aus dem Interêt vum Kand eraus seng Decisiounen ze huelen.

Dir wësst och, dass mer Texter um Instanzewege hunn, wou villem vun deem Rechnung gedroe gëtt, wat Der haut gesot hutt, wou mer probéieren, Deeler vum Schutz méi aus dem Judiciairen erauszuhuelen, well mer och der Meenung sinn, dass dat eigentlech den Acteuren zegutt ka kommen, wou mer méi Rechter fir all déi Bedeelegt aféieren, och y inclus d'Elteren, déi concernéiert sinn, wou gesot gëtt, dass se net méi kënnen hir Kanner am Alldag betreiwen, wou mer awer och eis nei Moyene wëlle ginn, fir dat besser opzeschaffen, wéi eng Konsequenzen Placementer, Verurteilungen, vis-à-vis vun Kanner hunn, dass mer wëlle mat der Uni enk hei zesummeschaffen, fir och bessert Zulematerial ze hunn an och fir besser kënnen dat Ganze zu sui- véieren.

Ech gi vläicht nach op e puer Saachen an, déi Der gesot hutt oder déi generell och wichteg sinn. Meng Kompetenz au-delà vun den Texter ass hei natierlech limitéiert, well et sinn, wéi Der jo och richteg gesot hutt, d'Justizautoritéiten, déi hei d'Decisiounen huelen, a si decidéiere souverän, wéi bei all hiren Decisiounen, an natierlech kucke se de gesamte Kontext vun dem Kand – A wéi engem Émfeld befénnt et sech? Wat ass wierklech déi perséinlech, déi sozial, déi familiär Situatioun vum Kand? –, ëmmer begleet a geleet vum Interêt supérieur, soudass dat haut och schonn e Leitmotiv ass an deene Situatiounen.

An da musst Der Iech awer och déi Verantwortung virstellen, déi do bei den Autoritéite läit – well, jo, mir kënnen iwwer eis Placemementszuelen diskutéieren, a wann ee se kuckt, si se heiands do eent Joer e bësse méi héich, dat anert Joer si se e bësse méi niddreg, mee si ginn u sech elo net dramatesch an d'Luucht –, dass e Richter sech ëmmer muss froen: Wéi enger

Gefor ass e Kand elo ausgesat? Wat sinn d'Konsequenze fir dat Kand, wann ech net déi aschneidenst Moosnam huelen, also e Placement schwätzen? An dat ass schonn eng extrem Responsabilitéit, déi de Riichter do huet, wann en déi Decisioun muss treffen. An ech sinn iwwerzeegt, dass keen ee Riichter sech dat einfach mécht an aus Facilitéitsgrënn elo géif e Placement schwätzen.

Dat selwecht ass och bei den ... Dir hutt Situatiounen ugeschwat, do war schonn en long et en large zesummen och mat der Gesondheitsministesch geëntwert ginn op déi Fro vun de Placementer an de Spideeler. Déi Informatiounen, déi mir hunn, déi mir natierlech kréien, dat sinn effektiv awer déi, dass d'Kanner net placéiert ginn, wann net e medezinnesche Besoin entsteet oder besteet, es sei denn bei der Gebuert, wou et ka virkommen, dass e Kand da méi laang nach muss an der Maternité bliwen, wat dann net aus reng medezinneschen Ursachen ass.

Dann ass et och esou, dass natierlech de Placement eng Mesure de dernier ressort ass, dat heescht, et gëtt fir d'éischt gekuckt, wéi eng aner Assistenzen – an do gëtt et jo eng Multitude dovunner – nach kënnen gesprach ginn, eng Assistance éducative, déi der Famill ka mat op de Wee gi ginn. An d'Zuele vun deene Mesuren, déi do gesprach ginn, sinn och vill méi héich wéi d'Placementer, soudass wierklech ëmmer probéiert gëtt, d'Ausnamesituatiounen op de Placement ze setzen. D'Placementer ginn och ëmmer provisoiresch gesprach a se ginn och ëmmer erëm vun de Riichter evaluéiert, och fir ze kucken: Ass dat Placement nach adequat? A wann en net méi néideg ass, da gëtt en och opgehewen.

Och kënnen d'Jugendriichter natierlech Congésmesuren accordéieren, fir dem placéierte Kand seng Reintegratioun progressiv nees ze erméiglechen. D'Situatioun ass och d'selwecht bei de provisoiresche Placementer, de Mesures de garde provisoire, bei deenen d'Jugendriichter dann oppassen, dass déi net méi wéi e Joer daueren an dass amplaz eng aner Mesur geschwat gëtt, wéi dann en definitiv Placement oder de Maintien vum Kand a senger Famill, soudass ech absolutt déi Suergen, déi do sinn, verstinn. Op de Volet vun den Institutionne wäert de Claude Meisch nach méi agoen.

Ech gesinn och wierklech d'Wichtigkeet vun der Roll vum OKaJu an dese Prozeduren oder iwwerhaapt, wat d'Rechter vum Kand ubelaangt. Dir wësst awer, dass et d'Chamber ass, déi doriwwer decidéiert, wéi eng Rechter a Flichten den OKaJu kritt. Dat ass Är Kompetenz. An ech mengen schonn, dass et derwäert wär, sech mat him och nach eng Kéier ausernaneresetzen, fir ze kucken, wou nach Nobesserungsbedarf besteet. Mee, wéi gesot, dat wär eng Aufgab, déi der Chamber géif ënnerleien, wou elo net d'Regierung géif eng Propos kënnen an deem Sënn maachen.

Voilà, merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt den Här Minister fir Educatioun, Jugend a Kanner, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och e Merci un d'Nathalie Oberweis, awer och un all déi Intervenanten hei, déi sech mat engem ganz komplexen a sécherlech och sensibelen Sujet ausernanergesat hunn. Mee ëmmer, wann et komplex a sensibel ass, denken ech, ass et besonnesch wichteg, doriwwer ze schwätzen an nozedenken. An ech denken, dass mer eis hei a villem eens sinn, dass mer solle kucken, esou wäit et geet,

Placementer, déi iwwert d'Gericht ginn, ze evitéieren, dass mer solle preventiv schaffen, dass mer d'Famillje solle stäerken, fir dass se hirer Aufgab als Famill kënnen gerecht ginn, an e Kader bidden, wou Kanner a Jonker gutt a gesond kënnen opwuessen.

Duerfir ass et jo och esou, dass am Laf vun deene leschten zéng Joer – an ech mengen, dat ass och d'Suite vum Gesetz vum 2008 mat der Schafung vum ONE – déi ambulant Interventiounen an de Familljen dach däitlech eropgaange sinn. Zum Beispill huet sech déi ambulant Familljenhëllef méi wéi verduebelt am Laf vun de leschten zéng Joer, well ganz kloer och probéiert gëtt, Familljen ze stäerken, fir doduerjer och méi Placementer herno kënnen ze evitéieren.

Jo, et ass esou, dass mer eigentlech déi europäesch Situatioun, déi do an der Moyenne besteet, zu Lëtzebuerg inverséiert hunn. An Europa hu mer ongeféier esou vill Kanner a Fleegefamillje wéi mir der a Foyeren hunn. An hei ass et eben ëmgedréint: Momentan komme mer do op 43 % an de Fleegefamilljen a 57 % an de Foyeren. An ech deelen déi Reflexiounen, déi hei gemaach goufen, fir ze soen: De Kader an enger Famill, an enger Fleegefamill, ass awer warscheinlech nach e Stéck wäit besser fir Kanner a Jonker – ech géif emol soen, fir vill Kanner a Jonker, well et ass ëmmer ganz schwéier, do ze verallgemengeren, an et kann och ëmmer eng Exceptioun ginn an enger Famill – wéi an engem Foyer, woubäi ech awer och muss soen, dass d'Foyeren all Ustrengunge maachen, fir e gudden Kader ze bidden, dat dacks a schwierege Konditiounen.

Mir wëssen, dass dat e Secteur ass, wou vill Personalwiessel sinn, déi ee sech net géif wënschen am Interesse vun de Kanner. Mir wëssen, dass et sécherlech och esou ass, dass een do heiansdo mat Infrastrukturen ze dinn huet, déi och net onbedéngt den optimalen Encadrement bidden, wou et also net nënnen drëms geet, dass mer hei vun der politescher Säit hier kucken, wéi vill Plaze mer hunn, mer awer och nach eng Kéier musse kucken: A wat fir engem Zoustand sinn déi Plazen? Wéi vill Jonker, Kanner sinn zum Beispill do beieneen an engem Grupp? Wat ass de Profil vun deene Kanner? Wat léisst sech do dann och gutt geréieren an och vertriebbar geréieren? Alles dat, denken ech, si Froen, déi awer do musse mat gekuckt an diskutéiert ginn.

Jo, wa mer gäre méi Placementer a Fleegefamilljen hätten, dann ass et wichteg, dass mer dat maachen, wat mer jo am Gesetzesprojet iwwert d'Reform vum Jugendschutz um Instanzewe hunn, fir e kloere Statutt och ze schafe fir d'Fleegefamilljen, e Statutt eng Kéier vun engem Benevoll, awer och eng Kéier vun engem Independant, dass mer och kloer strukturéieren, wat d'Finanzéierung ass, wat d'Rentenspréich sinn, den Impakt dovunner, e Fleegekand opzehuelen. Mir hunn och do an deem Gesetzesprojet eng intensivpedagogesch Fleegefamill definéiert.

Et ass och virdu scho gesot ginn, dass och e Congé d'accueil vun zéng Deeg, gläichgestallt eeben och mat anere Familljen, an deem Gesetz virgesinn ass, dass och eng Maison d'accueil soll geschafe ginn, déi hei eeben och virun allem soll informéieren, sensibiliséieren an awer och kucken, de Recrutement ze stäerke vun zukünftege Fleegefamilljen.

Elo d'Fro, wéini een eng Campagne mécht: Ech mengen, déi muss gemaach ginn, dat ass wouer. Ech denken, et wär awer méi gläufwiderdeg, wa mer se maachen, wa mer d'Garantie hunn, dass dee Kader, deen ech elo hei kuerz ëmraus hunn, och a Kraaft ass an een da mat deenen Donnéeën, mat deenen Eckdaten, mat deene Konditiounen bei d'Famillje géif goen a soen: „Zu deene Konditiounen kënnt Dir Fleegefamill ginn“, wéi wa mer elo géife soen: „Do steet

nach ëmmer e grousst Fragezeichen drop“, a mer eigentlech net schonn dat kënnen virewechhuelen, wat hoffentlech an deem zukünftege Gesetz steet. Et ass jo nach ëmmer nënnen e Gesetzesprojet. Dofir wëll ech hei soen: Jo, déi Campagne ass geplangt. Ech wëll och soen: Mir haten der jo och scho gemaach virun enger Rei vu Joren. Et ass also net, wéi wa mer do inaktiv bliwwen wären.

Elo ass et awer vläicht och bëssen optimistesches ze hoffen, dass mer duerch eng Campagne an och duerch dat neit Gesetz vum Jugendschutz d'Ziel vun de Fleegefamilljen dramatesch kéinten erhéijen, well mir wëssen op där anerer Säit, dass et awer och Konditiounen gëtt. Mir wëssen awer och, dass et sécherlech eng ganz schwiereg an delikat Aufgab ass, där sech déi Familljen do unhuelen. Mir hunn, mengen ech, alleguerte grouse Respekt virun deene Familljen, déi sech op deen dote Wee beginn a sech do engagéieren, fir engem anere Mënsch fir eng Etapp vu sengem Liewen dee Kader kënnen ze bidden, deen en eigentlech grad dee Moment brauch, fir seng gutt Entwécklung kënnen ze assuréieren.

Duerfir hu mer awer och ... oder den ONE huet virun zwee Joer d'Konzept vun engem „Petit centre d'accueil“ definéiert, wou mer e méi familiäre Kader kënnen och garantéieren, well do e Maximum vu véier Kanner dann och an engem klengen Zenter soll kënnen betreit ginn an doduerjer, denken ech awer och, méi eng familljenno Struktur geschafe gëtt an e Fonctionnement geschafe gëtt, deen deem an der Famill schonn e Stéck wäit méi no kënnt. Nee, et ass net identesch, dat ass kloer, wéi d'Famill. Et ass e professionnelle Setting. Et komme Leit dohinner schaffen, déi schaffen hir Schichten an da kënnt och schonn erëm deen nächsten. Et ass net wéi an enger Famill, mee et ass awer e klengen Foyer, fir dass Kanner, wou dat indiquéiert ass, dass se sech vläicht besser do erëm-fannen, dann och dohinner orientéiert kënnen ginn.

Ech wëll hei awer nach eng Kéier eppes och soen. Et ass mer hei e bësse schnell gesot gi vun engem oder zwee Virriedner, esou: „Wann ech am Foyer war, da kommen ech op Dräibuer, a wann ech zu Dräibuer war, da kommen ech an de Prisong.“ Also, dat ass et sécher, sécher net! Wann een do emol eng Kéier och déi Parcours kucke geet, lant sécher net jiddereen am Prisong, deen zu Dräibuer war, an et kënnt och net jiddereen, deen an engem Foyer war, eng Kéier op Dräibuer. Esou ass et net. Dat ass éischer d'Ausnam. Et gëtt där Parcoursen sécherlech. Et gëtt och anerer, wou een an de Prisong ka kommen, deen net do war. Mee awer deen Automatissem hei quasi esou ze beschreiwen, dass, wann ech eng Kéier am Foyer war, dann herno dat dote quasi inevitabel wär, dat fannen ech awer net besonnesch responsabel, well domadder stempelen mer awer vläicht och deen een oder deen anerer of, an dat vereinfacht de Liewensparcours sécherlech net, e Liewensparcours, deen, wann een an där doter Situatioun ass als Kand oder als Jonken, jo schonn emol net besonnesch einfach ass!

Vläicht e Wuert zu den Infrastrukturen: Ech mengen, an de leschte Woche war ech bei zwee Kollegen hei am Haus, déi da mat hirer Kap als Buergermeeschter oder Gemengerot eng Struktur ageweit hunn: eng Kéier beim Aly Kaes an der Gemeng. Wéi en dann nach Buergermeeschter war, hu mer e Foyer ageweit. Ech war d'lescht Woch mam Gilles Baum zesumme bei him an der Gemeng, wou mer och do e Foyer ageweit hunn. Also, ech denken, dass mer do alleguerten Efforte maachen, fir dass mer op där enger Säit déi Strukturen, déi mer hunn, déi net méi ëmmer adequat sinn, schrëttweis renovéiert kréien, mee fir awer och nei Strukturen ze schafen a se dann awer och esou ze schafen, dass sech eeben och eng zäitgeméiss

Gestioun vun deene Foyere maache léisst an doduerjer och d'Zuel vun de Kanner an engem Grupp oder de Jonken an engem Grupp ka reduzéiert ginn. Mir setzen do op méi kleng Strukturen, mir setzen och op dezentral Strukturen a mir setzen och op diversifizéiert pedagogesch Approchen an de Foyeren, fir datt mer och eng gutt Äntwert fir déi ënnerschiddlech Cas-de-figure kënnen formuléieren.

Ee Wuert nach vläicht zur Qualitéit an der stationärer Betreuing, am stationäre Placement, an de Foyeren: Dat ass eppes, wat mer um Härzer läit, dat ass wouer. Duerfir hu mer virun een, zwee Joer och e Qualitétskader geschaf, dee mat deem ganze Secteur zesummen ausgeschafft ginn ass. Dee ganze Secteur war och Demandeur, fir dee Kader ze kréien, an huet och dorunner matgeschafft, an natierlech muss mer deen och esou ëmsetzen, datt et eng Begleedung gëtt fir de Secteur, fir datt mer deem d'Méiglechkeete ginn, sech och kënnen ze konforméieren zu deenen Ufuerderungen an deem Qualitétskader, an op där anerer Säit awer natierlech och emol Kontrolle maachen an dann och aschreiden, wa mer mierken, datt et net esou ass.

Ech denken awer, datt mer hei an engem Secteur sinn, wou déi allermeescht Intervenanten, och déi allermeescht Träger, déi do sinn, sech hirer Responsabilitéit bewosst sinn, och wëssen, datt e Kannerheem am Joer 2023 an duerno vläicht net méi dat ass wéi e Kannerheem, wéi mir Kand waren oder wéi ee vläicht emol nach an der Literatur oder an e puer Filmer gesäit, datt dat eppes ganz aneres ze sinn huet. An dat ass den Usproch, dee mer un eis alleguerete solle riichten, an dee solle mer och ënnerstëtzen, an dat maachen och an ee denken, datt ganz vill anerer et och nach maachen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Educationminister Claude Meisch. Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech géif gären eng Kéier nohaken op een, zwee Punkten, och eng Fro nostellen, wann ech d'äerf. Dat Éischt war zum Ombudsman. Effektiv wäert ech do kënnen eventuell de Mëtten nach eng Resolutioun erareeche, wann dat dee richtege Wee ass. Ech mengen, dat wär dann dee richtege Wee.

Zu den Donnéeën: Ech hat eng Rei Donnéeën gefrot. Vläch kann een déi iergendwann eng Kéier noreeche, eeben Donnéeën, Placementer mat der Aarmut. Voilà, déi Fro vun de Wunnenge muss ee kucken. Mir kënnen an der Kommissioun eventuell eng Kéier doriwuer schwätzen. Voilà, dat ass eng Fro, ob een do kann Donnéeën, méi preziser, kréien.

Ech géif och just gäre reagéieren op dat, wat d'Madamm Ministesch gesot huet, wéi een dat maache soll, et géif verschidde Meenunge ginn, wat de richtege Modell wier. Ech mengen, ech géif awer gären nach eng Kéier widderhuelen, wat ech gesot hunn, dass mer wierklech Referenzen hu vun der UNO, vum Kannerrechtskomitee, déi kloer soen: „Et ass ee Modell besser wéi deen anere fir d'Kand, fir den Intérêt supérieur vum Kand.“ Voilà, ech mengen, et ass ëmmer eng Saach ze soen: „Et gëtt verschidde Meenungen.“ Jo, mee et gëtt awer eng Evidenz vun den Experte vun de Kannerrechter, déi soen: „Ee Modell, an zwar dee vun der Famille d'accueil, ass besser fir den Intérêt supérieur.“ Voilà, well Dir ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Bon, ech hat Iech esou verstanen: „Et gëtt verschidde Meenungen.“ Mee ech géif dat awer gären nach eng Kéier ... Voilà, dat wär e bëssen dat, wat ech wollt

soen. Ech hunn elo keng kloer Volontéit eraushéieren, dee Modell vun de Famille-d'accueilen ze pushe par rapport zu den Institutionen. Voilà, obwuel mer d'Evidenz hunn, ass et mer elo net esou kloer eriwuerkomm, dass d'Regierung dat wierklech wéilt pushe par rapport zu den Institutionen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An ech ginn d'Wuert zrëck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, also zu den Zuelen, do géif ech proposéieren ... Et läit jo och eng Motioun vir. Ech weess net, wéi d'Chamber elo dermat wéll ëmgoen, mee mir si gär bereet, nach méi am Detail nach eng Kéier an enger Kommissioun dozou Stellung ze huelen. Ech weess elo net, awéifern do en Detail – dat muss mer vläch zesumme kucken – opgeschafft ka ginn tëschent Aarmut a Placementer, mee bon, mir probéieren dann, alles zesummesesichen, wat mer fannen.

Dat, wat Dir gesot hutt ... Also dat, wat ech gesot hunn, wat Dir herno nach eng Kéier opgeworf hutt, dat huet sech net op déi Fro vun de Familles d'accueil bezunn, well dat ass guer net mäin Domän, dat ass dem Claude Meisch säin Domän. Dat war einfach par rapport zu de Reformen, déi um Wee sinn. Do wësse mer, dass et ënnerschiddlech Meenunge gëtt an dass et ënnerschiddlech Weeër gëtt, fir déi Reformen unzuegoen. Do geet et net eleng ëm déi Spezifizitéit: Famille d'accueil oder net? Do fänkt et u mat: Trenne mer de Jugendschutz vum Stofrecht? An et hält op mat: Wéi eng Procédure pénale gesi mer vir? Wéi eng Strofe gesi mer vir? Dat ass par rapport zu deem ganze Pak, wou ech déi Remark gemaach hunn.

Dat anert, ech mengen, de Claude Meisch geet bestëmmt gär nach eng Kéier drop an, mee ech hunn hien awer explizitt soen héieren, dass d'Famille d'accueil natierlech dee Wee wier, dee fir jiddwieren dee beschte wär – an dat hu vill Leit heibannen och gesot.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Tanson. An dann nach den Här Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech si frou, datt op d'mannst d'Sam Tanson mech richtig verstanen huet an deem Punkt. Jo, ech denken, datt d'Famille d'accueil fir déi grouss Majoritéit vun de Kanner a vun deene Jonken am Fall vun engem Placement déi besser Solutioun duerstellt. Ech hu gesot, datt ech dat vläch net fir 100 % vun de betraffene Fäll esou géif soen, well all Fall awer aneschtens ass. An do kann ee sech dach awer scho Fäll virstellen, wou ee seet, do ass eng Famill awer och vläch emol iwwerfuert dermat, an dann ass et och net méi gutt fir dat betraffend Kand.

An ech hu gesot, datt mer grad aus där doter Erkenntnis eraus all déi Ännerunge virhuelen an der Reform vum Jugendschutz, de klore Statutt, déi finanziell Konditiounen an esou weider fir d'Fleegefamiljen, an datt, wann dat Gesetz gestëmmt ass, mer och elo scho plangen, eng Campagne ze lancéieren, datt ech awer just denken, datt et utile ass, well déi Konditiounen änneren, fir Fleegefamill ze ginn, datt een dat ofwaart, fir do och d'Garantie ze hunn an datt ee weess, iwwert wat een d'Campagne mécht, soss mécht een déi Campagne iwwer eng eventuell Gesetzesännerung an dat seet de Leit awer finalement näischt. Et ass och eng Liewensdecisioun fir eng Famill, Fleegefamill ze ginn, an ech denken, do mussen a sollen d'Konditiounen och kloer sinn.

Duerfir ass et fir mech logesch, datt mer déi Campagne dann dee Moment maachen, wann d'Gesetz gestëmmt

ass. Mee jo, mir sollen all Effort maachen, fir méi Fleegefamiljen ze kréien. Mir sollen eis awer net – an dat hunn ech och gesot – der Illusioun hignn, datt mer domadder herno de Gros vun de Kanner an de Jonken ofdecken, déi placéiert ginn. An duerfir muss mer weiderhin och kucken, datt mer genuch Plazen ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | ... am stationäre Beräich hunn an och ...

Dat war jo net fir mech, Här President?

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Nee, nee.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Nee? Ok.

... datt mer genuch Plazen am stationäre Beräich hunn ...

M. Fernand Etgen, Président | Et war vläch fir jiddereen, awer just fir Iech net, well Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech packe mech awer elo gläich.

... an awer och kucken, datt mer do d'Qualitéit weider verbessere vun de Kanner- a Jugendheemer.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Meisch.

Motions

Dëse Punkt kënnen mer net ofschléissen, ouni iwwert déi zwou Motiounen ze befannen.

Motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1. Madamm Bernard, wannechgelift.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Bon, ech mengen, iwwert dee leschten Turet hu mer jo schon e bëssen esou ..., hu mer dat schon e bëssen ugedeit. Dat ass effektiv an der Kompetenz vun der Chamber, fir do mam Här Ombudsman iwwer seng Missiounen ze schwätzen. Mir haten net méi spéit wéi leschte Freideg schon e ganz interessant Echange mat him am Bureau, an ech mengen, dass och do den Dialog vu béide Säite weiderhi soll ganz héichgehal ginn. Bon, dësen Turet misst een dann eraushuelen.

Mir géifen derfir plädéieren, dass een awer vill interessant Punkten, déi an Ärer Motioun opgewise ginn, eng Kéier méi an der Déift an enger jointe Kommissioun tëscht der Justice an der Education géif diskutéieren, eebe wéi d'Madamm Minister dat och sot, fir datt mer déi Zuele kënnen hunn, fir datt mer faktesbaséiert hei kënnen eng gutt Diskussioun weiderféieren, wéi mer se haut och schon ugefaangen hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. Da géif ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun zrëckginn.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci. Jo, voilà, ech kann domadder liewen. Dat ass ëmmer esou eng Saach, wann eng Motioun an eng Kommissioun geet. Et weess een ni esou richtig, wéini dat dann de Fall ass, dass mer driwwer schwätzen. Mee dat ass awer ganz ok. Ech weess, ech hu relativ vill verschidde Saachen dragesat, dat weess ech. Duerfir, voilà, ech wäert dee Punkt vum Ombudsman eraushuelen, eng Resolutioun maachen. A fir de Rescht kënnen mer gären an der Kommissioun ..., an der Hoffnung, dass dat dann nach wäert sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dat esou decidéiert.

(La motion 1 de Mme Nathalie Oberweis est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2 vum Här Fred Keup. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Et ass, jo, eng typesch ADR-Motioun.

(Hilarité)

Et gëtt festgestallt, dass a breeden Deeler vun der Bevëlkerung den Androck entsteet, dass d'Kannerheemer hei am Land net op eng transparent Aart a Weis kontrolléiert ginn an dass et doduerch onkloer ass, ob d'Kanner do sécher an optimal versuergt ginn an ob dës Arichtungen de rechtleche Standarden an de beschte Praktiken entsprechen.

Ech muss Iech soen, Här President, Dir wësst dat, Dir wësst dat alleguer: Ech war laang Schoulmeeschter an enger Gemeng, bal 20 Joer. Mir haten direkt bei der Schoul e Kannerhaus, do waren eng Dose Kanner. An ech kann Iech soen, déi sinn all Dag an d'Schoul komm mat hirem Personal, an déi hunn dat mat ganz vill Engagement a ganz vill Häerzblutt gemaach. Dir wësst, dass ech aus enger Gemeng kommen, wou och e Kannerhaus ass, an och déi Leit hunn en enke Kontakt mat der Gemeng. Ech fannen, dass dat heite wierklech Ënnerstellung sinn, an ech géif menger Fraktioun virschloen, déi Motioun hei net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann dem Här Baum nëmme Merci soe fir déi ganz pertinent Analys. Ech di mech ganz schwéier ... Ech hunn a menger Ried virdu gesot, mir brauche méi Zuelen, mir brauche méi Statistiken, méi Informatiounen, fir kënnen duerch den Niwwel duerchzeblécken. Dat heescht awer net, datt mer hei sollen den Androck erschein loossen, datt et komplett schlecht geréiert wär.

Ganz am Contraire: Ech mengen, datt all déi Leit, déi involvéiert sinn, all Dag hiert Bescht ginn. An da muss ee just d'Fro stellen: Hu se déi néideg Moyenen? Hu se déi néideg Ressourcen, fir mat deem Beschten dann och dat Bescht ze erreechen? Dat geet awer net doriwwer, andeem ee jiddwerengem emol direkt ënnerstellt, e géif eng schlecht Aarbecht maachen an e géif dat intransparent hannert zouenen Diere maachen! A virun allem sollt een domadder net iergend-eppes befeieren, wou een herno dann d'Fro stellt, ob mer nach de rechtleche Standarden entsprechen, well wann dat net de Fall wär, dann géif dat jo explizit heeschen, datt mer hei an der Illegalitéit wären. An ech mengen, dat wär awer e ganz staarke Virwurf, deen ech hei net ka matstëmmen, datt mir dat géife feststellen. A vu datt et esou formuléiert ass, datt d'Chamber feststellt, datt et Illegalitéit géif

ginn, ouni datt an där ganzer Motioun oder an der Ried iergendeng vun deene soupçonéierten Illegalitéiten opgeworf gëtt, kann ech déi Motioun hei net matstëmmen, well et ass wierklech bëllest Stammineespolitick!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Max Hengel.

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Ech ka mech a groussen Deeler och deem uschléissen, wat mäi Virriedner gesot huet. Ech mengen, d'Personal an de Strukturen, dat mécht eng ganz gutt Aarbecht an et soll een dat net iergendwéi ënner Generalverdacht stellen. Duerfir wäerte mir dës Motioun och net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hengel. An elo geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ech schléisse mech och deem un. Also, den Toun gefält eis och net. Voilà, d'ADR huet mir schon eng Kéier virgeheit, mir géifen och e Generalverdacht maachen. Voilà, deen hei Toun, dat ass awer e bësselchen dat. Ech kann dat esou net feststellen, dofir kënne mir dat och esou net ënnerstëtzen, och wann ech d'Iddi vum Audit net onbedéngt schlecht fannen. Mee voilà, den Toun gefält eis awer och net wierklech. Also, mir kënnen dat och esou net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert zrëck un den Auteur, den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll just eng Kéier soen: Et kann een et dann och esou maachen, wéi eng ganz Partie vun deene Leit, déi elo geschwat hunn, et maachen: Et kann ee viru Problemer einfach d'Aen zoumaachen, ...

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | ... da verschwanne se vläicht. Wann dat Är Taktik ass als DP, dass mer esou duerch d'Land fueren an an d'Zukunft kommen ...

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Bréngt emol Beweiser fir Är Theorien!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fred Keup (ADR) | Wann dat ... Wann dat Äre Choix ass, fir, wann een hei eppes seet, dann unzefänken, do ze grommelen, mäi Gott, dann ass et eeben esou. Ech mengen, mir wëllen hei op e Problem opmierksam maachen, wëllen dee léisen. Mir soen och net, dass iergendwéi hei ee seng Aarbecht schlecht mécht. Ech hunn dat selwer gesot, dass mer ...

(Brouhaha)

Une voix | Dat steet awer hei an Ärer Motioun!

M. Fred Keup (ADR) | ... vun Educateuren ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift! Ech verstinn, datt et ze waarm ass dobaussen, mee ech hunn awer léiwer, et ass heibannen e bësse méi kill.

M. Fred Keup (ADR) | Et ass heibannen zwar och zimmlech waarm, Här President, muss ech soen. Mee ech wëll awer och soen, dass een och d'Saache muss dann awer esou widderhuelen, wéi se gesot gi sinn. Dat hei bedeit guer net, dass mer e Generalverdacht maachen op déi Leit, déi do schaffen. Ech hu selwer gesot, dass ech vill mat deene Leit geschwat hunn, déi um Terrain sinn, déi selwer soen, se wiere mat ville Situatiounen iwwerfuert. Also, dat hei dat kënnt jo net komplett aus der Loft!

An ech mengen, et wier awer eng Aufgab, déi mer missten dem Staat ginn, fir dat dote besser ze kontrolléieren am grouse Ganzen, och eebe grad well vläicht d'Leit falsch Virstellungen hunn. Da géif dat jo erauskommen an da wier vläicht wierklech alles gutt. Mee wa mer d'Aen zoumaachen a Kontrollen net wëllen hunn, jo ben, da kënne mer duerno soen, alles wier gutt, mee et ass net de Fall!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup.

Une voix | Gitt emol kucken!

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass bei 3 Jo-Stëmmen, 54 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiuonen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

6. 8183 – Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) ;

2° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ;

3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

5° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8183 iwwert d'Verbesserung an d'Modernisierung vun der Lëtzebuerger Toolbox am Bereich vun den Investitionsfonds. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeloet.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, mam Gesetzesprojet 8183, deen ech Iech dann elo presentéieren, ginn eng Rei Ännerunge virgeholl, fir d'Legislatioun betreffend eis Fongenindustrie ze moderniséieren an unzepassen. D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, wéi Dir selwer sot, Här President, eis Lëtzebuenger „Toolbox“, also eis Lëtzebuenger Geschierkëscht, fir d'Fongenindustrie ze verbesseren an nei opzestellen, fir esou d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun der Finanzindustrie ze stärken. Als Begrënnung fir dës Ännerungen hunn d'Auteure vum Gesetzesprojet d'Wichtigkeet vun der Fongenindustrie ënnerstrach, dat verglach mam Recht vun eiser nationaler Wirtschaft.

Fir unzefänken an de Kader ze setzen, wëll ech nach eemol drun erënnere, dass Lëtzebuerg eng grundleeënd Roll gespilt huet, wat d'Internationaliséierung vun der Fongenindustrie ugeet. Haut ass eis Land, eis Finanzplaz, den europäeschen Zentrum fir alternativ Fongen. Konkreet zielt Lëtzebuerg méi wéi 300 Gestionnaire vum Investitiounsfong souwéi 20.000 direkt Aarbechtsplazen.

D'Fongenindustrie befënnt sech zanter Joer an Dag an engem bestännegen Wandel. Och déi aner Fongenzentren entwéckele sech permanent. Dowéinst, soen d'Auteure vum Projet, muss de Grand-Duché seng Gesetzgebung upassen, fir weiderhi kompetitiv ze bleiwen.

Et dierf een och net vergiessen, dass d'Fongen eng wichteg Roll spillen, wann et ëm d'Finanzéierungsbedürfnisser vun der Europäescher Unioun geet. Et geet hei ëm d'Finanzéierung a Richtung vun enger méi nohalteger a widerstandsfäeger, also resilienter Wirtschaft; dat, grad wann een och bedenkt, dass déi europäesch Bevëlkerung – och déi Lëtzebuenger Bevëlkerung – ëmmer méi al gëtt.

An dësem Kader kënnen Produite wéi déi Europäesch Fonge fir Laangzäitinvestitiounen, kuerz ELTIF ofgekierzt, an d'Paneuropäesch Pensiounsproduiten, ofgekierzt PEPP – PEPP mat dräi P –, eis et erméiglechen, dës Erausforderunge proaktiv unzuegoen. Dës nei Produite sinn des Weideren eng Chance, fir eis Positioun als internationale Finanzzentrum ze verstärken.

Här President, léif alleguer, dës Gesetzesprojet gouf am Dialog, am Echange, mat den zoustännegen Vertrieder aus dem Secteur ausgeschafft. Et handelt sech also heibäi net ëm eng Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, sou wéi dat soss dacks de Fall ass. An deem Sënn sinn déi proposéiert Ännerungen d'Resultat vun enger ganz ëmfangräicher Aarbecht, fir d'Kohärenz tëschent deene fënnf sektorielle Gesetzter net nëmmen ënnereneen ze garantéieren, mee och a Verbindung, a Relatioun, zu aneren nationale Gesetzter an europäeschen Texter. Doriwwer erlaabt de Gesetzesprojet et, déi administrativ Praxis gesetzlech ze verankeren.

De Projet de loi, vun deem mer haut hei schwätzen, den 8183, ass de 27. Mäerz vun der Madamm Finanzministeresch Yuriko Backes deposéiert ginn. Konkreet geet et drëm, punktuell Ännerungen un de fënnf sektorielle Gesetzter, wéi ech gesot hunn, virzehuelen, betreffend d'Fongen oder d'Gestionnairen dovunner.

Ännerunge gi gemaach: éischtens beim Gesetz vum geännerte Gesetz vum 15. Juni 2004 betreffend d'Société d'investissement en capital à risque, kuerz SICAR ofgekierzt, also dem SICAR-Gesetz; zweetens beim geännerte Gesetz vum 13. Februar 2007 betreffend déi spezialiséiert Investitiounsfongen, kuerz dem FIS-Gesetz; drëttens beim geännerte Gesetz vum 17. Dezember 2010 betreffend d'Organismes de placement collectif, also d'OPCen, hei also dem

OPC-Gesetz; véiertens beim geännerte Gesetz vum 12. Juli 2013 betreffend d'Gestionnaire vum alternativen Investitiounsfongen, kuerz dem GFIA-Gesetz; a schlussendlech beim geännerte Gesetz vum 23. Juli 2016 betreffend d'Fonds investissement alternatifs réservés, also dem FIAR- oder RAIF-Gesetz. Ech mengen, do war ech souguer, wann ech mech gutt erënneren, Rapporteur deemools.

Här President, léif alleguer, ech kommen dann elo zu den Haaptännerungen, déi dës Projet de loi virge-säit:

Éischtens gëtt d'Definitioun vum Begrëff „investisseur averti“ ugepasst. Konkreet gëtt den aktuellen Investitiounssaz vun 125.000 Euro op den europäesche Standard vun 100.000 Euro erfogesat, an de Gesetzter, déi d'SICAR, d'FIS an d'FIAR betreffen.

Zweetens gëtt d'Period fir d'Zesummesetze vum Mindestkapital verlängert, dat op 12 respektiv 24 Méint fir d'Fongen, déi ënner folgend Gesetzter falen: d'SICAR-Gesetz, FIS, OPC – Partie 2 – an d'FIAR-Gesetz.

Drëttens gëtt am Gesetz iwwert d'OPCen, also d'Organismes de placement collectif, d'Méiglechkeet geschafe fir eng SICAV – Partie 2 –, nieft der Société anonyme och nach aner Gesellschaftsformen un huelen ze kënnen.

Véiertens gëtt d'Méiglechkeet geschafe fir d'Gestionnaire vum alternativen Investitiounsfongen, fir kënnen op sougenannt „agents liés“ zréckzegräifen. An deem Kontext ginn och Prezisiounen geliewert iwwert d'Commercialisatioun, also d'Verdreiwene, vun alternativen Investitiounsfongen am Grand-Duché.

Fënneftens gëtt den Uwendungsberäich vum Regime vun der net gerichtlecher Liquidatioun, wéi se am OPC-Gesetz virgesinn ass, op d'Gestaltungsgesellschaften esouwéi d'Gestionnairen ausgedeeent.

Schlussendlech gëtt d'Taxe d'abonnement ugepasst. Hei kënnt den nationale Gesetzgeber also den Ustrengunge vun der Europäescher Kommission no, fir eeben déi nei europäesch Produiten ze féerden. Hei schwätze mer beispillsweis eebe vun den Europäesche Fonge fir Laangzäitinvestitiounen, kuerz ELTIF, an de Paneuropäesche Pensiounsproduiten, vun deenen ech virdrunner geschwat hunn an déi ech an de Kontext gesat hunn, eeben déi sougenannt PEPP-Produiten. Fir dës nei europäesch Initiativen ze stärken, sinn d'Memberstaate souguer vun der europäescher Kommission opgefuert ginn, fiskalesch Ureizer ze schaffen. De Projet kënnt dës Ufro vun der Europäescher Kommission no.

Heiriwwer eraus wäerten och d'Reegele betreffend d'Wärfungsfongen un déi europäesch Standarden ugepasst ginn. Dës Ännerungen dierfte kee bemierkenswäerten Déchet fiscal, wéi eis och an der Kommission och op Nofro erkläert ginn ass, mat sech bréngen, wéi mer an der Kommission vu Spezialisten, vun de Beamten aus dem Finanzministère, eebe bestätegt kruten. Fir d'Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, d'Finanz- an d'Budgetscommission krut zu dësem Gesetzesprojet zwee Avisen eran. De Staatsrot huet säin Avis den 20. Juni erausginn. Am Avis si weeder formell Oppositiounen nach Observatiounen zu deenen am Projet enthalenen Ännerungen. Virun allem huet den Avis vum Staatsrot Observatiounen legistescher Natur enthalen. De Staatsrot huet awer vun der Geleeeënheet profitéiert, fir e betreffend den Artikel 4 seng Observatiounen aus sengem Avis Nummer 51.525 vum 21. Juni 2016 ze widderhuelen. Hei geet et ëm d'Méiglechkeet, déi d'Commission de surveillance du secteur financier huet, fir Réckkeef ze suspendéieren am Fall, wou déi

gesetzlech, reglementaresch oder statutaresch Virschreift betreffend de Fonctionnement vun enger Société d'investissement en capital à risque, esou enger SICAR, net méi respektéiert ginn.

Den Avis vun der Handelskummer, datéiert op de 4. Juli, ass eréischt d'lescht Woch en Donneschden an der Kommission ukomm, soudatt en eeben net a mengem schrëftleche Rapport ernimmt konnt ginn. Et soll awer gesot ginn, dass d'Chambre de Commerce de Projet prinzipiell begréisst. Fir d'Detailer vun hirem Avis verweisen ech dann do op d'Documents parlementaires.

Zum Schluss soen ech de Beamten aus dem Finanzministère, déi eis dës Projet, dee ganz technesch ass, natierlech en Detail an der Kommission presentéiert hunn, e ganz grouse Merci fir all déi Erklärungen, déi se eis geliewert hunn, a fir déi gutt konstruktiv Zesummenaarbecht. An am Numm vun der DP-Fraktioun géif ech och den Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. Merci fir Äert andächtegt Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur André Bauler.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Merci dem Rapporteur, deen eis, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, erëm op eng ganz flott, détailléiert Aart a Weis déi wichteg Elementer vun deem Projet do virgestallt huet, soudatt ech mech ka ganz kuerz faassen, andeem ech fir d'éischt soen, dass mir dësem Projet eisen Accord wäerte ginn, well et e gudden an e wichtige Projet och am Interêt vun der Finanzplaz a ganz besonnesch vun der Fongenindustrie ass.

De Rapporteur huet och elo nach eng Kéier erkläert, wat déi weesentlech Modifikatiounen sinn. Ech wollt och dozou soen, dass ee Punkt eis och ganz besonnesch wichteg erschénge, dass ass dee méi reduzéierten Taux vun der Taxe d'abonnement, vun deem dës Fongen, wat haaptsächlech d'ELTIFen an d'PEPpe sinn, och kënnen profitéieren.

Dir wësst, mir hunn och selwer Virschléi gemaach, wou mer och gehofft hätten, d'Regierung géif déi och positiv aviséieren. Ech denken do notament un déi ganz Fongen, déi an ESG-Produiten investéieren, wou Der wësst, dass mir och eng Propos gemaach hunn, fir déi op null Taxe d'abonnement ze setzen. Hei ass elo eng ganz kleng Taxe d'abonnement, déi do verrechent gëtt. Ech mengen, et kéint een, wéi gesot, do nach e Schrëtt méi wäit goen, notament, wéi gesot, fir Fongen, déi dann an ëmweltfrëndlech Produiten, nohaltege Produiten, weider investéieren.

Ech muss och soen, dass ech fannen, dass dës Projet grad zur richteger Zäit kënnt, well wann een e bësselchen esou kuckt – an ech hat d'lescht Woch hei d'Chance, eng Fro un den zoustännegen Wirtschaftsminister ze stellen –, hält d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz, ganz besonnesch vun der Fongenindustrie, trotzdem of. Ech hunn et schon e puermol gesot: Am Moment ass Dublin amgaangen, eis e bësselchen de Rang ofzelafen. An dofir ass e Projet de loi wéi deen haut wichteg, fir dass mer och weider um Niveau vun de Fonge kompetitiv bleiwen.

Ech sinn och berouegt, dass d'LSAP de Projet wäert matstëmmen, well den Här Kersch, mengen ech, huet seng Apaisementer kritt vun der Madamm Finanzministeresch. Well, ech mengen, et ass och wichteg, dass

esou Projete wéi dee vun haut e méiglechst grouesse Konsensus kréieren.

Dat gesot, gi mir natierlech d'Zoustëmmung zu dem Projete. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools, Här Mosar. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Also, ech kann eng ganz ... Merci och dem Rapportier.

(Interruption)

Pardon, entschëllegt, ech sinn anscheinend gemoschtert.

(M. Yves Cruchten redresse le col de sa chemise.)

(Hilarité)

Merci dem Rapportier fir säi gudden Rapport. Dat erspuert mir ganz vill, wat ech net nach eng kéier muss widderhuelen. Ech kommen direkt zum Punkt. D'EU-Kommissioun huet hir Memberstaaten invitéiert, des paneuropäesche Fongen, iwwert déi mer elo hei schwätzen, fiskalesch ze favoriséieren. An d'LSAP ënnerstëtzt do och d'Grondphilosophie vun dese paneuropäesche Fongen. Den Här Bauler huet ganz am Detail erkläert, ëm wat et do geet. Dat si ganz spezifesch Fongen, e ganz neie Produit eigentlech.

Fir d'LSAP steet awer fest, dass des Ausnam, déi mer hei bei der Taxe d'abonnement maachen, kee Virwand därer sinn, fir dauernd an ëmmer erëm Ausnamen ze maachen! Mir brauchen nämlech d'Recette vun der Taxe d'abonnement. Ech rappeléieren, dass dat bal 1,4 Milliarden Euro sinn. An déi brauche mer ënner anerem och, fir de Lëtzebuerger Sozialstaat ze finanzéieren.

Ech rappeléieren och nach drun, wéi wichteg d'Fongendustrie ass. Den Här Bauler huet et virdu gesot: 14.000, 15.000 Aarbechtsplazen hänken direkt dorunner. Aus deem Grond ënnerstëtze mir d'Finanzplaz an hiren Efforten, fir innovativ an och konkurrenzfäeg ze bleiwen. Mee d'Innovatioun an d'Kompetitivitéit kommen awer hautdesdaags net eleng iwwert de Wee vum Steierdumping zustanen.

Mir wëllen d'Taxe d'abonnement also net ondifferenziéiert dauernd erofsetzen. A mir wëlle se scho guer net op null setzen! A fir doriwier och eng kéier méi eng breet Diskussioun ze féieren, hate mer d'Madamm Ministesch gefrot – a si huet eis och zougesot, an den Här President wäert dat nach an den nächsten Deeg organiséieren –, dass mer eis eng kéier an der Kommissioun méi breet iwwert d'Fongendustrie an och iwwert d'Taxe d'abonnement an hir direkt Konsequenze kënnen ënnerhalen. Ech mengen, do ass et derwäert, dass een do den Horizont an de Bléck méi breet mécht. Villmoools merci dofir nach eng kéier.

Mir ginn hei den Accord vun der LSAP an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmoools merci, Här President. Dir Damen an Härren, mir alignéieren eis hei ënner anerem op eng Partie europäesch Standarden. Mir maachen awer och éischter administrativ Upassungen, déi wichteg si fir d'Finanzplaz. Ech wëll dem Rapportier dofir villmoools Merci soe fir säin detailléierte mëndlechen a schrëftlechen Rapport, wou en eis explizéiert huet, wourëms et genau geet. Erlaabt mir just vläicht, awer nach e puer zousätzlech Bemierkungen ze maachen am Numm vun der grénger Fraktioun.

Wat d'Upassung vun der Taxe d'abonnement ugeet: Also, als Gréng ënnerstëtze mer déi prinzipiell Iddi

vun deem Projete de loi, fir geziilt steierlech Incentiven ze ginn, amplaz generell d'Steieren erofzesetzen. A mir maachen dat jo mat deem Projete de loi op deene sougenannten ELTIF-Fongen, wou et dröms geet, europäesch Investitionsfongen, déi längerfristeg sinn, ze ënnerstëtzen. Dat ass wichteg, fir der Économie réelle eng längerfristeg Hëllef ze ginn, déi och Sue brauch, wann et ëm d'Transitioun digital an écologique geet, an dat ass grad och fir d'PMEE wichteg. An en anere Volet, wou mer jo och hei Incentivéieren, ass an de Paneuropäeschen zousätzleche Pensionsprodukten.

Da wëll ech awer kuerz dorop zrëckkommen, wat den Här Mosar och elo gesot huet vun där Propos, fir generell d'Taxe d'abonnement erofzesetze respektiv se ganz vun de Steieren ze befreien bei ESG-Fongen, also ekologeschen oder soziale Fongen. Dat ass eigentlech eng Approche, déi mir net ënnerstëtzen. Wat eis wierklech wichteg ass, dat ass, sou wéi mer et och an deser Legislaturperiod scho gemaach hunn, dass mer wierklech geziilt d'Taxe d'abonnement do reduzéieren, wou et wierklech nohaltig Investissementer sinn. An dat gëtt jo och gemaach bei taxonomiekonforme Fongen. An do hu mer en plus de Gas an den Atom erausgeholl, aus gudden a bekannte Grënn.

Dat si kloer Krittären, déi an der Europäescher Unioun iwwerall d'selwecht sinn, quitte dass d'Taxonomie e Reegelwierk ass, wou Lëtzebuerg sech derzou decidéiert huet, fir verschidden Deeler dervun eeben ze iwwerhuelen an anerer net, an dat och gutt argumentéiert huet. An et schéngt mer kloer, dass een dat neit Instrument, dat mer geschafent hunn, och an Zukunft muss evaluéieren an och warscheinlech an den nächste Joren upassen, fir dass et nach eng besser Wierkung huet.

Mee elo dohinner ze goen, dass een alleguerten d'ESG-Fonge géif steierlech erofsetzen oder ganz befreien, dat wär wierklech an eisen Aen e staatlech finanzéierte Greenwashing. Well par rapport zu der Taxonomie sinn déi ESG-Fong-Krittäre wierklech immens schwammeg. An do gëtt et och eng ganz Rei Etüden, déi dat beleeden. Eng rezent Etüd zum Beispill vun engem grouessem ESG-Databankeportal, wou iwwer 500 ESG-Fongen analyséiert ginn, huet erausfonnt, dass ee vu siwe Fongen e méi héije Carbon Footprint hat wéi d'Moyenne vun alleguerten de Fongen, also ESG oder och net.

A voilà, dofir: Souguer wann ee vun ESG-Fonge schwätzt, wou jo den E fir „Environnement“ dran ass, dann heescht dat nach laang net, dass dat och wierklech dran ass. Et gëtt eis also keng Garantie, dass se wierklech klimafreundlech sinn. An dann hunn ech nach guer net vun de soziale Froen oder vun de Mënscherechtsfroen geschwat. An dofir ass et fir eis wierklech wichteg, dass een ... Wann een dat géif maachen, da géif ee steierlech wierklech an eisen Ae Saache bevirdelegen, déi guer net ze bevirdelegen wäeren. Dat wär also och éischter e Schrëtt no hanner wéi e Schrëtt no vir.

Da bei alleguerten deenen Diskussiounen, déi et gëtt ronderëm d'Taxe d'abonnement, ass et wichteg, ëmmer erëm ze ënnersträichen, dass dat eng ganz wichteg Recette fir de Staat ass. Do kréie mer am Ganzen 1,5 Milliarde (veuillez lire: 1,2 Milliarde) Recetten eran, wat knapps 5 % vun de Recette vum Staat ausmécht. An domadder ass dat eng wichteg Recette fir de Staat. Wien also seet, dass een d'Taxe d'abonnement soll generell ofschafen oder eroffueren, dee muss sech ëmmer erëm iwwerleeën, wéi een dat géigefinanzéiere ka respektiv, voilà, wou en op där anerer Säit da wëll spueren.

A fir eis ass kloer: Eng Spuerpolitick kann net a Fro kommen, well grad elo brauche mer en héijen

Investissement an d'Mobilitéit, an de Logement an an de Klima an esou weider.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Wa mer dat hei maachen, muss mer dann awer wierklech trotzdeem am An halen, dass ... Hei hu mer jo eng Rei Fongen elo exoneréiert vun der Taxe d'abonnement. An elo muss mer natierlech am Bléck halen, awéifern op déi zrëckgegraff gëtt amplaz vun traditionelle Fongen, wat jo dann och méiglecherweis eng Perte vu Recette-fiscallen ass.

Bon, de Finanzministère huet eis hei gesot, dass se dervun ausginn, dass den Déchet fiscal minimal ass. An awer muss mer dat wierklech am An halen, well dee Rapport Käschten/Notze muss fonctionéieren, wéi een dat souwisou bei alleguerten de Steuerbevirdedelegung muss maachen, am Sënn vun enger zillorientierter a verantwortungsvoller Budgetpolitik. An deem Sënn muss een awer leider constatéieren, dass déi Analys an d'Evaluatioun vun den Déchet-fiscallen an de leschte Jore kaum gemaach ginn ass, obwuel ech dat hei op der Tribün eng Partie kéieren och gesot hunn.

Ee leschte Punkt vläicht nach: Wa mer iwwert d'Kompetitivitéit schwätzen, wat mer jo och ëmmer erëm hei am Haus maachen, wëll ech nach eng kéier preziséieren, dass et wichteg ass, dass een dat méi wäit kuckt wéi déi reng steierlech Froen. Kompetitiv si mer zu Lëtzebuerg net just aus enger steierlecher Perspektiv oder weinst steierlechen Incentiven, mee och well mer eng gutt Santé hunn, well mer gutt an attraktiv Schoulen hunn, well mer eng gutt Mobilitéit hunn an e gudden Logement. Dat heescht, mir müssen dat wierklech alles ëmmer zesammenhängend kucken. Kompetitivitéit mécht sech net just mat Steierreformen.

Merci.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools, Här Benoy. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmoools merci. An och merci fir dee ganz gudden Rapport, dee mer héieren hunn. Et wär och vläicht interessant, wann d'Madamm Backes eis herno e bëssen erziele kéint, wéi et an Irland war. Si war jo viru Kuerzem do an ech mengen, do konnt si jo och eng Rei vun deenen Dossieren hei schwätzen. Well loosse mer eis hei net ieren: Ech mengen ... Dat ass elo kee Wuertspill mat den „Iren“.

(Hilarité)

Also, mir sollen eis net ieren, wa mer hei elo iwwert d'Konkurrenz aus Irland hei schwätzen.

(Interruption)

Mee mir schwätzen hei wierklech iwwer e ganz, ganz wichtegen Industrieberäich fir Lëtzebuerg, nämlech d'Fongendustrie. A mir müssen einfach gesinn, datt mer „en perte de vitesse“ si weinst der irescher Konkurrenz. Dat ass einfach esou. Mir sinn hei ënner staarkem Drock, fir éischters Fongen nach op Lëtzebuerg ze kréieren an dat ze preservéieren, wat mer halen. An dorunner gebonnen ass natierlech déi ganz Fro vu Steierrecetten a Sekundärrecetten, déi vun där Fongendustrie ofhänken – eent vun den Hauptstandbeen, wann net dat Hauptstandbeen, vun der Lëtzebuerger Finanzplaz.

Elo ass dann natierlech ... Well mer do ënner Drock sinn – an dat ass jo och e bëssen hei an deem Gesetz –, muss mer schonn e bëssen iwwert d'Taxe

d'abonnement schwätzen. Ob dat duergeet, ass eng aner Fro, well mir hunn hei zwou Approchen. Déi eng ass e bëssen eng ideologesch: Mir befreien elo déi oder déi Fonge von der Taxe d'abonnement oder mir reduzéieren. Anerer sinn do net derfir. Mee et geet iwwer Ideologie eraus. Hei musse mer kommerziell denken. Mir sinn net méi an der Dimensioun hei, well mer jo gesinn, dass d'Entwécklung Richtung Dublin geet, dass mer elo hei kënnen u ganz kleng Schrauwen dréien. Mir musse eis wierklech ganz grundsätzlech froen, wuer mer higgi mat der Taxe d'abonnement zu Lëtzebuerg, wat mer gär hätten, wéi mer eis konkurrenzuell opstellen a wéi mer et géigefinanzéieren, well do musse mer warscheinlech mat enger Perte u Recettë rechnen.

Da muss een awer feststellen, dass dës Regierung gläichzäiteg eng aner grouss Quell vu Revenuen ofschaaft oder wëll op d'Spill setzen, dass ass den Tanktourismus. Well do hu mir d'Schrauwen an der Hand, un deene mer kënnen dréien – beim Tanktourismus. Mir kënnen dat fixéieren, wéinstens zu engem ganz, ganz groussen Deel. An do gi mer awer hin a maachen och eis Spritpräisser ëmmer méi deier.

Dir wësst, d'ADR-Positioun ass do ganz kloer: Mir hättë gär, dass eis Präisser ëmmer méi niddreg si wéi déi vun eisen dräi Nopeschlänner. Do ass och eng kloer sozial Dimensioun mat dran. Well hei ass d'Tendenz, fir d'Spritpräisser ëmmer weider eropzesetzen, doduerch zwar eng gewësse Recette ze halen, awer dass geet natierlech op d'Käschte vun de Leit a mir reduzéieren d'Standbeen – soe mer mol – oder mir devaloriséieren zum Deel déi Recette „Tanktourismus“. Mir huelen eis doduerch och Spillraum, dee mer vläicht hätten, fir op anere groussen Dossierer, wéi op der Taxe d'abonnement oder esou, eng gewësse Flexibilitéit kënnen ze developpéieren.

Dat ass, wann een de Gesamtbudget kuckt, och eng Diskussioun, déi ee muss féieren – vläicht net genee an deenen Termen, dass ass ganz kloer, mee et muss een einfach kucken, dass de Staat genuch Recettë behält, wann een dann international ënner Drock kënn, wéi dat hei de Fall ass.

Gutt an deemem Gesetzesprojet ass – an dat ass eng vun deenen Urssaachen, firwat mer en och gär matstëmmen –, dass mer en Deel national Initiativ hei hunn. Et ass net nëmmen esou, dass mer hei europäesch Recht géifen ëmsetzen, wéi dat dacks de Fall ass, an als First Mover an engem Contexte international géifen optriede vun internationalen Instrumenter. Nee, hei weise mer national Initiativ! Dofir kënnen mer wierklech nëmme soen: Dat ass eng gutt Saach. Mir begreifen dat. Mir ënnerstëtzen dat, wéi dat hei ugeduecht ass. Et geet warscheinlech net duer. Dat hu mer grad probéiert, hei duerstellen, well mer eeben déi Entwécklung international musse ganz no verfollegen.

E Wuert zur Steierkonkurrenz nach vläicht fir ofzeschlëssen: Dat ass jo e Kader vu Steierkonkurrenz, deem mer am Abléck ausgesat sinn duerch eeben eis Frënn an Irland – an net nëmmen do, mee awer haapt-sächlech do. An dat ass net dass selwecht wéi Steier-dumping. Steierkonkurrenz huet och ganz, ganz positiv Aspekter, an dat dierf een net vergiessen! Well et gëtt u sech zwee Modeller, wann een iwwert déi international Steierlandschaft schwätzt. Dat eent ass dee vun der Steierharmoniséierung, an dat anert ass dee vun der Steierkonkurrenz. Wa mer higin a mir harmoniséieren international, da féiert dat einfach zu enger duerchschnëttlecher Erhéijung vun der Steierlaascht an deenen eenzelne Staaten.

D'Steierkonkurrenz zwéngt d'Staaten, d'Steierlaascht ze iwwerdenken a méi niddreg ze halen, wat dacks au bénéfice vun de Steierbezueler ass, déi dann

allgemeng eng méi niddreg Steierlaascht mussen hunn, wéi wa sech international op méi héich Sätz géif verstännegt ginn. Dass ass zwar eng vereinfacht Duerstellung – dass ginn ech och gär zou –, mee si weist awer, dass d'Steierkonkurrenz per se dacks an Interesse vun der Leeschtungs-fäegkeet, vun der Produktivitéit, vun der Kafkraaft vun deene Länner ass, wou d'Steierlaascht bewosst vun der Regierung manner héich gehale gëtt, wéi dat an anere Länner de Fall ass. Dofir muss een dat an ekonomeschen Termen denken an net an ideologeschen.

Eng ganz lescht Bemierkung, dass ass déi europäesch Taxonomie. Och do hu mir als ADR eng ganz kloer Positioun: Mir denken net, dass mer sollen do Ausname maachen. Déi Taxonomie existéiert. Mir wëllen eis Economie net méi schlecht stellen, wéi dat an anere Länner de Fall ass. Dofir géife mir se ganz iwwerhuelen, ouni déi Ausnamen, déi hei a Gas an Atom vun der Regierung virgeschloe goufen.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och un de Reporter fir dee ganz gudden mëndlechen a schrëftleche Rapport. Jo, dës Gesetzesprojet soll d'Fongindustrie méi attraktiv maachen. Ech wëll net soen „erëm“. Ech mengen, dass mer nach ëmmer eng attraktiv Finanzplaz sinn. Andeem mer direkt fënnf sektoriell Gesetzer upassen, ginn Ausnamen an der Taxe d'abonnement geschaaft.

Am Prinzipp – an ech wëll soen „am Prinzipp“ – begrësse mir Piraten, dass an deemem wichtege Secteur Moderniséierungsname kommen. Fir eis Piraten ass den aktuelle Problem awer net déi Lëtzebuergesch „Toolbox“, wéi mer se ëmmer esou schéin nennen, déi u sech ganz komplett ass a wou vläicht punktuell u verschidde Stellschrauwe muss gedréit ginn, mee verschidde Exigenzen am Kader vum AML (ndlr: Anti-money laundering), KYC (ndlr: Know your customer), de sougenannte „Look-through“, deenen Depositaires-banke mëttlerweil musse maachen.

Ech mengen, de Problem vun de Firmen, déi Bankkonten opmaachen, dass ass an der Kommissioun schon diskutéiert ginn, ass heibannen diskutéiert ginn. Ech ginn elo net dorobber an. Wat awer méi seelen diskutéiert gëtt, ass, dass mëttlerweil souguer Banken, déi als Depositaire fungéieren, änlech Problemer hu respektiv limitéiert sinn an hirer Aktivitéit. An do stellt sech fir mech d'Fro, wann een da wëllt d'Fongindustrie méi interessant maachen, méi attraktiv maachen, ob een net och anere europäesche Banken, déi déi nammlechte Krittere erfëllen, sollt d'Méiglechkeet ginn, als Banque dépositaire ze fungéieren, wann d'Banken op der Plaz dat haut net méi maache kënnen.

Mir Piraten stellen eis awer och d'Fro, wat fir Konsequenzen op de Staatsbudget dann dës Projet huet. Ech krut nämlech an der Finanzkommissioun ... An ech hat d'Fro gestallt, nodeem ech d'Fiche financière gekuckt hat, déi awer fir esou e wichtegt Standbee vun eise Steierrechten dach relativ sommaire war. Et ass ganz vill am Konjunktiv geschriwwen ginn, am Sënn vun: „D'Regierung mengt, dass mer 8 Milliounen verléieren, mee dass déi awer eventuell vläicht kéinte kompenséiert ginn duerch nei Recetten.“

Wéi se op déi 8 Milliounen kouw? Ech hat d'Fro an der Kommissioun gestallt. Ech krut keng zefriddestellend Äntwert. Dass war och herno de Grond, firwat ech mech beim Rapport enthalen hunn. Firwat sinn et 8, net 9,

net 10, vläicht och nëmme 4 Milliounen? Hei gëtt, wéi bei der ATAD-Direktiv, déi mer d'lescht Woch diskutéiert hunn, a mengen Aen net genuch op eng wëssenschaftlech Basis Wäert geluecht, fir erauszefannen, wat den Impakt wierklech op de Secteur ass.

Déi Changementer ënnerleie ville Facteuren. Do musse mer eis guer näischt virmaachen. Et ass net esou, dass déi Changementer eendeiteg zouuerdenbar sinn, mee esou Analysen, och mat enger gewëssener Unsécherheet, kéinten awer Trajectoire liwweren an eis méi ee Gesamtbléck op eis Finanzplaz ginn, a virun allem op hire Gesondheitszustand.

Mir Piraten verstinn net – d'lescht Woch net, dës Woch nach ëmmer net –, firwat mer eis do net méi Moyene ginn, fir dat ze analyséieren. Mee bon, wann ee gesäit, dass d'Generalsekretärin vun der Partei, déi d'Finanzministesch stellt, um Radio seet, dass een, éier een iwwer finanztechnesch Reformen nodenkt, als Éischt nach misst Analyse maachen, obwuel déi nammlechte Partei säit zéng Joer de Finanzministère besetzt, da stellen ech mer d'Fro, ob dat net vläicht strukturell e Problem ass.

Mee bon, Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vu dass eis Piraten d'Donnéee feelen, fir den Impakt hei ofzeschätzen, an et och net ersiichtlech ass, dass déi Donnéeën nogeliwwert wäerte ginn, wäerte mer eis bei deem heite Projet enthalen. Et ass net esou, dass eis net um Häerz läit, dass et der Finanzindustrie weiderhin och hei zu Lëtzebuerg gutt geet. Mir kënnen just am Moment net wierklech ofschätzen, wuer dat heiten hiféiert. An deementspreechend ass eis Enthaltung begrënt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dës Gesetzesprojet ass wichteg fir eis Finanzplaz a wichteg fir eis Fongepaz. An ech soen natierlech och dem honorabelen Deputéierten André Bauler e ganz grouse Merci fir säin detailléierte schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Ech soen Iech och alleguerte Merci heibanne fir déi breet Zoustëmmung. Et ass elo scho villes gesot ginn. Ech wëll net alles nach eng Kéier soen. Trotzdeem si mer e puer Punkten awer wichteg, fir se hei och nach eng Kéier ze maachen.

Jo, mir wëllen déi sougenannte Lëtzebuergesch „Toolbox“ vun de Fonge verbesseren. Mir wëlle se moderniséieren a kucken, dass eis Finanzplaz an eis Fongepaz weider attraktiv bleiwen, weider kompetitiv bleiwen. Mir haben an der zweeter Tripartitt eng ganz ausféierlech Presentatioun vum Secteur, och vun der ALFI, kritt, déi och trotzdeem fir e bëssen Diskussioun gesuergt huet, aus deene mer trotzdeem d'Konklusioun gezunn hunn, dass mer eis misste gutt a weider gutt opstellen an der Zukunft, well d'Konkurrenz effektiv net schléift. Se schléift net innerhalb vun der Unioun, se schléift net an Europa a se schléift och net iwwer Europa eraus, zum Beispill och an Asien, dat och zum Beispill an den alternative Fongen.

An an deem Beräich hu mir zu Lëtzebuerg iwwert déi lescht Jore ganz vill Wuesstum gehat, net nëmmen, wat d'Avoiren an den alternative Fongen ugeet, mee et sinn och nei Acteuren op Lëtzebuerg komm, fir d'Clientë mat dëse Produiten an och mat dëse Servicesch an Lëtzebuerg aus kënnen ze bedéngen.

Dat heescht, et ass wichteg, dass mer à la pointe bleiwen. Dofir ass et wichteg, do nozebesseren, wou dat néideg ass, fir dass mer och eise Virsprong net verpillen. De Rapportier huet et och ganz richtig gesot: Dat heiten ass ausgeschafft ginn am Dialog mat de Parties prenantes aus dem Secteur. An ech mengen, wat mer hei fäerdegbruecht hunn, ass, de Mëttelwee ze fannen, fir souwuel op där enger Säit Demandé vum Secteur entgéintzekommen an op där anerer Säit och d'Protectioun vun den Investisseuren weider ze garantéieren.

Den Text gesäit dofir déi punktuell Ännerungen vun de fënnef sektorielle Gesetzesprojete vir, den Här Bauler huet dat am Detail erkläert. Nach eng Kéier: Fir kompetitiv an attraktiv ze bleiwen, mussen mir ganz gutt oppassen, well mir effektiv gesinn, dass verschidde Parts de marché un Irland weiderginn.

Bon, ech thematiséieren am Fong ni ganz gären esou en place publique an net an der Pleniéer iwwert d'Konkurrenz, mee dat ass esou. An dofir sinn an dësem Text och e puer gezielt Mesuren, fir eeben d'Taxe d'abonnement erfzesetzen. Déi sinn heidra virgesinn. An et ginn och punktuell Upassungen un europäesch Reglementer gemaach.

Hei geet et dann eebe virun allem drëm, d'Industrie ze encouragéieren, sech fir Lëtzebuerg ze entscheeden, wa se dann nei Produiten opleet. An déi nei Produiten, déi si jo erkläert ginn. Hei geet et ëm Investissementen an Infrastruktur an och an déi sogenannte PEPpen, d'Épargne retraite. Et handelt sech hei also ëm ganz cibléiert Mesuren, déi och spezifesch reglementéiert sinn um europäeschen Niveau. An ech mengen, et ass wierklech ganz wichteg, fir dat ze ënnersträichen, dass et sech hei ëm reglementéiert Fongen handelt. An et ass och e puermol mentionéiert ginn a fir mech ass dat och ganz wichteg, dass d'Europäesch Kommissioun trotzdem d'Memberstaaten explizit opgefuert huet, fiskalesch Incitativounen fir dës Produiten ze schafen.

D'Fro ass gestallt ginn zum Dechet. Déi proposéiert Mesure géifen de Staat dann ëm déi 8 Milliounen Euro kaschten, dovunner 1,3 Milliounen, well déi besteend ELTIFE wäerten dann exoneréiert ginn, a 6,7 Milliounen duerch d'Upassung un déi nei europäesch Definitivoun vun de Money Market Funds. Et kann een awer dervunner ausgoen, dass dësen dann trotzdem liichten Déchet fiscal wäert kompenséiert ginn duerch de positiven Impakt vun dëse Moossnamen, fir déi betraffe Fongen dann zu Lëtzebuerg kënnen ze hunn. Also, ech mengen, déi Diskussioun, déi sollen a mussen mer och weider féieren an dësem Haus, zesummen dann an der Cofibu, well ech mengen, hei misste mer kucken, wéi mer eis effektiv an Zukunft dann och opstellen, an do solle mer selbstverständlech déi Diskussioun och zesumme féieren.

Ech mengen, mir wëssen, de Secteur hätt am léifsten d'Taxe d'abonnement ofgeschaf. Mir wëssen awer och, dass dat – an dat ass och mentionéiert ginn – trotzdem 1,2 Milliarden – dat war fir 2022 – Steieren age driwwen huet. Dat si wichteg Recetten. Ech mengen, hei hu mer den Equiliber fonnt, well mer wëllen eeben nei reglementéiert europäesch Produkte promouvéieren, fir méi Aktivitéit op Lëtzebuerg ze zéien. Dat soll en Effet incitatif hunn, ouni dass elo de Prinzipp vun der Taxe d'abonnement a Fro gestallt gëtt.

Ech mengen, do, wou mir Produite mat null Taxe d'abonnement unzéien – well ech mengen, déi kéinte jo grad esou gutt an en anert Land goen, fir net nees Irland ze mentionéieren –, do kréie mer natierlech da Steieren op d'Sociétés de gestion. Do ginn och Leit age stellt. Dat generéiert Business, dat generéiert Wuessentum op der Finanzplaz. Ech mengen op alle Fall, dat

misst eis alleguerte wichteg sinn, sachant, dass dat wichteg Steierrecetté sinn, a sachant och, dass an deenen nächste Joren trotzdem ganz vill Depensé wäerten op eis zoukommen, ob dat ass, fir d'duebel Transition zu finanzéieren, ob dat ass, fir och eis Klimaziler ze errechen, ob dat an der Defense ass.

Voilà, ech schléissen of, andeem ech Iech dann nach eng Kéier e grouse Merci soe fir déi breet Zoustëmmung. An ech wëll och mengen Ekkippen am Finanzministère Merci soen, déi hei ganz vill dru geschafft hunn, an nach eng Kéier, zesumme mat de Parties prenantes.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8183. Den Text steet am Document parlementaire 8183.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8183 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen an 1 Abstentivoun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8183 est adopté par 55 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Dépôt d'une résolution par Mme Nathalie Oberweis

Da géif ech d'Wuert ginn un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis fir den Depot vun enger Resolutioun.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Jo, ganz kuerz. Merci, Här President. Wéi ech virdrun

annoncéiert hunn, hat ech mech geiert. A menger Motioun virrunner war e Punkt dran, deen u sech net an eng Motioun gehéiert, mee an eng Resolutioun. Dat heescht, an Däitschland, do huet den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher u sech d'Recht, e Bureau de réclamations ze sinn. Also, voilà, en huet méi Pouvoir wéi den OKaju zu Lëtzebuerg. A genau dofir deposéiere mir hei eng Resolutioun, wou mer d'Chamber invitéieren, eiseum OKaju och déi Méiglechkeet ze ginn, dass en eebe méi Pouvoiren huet a deene Jonken an de Kanner net méi just kann nolauschten, mee eeben och ka vermëttelen, voilà, mediéieren, an eeben och Bureau de réclamations sinn.

Villmools merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

– la Convention internationale des droits des enfants ;

– les lignes directrices de l'ONU relatives à la protection de remplacement pour les enfants ;

– les recommandations les plus récentes du Comité des droits de l'enfant pour le Luxembourg,

décide

– d'étudier la possibilité de donner à l'Ombudsman pour enfants et jeunes les pouvoirs d'un bureau de réclamations pour les enfants et les jeunes.

(s.) *Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.*

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

8. 8016 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code du travail ;

2^o de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

3^o de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,

en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil

Mir kommen elo zum Projet de loi 8016, enger Upassung vun enger Direktiv iwwert d'Gläichgewicht tëschen dem professionellen an dem private Liewe vun den Elteren an de Versuerger. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapportier vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Work-Life-Balance ass e Sujet, deen an deene leschte Jore staark u Bedeitung gewonnen huet an och scho méi wéi eng Kéier hei an der Chamber diskutéiert ginn ass.

Den 20. Juni 2019 hunn dat Europäesch Parlament an den EU-Conseil eng entspreichend Direktiv erausbruecht. Et muss ee soen, dass viles vun deem, wat an där Direktiv stoung, hei zu Lëtzebuerg scho laang Standard war, mee eeben net grad alles. An dat ass och de Grond, firwat d'Regierung decidéiert huet, e Gesetzesprojet op de Wee ze bréngen, fir eeben nach déi feelend Punkten och hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen. Dat sinn d'Projeten 8016 an zum Deel och nach 8017, dee mer uschléissend wäerten diskutéieren.

Mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, dat zum Zil huet, d'Work-Life-Balance ze verbesseren. Déi Anglizisme kréie mer jo ëmmer méi ze héieren, dofir géif ech et eng kéier op Lëtzebuergesch soen: Déi sollen d'Veerebarkeet vu Familljen- a Beruffsliewe verbesseren. Ech mengen, da versteet jiddwereen, wat ech wëll. An ech héieren hei schonn d'Kolleege vun der ADR, déi richteg frou sinn, dass mer dat alleguerte verstanen hunn.

(*Interruption*)

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Wann Dir mech lueft, da stellen ech mir ëmmer Froen.

(*Hilarité*)

Konkreet sollen zwee nei Congéen agefouert ginn. Een ass de Congé d'aidant. Duerch dee soll e Salarié bis zu fënnef Deeg Congé d'Joer kënnen huelen, fir engem Familljemember ze hëllefen oder dësen ze fleegen.

Da gesäit de Projet och d'Afféierung vun engem Congé „pour raisons de force majeure“ vir. Dëse Congé ass fir urgent Familljesituatiounen, esou wéi een et seet, wou et en Accident oder e Krankheitsfall an der Famill gëtt an ee séier muss kënnen asprangen. De Salarié huet bis zu engem Dag Congé pro Joer zegutt, fir déi doten Aart vu Congé ze huelen.

De Projet gesäit dann och vir, datt Salariéen, deenen hir Kanner ënner néng Joer al sinn an déi awer eng Anciennetéit vun op d'mannst sechs Méint hunn – net d'Kanner an deem Fall, mee de Salarié, also bei sengem Patron –, solle kënnen flexibel Aarbechtsforme revendiquieren.

De Gesetzesprojekt gesäit ausserdem Sanktiounen vir, sollt de Salarié vu sengem Patron de Congé – oder déi Congéen, vun deenen ech elo geschwat hunn – refuséiert kréien. De Salarié ass géint Kënnegung geschützt, wann dës a Relatioun zu enger Demande vun engem vun deenen zwee Congéen oder zu enger Demande no flexibelen Aarbechtszäitregelung steet.

Et gëtt och kloergestallt, dass de Patron säi Refus muss motivéieren, wann hien eng Demande vum Salarié no engem fraktionéierte Congé parental oder zu engem Report vum zweete Congé parental net acceptéiert. Wat de Report vum zweete Congé parental ugeet, huet de Patron dem Salarié eng alternativ Propoz ze maachen.

Am Kader vun den Tripartitt-Verhandlungen – och dat ass wichteg – am September d'lescht Joer huet d'Regierung sech mat de Sozialpartner geeenegt, dass 50 % vun de Käschte vun deenen zwee Congée vum Staat wäerten iwwerholl ginn. Och dat sollt hei erwänt ginn, well jo eng Rei Leit behaupten, an der Tripartitt wäeren nëmme Léisunge fir Problemer vu Salarié gesicht ginn. Hei ass de lebendige Beweis, dass hei och un d'Betribler geduecht ginn ass.

De Projet de loi ass den 2. Juni 2022 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. Duerno hunn eng Rei vu Beruffschamberen hir Avisen zum Gesetzesprojekt ginn. Den éischten Avis ass den 28. Juni 2022 vun der Chambre des Salariés komm. D'Beruffschamber huet hiren Accord zum Gesetzesprojekt ginn, allerdéngs kritiséiert si, dass de Gesetzesprojekt net ambitionéiert genuch wier.

Den 11. Juli 2022 huet d'Staatsbeamtekummer och hiren Accord ginn. An hirem Avis complémentaire vum 4. Juli 2023 huet déi nämmelecht Beruffschamber och hiren Accord zu de parlamentareschen Amendementer ginn.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 25. Oktober 2022 fënnef Opposition-formellé formuléiert. Den 31. März 2023 huet de Staatsrot säin éischten Avis

complémentaire ofginn. De Staatsrot hält do u senge fënnef initialen Opposition-formellé fest a formuléiert weider zwoe Opposition-formellen zu deenen Amendementer vun der Regierung vum 25. Januar 2023.

D'Kommissioun huet an hiren Sitzung vum 25. Mee 2023 eng Rei vu parlamentareschen Amendementer decidéiert. An där Sitzung gouf ech iwwregens och als Rapporteur designéiert. A sengem zweeten Avis complémentaire vum 4. Juli 2023 hieft de Staatsrot dann all seng Opposition-formellen op.

Vläicht nach e Wuert zur Chambre de Commerce: D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hu gemeinsam en Avis vum 2. November 2022 gemaach. Do hu si sech géint de Projet ausgeschwat. An d'Argument, firwat se sech géint dee Projet ausgeschwat hunn, war, dass d'Betribler misste fir d'Käschten opkommen, während d'Direktiv dat esou guer net explizitt géif verlaangen. Ech hunn Iech virdu gesot, an der Tripartitt ass en Accord fonnt ginn, dass déi Käschte gedeelt ginn, soudass déi Kritik also muss relativéiert ginn.

An hirem Avis complémentaire vum 9. Februar 2023 gëtt d'CSL dann hiren Accord zu den Amendementer vun der Regierung.

De Conseil supérieur des personnes handicapées – och dat wëll ech haut hei soen – huet de 14. März 2023 en Avis erausginn an huet och do proposéiert, d'Definitiou vum „aidant“ nach weider ze erwidern.

Erlaabt mer nach ze soen, dass d'LSAP selbstverständlech dëse Projet de loi wäert ënnerstëtzen, well e voll an der Logik vun deem läit, wat d'LSAP och op anere Pläng seet, nämlech dass d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg ganz enk mat der Attraktivitéit vu sengen Aarbechtsplazen zesummenhänkt, an dat heiten natierlech e ganz grouse Schrëtt ass, fir eis Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maachen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Dan Kersch.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci. Merci, Här President. Merci och un de Rapporteur, den Dan Kersch, fir d'Erklärungen, schrëftlech wéi och mëndlech, zu dësem Projet de loi Nummer 8016 an eisem Regëster. Ech wëll och soen, och deen zweete Projet, dee mer duerno wäerten diskutieren, baséiert sech op déi selwecht Direktiv. Et ass jo d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv vum 20. Juni 2019, wou déi zwee Punkte mat dra sinn, wat awer hei zu Lëtzebuerg net an engem Gesetz als Ganz ëmgesat gëtt, mee an zwee Gesetzer, well dat vun der Paternitéit, wat herno kënn, gehéiert och am Fong zum Inhalt vun dëser Direktiv.

Et ass eng Direktiv, déi sech ausdréckt iwwer eng besser Relatioun zwëschen Zesummeliwien, Liewen, a Schaffegoen, an ech mengen, dass d'Richtung och stëmmt. An zu all deem, wat den Dan Kersch virdu gesot huet als Rapporteur, mengen ech, ass des Weideren näischt méi bäizefügen.

Dat Eenzegt, wat och wichteg ass ze ënnersträichen, ass, dass och hei d'Independanté materakommen, wat och ëmmer eng laang Diskussioun war an der Vergaangenheet a wou mer och nach eng kéier eng Diskussioun hate bei de Mesüre während dem Covid. Dat gëtt hei direkt mat gereegelt. An dofir wäerte mir och als CSV dësem Projet de loi eis Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, an de leschte Joren ass viles ënnerholl ginn, fir d'Work-Life-Balance vun de Leit ze verbesseren. Niewent engem extreem favorable Congé parental, deen e grouse Succès huet, sinn och ee weidere Congésdag an een zousätzleche Feiertag agefouert ginn, souwéi och den Teletravail geféiert ginn.

Am Kader vun enger EU-Direktiv féiere mir haut weider Dispositiounen an, déi eng besser Balance tëscht Aarbecht a Famill erméiglechen. Ech ginn net weider op d'Detailer vun dësem Projet an. De Rapporteur huet dat gemaach an engem gudden schrëftlechen an och mëndlechen Rapport. E grouse Merci dofir.

De Congé aidant, dee mir afféieren, erënnert un de Congé pour soutien familial, deen d'Familljeminstesch Corinne Cahen während der Covidpandemie en place gesat huet. Dëse Congé war néideg ginn, well während der sanitärer Kris d'Strukture fir Persounen mat Handicap wéi och fir eeler Leit hir Dieren temporaire hu missen zoumaachen a sech esou keen ëm dës Mënsche këmmere konnt. Während der Pandemie ass eis esou d'Wichtigkeet vun de Fleegeberuffer an der Carearbecht nach eemol méi bewusst ginn. D'Afféiere vum Congé d'aidant ass EU-wäit een Zeechen dofir, dass dës Aarbecht, och wa se vun engem Familljemember oder enger Persoun, déi bei engem am Stot wunnt, gemaach gëtt, wäertgeschat gëtt.

Wat de Congé en cas de force majeure ugeet, hunn ech am Kader vun den Diskussiounen an der parlamentarescher Kommissioun ënner anerem d'Fro opgeworf, wéi eventuell Abuse vun dësem Congé kéinten evitéiert ginn. Ugangs war nämlech virgesinn, hei e medezinneschen Attest als Preuve virzeleeën. Well déi europäesch Direktiv dëst awer net virgesäit, hat de Staatsrot hei eng Opposition formelle formuléiert.

Ech hat duerfir d'Fro an der Kommissioun opgeworf, wéi d'Kontroll vun dem Motiv vun der Force majeure géif stattfannen. Et gëtt awer der Äntwert vum Minister no net wierklech e Moyer fir den Employeur. Dëse muss sech a priori op d'Éierlechkeet vun de Leit verloossen, datt si dëse Congé och wierklech just am Extremfall, eeben an engem Cas de force majeure, notzen, fir deen en och virgesinn ass. Abuse mussen awer op alle Fall evitéiert ginn, soudass mir hei dëse Gesetzesprojekt och a senger Exekutioun, mengen ech, muss suivéieren. Ofgesinn dovunner, dass et eeben e Risiko gëtt vu gewëssenen Abuse, ass d'Afféierung vum Congé d'aidant awer op alle Fall op e reelle Besoin zrëckzeféieren, deem mir heimadder och Rechnung droen.

Bei de flexibelen Aarbechtsformen, de sougenannte „formules souples de travail“, begréisst meng Fraktioun, dass den Employeur matschwätze kann an de Besoinen vu sengem Betrib och ka Rechnung gedroe ginn. Wann en Employeur eng Demande kritt, fir vun enger Formule souple de travail ze profitieren, da kann dës Demande, le cas échéant, refuséiert oder reportéiert ginn, soulaang de Patron seng Decisioun ausräichend begrënt. Esou stelle mir sécher, datt eng méi flexibel Aarbechtsorganisatioun keen negativen Impact op de Fonctionnement vun engem Betrib huet.

Den Dispositif vun de Formules souples de travail gesäit meng Fraktioun do dernieft awer och als Geleeenheet, de Sujet vun der Aarbechtsflexibiliséierung méi oppen ze diskutieren an och de Betribler, am Accord mat hire Salariéen, méi Spillraum bei der

Aarbechtszäit an der Aarbechtsorganisatioun ze bidden.

Här President, et ass scho gesot ginn: Am Kader vun der Tripartitt am September 2022 gouf decidéiert, datt d'Remuneratioun vun den zwee neie Congéen zu 50 % vum Staat iwwerholl an un d'Employeure rembourséiert wäert ginn. Fir eise Betriber zousätzlech finanziell Chargen ze erspueren, hätt een och op de Wee kënnen goen, béid Congéen net ze remuneréieren. D'Betriber mussen schlisslech schonn eleng op organisatoreschem Niveau all Absence vun engem Salarié opfänken, wat och Ressourcë kascht.

D'Direktiv gesäit keng Remuneratioun am Kader vu béide Congé vir. Mir maachen de Salariéen hei deemno eng zousätzlech Faveur, déi net verlaangt war an zum Beispill och vun der Belsch, also eisem Nopeschland, bei hirer Transpositioun vun der Direktiv och net gemaach gouf.

An der Aarbechtskommissioun hat ech och nach opgeworf, dass e Suivi misst gemaach gi vun den neie Congé bei Salariéen, déi innerhalb vun engem Joer méi wéi ee Patron hunn, dat heescht zum Beispill an engem CDD sinn, als Interim schaffen oder am Joer hir Plaz wiesselen. Den Här Minister hat dorobber geäntwert, dass déi nei Congéen net pro Patron, mee pro Salarié gëllen, dat heescht, dass wierklech och op d'Joer misst gekuckt ginn. De Ministère, dee géif d'Situatioun vun de Congé suivieren an de Ministère wéisst och, wéi vill Remboursementer scho gefrot goufen. E Congé, deem deemno iwwert déi maximal Unzuel u gesezlechen Deeg ugefrot géif ginn, géif deemno net rembourséiert ginn. Hei muss eis och d'Zukunft weisen, ob eventuell Abuse kënnen evitéiert ginn oder ob mer nach legislativ nobessere mussen.

Ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Hartmann. An da wier et ... O, den Här Kersch huet nach eng Fro un Iech, Madamm Hartmann.

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Ech hätt jo u sech nach Riedezäit och fir d'LSAP. Mee hunn ech d'Madamm Hartmann elo richtig verstanen, dass Dir gesot hutt, dass Är Fraktioun léiwergéihat hätt, mir hätten déi Congéen do net remuneréiert? Wann dat esou de Fall ass, muss ech Iech soen, dass Der do komplett a Widersproch sidd mat deem, wat d'Regierung decidéiert huet, an zweetens och, wat meng Partei mengt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech hu gesot, dass d'Direktiv eis net imposéiert huet, déi Congéen ze remuneréieren. An ier eng Tripartitt stattfonnt huet, hu jo och Diskussiounen an enger Majoritéit stattfonnt. Meng Fraktioun war duerchaus der Meenung, dass een hätt kënnen och scho virun enger Tripartitt doriwier schwätzen, wien déi Congéen do soll remuneréieren, an dass dat eng Charge ass, déi fir de Patron duerchaus considerabel ass.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da kann ech elo d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dem Reporter merci fir dee schrëftlechen an dee mëndleche Rapport an och fir déi Nofro elo grad. Ech kann Iech soen, dass mir aus der grénger Fraktioun voll hannert där Moosnam, wéi se elo getraff ginn ass a wéi se

och gedeelt ginn ass opgrond vun der Regierungspositioun, stinn.

Ech sinn och frou, dass mer am Fong hei erëm an engem Gesetzesprojet ënnerwee sinn – mir hunn d'lescht Woch iwwer Teletravail diskutéiert –, wou duerch de Covid eng Partie Saache wierklech an d'Rulle komm sinn. Muer wäert ech nach am Justizberäich dovunner schwätzen. Mee déi ganz Fro, dass mer d'Independanten och sozial ofsécheren an all eise Gesetgeebungen, betruuechte wéi déi Leit, déi deen néidege Schutz brauchen, an net dass de Statut vum Independant just e Luxusstatut ass, mee dass do och eng Verantwortung vun der Gesellschaft derzougehéiert, déi Leit ze ënnerstëtzen, wann hinnen e Schicksalsschlag widderfiert.

Als gréng Fraktioun soe mir dann och, dass dee Projet hei och an déi richteg Richtung geet vun deem, wat mer ëmmer zur Aarbechtsorganisatioun an Aarbechtszäitorganisatioun an der leschter Zäit gesot hunn. Mir sinn hei wierklech an engem soziale Weiderschrëtt. Soziale Fortschrëtt ass hei wierklech keen eidele Begrëff.

Mir ass et wichteg, dass op der Aarbecht eng Relatioun ass tëscht Salarié a Patron, déi befriddegt ass, déi am Respekt stattfënt. Jiddwereen, deen e kranke Mënsch doheem huet, deen e Cas de force majeure huet, ass an enger prekärer Situatioun an e soll net zousätzleche Stress gemaach kréien, well en op der Aarbecht fäert ze froen, sech dréckt oder esou weider, dat dann a sech erafrësst an dann deemno wéi sech esou organiséiert, dass e wierklech net à l'aise ass, fir do ze sinn, wou en dee Moment higeheiert, dat heescht bei senge Léifsten. Duerfir sollen all déi Gesetzer geholl ginn, fir eng Befriddung vun der Aarbechtsplaz, vun der Aarbechtsrelatioun ze maachen.

Här Minister, mir haten an der Chamberkommissioun awer och eng Diskussioun, déi ech selwer opbruecht hat deemools, an ech sinn nach ëmmer net ganz frou, muss ech dann awer och soen. Mir sinn hei dobäi bliwwen bei der Definition vum Familljemember. Mir wësse jo awer, dass heiansdo en anere Mënsch engem méi no ass wéi eng Famill – loosse mer dat emol einfach esou dohinnerstellen –, déi vläicht geografesch wäit ewech ass. Dass d'Personne de référence, déi niewendrun ass, déi sech permanent ëm ee këmmert, a kengem Mooss hei kann abezu ginn, ass e Bemoll, deen ech hu bei deem Gesetzesprojet. Ech weess och, mir haten driwwer diskutéiert, dass en net einfach ze léisen ass, mee mir sollten awer wannechgelift an Zukunft och doriwwer nodenken, wéi een déi Saach kéint reegelen.

Bon, dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif da fir unzefänken dem Här Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass villes gesot ginn hei vun alle Säiten. Et ass e Gesetz, dat an déi richteg Richtung geet. Et stäerkt d'Famill, besonnesch dann, wann Noutsituatiounen an engem Haus oder an enger Famill sinn. An duerfir gi mir den Accord zu deem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischte dem Rapporteur emol e grouse Merci

fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. A vierech och gesot: Mir stëmme deem Projéit de loi selbstverständlech zou. Et geet an déi richteg Richtung, mee mir hunn och e bëssen e puer Kriticken, genau wéi mäi Virvriender. Et geet e bëssen an déi nämmelech Richtung.

Här President, dese Projéit de loi berout op enger europäescher Direktiv, déi mir ëmsetze mussen. Mir begrëissen natierlech dese Schratt an der EU an och hei am Land vun deem minimale soziale Congé, fir d'Work-Life-Balance ze verbesseren. Dat geet absolutt an déi richteg Richtung.

Dës Direktiv ermëglecht deene verschiddenen EU-Staaten eng gewisse Flexibilitéit, wat des Congéen ueget. Dowéinst muss een hei ganz kloer soen, dat mer nach e bësse Loft no uewe gehat hätten, wa mer et gewollt hätten. Mee wéi gesot, et ass scho besser esou.

Dowéinst ralliéiere mir eis och dem Avis vun der CSL, déi genesou wéi mir och haaptsächlech zwee Punkte kritiséiert hat, dat een dee Congé pour raisons de force majeure, wou een een Dag respektiv acht Stonne kritt, eventuell och hätt kënnen vläicht méi flexibel maache mat engem Dokteschbescheed, wou dee Mënsch, deen da wierklech eng Situatioun huet, déi net flott ass, vläicht och méi hätt kënnen kréie wéi just aacht Stonnen, well heiansdo geet dat awer net duer.

Ech mengen, mäi Vis-à-vis war eng Zäit Buergermeeschter vun enger Gemeng. Mir haten an där Zäit, wéi hie Buergermeeschter war, zwee Fäll, déi ganz uerg waren. An et war gottseidank duerch Flexibilitéit vum Patron, deen do reagiert huet an dee gemaach huet, dat déi Leit sech konnten hire Léifsten zouwenden. Dat ass awer leider net iwwerall an duerfir ass dat hei immens wichteg, dat dat hei esou an e Gesetzesprojet stoe kënn. Mir hätten do eeben éischer nach vläicht op méi eng Flexibilitéit gepocht. Mee wéi gesot, deen een Dag ass scho ganz gutt.

An dee Congé d'aidant vu fennef Deeg oder 40 Stonnen, deen ass och an eisen Aen – ech mengen, den Här Charles Margue huet et gesot – e bëssen ze restriktiv. Mir wieren och frou gewiescht, wa Geschwëster, Grouseltere matagebonne gi wäeren oder souguer ... De Conseil supérieur des personnes handicapées geet vill méi wäit. Dee seet: „Et muss emol net eng Persoun sinn, déi Famill ass, mee et kann eng Persoun de confiance si vun där Persoun.“ An dat hu mer, wann ee mat Leit schwätzt, déi am Handicap schaffen, ganz oft. An et ass einfach schued, dat een do net déi Overture konnt maachen.

D'CSL hat och eng Propos fir e Congé social élargi, esou wéi en och an der fonction publique besteet, eraginn. A mir fannen déi Iddi och eigentlech ganz sympathesch a sënnevoll. Dese géif dräi Deeg oder 24 Stonnen, déi fraktionabel sinn, all dräi Méint op ee Joer hierginn. Dës misst natierlech motivéiert ginn, fir datt keen Abus ka gedriwwen ginn. Dat ass jo ganz, ganz kloer.

A si hunn och gesot, do wieren zwou Zorte vu Motiver. Dat Éischt wieren Evenementer, déi mat der Persoun direkt ze dinn hunn, wéi juristesche Convocatiounen, Examen, Studien, Incidenten am Stot, oder Evenementer eeben, déi a Relatioun mat engem Member vun der Famill oder dem Menage stinn, esou wéi eebe Soenen, Assistance bei Krankheet, Accidents, Visite-médicallen oder esou weider.

Här President, komme mer elo nach zum Congé parental. Och hei gétt et e puer Kritikpunkten, déi leider mat deem Projéit de loi net ausgebigelt konnte ginn. D'Recht fir de flexibel Congé parental läit nämlech ëmmer nach beim Employeur a penaliséiert

leider nach vill ze vill oft d'Pappen, déi als Zweet eeben de Congé huelen. Do hu mer schonn Informatiounen kritt, dass dat relativ schwierig ass, well et beim Employeur ass. Et wier natierlech flott, wann een zu zwee ëmmer géif eng Léisung fannen. An dat ass jo och hei dat, wat ugeduecht ass, dass soll geschwat gi mateneen. An duerfir, mir verstinn dat gutt. Mee ech mengen, dass een do soll awer en An drop hale fir an Zukunft, wann ee misst nobesseren. Vlächht kann ee jo do nach eppes maachen. Et ass jo nâischt a Stee gemesselt.

Och fir Eltere mat Handicap oder engem Kand mat Handicap oder Adoptiveltere si keng speziell Dispositionen am Gesetz, wat schued ass. Hei hat d'CSL jo och e puer Remarque gemaach. Ënner anerem e wichtige Punkt war och d'Remuneratioun, déi op plus/minus 4.000 Euro gesat ass, woubäi och d'CSL eigentlech gesot huet, dass si éischter géifen derfir plädieren, op zweemol de Mindestloun ze goen – dat wierien da 6.300 Euro –, fir dass wierklech all Mënsch sech dat och kéint leeschten.

Zum Ofschloss gräifen ech nach eng Ausso aus dem Avis vun der CSL op, déi sech freet, wéi et an der Praxis mat der Gestaltung vun dese Spezialcongéen ausgesäit. Et ass evident, dass de Besoin u Congéen allgemeng méi grousst gëtt. D'Tendenz, fir déi speziell Eventualitéite speziell Congéen anzeféieren, mécht duerchaus och duerfir Sénn. Mee generell gesi mir awer och, dass et sech hei ganz oft ëm eng Iwwerfuerderung an der Gesellschaft handelt, déi sech breet mécht duerch déi Careearbecht. Well d'Aarbecht mat de Familljen, mat eelere Leit, mat handicapéierte Leit ass am Allgemengen e Liewen abseits vun der Arbecht. An dat ënner een Hutt ze bréngen, ass relativ schwierig.

Eng Congéwoch fir jiddweree méi wier schonn eng substanzieel Aarbechtzäitverkierzung a géif deenen allermeeschte Leit dowéinst sécher och ganz gutt doen. D'Verkierzung vun den Aarbechtzäiten ass keng Äntwert op all d'Erausfuerderungen – ëm Gottes wëllen, dat wësse mir och –, déi d'Liewe fir eis bereethält. Mee et wier awer schonn eppes an déi richteg Richtung. An ech mengen, dass mir, vu datt d'Meenungen immens ausereeginn, och eng Kéier am Fong diskutéiere missten, wéi mer an Zukunft, an deenen nächste Joren op déi Aarbechtzäitverkierzung, fir déi de Minister, ech weess, jo och ganz oppen ass, kënne kommen, fir dass mer keen am Ree stoe loosse vun de Betriber.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Maddam Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, mat deem Gesetz setze mer dann eng EU-Direktiv ëm. Déi grousst Ännerung, déi kënnt, ass, dass ee kann een Dag vun der Aarbecht fräigestallt ginn, wann e Familljemember en Accident huet oder en urgente medezinnesche Grund virläit.

Bon, ech si selwer Patron, a wann ech bis elo an der Vergaangenheet mat esou engem Fall konfrontéiert war, hunn ech selbsterständlech dem respektive Salarié deen Dag fräi ginn. Also do hunn ech net emol eng EU-Direktiv gebraucht, fir dorunner ze denken. Dat gehéiert zum gudde Stil a mengen Aen. An ech mengen, dass dat och fir déi meeschte Patronen hei am Land schonn de Fall ass, wann de Partner oder d'Elteren, a jo, souguer wann d'Grousselteren an en Autosaccident zum Beispill verwéckelt wäeren. Dee Moment ka souwisou kee sech méi wierklech op d'Aarbecht konzentréieren an de Risiko vun Aarbechtsaccidenter

steigt exponentiell. Mir ginn där Saach also elo e legale Kader, wat mir Piraten ënnerstëtze kënnen.

Dann, dass een och fënnef Deeg ka fräigestallt ginn, wann e Familljemember Hëllef brauch, well en net méi alles selwer maache kann, kënne mer nëmme begräisen. Och hei mengen ech, dass jiddereen, dee scho Leit a senger Famill hat, wou ee leider weess, dass et net méi laang esou ka virgoen, dann alles mécht, fir no der Aarbecht an de Weekend nach fir se do ze sinn. An da war een nach net mat bei den Dokters-Rendez-vousen, wou et heiansdo awer immens wichtig wier, dass och nach eng Vertrauenspersoun derbäi ass. Och hei ënnerstëtze mir Piraten dat.

An ech sot et virdrun, och bei de Grousselteren zum Beispill: Mir hätten et vlächht besser fonnt, wann een déi Definitioun vu „Familljemember“ awer méi large gesinn hätt, virun allem well d'EU-Direktiv dat hierginn hätt. Firwat also net d'Geschwëster an d'Grousseltere materanhuelen? Et steet eis als Politiker/innen net zou, eng Differenz tëscht enger Famill an där anerer ze maachen. Et gëtt Leit, fir déi sinn hir Grousselteren d'Ersatzeelteren. Et gëtt Leit, déi hunn nëmme Geschwëster an hirem Liewen. Do hätte mer eis eng méi grousst Ouverture gewënscht.

Mir Piraten soen dann awer och ganz kloer, dass dat heite kee Congé ass. Et sinn Deeg, déi ee just hält, well et onbedéngt néideg ass.

Mir wëllen dann och nach eng Kéier de Kommentar vun der Fonctionnaireskummer opgräifen, déi hei kloer seet, dass desen Text kee Verdéngscht vun enger Regierung ass, wéi et am Exposé des motifs steet, mee d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv. Et gouf probéiert, dass hei ze verkafen als Deel vun engem Versprechen aus dem État de la nation 2001 ..., pardon 2021 – sou laang ass et nach net versprochen. Mee och wann et e kleng Schrëtt a Richtung Flexibiliséierung ass, esou ass et awer nëmme d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv.

E Recht op deen Entretien, deen dann am Gesetz steet, ass och nach kee Recht op eng Flexibiliséierung. Do, mengen ech, misst d'Regierung nach méi liwweren, fir hiren Versprechen gerecht ze ginn. Well deen Entretien, wann ee Kanner huet bis 9 Jor ... Éischtens emol, weess ech net wierklech, ob een ... Mäi Meedchen ass nach keng 9, dat heescht, ech kann net ofschätzen, wéi et ass, wann et bis 9 Jor huet, mee ech hunn esou e Gefill, dass een och mat zwëschent 9 an 12 oder zwëschent 12 an 18 heiansdo nach eng gewësse Flexibilitéit brauch. An och déi, mengen ech, kann een nach e bëssen noliwweren.

Här President, ech sot et: Mir ënnerstëtzen deen heite Gesetzesprojet. Ech wollt awer nach profitéieren, fir dem Rapportier Merci ze soe fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport. Och wa mer eis vlächht am Detail net eens sinn, sou ass awer och e kleng Schrëtt heiansdo e wichtige Schrëtt. An dofir stëmme mer dee Projet mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Léif Deputéiert, fir d'Éischt emol e grouss Merci un de Rapportier Dan Kersch fir deen detailléierte Rapport an och merci alle Virriedner. Vlächht direkt eng Remark op dat, wat ech elo grad héieren hunn, dass

hei d'Regierung géif just eng Direktiv ëmsetzen. Ech weess net, wéi verschidde Leit de Prozess vun den europäeschen Institutionen kennen, mee dat ass nâischt, wat an engem luftleere Raum geschitt an et ass och net, dass dat einfach esou dohinnerkëent an ouni Negociatiounen an ouni Diskussiounen geschitt.

Do si ganz vill Diskussiounen, do si ganz vill Stonnen, déi diskutéiert ginn, do gi ganz vill Negociatiounen a Bilaterale gemaach. An dat ass wierklech intensiv Aarbecht. An do bréngt och jiddweree sech mat an. Et kritt net ëmmer jiddweree dat, wat e gären hätt, mee jiddweree probéiert, sech do matanzebréngen, soudass déi Direktiven net iergendwousch einfach esou vun uewen erofgefall kommen, mee dat ass richtig Aarbecht. An duerfir sinn ech och frou, dass des Direktiv hei duergaangen ass.

An desen Text ass méi wéi nëmme e puer Ännerungen an engem Aarbechtsgesetzbuch an en ass och net, wéi dat esou gär gesot gëtt, eng Aféierung vun neie sechs Deeg Congé einfach esou, well ech opposéiere mech wierklech ferm där doter Ausso. Am Text hei, do geet et virun allem ëm d'Valeur, déi mer eise Léifsten an eiser Famill accordéieren. An dat ass en extrem wichtige Sujet, dee ganz dacks vergiess gëtt oder ganz dacks net genuch en valeur gesat gëtt.

An enger Gesellschaft, wou et ëmmer méi séier dréit, an enger Gesellschaft, wou de perséinleche Kontakt ëmmer manner ass, an enger Gesellschaft, wou mer ëmmer manner Zäit och hu fir eis Famill, an net nëmme déi noost Famill, och déi e bësse méi wäit, an enger Gesellschaft, wou duerch d'Stonnen, déi een op der Aarbecht verbréngt, de Kontakt mat senger Kanner ganz dacks net deen ass, deen ee gären hätt, an och an enger Gesellschaft, wou d'Fleegedéngschter ëmmer méi an Usproch geholl ginn, ass esou e Gesetz wéi dat heiten extrem wichtig. Dat Gesetz hei, dass et erlaabt der Famill, fireeneen do ze sinn. Fireeneen do ze sinn, eppes, wat vill Leit brauchen, a fireeneen do ze sinn, wann d'Leit et am meeschte brauchen.

An ech wiere mech dann och dergéint, wann ee seet: „Jo, mir kréien einfach sechs Deeg Congé bäi“, well déi sechs Deeg Congé si kee Congé récréatif, deen hei bäikëent. Dat sinn déi Congéen, déi ganz genau fir eng ganz spezifesch Situatioun geduecht sinn. Eng Kéier gëtt et een Dag Congé bei engem Cas de force majeure. An duerfir ass et och richtig a verständlech, dass do an der Direktiv steet, dass brauch ee kee Certificat médical, well wann engem eppes geschitt, wou engem den Himmel op de Kapp fält – en Autosaccident –, do huet een net onbedéngt e Certificat médical dobäi, soudass et fir dee Volet do verständlech war.

Fir déi aner fënnef Deeg, do brauch een nach ëmmer e Certificat médical, wou een engem Familljemember dann och als Aidant zur Säit steet. An déi Leit, déi et do brauchen, déi do déi Hëllef brauchen, déi si schonn an enger schwieriger Situatioun. An ech weess och net, ob Der Iech ëmmer ausmole këent, wat dat fir deen ass, deen d'Hëllef brauch, a fir deen ass, deen d'Hëllef muss gi wärend längerer Zäit, wann ee ganz schwéier krank ass, wann ee fleegbedürftig ass, wann ee ganz grav Problemer huet, fir deem ze hëllef.

Duerfir ass dass hei wierklech eng Hëllef fir déi Leit, déi an der schrecklecher Situatioun sinn, dass se Hëllef brauchen, a fir déi Leit, déi sech da verflucht fillen an och verflucht vlächht sinn, fir deene Leit dann ze hëllef. Et ass also keen – ech soen et nach eng Kéier: keen! – Congé récréatif. Et ass net, fir weider senger Fräizäitaktivitéiten nozegoen, mee et ass e Congé extraordinaire, dee gebonnen ass un eng extraordinäre Situatioun.

Do sinn der och, déi soen, dat hei hätt och e Congé sans solde kënne sinn. Virun e puer Deeg hate mer hei eng Diskussioun iwwert d'Working Poor, iwwer Leit, déi, wa se schaffen ginn, awer net genuch hunn, fir kënnen hir Enner beieneenzebréngen. An elo wëlle mer deene Leit dann nach operleeën, e puer Deeg net schaffen ze goen oder e puer Deeg keng Pai ze kréien, fir sech dann enger schwieriger Situatioun unzehuelen, déi een dann doheem huet, fir deene Leit ze hëllef? Dat wär, e Congé anzeféiere fir déi Leit, déi Klacken hunn, déi Suen hunn, an et wär, e Congé onméiglech ze maache fir déi, déi d'Suen net hunn. An dat geet op kee Fall mat eis!

(Interruptions)

Mir wëllen, datt net nëmmen déi Leit, déi sech finanziell gutt stinn, sech kënnen ëm hir Famill këmmern, mee mir wëllen, datt dat alleguerten déi Leit sinn, déi dat wëllen a kënne maachen.

Vläicht nach e Wuert zur Ausweitung vum Congé d'aidant op aner Leit wéi déi, déi elo an der Direktiv virgesi sinn. Do steet: „fils, fille, mère, père [...] ou partenaire“. Ech verstinn déi Diskussioun a mir hate se jo och an der Kommissioun, dass een dat hätt kënnen ausweiten. An dat ass sécherlech och eng Demande um Terrain, déi et op där enger oder där anerer Plaz gëtt. Mee wou geet dat do un a wou hale mer op? An déi Diskussioun hu mer jo och gefouert a mir hunn och doriwuer diskutéiert, wéi schwéier et wäert sinn, do wierklech all Fall kënne gerecht ze ginn. A mir hunn eis do un den Text vun der Direktiv gehalen, deen et esou festhält.

Dat hei ass natierlech – am Ufank war dat jo och esou virgesinn – e supplémentäir Coût fir d'Betribler. Mir hunn dunn an der Tripartitt decidéiert, datt do 50 % Méikäscht fir de Patron solle rembourséiert gi vun deenen Deeg, wat, mengen ech, och e ganz gudd Kompromiss ass. An ech wëll hei och awer ënnersträichen, dass Mataarbechter, déi zefridde sinn, Mataarbechter, deenen et gutt geet, Mataarbechter, déi engagéiert sinn, och dem Patron eppes bréngen. Déi si sécherlech vill méi performant wéi anerer.

Do dernieft féiert déi Direktiv dann hei och nach eppes an, wat u sech misst normal sinn: datt een duer froen, fir flexibel ze schaffen, fir sech ëm seng Kanner ze këmmern. Ech fannen, dass dat misst effektiv normal sinn. Heimat gëtt et awer elo definitiv dann och agefouert.

An et ass sécher – an dat héiert een an all Etüden an an all Gesprécher –, dass och dat heiten, och esou Moosname wéi déi heiten, zur Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg bäidroen. Wann ee mat ville Leit grad an deem Domän do schwätzt, dann héiert een, dass et de Saläre ass an dass et déi sozial Ofsécherung ass, d'Work-Life-Balance, déi gutt ass, déi d'Attraktivitéit vun engem Standuert ausmaachen.

Duerfir soen ech hei jiddwerengem Merci fir de positive Vott. Dat hei wäert alt erëm eng Kéier, ginn ech emol dervun aus, eng Unanimitéit ginn. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8016. Den Text steet am Document parlementaire 8016¹².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8016 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 8017 – Projet de loi portant modification :

1^o des articles L. 233-16 et L. 621-3 du Code du travail ;

2^o de l'article 28-5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8017 iwwert d'Erweiderung vum Pappecongé fir d'Independanten an d'homosexuell Koppelen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporteur ass nach eng Kéier den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bis elo war et esou, dass opgrond vun engem Gesetz, dat nach vum sozialisteschen Aarbechtsminister Nicolas Schmit abuecht ginn ass, also vun Ärem Virvirgänger, Här Minister, Männer, déi frësch Papp gi sinn, konnte vun engem aussergewöhnleche Congé profitéiere vun zéng Deeg. Vun deem Congé, deen och als „Pappecongé“ bekannt ass, konnte gläichgeschlechtlech Koppelen awer nëmme profitéieren, wa si e Kand adoptéiert haten.

Opgrond vun den Entwécklungen, déi mer aus anere Beräicher vun der Politik kennen, kënne mer elo hei e Gesetzesprojet diskutéieren, dee mat dëser Ongläichbehandlung vu gläichgeschlechtliche Koppele kann opräumen. An Zukunft sollen och Elteren, déi als „second parent“ unerkannt ginn, vum Pappecongé kënne profitéieren. Op dëser Plaz sief dann och drop higewisen, dass dëse Congé da wuel nach „Pappecongé“ genannt gëtt am Sproochgebrauch zu

Lëtzebuerg, mee dës Bezeichnung – dat gesi mer alleguerten u sech – net méi esou zu 100 % pass.

En zweete Volet, deen dëse Gesetzesprojet virgesäit, ass, de Pappecongé fir Independanten, déi haut zwee Deeg zur Verfügung hunn, op zéng Deeg eropzesetzen, esou wéi dat och bei de Salariéen de Fall ass. Domadder wäerten an Zukunft am Fall vun der Gebuert vun engem Kand respektiv der Adoptioun vun engem Kand Independanten also genausou vill Pappecongé kréie wéi d'Salariéen. Dëse Punkt entsprécht enger Mesür, déi d'Regierung sech am aktuelle Koalitiounsaccord ginn hat. De Staat wäert d'Käschte vun acht vun deenen zéng Deeg Pappecongé iwwerhuelen, esouwuel bei den Independantë wéi och bei de Salariéen, also véier Fënneftel vun de Käschte ginn hei vun Staat gedroen.

Dëse Gesetzesprojet ass ee vun zwee Projeten, déi haut an der Chamber zum Vott stinn – deen een hu mer scho votéiert – an déi, wéi gesot, op déi Work-Life-Balance-Direktiv vun 2019 zrëckginn.

Während de parlamentareschen Aarbechte goufe parlamentaresch Amendementer den 8. Juni 2023 gemaach. Dës hunn dem Staatsrot dann och erlaabt, seng Opposition-formellen, déi e formuléiert hat, opzehiewen.

De Projet de loi ass den 2. Juni 2022 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. Duerno hunn eng Rei vu Berufschamberen hiren Avis zum Gesetzesprojet ginn. Den éischten Avis war dee vum 28. Juni 2022 vun der Chambre des Salariés, déi hiren Accord zum Projet ginn huet.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Accord och ginn an d'Staatsbeamtekummer huet souguer nach en Avis complémentaire erausginn, deen och hiren Accord zu de parlamentareschen Amendementer ginn huet.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn den 22. Juli 2022 e gemeinsamen Avis erausginn an och si hunn hiren Accord zu dësem Projet ginn.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 25. Oktober 2022 eng Opposition formelle formuléiert – ech hat et virduer schonns erwäant. A sengem Avis complémentaire vum 4. Juli 2023 konnt de Staatsrot awer opgrond vun den Amendementer, déi gemaach gi sinn, seng Opposition formelle ophiewen.

De 27. Juni 2023 huet d'Chambre des Salariés en Avis complémentaire erausbruecht. Och do huet si hiren Accord ginn zu de parlamentareschen Amendementer.

D'Kommissioun krut den 19. Mee 2022 – dat ass alt schonn eng Zäitchen hier – de Gesetzesprojet presentéiert. De 25. Mee 2023 sinn déi ugesprache parlamentaresch Amendementer decidéiert ginn an dunn ass och den Titel vum Gesetzesprojet – och dat soll awer hei eng Kéier erwäant ginn – geännert ginn duerch déi parlamentaresch Amendementer.

De 6. Juli huet d'Kommissioun souwuel den Avis complémentaire vum Staatsrot examinéiert, de Rapport guttgeheescht an och mech als Rapporteur designéiert.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Här Rapporteur Dan Kersch.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här Président. Merci och dem Rapporteur fir den ausféierleche

schräftlechen a mündleche Rapport. Ech wëll och nach eng Kéier drun erënnere: Och dat hei ass e Projet, deen zréckgeet op d'Direktiv 2019/1158, genaousou wéi de Projet vu virdrun. Ech hat et virdu schon ugeschnidden.

Hei ass och d'Diskussion vum den Independanten, wat och eng gutt Saach ass, dass do eng Gläichbehandlung kënt téschent jiddwerengem, deen an där Situatioun ass. An et ass, wéi de Rapporteur gesot huet, och d'Diskussion mam „second parent“.

Déi Fro, déi mir eis gestallt hunn – an d'Kollegen aus der Kommissioun wëssen dat –, dat ass mat den Droit-nationalen, déi et gëtt, well mer och Frontalieren hunn. Bei deenen engen ass et d'Filiation, bei deenen aneren ass et d'Adoption. An déi Angscht, déi ech hunn – mee de Minister ka mech do vläicht berouegen, dass mer do falsch leien –, ass, dass den Europäesche Geriichtshaff op eemol bei deene verschiddene Positiounen a Punkten ..., well dat awer nach ëmmer Droit national ass a mir jo bei de Frontalieren awer e grousst – wéi soll ech dat soen? – Anzuchsgebitt si fir eis Frontalierkollegen, dass do eis och eng Kéier eng Plainte kéint op d'Nues falen. Dat muss elo net direkt sinn, dat ass meeschtens esou. Dat ass déi Fro, déi mer eis ëmmer nach just gestallt hunn. Mee fir de Rescht kéinte mir trotz deene Bedenken d'Zoustëmmung zum Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn dann d'Wuert eriwuer un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. D'Gläichheet téschent alle Bierger virum Gesetz ass e Prinzipp, deen eis als Demokratesch Partei ganz wichtig ass. Dat ass wichtig, wann et ëm d'Gläichheet téschent gläichgeschlechtliche Koppelen an heterosexuelle Koppele geet, wou ech der Meenung sinn, dass déi aktuell Koalitioun scho ganz, ganz wichtig Reformen an deene leschte Jore gemaach huet. Déi Gläichheet, déi ass eis als DP-Fraktioun awer och ganz wichtig, wann et ëm d'Gläichheet téschent Salariéen an Independantë geet.

Ech hat selwer an deem Kontext an dem Kader vum der Pandemie, wou eng ganz Rei Froen dozou opkomm sinn, eng Interpellatioun zu dem Statut vum den Independanten ugefrot, wou och eng Rei Fuerderung vum eis matagefloss sinn. An ech si ganz frou, well dat heiten ass effektiv e Punkt gewiescht, deen am Koalitiounsaccord war. Et war awer och e Punkt, deen an dem DP-Programm vum 2018 stoung, soudass mir als DP-Fraktioun ganz frou sinn, dass hei eng Gläichstellung téschent de Salariéen an den Independanten, wat de Pappcongé ugeet, kënn.

Et bleiwen awer bei der Gläichstellung téschent Salariéen an Independanten nach eng Rei Schrëtt ze maachen. Ech denke just un d'Pension de vieillesse anticipée. Ech denken awer och un de Revenu de remplacement an un de Chômage, wou nach esou munches ze maachen ass, fir a Richtung vum engem Statut unique téschent Salariéen an Independanten ze goen.

Ech ginn den Accord zu deem Gesetz a soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, Här President, well ech et virdu vergiess hat: D'LSAP gëtt selbstverständlech hiren Accord zu deem gudden Gesetz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. An dann ass et elo un der honorabelen Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Merci dem Här Rapporteur fir säin exzellente schräftlechen a mündleche Rapport. D'Gebuert vum engem Beebee a besonnesch déi esou wäertvoll Kenneléierphas an den éischten Deeg ass eng ganz speziell, eng ganz wichtig Zäit, eng Zäit, wou d'Mamm d'Gebuert veraarbecht, heelt, d'Eltere vum den Hiewamme vill Support kréien, Wichtiges erkläert kréien, medezinesch Tester gemaach ginn a virun allem ee sech géigesäiteg ënnerstëtzt, sech kenneléiert, wéineg schléift an dat net Wonner a senger Famill kenneléiert. Dës magesch Phas ass keng einfach. Se kascht vill Kraaft, vill Energie an ass munchmol begleet vu weidere medezineschen Agrëffer, vum emotionalen Achterbunnfaarten, vu Besuch an neiem Kenneléieren.

Wat all Eltere gemeinsam hunn, ass, dass se dës wichtig Deeg enorm appreciéiert hunn an d'Aarbecht dee Moment ganz wäit fort war dank dem Congé de naissance.

Mee net jidderee konnt bis haut vum Congé de naissance profitéieren. Independantë konnten dat net an hu missen op e wichteg Akommes an dësen Deeg verzichten, wa se bei hirem Kand an hirem Partner wollte sinn, dëst souwuel am Fall vum enger Adoptioun wéi bei der Gebuert vum Kand. Och gläichgeschlechtlich Koppele konnte bis haut net vum Congé de naissance profitéieren. Mat der Aféierung vum der méi breeder Betitelung vum „second parent“, deen net méi exklusiv op de Papp zutrëfft, kann deen aneren Elterendeel onofhängeg vum Geschlecht och op dës zéng Deeg bezuelte Congé zréckgräifen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, ech hunn a menger Ried bewosst vum „Congé de naissance“ geschwat an net méi vum „Pappecongé“. De „Gebuertcongé“, wéi mer en dann op Lëtzebuergesch kéinten nennen, ass méi inklusiv a schléisst keen/t aus. Eis Famillje sinn divers, hunn ënnerschiddlech Constellatiounen an Zesummstellungen. An eng gutt Famill definéiert sech net iwwert d'Geschlecht vum den Elteren, mee iwwert hir Léift zu hirem Kand.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | D'Terminologie vum Gebuertcongé ass also en Term, deen och de sëllege Reeboufamillje gerecht gëtt, an och wann et vu munche rietse Kräfte vläicht net appreciéiert gëtt, sou gefält et menger Fraktioun ëmsou méi!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Dofir sinn ech frou iwwert dëst laangeseent Gesetz, e weidere Bausteen a fir vill Familljen an zukünfteg Familljen och e Meilesteen!

Ech ginn heimadder ganz gären den Accord vum der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech sinn och der Madamm Bernard dankbar fir déi flott Introduktioun zu deene puer Wierder, déi ech elo ka soen. Mee ech wéilt awer ufänken, fir Merci ze soe fir de Rapport, deen zweete schonn, deen den Här Kersch eis haut presentéiert huet. An ech wéilt och soen, dass hei Aspekter an

deem Gesetz sinn, déi eis och gefalen, notament eng méi grousst Gläichbehandlung zwëschent Independanten a Salariéen. Ech mengen, dat ass eis gutt presentéiert ginn an dat droe mir och mat.

Op där anerer Säit ass hei elo vill geschwat ginn iwwert déi Problematik vum ongläiche Behandlungen. Mee et muss een awer och kloer soen, dass, wann eng Situatioun objektiv ënnerschiddlech ass, se dann och ënnerschiddlech traitéiert ka ginn. Et besteet keng Obligatioun, fir objektiv ënnerschiddlech Situatiounen d'selwecht ze behandelen, well dat erëm eng Quell vum Diskriminatioun kann duerstellen.

Fir eis ass et kloer, dass déi Propositionen, déi hei gemaach goufen, vill Problemer am internationale Privatrecht opwerfen, oft zu internationale Konventionen am Spannungsverhältnis stinn, notament zu der Kannerrechtskonvention, an dass fir eis de Rôle vu Mamm a Papp och an der Bildung vum engem Kand, a senger psychologescher Entwécklung, primordial ass an dass mer eis och onageschränkt derzou bekennen, dass all Kand seng Mamm a säi Papp huet an dass béid Geschlechter wichtig sinn an der Entwécklung vum Kand.

Aus deem Grund, well mer op där enger Säit Saache guttheeschen an deem Gesetz an op där anerer Säit awer och bei verschiddene Saachen eng aner Meenung vertrieben, wäerte mir eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An dann ass et un der honorabelen Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, als Alleréisch dem Rapporteur e grousse Merci fir de mündlechen a schräftleche Rapport. Och hei viwech: Mir stëmmen deem Projekt de loi selbstverständlech och zou. Et ass eng ganz gutt Saach, et ass dee richtige Wee. Eis ass et egal, ob et zwou Mammen, zwee Pappen oder Mamm a Papp ass, Haaptsaach déi jonk Famill ass eng glécklech Famill an déi ka vum Ufank u bei der Gebuert dobäi sinn an déi soll sech och këmmere kënnen. An et ass eis och egal, wat déi Leit studéiert hunn, geléiert hunn. Och en Independent soll op alle Fall hei grad esou behandelt gi wéi all déi aner Leit, deen huet gradesou e Recht, an dat ass an der Vergaangenheet net richtig gewiescht. An heimadder maache mir hei wierklech e Meilesteen an déi richtige Richtung.

Dat Eenzegt, wat mer net ganz kloer ass, dat ass bei de Frühchen. Do muss ee vläicht oppassen, well wann een e Frühche kritt, wann een eng Frühgebuert huet, dat ass och esou eppes, ech mengen, do muss ee mat der Lupp eng Kéier drockucken, dass och déi Leit hire Congé ... Déi kënnen dee jo zum Deel net matzäiten ufroen, well dat guer net méi méiglech ass. An an där Situatioun, wou een da bei engem Frühchen ass, wann dat op d'Welt kënn, huet ee ganz vill aner Suergen an do huet een de Kapp och net méi dobäi, fir seng Congéen unzefroen. An do hoffen ech ëmmer, dass jiddwereen dann awer esou flexibel ass an dass déi Leit dat awer esou kréien, wéi se dat wëllen.

Ee weidere Punkt am Gesetzesvorschlag ass mat den Amendementer prezisiéiert ginn. An den Avisé gouf zum Deel nämlech drop opmierksam gemaach, dass am Fall vu Méigeburten, Zwillingen an Drillingen, de Congé de paternité nëmmen eemol gestatt gëtt, well d'Gesetz och net prezis genuch wier. Mee mat den Ännerungen duerch d'Amendementer – ech hunn dat elo gesot – ass dat jo geännert ginn. Dat war jo och e grousse Kritikpunkt an dat ass och richtig, dass dat esou geännert ginn ass. An dann ass et elo wierklech kloer, dass een dee Congé pro Kand zegutt huet.

Ech wollt op dëser Plaz och soen, datt mir an eisem Walprogramm nach eng aner Fuerderung stoen hunn: Mir wëllen eigentlech esou e Congé vun zéng Deeg duerch e Congé de naissance vun dräi Méint ersetzen. Dëse Congé kéinten déi zwee Elterendeeler zesummen huelen, soudass se wierklech déi éischt dräi Méint zesumme bei hirem Kand kéinte bleiwen, egal wat fir ee Geschlecht et och ass, a si kéinten déi Zäit bei hirem Neigebuerene verbréngen, wat sécherlech och e Plus wär fir déi nei Famill. A wéi gesot, ech hunn et scho gesot: Eis ass et wierklech egal, aus wéi dës zwee Elterendeeler bestinn. Dat ass eis wurscht!

(Interruption)

Haaptsaach, déi jonk Famill ass glécklech. Haut hu mer ganz vill Patchworkfamilljen a mir dierfen einfach d'Aen net zoumaachen. Mir mussen se opmaachen a mir müssen hinnen eeben dat ginn, wat se brauchen.

Mir stëmmen dëse Projet, wéi gesot, mat, wuel wësend, datt mer awer bestëmmt fréier oder spéider op d'Thema müssen zrëckkommen, well déi meescht Avisen, ënner anerem och dee vum Staatsrot, drop hiweisen, datt d'Filiatioun am Zivillrecht muss reforméiert ginn, fir d'national Gesetzgebung an dësem Beräich ganz op d'Linn vun den europäeschen Texter ze bréngen an domadder méiglech Ongläichbehandlungen ofzeschaffen.

Also, ech denken, datt mir net déi leschte Kéier hei iwwer esou en Text schwätzen, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als Éischt och un de Rapportier fir de méndlechen a schrëftleche Rapport. Déi zéng Deeg staatlech bezuelte Congé, déi e Papp an enger heterosexueller Koppel bis elo krut, fir no der Gebuert vun engem Kand no der Mamm an dem Neigebuerenen ze kucken, waren nach ni vill. Dat si grad emol zwou Wochen; zwou Wochen, fir sech an engem ganz neie Liewensofschneitt ermëzefannen, zwou Wochen, wou een als Mamm – eventuell nach geschwächt vun der kierperlecher a mentaler Belaaschtung vun der Gebuert; vläicht verzweifelt, well et mam Stëllen net esou klappt, wéi een dat geplangt hat; vläicht iwwermidd an um Erdrénken an dreckege Pamperssen – weess, datt ee sécher net eleng do derduerch muss – zwou Wochen. Vis-à-vis vun där Erausforderung sinn zwou Wochen näischt. Mee et ass awer ëmmerhin emol dat: zwou Wochen, wou de Papp doheem konnt ënnerstëtzen.

Gläichgeschlechtliche Koppelen an Independanté waren nämlech souguer dës zéng kuerz Deeg bis elo net zougängelech. Datt dat ganz offensichtlech eng inakzeptabel Ongläichbehandlung war, muss ech sécher net laang erklären. An et sot jo souguer Bréssel, datt dës Ongerechtegkeet misst duerch d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv geännert ginn.

An och wa mir Piraten der Meenung sinn, datt déi zéng Deeg, déi hei am Text proposéiert ginn, bei Wäitem nach net duerginn, wäerte mer dëst Gesetz selbsterständlech matstëmmen. Well hei muss een einfach soen: All Dag zielt, wann et drëms geet, e Puppelche bei sengem Start an d'Liewe begleeten ze kënnen.

Dofir fanne mer et och ganz schued, datt d'Independanten zwar sollen zéng Deeg Congé huele kënnen, dovunner awer just aacht iwwerholl ginn, soudatt déi reschtlech zwee awer aus eegener Täsch

virfinanzéiert respektéiert komplett finanzéiert mussen ginn. Am Endeffekt gëtt esou also eng nei Ongläichbehandlung geschafen, amplaz ee fir alle Mol all d'Ongerechtegkeeten aus dem Wee ze raumen.

Wa mer an e Gebuertscongé investéieren, dann investéiere mer an déi Klengst a Vulnerabelst vun eiser Gesellschaft an dann investéiere mer och a Gläichberechtigung. Soulaang wéi mer et de Partner a Partnerinnen net erlaben, geneesou laang doheemzebleiwen no der Gebuert vun engem Kand wéi de Mammen, zementéiere mer weider d'Iddi, datt de Partnerinnen a Partner hei just eng ënnergeuerdent Roll zoukënn.

Da kann den Egalitéitsministère esou vill Suen an de Grapp huelen, wéi e wëll, fir schéi faarweg Campagné géint Stereotypen: Esoulaang d'Aarbechtsopdeeling doheem esou ausgesäit, datt d'Mamm sech vum Ufank u méi ëm Haus a Kanner këmmere soll, jo, muss, well d'Partnerin oder de Partner nees schaffen muss, ginn d'Mammen an eng Roll gedrängt, fir déi si sech net onbedéngt fräi entscheet hunn. Wann d'Aufgaben doheem schonn direkt am Ufank net gerecht verdeelt gi wéinst engem ze fréie Retour op d'Aarbecht, dann ännert dat sech duerno oft just nach ganz seelen. Dofir setze mir Piraten eis fir de Gebuertscongé vun dräi Méint an, dee parallel zum Congé de maternité soll lafen an et de Famillje kéint erméiglechen, d'Aufgabe vum Ufank un esou ze deelen, wéi si et fir richtig halten.

Leider si mer haut nach esou wäit dovunner ewech an amplaz vun dräi Méint stëmme mer haut dann emol zéng, voire aacht, Deeg. Mee wéi gesot: Et zielt all Dag, an dofir ginn ech den Accord vun de Piraten.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Léif Deputéiert, fir d'Éischt dem Rapportier e grouse Merci fir deen detailléierte Rapport. Ech brauch duerfir net méi op d'Detailer anzegoen. Vlächicht direkt e Saz, deen ech schonn eng Kéier hei gesot hunn: De gréisste Feind vum „Gutt“, dat ass de „Besser“. Natierlech kann een et ëmmer erëm besser maachen, mee ech fannen, dass et emol gutt ass, dass et hei zéng Deeg gëtt, zéng Deeg och fir d'Independanten an och fir déi gläichgeschlechtlech Koppelen. Genee wéi de Projet vun der Work-Life-Balance huet de Gesetzesprojet iwwert de Pappcongé virun allem och e familljepolitesse Volet, an deen erkennt dann och de „second parent de naissance“ un.

Am Artikel 3 vun der Kannerrechtskonventioun steet dran: „Les États parties s'engagent à assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être, compte tenu des droits et des devoirs de ses parents, de ses tuteurs ou des autres personnes légalement responsables de lui, et ils prennent à cette fin toutes les mesures législatives et administratives appropriées.“ D'Reform vum Gesetz iwwert de Pappcongé dréit sécherlech och zur Verbesserung vum Bien-être vum Kand bäi. An d'Kannerrechtskonventioun, déi mécht keen Ënnerscheid, ob d'Eltere vun engem Kand Independant oder Salariaé sinn, a si mécht och keen Ënnerscheid, ob d'Eltere zwou Fraen, zwee Männer sinn oder en anere Sexe hunn.

Och wa mer am Volleksmond vum „Pappcongé“ schwätzen, kann ech mech ganz gutt mat der Iddi vun engem „Gebuertscongé“ offannen. Mee mir hunn einfach den Term geholl, deen an der Direktiv och steet, an hunn do dee selwechten Term gebraucht. An do gëtt dëst Gesetz de Kanner dann d'Recht, déi éischt zéng Deeg vun hirem Papp oder hirem „second parent de naissance“ ze profitéieren, andeems d'Gesetz dann eeben do virgesäit, dass mer déi zéng Deeg do hunn, egal wéi ee Sexe oder Statutt déi Leit dann och hunn.

An dat ass sécherlech am Intérêt supérieur de l'enfant, wéi déi international Kannerrechtskonventioun dat dann och virgesäit, an d'Bindung – et ass virdu gesot ginn – tëschent dem Kand an dem Papp gëtt duerch de Pappcongé sécherlech gestärkt.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Léift vun de Kanner par rapport zu hiren Elteren a vun den Eltere par rapport zu hire Kanner, déi kennt kee Sexe, déi ass inconditionnel, an dat ass meng absolutt Iwwerzeugung a vill, ganz vill Etüde gi mer och onbedéngt Recht dobäi – och wann hei riets Leit sinn, déi dat vlächicht net esou gesinn!

Wat de „second parent de naissance“ ugeet, hu mir an dësem Text füllend Formulatioun missen notzen: „la personne reconnue comme second parent équivalent par la législation nationale applicable en vertu du lieu de résidence ou de la nationalité de l'enfant“. An an deem Kader hoffe mer natierlech och, dass dann de Projet de loi 6568A portant réforme du droit de la filiation och gläich kann eng Kéier hei gestëmmt ginn.

Dee Gesetzestext, dee weist dann och, datt d'Independanten eis net egal sinn. Jo, och si kréien dann och Recht hei op e Pappcongé a kréien deen och rembourséiert. E gëtt d'selwecht rembourséiert, aacht plus zwee, also zwee Deeg vum Patron an aacht Deeg rembourséiert vum Staat, wéi dat bei de Salariaéen dann och ass. An ausserdeem kritt dann och de Papp vun enger Naissance multiple de Pappcongé pro Kand accordéiert, bei Zwillingen dann also zweemol a bei Drillingen dann och dräimol zéng Deeg, wat och sécherlech gutt ass.

Eppes, wat och net onwichtig ass, wat, ech mengen, kee gesot huet, ass awer och, dass de ganze Prozess digitaliséiert gëtt. Wa mer gär hätten, dass manner Pabeier soll gebraucht ginn, gëtt de Prozess heimadder ganz digitaliséiert, fir dann och de Remboursement unzefroen, wat da sécherlech och méi séier wäert goen, well d'Delaien dann och méi kleng sinn an dat och einfach iwwert d'Simplification administrative méi einfach wäert sinn.

Vlächicht eng Äntwert zu deem, wat den Här Spautz gesot huet: Bon, mir hunn dat natierlech gekuckt, och mat der Justice. D'Justice huet gemengt, dat wär kee Problem. Och de Staatsrot huet kee Problem dobäi gesinn. Elo muss ee kucken, wann et do awer eng Plainte gëtt, da muss mer där Rechnung droe virum EU-Gerichtshaff. Dat muss een da gesinn, wéi et do ausget.

An eng Äntwert zu der Madamm Cecchetti hirer Fro iwwert d'Frühchen, iwwert d'Prematuréen: Also, Dir hutt immens vill Rapporten ze liesen, ech hunn der net esou vill ze liese wéi Dir, mee a mengem, also an deem Rapport vun der Chamber, do steet op der Säit 17 eng méiglech Äntwert op dat, wat Der gefrot hutt, well „le délai de préavis ne s'applique pas si l'accouchement a lieu deux mois avant la date présumée.“ Et brauch een also net deen Délai de préavis anzehalen, fir de Patron müssen ze informéieren. Dat kënn zum Deel op alle Fall emol der Diskussioun iwwert d'Prematuréen entgéint.

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8017. Den Text steet am Document parlementaire 8017^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8017 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an dräi Abstentiounen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 8233 – Projet de loi portant modification :

1^o de l'article L. 413-4 du Code du travail ;

2^o de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Als Nächst hu mer de Projet de loi 8233, eng Ofännerung vum Aarbechtsrecht a puncto Walrecht bei de Chambres professionnelles. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur ass eng drëtte Kéier fir haut den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Merci, Här President, et ass versprochen: Et ass déi leschte Kéier, dass ech och de Paltong undoen, well et ass bal net méi auszehalen hei. Ech gesinn d'Kollegen alleguerten am Hiem do setzen, dat ass méi wéi verständlech.

Bei deene leschte Sozialwale 2019 ass opgefall, dass et eng Rei Onstëmmegkeete gouf, wat d'Walrecht

ugeet. Esou ware verschidde Kategorië vu Salariéen, déi an d'Chambre des Salariés cotisiéieren, net op der Lëscht vun de Wieler. Beträff waren Demandeurs d'emploi a Léiermeedercher a Léierbouwen. Och war et net ganz kloer, ob Salariéen, déi an engem Congé parental à temps plein wieren, kéinten un de Sozialwale deelhuele oder net.

Mir stëmmen haut also iwwer e Gesetz of, dat engersäits enger Rei Leit d'Walrecht ganz kloer zougesteet respektiv prezisiéiert, dass si et och wierklech hunn.

De Gesetzesprojet gesäit vir, dass den Alter, fir an de Berufschamberen ze wieren, vun haut 18 op 16 Joer erfogsat gëtt. De Mindestalter, fir Kandidat ze sinn, bleift allerdéngs bei 18 Joer.

Duerch de Gesetzesprojet gëtt och kloergestallt, dass d'Suspensioun vun engem Salarié sengem Aarbechtskontrakt em et trotzdem wäert erlaben, dass e ka weider wile goen an och ka gewielt ginn. Dat treëft beispillsweis op d'Salariéen zou, déi Vollzäit an engem Congé parental sinn.

Déi nächst Sozialwale si schonn d'nächst Joer. A wa mir Politiker vun engem „Superwaljoer“ dëst Joer schwätzen, kann ee roueg soen, dass och d'Joer drop, also 2024, e Superwaljoer gëtt mat de Sozialwale eeben an den Europawale, déi ustinn.

Ech mengen, et brauch een hei net ze prezisiéieren, dass d'Sozialwale déi Wale sinn, wou déi meeschte Wieler e Walrecht zu Lëtzebuerg hunn, an dat ass domadder e ganz grouse Baustee vun eiser Demokratie. An dofir war et och wichteg, dass mer déi gesetzlech Prezisiounen haut virhuelen, déi mer op der Dagesuerdnung hunn.

Ech wollt nach soen, dass an der Kommissioun d'Fro opkomm ass, wivill Leit dann elo zousätzlech vun deem Walrecht profitéieren. A mir krute vum Minister versprochen, e géif eis eng Zuel liwweren. Dat huet en och gemaach. Et geet een dervun aus, dass grob geschätzt ronn 12.000 Leit zousätzlech elo mat deem Gesetzesprojet d'Walrecht kréien. Dat gesot als weider Informatioun, well dat am schréffleche Rapport net drasteet.

De Projet de loi ass de 7. Juni 2023 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn. Duerno hunn eng Rei vu Berufschamberen en Avis zum Gesetzesprojet ginn. D'Berufschamberen hunn hiren Accord ginn. Dat zielt fir d'Chambre des Salariés, et zielt awer och fir d'Staatsbeamtekummer, déi allen zwee hiren Accord ginn huet.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 4. Juli 2023 och säin Accord ginn. An d'Kommissioun krut de Gesetzesprojet de 6. Juli 2023 presentéiert, wou mer och d'Avise vun de Berufschamberen a vum Conseil d'État analyséiert hunn. Bei där nammlecher Sitzung gouf ech als Rapporteur designéiert an hunn domadder mäin Job erleedegt.

Merci fir d'Nolauschteren. A fir dass ech et dës Kéier net nach eng Kéier vergiessen, hunn ech mer et extra op e separaten Ziedel opgeschriwwen: D'sozialistesche Fraktioun stëmmt deemem Projet selbstverständlech zou. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Dan Kersch.

An éischten ageschriwwene Riedner ass och hei den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci un de Rapporteur vun deemem Gesetz, wou mer och kënnen d'Zoustëmmung ginn. Déi Diskussioun,

wou Dir elo grad de Chiffer genannt hutt, dat war jo eng vun de Froen, déi mer eis gestallt hunn, wivill potenziell Wieler géife bäikommen.

Et ass och richteg, wéi den Här Kersch seet: Et ass reng theoretesch déi Plaz, wou déi meeschte Leit hei zu Lëtzebuerg kënnen enger Wal deelhuele. Mir wëssen awer, dass an der Realitéit den Taux de participation minimal ass. An dat kënne mer elo net iwwer Gesetz änneren, dass mer elo schreiwen, den Taux de participation misst an d'Luucht goen.

Mee dat wär nach eng Suggestioun un de Minister, dass mer vläicht zesumme mat de Berufschambere méi Propaganda maachen, fir dass mer den Taux de participation bei deene Wale an en d'Luucht géife gesat kréien. Dat géif eis och sécherlech alleguerte gutt zu Gesiicht stoen. Well wann ëmmer nëmme bei verschidde Gruppen 20 bis 25 % participéieren an deene jeeweilige Gruppe vun de Berufschamberen, da wier et sécherlech gutt, wa mer deen Taux géifen an d'Luucht gesat kréien.

A fir de Rescht géif ech d'Zoustëmmung gi vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei zu deemem Projet de loi. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schréffleche Rapport. Merci och fir d'Prezisioun zu der potenzieller Unzuel vun neie Wieler. Ech hat déi Fro effektiv an der Kommissioun opgeworf. Fir eis ass alles gesot. Ech ginn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An dann ass et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President, a merci dem Rapporteur fir säi leschte Rapport fir de Mëtteg. Aus grénger Siicht ass natierlech eng Saach interessant derbäi: dass mer elo och d'Léiermeedercher an d'Léierbouwe mathuelen, fir kënnen wieren ze goen. Si gehéieren zum Betrib a si kënnen dat vu 16 Joer u maachen. Ech fannen dat interessant an et soll eng Pist sinn, fir emol ze kucken, méi couragéiert ze ginn, d'Walrecht op Gemengenniveau an och soss vläicht nach kënnen mat 16 Joer auszeprobéieren. Ech freeë mech schonn, wéi dat ausgeet.

Merci villmools.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An dann ass et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken dem Här Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir säi schréfflechen a mëndleche Rapport. En huet säin Job erleedegt, wéi en dat virdrun esou léif gesot huet. Ech mengen, et ass fir eis selbstverständlech, dass déi Leit, déi abezuelen an eng Salariatskummer, och kënnen mat wile goen. Et war am Fong geholl verwonnerlech, dass et bis elo net esou war, an et huet am Fong och missen esou kommen.

An ech wëll dem Här Spautz Marc soen – en huet jo drop higewisen, dass am Fong geholl d'Walbedeelegung bei de Sozialwale relativ minimal ass -: Do misst ee vläicht déi eng oder aner Campagne starten, fir dass och do e bësse Remedur geschaf gëtt, fir dass och d'Leit duerno wëssen, em wat et geet. An ech

mengen, dat wier vläicht eng Saach, déi kéinte mer eis zu Häerz huelen.

An ech ginn domadder den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, als Alleréischt emol da fir d'drëtt dem Rapporteur e grouse Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech mengen, et ass alles schonn hei gesot. Et ass ganz gutt, datt dat dote remediéiert ass. Et ass ganz gutt, datt elo esou vill Leit weider sech kënnen un de Wale bedeelegen an datt dat alles kloer ass.

Et ass och wichteg, datt et déi Sozialwale gëtt, an et ass och wichteg – ech mengen, et muss een de Message mat weiderginn –, datt déi Leit och wile ginn. Jiddwereen, dee wielen däerf goen, soll vu sengem Walrecht profitéieren an e soll dat maachen. Et gëtt Länner, do mussen d'Leit op d'Strooss goen, fir dierfe wielen ze goen. Si ginn ëmbruecht, well se hir Meenung soen. A mir hunn hei eist Recht a mir sollen dat och dofir wierklech wouerhuelen a wile goen.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dann ass et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur. Mir begrëissen als Piraten, datt mer hei d'Basis vun der CSL méi wäit opmaachen, an d'CSL huet dat jo och selwer begrëisst. Deement-sprechend muss een net wäit am Detail siche goen. Hei geet et ëm Walen, a Wale sinn eppes, wat elementar wichteg ass, fir seng Meenung kënnen auszedecken. Mir sollte frou sinn, an engem Land ze liewen, wou op Demokratie gehale gëtt a wou een eeben och net nëmme fir d'Chamber hei am Haus ka wielen, mee wou een eeben och nach eng Kéier sektoriell Verriedungen huet, ob dat eng Chambre des Salariés ass oder aner professionell Kummeren.

An dofir ass et nëmme richtig, wann do méiglechst vill Leit kënnen wile goen. An dann hoffen ech just, datt heiderger dann och méiglechst vill Leit wäerte wile goen. Op alle Fall ënnerstëtzen ech do d'Fuerderung vu sengem Bänknoper hei, dem Marc Spautz, datt mer nach eng Kéier e bësse méi Werbung maachen, fir datt bei den nächsten CSL-Walen dann och méiglechst vill Leit participéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Jo, merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Bon, et ass alles gesot. Déi Leit, déi cotiséieren, sollen och kënnen mat wile goen. Dat schéngt jiddwerengem evident ze sinn. Et ass och evident.

Wat mech freet, ass, dass mer hei de Léiermeedercher a Léierbouwe kënnen ab 16 Joer dat passivt Walrecht ginn. Ab 18 kënnen se sech awer eréischt wile loosse. Dat ass, fannen ech, e ganz gudden an och e wichtige Schratt an déi richtig Richtung.

Fir déi aner Leit, déi bis elo cotiséiert hunn an net konnte mat wielen, geet elo eng weider Dier op. Natierlech wäerte mer all Effort mat ënnerstëtzen, deen d'CSL mécht, fir méi Propaganda fir déi Walen hei ze

maachen. Dat ass absolutt evident, an ech gesinn hei eng grouss Zoustëmmung dofir.

An ech soen Iech e grouse Merci fir deen heite Vott.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Aarbechtsminister Georges Engel Merci. D'Diskussion ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8233. Den Text steet am Document parlementaire 8233⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8233 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

11. 8066 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Dee leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8066 iwwert d'Gläichberechtigung a puncto Ierfschaft vu fréiere Beneficiairé vum RPGH. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Dan Kersch ...

(Hilarité et exclamations)

Nee, pardon. Ech entschëllege mech. De Rapporteur ass den honorabelen Här Claude Lamberty.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Den Här Kersch huet dat de Mëtteg jo gutt gemaach.

(Hilarité)

Also, den Här Kersch hat jo gesot, en hätt seng Aarbecht fir de Mëtten erleedegt, da gi mer him säi Feierowend geschwënn. Voilà, also wann Der erlaabt, Här

President, géif ech dann de Rapport heivunner maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiede Gesetzesprojet, deen huet als Objet, d'Dispositionen iwwert d'Restitutioon vum Revenu pour personnes grave-mment handicapées ze adaptéieren.

D'Gesetz vum September 2003 iwwert d'Persoune mat engem Handicap gesäit vir, datt zwou Kategoriën vu Leit mat enger Capacité de travail réduite vun op d'mannst 30 % vun dësem Revenu kënnen profitéieren: engersäits Persounen, déi trotz hirem Handicap eng Plaz um ordinären Aarbechtsmarché oder och an engem Atelier protégé kënnen ausüben, an anerersäits Persounen, fir déi et opgrond vun hirem Handicap leider net méiglech ass, iergendeng Zort vun Aarbechtsplaz kënnen unzuehuelen.

Fir béid Kategoriën vu Persoune gesäit d'Gesetz den Ament vir, dass de Fonds national de solidarité déi ausbezuelt Zommen am Fall vun enger Successioun kann zréckfroen, an dat maximal bis op d'Héicht vun der Ierfschaft. Dat heescht also konkret, datt d'Ierwe vum Beneficiaire op d'mannst en Deel vum RPGH mussen zréckbezuelen. Wat eng Persoun während hirem Liewe méi laang vum RPGH profitéiert, wat natierlech och d'Zomm, déi d'Ierwen duerno mussen zréckbezuelen, méi grouss ass.

Fir verschidde Stéit stellt dës Reegelung duerfir eng grouss finanziell Charge duer a benodelegt och ganz kloer méi schwach Familljen. Fir méi sozial Gerech-tegheet an de System eranzebréngen, hunn d'Auteure vum Gesetzesprojet proposéiert, dës Reegelung ze iwwerschaffen.

An enger éischer Versioun gouf virgesinn, datt just nach d'Beneficiairé vun där éischer Kategorie, also Persoune mat enger Behënnerung, déi als „aarbechtsfäeg“ agestuift goufen, ënner dës Obligation géife falen. D'Ierwe vu Leit mat enger Behënnerung, déi „inapte“ fir den Aarbechtsmarché sinn, hätten deemno näischt missen zréckbezuelen.

De Staatsrot hat sech an engem éischen Avis allerdéngs géint dës Propos ausgeschwat, well d'Ierwe vun der zweeter Kategorie vu Beneficiairen an deem Fall besser ewechkomm wäer déi vun der éischer Kategorie. A laut dem Staatsrot hätt dës Propos géint de Principe d'égalité devant la loi verstouss, well d'Ierwe jee nom Statut vum Beneficiaire ënnerschiddelech behandelt gi wäeren.

Fir d'Opposition formelle vum Staatsrot kënnen op-zehiewen, hunn d'Auteure vum Projet de loi en dunn amendéiert a festgehal, datt d'Zommen, déi à titre vum RPGH ausbezuelt goufen, an Zukunft vu kengem méi zréckbezuel mussen ginn, weeder vun den Ierwe vu Persoune mat enger Behënnerung, déi während hirer Liewenszäit fäeg waren ze schaffen, nach vun den Ierwe vu behënnerte Leit, déi dozou net fäeg waren. Soumat stelle mer sécher, dass zukünfteg alleguer d'Ierwe gläich a fair behandelt ginn. Den Artikel 29 vum 2003er Gesetz gëtt soumat einfach suppriméiert.

Als Rapporteur vum Gesetzesprojet sinn ech immens frou, datt mer de Persoune mat enger Behënnerung mat der neier Reegelung méi sozial Gerech-tegheet an eng besser Protektioun kënnen garantéieren.

Am August 2022 gouf de Projet de loi an der Chamber hannerluecht. D'Avisen, déi erakommen, besonnesch och d'Iwwerleung vum Staatsrot, goufe berücksichtig-t a sou konnt no den Amendementen den Endtext d'lescht Woch an der Kommissioun ugeholl ginn.

Fir weider Detailer an Avisen – ech mengen, et bleiwen der net méi ganz vill – verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Ech ginn heimadder och den

Accord vun der DP-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporteur Claude Lamberty villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och e grouse Merci un de Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, dat do ass e Schrëtt an déi richteg Richtung fir déi Leit, déi vun engem Handicap betraff sinn. Dat ass eng gudd Saach, dass mer déi Decisioun huelen. An duerfir kann ech och an deem Zesammenhang d'Zoustëmmung gi vun der CSV.

Ech géif just och nach en Appell maachen un de Minister, mat sengem Kollege ze schwätzen, dass mer fir déi Leit, déi an där doter Situatioun sinn, et och nach fäerdegbréngen, dat beim Transport besser ze maachen. Den Här Minister selwer war och de leschte Samsdeg op enger Plaz, wou nach eng Kéier och vu betraffene Leit reklaméiert ginn ass, dass dat net gudd ass, wat do de Weekend ofleeft, an dass et ganz schwierig ass fir déi Leit, déi en Handicap hunn, samschdes a sonndes en Transport ze kréien. Duerfir mäin Appell, Här Minister: Schwätzt nach eng Kéier mat Ärem Kollege, well et wier och gudd, wa mer do de Leit kéinten entgéintkommen! Dat wier och fir si méi liewenswäert.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. Da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Als éischt soen ech dann och dem Rapporteur Claude Lamberty Merci fir seng zwee gudd Rapporten. An et bleift mir u sech och net méi ganz vill ze soen, et ass scho ganz vill gesot ginn. Mir kënnen als LSAP dëse Projet nëmmen ënnerstëtzen, deen et jo dann erlaabt, dass d'Ierwe vun de Leit, déi e Revenu pour personnes gravement handicapées hunn, deen dann net méi brauchen zréckzebezuelen oder dem FNS zréckzeginn. Dat entsprécht eiser Logik no nëmmen enger normaler Prozedur a mir si frou, dass mer dëst haut kënnen esou ofstëmmen.

An der neier Verfassung, déi den 1. Juli a Kraaft getrueden ass, steet jo dann och am Artikel 15 Abschnitt 6: „Toute personne handicapée a le droit de jouir de façon égale de tous les droits.“ An dofir soen ech Iech Merci, dass mer dat hei kënnen haut en place setzen – also net ech, mee ech hoffen, dass mer dat haut kënnen esou en place setzen. An ech ginn domadder selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An elo ass et un der Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech wäert mech ganz kuerz faasse kënnen dank dem ganz kompletten a gudden Rapport vum Claude Lamberty. Villmools merci dofir, an natierlech och menge Virriedner. An deementspriedend bleift mer just nach, den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An da kucke mer emol, wat den Här Fred Keup seet.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Jo, den Här Keup, dee seet dem Rapporteur villmools Merci fir seng Rapporten. Den Här Fred Keup seet och Merci am Fong dem Staatsrot fir seng gudd Awänn, déi derzou gefouert hunn, dass dat Gesetz nach besser ginn ass, wéi et war. An elo ass et ganz gudd, an natierlech stëmme mir dann derfir.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Allereischt emol dem Rapporteur e grouse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir fannen dat ganz richteg, wat hei elo gestëmmt gëtt, datt déi Leit déi Suen net mussen rembourséieren, wa se iergendeng Ierfschaft maachen. Déi, déi nämlech iwwert de Fonds national de solidarité déi Indemnisiatioun do kréien, fir iwwerhaupt iwwert d'Ronnen ze kommen – an ech mengen, dat ass jo de Sënn an den Zweck vun där Indemnisiatioun –, déi kréien déi jo net einfach esou geschenkt, well se se net brauchen. Si brauchen déi wierklech!

A genesou kënnen d'Ierwe vun de betraffene Leit och keng Restitutioun gefrot kréien, wat mir an dësem Fall hei absolutt richteg fannen. An eisen Aen ass dëst net méi wéi normal fir déi Leit an dëser Spiral, well wann ee gesäit, vu wou déi Leit hierkommen, ass et meeschtens, datt dat sech quasi verierft de père en fils. An hei kéint ee wierklech hëllefen, déi Leit aus dëser Spiral erauszekréien, fir datt déi Aarmut sech an deene Familien net ëmmer erëm reproduzéiert.

Här President, mir fannen, genesou wéi d'CSL och, datt dës Mesür vun Netremboursement sech eigentlech och op de REVIS misst auswäiten, de fréieren RMG. Dat soll jo och reviséiert ginn. Dat dauert och schonn, mengen ech, e bësse laang. Mee deen neie Minister, do weess ech, datt en do derhannert ass. Ech weess awer net, wéi wäit mer komme wäerten an dëser Legislaturperiod, well et ass elo enk a ganz knapp. Mee et wier wierklech wichteg, wa mer doriwwer kéinten diskutéieren an datt een do och en Auswee géif fannen aus där Situatioun, déi ganz onglécklech ass fir déi Leit.

Villmools merci fir d'Nolauschteren. Mir stëmmen dëse Projet de loi natierlech mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Claude Lamberty fir dee gudd schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat hei ass och e Punkt, deen eis scho laang gestéiert huet, an elo gi mer endlech dee richtige Wee, an dofir wäerte mir dat och haut matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Famill an Integratioun, den Här Max Hahn.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, merci, Här President. Fir d'éischt merci dem Här Rapporteur, dank deem ech et ganz kuerz ka maachen, well en eigentlech ganz explizit war. Just vläicht e puer Zuelen, déi eis, mengen ech, awer alleguerten interesséieren. De Rapporteur Claude Lamberty huet explizéiert, dass d'Gesetz iwwert den RPGH zwou Kategorien ënnerscheet. Déi eng sinn déi, déi nach kënnen um fräien Aarbechtsmarché oder an Atelierprotégéé schaffen. Aktuell op den 31. Dezember 2022 waren dat 1.706 Beneficiairen. An dann déi zweet

Kategorie, dat sinn déi, déi eeben net méi apte sinn, fir kënnen ze schaffen, wou et och contreindiquéiert ass, dass se dat nach maachen. Dat si 1.405 Leit, déi heivu betraff sinn. Also am Ganzen 3.111 Leit op den 31. Dezember 2022.

D'Ëmännerung vum Gesetz vun 2003, déi mer dann hei virhuelen, déi weist kloer de Wonsch vun der Regierung, fir eeben d'Situatioun vun de Leit, déi den RPGH kréien, ze verbessern, och wann d'Mesür eigentlech jo den Ierwe vun de Beneficiairë vum RPGH zeguttkënn. Allerdéngs ass et fir d'RPGH-Bezéier och ganz kloer, mengen ech, eng moralesch Satisfaktioun an eng zousätzlech Wäertschätzung vun eis alleguer. Dofir Iech alleguerde villmools merci fir déi breet Zoustëmmung.

Niewebäi och nach ganz kuerz bemierkt: Mat deem Vott vun haut setze mer och eng Mesür aus dem Plan d'action national iwwert d'Ëmsetzung vun der UN-Behënnerterrechtskonventioun ëm, nämlech d'Aktioun D.1.3., déi eigentlech genau dat, wat mer haut dann hei stëmmen, ëmsetzt.

Dëst gesot, nach eng Kéier e ganz grouse Merci da fir déi ganz breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Familljeminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8066. Den Text steet am Document parlementaire 8066⁹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8066 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmme a kenger Abstentioun uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaß, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostini, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Mir kommen elo nach zum Vott vun der Resolutioun vun der Madamm Nathalie Oberweis. Ech géif da fir d'éischt d'Wuert un den Auteur ...

(Interruption)

Gelift?

Plusieurs voix | Den zweete Vott.

M. Fernand Etgen, Président | A jo, tippopp! Merci villmools fir déi Opmierksamheet.

(Interruption)

Ech froen, ob d'Chamber d'accord ass, fir beim Projet de loi 8066 d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen.

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Ech war e bëssen ze vill gedriwwen vum deenen, déi net séier genuch heemkommen.

12. Résolution de Mme Nathalie Oberweis relative à l'étude de la possibilité de donner à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher les pouvoirs d'un bureau de réclamations pour les enfants et les jeunes

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 52 de ce compte rendu)

Mir wéilten awer nach déi Resolutioun vun der Madamm Nathalie Oberweis evakuéieren. D'Madamm Djuna Bernard wëllt e Wuert dozou soen.

Discussion générale

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Och nach eng Kéier merci, Madamm Oberweis, fir den zweeten Entworf. Dësen ass natierlech elo méi richtig, well effektiv mir als Chamber zoustänneg si fir den Ombudsman, respektiv deen ënner eiser ... Tutelle kléngt net gutt, mee bei eis ugekoppelt ass. Deementspriedend hu mer reegelméisseg ganz gutt Echangé mam Ombudsman, zum Beispill net méi spéit wéi de leschte Freiden am Bureau. An ech mengen, dass och de Bureau d'Plaz ass, wou mer déi dote Saache mam Ombudsman a senger Ekipp kënnen diskutéieren. An deementspriedend géif ech derfir plädéieren, dass mer dës Resolutioun an de Bureau verweisen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. Den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir hu bekanntlech eng änlech Motioun zum Ombudsman, déi scho gefillt e Joer, annerhalleft Joer iergendzwooch an Tiräng ënnerwee ass an net esou

richteg virukënn a wou ech och meng Zweifel hunn, dass déi nach eng Kéier wäert virun de Walen ëmgesat ginn. Dat ass, dass den Ombudsman soll weider Méiglechkeete kréien, weider Kompetenze kréien, sief et Seniorien, Crèchen, dat fält alles eigentlech an dat heiten Theema.

Duerfir wär eis Piraten eigentlech dru geleeën, dass een déi Resolutioun haut géif ofstëmmen, fir dass een en Zeeche setzt, dass et och ëmgesat gëtt. Well mir hu schlecht Erfarunge gemaach. Mir hunn esou eng Resolutioun, déi nach ëmmer do iergendzwooch an der Sphär vun der Chamber ronderëmgeet, an de Leit gëtt um Terrain awer net gehollef.

Deementspriedend wär et fir eis flott, also mir géife se och matstëmmen, wa mer se endlech géifen ofstëmmen, och déi heiten, fir awer en Zeechen ze setzen, dass et soll viruoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll just dem Här Goergen soen, dass an eiser Direktioun extreem gutt zesumme geschafft gëtt, net nëmme mam Ombudsman, mee mat all deene Strukturen, déi un der Chamber hänken, fir dass mer eng Upassung vun der Gesetzgebung kréie fir déi Servicer, fir déi d'Chamber d'Responsabilitéit huet.

A well mer dat eeben am Konsens wëlle maache mat deene jeeweilegen Institutiounen, dauert dat déi Zäit, déi et brauch, fir e Konsens ze fannen, well och den Interêt an d'Sensibilitéit vun deenen Einzelnen net ëmmer déi selwecht sinn. Ech wëll also dat zréckweisen, dass dat duerch Tiräng oder ech weess net duerch wat, duerch d'Spächeren an d'Kellere vun der Chamber géif geeschteren. Hei gëtt exzellent zesumme geschafft, an da muss mer deemnächst tranchéieren tëschent de Positiounen vun eiser Administratioun an deem, wat déi eenzel Strukture gär hätten. Bon, da muss jiddweree seng Responsabilitéit iwwerhuelen. Mee ech verwiere mech hei, dass mir géifen Opträg, déi mer vun der Chamber kréien, net seriö huelen!

Merci, Här President.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Resolutioun, déi den OKaju betrëfft.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Voilà, merci, Här President, well ech fille mech net wierklech ugeschwat vum Här Di Bartolomeo senger Remark, well ech gesinn net de Lien mat menger Resolutioun.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, nee, Dir sidd net den Adressat vun deem, wat ech gesot hunn.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Voilà. Ok. An der Rei. Dann ass dat ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat, wat den Här Goergen gesot huet, dass ee géif mengen, mir géifen d'Resolutiounen an d'Motiounen net eescht huelen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Voilà, an der Rei. Dat ass kloer. Also, mir hätte se eigentlech ganz gär ofgestëmmt. Wann awer elo e Refus ass vun der Majoritéit, dann hunn ech natierlech léiwer, se kënn an de Büro an et geschitt eppes dermat, wéi dass se ofgeschmettert gëtt – natierlech.

Mir sinn awer par contre net am Bureau représentéiert. Voilà, ech weess net, wéi een dat ka maachen, dass, wa se an de Bureau kënn, mir, also mir vun déi Lénk, iergendwéi kënnen dann eventuell do present si fir eng Diskussioun. Ass dat méiglech? Voilà.

Vote sur le renvoi de la résolution au Bureau de la Chambre des Députés

M. Fernand Etgen, Président | Wien d'accord ass, fir déi Resolutioun un de Bureau ze verweisen a fir do déi Méiglechkeet ze ënnersichen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass de Bureau chargéiert, fir sech där Resolutioun unzehuelen.

(La résolution de Mme Nathalie Oberweis est renvoyée au Bureau de la Chambre des Députés.)

An domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.25 heures.)

63^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

<p>1. Ouverture de la séance publique M. Fernand Etgen, Président</p>	<p>p. 63</p>	<p>Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 7860 et dispense du second vote constitutionnel</p>
<p>2. Question élargie n° 191 de M. Laurent Mosar relative aux jeux de hasard dans les cafés M. Laurent Mosar Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice M. Laurent Mosar Mme la Ministre Sam Tanson</p>	<p>p. 63</p>	<p>4. 7863B – Projet de loi portant modification de : 1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 2° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 3° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ; 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État en vue de la suppression du rang de conseiller honoraire</p>
<p>3. 7860 – Proposition de loi portant modification de l'article 33 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Mosar Discussion générale : M. Dan Biancalana Mme Carole Hartmann M. Charles Margue M. Fernand Kartheiser M. Marc Goergen Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice</p>	<p>p. 64</p>	<p>p. 66 Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue Discussion générale : M. Léon Gloden M. Guy Arendt Mme Cécile Hemmen M. Fernand Kartheiser M. Marc Goergen</p>

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7863B et dispense du second vote constitutionnel

5. 8051 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code de procédure pénale ;

2^o de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Pim Knaff | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de Mme la Ministre Sam Tanson) | M. Pim Knaff (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson | M. Sven Clement (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8051 et dispense du second vote constitutionnel

p. 67

6. 8172 – Projet de loi portant modification :

1^o du Nouveau Code de procédure civile ;

2^o de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8172 et dispense du second vote constitutionnel

p. 70

7. 7255 – Projet de loi sur les forêts et portant :

1^o modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

2^o abrogation de :

a) l'Édit, Ordonnance et Règlement du 14 septembre 1617 des Archiducs Albert et Isabelle sur le fait des Bois ;

b) l'ordonnance modifiée du 13 août 1669 sur le fait des Eaux et Forêts ;

c) l'ordonnance et règlement des Bois du 30 décembre 1754 ;

d) l'ordonnance du Conseil provincial du 25 février 1775 sur la conservation des genêts ;

e) l'ordonnance du Conseil provincial du 22 juillet 1775 défendant de cueillir dans les bois des fruits quelconques ;

f) le décret du 24 juillet 1779 concernant la glandée et le pâturage dans les bois ;

g) l'ordonnance du 6 février 1784 sur la conservation des jardins, haies, enclos ;

h) l'ordonnance du 9 mars 1789 concernant la vente des portions de bois de chauffage ;

i) le décret des 15-29 septembre 1791 sur l'administration forestière ;

j) le décret du 28 septembre au 6 octobre 1791 concernant les biens et usages et la police rurale ;

k) l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1^{er} juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière ;

l) l'ordonnance royale grand-ducale du 6 juillet 1843, N^o 1529, concernant la vente sur pied des coupes de bois domaniales et communales ;

m) la loi forestière modifiée du 14 novembre 1849 ;

n) la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant le défrichement des propriétés boisées ;

o) la loi modifiée du 7 avril 1909 concernant la réorganisation de l'Administration des eaux et forêts ;

p) la loi modifiée du 8 octobre 1920 concernant l'aménagement des bois administrés ;

q) la loi modifiée du 30 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois ;

r) la loi modifiée du 29 juin 1972 concernant la commercialisation de bois bruts classés C.E.E.

p. 71

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (interventions de Mme Martine Hansen et M. Gilles Roth) | M. Sven Clement (parole après ministre) | Mme la Ministre Joëlle Welfring

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7255 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. François Benoy | Mme Martine Hansen | Mme Myriam Cecchetti

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

8. 8143 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

p. 82

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8143 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Question élargie n^o 191 de M. Laurent Mosar relative aux jeux de hasard dans les cafés

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat der erweiterter Fro Nummer 191 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Glécksspiller an de Caféen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kollegeinnen a Kollegeen,

de Sujet vun de Mëtteg, d'illegal Glécksspiller an de Caféen, ass een, deen ëmmer erëm periodesch erëm-kënnt, souwuel hei an der Chamber wéi och an de Medien. Ech hunn och, wéi ech mech op dee Punkt fir de Mëtteg virbereet hunn, gesinn, datt an de leschte Méint a Jore ganz vill Question-parlementairen och vun alle Säiten zu deem Sujet gestallt gi sinn, natierlech waren och ganz vill Äntwerten, déi dozou komm sinn.

Ech wëll och drun erënneren, datt 2017 eng gréisser Diskussioun zu deem Sujet stattfont hat deemools och an der Commission de la Justice an datt awer och eng ganz Rei vun Artikelen deemools an de Medie waren. Dorobberhin hat och de Justizminister Félix Braz a sech versprach, eng Initiativ ze huelen an och do eventuell iwwer eng Gesetzesännerung respektiv Gesetzesprezisioun vum Gesetz iwwert d'Glécksspiller nozedenken.

Leider Gottes – a mir wëssen och firwat – ass duerno net méi ganz vill geschitt an et huet een d'Gefill, datt

elo an de leschte Méint a souguer Joren dësen Dossier awer e bëssen am Tirang verschwonne wier.

Ganz kuerz zu der juristescher Situatioun: Mir sinn eigentlech hei am Kontext vum Gesetz vum 20. Abrëll 1977, ganz prezis vum Artikel 3, deen a sech d'Glécksspiller, an all Zorte vu Glécksspiller, verbitt, ausser – an dat ass d'Gesetzesännerung, déi 2009 komm ass – datt natierlech d'Loterie nationale d'Recht huet, fir eng Rei Lotterien a Glécksspiller ze organiséieren. Mir hunn natierlech doniewent och nach de Casino zu Mondorf, deen och d'Méiglechkeet huet, all Zorte vu Geldspiller ze hunn. Wat interessant ass, wat déi juristesche Analys betrëfft, ass, datt mir a sech contrairement zu anere Länner kee Gesetz iwwer Sportwetten hunn. Ech stellen och herno nach eng Kéier eng Fro dozou.

Wat ass awer elo hei de Problem vun de Glécksspiller an de Caféen? Do ass et esou, datt et anscheinend eng ronn 1.200 sougenannt „Bornes Internet“ gëtt, déi a méi wéi 1.000 Caféen installéiert sinn, wou een da géint Bezuellung kann an déi Spiller do

erakommen. Et ass allerdéngs preziséiert am Gesetz, datt déi Gewënnner just kéinten iwwer Bon-cadeauen ausgedeelt ginn an a sech keng liquide Geldzommen dierften ausbezuelt ginn. Laut den Informatiounen, déi een awer esou riets a lénks kritt, schéngt et awer net esou ze sinn, wéi wa sech un déi Dispositiounen géif gehale ginn.

Fir Iech just kuerz awer ze soen, iwwer wat mer hei schwätzen: Wann een e bësselche kuckt, wat den Émsaz vun deene Bornes Internet ass, da kënt een op e Chiffre d'affaires vu pro Joer 40 Milliounen Euro, wat jo net grad näischt ass, déi iwwer deen dote Wee dann awer gedréint ginn. An et muss een och wëssen, datt de Gros vun deem Chiffre d'affaires laanscht d'Steiere geet, well jo och keen hei iergendwéi Steieren drop bezillt.

Et gétt och menger Informatioun no nëmmen zwou Gesellschaften, déi esou där Bornes Internet installéieren, déi iwwerhaupt eng Autorisatioun hunn. All déi aner schéngt keng Autorisatioun ze hunn.

Duerfir eng Rei vu Froen, déi ech de Mëtteg wollt un déi zoustänneg Ministesch stellen:

Éischters: Huet d'Ministesch vläicht nach méi genau Zuele wéi déi, déi ech elo hei konnt virginn, wat déi sougenannt Internetbornen do betrëfft?

Zweetens: Gi vum Justizministère reegelméisseg Kontrolle gemaach, wat d'Konformitéit vun deene Glécksspiller an de Caféen ugeet, respektiv gétt och kontrolléiert, ob déi Sociéité fir déi Glécksspiller, déi dann do installéiert ginn, och eng Autorisation de faire le commerce hunn?

Dann drëttens: Kann d'Ministesch hei ausschléissen, datt am Géigesaz zu deem, wat am Gesetz eigentlech virgeschriwwen ass, awer hei déi Leit, déi dann eppes do gewannen, dat a Liquide ausbezuelt kréien an net, wéi dat am Gesetz virgesinn ass, duerch e Bong?

Véiertens: Mengen Informatiounen no lafen eng Rei vu Prozeduren, wou och Plainten deposéiert gi sinn, notamment eng Plainte vun der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte, vun der Loterie nationale, déi eigentlech och net méi akzeptéiert hunn, datt weider déi illegal Glécksspiller an de Caféen do géife fonctiounéieren. Huet d'Madamm Minister vläicht doriwir Informatiounen?

Fënneft Fro: Ech hunn et virdrun ugeschnidden, de Chiffre d'affaires ass 40 Milliounen. Misst een net do kucken, datt zumindest awer déi Gelder, déi do verdéngt ginn, och géife besteiert ginn?

Dann eng lescht Fro, an déi hunn ech och scho virdrun opgeworf, dat ass déi vun de Sportwetten. Dat ass eppes, wat ganz populär och hei zu Lëtzebuerg ass, a vill Lëtzebuurger maachen där Sportwetten am Ausland. D'Fro ass, ob d'Ministesch iergendwéi gedenkt, do eppes drun ze änneren. A generell wëll ech och nach eng Kéier wëssen, ob si der Meenung wier, datt een, wat dës Legislatioun betrëfft, awer misst an den nächste Méint a Joren do gewësse Prezisiounen bréngen.

Merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci villmools. Schéine gudd Mëtten. Merci, Här Mosar, fir déi Fro, déi eis effektiv ëmmer erëm beschäftegt. Bon, vläicht fir den aktuelle legislative Kader nach eng Kéier an Erënrung ze ruffen: Am Moment géllt de generelle Verbuetssprizipp zu Lëtzebuerg, wat Glécksspiller ugeet. Dat ass den Artikel 1 vum ofgeännerte Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d'Glécksspiller. Dat

heescht, alles wat net explizitt erlaabt ass, ass verbueden. Normalerweis ass et ëmgekéiert. Hei steet et genau esou am Text dran.

Wat ausgeholl ass, Dir hutt et och schonn ëmress, dat sinn d'Lotterien an d'Sportwetten, déi vun der Loterie nationale ugebuede ginn. Dat heescht, Stand haut kann och d'Loterie nationale ... An ech kenne mech net esou gutt an deem Beräich aus, mee ech hu mer soe gelooss, dass et awer scho géif praktikéiert ginn. Dat heescht, d'Loterie nationale bitt och där Sportwette Stand haut schonn un. An dat fällt dann ënnert den Uwenungsberäich vum Glécksspillgesetz vum 1977 a senge ofgeännerte Form.

Eng Exceptioun zu deem generelle Prinzipp, dat sinn d'Lotterien an d'Tombolaen, déi deelweis oder ganz engem philanthropeschen Zweck déngen, an dës ënnerleien dann enger Autorisatioun vum Justizministère. Déi Exceptiounen, déi stinn am Artikel 2 vun deem Gesetz iwwert d'Glécksspiller. Dat sinn an der Haaptsaach déi rekurrent Demanden, déi Der alleguerte kennt, déi ëmmer erëmkommen, vun engem Bazar International, vun engem Bazar vun der Croix-Rouge, oder méi rezent den Duck Race.

Eng weider Exceptioun sinn och, wéi gesot, dann d'Sportwetten. An de ganze legale Kader vun de Glécksspiller an de Caféen ass u sech kloer. Dat heescht, d'Glécksspiller an de Cafée si verbueden. Well d'Loterie nationale awer eeben net ënnert dat Gesetz fällt, sinn dann déi Borne vun der Loterie nationale legal. Dat heescht, duerfir ass och heiansdo e bëssen eng Konfusioun. Et ass wuel erlaabt, awer wierklech bezunn op déi vun der Loterie nationale.

Ech liesen Iech vläicht eng Kéier den Artikel 3 vun dem ofgeännerte Glécksspillgesetz vir: „Est interdite sur la voie et dans les lieux publics et notamment dans les débits de boissons l'installation de tous appareils distributeurs d'argent, de jetons de consommation et, d'une manière générale, de tout appareil dont le fonctionnement repose sur l'adresse ou le hasard et qui sont destinés à procurer un gain ou une consommation moyennant enjeu.“

N'est pas à considérer comme appareil prohibé au sens de l'alinéa précédent, celui qui ne donne au joueur aucune chance d'enrichissement ou d'avantage matériel autre que le droit de continuer à jouer.“

Dat ass dat, wat Der ugeschwat hutt. An d'Afféiere vun engem Monopole légal fir d'Loterie nationale huet deemno och keen Impakt eeben op déi Glécksspillbornen, déi vun der Loterie nationale an de Caféen exploitéiert ginn.

E privaten Acteur därerf keng där Bornen ubidden, an déi Kontroll, wéi gétt déi gemaach? Déi gétt wéi bei alle Gesetzer, wou et Dispositiounen gétt, déi Verbueuter maachen, net iwwert de Ministère de la Justice gemaach, mee natierlech ass dat am Aufgabebereich vun der Police an och dem Parquet dann herno, fir gegebenefalls eng Instructioun iwwert den Untersuchungsrichter dann och ze lancéieren oder eeben eng Affär ze maachen. An do hunn ech elo keng Kenntniser vu lafende Prozeduren. Ech mengen, Dir kennt de Prinzipp vun der Séparation des pouvoirs, dass ech do net dat sinn, wat kann doriwir kommunizéieren. Dat misst een da gegebenefalls bei den Autorités judiciaires froen.

Et ass eng Realitéit effektiv, dass et där Bornen an de Cafée gétt. Mir sinn och dowéinst amgaangen, an dat läit net am Tirang! Ech kann Iech versécheren, dass mer heizou schonn eng sëllegen Echangeen hatten an dass och vum deem Text geschaff gétt, fir den Text nach eng Kéier e bëssen ze preziséieren, nach eng Kéier unzepassen an eeben och ze kucken, dass mer och deem digitale Beräich, dee sech jo ëmmer

méi developpéiert, nach besser Rechnung droen an enger neier Gesetzgebung, déi elo natierlech net méi ka gestëmmt ginn, mee wou mer awer hoffen, dass se am Laf vun deem Joer nach ka fäerdeggestallt ginn, soudass déi kann op den Instanzwee goen.

Nach zu den Zuelen: Ech hu keng aner Zuele wéi déi, déi Der schonn am Kader vun de Question-parlementaire krut, déi, déi Dir elo selwer och genannt hutt. Dat si jo Estimatiounen, fir ze wëssen, wivill där illegaler Bornen et gétt. Méi prezis oder méi rezent Zuelen hunn ech do elo net.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Den Här Mosar huet nach eng kuerz Zousazfro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci fir d'Äntwerte vun der Madamm Justizministesch. Si huet hei elo eng Rei Saache gesot, awer déi weesentlech Fro, déi ech och virdrun opgeworf hunn, ass: Wann een dann deenen Informatiounen ka gleewen – an do sinn eng Rei exzellent investigativ Journalisten, déi déi Recherche gemaach hunn –, géifen déi Internetbornen awer e Chiffre d'affaires, ech hunn e virdrun genannt, vu 40 Milliounen Euro generéieren, wat jo awer net näischt ass. An déi Fro stellt sech awer wierklech, ob mer dat esou kënnen akzeptéieren an deem Land hei, datt einfach 40 Milliounen Euro laanscht all Steierverwaltung do fléissen. Ech schwätzen elo mol guer net vun der Responsabilitéit vun deene Cafetieren, déi déi Bornen do bei sech installéieren a jo kéinten herno nach wéinst Komplizitéit vu Blanchiment accuséiert ginn. An do wär ech awer frou, wann d'Madamm Minister mer vläicht och op dee Punkt nach eng Kéier kéint méi prezis äntwerten.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, ech hunn dat virdrun u sech gesot. Dat ass: Wann Infractiounen geschéien, dann ass et un den zoustännegen Autoritéiten, fir déi ze poursuivéieren. An dat spillt hei genausou wéi an allen aneren Dossieren och. Wann et hei derzou kënt, dass Suen hannerzu ginn, dass mer am Kader vun Blanchiment sinn, dass illegal Aktivitéite gemaach ginn, dofir hu mer d'Autorités judiciaires, fir deenen Affären nozegoen.

A wéi gesot, mir schaffen drun, fir den Text nach méi ze preziséieren, fir eeben all Situatioun nach besser gerecht ze ginn. Mee et ass net esou, dass dat heiten ignoréiert gétt. Loin de là, et sinn nach eng ganz Rëtsch Reuniounen, déi och ustinn. Well et därerf ee jo net vergiessen, mir sinn awer och hei an engem Beräich, wou et och ëm d'Gesondheet geet, wou Suchtpotenzial ass. Duerfir ass et e Sujet, dee ganz delikat ugepasst gétt a wou sech eebe mat deenen einzelnen Acteuren och echangéiert gétt. Mee et gétt am Ministère un deem Text geschaff.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch.

3. 7860 – Proposition de loi portant modification de l'article 33 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

Den zweete Punkt um Ordre du jour vun de Mëtteg ass d'Proposition de loi 7860, eng Ofännerung vum Jugendschutzgesetz. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV), coauteur-rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Initiativ vun dëser Proposition de loi, déi de Kollege Gilles Roth an ech selwer de 15. Juli 2021 deposéiert hunn, geet eigentlech op Faiten zréck, déi sech virun zwee an engem hallwe Joer zu Bouneweg ofgespillt haten an un déi Der Iech sécherlech kënn erënnere. Do war eng déidlech Messerstecherei an do war och e jonke Mënsch, deen dobäi ëmkommen ass. An do ware verschidde presuméiert Täter, déi och an d'Unisec op Dräibuer komm sinn.

Do hat awer no enger Rei vu Méint ee vun deenen Täter d'Majoritéit, ass also groussjäreg ginn an ass dee Moment net lafe gelooss ginn, mee du konnten déi responsabel Autoritéiten deen net méi an der Unisec zu Dräibuer halen, well et eng Faille législative an eisem Gesetz gëtt, well eeben net kloer doranner virgesinn ass, datt, wann eng Instructioun leeft a während där Instructioun e Mannerjärege groussjäreg gëtt, do awer dann de Juge d'Instruction zesumme mam Jugendriichter kann decidieren, datt dee weider an enger Mesure de dépôt do bleift. Dat ass, wéi gesot, eng Faille législative, déi och scho laang besteet.

An eis Proposition de loi leeft a sech dorobber eraus, fir dat elo riichtzebéien. Mir hätten eis alleguer gewënscht – an ech mengen, d'Madamm Ministesch och –, datt een dat och hätt kënnen maachen am Kader vum Jugendschutz- a Jugendstrofgesetz. Leider Gottes wäert et net méi méiglech sinn, dës zwee Projeten nach an dëser Mandatsperiod ze stëmmen. An duerfir, mengen ech, ass et awer wichteg, datt elo dës Proposition de loi gestëmmt gëtt, well domadder gëtt dann dës Faille législative zougemaach.

Ech wëilt och nach preziséieren, datt soss absolutement näischt hei ännert, wat och d'Rechter vun de Jugendriichter betrëfft, déi nach wie vor natierlech hei zesumme mam Untersuchungsriichter decidieren, wat da mat esou engem Jonke geschitt, dee groussjäreg gëtt a wou effektiv eng Instructioun leeft.

Ech si ganz frou, datt d'Regierung och direkt op eis Proposition de loi e positiven Avis gemaach huet. Mir hätten eis alleguer gewënscht – an ech mengen, do schwätzen ech och am Numm vun der Madamm Justizministesch –, datt et net zwee Joer gedauert hätt, ier de Staatsrot säin Avis ofginn hätt. Well nëmme fir Iech ze soen: De 15. Juli 2021! Also elo zwee Joer duerno stëmme mir hei of iwwer eng Proposition de loi, wat a sech just een eenzege klengen Artikel ass. Do sinn also bal zwee Joer gebraucht ginn, fir en eenzelnen Artikel ze avisieren an engem Beräich, deen trotzdeem wichteg ass.

Mee mir sinn trotzdeem frou, datt et awer elo nach zum Vott vun där Proposition de loi kënn. An ech kann Iech och domadder direkt den Accord vun der CSV-Fraktioun bréngen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Si ass nach net do. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana.

Discussion générale

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëilt hei dem Rapport, dem Här Mosar, Merci soe fir säi schrëflechen a mëndleche Rapport. Virop wëilt ech och soen, dass ech hei den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun. Wéi e richteg gesot huet, si mer hei am Kontext vun enger Faille, an där mer nobesseren. Mir

wären alleguernten, mengen ech, och frou, wa mer dee ganze Package vun der Reform vun dem Jugendschutz, dem ONE an dem Droit pénal des mineurs hei kéinten och an dësem Haus evakuéieren. Ech mengen, dass dat sécherlech an där nächster Zukunft méiglech ass. Mee ech mengen, en attendant probéiere mer, hei och Remedur ze schafen. An dat maache mer, andeems mer och d'Gesetz vun haut de Mëtten hei stëmmen.

Dofir nach eng Kéier den Accord vun der LSAP-Fraktioun a merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President, an entschëllegt, dass ech kuerz net heibanne war. Mir ënnerstëtzen als Demokratesch Partei déi Proposition de loi, déi vun der CSV-Fraktioun hei abruecht ginn ass. Et geet drëms, eng Lacune am Gesetz ze behiewen, wou mer duerchaus de Sënn dra gesinn, fir effektiv där heiter Gesetzespropositioun zoustëmmen.

Wat eis awer wichteg ass, dat ass, dass mer och weider un där globaler Reform souwuel vum Jugendschutz wéi vum Jugendstrofrecht schaffen, well mer aktuell an der Legislatioun awer nach d'Situatioun hunn, dass deelweis e Jugendleche méi strenge Prozeduren ausgesat ass wéi en Erwuessenen. Dat ass a mengen Aen aktuell och net onbedéngt konform mat eisen Obligatiounen, déi mer hunn, wat d'Kannerrechtskonvention ugeet, soudass mir ganz favorabel si par rapport zu deene Projet-de-loien, déi elo vun der aktueller Regierung deposéiert goufen, an dass mir op alle Fall eng Volontéit hunn, fir déi Projeten och an enger nächster Legislatur esou schnell wéi méiglech weiderzedreiw. Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An dann ass et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kollege Laurent Mosar a Gilles Roth, merci fir d'Initiativ, déi Der geholl hutt. Mir sinn net weiderkomm an där anerer grousser Gesetzgebung, duerfir stoppe mer dat Lach, déi Faille hei an eiser Gesetzgebung. An ech soe Merci als President vun der Kommissioun a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun, fir dass mer dee Vide juridique do kënnen aus dem Wee schafen. Merci dofir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci och vun eiser Säit aus. E grouse Merci un déi Häre Mosar a Roth. Ech mengen, et ass eng Initiativ, déi mer kënnen absolutt ënnerstëtzen aus deene Grënn, déi och d'Virriedner scho genannt hunn. Als Oppositionspolitiker freet ee sech natierlech besonnesch ëmmer, wann eng Proposition de loi aus de Reie vun der Opposition och de Wee bis heihinner fënnit an esou eng breet Ënnerstëtzung fënnit. An deem Sënn gi mir och gär eis Zoustëmmung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Laurent Mosar an dem Gilles Roth fir dës gutt Proposition de loi. Et war eng Diskussioun an der Kommissioun deemools, déi opkomm war, an dorobber koum déi Initiativ zustanen, déi da jo och haut wäert eng Majoritéit kréien, soudass mer deen eenzelne Punkt elo kënnen, ier déi grouss Reform kënn,

scho verbesseren an do dann dee Problem e bësse geléist hunn.

Dofir wäerte mir och haut dëst matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, fir d'éischt emol e Merci der CSV-Fraktioun fir déi Proposition. Effektiv, am Kader vun deem trageschen Incident, deen zu Bouneweg stattfonnt huet, ass dat doten erëm opkomm. Et war net déi éischte Kéier, dass déi Diskussioun gefouert gouf, déi inhärent vum Text vun 1992 war an déi sollt gereegelt ginn iwwer eng generell Reform vun dem Droit pénal des mineurs.

An Dir hutt zu Recht gesot, Här Mosar, dass d'Regierung dat heite positiv aviséiert huet, dass mer Iech ënnerstëtzt hunn an där doter Demarche. Et ass d'ailleurs net déi éischte Kéier, wéll ech och nach eng Kéier hei ënnersträichen, dass mer eng Proposition de loi am Justizberäich vun der CSV positiv aviséiert hunn.

Awer elo vläicht nach eng Kéier kuerz zum Fong, well dat der awer och vill interesséiert: Also mir si schon extrem vill weiderkomm an deem Dossier iwwer den Droit pénal des mineurs, mat enger getrennter Gesetzgebung iwwer de Jugendschutz. Mir kruten déi lescht Woch och den drëtten Avis zu dësen Texter vum Staatsrot erëm. Dat ass jo e Package: Et ass den Droit pénal, et ass de Jugendschutz, mee et sinn awer och déi Jugendleche, déi Affere oder Zeie vun enger Strofdot gi sinn. Et gëtt aktiv weider heirunner geschafft.

An ech sinn awer frou ze héieren, dass hei eng breet Majoritéit vun den Deputéierten der Meenung ze si schéngt, dass et gutt ass, wa mer déi Texter zäitno och gestëmmt kréien. Duerfir maache mir alles am Justizministère, awer och am Educatiounsministère, fir dass Amendementen hei ausgeschafft ginn.

Dir wësst, et geet net just ëm déi prinzipiell Froe bei eis intern: d'Organisatioun, wéi d'Madamm Hartmann gesot huet, dass am Fong manner Rechter do si fir d'Mineuren an de Stroffprozesser wéi fir déi Erwuessenen. Et geet awer och drëm, dass mer eis konforméieren zu internationale Recommandatiounen, mee och zu enger europäescher Direktiv. Dat heescht, et muss souwiesou hei gehandelt ginn, a mir iwwerhuelen do weider eis Verantwortung.

Et sinn nach Diskussiounen elo och mat den Acteuren iwwer déi nächst Wochen. Et sinn e bëssen Diskrepanzen tëschent op där enger Säit dem Avis vun dem Staatsrot an op där anerer Säit den Avis vun den Autorités judiciaires a mir probéieren elo, vu dass de Prinzipp net a Fro gestallt ass, dat beieenezkréien an do déi gutt, déi richteg Amendementer ze preparéieren, fir dass déi am Hierscht awer och erëm kënnen weider op den Instanzewee goen.

Merci Iech jiddefalls fir déi Initiativ an och fir d'Zoustëmmung heizou, well hei gëtt effektiv en attendant eng Lacune an dem Jugendschutztext, wéi mer en haut kennen, gestoppt, déi mécht, dass, wann e Mineur en cours de procédure 18 Joer kritt, dass en dann effektiv e bëssen an e Vide fält. An duerfir ass et gutt, dass mer dat heiten hunn. Ech muss awer och nach soen: Et ass net esou, dass, wann dat geschitt, wéi dat eeben an deem Fall vu Bouneweg war, dee Jonke sech da komplett am rechtsfräie Raum géif beweegen oder dass och net e Suivi da géif assuréiert ginn. Dat ass scho wuel gemaach ginn och vun de Gerichtsinstanzen, fir do deen Encadrement oprechtzeerhalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 7860. Den Text steet am Document parlementaire 7860³.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 7860 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon uegeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7863B – Projet de loi portant modification de :

1^o la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

2^o la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

3^o la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;

4^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État en vue de la suppression du rang de conseiller honoraire

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtt ass de Projet de loi 7863B, deen d'Funktioun vum Conseiller honoraire bei der Cour d'appel sträicht. D'Riezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen: e weidert

Gesetz am Kader vun der Reform vum Justizwiesen. Et geet ënner anerem ëm d'Funktioun vum Conseiller honoraire bei der Cour d'appel, eng Funktioun, déi mer mat dësem Gesetz ofschaffen. Dir wäert verstoen, wat sech do derhannert deet an datt mer net just eppes ofschaffen. Et geet drëm, fir eppes an d'Rei ze setzen.

De Projet 7863B ass den zweeten Deel aus dem 7863. Den 7863A, dat war de Gesetzesprojet iwwert d'Référéndaires de justice, e Gesetz, wat mer den 23. Dezember zejoert gestëmmt hunn un engem Dag, wou mer ech weess net wivill Justizgesetzprojete gestëmmt hunn.

Den 7863B gouf de 24. Mee dëst Joer an der Justizkommission beschwat a mir hunn, well et noutwendeg war, parlamentaresch Amendementer dunn uegeholl. De Staatsrot huet säin Avis dësen 13. Juni ginn a mir hunn eis deen den 21. Juni ugekuckt a festgestallt, dass alles an der Rei wär. Notamment begréisst de Staatsrot, dass et elo eng eenzeg Ranglëscht an der Magistratur gëtt, wou déi ordinär an déi administrativ Juridictiounen zesummegefëiert ginn. De Rapport hu mer den 28. Juni uegeholl.

Ëm wat geet et? Mir maache Modifikatiounen am Gesetz vum 7. Mäerz 1980 iwwert d'Organisation judiciaire. Wéi schonns gesot, schafe mer d'Funktioun vum Conseiller honoraire bei der Cour d'appel of. Dat selwecht maache mer bei der Cour administrative an hirem Gesetz vum 7. November 1996.

D'Reegelen iwwert de Rang an der Magistratur gi prezisiéiert. Mir änneren och d'Gesetz vum 7. Juni 2012 iwwert d'Attachés de justice, fir och de Rang op der Lëscht ze prezisiéieren. An da passe mer schlussendlech och d'Gesetz vum 25. Mäerz 2015 un, wou et ëm d'Gehälter an d'Avancementer bei de Fonctionnaire geet, fir eeben d'Ofschafe vun der Funktioun vum Conseiller honoraire ze kompenséieren engersäits an anerersäits awer och d'Attraktivitéit vun der Magistratur ze stäerken.

Den 31. Mee 2023 krute mer den Avis vun de Chefs de corps vun de Justizautoritéiten. Si soen, dass d'Reform salutare, mee onkomplett wier. Si stellen awer virun allem fest, dass mer mat dësem Projet aus enger Sakgaass erauskommen, an déi mer duerch d'Gesetz vum 7. Mäerz 1980 erakomm sinn, wouduerch eng Rei Magistraten ongerechtferlegt benodeelegt goufen. Wat d'Moosnamen ugeet, fir d'Attraktivitéit vun der Magistratur ze stäerken, do waren d'Chef-de-corps vun de Justizautoritéite méi retizent, méi skeptesch. A wat de Rekrutement vun erfuerenen Affekoten en fin de carrière an der Magistratur ugeet, do stelle se a Fro, ob dat wierklech e Benefis fir d'Magistratur wier. Dat kéint jo dann zum Nodeel si fir Kandidaten aus der Magistratur selwer. Wéi gesot, dat ass den Avis – mat Schmunzele soen ech dat – vun de Chefs de corps vun de Justizautoritéiten.

Fir ee vun den Haaptenjeue vun dësem Gesetzesprojet awer ze ënnersträichen, liesen ech Iech kuerz en Extrait aus dem Commentaire des articles zum Artikel 4 vir, wou d'Avancementer gereegelt sinn, an do geet et nämlech ëm d'Quereinsteiger: „La finalité de ces mesures est non seulement de compenser la suppression du rang de conseiller honoraire, mais également et surtout de favoriser le recrutement dans la magistrature de juristes ayant acquis une solide expérience professionnelle en qualité d'avocat ou de conseiller juridique. Vu que ces juristes intégreront sur le tard la magistrature, leurs perspectives de carrière sont limitées. Sous l'empire de la nouvelle législation, le traitement ne sera plus bloqué en l'absence de poste vacant dans les grades M3 et M4.“

Voilà, ech sinn heimat um Schluss vu mengem Rapport ukomm an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Här Rapporteur Charles Margue.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. De Rapporteur ass op déi verschidden technesch Detailler agaange vun dësem Rapport. Et geet drëm, de Beruff vun der Magistratur méi attraktiv ze gestalten.

Ech mengen, meng Partei fuerdert oft genuch, datt méi Poliziste musse rekrutéiert ginn, fir der Kriminalitéit Meeschter ze ginn. Da muss een awer natierlech och kucken, datt déi zweet Etapp hannendrun och besat gëtt, eebe fir datt déi Litigé kënnen an engem Délai raisonnable ... Ech erënnere ëmmer erëm hei am héijen Haus drun: Mir hunn den Délai raisonnable an der Verfassung stoen. Mir si schonn e puermol zu Stroosbuerg condamnéiert gi wéinst dem Netanhale vum Délai raisonnable. Mir mussen do genuch Magistraten hunn, fir eebe kënnen déi Fäll opzeschaffen.

Op ee Punkt wëll ech kuerz agoen, well dat och ëmmer erëm eng CSV-Fuerderung war. Dat ass, datt Affekote kënnen en fin de carrière agehallt ginn. Ech weess, dat ass net ëmmer einfach, wann een eng Berufsgrupp vun der Säit eran an eng aner Berufsgrupp hält. Mir hunn dat och bei anere Berufsgruppen. Mee hei kann eng zousätzlech Experienz rekrutéiert ginn an dofir begréisst mir dat ausdrécklech als CSV, datt dese Punkt an dësem Projet de loi figuréiert. An ech sinn och iwwerzeugt, dat do eng Rei Affekoten en fin de carrière vun där Opportunitéit profitéieren, fir kënnen mat hirem Wëssen deenen anere Kollegeinnen a Kollegen an der Magistratur zur Säit ze stoen.

An ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, an deem heite Projet de loi gëtt wierklech gekuckt, fir d'Attraktivitéit vun der Magistratur méi grouss ze maachen. An ech ka mech do ..., mir sinn net ëmmer eens an op enger Linn, mee do muss ech awer soen, do sinn ech mam Léon Gloden ganz d'accord, fir ze soen: Eischtens, d'Attraktivitéit muss op alle Fall ..., et musse méi Magistraten agehallt ginn, an dann, d'Experienz vu méi eeleren, net alen, mee vu méi eeleren Affekoten, déi awer eng gewëssen Experienz hunn – ech ziele mech net méi dozou, zu deenen eeleren, ...

(Hilarité)

... mee egal! –, déi ass awer net onwichtig. An ech kann do wierklech nëmmen dem Léon Gloden Recht ginn, fir ze soen: Déi Experienz kënn der Magistratur sécherlech zegutt a vereinfacht vill Saachen. Dofir kënnen mir als DP och nëmme mat deem Projet de loi hei d'accord sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An d'Wuert ass elo fir d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. E grouse Merci och un de Rapporteur fir säi guden, detailléierten a klere Rapport, deen e gemaach huet, deen eis et jo bis elo dann ermëglecht, fir wierklech net méi am Detail op all déi Artikelen an och soss anzegoen. Och fir d'LSAP ass et natierlech wichtig,

dass d'Attraktivitéit vun der Magistratur ervirgehuewe gött. Duerfir och merci, dass de Rapporteur eebe just deen Term vun der „Stärkung“ vun der Attraktivitéit vun der Magistratur ervirgehuewen huet, an onnëtz ze soen, dass mir mat Freed natierlech dëse Projet de loi matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An elo wier et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Och merci fir de Rapport. Ech woll vläicht zwou Bemierkunge maachen. Ech mengen, mir ënnerstëtze selbstverständlech dat hei mat, well, wéi all d'Kollegen et scho gesot hunn, geet et jo drëm, d'Magistratur méi attraktiv ze maachen.

Awer ech wéilt awer och dem Här Rapporteur soen, dass mir déi Avisé vun deene verschiddene Chef-de-corpsen ouni all „Schmunzelen“ zur Kenntnis geholl hunn. Well ech mengen, dass déi Objektivitéit oder Reflexivitéit interessant sinn. An et weist och, wéi bannen an der Magistratur eigentlech viles analyséiert gëtt. An dat si jo eigentlech déi Leit, déi d'Situatioun vun deene Corpsen am beschte kennen an am beschten evaluéieren. Also, dat heite Gesetz huet sécher Virdeeler. Et ass och néideg, dass mer méi rekrutéieren an der Magistratur. Do ass guer keen Zweifel. Mee ech mengen, mir mussen awer och dee Respekt weise géintwuer de Chef-de-corpsen, dee se awer zegutt hunn, an och mat hiren Argumenter esou ëmgoen, wéi déi Argumenter et nun emol verdéngen.

Wat de Rekrutement vu Leit vu baussen ugeet fir Affekoten an esou weider, och do muss een oppassen. Dat gëllt elo net nëmme fir d'Magistratur, mee allgemeng fir de Staat. Jo, dat kann interessant sinn an enger Rei vu Funktiounen, mee dat huet och seng Grenzen. Dat huet och seng Grenzen, andeem dass eng Karriär jo och opgebaut gëtt, dass de Rekrutement vu baussen och ka Karriären duerjernebréngen, och Hoffnungen, déi Leit sech zu Recht maachen.

An et muss een oppassen, wann ee bei de Staat geet – an dat soen ech awer als ADR-Politiker ganz kloer –, dass déi Konditiounen vum Rekrutement och ëmmer zum Beispill d'Sproochekrittären, wéi se hei am Land gëllen, voll respektéieren. An ech schwätzen hei vun der Dräisproochegkeet an net vun enger Eesproochegkeet, zu där mer eis heiansdo hinorientéieren. Also just fir ze soen ... An dat gëllt, wéi gesot, fir toutes carrières confondues, dat ass elo net nëmme fir d'Magistratur, mee mir bestinn drop, dass een, dee fir d'Lëtzebuurger Fonctioun publique soll schaffen, ëmmer déi dräi administrativ Sproocher vum Land op héijem Niveau beherrscht.

Dat gesot, vu dass dat heiten awer eng néideg Reform ass, droe mer se mat. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen. Merci dem Charles Margue fir dee gudden mëndlechen a schrëftlechen Rapport. Mir sinn averstanen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizminnesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci. Merci Iech alleguerte fir dee breeden Accord zu deem extreem wichtege Text. Och wa mer elo hei just kuerz driwwer debattéieren, et ass en Text, deen

eis ganz vill beschäftegt huet am Ministère, an och zesumme mat der Fonction publique, mam Groupement des magistrats, deene mer natierlech am Detail nogelauschert hunn, an och am Echange mat all de Chef-de-corpsen. Ech kann Iech do versécheren, dass mer am Dialog an am Respekt ee géintwuer deem aneren am Echange sinn. Natierlech huet jiddweree seng Meenungen an herno ginn Decisiounen geholl.

Hei war eng laang Fuerderung, fir dee Conseiller honoraire ofzeschaffen, virun allem vusäiten och vum Groupement des magistrats. Et hat sech och e Gruppement zesummegeet vu Magistraten, déi elo an där Situatioun eebe wäeren, wou se da géifen iwwerspronge ginn. A mir hunn hei missen eng Léisung fanne fir de Friden an der Magistratur, deen extreem wichtege ass – ech mengen, eis alleguerten heibannen.

Doropshin hate mer eeben déi Negociatiounen, fir ze kucken: Wéi kënnen mer dat heite léisen? Wéi kënnen mer och dat kompenséieren, wat mer do ewechhuelen? A virun allem hu mer dann och nach profitéiert – an dat ass jo bei ville vun Iech ugeklongen –, fir d'Karriär och no hannen hin e bësse méi attraktiv ze maachen, wat natierlech grad bei Acteuren, déi e bësse méi spéit dann an d'Professioun erakommen ... Wat u sech am Beruff vun der Magistratur wierklech nëmme ze begréissen ass, wann ee mat vill Erfahrung och kann ufänken a wann ee kann dorobber zrëckgräifen, dass ee Leit huet, déi zum Beispill laang als Affekt geschafft hunn. An anere Länner ass dat och gang und gäbe. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et dat natierlech och. Mir hu jo zwou verschidde Prozeduren, fir an d'Magistratur eranzekommen. Eng dovunner ass méi op d'Ancienntéit baséiert. An et geet hei virun allem eeben drëm, dass een do net dann hannen um Enn a senger Karriär blockéiert ass.

Da wollt ech awer och nach e Wuert soen zu de Rekrutementen en général. Natierlech ass et ëmmer gutt, wann ee fuerdert, dass rekrutéiert gëtt, sief et an der Police oder anzwousch anescht. Mir hunn dat gemaach. De Policeminister huet extreem vill an der Police rekrutéiert, ech hunn extreem vill Posten opgemaach an der Magistratur. Natierlech muss een dann och déi Leit fannen. Och dat ass richtig, wat elo gesot ginn ass. An et ass och richtig, dass et eng Chaîne vu Responsabilitäten ass. Et geet net duer, op engem Enn ze rekrutéieren. Et muss een dat queesch duerch déi ganz Chaîne maachen, wa mer gär eng effikass Justiz hätten, wa mer gär en effikasse Staat hätten. Duerfir ass dat heiten ee Schratt an déi Richtung.

Et bleift awer de Fait – an dat hu mer probéiert, duerch den Text vun de Referendairen ze adresséieren –, dass et einfach e Reservoir u Juristen/Juristinnen zu Lëtzebuerg gëtt, dee limitéiert ass, aus deem mer alleguerte puiséieren a wou mer natierlech alleguerte mussen kucken, dass mer dat néidegt Personal fannen. Duerfir, d'Referendairé ginn do Méiglechkeeten, fir net mussen déi Lëtzebuurger Nationalitéit ze hunn. Dat ass bei de Magistraten net de Fall. Do muss een déi Lëtzebuurger Nationalitéit hunn, fir awer och an der Aarbecht vun der Magistratur d'Leit ze ënnerstëtzen.

Duerfir merci Iech alleguerte fir déi breet Ënnerstëtzung. Et ass awer heimadder net gedoen. Et kënt nach e Plan pluriannuel fir d'Magistratur fir déi nächst Joren, wou mer d'Poste mussen insgesamt nach eng Kéier verstärken. An et muss och weiderhin un der Karriär vun der Magistratur geschafft ginn, fir dass déi och attraktiv bleift fir eng Fonctioun, déi d'Onofhängegkeet vun deenen, déi se ausüben, verlaangt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7863B. Den Text steet am Document parlementaire 7863B⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7863B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmme a kenger Abstentioun ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. 8051 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code de procédure pénale ;

2^o de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Mir kommen elo zum Projet de loi 8051 iwwert d'Verankerung vun den Telekommunikationsmëttelen am Code de procédure pénale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Charles Margue.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Den nächste Projet, léif Kolleeginnen a Kollegen, Här President, ass den 8051. Mir reegelen eng Rei Dispositiounen am Code de procédure pénale aus der Covidzäit aus dem Gesetz vum 20. Juni 2020, dat mer scho méi oft modifizéiert hunn.

Dëse Projet ass den 21. Juli zejoert vun der Justizminnesch Sam Tanson deposéiert ginn. Den 1. Februar 2023 war en an der Kommissioun, wou och de Rapporteur bestëmmt gouf. Den Avis vum Staatsrot krute mer den 28. Februar 2023 an d'Kommissioun huet sech de 17. Mee domat befaasst an nach e puer Amendements

parlementaires ugehooll. Dunn huet de Staatsrot ganz schnell säin Avis complémentaire ginn, den 13. Juni, a mir hunn deen den 21. Juni analyséiert. Well de Staatsrot Gréng Luucht ginn huet, konnte mer dunn de Rapport den 28. Juni stëmmen.

Mir kruten nieft den zwee Avisa vum Staatsrot sechs Avisa vum Justizautoritéiten, nämlech vum Bezirksgericht aus der Stad a vun deem vun Dikrech, vun deenen dräi Friddensrichte vum Esch, Dikrech an aus der Stad, vun der Cour supérieure a vum Parquet général. Dës waren alleguer positiv an hunn eng Rei nützlech Suggestiounen mat op de Wee ginn, notament wat déi elektronesch Kommunikatioun ubelaangt, zum Beispill d'Authentifikatioun vum de Persounen, d'Plaz vun den Interpreten an d'Delaïen, fir der just e puer ze nennen.

Ëm wat geet et? Mir enterinéieren eng Rei Modifikatiounen iwwert d'Reegele vun der Procédure pénale aus dem Gesetz vum 20. Juni 2020 – ech hunn et scho gesot – aus der Pandemiezeit. Et sinn dat: déi schréfftlech Procédure fir d'Notifikatiounen am Code de procédure pénale; d'Auditioun vum Zeie via Visio- oder Audiokonferenz; d'Assistenz duerch den Affekot vun enger Persoun, déi net fräi ass, via elektronesch Kommunikatioun, wouduerch d'Confidentialité awer ofgesécher ass; d'Appellprozedure viru quasi allen Instanzen; de Recours virun der Chambre de l'application des peines vum der Cour d'appel; den Appell virun der Cour d'appel en matière de mandat d'arrêt européien aus dem Gesetz vum 17. März 2004.

De Gesetzesprojet féiert och eng Dispositioun am Kader vun der Flagrance an, wou en Officier oder en Agent vun der Police judiciaire eng Auditioun vun den Zeie ka maache via Audio- oder Visiokonferenz. Den Enregistrement dovunner geet mat an den Dossier an an ass dann Deel vum Beweismaterial.

De Gesetzesprojet vereinfacht d'Notifikatioun par voie écrite vun den Ordonnancë vum Untersuchungsriichter, wat Saisien a Perquisitiounen ugeet.

Eng vun den Haaptfinalitéite vum Gesetzesprojet ass schlussendlech, déi elektronesch Kommunikatioun ze erlaben, voire ze verallgemengeren, vun den Notifikatiounen am Appell a vum Greffe. Et geet virun allem ëm d'Kommunikatioun ënner Professionellen an der Justiz, awer och mat den Operateuren am Telekommunikationsberäich, wat Zäit an onnëtz Deplacementer spuert.

Weider Detailer iwwert dës Prozedure stinn am Gesetz an am schréfftleche Rapport. Avis aux amateurs fir déi, déi méi wëlle wëssen. Ech sinn um Schluss a ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Nach eng Kéier merci dem Här Margue fir de schréfftlechen a mündleche Rapport. Verschidde Prozedure ginn eeben elo hei méi einfach, well mer dat iwwert déi nei Kommunikatiounsméiglechkeete kënne maachen. D'21. Joerhonnert feiert Entrée an de stroferechtliche Prozeduren – fir dat emol einfach d'ärfen esou salopp auszedrécken. An da si mer erëm eng Kéier beim Délai raisonnable, well duerch déi verkierzt Prozeduren do-duerch, dass mer eppes kënnen iwwer Internet schécken, dauert et manner laang. An op där anerer Säit stärke mer awer och d'Rechter vum Prevenu, well notament den Affekot elo kann och mat sengem Client iwwer Telefon schwätzen am Kader vun enger Prozedur, wann e gehéiert gëtt – alles méi einfach.

A mir begrëssen dat ausdrécklech als CSV an duerfir ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An deen nächsten ageschriwwene Riedner steet scho prett. An dat ass den honorabelen Här Pim Knaff.

M. Pim Knaff (DP) | Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kolleegen, d'Derogatiounen am Code de procédure pénale aus demem Projet de loi sinn net komplett nei, dofir wäert ech och net am Detail drop agoen. D'Mesüre sinn 2020 duerch d'Pandemie eng éischte Kéier agesat ginn, deemools aus sanitäre Grënn, fir d'Leit ze schützen a fir trotzdem e gutt Funktionement vun eiser Justiz ze erméiglechen. Mam Auslafe vun den eenzelnen Delaie si se duerno eng sëllege Kéiere verlängert ginn.

Allgemeng hu sech déi eenzel Mesüeren, wéi beispillsweis d'Unhéierung vun Zeien iwwer Telekommunikatioun oder iwwer Videokonferenz, Recours virun der Chambre de l'application des peines vum der Cour d'appel oder och d'Assistance duerch den Affekot via Telekommunikatioun vu Leit, déi am Prisong sëtzen, iwwert déi lescht Jore bewäert. D'Mesüeren hu sech bewisen, a wann een déi eenzel Avisa liest – vun dem Ieweschte Geriichtshaff, de Bezirksgeriichter, dem Parquet général, dem Barreau –, hunn all d'Instanzen d'Utilitéit vun dësen Derogatiounen am Code de procédure pénale confirméiert. An all den Avisa gouf et groussen Zousproch, soudatt et u sech nëmme Sënn mécht, dës Mesüeren elo fest an eiser Prozedur festzhalen.

Wéi awer och virdrun, bleiwe se fakultativ. Si kënnen agesat ginn, mussen awer net. Et bleift och nach emol ze rappelieren, dass dës Derogatiounen d'Prinzipie vun der Proportionalitéit anhalen an och d'Rechter vum Justiciabelen zu all Abléck respektieren.

Här President, léif Kollegeginnen a Kolleegen, et ass net oft, dass e Projet op esou vill Zousproch stéisst. Quitte dass mer elo nëmme vereenzelt Mesüeren huelen, sinn dës trotzdem richtungsweisend an e Beweis dofir, dass mer um richtege Wee sinn, dass d'e-Justice a modern Prozedure fir d'Zukunft nach solle méi gefërdert ginn an och esou séier wéi méiglech sollen applizéiert ginn.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Knaff. An d'Wuert ass elo fir den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëllt och virop dem Rapportier Merci soe fir säi mündlechen a schréfftleche Rapport. Ech mengen, de Gesetzesprojet vun haut, dee reit sech an dat an, wat mer och déi lescht Woche gemaach hunn, wéi mer an der Chamber eng Rei Gesetzer gestëmmt hunn, déi a Richtung Digitalisatioun vun der Justiz ginn. Ech mengen, nieft dem Notariat hu mer jo och en éischte vu siwe Paperless-Justice-Projeten hei gestëmmt, also e weidere Stee vun der Digitalisatioun vum Justizapparat, dee gesat gouf, a wou mer haut, mengen ech, e weidere Wee ginn effektiv an och elektronesch an digital Moyene ginn am Kader vun der Ofwécklung.

An international ass jo awer och opgefäll, dass Lëtzebuerg am Beräich vun der Justiz jo vill ëmsetzt, also och de Recommandatiounen nokënnert vun der Europäescher Kommissioun, déi och an hirem alljäreche Rapport iwwert d'Rechtsstaatlechkeet ervirgehewen huet, dass mer Efforte maachen um Niveau vun der Digitalisatioun. Si hutt dat unerkannt an hutt dat och ganz kloer, mengen ech, ervirgehewen.

Mat dem Gesetzesprojet, dee mer haut also stëmmen, gi mer an déi Richtung, dass mer d'digital Moyene verstärken. Dat ass am Fong och positiv fir dee ganze Justizapparat. An dofir ginn ech och heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert elo un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. An dem Här Margue nach eng Kéier merci fir all déi Méi, déi e sech haut gëtt. Wann dat esou weidergeet, da kommen aner Leit mat hire Rekorder a Gefor, wat d'Zuel vun de Rapporten ugeet.

Ech wollt vläicht soen, dass mer dat heite begrëssen, dass een awer op verschidde Punkten och muss op-passe mat der elektronischer Justiz oder digitaliséierter Justiz. Well et ass awer esou, dass zemools hei am penale Beräich awer eng grouss intime Conviction och vun de Richter, vun deene Bedeelegte muss do sinn, ier se hignen a Stroffuerderunge stellen oder Urteeler schwätzen.

Ech wëll just vläicht d'Beispill hei nennen – mee et kéint een och anerer nennen – vun der Audition vun den Temoinen. Ech mengen, wann en Agent oder en Officier de police judiciaire en Zeien héiert an dat op engem Büro ass, dann etabléiert sech awer eng Vertrauensrelatioun, op jidde Fall eng aner Relatioun, wéi dat eventuell iwwer e Schiirm ass. Mir kennen dat alleguer iwwer eis Konferenzen, dass dat eeben net esou perséinlech ass, wa mer iwwer Video mateneen eng Reunion hunn, wéi wa mer zesummesëtzen an engem Sall. An dat ass natierlech nach vill manner wichteg, wéi dat zum Beispill ass, wann elo en Zeien an engem Stroffprozess gehéiert gëtt.

Elo steet am Text natierlech, den Agent oder den Officier de police judiciaire muss sech zum Beispill der Identitéit vum Zeie versécheren mat alle méigleche Moyenen. Dat weist jo awer och schon, dass do eng kleng Onsécherheet ka bestoen. A wat och ass: Ass deen Zeien eleng? Gëtt et Dispositiounen, déi da soen, a wéi engem Lokal dat ass, wéi do d'Konditiounen sinn? Dat ass alles eigentlech net gereegelt, soudatt sech awer och do Méiglechkeete vun enger Rechtsensécherheet kënne presentéieren.

Also u sech ass dat hei eng ganz gutt Saach. Och déi Avisen, déi mer gesinn hunn, hu jo gewisen, dass eng Erlichterung positiv ugehooll gëtt, mee trotzdem, mengen ech, ass et wichteg, ëmmer erëm ze insistieren, dass virun allem am Kader vum Strofrecht – an hei si mer am Kader vum Strofrecht – eng héich Qualitéit vun deene verschidde Rechtsakten allzäit muss garantéiert bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An dann ass et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir dee gudden schréfftlechen a mündlechen Rapport. Hei ass eng Digitaliséierung dran. An ech hat et och schon eng Kéier an der Kommissioun gesot, dass mer mussen oppassen, dass d'Vertraulichkeet gewaart bleift, grad wann ee mat sengem Affekot schwätzt a wann ee vläicht Saachen, déi soss keen eppes geifen ugoen, an deene vertrauleche Gespräicher seet.

An do kommen ech dann op déi Iwwerleeung, déi ech och an der Kommissioun hat: éischstens d'Vorratsdatenspeicherung, déi nach ëmmer aktiv ass, wou ganz kloer och den Affekot mat sengem Client erfaasst ass an deementspreechend och dat duerno

nozevollzéien ass – wat mir Piraten awer guer net gutt fannen a wat mer gären ofgeschaaft hätten.

Op där anerer Säit Äre Computersystem: Do gëtt et nach ëmmer Trojaner, et gëtt souguer Staatstrojaner. Ech mengen, mir haten alleguerten déi Diskussioun deemools, wéi déi Trojaner aus Israel opkomm sinn. Och dat sinn alles Saachen, wou een eigentlech awer muss vun den Affekoten hier hinne bäistoen, fir dass genau si dee Schutz hunn! Well et kann net herno sinn, dass op hire Computeren iergendwellech Softwarë sinn, déi bedenklech sinn, well et si si, déi mussen déi Confidentialitéit mat hire Clientë behalen. Dofir si mir och der Meenung, dass grad Affekoten net dierften ënner eng Vorratsdatenspeicherung falen, dass net do dierft en Tracking gemaach ginn, wéini se wat mat de Clientë geschwat hunn. An och grad an de Videosoftware ass et immens wichteg, dass dat ganz clean bleift.

Mir wäerten eisen Accord hei ginn, mee mir warnen awer dervir, dass am Digitalen do och Gefore bestinn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministersch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Merci villmools. Also fir d'éischt emol: Et gesäit een, dass een och ka positiv Saachen aus där Pandemie zéien. Dat gesi mer a ville Beräicher. Dat huet een hei och gesinn. Hei sinn Dispositionen, déi hu sech bewäert während der Pandemie. Dat sinn zum grossen Deel net Ausnamendispositionen, mee alternativ Dispositionen. Dat heescht, dass een zum Beispill bei den Temoinen net muss dorobber zréckgräifen, mee datt ee kann dorobber zréckgräifen. Eppes, wat mer an eisem internationale Kontext jo vill hunn, dat ass, dass et ka sinn, dass ee muss mat engem schwätzen, dee sech net um Lëtzebuurger Territoire befénnt. Do ass et natierlech deemno wéi dann och einfach, fir kënnen iwver aner Weeër mat engem ze diskutieren.

Zu de Suergen, déi elo nach formuléiert gi sinn: Also ech weess, mir hunn déi Diskussioun ëmmer erëm, mee et ass awer wichteg, et vläicht nach eng Kéier ze preziséieren. Also, bei der Vorratsdatenspeicherung, esou wéi se haut aktuell existéiert, wou et jo e Projet de loi gëtt, dee virun enger Zäit deposéiert gouf, dee sech soll upassen un d'Jurisprudenz vun der CEDH, ass et esou, dass Daten erhuewe ginn, dass se also do sinn, mee dass se net gekuckt ginn. A si kënnen just gekuckt ginn am Kader vun enger Procédure pénale, wann d'Konditionen erfëllt sinn, fir se ze kucken. An do gëtt et Secreten, déi fir den Affekot existéieren, an déi spillen natierlech och bei der Vorratsdatenspeicherung.

Dat heescht, ëmmer erëm dee Message ze vermëttelen, wéi wann do all déi Date géife gekuckt ginn, dat ass net richtig! Et ass esou, dass mer e ganz kloze prozedurale Kader och haut schonn hunn, deen iwvert dat erausgeet, wat d'Jurisprudenz vun der CEDH accordéiert, net weinst dem Fall vun den Affekoten, mee well et generaliséiert ass. An et ass just a ganz spezifesch Fäll, wou dann de Riichter och dorobber zréckgräift.

Bei den Trojaner ass et an nach vill méi spezifesch Fäll, well do hu mer eng ganz limitéiert Oplëschtung an eisem Code de procédure pénale, wéini iwverhaapt kann dorobber zréckgegraff ginn. An dat ass a Fäll vun Terrorismus a vu Sécherheet vun Staat, deen a Gefor ass. An dat ass d'ailleurs och eng Revendicatioun vun den Autorités judiciaires, fir kënnen méi wäit do ze goen, well ëmmer erëm gesot gëtt, mir wieren net

op deem selwechten Niveau wéi déi Kriminell, wat eis Outil-digitalen ugeet. Mir sinn do extreem restriktiv. Och wann ech mat mengen Homologen am Ausland schwätzen, si mer extreem streng, wat dat doten ubelaangt. Et kann een net einfach esou d'Staatsrojaner asetzen.

An och hei gëllt natierlech: De Secret vum Affekot, dat ass e ganz wichtige Secret, deen ass international protegéiert an dee gëtt net einfach esou ausgehiewelt. Dat geet net! Dat geschitt net. An engem Rechtsstaat wéi Lëtzebuerg kann een dat net ëmmer erëm behaupten. Dat geschitt net einfach esou! Dat geschitt just an deene Konditionen, déi méiglech sinn. Wann zum Beispill och eng Affär elo géint en Affekot géif gemaach ginn, da kann natierlech ..., do spillen dann déi normal Reegele vum Affekot. Mee seng Relatioun mam Client, déi si geschützt, déi sinn och international geschützt, an dat ass och eppes, wat eis wichteg ass a wou mer ëmmer erëm ... A mir hate schonn oft déi Diskussioun an der Kommissioun, bei verschiddenen Texter. Wann en Doute war, wéi zum Beispill beim Whistleblower, dass dee Schutz a Fro gestallt wär, dann hu mer dat preziséiert, fir dass dat net sollt a Fro gestallt ginn.

Also dat hei ass wierklech eppes, wou et drëms geet, e Progrès ze hunn, deen d'Saach méi einfach mécht. D'Stéchwuert Digitaliséierung an der Justiz ass gefall. Dat ass e wichteg Stéchwuert a mir mussen op dee Wee goen an natierlech muss ee mat séchere Weeër fueren. An natierlech muss een och Alternativen hu fir déi Leit, déi mam Digitalen net ze erreeche sinn. Mee dat stellt op alle Fall net d'Relatiounen, déi confidential Relatiounen tëscht den Affekoten an de Clienten a Fro.

An ech wollt och nach profitieren, fir dem Charles Margue Merci ze soe fir dës Rapporten, déi en elo haut gemaach huet, an ech weess, et stinn der nach e sëllegen u fir déi nächst Woch. Duerfir, ech weess net, wat de Rekord hei am Haus ass, mee e wäert op alle Fall net wäit dovun ewech sinn, wa mer fäerdeg sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministersch. Parole après ministre fir den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech fänken un, den Här Goergen wäert awer och nach eppes dozou soen. Ech fokusséiere mech just op déi Fro vum Trojaner, well ech den Erklärung vum der Madamm Ministesch elo gutt nogelauschert hunn. An och gleewen och, datt d'Lëtzebuergesch Autoritéite keen Trojaner bei engem Affekot asetzen, wann dat net autoriséiert ass. Ech gleewen un eise Rechtsstaat.

Ech mierken awer aus änlech gelagerte Fäll aus dem Ausland, datt dat heefeg iwvert d'Bande gespillt gëtt. Mir si vläicht limitéiert mat eiser nationaler Gesetzgebung, mee auslännesch Déngschter sinn dat net. An do stellt sech dann d'Fro: Wat geschitt, wann dann en auslänneschen Déngscht Informatiounen liwwert, déi eeben aus genau esou enger Ecoute, déi ënner nationalem Recht illegal wär – ënner internationalem warscheinlech och, an awer gemaach gouf –, gewonne ginn? Do stellen ech mir d'Fro. Dat muss net an engem nationale Prozess sinn. Dat kann och an engem internationale Prozess sinn.

Mir alleguerte wëssen, datt zumindest een internationale Prozess mat lëtzebuergeschem Involvement am Moment besteet, wou och Déngschter interesséiert sinn. An do muss ech dann awer soen, datt ech mech net wonnere géif, wann och Trojaner agesat goufen, a vläicht och um Computer vun där Persoun, déi do mat hirem Affekot wëllt kommunizéieren, an deementsprechend keng Garantië gi sinn. Well mir kënnen dat net garantéieren! Soubal et en Trojaner gëtt,

kënne mir net garantéieren, datt dat richtig ofleeft. Soubal een eng Schwaachstell ausnotzt, kann een net garantéieren, datt dat richtig gemaach gëtt, ausser natierlech eis rechtsstaatlech Prinzippien, déi dann zu Lëtzebuerg gëllen.

Mee leider ass d'Welt e bësse méi grouss wéi Lëtzebuerg. An ech wëll datt just ëmmer erëm ze bedenke ginn: Allkéiers wa mer iwvert d'Notzung vun esou Beweismaterial schwätzen oder iwver digital Outile schwätzen, muss mer eis bewosst sinn, datt et keng honnertprozenteg Sécherheet gëtt an datt dat Eenzegt, wat mer als Sécherheet hunn, d'Vertrauen ass. A mäi Vertrauen an de Lëtzebuurger Rechtsstaat ass grouss, awer net onbedéngt an dee vun all anerem Land op dëser Welt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Den Här Goergen freet nach d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech kommen nach op d'Inland zréck, an zwar op déi Vorratsdatenspeicherung. Dir hutt jo elo bestätegt, dass déi Daten erhuewe ginn. Mee eise Problem ass jo: Do hätte missen d'Affekoten ausgeholl ginn. Well Dir hutt jo elo gesot ... Et si privat Firmen en plus, déi déi Daten erhiewen, et sinn déi privat Firmen, déi dat alleguerten hunn. Dir kënnt jo guer net sécherstellen, dass net do iergendee Leak oder iergendepes iergendeng Kéier geschitt! Dat kënnt Der net, well et ass privat, et gëtt net staatlech erhiewen. An dat ass eise Kritikpunkt. Dann hätt ee kënnen higoen a soen: „Hei, déi vertraulech Gesprecher, wéi déi, déi hei am Text stinn, déi ginn ausgeholl, déi gi vun dëser Vorratsdatenspeicherung net erfaasst.“

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministersch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Also, e puer Saachen ...

(Interruption)

Jo, hei, Pim, pardon ...

M. Fernand Etgen, Président | Fir d'éischt nach den Här Knaff.

M. Pim Knaff (DP) | Jo, merci. Nee, ech wollt just soen: Ech mengen, esou wéi et ausgesäit, wäerte mer deen Text jo awer stëmmen, ...

(Hilarité)

... soudatt mer awer e wäite Schrëtt an der Digitalisatioun vun der Justiz virukommen. Ech géif just wëlle mat op de Wee ginn, datt mer sollen drun denken, och déi néideg Budgeten dann anzesetzen, fir ëmmer performant Material ze hunn, well et ass net esou ganz einfach, zum Beispill eng Videokonferenz mam Prisong ze maachen, wann een déi aus der Etüd féiert. Vergiesst net, datt mer ëmmer performant Material brauchen, wa mer gären op deem dote Wee weiderginn!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Knaff. An elo ass et dann un der Madamm Justizministersch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ok, ech weess elo net méi, iwver wat mer elo hei diskutieren.

(Hilarité)

Une voix | Iwwert d'digital Justiz.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Iwwert d'digital Justiz, genau! Ech sinn absolutt d'accord, dass mer natierlech och mussen parallel an d'Infrastruktur ... Dat hu mer och gemierkt bei Covid, wéi hu misse séier Kameraen a sécher Leitungen an de

Prisong verbonne ginn. Dat ass alles richteg, do spillt ëmmer e ganzen Dëngen hannendrun. Dat ass ganz richteg, Här Knaff.

Zur Vorratsdatenspeicherung: Et ginn iwwerhaapt keng Verbindungen enregistriert tëschent Affekoten an anere Leit! Et gi just d'Nummeren enregistriert. Et geet guer net ëm de Contenu. Et geet zero ëm de Contenu. De Contenu gëtt net gespeichert! Dat ass wierklech extreem, extreem, extreem wichteg. An ech brauch hei näischt ze confirméieren, wat allgemeng bekannt ass: Mir hunn eng generell Vorratsdatenspeicherung zu Lëtzebuerg. Mir probéieren, dat anzedämmen.

Zu den Trojaner an zu dem Hacke vu baussen an zu ... Mee dat gëtt et fir alles! Dat gëtt et jo net just fir déi heite Kommunikatiounen. Dat muss all Affekot sech als Fro stellen, wéi e seng Etüd geréiert, well do ëmmer de Risiko besteet, dass ee kann an de Computer erakommen. Dat muss all Privatpersoun sech als Fro déi ganzen Zäit stellen. Dat heescht, dat ass eng Fro, déi existéiert. Natierlech existéiert déi! Mee grad vläicht vu Piraten, déi jo fir dat Digitalt stinn, mengen och jo net, dass dat dann herno de Punkt ass, woufir een da seet, dass een net e Schratt a Richtung Digitalisierung mécht.

M. Fernand Etgen, Président | Merci. Den Här Sven Clement freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, an ech versprechen, da sinn ech och fäerdeg domadder. Ech wëll just soen: Mir ënnerstëtzen dat heite jo. D'Iddi ass gutt derhannert. „Parlament“ kënn dovunner, datt een och iwwer Problemer mat gudder Saache ka schwätzen. An ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer hei awer och op potenziell Problemer aginn. An ee vun deene potenzielle Problemer ass, datt de Lëtzebuerg Staat mat Steiergelder Investitiounen an d'Recherche vu Faillë bezilt, andeem en Trojaner keeft! An elo kënn Der mer erzielen: „Jo, mee déi ginn net géint d'Affekoten hei agesat.“ Mee doduerjer, datt et déi gëtt, gëtt et fir jiddweree méi onsécher! An dat ass dat, op wat mir wëllen hiweisen, a mir wäerten do och net midd ginn, dat ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Tanson kritt nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Et deet mer leed, ech muss awer elo dann och nach eng Kéier dozou Stellung huelen. Hei gëtt elo alles matenee vermëscht. An et ass jo – nach eng Kéier – net e Punkt vu Staatstrojaner zu Lëtzebuerg, déi hei kënnen mëssbraucht ginn. Et ass awer gutt, dass den Här Clement dat och elo zweemol ënnerstrach huet, obwuel en et selwer an d'Diskussioun bruecht huet. Mir hunn e ganz strenge legale Kader zu Lëtzebuerg, wéi déi Trojaner kënnen agesat ginn! An et ass och néideg, dass se kënnen agesat ginn, wann Der an Echangé sidd mat Untersuchungsriichter, mat Polizisten, déi am internationale Kontext probéieren, der internationaler Kriminalitéit hannendrunzekommen. Dir wësst jo awer, mat wéi enge Moyenen dass do geschafft gëtt! Do leeft alles am digitale Beräich.

A wa mer kapituléieren a mir soen: „Mir iwwerloosen dat dem rechtsfräie Raum“, well mer net wëllen iergendwellech Agrëffer huelen, déi mer am net digitale Beräich souwisou scho laang och hunn, wou se akzeptéiert sinn, wou ofgelauschert ka ginn, wou kënnen Saache gemaach ginn, wa mer awer do soen: „Dat maache mer am digitale Beräich net, well et dat Digitalt ass“, dann hu mer e Problem an der Bekämpfung a vun der Sécherheet och hei zu Lëtzebuerg. An duerfir muss mer eis déi Moyene ginn a mir mussen eis och an Zukunft d'Fro stellen, wéi mer mat deenen dote

Moyenen ëmginn an ob mer et net mussen ausweiden op méi Secteure wéi déi, déi et am Moment gëtt.

Mee zu Lëtzebuerg hu mer e ganz strenge legale Kader, deen och souguer fir d'Autorités de poursuite ze streng ass, wou se eis reegelméisseg soen, datt se frou wäeren, wann dat nach kéint ausgeweit ginn. A wa mer an engem Rechtsstaat sinn a mir hu kloer Reegelen, wéi dat ka benotzt ginn, a wa mer gär d'Sécherheet vun eise Bierger garantéieren a wa mer wëllen d'international Kriminalitéit bekämpfen, da muss mer och mat deenen dote Moyene schaffen. Da kann een dat net just dauernd verdäiwelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizminister. Dese Punkt ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8051. Den Text steet am Document parlementaire 8051¹¹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8051 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentiuon ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8172 – Projet de loi portant modification :

1° du Nouveau Code de procédure civile ;

2° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8172, eng Ofännerung vum Code de procédure civile. Op Proposition vum der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, an dat ass nach eng Kéier den honorabelen Här Charles Margue.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President, nach eng Kéier. Duerno hunn ech Paus fir de Mëtteg. Ech hunn d'Charge, e weidert Gesetz am Justizwiesen ze rapportéieren. Et geet ëm d'Prozedur ënner anerem virun der Cour de cassation.

De Projet gouf den 13. Mäerz 2023 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert an de Projet huet just dräi Artikelen. Den 28. Juni war en an der Justizkommissioun an de Rapporteur gouf bestëmmt. Den Avis vum Staatsrot vum 20. Juni gouf analyséiert. De 5. Juli hu mer de Rapport ugeholl. Mir kruten och en Avis vun der Chambre de Commerce, déi de Projet begréisst, gradewéi de Parquet général an d'Cour supérieure et an hiren Advise gemaach hunn.

Ëm wat geet et? Mir perenniséieren mat dësem Gesetzesprojet am Neie Code de procédure pénale verschidden temporaire Dispositiounen aus der Covidzäit, wat verschidde Procédure écrite ugeet. Nach eng Kéier, wéi gesot: Während der Pandemie hate mer Prozeduren ageféiert, fir dass net méi ze vill Leit an de Geriichter a klenge Raim zesumme wieren. D'Prozedure konnte schrëfflech op Pabeier oder elektronesch gemaach ginn amplaz vun engem mëndleche Plädoyer am Geriichtssall. Physesch Presenz war also net méi an alle Fäll néideg.

Déi fundamental Reegel bleift awer weider déi, dass, wann eng vun de Partiee freet, dass d'Plaidoirie mëndlech an öffentlich virgedroe solle ginn, dat dann och weider esou ass.

D'Magistraten an d'Affekoten hu sech schnell un déi nei Prozedur gewinnt, déi awer de 15. Juli 2021 op en Enn gaangen ass. D'Justizkresser hunn du gefrot, fir déi Moosnamen definitiv an de Code de procédure pénale (veuillez lire: Code de procédure civile) opzehuelen, wat mer dann haut maachen. En anere Virdeel ass nämlech och, dass méi Affären an enger Audienz traitéiert kënnen ginn.

Déi Dispositioun iwwerdroe mer dann och an dat modifizéiert Gesetz vum 18. Februar 1885 iwwert de Pourvoi an d'Prozedur vun der Cassatioun.

Wéi de President et gesot huet, kënnen mer direkt zum Vott goen, mir hunn nämlech de Rapport eestëmmege an der Kommissioun ugeholl. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporteur Charles Margue Merci a ginn der Regierung d'Wuert.

(Mme Sam Tanson signale ne pas vouloir intervenir.)

Mir kënnen dann och direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8172 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8172⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8172 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann,

MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7.7255 – Projet de loi sur les forêts et portant :

1^o modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

2^o abrogation de :

a) l'Édit, Ordonnance et Règlement du 14 septembre 1617 des Archiducs Albert et Isabelle sur le fait des Bois ;

b) l'ordonnance modifiée du 13 août 1669 sur le fait des Eaux et Forêts ;

c) l'ordonnance et règlement des Bois du 30 décembre 1754 ;

d) l'ordonnance du Conseil provincial du 25 février 1775 sur la conservation des genêts ;

e) l'ordonnance du Conseil provincial du 22 juillet 1775 défendant de cueillir dans les bois des fruits quelconques ;

f) le décret du 24 juillet 1779 concernant la glanée et le pâturage dans les bois ;

g) l'ordonnance du 6 février 1784 sur la conservation des jardins, haies, enclos ;

h) l'ordonnance du 9 mars 1789 concernant la vente des portions de bois de chauffage ;

i) le décret des 15-29 septembre 1791 sur l'administration forestière ;

j) le décret du 28 septembre au 6 octobre 1791 concernant les biens et usages et la police rurale ;

k) l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1^{er} juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière ;

l) l'ordonnance royale grand-ducale du 6 juillet 1843, N^o 1529, concernant la vente sur pied des coupes de bois domaniales et communales ;

m) la loi forestière modifiée du 14 novembre 1849 ;

n) la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant le défrichement des propriétés boisées ;

o) la loi modifiée du 7 avril 1909 concernant la réorganisation de l'Administration des eaux et forêts ;

p) la loi modifiée du 8 octobre 1920 concernant l'aménagement des bois administrés ;

q) la loi modifiée du 30 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois ;

r) la loi modifiée du 29 juin 1972 concernant la commercialisation de bois bruts classés C.E.E.

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7255 iwwert d'Afféiere vun engem legale Kader fir d'Bëscher. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Gusty Graas, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Madamm Ministes, een Drëttel vum Territoire vum Lëtzebuurger Land ass Bësch an domat immens wichteg fir onst Liewen, sief et fir beim Spadséieren oder Vëlofuere ofzeschalten, als wichtege Liewensraum fir Déieren a Planzen an d'Biodiversitéit, als CO₂-Späicher fir géint d'Klimakris, fir de Buedem an d'Waasser ze schützen an natierlech och fir Holz ze liwwere fir ze bauen.

Mee grad beim Thema Bësch si mir och beim Generatiounvertrag: Wat mir haut am Bësch maachen, dovunner hu virun allem ons Kanner a Kandskanner eppen.

D'Iddi vun der Nohaltegkeet kënn jo och aus der Forstwirtschaft, virop vum Hans Carl von Carlowitz, aus dem 17. Joerhonnert. An där Zäit war Holz ee vun de wichtegste Rostoffer, dee souwuel fir d'Bauen, Hëtzen, Kache wéi och fir Produktionsprozesser benotzt ginn ass. An där Zäit waren d'Bëscher an Europa iwwernotzt an zu wäiten Deeler ofgeholt. De Carl von Carlowitz huet deemools schon erkannt, dass d'iwwermooßeg Rodung vu Bëscher d'Existenzgrondlag vu ganze Regiounen a Gefor bruecht huet.

Viru méi wéi 300 Joer also huet hien derfir plädéiert, dass déi Räich d'Verméigen net a grouss Haiser a Palaise sollten investéieren, mee a Beem, well hir Nokommen dovunner vill méi hätten. Hien huet sech fir eng nohalteger Forstwirtschaft ausgeschwat, duerch déi een de Bësch als Ressource och fir déi nächst Generatiounen kéint erhalen. A genau dee Prinzip, de Prinzip vun enger nohalteger Gestiou vum Bësch als e Vertrag tëscht de Generatiounen, hale mir haut och fir Lëtzebuerg mam neie Bëschgesetz fest.

Mam Gesetzesprojet 7255 kréie mir een eenzegt Gesetz fir déi 90.000 ha Territoire Bësch. Mir abrogéiere ganzer 18 Gesetzer, déi zum Deel op d'17. Joerhonnert zrëckginn, a ginn ons e generellen, robusten a kohärente Kader fir alleguerten ons Bëscher.

Et geet drëms, all déi verschidde Funktiounen vum Bësch – sozial, ökologesch, ökonomesch – ënner een Hutt ze kréien, egal ob et sech ëm e privaten oder ëm en ëffentleche Bësch handelt, och wann d'Gestiounsoplagen am ëffentleche Bësch méi wäit ginn. Och den Accès an d'Bëscher gétt kloer gereegelt a viles administrativ vereinfacht.

Här President, Dir Dammen an Hären, virdeem ech op den Detail vum Gesetz aginn, erlaabt mer, Iech e puer Eckpunkte vun onsem Bësch ze ginn. Ons Bëscher si gréisstendeels an engem naturnoen Zoustand. Zweek Drëttel si Lafbëscher an een Drëttel ass Nolebësch, woubäi d'Buchen, d'Eechen an d'Fichten dominéieren. Zweek Drëttel vun onse Bëscher sinn national respektiv europäesch geschützt. 52 % vun onse Bëscher sinn an den Hänn vu 14.000 Privatproprietären, déi an der Moyenne 3,5 ha besëtzen, 34 % sinn a Gemeinhand an 13 % a Staatshand.

Den Zoustand vum Bësch degradéiert sech iwwerdeems op d'mannst zënter dem éischten Inventaire

viru knapp 40 Joer, dat weinst der Verschmutzung vun der Loft a weinst der Äerderwärmung. 62 % vum Bësch sinn däitlech beschiedegt, 23 % liicht a just 15 % net. Duerch d'Drëchtenen duerch d'Klimakris acceleréiert sech de schlechten Zoustand vun onse Bëscher, awer den Drock kënn och duerch d'Urbaniséierung, d'Aktivitéitszonen, d'Stroossen a Kommunikatiounsprojeten.

Dobäi sinn ons Bëscher, wéi gesot, esou wichteg fir ons all: ökologesch als groussen CO₂-Späicher, wat wichteg géint d'Klimakris ass, als Lofffilter, fir de Schutz vun onse Biedem, als Quell fir onst Grondwaasser, als Preventioun virun der Erosioun, weinst hirem sozialen a kulturelle Rôle, fir ofzeschalten, spadséieren ze goen a Sport ze maachen. 85 % vun de Bëscher sinn op 1,5 km vun de Wunngebiddere ewech a 26 % vun de Bëscher hunn och e Wee, deen derduerchgeet. Bis ewell war d'Recht, fir an de Bësch ze goen, awer net kloer gereegelt, wat och zu Problemer gefouert huet, wat déi zivill Responsabilitéit ugeet.

An op wirtschaftlech Plang ass de Bësch mat dem Holz jo eng Source fir Baumaterialien oder erneierbar Energien. Zu Lëtzebuerg schaffen an deem Secteur 1.300 Entreprises, déi 20.000 Leit beschäftegen. Mir hunn och 2016 de Luxembourg Wood Cluster geschaf als Plattform, fir déi ganz Filière vun Holz ze promovéieren. An ech denken heibäi natierlech och un de Camille Gira, dee sech staark fir dese Projet engagéiert huet.

Här President, Dir Dammen an Hären, komme mer dann zu den Neierunge respektiv de Changementer, déi duerch dat neit Bëschgesetz kommen. Duerch déi nei Legislatioun gétt d'Konzept vun der nohalteger Bëschgestioun an d'Gesetz geschriwwen, fir dass de Bësch also den ökologeschen, ökonomeschen a soziale Funktiounen gradewéi och den zukünftigen Erausforderunge gerecht gétt.

De Bësch kritt elo eng Definitioun, nämlech en Terrain vun op d'mannst 25 Ar, deen aus enger komposéierter Planzformatioun mat Kroune besteet vun op d'mannst 20 % Bamaarten, déi ausgewuess op d'mannst fënnf Meter hunn. Da gétt d'Konzept vun der nohalteger, vun der naturnoer Forstwirtschaft definiert als Techniken, déi e Maximum op déi natierlech Prozesser vum Ökosystem setzen. Notamment déi ëffentlech Bëscher ginn no deem Prinzip gereiert.

Da ginn d'Rechter an d'Responsabilitéte vum de Foussgänger, de Cyclisten an de Chauffeure vu Gefierer am Bësch gekläert. Fir déi sozial Funktioun vum Bësch ze garantéieren, gétt d'Gesetz den Droit d'accès an déi ëffentlech wéi och an d'privat Bëscher op de Bëschweeër. Heibäi handelt et sech net ëm eng Klengegkeet, mee ëm e richtege Paradigmewiessel. An dat sinn net meng Wieder, mee dat sinn d'Wieder vum Staatsrot am éischten Avis zu dësem Gesetz.

Bis ewell hat eng Persoun formell gesinn net d'Recht, fir an de Bësch ze goen, ouni d'Autorisatioun vum Proprietär, fir dohin ze goen. Rechtlech gesi gétt et nämlech keen Ënnerscheid tëscht engem Gaart hannert dem Haus an engem Bësch, deen engem gehéiert. Natierlech sinn d'Leit schon ëmmer an de Bësch gaangen, fir spadséieren ze goen an esou weider. Den Accès vum Drëtten op de Privatterrain am Bësch gouf also duerchaus toleréiert. Vläch wësse ganz vill Leit emol iwwerhaupt net, dass si op Privatterrain ënnerwee sinn, wa si selwer net grad Bëschbesëtzerin oder Bëschbesëtzer sinn. De sprangende Punkt ass awer: Den Accès an de Bësch war bis elo kee Recht an e Proprietär hätt weinst sengem Droit de propriété dem Public den Accès a säi Bësch kënnen refuséieren.

Mat dësem Gesetz gi mir dem Public also dat Recht op Accès an de Bësch a grenzen d'Propriététsrecht op deem Punkt an. Mir ginn de Biergerinnen a Bierger d'Recht, fir an e private Bësch, op de Weeër a Paden ze goen, a mir schreiwen esou déi sozial Funktioun vum Bësch am Gesetz fest.

Op där anerer Säit muss de Public, deen den Accès an de Bësch garantéiert kritt, och den inhärente Risk vun engem Accident am Bësch a Kaf huelen. Bis elo huet den normale Code civil fir déi privat Propriétaire gespillt. Elo gëtt e spezielle Regimm geschaf, wou de Visiteur d'Responsabilitéit vum private Propriétaire just engagéiere kann, wann deem säi Feeler och wierklech noweisbar ass.

Nieft dem Droit d'accès gi mir de Leit mat dësem Gesetz awer och zousätzlech nach d'Recht, fir kleng Quantitéiten u Produiten aus dem Bësch fir eege Besoinen erauszehuelen. Ech schwätzen hei vu Friichten, Geeseems, Champignons an esou weider. Natierlech gëllt dat net fir Aarten, déi geschützt sinn! Och hei gräife mir erëm an d'Propriététsrecht an. Mir ginn de Biergerinnen a Bierger d'Recht op d'Recolte, eppes, wat bis haut just toleréiert war.

De Gesetzesprojet hält dann och fest, dass d'Zirkulatioun vu Gefierer am Bësch generell net erlaabt ass, ausser et handelt sech ëm eng Voie publique. Hei gëtt et natierlech eng Ausnam fir d'Besëtzerinnen an d'Besëtzer selwer respektiv d'Leit, déi vun hinnen autoriséiert goufen. Si dierfen op de Weeër zirkuléieren, dat fir spezifesch Zwecker wéi forst- a landwirtschaftlech Grënn respektiv den Naturschutz, d'Juegd oder d'Imkerei, oder och, wann eng Naturschutzautorisation an deem Sënn erdeelt gouf.

En aktuell Thema am Summer elo: Fir de Bësch besser géint Bränn ze schützen, reegelt d'Gesetz, dass de Public kee Feier am Bësch däerf maachen, ausser op deene Plazen, déi speziell duerfir amenagéiert sinn.

D'Gesetz setzt och eng Partie Prinzippien a Reegele fest, wat d'Gestioun vun de Bëscher ugeet. Grad a puncto Privatbëscher ass hei e grousst Changement, well et an deem Beräich bis elo keen uniformt Reegelerwierk gouf.

D'Gestioun vum Bësch muss also no der nohalteger Forstwirtschaft gemaach ginn. Duerfir muss all Coupe vun iwwer 40 m³ gemellt ginn, och mat der Informatioun, wat stoe bleift, fir dass déi natierlech Erneuerung och garantéiert ass. Méi héich Coupe si just ënner gewëssene Bedingungen, zum Beispill aus sanitäre Grënn, autorisabel. Heimadder grenze mir d'Praxis vum groussflächege Kalschlag an, eng Praxis, déi immens schlecht Auswierkungen op d'Resilienz vun eise Bëscher huet, well een domat d'Klima bannen am Bësch zerstéiert, mee och de Buedem verschlechtert an domadder d'Grundwaasser.

Fir de Bestand vum Bësch an der Biodiversitéit ze garantéieren, sinn am Gesetz och Reegele fir d'Regeneratioun virgesinn. Sou muss no enger Coupe spéitstens dräi Joer nom Hae mat der Beplanzung ugefaange ginn, wann d'Regeneratioun sech nach net natierlech installéiert huet. Bei der Beplanzung mussen op d'mannst d'Hallschent vun den Aarten dem Katalog aus dem Règlement grand-ducal entspriechen, dee festleet, wat fir eng Zorten och fir de Standuert an d'Klima ugepasst sinn. D'Upassung ass besonnesch wichteg an Zäite vun der Klimakris. Gemanipuléiert Aarte sinn iwwregens verbueden, gradewéi en Nolebësch op enger Plaz unzupflanzen, wou ëmmer e Lafbësch war, et sief, et hätt een eng Autorisation vum Minister.

Drainage, Pestiziden an d'Düngung gradewéi d'Eraushuele vun ze vill Biomass oder engem ganze Bam

sinn net erlaabt gradewéi och d'Beweedung an d'Rodung mat lafendem Feier.

Da verankere mer mam neie Bëschgesetz och den nationale Bëschinventaire, wou alleguerten déi relevant Informatiounen fir de Staat, fir eng nohalteg Bëschgestioun ze garantéieren, dra sinn, zum Beispill Informatiounen iwwer de Bestand, d'Gesondheet, d'Biodiversitéit an de Bëscher.

Mir ginn ons awer och eng Base légale, fir dass de Staat Subventiounen fir eng nohalteg Bëschgestioun, Recherche oder nach Aiden no enger Naturkatastroph ka ginn.

Schliisslech gëtt e Conseil supérieur vun de Bëscher geschaf. Hie beréit d'Regierung, andeems e Propositionen fir den zoustännege Minister ausschafft, op deem seng Demande hin oder op eegen Initiativ. De Conseil supérieur vun de Bëscher soll eng participativ Plattform sinn, fir all déi Concernéiert anzubannen. Am Conseil supérieur vun de Bëscher si Verrieder a Verriederinne vum Ministère, deen de Bësch a seng Kompetenzen huet, der Verwaltung, déi sech ëm d'Bëscher këmmert, der Waasserverwaltung, de privaten an den öffentliche Bëschbesëtzer, den Ëmweltorganisatiounen, den Associatiounen, déi sech ëm d'sozial a rekreativ Funktiounen vum Bësch këmmere, Verrieder aus der Filière vum Holz, der Fuerschung, der Formation professionnelle gradewéi och vun de Jeeër.

Wéi och scho gesot, gëtt et am Bëschgesetz speziell Reegelen an den öffentliche Bëscher, déi méi wäit gi wéi an de private Bëscher. Esou mussen zum Beispill op d'mannst 5 % vun enger Propriétéit vun iwwer 100 ha sech komplett selwer iwwerloosse ginn, Biotopbeem erhale bleiwen, Bëschränner mat Strukturelementer erhale bleiwe respektiv geschafe ginn, speziell Mesüeren an den Natura-2000-Gebidder an och fir seele respektiv bedroten Aarten aus dem Liewensraum Bësch geholl ginn oder nach Mesüeren, fir d'ökologesche Konnektivitéit ze förderen. All d'Modalitéiten an d'Dispositiounen fir d'Planung an d'Gestioun vum öffentliche Bësch ginn och an dem Text definéiert.

Schliisslech féiert d'Bëschgesetz Avertissements taxés a Sanktiounen an an hieft d'Strofe fir Recidive respektiv Infraktiounen, déi an der Nuecht geschéien.

Här President, Dir Dammen an Hären, et ass bal fënnel an en halleft Joer hier, dass déi deemoleg Ëmweltministesch Carole Dieschbourg de Gesetzesprojet vun engem komplett neie Bëschgesetz fir Lëtzebuerg virgeluecht huet, nämlech den 28. Februar 2018. Vun dëser Plaz wëll ech hir nach eemol perséinlech Merci soe fir hiren onermiddlechen Asaz och an dësem Dossier.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Knapp dräi Joer hu mir dunn op den Avis vum Staatsrot gewaart, dee mer schliisslech den 19. Dezember 2020 kruten. Déi héich Kierperschaft constatéiert, wéi gesot, e Paradigmewiessel op enger Partie Punkten, zum Beispill, wat eenheetlech Reegele fir déi privat an déi öffentliche Bëscher ugeet, d'Integratioun vun de verschiddene Funktiounen an och de garantéierten Accès, deen en als proportionéiert consideréiert.

De Staatsrot mécht eng Partie Opposition-formelléi wéinst juristeschen Onsécherheeten, notamment um Niveau vun den Definitionen, a werft och Inkohärenze mat anere Gesetzer op, notamment dem Naturschutzgesetz. Bei de Sanktiounen hätt de Staatsrot gär méi Präzisiounen an e stéiert sech un enger Partie reglementaresche Pouvoire fir de Minister oder d'Agente vun der Verwaltung. Schlussendlech opposéiert de Staatsrot sech nach wéinst verschiddenen

Dispositiounen, déi Matière réservée à la loi wären an dofir missten an d'Gesetz stoe kommen oder fale gelooss ginn.

Am Mee 2021 dunn hu mir a véier Sitzungen intensiv um Gesetz geschafft. No der Presentatioun vum Text si mer duerch déi sellegen Avis gaangen an hunn och eng éischt Serie vu parlamentareschen Amendementer ugeholl. Ee Joer drop, den 31. Mee, krute mer dunn den Avis complémentaire vum Staatsrot. Am Virfeld dovun hat d'Kommissioun iwwregens eng Entrevue mam Staatsrot op hir Demande hin. An dësem zweeten Avis zum Bëschgesetz huet déi héich Kierperschaft eng Partie formell Oppositione fale gelooss. Si freet awer nach eng Partie Präzisiounen respektiv huet op Problemer mat Bezuch op d'Hiérarchie des normes higewisen.

Am September 2022 hu mir dunn an zwou weidere Sitzungen den Avis gradewéi och der CSV hir Amendementer analyséiert a weider parlamentaresch Amendementer adoptéiert, déi mer de 16. März nach eemol ugepasst hunn, nodeems de Staatsrot drop higewisen huet, dass den Texte coordonné an d'Amendementer net ganz iwwerteneegestëmmt hunn.

Am zweete complementairen Avis vu Mëtt Mee ass just nach eng Opposition formelle iwwregbliwwen, wou mir d'Textpropos dunn iwwerholl hunn. Et ass hei drëms gaangen, dass d'ANF responsabel ass fir d'Vente vum Holz aus den öffentliche Bëscher, dat am Accord vun dem Propriétaire. Nodeems de Staatsrot a sengem drëten complementairen Avis Mëtt Juni Gréng Luucht ginn huet, konnt mäi schrëftleche Rapport de Méindeg ugeholl ginn.

Gradewéi ech virdrun net alleguerten d'Dispositiounen aus dem laange Gesetz mat am Ganzen 38 Artikelen konnt virdoen, sou kann ech elo och net hei all d'Avise mëndlech presentéieren a verweisen dofir op mäi schrëftleche Rapport.

Nieft den offizielle parlamentareschen Avisen, déi alleguerte begrëissen, dass mer elo en eenheetlech Bëschgesetz kréien, gouf et iwwregens nach eng ganz Partie aner Stellungnamen zu dësem Gesetz, notamment vun de Privatbëschbesëtzer, der Chambre d'Agriculture an der Fédération luxembourgeoise des sports équestres, fir just déi ze nennen. D'Handelskummer, den OAI an d'Staatsbeamtekummer weisen an hiren Avisen op de Stellwäert vun der Bëschwirtschaft hin. An de Syvicol huet an dëser Matière méi Pouvoire fir d'Gemenge gefrot.

Ech wëll dann nach ënnersträichen, dass mir zäitgläich mat der Analys vun dem Avis complémentaire vum Staatsrot och d'Propose fir d'Amendementer vun der CSV duergaange sinn, déi mir och zum Deel zréckbehalen hunn.

Et sief och bemierkt, dass scho virum Depot vum Projet de loi breet fir dëst Gesetz consultéiert ginn ass, notamment mat engem Débat de consultation den 10. März 2016 hei an der Chamber, wéi och an der Phas duerno mat allen Acteuren vum Terrain, vun de Fierschter iwwer d'Privatbëschbesëtzer bis zum Mouvement écologique, fir just déi ze nennen. An ech wëll alleguerten de Bedeelegten, déi u sech bäigedroen hunn zu dësem Gesetz, vun dëser Plaz nach eng Kéier villmools Merci soen, gradewéi generell fir hiren Asaz fir ons Bëscher.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Bësch ass e Generatiounevertrag. D'Beem, déi mir haut planzen, brauche Joerzénge mat a souguer méi laang, bis si da ganz ausgewuess sinn. D'Gestioun, a Schutz an d'Bewirtschaftung, déi mir haut an eise Bëscher maachen, déngen deemno virun allem de Generatiounen, déi no ons kommen.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Haut stëmme mer an der Chamber en neit Bëschgesetz, dat eis eng modern Rumm gëtt justement fir dëse Generatiounevertrag. Heimat ersetze mer zum Deel Joerhonnerten al Bestëmmungen a stäerken ons immens Lëtzebuurger Bëscher. Mir ginn de Leit hei am Land d'Recht, an de Bësch ze goen, eppes, wat bis elo just toleréiert war, a verankeren déi sozial Funktioun vum Bësch domadder am Gesetz.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Mir ginn dem Staat an de Gemengen eng ganz besonnesch Verantwortung, wann et ëm d'Schafe vun engem aarteräichen a liewege Bësch geet. Mir sueren och dofir, dass déi kleng Beem, déi mer haut planzen, gutt un hire Stauduert an un d'Klima ugepasst sinn, esoudass si staark Beem ginn, vun deenen och nach an honnert Joer ons Kanner a Kandskanner an de gesamten Ökosystem profitéiere kënnen.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | An deem Sënn ginn ech och ganz gären elo schonn den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech alleguer villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur François Benoy.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President, an e grouse Merci un den Här Rapporteur. Et war definitiv ausféierlech, ech brauch also op den Inhalt selwer net méi ganz vill anzegoen. Ech wëll awer mat e puer Zuelen ufänken: Wéi gesot, 36 % vun eiser Landesfläch Bësch, dat sinn 90.000 ha. An ech wëll elo just soen, dass dee Bësch hei zu Lëtzebuerg net ofgeholl huet: Ech hunn eng Zuel fonnt vun 1907, do hate mer nëmmen 83.400 ha. Dat heescht, de Bësch huet u sech éischter zougeholl zu Lëtzebuerg, wat och normal ass.

Ech wunnen an esou engem Duerf, do sinn Häng ronderëm. Fréier stoungen do Kéi oder Schof oder Geessen. Elo steet näischt esou méi do. Dat verbuscht dann no an no an dat ass u sech a verschidde alpine Géigende souguer e Problem.

Also, wéi gesot, bei eis huet de Bësch elo net direkt ofgeholl. Mir hunn am Éislek souguer 42 % vun der Fläch, wou Bësch ass. Do hu mer es also relativ vill. Wa mir awer heiansdo „am Bësch“ sinn, dann ass dat wuertwärtlech esou an net soss iergendwéi gemengt!

64 % vun der Bëschfläch sinn och als Biotop geschützt. An da muss ee sech froen, wem de Bësch gehéiert, well ech mengen, dat muss een awer an engem Gesetz berücksichtegen: 34 % sinn a Gemengenhand, dat ass also ganz vill, 13 % nëmme beim Staat, 1 % beim Établissement public. An dann, dee groussen Undeel vun de Bëscher gehéiert de Privatleit, dat sinn 52 %. A wann ech dann déi Bëscher kucken, déi de Privatleit gehéieren, do sinn u sech 67 % vun de Besëtzeremanner wéi dräi Hektar. Mir hunn also ganz vill Klengbëschbesëtzer an duerfir huet och d'Veereenigung vun de Privatbëschbesëtzer u sech eng extreem wichteg Aufgab, fir dës Klengbëschbesëtzer ze informéieren. An als CSV wënsche mer eis allgemeng, dass mer net esou legiferéieren, dass dee klenge Privatbëschbesëtzer u

sech vu lauter Beem de Bësch net méi gesäit. An ech si mer net sécher, ob mer dat mat dësem Gesetz elo hirkriéien.

De Bësch erfëllt vill Funktiounen, dat huet den Här Benoy och gesot. U sech kucke mer dat ëmmer am Sënn vun der Nohaltegkeet. En huet ökologesch Funktiounen, en ass Liewensraum fir Planzen, en ass fir Déiere Liewensraum, en ass Loftfilter, e bënnt CO₂, Erosiounsschutz. En huet awer och eng ökonomesch Funktioun – Holz ass e ganz wichtige Rostoff – an eng sozial, wéi gesot, Aarbechtsplaz fir vill Mënschen, an eppes, wouvu während Covid, mengen ech, vill Leit profitéiert hunn: eeben en Erhuelungsraum fir vill Mënschen. A fir eis als CSV ass et extreem wichtig, fir déi nohalteg Entwécklung vum Bësch ofzesécheren, eebe mat deenen dräi Komponente vum Nohaltegkeetsdräieck am Gläichgewicht.

An ech soen et och direkt: Den urspréngleche Projet de loi, dat war eng zimmlech Katastroph an e war och weeder vun de Privatbëschbesëtzer nach vun de Gemenge gedroe ginn! A wann ech déi zwee zesumme kucken, da gehéieren deenen awer 86 % vum Bësch, an ech mengen nach ëmmer: Bei engem Gesetz muss een awer och op déi Leit lauschteren, déi herno mussen domadder schaffen! Et konnt also net esou duerchgoen.

Mir hunn duerno eng Partie Amendementer proposéiert. De Staatsrot huet natierlech och e ganze Koup Remarque gemaach. An ech wëll awer ..., den Här François Benoy huet zwar gesot, d'Amendementer wiere gekuckt ginn, mee ech soen awer, déi Aart a Weis – an ech hat mech deemools och opgereegt an ech muss mech nach ëmmer e bëssen opreegen –, déi Aart a Weis, wéi awer do vun der Majoritéit mat awer enger konstruktiver Aarbecht ëmgaange ginn ass, fannen ech net richtig!

Ech erkläre mech: De 6. Mee hu mer e Bréif gemaach mat Amendementer. Dann ass et u sech dat Normalst vun der Welt, dass déi Amendementer op den Ordre du jour kommen, well meeschtens kréie mir jo gesot: „Dir sidd ze spéit, elo ass de Staatsrot amgaang.“ De Staatsrot hat een Text a mir wollten Amendementer maachen. Do ass awer näischt geschitt. Dunn hu mer den 30. Mee e Rappel gemaach. Et ass nach ëmmer näischt geschitt, bis den 19. September. An den 19. September stoung se och net um Ordre du jour, et stoung einfach „continuation des travaux“ do, well den 19. September krute mer en Dokument ausgedeelet vum Ministère, wou am Prinzip dann och eng Kolonn mat eisen Amendementer dra war, wou mer dunn erkläert kruten, wat mat eisen Amendementer géif gemaach ginn.

Ech fanne wierklech, Här President, dass dat net dee richtigen Émgang ass mat enger konstruktiver Aarbecht vun der Oppositioun a virun allem och a puncto Transparenz no baussen, well esou gëtt einfach d'Aarbecht vun der Oppositioun verstoppt!

Ech kommen awer erëm bei den Inhalt. Wéi gesot, ech hu gesot, et war eng zimmlech Katastroph an et ass weesentlech verbessert ginn. Dat begrësse mer jo natierlech och. An deem ale Gesetz wär et zum Beispill net méi méiglech gewiescht, dass d'Bauern, déi kleng Flächen am Bësch haten, do och hätte kënnen Bëschten dohinnersetzen. Dat wär eng Enteengung gewiescht u sech. Dat ass ëmgeännert ginn.

Et war an deem ale Gesetz oder Gesetzesentwurf en Opruff gemaach ginn no „grénge Sheriften“ – ech nenne se emol esou –, wou jiddwereen hätt kënnen en Opruff maachen, fir u sech e Chantier de coupe provisoersch zouzemaachen. Dat huet u sech e bëssen d'Philosophie vum Text gewisen. Mir hunn do en

Amendement gemaach an dat ass och gottseidank ugeholl ginn.

Et hätt och am ursprénglechen Text u sech kee motoriséiert Gefier méi dierfen an de Bësch fueren, ausser eebe fir landwirtschaftlech, forstwirtschaftlech Aktivitéiten, fir d'Jeer an esou weider. Do koum eng Ännerung. Bei där Ännerung hunn ech och nach e puer Froen. Ech ginn herno nach drop an.

Fir eis ass et, wéi gesot, wichtig, dass den Equiliber am Nohaltegkeetsdräieck hiergestallt gëtt. En ass et nach net komplett, mee en ass et awer schonn e bësse méi wéi virdrun.

Duerfir wëll ech och allgemeng soen, dass muss akzeptéiert ginn, dass heiansdo an engem Bësch Beem gefällt ginn, dass d'Vejüngung vum Bësch wichtig ass, dass Nolebeem net onbedéngt verdäiwelt ginn. Op ugepasste Stauderter an a Mëschbestänn ass Nolenholz zum Deel extreem wichtig. Douglasien, Fichte kënnen méi CO₂ späichere wéi d'Buchen. Dëst Holz ka regional verschafft ginn. Et muss net wäit transportéiert ginn. D'Buchen exportéiere mer heiansdo extreem wäit, dat ass och net onbedéngt nohalteg.

An den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils verweist och a sengem Avis drop, dass d'Reduktioun vun den Nolenhëlzer a Kontradiktioun ass mat der Volontéit, fir den Holzbau ze féerden – an do d'Stéchwuert Wood Cluster a Luxinnovation. Och d'Chambre de Commerce seet dat u sech, vläicht nach e bësse méi fein. Si soen, et kéint een drun zweifele loosse, dass d'Entwécklung vun der Économie forestière gewënscht ass. Als CSV soe mer hei kloer, och d'Économie forestière gehéiert zur Nohaltegkeet, et ass eng Sail. A mir hätten eis u sech gewënscht, dass dat aus dem Text méi kloer ervirgaange wär.

Wat awer elo definitiv gutt ass an dësem Text, an och dat ass gesot ginn, dass ass, dass déi vill verschidde Gesetzestexter an engem Text regroupéiert gi sinn. D'Bäihëlfe, déi iwwert de Règlement grand-ducal gereegelt sinn, begrësse mer och.

Eppes, wat mer wierklech explizitt begrëissen, ass och hei de Recours en réformation. Ech sinn och ganz frou, dass en hei dragesat gëtt, mee ech sinn awer u sech nach duebel enttäuscht, dass en nach ëmmer net an d'Naturschutzgesetz drakënn. Mir hunn dee schonn e puermol gefrot gehat. Do hu mer erkläert kritt, dat wär aus politescher Siicht net erwënscht. Dat fanne mer nach ëmmer extreem traureg. Dat ass dann eebe gréng politesch Siicht, awer och mat Ënnerstützung vu Blo a Rout. Mir halen do als CSV eis Fuerderung oprecht, dass dee Recours en réformation, mat deem mer dem Bierger méi Rechter ginn, och beim Naturschutz soll gëllen.

Dann hate mer en Amendement gemaach, fir dass Bëschbesëtzer, déi méi wéi 20 ha hunn, net onbedéngt mussen en Document de planification forestière maachen, an deen ass ugeholl ginn. Do si mer frou, dass deen ugeholl ginn ass, well dës Virschrëften u sech net ze kontrolléiere gewiescht wäeren. An op där anerer Säit, wann ee gären eng Bäihëlfe hätt, da muss een dat souwisso maachen. An dee Prinzip, deen hätte mer u sech vill léiwer gehat. Mir hätte vill léiwer gehat, dass dat méi dacks am Gesetz komm wier, dass ee géif positiv ënnerstützen amplaz verbidde oder virschreiwene.

Wat ass awer an eisen Aen nach ëmmer vill ze respektiv respektiv praxisontauglech? Dat si verschidde Punkten. Éischstens emol verschidde Notifikatiounen un de Ministère, wéi zum Beispill déi Notifikatioun, dass, wann een eng Coupe vu méi wéi 40 m³ mécht, da muss innerhalb vun zwee Deeg dat un de Ministère notifiéieren. 40 m³, do ass emol keng

Präzisioun, ob dat pro Hektar ass, pro Bestand, pro Joer. Do steet näischt dran, einfach nëmme 40 m³!

D'Leit aus der Praxis soen: „Dat ass net ze maachen!“ D'Fierschtere soen: „Dat ass onrealistes!“ Mee awer gëtt hei net op d'Praxis gelauschert. Dat fanne mer net richtig, well wann et onrealistes ass, da kann et jo net gemaach ginn. Also firwat net einfach, wann et wierklech drëm geet, Statistiken ze maachen, well esou krute mer et zum Deel erkläert, wann et also drëm geet, Statistiken ze maachen, firwat loosst Der net méi e laangen Delai, fir datt d'Leit dat och tatsächlech kënnen maachen?

En zweete Punkt: Virschrëften, wat däerf ugeplanz ginn. Och hei froe mer eis: Firwat schreiw mer vir a schafen net e positiven Ureiz? Mir hätte kënnen zum Beispill déi Virschrëft hei och koppelen un d'Bäihëllef. Et hätt ee kënnen soen: „Dir kritt nëmme eng Bäihëllef, wann Der nei uplantz, wann Der esou vill Prozent vun Äre Beem ënnert deenen do Planzen eraussicht.“ Well, an ech mengen, dat ka keen heibanne behaapten, keen huet am Moment d'Weisheet gepacht, wat an Zukunft opgrond vum Klimawandel gutt ass a wat richtig wär u sech fir ze planzen.

En anere Punkt ass den Accès an de Bësch. Ech hu gesot, deen ass scho verbessert ginn. Ech ginn och elo net an op d'Virschrëft, datt ..., mir däerfe jo dann nach Molbier plécken a Champignone plécken. Reng theoreetesche mussen mer awer um Wee bleiwen. Ech gesinn ëmmer meng Mamm, déi ass 1,60 m grous, ech gesi se dann, wa se sech géif iwwert de Wee leeën am Bësch an da Molbier plécken. Mee wéi gesot, si kann dragoen, et ass zwar net erlaabt, datt se drageet, mee et ass awer och keng Strofdot. Also ech ginn net dorop an.

Awer den Accès an de Bësch mam motoriséierte Gefier. Do steet dran, an dat huet den Här Benoy och gesot: „L'accès aux forêts moyennant un véhicule automobile est interdit en dehors des voies publiques.“ Da kënn eng Ausnam iwwert d'Naturschutzgesetz nach, do kann een nach iwwert de Ministère eng Ausnam ufroen. Hei steet elo: „est interdit en dehors des voies publiques.“ Am Naturschutzgesetz steet awer: „uniquement autorisé sur des voies publiques goudronnées.“ Da froen ech mech einfach: Firwat huele mer net ... Wat ass et? Ass et dat eent? Ass et dat anert? A firwat huele mer net dat selwecht? Et mécht d'Leit duerjeren, wa mer ënnerschiddlech Saachen hunn.

Wéi gesot, et steet och dran, datt Leit, déi elo net aus forstwirtschaftleche Grënn an de Bësch fueren – zum Beispill de Landjugenddag, mir haten dat gefrot, datt wär nämlech laut Bëschgesetz net méiglech gewiescht –, déi kënnen eng Autorisatioun beim Ëmweltministère froen, mee si mussen och eng vum Proprietär hunn.

Ech huelen elo d'Beispill vum Landjugenddag, oder et gi vill Beispiller: D'nächst Woch ass bei eis zu Kauneref eng Aweigung vum Përmesknupp. Do fueren d'Leit an eng Kapell an de Bësch. Déi Leit, déi guer net kënnen ze Fouss goen, déi gi mat engem Minibus dohinner gefouert. Sou, elo froen ech mech wierklech: Wie mussen déi do froen? Si mussen de Proprietär froen a si mussen de Ministère froen. Mee wéi e Proprietär froe se? Froe se de Proprietär vum Wee? Oder d'Proprietäre vun de Weeër bis datt se dohinnerkommen? Well déi gi jo net an de Bësch. Also fir mech ass et do och nach d'Fro, fir dat ze klarifiéieren. A wär net wierklech eng nach méi einfach a praktikabel Léisung méiglech gewiescht?

Beim Accès an de Bësch stellt sech natierlech ëmmer d'Fro vun der Responsabilitéit, wann eppes geschitt. A mir si fest dovunner iwwerzeegt, datt de Bësch soll

weiderhi seng sozial Roll iwwerhuelen. An dat mécht e jo och mat dësem Gesetz, eeben als Raum fir Fräizäitaktivitéiten an esou weider. Mee et muss awer esou gemaach ginn, datt de Bëschbesëtzer dann eeben net haftbar gemaach gëtt, wann eppes geschitt. D'Leit mussen hei hir Verantwortung selwer iwwerhuelen. An dat ass am Prinzipp och esou virgesinn. Nach ass et wichteg, well de Ministère zum Deel iwwert d'Naturschutzgesetz virschreift, datt een – wéi heesche se? – „arbres biotopes“ stoe léisst am Bësch, dat sinn u sech doudege Beem, fir datt, wann eng geschitt doduerch, datt esou en doudege Bam ëmfällt, dann net de Bëschbesëtzer haftbar gemaach gëtt. Ech mengen, dat muss een ofsécheren, datt dat net d'Responsabilitéit vum Bëschbesëtzer ass.

Da kommen ech bei den ëffentleche Bësch. Hei geet et och ëm de Gemengebësch an domadder och ëm d'Nohaltegkeet. An zu der Nohaltegkeet gehéieren och erëm eng Kéier d'Finanzen an d'Forstwirtschaft.

Am Gesetz steet dran, de Gemengebësch misst no de Prinzipie vum enger nohalteger Forstwirtschaft geréiert ginn – dat fanne mer gutt. Et steet awer och am Gesetz, e misst no de Prinzipie vum enger integréierter Forstwirtschaft geréiert ginn – ech mengen, dat ass zimmlech dat selwecht. An et steet awer och nach dran, datt e soll no de Prinzipie vum enger Forstwirtschaft „proche de la nature“ geréiert ginn. Dat ass, mengen ech, net méi grad de richtigen Equilibre dann am Nohaltegkeetsdräieck.

Fir deen dann awer erëm hierzustellen, wann d'Gemengen net däerfen nohalteger wirtschaften, fir den Equilibre erëm hierzustellen, missten d'Gemengen u sech op där anerer Säit eng Entschiedegung kréie fir déi zousätzlech ökologesch Leeschtungen, déi se erbréngen. Hei geet et nämlech och ëm d'Gemengefinanzen. A ganz dacks sinn d'est erëm déi Gemengen, déi vill Flächen hunn, an déi Gemengen, déi bei der leschter Gemengefinanzreform bei d'Liesset gelooss gi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass weesentlech besser gi wéi e vun der Regierung erabruecht ginn ass. Fir eis als CSV ass et wichteg, an ech hunn et schon e puermol gesot, datt den Nohaltegkeetsdräieck am Gläichgewicht ass, och am Bësch, an d'est virun allem och bei de Privatbëschbesëtzer – et ass hir Proprietéit – an och am Hibléck op de Wood Cluster.

Des Weidere si mer géint eng Iwwerreglementéierung, wou déi kleng Bëschbesëtzer riskéieren, vu lauter Beem de Bësch net méi ze gesinn. An ech huelen hei en Zitat vum Här Winfried von Loë vun de Privatbëschbesëtzer, dat war de 14., 15. Januar d'est Joer am „Lëtzebuerger Wort“. Hie schreift: „Wir regeln uns tot, die Naturverwaltung kann nicht alles kontrollieren – außer die Förster werden zu Waldpolizisten, die die korrekte Länge der zugeschnittenen Baumstämme nachmessen gehen.“ Dat wëlle mir als CSV net.

Duerfir deposéieren ech hei eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, d'est Gesetz ze préiwen op seng Praxistauglechkeet, am Sënn vu manner Virschrëften, méi positiven Ureizer, fir d'nohalteger Bewirtschaftung vun eise Bësch ze garantéieren. A wa mer hei Ënnerstützung vun der Majoritéit kréien, wäerte mer d'est Gesetz och matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *saluant que le projet de loi 7255 sur les forêts tend à mettre en place un cadre légal général robuste et cohérent pour les forêts ;*

– *saluant que le présent projet de loi a été considérablement amélioré depuis son dépôt ;*

– *considérant qu'il est important que le triangle de la durabilité soit en équilibre, en particulier en ce qui concerne les forêts, qu'elles soient privées ou publiques, également dans la perspective du développement de notre Wood Cluster ;*

– *considérant qu'il faut éviter la surréglementation qui entrave surtout le travail des propriétaires forestiers privés, invite le Gouvernement*

– *à évaluer et, le cas échéant, à adapter le présent projet de loi deux ans après son entrée en vigueur quant à sa praticité et quant à son alignement général dans le sens d'une réduction des contraintes et d'une augmentation des incitations positives pour garantir ainsi une gestion durable de nos forêts.*

(s.) *Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Octavie Modert, Jean-Paul Schaaf.*

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An als nächste Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas ageschriwwen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. „L'arbre est prière incessante adressée à l'univers pour attirer tous les bienfaits de la vie sur la terre“, dat huet de franséische Philosoph, Romancier an Ekologist Pierre Rabhi geschriwwen. Effektiv, vun engem Bam kënnen ouni Zweifel magesch Kräfte ausgoen. Ech hunn iwwregens dës flott Citatioun an och eng ganz Rei aner Informatiounen an dem Buch vum dem Paul Bleser fonnt, dem Paul Bleser, deen e Buch geschriwwen huet intituléiert: „L'arbre“. An en huet sech do mat ganz vill Leidenschaft och fir e Recht zum Bësch agesat. De Paul Bleser, fir déi, déi e vläicht net sollte kennen, war fréier Direkter vum Enregistrement.

30 % vun der Äerduewerfläch, dat si Bësch. An ech mengen, de Wäert vun engem Bësch brauch hei net méi onbedéngt ënnerstrach ze ginn. En ass grouse Sauerstoffspender: Eng ausgewuesse Bich, eng Ech oder e Käschtebam bënt am Joer ongeféier 100 kg Stëbs a liwwert bis zu véier Tonne Sauerstoff am Joer. De Bësch ass selbstverständlech och e gudder Refuge, fir Rou ze genéissen, a Liwwerant vun engem wichtege Réistoff. Holz ass e Produkt, wat Wäermt ausstraalt a wat jo net nëmme gebraucht gëtt, fir Miwwelen hierzustellen. A ville Gebailechkeete gëtt Holz genotzt. An net méi spët wéi d'lescht Woch hu mer jo nach e Projet de loi hei gestëmmt, deen de Bau vun engem Vëlodrom zu Munneref ubelaangt, an och do gëtt jo ganz vill Holz benotzt.

Duerfir kann een u sech de Wäert vun engem Bësch net héich genuch aschätzen. An trotzdeem muss ee leider feststellen, datt eis Bësch och hei zu Lëtzebuerger net a beschter Gesondheet sinn. Ronn 62 % weisen ëschter e schlechten Zustand op. Si si krank oder souguer schwéier krank. Dat ass u sech eng inakzeptabel Situatioun an déi misst eis alleguer derzou animéieren, fir eis verstärkt fir d'Interesse vun de Bësch anzesetzen.

Besounesch um internationalen Niveau ass d'Situatioun och ganz dramatesch. Ech wëll virun allem op den Amazonas hei hiweisen. Da sinn tëschent 2000 an 2017 3,4 Milliounen Quadratkilometer Bësch ëmgehae ginn op der ganzer Welt. Am schlëmmsten ass d'Situatioun a Brasilien, a Kanada, Russland, den USA an an Indonesien.

D'Klimakris wäert d'Situatioun ouni Zweifel nach verschäerfen. An duerfir ass et iergendwéi net novollzéibar, datt de Mënsch awer net méi Respekt vis-à-vis vun dem Bësch weist. Oft gëtt souguer de Bam

als stéierend duergestallt, wat och onverständlech ass, an éischer gëtt d'Motorsee erausgeholl wéi en neie Bam gesat. An heibane sëtze jo och eng ganz Rei Gemengepolitiker – ech mengen, 44 sinn et der entre-temps –, an déi wësse jo: Wann eng Strooss nei amenagéiert gëtt, wou gëtt sech am meeschten dru gestéiert? Ma dat ass, wa Beem sollten dra gesat ginn. Et ass grad do, wou déi sensibelste Diskussionsounen entfacht ginn. An och dat seet jo ganz viles aus.

Et ass also evident, dass mer vehement Ustrengunge mussen maachen, fir eis Bëscher besser ze schützen. Dëst Gesetz ass ouni Zweifel eng ganz wichteg Etapp, och wann et vläicht net jiddwereen zefriddestellt.

De Bëscherbestand hei am Land ass, wéi gesot, nach relativ grouss. 35 % vun der gesamter Fläch si Bëscher. An trotzdem sinn och eng Rei Bëscher awer getrennt duerch Trassen, duerch Stroossen. Ech erënneren hei nach eng Kéier un d'Nordstrooss. Déi, déi schonn e bësselchen eeler sinn, wëssen, wat fir animéiert Diskussionsounen dat deemools waren. Och haut hu mer eng Rei Bëscher, déi duerchschnidde ginn, virun allem vun Zuchstrecken, déi geplangt sinn. Kompensatiounen sinn ëmmer virgesinn, dat ass och gutt esou, mee et ass mat Sécherheet net en Allheilmittel.

Et ass natierlech och net ëmmer einfach fir ofzeweisen, wat soll priméieren: déi landesplaneresch Zwäng oder de Schutz vun der Natur? An duerfir ass déi kruzial Fro natierlech och ze stellen: Wat ass iwwerhaapt e Bëscher? Eng Äntwert kréie mer jo och an deem Gesetz geliwwert, ënner anerem, dass scho 25 Ar mat mindestens 20 % Beem als Bëscher definéiert ginn. Dat ass u sech och de Beweis, dass och méi kleng Bëscher haut kënnen esou ausgewise ginn. Dat sinn da Mini-biotopen, mee déi awer ouni Zweifel och hir Wichtigkeit hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou eng Bewirtschaftung vun engem Bëscher ass natierlech eng ganz weesentlech Fro, déi och hei muss ouni Zweifel diskutéiert ginn. An da muss ee sech och d'Fro stellen: Wat ass d'Hierarchie vun engem Bëscher? An do muss een e gudden Equiliber fannen, engersäits d'Exploitatioun, wat reng deen ekonomeschen Aspekt ubelaangt, anerersäits awer och deen naturschützereschen Aspekt. Da si mer erëm ganz séier bei der Klimakris an dann d'äerf een natierlech, aus deem Bléckwénkel gekuckt, net nëmme reng de wirtschaflechen Aspekt vun engem Bëscher gesinn.

D'Aufgab muss eeben nieft där vun engem Holzliwwerant awer och déi ekologesch Missioun sinn, déi e Bëscher ze erfüllen huet. Duerfir begrësse mer als Demokratesch Partei, dass an deem Gesetz deen Term Nohaltegkeet awer ganz kloer verankert gëtt. An da gëtt den Akzent jo och verstärkt op eng natierlech Verjüngung geluecht. Dat ass och gutt esou, dass och richtig esou. Ech verweisen hei op den Artikel 9, deen zwar relativ komplizéiert ausgedréckt ass – heiansdo muss een dann de Meter mat an de Bëscher huelen –, mee wat virun allem wichteg ass, dass ass d'Missioun an och d'Aufgab, déi hei zréckbehale ginn.

Ervirgehewe gëtt natierlech och de motoriséierte Verkéier an de Bëscher. Jo, a priori huet dat näischt direkt an engem Bëscher verluer. Duerfir muss een och kucken: Wéi wäit kënnen mer an Zukunft Maschinnen ersetzen och duerch aner Moyenen, fir de Bëscher ze bewirtschaften? Ech denken natierlech hei virun allem u Päerd. Dann d'äerf een och net vergiessen, dass de Bëscher e Biotop ass, wou u sech net d'äerf Aktivitéite stattfanne mat Maschinnen, mat Trakteren, mat anere Gefierer. Dat sief nëmme an äussersten Noutfäll erlaabt.

Wat een awer och ëmmer e bësselchen nodenklech mécht, wann een eenzel Bëscher gesäit: dass do

praktesch sougenannt Avenuen derduerch gezu ginn. Ech hunn deen Term elo bewusst vläicht provokativ genotzt, mee nach ëmmer mussen mer feststellen, dass do heiansdo awer ze vill den Akzent op d'Duerchqueerung vu Bëscher geluecht gëtt op eng Manéier, wéi dat ouni Zweifel net misst sinn.

Natierlech d'äerf een net vergiessen, dass de Bëscher an éischer Linn och Holzliwwerant ass. An ech denken hei och drun, dass dat an Zukunft vläicht wäert méi verstärkt de Fall sinn, zum Beispill hu mer Holzhack-schnitzel-Feuerungsanlagen, déi och um Niveau vun de Gemengen ëmmer méi gebraucht ginn, an do si mer och op Nieweprodukten, kann ee soen, vum Holz ugewisen.

Fir vill Opreegung suergen natierlech och munchmol radikal Couppe. Eent vun deene leschte Beispiller dierft am Raum Buerschent de Fall gewiescht sinn. Sécher deet dat dem An net gutt, wann ee gesäit, wéi vun haut op muer op eemol einfach Aren an Aren ëmgeluecht ginn. Dat bréngt nohalteg Schied mat sech. Duerfir ass et och gutt, dass dat an deem Gesetz elo méi streng reglementéiert gëtt. Wann also an enger Period vu manner wéi sechs Joer am Prinzipp keng Coupe an direkter Proximitéit vun enger fréierer Coupe ka gemaach ginn, dann ass dat eppes, wat mir ouni Zweifel och begrëssen. Bon, dass elo schonn ab 40 m² hei vun enger Coupe geschwat gëtt, doriwwer kann een natierlech awer och gedeelt Meenung sinn. An ech verweisen och hei op eng Ausso vun dem OAL, dee seet, dass dat kéint zu enger Reduktioun vun der Holzproduktioun féieren.

Och den Amenagement vu Bëscherweeër – ech hat dat schonn hei ugeschnidden – muss an Zukunft op alle Fall vill méi sensibel gemaach ginn, och wat d'Spadséier- an d'Fitnessweeër ubelaangt. Sécher, ech mengen, den Esprit vun deem Gesetz ass hei jo, dass et soll méi accessibel fir jiddwereen sinn. Dat begrësse mer och. Mee op där anerer Säit d'äerf mer awer och net vergiessen, e Bëscher d'äerf net op eemol zu engem Park entarten. Also och do muss ee ganz virsiichteg sinn, wann een nei Spadséierweeër, nei Fitnessweeër amenagéiert.

Wat an Zukunft eng Gestiou ubelaangt, muss ee sech aus dem Bléckwénkel vun der Klimakris natierlech och d'Fro stellen: Wéi eng Espèce sinn an Zukunft éischer virzeieën? Nolebeem, ech mengen, do si mer eis alleguer eens, sollen net méi eng absolutt Prioritéit duerstellen, obwuel ee se och net vu virera ka komplett verdamen. Jiddefalls, Monokultur soll an engem Bëscher net méi d'Resultat si vun enger Verjüngung, mee éischer e Mëschbëscher. A wat mat Sécherheet och net onbedéngt virgesinn ass, dass, wéi gesot, eeben elo d'Planzung vun Nolebeem iwwerhand hëlt. Mir si ganz kloer och fir eng natierlech Verjüngung.

Datt net geneetesche Modifikatiounen d'äerf virgeholl ginn an engem Bëscher, ech mengen, dass ass eng absolutt Normalitéit. Dat selwecht ass et fir de Gebrauch vu Pestiziden, dass jo och elo am Gesetz hei festgeschriwwen gëtt, dass dat eppes ass, wat op kee Fall kann zougelooss ginn.

Ech wëll dann och nach op den nationalen Inventar hiweisen. Dat ass u sech eng gutt Saach, déi och soll zréckbehale ginn, well dat eis och erlaabt, méi eng global Iwwerwaachung vun de Bëscher ze errechen. An dann ass jo och virgesinn, dass an Zukunft missten, ech mengen, wann 100 ha ugeplangt ginn, 5 % als Naturbëscher ausgewise ginn. Dat ass och eng Saach, déi nëmme ze ënnerstetzen ass, well e Bëscher brauch eng gewëssen Autonomie. An oft gëtt ënnerschätzt, wat den ekologesche Wäert vun engem Naturbëscher ass. Doudegt Holz ass net einfach esou verluerent

Material. Nee, ganz au contraire, an engem Naturbëscher kënnen sech ganz vill Liewewiesen entwëckelen. Ech denken an Insekten, ech denken och u Refugé fir d'Wëld, wat awer nëmme kann de Wäert vun engem Bëscher erhéien.

An duerfir muss ee vläicht och nach d'Opinion publique dobaussen e bësse sensibiliséieren, wou oft gemengt gëtt, doudege Bëscher, dass wier eppes, wat ongefleeht ass. E Bëscher ass net eng Schlofkummer oder en Zëmmer doheem, wou ee mengt, et misst vu moies bis owes gefleeht sinn. Nee, och e Bëscher huet eng gewëssen Autonomie, an déi muss respektéiert ginn.

An do muss ech awer éierlech soen – en ass elo just net heibannen, de President vum Syvicol –, ech ka mech net onbedéngt mat dem Avis vum Syvicol do identifizéieren, dee gemengt huet, dass wier en Agréff an d'Autonomie communale, wann elo 5 % vun de Bëscher missten als Naturbëscher ausgewise ginn.

Nach eng Kéier: Et muss een hei virun allem op deen ekologeschen Aspekt hiweisen. An ech kommen aus enger Gemeng, wou schonn iwwer 15 Joer laang en Naturbëscher besteet, a mir hunn nëmme gutt Erfahrung gemaach. An ech kann hei awer wierklech nëmme déi Gemengeverantwortlech opfuere, där Saach positiv entgéintzesinn. De Syvicol, dee mer ganz no un d'Häerz gewuess ass an all deene Joren, deen ech och héich respektéieren, wéi gesot, sollt an deem Punkt vläicht awer trotzdem nach eng Kéier seng Meenung do iwwerdenken.

De Bëscher huet, wéi gesot, eng ganz wichteg Roll och als Fräizäitgebitt ze spillen. An dat, wat eeben elo hei zréckbehale ginn ass, dass jo a priori all Mënsch och muss den Accès garantéiert kréien, fir an de Bëscher ze kommen, dass ass u sech e fundamentaalt Fräiheitsrecht. Dat geet jo och drëms, fir d'Wuelbefanne vun deem Eenzelnen ze verbessern. A wou kann ee sech u sech besser erhuele wéi an engem Bëscher? Dat heescht awer och gläichzäiteg, dass een awer och Obligatiounen huet, dass net alles kann erlaabt sinn. An duerfir ass et och richtig, dass zum Beispill elo Avertissement-taxéien hei virgesi sinn a Sanktiounen, wann ee sech am Bëscher net korrekt behëlt.

De Bëscher ass ouni Zweifel e ganz sensibelen ekologeschen Beräich. An ech wëll och hei virun allem op de Wëldbestand hiweisen. Dat ass, mengen ech, de Mëtten elo nach net esou ugeschnidde ginn, mee de Bëscher ass jo virun allem an éischer Linn awer och e ganz groussen an e wichtige Refuge fir de Wëldbestand. An dowéinst ass et och wichteg, dass den Accès och an deem Sënn garantéiert gëtt. Ech mengen, dass Verbrennungsmotoren an engem Bëscher a priori näischt verluer hunn, ass ganz evident. Et gëtt jo versicht, duerfir och elektresch ugedriwwen Autoen, Maschinnen vläicht éischer ze benotzen. Datt natierlech de Privatbëscherbesëtzer awer nach ënner gewëssene Konditiounen dat Recht huet, ass awer mat Sécherheet och ze ënnerstetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo elo schonn e puermol hei och ugeschnidde ginn, dass jo iwwer d'Hallschent vun de Bëscher a Privat-hand sinn. Dat si 14.000 Proprietären. Et ass also evident, dass eng gutt Relatioun muss hiargestallt ginn zwëschent dem Ministère a Privatbëscherbesëtzer, well nëmme esou kann een eng gutt Gestiou vun dem gesamte Biotop Bëscher ustriewen. De Bëscher ass en zesummenhängend Element. Et ass e Ganz an do kann een dat net ënnerdeelen a privat an net privat. Et muss op alle Fall do ganz kloer zesumme-geschafft ginn. An de Staatsrot huet och zu Recht hei vun engem Paradigmewissel geschwat.

Wat fir eis op alle Fall als Demokratesch Partei wichteg ass an deem Gesetz, dass ass eeben, dass elo de

Privatbëschbesëtzer net méi zivillrechtlech responsabel ass, wann, wéi gesot, Problemer oder Accidenter a sengem Bësch oprieden. Dat ass eng wichteg Neierung an dat stellt jo eng Derogatioun u sech zum Droit commun duer.

D'Leit kënnen jo elo och no dësem Text an de Bëscher gewësse Produkter recoltéieren. Ech gesinn dat elo net direkt als eng Violatioun vum Eigentumsrecht, obwuel een awer do muss trotzdeem ganz virsichteg sinn. Bon, mir liewen natierlech net méi an der Feudalzeit, dowéinst ass et also och verständlech, datt och deen Einzelne méi Rechter muss kréien, fir de Bësch ze benotzen.

Am Text steet: „Le public a cependant le droit de récolter une petite quantité à titre personnel non lucratif de produits de la forêt“. Bon, wat heescht „une petite quantité“? Ech kéint mer virstellen – ouni Jurist ze sinn, ouni Riichter ze sinn –, mee et kéint emol eng Kéier sinn, datt dat do awer vläicht kéint zu Interpretatiounsproblemer féieren. An duerfir dierf dat och guer net zu Abuse féieren. An ech mengen, och deen Einzelne muss drop higewise ginn, wat en dann elo dierf recoltéieren. Wa mer soe Friichten, wa mir soe Pilzen, jo. Mee et gëtt awer och do Differenzen ze maachen, et gëtt awer och Recolten, déi ënner Naturschutz stinn. Dowéinst muss ëmmer erëm drop higewise ginn, wat een dierf a wat een net dierf.

Vill gëtt natierlech och am Gesetz hei iwwert den Aspekt Feier geschwat. Jo, mir müssen eis bewusst sinn, datt dat e ganz sensibele Sujet ass. Mir wëssen, datt grad elo an deene leschte Joren, wou jo eeben d'Temperaturen an d'Luucht ginn, Feier e ganz grouse Problem duerstelt fir eis Bëscher, virun allem am Ausland, rezent a Kanada. Mee och hei zu Lëtzebuerg hu mer awer reegelméisseg glécklecherweis begrenzt Feieren, mee wat awer net soll ausschléissen, datt et och fréier oder spéider kann zu enger gréisserer Katastroph kommen.

Ech wëll dann och op den Artikel 13 hiweisen, wou et jo ëm d'Subventiounen geet. Dat ass eng richteg Astellung. Och Privatleit, déi eng Leeschtung vollbréngen am Interêt vum Naturschutz, solle selbstverständlech vum Staat do ënnerstëtzt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Gestioun vum de Bëscher schwätzen, da komme mer awer och net derlaanscht, iwwert d'Roll vum de Fierschteren ze schwätzen, déi elo vläicht net direkt hei am Gesetz ernimmt sinn, mee si sinn ouni Zweifel d'Cheffe vum Bësch. Mir brauche gutt, zolidd ausgebild Fierschteren. Mir wëssen, datt et do och gewësse Problemer gëtt. An ech hoffen, datt och an Zukunft keng gréisser Gemeng méi an d'Situatioun kënn, wou se während Méint kee Fierschter huet.

Wa mer, wéi gesot, iwwert de Bësch schwätzen, dann ass och nach en anere wichtige Thema, dat ass d'Juegd. D'Juegd gehéiert zum Bësch wéi de Bësch zur Juegd. An ech wëll dat ganz kloer hei ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei kloer fir d'Juegd steet, natierlech och mat gewëssene Restriktiounen, gewëssenen Oplagen, well eng gesond Entwécklung vum engem Wëldbestand kann nëmme stattfannen, wa mer och Jeeër hunn, déi dat iwwerwaachen, a wa mer och e Bësch hunn, dee sech op eng natierlech Aart a Weis kann entwéckelen.

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | An ech sinn och fest dovun iwwerzeegt, datt de Gros vun de Jeeër, fir net ze soe se alleguer, e kloert An op hir Lousen hunn, haaptsächlech wat de Bësch betrëfft, an och do déi éischt sinn, déi géife mellen, wann eppes net konkret géif realiséiert gi respektiv eppes net géif klappen.

Ech kommen dann awer – virdrun hat ech schliisslech Kritik um Syvicol geübt – elo op en anere Sujet ze schwätzen. Dat ass de Rôle vun de Gemengen, wat d'Gestioun vun de Bëscher ubelaangt. An do sinn ech awer ganz op der Säit vum Syvicol, dee jo och mengt, zu Recht, datt d'Gemenge misste méi Matsproocherecht kréie bei der Gestioun vun de Bëscher. Et dierf ee jo net vergiessen, datt de Gemenge jo awer och eng Rei Käschten entstinn duerch eeben d'Bewirtschaftung vun de Bëscher an d'Gemenge missten och iwwert de Plan forestier kënnen e Wuert ouni Zweifel matschwätzen.

Nach e Wuert zu de Sanktiounen: Dat ass gutt, datt den Avertissement taxé elo agefouert gëtt. Bon, eng minimal Sanktioun besteet aus 24 Euro. Do muss ee sech awer wierklech d'Fro stellen, ob dat nach ugemessen ass. Ech mengen, 24 Euro haut fir eng Sanktioun oder fir e Vergeeën, wat een am Bësch mécht, dat kléngt jo awer éischter scho bal e bësse lächerlech.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Wichtigkeet vum Bësch hei och ënnerstrach gëtt duerch d'Schafe vum engem Conseil supérieur de la forêt ass eppes, wat mer ouni Zweifel och guttheeschen. Esou kritt och dee Gremium eng méi staark Legitimitéit. All d'Acteuren, déi eppes mam Bësch ze dinn hunn, fanne sech hei zesammen, kënnen also eng gemeinsam Positioun ausschaffen, wat d'Gestioun vun engem Bësch ubelaangt, woubäi ee sech och do net soll ze villen Illusiounen higinn, well jo awer do gewësse verschidden Iddien openeestoussen. An der Hoffnung awer, datt dee Conseil supérieur sech wäert do awer ganz gutt entwéckelen.

An och do muss ech awer erëm eng Kéier op den Avis vum Syvicol zrëckkommen, deen zu Recht bemängelt, datt hei kee Verrieder vun de Gemengen an dem Conseil supérieur ass. Ech mengen, och dat sollt awer nach eng Kéier iwwerducht ginn, well schlussendlech hu jo awer d'Gemengen, wa meng Memoire gutt ass, 34 % vum Undeel un de Bëscher. Also ass dat e wichtige Acteur. Ech fannen also, datt d'Gemengen dann och scho missten an deem Gremium vertruete sinn.

Dee Projet de loi hei, deen erlaabt jo dann och, e ganz seriösen Toilettag ze maache vun där gesamter Legislatioun iwwer eis Bëscher. Dat geet jo zrëck bis op d'Joer 1617. Elo kënnen mer all déi Ordonnancen an déi Dekreeter ofschafen. Dat ass och gutt esou. Mir kréien elo méi e modernt Gesetz. Dat Gesetz hei ass ouni Zweifel eng grouss Erausforderung. Et ass e gutt Gesetz, och wann et elo net perfekt ass.

Ech wëll awer dofir all den Acteuren, déi dozou bäigedroen hunn, datt dee komplizéierten Text hei awer konnt ënnert där Form hei elo zrëckbehale ginn, Merci soen, an eng Kéier och emol merci vläicht un de Conseil d'État. De Conseil d'État, dee jo nawell oft gären e bëssle méi mat Reserve gesi gëtt, deen awer och an deem Dossier hei, fannen ech, eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet. A wann de Conseil d'État eis net op e puer Punkten higewisen hätt, da wiere mat Sécherheet eng Rei Insécurités juridiques scho vu vireran dran zrëckbehale ginn.

An deem Sënn wëll ech awer och nach dem François Benoy Merci soe fir seng verschidden Rapporten. Et ass, wéi gesot, e ganz interessant Gesetz an d'Demokratesch Partei wäert deem och duerfir zoustëmmen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Här President, léif Kolleginnen, léif Kollegen, Madamm Minister, fir d'éischt emol wéilt ech dem Rapporteur e grouse Merci soe fir säi ganz ausféierleche Rapport, deen dese villfällege an och ganz kompakte Gesetzesprojet wierklech gutt resüméiert huet.

Virun iwwer 400 Joer war Lëtzebuerg nach kee Grand-Duché. D'Bëscher waren och net reglementéiert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An dat huet derzou gefouert, dass den Archiduc Albert an d'Archiduchesse Isabel Clara Eugenia am Joer 1617 hu misse feststellen – an et ass an alem Franséisch geschriwwen –: „que jusques à present chacun y a coupé, & fait couper à plaisir ça & là, en toute saison, sans garder ordre ni suite, aussi cendillé, charbonné & sarté grandes Places & Regions, sans leur donner temps de recroître“.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Schonn deemools, also laang virun eisem moderne Klima- an Ëmweltschutz, hunn d'Leit verstanen, dass de Bësch net just eng schéin Dekoriatioun an der Landschaft ass, mee och eng ganz Panoplie u Funktiounen huet. An awer goufen a gi Beem vill ze dacks als „pour acquis“ geholl. Si goufen ëmgehaen, ouni iwwert d'Konsequenzen nozedenken. D'Natur brauch hir Zäit, fir sech ze erhuelen, fir nozewuessen, an dowéinst muss se geschützt ginn. Dat gouf scho viru véier Joerhonnerte festgestallt.

Fir d'Bëscher an och d'Holzbestänn ze schützen, hunn den Archiduc an d'Archiduchesse dat willkürlech Fäll vu Beem verbueden. D'Bëscher sinn domadder fir d'éischte Kéier an engem Gesetz reglementéiert ginn. An dës Texter – haalt Iech un! – si bis haut a Kraaft gewiescht. An och wa ganz vill Reglementer a Gesetzer zanterdeem bäikomm sinn, sou feelt et awer där Gesetzgebung ronderëm d'Bëscher zolidd u Kloverheet. Zum Deel gëtt et och nach ëmmer Lacunen, wéi zum Beispill, dass d'Privatbëscher an och d'Verantwortung vun de Proprietäre bis haut net richteg reglementéiert waren.

Derbäi kënn och nach, dass et eise Bëscher net gutt geet. Se sinn, virun allem weinst dem Klimawandel an och weinst enger falscher Gestioun, dat dierf een net vergiessen, a grousser Gefor an et gëtt wierklech héich Zäit, déi 400 Joer al Texter ze reforméieren an d'Legislatur zum Bësch an zur Natur un déi haiteg Zäit mat den aktuellen Erausforderungen unzepassen. D'Zil vun dësem Gesetzesprojet stoung vun Ufank u fest, de Wee fir dohinner war allerdéngs stengeg, mat ganz villem Op an Of.

Dat neit Bëschgesetz sollt jo 18 verschidden Gesetzer aus engem Zäitraum vun iwwer 400 Joer ersetzen. An iwwerdeems gëtt et eng Partie Neierungen: D'Privatbëscher gi reglementéiert. Mir sti virun engem Paradigmewissel mat engem interessante Beispill, dass et an Zukunft soll e Recht ginn, an all Bësch dierfen ze goen.

D'Missioun vun dësem Projet ass och, wéi gesot, kloer. Iwwer fënnf Joer – mir hunn dat haut schon e puermol héieren – gouf um Bëschgesetz geschafft an elo hu mer e Resultat, wat sech weise léisst a mat deem mer eis Bëscher net nëmme an de Fokus vun dëser Aktualitéit stellen, mee mat deem mer se och kënnen valoriséieren.

D'Bëscher maache ronn een Drëttel vun der Fläch vum Land aus. Iwwert déi lescht dräi Joerzénge huet sech den Zoustand vun de Bëscher verschlechtert, soudass och iwwer zwee Drëttel vun de Beem zum Deel staark geschiedegt sinn.

Engersäits ass dat natierlech, awer och net nëmnen, op de Klimawandel zrëckzefieren. Am Juni zum Beispill hu mer nees gesinn, dass et vill ze waarm war. Och déi éischt Woch am Juli wäert eng Rekordwoch sinn, wat d'Hëtzt ubelaangt. An et huet och ze wéineg gereent. Anerersäits huet de Mënsch natierlech och zum Bëschstierwe bäigedroen. Nieft der schlechter Loftqualitéit an och den Ofgase gouf och joerzëngtelaang eng falsch Bëschpolitik gefouert. Vill ze laang ass op Monokulture gesat ginn, vill ze laang ass de Bësch prinzipiell als Holzfabrick ugesi ginn.

Haut wësse mer, dass de Bësch eng ganz villfälteg Roll erfëlle muss. An deemtsprechend ass et och eng grouss Erausforderung, de legalen Encadrement esou ze gestalten, dass all de Funktiounen vum Bësch muss Rechnung gedroe ginn.

Ugefaange mam Klimaschutz: De Bësch filtert Gasen ... Ech kommen natierlech erëm op e puer Aussoen zrëck, déi schonn haut de Mëtteg hei gemaach gi sinn. An awer soll een dat wierklech nach eng Kéier widderhuelen. De Bësch filtert Gasen, Partikelen a Stëbs aus der Loft. E späichert CO₂ a produziéiert Sauerstoff. Eng ausgewuesse Bich produziéiert zum Beispill an engem Dag genuch Sauerstoff fir 64 Leit.

De Bësch reguléiert och d'Temperaturen. Wärend d'Stied virun allem als urban Heizunge bekannt sinn, killt de Bësch of an e bléist duerch säi Filtersystem frësch Loft an d'Stied. Dat ass eng wichteg Eegenschaft, wann ee bedenkt, dass 85 % vun de Bëscher – an dat hu mer och schonn de Mëtteg héieren – just emol annerhallwe Kilometer vun enger Agglomeratioun ewech leien. De Bësch schützt och de Buedem an e filtert eist Drënkwaasser.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | D'Wuerzele vun de Beem verhënnere en Äerdrutsch a si späichere d'Waasser.

Jee méi ee sech mat all dese Funktiounen auserneesetzt, desto méi séier stellt ee fest, wéi wichteg d'Erhale vum Liewensraum Bësch ass, deen ëmmerhin och d'Doheem duerstellt vun onsellegen Zorte vu Planzen an och Déierenarten.

Fir de Gros vun de Leit huet de Bësch virun allem awer och eng Erhuelungsfunktioun. D'Leit kommen heihinner, fir sech an der Natur ze entspannen. Gefillt wäit ewech vun der Hektik vun der Stad kënne si hei Sport maachen oder zur Rou kommen.

De Bësch huet natierlech och säi wirtschaftlechen Notzen, an och wann een dobäi séier un d'Holz denkt – a Lëtzebuerg exportéiert effektiv zum Beispill vill Bichen- an Eichenholz bis a China –, sou geet aus dem Rapport ervir, dass déi verschidden Ekosystemer ronderëm de Bësch e geschate Wäert vun 30 Millioune Euro pro Joer hunn. An do ass den Holzverkauf net mat aberechent. Do hannendru stinn och eng Hellewull Aarbechtsplazen. Eleng am Holzsektor schaffe knapps 20.000 Salariéen. D'Hallschent dovunner ass am Handwierk an een Drëttel an der Konstruktionsaktiv. An dann hu mer nach net vum Tourismus geschwat, vun de sellege Campingplazen a vun de Wanderweeër.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Madamm Minister, mat dësem Gesetzesprojet gëtt versicht, all deem Rechnung ze droen. Dat heescht, et geet drëms, de Bësch ze valoriséieren, ze stäerken, ze schützen. An et geet drëms, e Kader ze schafen, fir d'Ressource Bësch nohalteg kënnen ze notzen.

An enger éischer Instanz ass et kloer, dass mir eis hei déi néideg Definitiounen mussen ginn. Ab wéini schwätzt een zum Beispill vun engem Bësch? Wat ass enger enger nohalteger Bëschgestioun ze verstoen?

No den Definitiounen gëtt an dësem Gesetzesprojet eng ganz Panoplie u Mesüre presentéiert, op déi de Rapportier virdrun am Detail agaangen ass.

Déi wichteg Fro, déi sech elo dofir hei stellt, ass déi vun der Plus-value vum neie Bëschgesetz. Zum engen ass et d'Iwwersiicht. Heimat gëtt eng legal Basis fir en nationale Bëschinventaire geschaaft. Domat kënnen de Bestand an d'Gesondheet vun de Beem iwwerwaacht ginn. Dat gëtt eis déi néideg Iwwersiicht, fir eng kohärent Bëschpolitik ze maachen. Zum anere gëtt mat dësem Gesetz e Conseil supérieur de la forêt geschaaft, deen déi ënnerschiedlech Acteuren um Terrain regroupéiert an deen hinnen déi néideg Stëmm gëtt, fir d'Regierung an hirer Bëschpolitik ze beroden.

Nieft enger besserer Iwwersiicht an och enger Berodung soll den Zoustand vun de Bëscher awer och verbessert ginn, dat iwwert déi verschidde Subventiounen, déi de Schutz, d'Stäerkerung, d'nohaltege Gestioune vum an d'Fuerschung ronderëm de Bësch solle féieren. D'Bëschbesëtzer ginn also dobäi ënnerstëtzt, wa si hire Bësch schützen wëllen a méi resilient géint de Klimawandel wëlle maachen.

Op där anerer Säit sollen d'Bëscher awer och geschützt ginn, andeems schiedlech Praktiken verbuede ginn. Ofgesi vum Bëschbesëtzer selwer dierf eigentlech och keen anere Feier maachen. Ma och gréisser Coupe mussen gemellt gi respektiv dierfe guer net stattfannen. Wichtig ass et och, dass de Buedem an d'Grondwaasser geschützt ginn, andeems zum Beispill den Asaz vun Dünger an och Pestizide verbuede gëtt. D'Proprietären dierfe just nach ganz bestëmmt Bamzorten uplanzen, fir d'Bëscher gesond a resilient ze halen. An d'Regenerationszäit vun drai Joer no enger Coupe erlaabt et der Natur, sech ze erhuelen.

Schlussendlech geet et beim Bëschgesetz och ëm d'Verantwortung an ëm d'Rechter; et ass schonn e puermol haut de Mëtteg hei drop gepocht ginn. Bis haut gëtt et keen allgemengt Recht, fir an de Bësch dierfen ze goen, obschonns de Bësch en Deel vun der Natur ass, op déi de Mënsch ugewisen ass. Bis elo ass een also vum engem Toleranzprinzip ausgaangen. Dat heescht, d'Besëtzer vum Bësch hunn an der Reegel toleréiert, dass d'Leit hire Bësch betratt hunn. Wéi virdu scho gesot gouf, soll genee dat mam neie Bëschgesetz geännert ginn. An Zukunft soll et e Recht ginn, an de Bësch dierfen ze goen.

Elo kéint ee soen, mir passen d'Gesetz just un dat un, wat an der Praxis souwiesou stattfënt, ma villméi geet et hei drëms, eis Gesetzgebung ze moderniséieren an en Zeeche vun der Beweegungsfräiheet ze setzen. Wann den Accès zum Bësch e Recht gëtt, da stellt sech och automatesch d'Fro, wéi a wou een an de Bësch goen dierf. Dofir gouf och elo festgehalten, dass d'Leit sech do ophalen dierfen, wou et sécher ass. Et muss een also um Wee bleiwen – wuel wësend, dass et wichteg ass ze definéieren, wat dann och elo genee als Wee ze verstoen ass.

D'Bëschgesetz gesäit et vir, dass een a rasonablem Mooss zum Beispill Champignonen, Friichten a Kraider plécken dierf, soulaang dës net geschützt sinn.

An eng weider wichteg Ännerung ass déi, dass d'Leit selwer dofir verantwortlech sinn, wann hinnen eppes geschitt. Bis elo waren d'Bëschbesëtzer responsabel, wann iergendwou en Aascht erofgefall ass an eng Persoun doduerch blesséiert gouf, zum Beispill. Well et awer onmëiglech ass, déi absolut Sécherheet ze garantéieren, ass dat heiten eng ganz wichteg Ännerung, fir d'Proprietären ze entlaaschten – virun allem wann ee bedenkt, dass iwwert d'Hallschent vun eise Bëscher, nämlech 54 %, am Privatbesëtz sinn.

Loosst mech awer kuerz nach zu der Fro zrëckkommen, wat eis dëst Bëschgesetz bréngen wäert: méi

juristesche Kloerheet duerch nei Definitiounen, eng besser Iwwersiicht iwwert den Zoustand vun eise Bëscher duerch den Inventaire forestier national, eng koordinéiert Berodung vun der Regierung duerch de Conseil supérieur de la forêt, eng Opforstung an en nohaltege Schutz vun eise Bëscher duerch geziilt Subventiounen a schlussendlech d'Recht, an de Bësch dierfen ze goen.

Mam neie Gesetz kommen awer och eng Partie Sanktiounen, déi antrieden, wa sech net un d'Bestëmmungen gehale gëtt. De Rapportier ass ausfëhrlech drop agaangen an dofir weider ech net weider op dese Volet nach eng Kéier agoen.

Ech wëll awer nach eemol betounen, wéi wichteg de Bësch fir eis Gesellschaft, fir de Mënsch an d'Ëmwelt am Allgemengen ass. Ech gleewe fest dorunner, dass den Ëmweltschutz an de Kampf géint de Klimawandel vum Gläichgewicht tëschent Mënsch an Ëmwelt ofhänken. Mam neie Bëschgesetz gëtt déi Balance nees e Stéck hiergestallt.

Och wéilt ech hei an dësem Kontext vu menger klenger Ried ervirhiewen, dass d'Bëschcrëchen ëmmer méi beléift sinn an dass och do e ganz wichtege a schéine Usaz geschaf gëtt bei deenen Allerklengsten, fir de Respekt an och d'Notze vun der Natur kennen ze léieren. Bravo och vun hei aus un d'Leierpersonal, dat méi a méi mat senger Schüler de Wee an de Bësch sicht, fir dat Pedagogesch an och dat Spille-rescht an der Natur ze praktizéieren.

An am selwechte Gedanke schléisst sech och fir vill Leit de Liewenswee am Bësch. Bëschkierfechter ginn ëmmer méi fir vill Leit déi allerlescht Rouplaz. An eigentlech ass och dat eng wonnerbar Symbolik vum Kreeslaf vun der Natur: vum Vergängleche gekoppelt un en Neufank.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Madamm Minister, den Amazonas gëtt gären als Long vun der Äerd bezechent. Och wann eis Bëscher weltwäit just e minibutzege Deel ausmaachen, sou si se awer d'Long vun eise Ländchen. Mir kënnen net déi ganzen Zäit vun Ëmweltschutz a Klimawandel schwätzen, ouni e modernt Bëschgesetz ze hunn. Et gëtt wierklech héich Zäit, dass de Schutz vun de Bëscher an domat vun der Biodiversitéit, op den neiste Stand bruecht gëtt.

Dat ass eng laangjäreg Fuerderung vun der LSAP an dierfir ginn ech mat Houfert heimat den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och dem Rapportier e ganz grouse Merci soen. Ech ka mech villem vun deem, wat e gesot huet a geschriwwen huet, uschlëssen – vläicht net allem, awer villem. Ech wëll och meng Virriedner Merci soen, déi am Fond hei scho ganz schéi Plädoyere fir de Bësch gehalen hunn, d'Wichtigkeet ervirgestrach hunn, souwuel fir d'Mënschen, déi fir rekreativ Zwecker de Bësch kënne benotzen, wéi natierlech och fir eis Déierewelt, d'Planzwelt et cetera. Ech wëll och ganz besonnesch der CSV an dem Martine Hansen Merci soe fir déi Aarbecht, déi si an der Kommissioun gemaach hu mat hiren Amendementer, déi och ugeholl gi sinn, an och mat deem, wat se haut gesot hunn.

Dat Gesetz hei ass sécherlech eng allgemeng, kann ee soen, gutt Saach – wann 18 Gesetzer

zesummesat ginn an eent. Als historesch ganz interesséierte Mënsch ass et natierlech fir mech, soen ech emol, ganz interessant, dass heimadder, souwäit ech weess, dat eelst Gesetz, wat nach a Kraaft ass zu Lëtzebuerg, aus dem Joer 1617, abrogéiert gëtt, verschwënnt. Dat sinn iwwer 400 Joer. Nach vum Äerzherzog Albert VII. a vun der Infantin Isabella ass dat Gesetz etabléiert ginn zur Zäit vun de spueneschen Niederlanden. A wann e Gesetz 400 Joer hält, da kann et jo emol net esou schlecht sinn, muss ee soen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Wann eis Gesetzter dat fäerdegbréngen ... Bon, op jidde Fall ass elo en eenheetlech Gesetz hei geschaaft an dat ass prioritär eng gutt Saach.

Elo stinn hei an deem Gesetz – et ass viles gesot ginn – eng Partie ganz gutt Saachen. Et gëtt endlech gereegelt, dass een dierf an de Bësch goen, spadséiere goen. Et gëtt och gereegelt, dass d'Responsabilitéit do eebe besser gereegelt ass.

Et gëtt dann awer och eng Partie Kritikpunkten, wéi zum Beispill, wat gesot ginn ass: Wann een iwwer 40 m³ Holz aus dem Bësch eraushëlt, muss een dat bannent zwee Deeg mellen – wouzou gesot gëtt vun de Leit aus dem Secteur, dass dat einfach guer net méiglech ass. Dat ass net gutt, wann een an engem Gesetz Saachen dra virschreift, déi net méiglech sinn ze realiséieren.

Dann ass et och allgemeng esou, dass een net soll ze vill iwwerreglementéieren. Dat ass hei vläicht nach zum Deel e bëssen de Fall. An et soll een och eeben a Consideratioun zéien, dass hei Dausende vu Bëschbesëtzer betraff sinn an dass een deenen d'Liewen net onnëtz ze schwéier maache soll.

Jo ... – dat do kann ech op der Säit loossen –, da géif ech zum Schluss ganz einfach soen, dass mir eis hei als ADR der Martine Hansen uschléissen an där Motioun, déi si hei deposéiert huet. A wann déi Motioun géif ugeholl ginn, da géife mir och deem Gesetz eis Zoustëmmung ginn. Falls dat net de Fall ass, da géife mer wéinst enger Partie Schwierigkeiten, déi dach awer nach hei am Gesetz sinn, eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, mam Vott vum neie Bëschgesetz geet eng laangwierreg parlamentaresch Aarbecht op en Enn. Den initiale Projet, dee virun iwwer fënnf Joer deposéiert gouf, huet vill evoluéiert am Echange mam Staatsrot a mat anere berodenden Instanzen.

Vill komplex juristeschen an, wéi mir fannen, och deelweis philosopheschen Froe si behandelt ginn. Dës Komplexitéit ass och verständlech, well d'Bëschcher och immens komplex Ökosystemer sinn, déi nieft all den iwwerliewenswichtigen ekologeschen Funktiounen och wichteg wirtschaftlech a sozial Funktiounen erfëllen, déi et gëllt am Kontext vun der Besëtzerfro ze klären. Virewech begrësse mir, dass dem Bësch mat deem Gesetz nieft der wirtschaftlecher och déi sozial an ekologeschen wichteg Funktiounen zougeschriwwen ginn.

De Staatsrot huet a sengen Avisen drop opmierksam gemaach, dass de Bësch, egal ob de Proprietär e privaten, staatlechen oder kommunalen Acteur ass, ëmmer als eng Form Privatbesëtzer uzegesinn ass, well d'Bëschparzellen e Patrimoine duerstellen, mat deem een ekonomesch Profitter generéiere kann. Mir wëllen elo hei keng Grondsazdiskussioun iwwer déi Aschätzung vum Staatsrot féieren, mee stellen awer

fest, dass duerch déi sozial an ekologeschen Funktiounen, déi am éischten Artikel vum Gesetz ageschriwwen sinn, dës Lektür awer ofgeschwächt gëtt. Mir komme méi no bei eng Legislatioun, déi d'Bëschcher an hiren Erhalt als en allgemengen Interessi vun der Gesellschaft astuuff, an dat fanne mir selbstverständlech och ganz richtig.

Prinzipiell gesi mir d'Bëschcher awer als en Allgemeng-gutt, e „Common“ also. De franséische Philosoph Jean-Jacques Rousseau huet de Common, de Bien commun, als ee vun enger Communautéit gedeelten Interessi definéiert, vun deem jiddereen ofhänkt, an dat am Géigesaz zu Partikularinteressen, déi deem allgemengen Interessi och kënne schueden. Esou eng Lektür ass natierlech zu Lëtzebuerg Stand haut net an d'Praxis ëmsetzbar, well eis Verfassung iwwer deem enorm héije Stellewäert vum private Besëtzer dem Prinzip vum Bien commun d'Dier zouschléit. Dat ass jo och aus den Avisen esou ervirgaangen. Mee och wann et elo net esou am Gesetz drasteet, si mir eis awer alleguer – hoffentlech – bewosst, dass d'Bëschcher an hiren Erhalt am allgemengen Interessi vun eis alleguer sinn. An déi allermescht Leit si sech däers och bewosst.

Här President, mat deem Gesetz kritt de Bësch och eng Definitioun. Déi ze formuléieren, war keng einfach Aufgab. De Staatsrot huet hei dorop higewisen, dass et a Frankräich an an der Bësch keng Definitioun vun der Legislatioun gëtt. En huet awer net gesot, dass déi däitsch Bundesgesetzgebung souwéi d'Landesgesetzgebungen de Bësch schonn definéieren. Dat huet sécherlech domadder ze dinn, dass an Däitschland de Bësch e ganz grouss kulturelle Stellewäert huet, während en a Frankräich éischter als eng ekonomesch Gréisst gesi gëtt.

Mir fannen et richtig, dem Bësch eng Definitioun ze ginn, well dat och eng Rechtssécherheet fir de Schutz vum Bësch liwwert. D'Definitioun, déi fonnt gouf an déi och ganz kleng Surfacé schonn als Bësch astuuff, kënne mir och esou ënnerstëtzen.

Här President, d'Neiregelung vum Zoutrëtt zu de Bëschcher gehéiert zu enger vun de wichtigen Neierungen an deem Gesetz. War et bis elo esou, dass zwar an der Praxis d'Leit konnten an d'Bëschcher goen, esou war dat just toleréiert, mee juristeschen awer net ganz kloer. Mam neie Gesetz gëtt d'Recht op Accès zum Bësch fir all d'Leit elo festgeschriwwen an dat ass natierlech e begrëssenswäerte Fortschrëtt. Dës Neierung dréit och dem sozialen Usproch vum Bësch Rechnung als Plaz, wou d'Leit sech begéien oder sech einfach kënnen erhuelen. Dass dësen Zoutrëtt zu de Bëschcher awer gereegelt muss ginn, fir en Equiliber mat der ökologescher Funktioun vum Bësch ze fannen, zum Beispill wat natierlech d'Regeneratioun vum Bësch an d'Rou vun den Déieren am Bësch ugeet, ass fir eis och verrietbar.

Här President, ech hunn déi ekologeschen Funktioun vum Bësch ugeschwat. D'Bëschcher sinn Ökosystemer, déi sech duerch eng héich Artenvielfalt an och eng gewësse Stabilitéit auszeechen. Vill aner Ökosystemer am Waasser oder am Oppeland si jo éischter vill méi vulnerabel. Déi Villfalt stäerkt de Bësch a mécht en zu enger wichtiger Sail am Kampf géint d'Klimaverännerung an zu engem Alliéierte bei der Ofschwächung vun den negativen Konsequenzen vun dëser Klimaverännerung.

De Schutz vum Bësch ass also essenziell fir d'Mënschheit an d'Verbesserung vum Zoustand vun de Bëschcher ass eng Prioritéit, well méi gesond Bëschcher hir Schutzroll och besser spille kënnen. D'Realitéit ass awer säit Joerzéngten eng aner: Den Zoustand vun de Bëschcher verschlechtert sech duerch Verschmutzung a Klimaverännerung. Fiichtebeem, déi oft fir eng ökonomeschen Notzung ugeplant goufen, verdréchnen a

gi masseweis vum Borkenkäfer befall. Mee och heemesch Beem wéi d'Bichen an d'Eeche kréien en ëmmer méi schwéiere Stand duerch de verännerte Klima an de Waassermanktem, deen eng Konsequenz dovunner ass.

Wichtig ass et dowéinst emol fir ze verhënnern, dass dës Bëschfläche verschwannen. Mam Naturschutzgesetz vun 2018 gouf dëst jo schonn esou agefouert, fir dass alles dat, wat Bësch ass, och Bësch bleift. Mat deem Gesetz an der Definitioun vun deem, wat als Bësch gëllt, gëtt dat nach vill méi kloer. Sougenannt „coupes rases“ sinn och net méi méiglech, ausser wann et drëms geet, fir Kränke wéi zum Beispill e Borkenkäferbefall ze bekämpfen, a wann, dann awer op Autorisatioun och vum Ministère.

Här President, an deem Beräich komme mam neie Bëschgesetz nach méi prezis Verbueten an Obligatiounen fir Bëschbesëtzer allgemeng derbäi, an dat natierlech an éischter Linn, fir d'Bëschcher ze erhalen an ze verhënnern, dass duerch d'Ofholungen ëmmer méi Sonn de Bëschbuedem trëfft an e soumadder ausdrécht. An deem Sënn ass et och ganz wichtig, dass d'Uleeë vu Weeër a klengen Stroossen duerch d'Bëschcher op e Minimum reduzéiert gëtt, well och domadder de Bësch als Ganz geschwächt gëtt. D'Obligatiounen am Beräich vun de Bamzorten, déi geplanzt kënne gi mat Récksiicht op d'Standuerter, begrësse mir dowéinst natierlech och. Eis Bëschcher mussen sech no an no upasse kënnen un déi nei Bedéngungen an de Mënsch muss esou gutt et geet dobäi hëllefen.

Mir bedauern awer an deem Beräich, dass d'privat Bëschbesëtzer net méi staark ugehale gi sinn, méi Efforten ze maachen. D'Gestiounspläng fir grouss öffentlech Bëschbesëtzer si sënnvoll a wichtig, mee d'Bëschbesëtzer, besonnesch déi grouss, missten och mat der d'Bëschverwaltung zu esou engem Plang obligéiert ginn.

Geneesou fanne mir et och schued, dass déi kollektiv Gestioun iwwer Zesummeschlëss vun de Privatbëschbesëtzer aus dem Projet verschwonnen ass. Op deem Wee hätt een der Zerstéckelung an de Bëschbesëtzerverhältnissen am Privatbësch kënne Rechnung droen an derfir suergen, dass méi groussflächeg nohalteg Bewirtschaftung an de Privatbëschcher gëllt.

Här President, een Aspekt, deen a puncto Bësch an eisen Aen nach vill méi eng wichteg Roll spille misst, betrëfft d'Notze vum Holz. Mir mengen, dass Holz aus ökologeschen Siicht e ganz interessante Baustoff ass, well d'Holz jo och CO₂ bënnt an et nowuessend ass, wann d'Holznotzung dann och nohalteg gemaach gëtt. Am Hausbau selwer, mee och an der energieetescher Renovatioun bitt Holz eng Partie interessant Méiglechkeeten. Viru Jore gouf en Holzcluster geschaf, fir genee dës Aktivitéiten och virunzebréngen. Mir froen eis awer, ob dat wierklech virugeet.

Vill vun eisem Holz gëtt och exportéiert, en absoluten No-Go fir esou e klengt Land! Mir kënnen net wäertvoll primär Ressourcen exportéieren, fir se duerno verschafft a méi deier erëm ze importéieren! D'holzverarbechtung muss hei stattfannen oder an der Region an déi dofir néideg Filière muss proaktiv opgebaut ginn. Dofir menge mir och, dass dat heite Gesetz de Verkaf an den Handel mat Holz am private Bësch och méi staark hätt misse reguléieren. Zumindest fir eis ass de Secteur schwéier ze duerchkucken an och net staark genuch reglementéiert. Zil muss et an eisen Ae sinn, den Export vum Holz gréisstendeels opzeginn, fir d'Wäertschöpfung am Land oder an der Region ze maachen.

Här President, zum Schluss just nach eppes, wat mir schonn zanter méi wéi 20 Joer um Häerz läit: Et ass immens wichtig, dass déi Bëschcher, déi mir nach hunn,

erhale bleiwen, an et ass en No-Go, et muss en No-Go sinn, datt dës – an och, wann et nëmmen zum Deel ass – fir e Contournement ofgeholt solle ginn, esou wéi dat beim Bobësch de Fall wäert sinn! Klimaschutz a Biodiversitéitsverloscht zwingen eis dozou, aner Léisungen zum Problem ze fannen, wa mir, also d'Mënscheet, iwwerliewe wëllen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem François Benoy fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport a virun allem fir déi Ausdauer, well ech hunn an der Kommissioun matkritt, wéi oft do de Ball hin- an hiergaangen ass a wéi vill Stonnen doranner hu missen investéiert ginn – vill méi, wéi dat elo an dëser annerhallwer Stonn wäert erschéngen – a wéi déi Verhandlungen hu misse lafen.

De Moien, per Zoufall, hunn ech missen d'Holz eranhuelen, dat d'Gemeng mer geliwwert huet, dat heescht, dat war déi Toppvorbereitung, déi Kouert Holz eranzehuelen, fir nach eng Kéier un d'Verwärtung vun de Bëscher als Vorbereitung ze denken.

Fir eis Piraten ass et ganz kloer, dass den Naturschutz an esou engem Projet muss Prioritéit hunn, och mat all deenen anere Punkten, déi schonn opgeléist gi sinn. Jo, et kann een iwwerall e bëssen en Hoer an der Zopp fannen. Mee fir eis ass et awer prioritär, dass eis Natur wäert geschützt ginn. Et ass esou, wéi mer iwwerhaapt d'Iwwerliewe vun eisem Planéit, vun eise Kanner kënnen garantéieren.

Et sinn eis Bëscher, déi eis als gréisste Filter déngen, an dofir ass et fir eis Piraten och immens wichteg, dass déi Bëscher erhale bleiwen an dass déi Bëscher och a Rou gelooss ginn. Dat ass fir eis ee vun de wichtege Punkten, dass d'Bëscher sech kënnen natierlech entwéckelen. A fir eis ass et och net virstellbar, dass Bëscher just sollen als rengen Commerce déngen. Nee, am Contraire, d'Bëscher sollen dofir do sinn, dass se eis Natur kënnen erhalen!

Dir hutt et alleguerte matkritt: Et ass mat deen ..., et ass elo dee wärmste Juli déi éischt Woch (veuillez lire: et ass elo d'lescht Woch déi wärmst éischt Juliwoch) gewiescht. Dat heescht, mir sti virun der Klimakris, an et ass net, wéi verschidde Leit heiansdo maachen, wéi wann et déi net géif ginn, wéi mer leider haut och am Europaparlament erëm matkritt hunn. Mee ech sinn awer frou, dass do den Text wéinstens duerchgaangen ass. Et ware jo alt nach e puer Parteien aus Lëtzebuerg, déi d'Naturkris an d'Klimakris erkannt hunn an déi matgestëmmt hunn. An dann ass dat zumindest e positiven Aspekt, dass mir haut parallel iwwert d'Bëscher schwätzen an Europa dräi Parteien et erkannt hunn a fir d'Klimakris agestane sinn an eng Partei et och an Europa net erkannt huet.

Fir eis Piraten ass et ganz kloer, dass de Bësch jidderengem gehéiert. Dofir begrësse mir och, dass elo den Accès am Bësch kloer gereegelt ass. Mir maachen awer dorobber opmierksam, dass dat fir eis net bedeit, dass d'Déieren herno kënnen gestéiert ginn, mee am Contraire, dass déi natierlech hir Schutzzäiten, hir Schutzzonen brauchen, fir dass se sech kënnen weiderhin entwéckelen.

Jo, mat de Piraten verbënnt een och oft d'Theema Juegd. Ech mengen, mir hunn do e bësse méi eng aktivistesche Positioun. Et ass awer esou, dass mer net géint d'Juegd sinn, am Contraire. Och bei eise Membere féinnt ee Jeeër a wann ee mat deene schwätzt, soe se, dass si et sinn, déi d'Bëscher am beschte kennen. Et si si, déi d'Bëscher ënnerhalen. Et si si, déi fir d'éischt mierken,

wann an de Bëscher eppes ass – wann ee seng Juegd natierlech seriö hëlt. Och eis Positioun ass do ganz kloer: Och am neie Bëschgesetz soll d'Juegd jo weiderhin erlaabt bleiwen, wat mir och kënnen esou matdroen. Wou mir eebe méi Problemer dermat hunn – mir wäerten d'Gesetz awer matstëmmen –, dat ass, wann esou eng Klappjuegd weiderhin erlaabt ass. Et wär eise Wonsch gewiescht, dass een déi Praktik vun der Juegd och hätt kënnen iwwert dëst Gesetz ënnerbannen an dass een zu anere Juegdpraktiken iwwergaange wär.

Jo, de Bësch schützen heescht awer och, bei den Infrastrukturprojeten dorunner denken. An do fält mer zum Beispill e Contournement an, dee soll gebaut ginn: Huele mer elo einfach emol Käerjeng, wou dann awer och de Bësch wäert dofir ewechkommen. Op där enger Säit soe mer ëmmer, mir ...

(Interruption par M. Yves Cruchten)

E gëtt kompenséiert, Här Cruchten. Dat ass awer net dat selwecht wéi wann Der schonn e Bësch huet, dee gutt gewuess ass. Ech mengen, dat ass jo och d'Theema vun haut. Déi Bëscher, déi scho gutt gewuess sinn, dat ass eppes anescht wéi déi Kompensatioun. Ech weess, dass mer oft och an der Gemengepolitik iwwert déi Kompensatioun schwätzen, wat awer am Endeffekt net dat selwecht ass wéi déi Bëscher, déi scho bestinn.

Wa mer Naturschutz wëllen, da musse mer och eng Kéier iwwerleeën, wéi mer bei esou Projeten – dat ass elo ee Projet, dee mer agefall ass, well ech do ënnen an der Regioun wunnen, mee et gëtt och nach anerer am Land, déi een hätt kënnen zitieren –, wéi mer do mat eise Bëscher ëmginn, dass eis Bëscher musse méi Prioritéit kréien, dass mer déi erhalen, déi schonn do sinn, déi iwwert d'Joerhonnerte gewuess sinn, well et ass eben déi Kompensatioun, déi herno net genau dat selwecht wäert liwwere wéi déi Bëscher, déi schonn do sinn.

Mir Piraten wäerten haut dat Gesetz matstëmmen, well eis läit d'Gesondheet vun eise Bëscher a vum Klima um Häerz, an duerfir wäerte mir och eisen Accord ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Goergen. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

D'Wuert huet direkt d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci, Här President. Léif Deputéiert, léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, eise Bësch ass – an et ass schonn e puermol ugeklongen – eise wichtigste Liewensraum hei zu Lëtzebuerg, an Europa a weltwäit. De Bësch ass eng vun de Grondlage vun eiser Liewensqualität. Et ass och schonn ugedeit ginn: E filtert eis Loft, rengt a späichert eist Waasser, wat grad bei Staarkree ganz wichtig ass, an ass Liewensraum vun Déieren- a Planzenarten an ass eng beléift Plaz, fir sech ze erhuelen. An e liwwert natierlech och Material fir de Bau an hëlleft, eist Klima ze reguléieren, well e späichert grouss Quantitéit vu Kuelestoff zesummen am Buedem.

De Bësch ass ouni Zweifel nieft all sengen anere Funktiounen eise beschten natierleche Partner am Kader vun der Bekämpfung vun der Klimakris. An zënter Enn vun der leschter Äiszeit ass de Bësch déi natierlech dominant Vegetationsform a Mëtteleuropa. Mee dës Bëschfläch gouf zënter dem Mëttelealter progressiv vun der mënschlecher Aktivitéit reduzéiert, fir déi néideg Iwwerliewensgrundlag vun der Bevëlkerung ze garantéieren.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

A senger laanger Geschicht ass et eisem Bësch do wéinst net ëmmer gutt gaangen. Säin Ausmooss gouf haaptsächlech während der preindustrieller Zäit staark reduzéiert wéinst de ganz héije Besoinen un Energieholz. Esou gesinn hunn déi fossill Energien dem Bësch souguer kuerzfristeg ee Moment gehollef a seng Fläch huet nees zougeholl. Mee wéi eis Analys zur phytosanitärer Situatioun vun de Beem an eise Bëscher et weist, leit de Bësch haut ënner anerem ënnert den Emissiounen vun de fossillen Energien, well si d'Klima verännert an dereguléiert hunn an dat spierbar Auswierkungen op eis Bëscher huet.

35 % vun eiser Landesfläch si Bëscher, zur Hallschent jeeeweils privat an an effentlecher Hand, a vun den effentleche Bëscher sinn dräi Véierel Gemengebëscher. D'Bëscher si gepräagt vun der Diversitéit vun eiser Landschaft, vun der Topografie, vum Ënnergrond, de Biedem an den ënnerschiddleche klimatesche Bedéngungen op eisem klengen Territoire. Gréisstendeels féinnt ee se tatsächlech op manner gudde Biedem an och op Terrainen, déi fir d'Landwirtschaft net interessant waren. Eis Bëscher sinn zu zwee Drëttel Laffholzbëscher mat natierlechem Charakter an extensiver Gestiou an zu engem Drëttel méi intensiv bewirtschaft Nolenholzbëscher an haaptsächlech Fichtebestänn.

Eis gesamt Bëschfläch hält sech glécklecherweis an de leschte Joren a Joerzénkten zimmlech stabel. Dat kléngt zum Deel ganz idyllesch – an awer, wéi mer wëssen, sti mer viru groussen Erausforderungen, wann et ëm de Bësch geet. Déi gréisst Erausforderung fir de Bësch ass nieft eiser staarker Zersiidlung an den Zerschneidung vun eiser Landschaft an och vun eise Bëscher bei Wäitem den Impakt vum Klimawandel. Dat ass besuergniserreegend, well de Bësch ass zäitgläich och eise beschte Partner am Kampf dogéint, andeems, wéi ech schonn ugedeit hunn, eeben de Kuelestoff am Holz an am Buedem gespäichert gëtt.

Duerch déi extreem Wiederkonditiounen gëtt de Gesondheitszoustand vum Bësch ëmmer méi labill. Den État phytosanitaire weist dat: Knapp zwee vun dräi vun eise Bëschbeem sinn aktuell staark gestresst. D'Ficht als eng net eenheemesch Aart, déi während de leschte 50 Joer eis Broutbamaart war, ass amgang, massiv ofzestieren. Dat gesäit ee jo gutt. An och eis natierlech Buchebëscher leide rezent ganz staark ënner dem Klimawandel.

Mir si momentan amgang, den drëtten nationale Bëschinventaire duerchzeféieren, a stelle fest, konform zu der phytosanitärer Situatioun, dass duerch d'Impakter vum Klimawandel op eis Bëscher, also duerch d'Dréchent an d'Hëtzt, manner Holz opwiisst. Mir mussen also elo anescht mat eise Bëscher ëmgoe wéi dat nach virun enger Zäit gängeg Praxis war. Dat soen eis all d'Experten. A souguer d'Leit, déi am Holzberäich och schaffen, wëssen dat, dass mer dat net méi kënnen esou weidermaachen, wéi mer dat an de leschten zéng Joer gemaach hunn oder virdrun nach, an dat ganz einfach, well mer an enger neier klimatescher Realitéit sinn. Dofir brauche mer och nei Mëssuren.

Et sinn awer alles Problemer, deene mer kënnen entgéintwierken. D'Léisunge si bekannt. Mir wëssen – an dat weise wëssenschaftlech Etüden –, dass d'Erhéijung vun der biologescher Diversitéit d'Resilienz vun de Bëscher weesentlech stærke kann. D'Bewirtschaftungsforme mussen also adaptéiert ginn, fir d'Liewenskonditiounen am Bësch – mir nennen dat de Bëschklima – ze schützen an all méiglech zousätzlech Stressfacteure vum Bësch esou gutt wéi méiglech ewechzehalen. Dëst maache mer zum Deel zum Beispill, andeem mer e permanente Bëschcouvert garantéieren

kennen. Genau dofir huet d'Regierung eng Rei vu Mesüuren ergraff, an dese Gesetzesprojet ass en zentrale Bestanddeel dovunner.

Nieft dem Klimawandel sinn aner weesentlech Erausforderunge fir de Bësch eis ëmmer méi grouss gesellschaftlech a wirtschaftlech Ufuerderungen un de Bësch. Jo, de Bësch huet eng sozial Funktioun an do kënt et natierlech tëscht de verschiddenen Utilisateuren och emol zu Konflikter. Fir déi eng ass de Bësch virun allem e Wander- a Fräizäitpark, fir déi aner ass e primär en Holzliwwerant an eng Akomesquell. An och dat muss kënnen gemaach ginn. Nach aner kennen de Wäert vum Bësch fir d'Loft an d'Waasser an esou weider. An d'Bëschproprietäre sinn och hei hin- an hiergezunn an hir Verantwortung ass oft gefuerdert an och si sichen no Léisungen a Kompromësser.

De Bësch ass en Alleskönner, virun allem, wann déi méiglech Funktiounen a Servicer kloer erkannt a weiderhin erméiglecht ginn. Dofir – an net nëmmen dofir – brauche mer eise Bësch, mee de Bësch brauch virun allem eis. A genau dofir ass et haut esou wichtig, e kloeren a stabile gesetzelche Kader fir de Bësch ze hunn. Dese setze mer mat diesem neie Gesetz. Déi aktuell Gesetzgebung, dat ass och schonn ugeklongen, ass zum Deel 400 Joer al a brauch dofir och eng Erneuerung. Si ass staark fragmentéiert an et ass dofir ganz wichtig, dass mer déi nei Reegelen kodifizéieren, dat heescht, dass mer se beieneebringéieren an och moderniséieren an och Reegelen méi accessibel a verständlech fir jiddwereen definéieren.

Lëtzebuerg huet och international Verflechtungen an huet och 2007 en internationaalt Konzept, „Forest Europe“, ënnerschriwwen a sech domadder an deem Kontext enger nohalteger Bëschbewirtschaftung ënnerworf, wat wierklech wichtig ass. An och dat huet dese Gesetzesprojet mat beaflosst.

D'Zil vun deemem Gesetzesprojet war an ass et also, all déi gesetzelch Dispositiounen ze regroupéieren an ze moderniséieren, fir e staarken, kohärente Kader fir eise Bësch hei zu Lëtzebuerg ze schafen. Domat soll d'Bëschfläch erhale ginn, de Bësch geschützt ginn an och esou bewirtschaft ginn, dass all seng Funktiounen a Servicer eis an den zukünftege Generatiounen erhale bleiwen.

Wat gëtt konkret proposéiert? Et ass schonn e puermol ugeklongen: eng kloer Definition an eng besser Rechtssécherheet. Mir hunn eng zäitgerecht Dispositioun, wat den Accès an de Bësch ubelaangt; de Code civil vun haut – an dat zanter 1804 – seet eigentlech, dass kee Mënsch op iergendengem anere seng Privatproprietéit däerf goen, och net iwwer Weeër, ouni deem seng ausdrëcklech Erlabnis. Do gëtt et eigentlech keen Ënnerscheed zwëschen engem Noper senger Wiss an dem Bësch. Dat ass eis Situatioun vun haut an dorobber wëlle mer reagéieren an och déi potenziell Konfliktsituatiounen wëlle mer klären an domadder en neien an e kloeren Text bréngen, deen Zougang schaaft a Garantië fir den Zougang fir jiddwereen. An Zukunft dierfen Drëtter, dat heescht, Leit, déi net mat engem Proprietär oder mat enger Proprietärin ze dinn hunn, ze Fouss a mam Vélo op de Weeër an de Pied an all Bësch spadséieren gonn.

A puncto Accès ännert sech fir d'Proprietären näischt. Si hu selbsterständlech ëmmer an iwwerall Accès op hiren Terrain. D'Bësch bleiwen doriwwer eraus insgesamt zougänglech, also och ausserhalb vun de Weeër a Sentieren, fir all déi Leit, déi d'Erlabnis hu vun de Proprietären, zum Beispill d'Juegdpiechter, oder d'Porteurs d'ordre du ministre wéi zum Beispill d'Beamt/inne vun der ANF, Fuerscher an esou weider, fir hir Mission de surveillance kënnen auszuféieren.

Fir all Mënsch, dee sech elo verständlecherweis froe wäert, wéi een erausfënt, wien de Proprietär vun engem Bësch ass, gëtt eng ganz einfach Äntwert: Iwwert de Geoportail fënt een dat eraus an et kritt een innerhalb vu Minuten eng Äntwert mat enger Adress. Ech hunn dat selwer probéiert, dat geet relativ einfach – souwäit och zur Praxistauglechkeet vun deem Text.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Minister, erlaabt Der, datt d'Madamm Hansen Iech eng Fro stellt?

Mme Joëlle Welfring, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ganz gären.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech wollt wëssen, ob et de Proprietär vum Bësch wier oder de Proprietär vun de Weeër, deen ee misst froen, well wann een net an de Bësch fiert ..., et fiert ee jo net onbedéngt an ee Bësch, et fiert een op Weeër. An et steet einfach do: „le propriétaire“. Am Naturschutzgesetz ass et e bëssen anescht formuléiert wéi am Bëschgesetz, dofir ass et fir mech net kloer. Muss deen elo um Geoportail da kucken: Wien ass de Proprietär vun de Bësch? Ass dat e Syndicat? Ruffen ech beim Syndicat un oder wou froen ech eng Autorisatioun?

Mme Joëlle Welfring, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Also wann een op eng bestëmmt Parzell wëll goen, dat kann een erausfannen, wien dat ass, an da geet et och duer, wann een deem seng Autorisatioun huet. Duerno huet een normalerweis eng automatesch Servitude op déi aner, wou een nach muss driwwergoen. Dat ass dat eent.

An dat anert – a mir kommen nach eng Kéier dozou –, d'Përmesknupp zum Beispill, déi ass zougänglech iwwer en öffentliche Wee. Dat heescht, do brauch een a priori guer keng Autorisatioun. Dat heescht, et ass net esou komplizéiert. Dat ass dat, wat ech domadder wollt soen, an et ass och applikabel.

Drëtters, wollt ech nach soen, hale mer fest, dass motoriséiert Gefierer op de Bëschweeër fueren dierfen, dëst fir forst- a landwirtschaftlech Aktivitéiten, d'Juegd an den Naturschutz an och fir Aktivitéiten, déi op Basis vum Artikel 15 vum Naturschutzgesetz autoriséiert goufen.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Ministesch, den Här Roth wëllt Iech och eng Fro stellen.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech hätt eng Fro zu dem Geoportail an dem Numm vun de Proprietären. Sidd Dir sécher, dass am Geoportail all Numm vum Proprietär kann nogesicht ginn an dass dat och an Zukunft garantéiert ass? Ech mengen net.

Mme Joëlle Welfring, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech kann Iech just soen, dass ech genau dat dote probéiert hunn, well mech déi Fro intrigéiert huet. Ech hunn et selwer probéiert. Ech hunn op genau där doter Plaz gekuckt an ech krut do déi néideg Informatiounen, fir kënnen de Proprietär vun deem Bësch ze kontaktéieren fir erauszefannen, wien et ass. Also, déi Informatioun ass sécher disponibel.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth nach eng Kéier.

M. Gilles Roth (CSV) | Dir hutt dat gemaach als Ministesch warscheinlech.

Mme Joëlle Welfring, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Nee, ech hunn et ganz einfach um Geoportail probéiert. Ech hu mech do net missen als Ministesch ausweisen.

M. Gilles Roth (CSV) | Sidd Der dann der Meening, Madamm Minister, dass dat, wat Der hei sot, konform ass mam Lëtzebuergeser Dateschutz? Well allkéiers, wann Der eng Consultatioun iwwer eng Privatproprietéit, iwwer eng Privatpersoun maacht, da misst jo déi Privatpersoun dûment informéiert ginn.

(Interruption)

Mme Joëlle Welfring, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech hu just op déi Donnéeën zrëckgegraff, déi elo schonn disponibel sinn um Geoportail. An ech ginn dervun aus, dass déi Informatiounen, déi een do fënt, och dateschutzgerecht sinn. Esou vill Vertrauen hunn ech an dee System.

Sou, wann ech dierft, géif ech elo weiderfuere mam Haftungsregimm, well dat ass eng wichteg Contrepartie zu deem Accès, dee mer wëllen heimadder erméiglechen. Et ass natierlech wichtig, dass dofir och d'Proprietären e gewëssene Schutz kréien an och do hir Haftung, hir Responsabilitéit limitéiert gëtt. Dat heescht, et ass net méi esou, dass d'Proprietären, d'Bëschbesëtzer/innen automatesch haftbar si fir Accidents, déi an hirem Bësch kënnen passéieren. Dat ass awer ganz oft an der Reegel an der Vergaangeneheet esou gehandhaabt ginn. Dese Projet responsabiliséiert awer och d'Leit, déi an de Bësch spadséieren ginn. Et ass erhellend, dass nieft der Tatsaach, dass de Bësch eng Erhuelungsplaz ass, en natierlech och verschidde Geforen a Risike ka biergen. An däers sollen d'Leit sech bewosst sinn. Dat ass och ganz kloer elo verankert, dass d'Leit responsabel sinn a sech och esou muss behuelen am Bësch.

Mir kréien och e bessere Schutz géint d'Feiergefor. Dat ass besser gereegelt, wou wéini wien däerf Feier maachen, an zwar op deene Plazen, déi speziell dofir virgise sinn. Dëst bezitt sech net op d'Proprietär/innen an op déi Persounen, déi d'Erlabnis vun de Proprietär/innen hunn.

Et gëtt och elo méi eng kloer Reegel, wat een aus dem Bësch dierft mathuelen, an änlech wéi beim Accès legaliséieren mer elo, dass kleng Quantitéite wéi zum Beispill Champignonen, Molbier oder anert Material, zum Beispill fir e Meekranz ze maachen, dierfen am Bësch gepléckt a gesammelt ginn, fir den eegene Gebrauch – dat ass mat „kleng Quantitéite“ mengent. Dat heescht, dass et kee kommerziellen Notze soll dovu ginn an dass een och net soll e ganze Restaurant domat beliwieren. Et ass fir den eegene Gebrauch.

D'Gesetz gesäit och eng nohalteger Bëschbewirtschaftung fir all eis Bësch vir, mat kloeren Uweisung, wéi d'Holz nohalteger geernt soll ginn, also prinzipiell ouni Kalschlag, soudass de Bësch net nach méi gestresst gëtt, wéi en elo schonn ass. Et bestinn awer och hei Autorisatiounsméiglechkeeten. Weider gehéiert dozou och eng Meldeflicht vu grouse Couppe – mat grouse Coupe mengen ech 40 m², dat entsprécht ongeféier zwou Camionsladungen, dat ass also net näischt – an inklusiv eng Méiglechkeet fir eng technesch Berodung. Et ass en einfache Formulaire, deen digital an op Pabeier verfügbar ass, an dat gouf och no Echangë mam Privatbësch esou decidéiert an ausgefouert. Dat heescht, dat ass och machbar.

Wat ech och nach wëll soen: Et ass net, dass ee muss innerhalb vun zwee Deeg do reagéieren! Et ass esou, dass ee spëitstens zwee Deeg virun der Coupe esou e Formulaire soll ausfüllen mat sommairen Informatiounen a bis 30 Deeg no der Coupe dann ee Rapport mat méi detailléierten Informatiounen iwwert d'Quantitéit. Dat heescht, et ass net, dass een dat muss onbedéngt alles liwweren an engem onméiglechen Delai.

Fir dass de Bësch sech an engem bestëmmtten Öffnungsgrad erneiere kann, soll de Proprietär déi

néideg Verjüngungsmoosnamen dofir ergräifen, an dat op d'mannst zur Hallschent mat standuertgerechte Planzen. Do ass en Ënnerscheed ze maachen tëschent standuertgerechte Planzen an eenheemische Planzen. Och hei sinn Nolebeem méiglech. Do ass e Règlement grand-ducal an der Ausaarbechtung, wou och eng ganz Rei Nolebeem wäerten dropstoen. An och an eisem Aidëregimm ginn och Nolebeem zousätzlech ënnerstëtzt an och an Zukunft kann een dat nach verstärken. Och dat hu mer mat de Leit, déi an de Bëscher schaffen, schonn diskutéiert.

Fir dass de Bësch nach méi konsequent géint d'Impakter vum Klimawandel geschützt ass a seng Biodiversitéit gestärkt gëtt, ginn eng Rei Aktivitéiten an Zukunft net méi erlaabt. An dat ass zum Beispill d'Veihaltung am Bësch. Mir hunn haut souwiso scho relativ héich Wëlddichten, dat wësse mer och vun de Jeëer, soudass d'Regeneratioun vun de Bëscher och elo schonn däitlech erschwéiert ass. D'Feierröddung gehéiert dozou, awer och den Drainage. An Zukunft muss mer eis wierklech beméien, fir méi Waasser an eise Bëscher ze halen. Dat heescht, en Drainage ass definitiv net dee richtege Wee. Dann de Gebrauch vu Pestiziden ouni Autorisatioun an d'Dünge souwéi och eng Ganzbamrecolte, y compris vum klengem Reised, wat awer wichteg ass fir de mineraleschen Equiliber vum Bëschbuedem.

Et gëtt och eng Flicht zur Informatioun vun de Bëschnoperen, de Proprietären, bei gréisseren Agrëffer. Den nationale Bëschinventaire kritt eng rechtlech Verankerung an, wéi schonn ugeschwat, de Conseil supérieur des forêts gëtt heimadde geschaf, wat ganz wichteg ass, fir d'Regierung an Zukunft ze beroden. Och do sinn zwee Delegéierter fir ëffentlech Bëscher dran.

Voilà. Ech wëll nach eng Kéier betounen, dass dese Projet net an engem Elfenbeintuerm entstanden ass, mee mat ville participative Reuniounen, Austausch-ronnen, och hei an der Chamber, dat ass och schonn ugeklongen, wou wierklech och deem Rapport Rechnung gedroe ginn ass vun 2016, deen an enger spezieller Sessioun hei entstanden ass.

Wat an Zukunft awer och nach ganz wichteg ass, dat sinn d'Sensibiliséierungsmoosnamen, déi wäerte gemaach ginn. Souwuel muss mer eis eege Leit nach eng Kéier forméieren op deenen Dispositiounen vun dësem Gesetz, mee och extern Acteure wäerten an Zukunft forméiert ginn. Am Hierscht wäerten do déi éischt Formatiounen ulafen.

Ech sinn der Meenung, dass et en equilibrierte Projet ass an dass mer wierklech wichteg grouss Errungenschaften hei mat erabrénge, mat de Rechter vun de Bierger, Verantwortung an och neien Avantagé fir Bëschbesëtzer, engem bessere Schutz vun eisem Ekosystem an engem bessere Schutz vum Bësch als Klimapartner souwéi der Garantie vun enger nohalteger Bëschbewirtschaftung.

Ech hunn d'Chance, reegelméisseg a Kontakt ze si mat Leit, déi an eise Bëscher schaffen, an déi soe mer all dee selwechte Message: Eis Bëscher brauchen eigentlech eis Hëllef net, fir sech un d'Veännerung vun der Ëmwelt unzepassen. Op hir natierlech Manéier wäerte si dat packen, mee dat dauert e Joerhonnert, méi souguer. An duerno wäerten d'Bëscher warscheinlech net méi esou ausgesinn, wéi mir et gewinnt sinn. Mee wa mir an noer Zukunft, also fir eis Kanner an déi kommend Generatiounen, dem Bësch seng Déngschtleeschunge weiderhi wëllen notzen, da muss mer elo domat ufänken, e besser ze schützen.

Eist Zil ass et also, d'Interesse vu Mënsch an Natur an Aklang ze brénge, well eis Bëscher schützen

heescht, d'Natur an d'Zukunft zu Lëtzebuerg ze schützen. A genau dofir brauche mir dësen Text, a mir brauchen en och elo!

Zum Schluss wollt ech nach eng Kéier Merci soen alle Leit, menge Virgänger virun allem, fir dësen Ursprungstext, an awer och all deene Leit, déi gehollef hunn, den Text ze verbesseren, y compris menger Ekipp, an natierlech och de Leit hei am Raum. Iech alleguer merci fir Är Contributioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, merci och der Madamm Ministesch fir déi Erklärungen, déi se nach op d'Fro vum Gilles Roth ginn huet. Mir hunn dat elo probéiert. Ech traue mer elo mol zou, datt ech weess, wéi ech op Geoportail eppen klicken. Mir hunn dann och deen Extrait gefrot. Et muss een natierlech seng Donnéeën uginn, fir Abusen ze verhënneren. Och dat ass ok.

Éischtens emol: Et ass net live, et schéngt eng Verifikatioun derzwëschentgeschalt ze si vun der Administration du cadastre. Dat heescht, do wär och emol d'Fro, wéi oft, wéi vill Requëten een da ka maachen, éier ee gesot kritt: „Du méchs der elo ze vill!“ Dat ass, mengen ech, och eng grouss Fro, well hei ginn awer Requëte gefrot.

Et kritt een och net déi ganz Adress, mir hunn dat elo getest, et kritt een en Numm an et kritt een eng Postleitzuel an eng Uertschaft. Elo kann ee soen: A verschiddenen Dierfer kënnst ee mat Numm a Postleitzuel och nach op Stroossenniveau erof, an dann hofft een, datt et eng kleng Strooss ass, wann een dann duerch d'Strooss trëppelt, fir déi Boîte ze fannen.

Ech di mech awer schwéier, haut forcement e Proprietär ze erreche just op Basis vun deem, wat am Kadaster u sech um Extrait hannerluecht ass. Also et geet, et kënnst ee sécher un de Proprietär, den Opwand ass awer vläicht e bëssen disproportional zu deem, wat Dir elo virdrun uklänge gelooss hutt.

An déi zweet Fro, an ech mengen, dat huet de Gilles Roth och virdrun gefrot, dat ass: Gëtt dann deen, deem seng Donnéeë consultéiert ginn, gewuer, datt hei ee seng Donnéeë consultéiert huet? Mir haten déi ganz Diskussioun och mam LBR. Ech erënneren drun – dat ass mat ee vun de Grënn, firwat mer nach ëmmer den LBR net erëm opgemaach hu fir méi Leit –, datt deen, deem am LBR steet a wa seng Donnéeë consultéiert ginn, muss gewuer ginn, datt e consultéiert gouf. An hei weess ech awer net, ob de Kadaster dat mécht. A wa jo, a wéi enger Form?

Et ass net Är Verwaltung, Dir kënnst net alles iwwert de Kadaster wëssen. Et wär awer vläicht interessant, wann d'Chamber op déi Froen Äntwerte géif kréien, well hei geet et awer ëm de Kär vun Dateschutzrecht, wat mer hunn. An esou einfach, wéi Dir et duergestallt hutt, muss ech elo aus eegener Erfahrung duerch d'eegent Teste soen, geet et leider net, well et kritt een net déi Donnéeën, fir déi Persoun direkt per Courrier unzeschreiwen, geschweige denn iwwer iergendee moderne Kommunikatiounsoutil. Dat wollt ech awer vläicht der Chamber hei nach mat op de Wee ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert zrëck un d'Madamm Ministesch.

Mme Joëlle Welfring, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci fir dës zousätzlech Elementer. Also et ass esou, dass mir dat effektiv probéiert hunn, grad mat engem Beispill,

dat d'Madamm Hansen bruecht huet. Do hu mer ganz genau erausfonnt, wiem et gehéiert, a mir hätten och do sécher Moyene fonnt, fir déi ze kontaktéieren. Dat war nämlech an dësem Fall eng Kapell, déi tatsächlech och der Ëffentlechkeet gehéiert, wou een och sécher kann erausfannen, wéi een déi kontaktéiert. Ech sinn der Meenung, dass do eng Méiglechkeet ass, fir dat ze fannen.

Wann ech mech richteg erënneren – mee dat sinn och Reegelen, déi hunn ech net erfonnt –, wann een do eng Requëte mécht um Geoportail, dann huet een eng Limitatioun bei enger Requëte vun zéng Ufroen. An dat ass, mengen ech, och dat, wat eng Proportionalitéit soll duerstellen. Wann elo zousätzlech Froe sinn zum Fonctionnement vun deem Geoportail a vum Kadaster, géif ech Iech invitéieren, déi Froen och un déi zoustänneg Uspriechpersounen ze stellen. Dat ass elo wierklech net de Bestanddeel vun dësem Gesetzestext an och wierklech net a mengen Attributiounen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Welfring. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7255. Den Text steet am Document parlementaire 7255¹⁸.

Ech wollt Iech drop hiweisen, datt an den Artikelen 13, 24 a 34 nach 8 „track changes“ hu missen ewechgeholl ginn. Beim Artikel 13, drëtten Paragraph, am Artikel 24, éischten Paragraph Punkte 5 a 6, am Artikel 24, zweeten Paragraph Punkt 1, am Artikel 24, drëtten Paragraph Punkt 7 souwéi am Artikel 34, zweeten Paragraph, bei der Opzielung ënnert dem klengen a) war e Komma nach ënnerstrach, am Artikel 24, éischten Paragraph Punkt 4 war de Punkt 4 nach duergestrich.

Mir stëmme elo iwwert den Text ouni dës „track changes“ of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7255 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Martine Hansen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da muss mer nach iwwert d'Motioun vun der Madamm Martine Hansen befragen. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräifen? Den Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Jo, villmools merci, Här President. D'Motioun, wéi d'Madamm Hansen se deposéiert huet, ass eng Motioun, wou et drëms geet, dass een d'Gesetz, wéi mer dat bei ville Gesetzer hei maachen, no e puer Joer evaluéiert dorop, wéi gutt et ëmsetzbar ass, an d'Fro stellt, ob een da gegebenfalls Nobesserunge mécht. Et ass also eppes, wat d'Chamber bei ville Gesetzer decidéiert. An där Hisiicht hu mir domadder och kee Problem.

Wat mer awer méi schwierig fannen, ass, dass déi Motioun esou en negativen Énnertoun par rapport zu dem Gesetz huet. An dat ass natierlech eng Lektür vun deem Text, dee mer grad hei à l'unanimité des présents gestëmmt hunn, déi mer esou net kënnen akzeptéieren.

Wann ech zum Beispill soen, dass am Kader vun deem legislative Prozess d'Gesetz considerablement verbessert ginn ass, da soen ech, et goufen Ännerunge gemaach, wéi dat üblech ass, mee d'Haaptiddi vun dem Gesetz, wat den Accès ass, wat d'nohaltege Bewirtschaftung vun de Bëscher ugeet, wat zum Beispill d'Gestioun ugeet, an anerer, dat ass ëmmer nach déi selwecht. Dat heescht, jo, mir hunn Upassunge gemaach, mee d'Teneur vum Gesetz ass ëmmer nach déi selwecht.

Mir hunn och grad administrativ Vereinfachunge gemaach, dat heescht, mir hu grad mat deem heite Gesetz d'Saach verbessert an net iergendwéi nach méi reglementéiert.

Ech hu virdru mat der Madamm Hansen driwwer geschwat an hir eng Rei Propositione gemaach, wéi een déi Motioun kéint änneren, notament andeems mer géifen deen Term „considérablement“ eraushuelen, andeems mer géifen an dem drëtten Tiret „également dans la perspective du développement de notre Wood Cluster“ – well dat einfach ee Beispill ass, do hätt een och anerer kënnen nennen – och strächen, respektiv de véierte Considerant och strächen an och bei dem Invite en Deel dovun eraushuelen a vun zwee op dräi Joer goen. Dat hei ass awer e grouss Gesetz, dat wäit geet. Dat heescht, mir mengen, dass den Délai vun dräi Joer méi rasonabel wär an och méi ugepasst wär.

Wann d'CSV déi Modifikatiounen géif akzeptéieren, da kéinte mir déi Motioun och esou matstëmmen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. Da ginn ech direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Hansen, fir ze kucken, ob si mat deene Propositionen d'accord ass.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, d'Haaptsaach ass, et gëtt eng Evaluatioun gemaach an et gëtt am Sënn vun der Nohaltegkeet vum Bësch u sech herno ugepasst. A vu datt et och ugepasst gëtt am Sënn vun der Praktikabilitéit, mengen ech, wäert d'Surreglementatioun, wann der do ass, souwisou fortfalen, soudatt ech kann heimadder averstane sinn.

Ech fannen et e bësse schued, dass mer de Wood Cluster erausträchen, well et awer ee Beräich ass, wou ech denken, dass mer eis kéinte weiderentwéckelen. An de Wood Cluster brauch Holz. Dofir

kann ech jo keng 25 där Clusteren opbauen. Mee wéi gesot, mir kënnen domadder liewen, also maache mer déi Ännerungen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. D'Madamm Cecchetti wëllt nach e Wuert soen.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech wollt soen, dass mir domadder dat och kënnen droen, well fir eis war se och e bëssen negativ. A wann awer déi Ännerungen do gemaach ginn, da kënnen mir se och komplett matstëmmen.

Merci.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– *saluant que le projet de loi 7255 sur les forêts tend à mettre en place un cadre légal général robuste et cohérent pour les forêts ;*

– *saluant que le présent projet de loi a été amélioré depuis son dépôt ;*

– *considérant qu'il est important que le triangle de la durabilité soit en équilibre, en particulier en ce qui concerne les forêts, qu'elles soient privées ou publiques,*

invite le Gouvernement

– *à évaluer et, le cas échéant, à adapter le présent projet de loi trois ans après son entrée en vigueur quant à sa praticité pour garantir ainsi une gestion durable de nos forêts.*

(s.) *Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Octavie Modert, Jean-Paul SchAAF.*

Vote sur la motion 1 modifiée

M. Fernand Etgen, Président | Wie mat dem modifizéierten Text d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dee modifizéierten Text eestëmmeg uegholl.

8. 8143 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Dee leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8143 iwwert d'Aféiere vun engem Fong fir den Ëmweltschutz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, an dat ass nach eng Kéier den honorabelen Här François Benoy.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Madamm Ministesch, ech presentéieren Iech elo de Gesetzesprojet 8143, mat deem mir dem Ëmweltfong säi Champ d'application erweideren a seng Interventioun weider definéieren. Domat stelle mir dat wichtegt Instrument méi effikass op a stäerken den Ëmweltschutz zu Lëtzebuerg.

Fir de villsäitegen Ufuerderungen am Ëmweltberäich gerecht ze ginn, weite mir de Champ d'application vum Fong, wéi gesot, aus, notament ëm d'Finanzéierung vun: neie Ressourcenzentere, Ëmweltprojete ronderëm déi global Nohaltegkeetsziler aus der Agenda 2030, Aktivitéiten a Projete géint de Kaméidi, fir eng sécher an nohaltege Notzung vu cheemesche Produiten, géint atmosphäresch Verschmutzung, fir

eng besser Loftqualitéit. Heirënner falen och Projeten aus dem Beräich vun der Pollution lumineuse zum Beispill. Da Faisabilitéitsetuden, dat heescht Etüden, ob a wéi e Projet kéint realiséiert ginn, déi nämlech dacks relativ deier sinn, an dofir ass déi Etapp ganz wichteg, fir am Virfeld eng Faisabilitéitsetüd ze maachen. Mat dëser Ännerung muss elo net méi de Regierungsrot saiséiert ginn, wann een esou eng Etüd soll maachen, déi vum Fong finanziert gëtt. Da Pilotprojete fir ze kucken, wéi nei Technologie kënnen applizéiert ginn, a Rechercheprojeten, fir eist technesch a wëssenschaftlech Wësse virunzedriewen.

Par contre ginn de Klimawandel, d'Energieeffizienz an d'erneierbar Energien aus dem Gesetz vum Ëmweltfong vum 31. Mee 1999 gestrach, well déi entre-temps iwwert de Klima- an Energiefong gereegelt sinn. Ech weisen dann och nach drop hin, dass et dernieft och nach en drëtten Fong an dem Ëmweltberäich gëtt, nämlech de Waasserfong.

Dann iwwerhuele mer am Gesetz niewent dem Intérêt public och nei d'Utilité publique a kënnen déi Projeten an Zukunft mat bis zu 100 % finanzéieren.

Nei ass, dass e Financement aus dem Ëmweltfong elo och a Fro kéint fir Initiativen a Projeten, déi vun Associatiounen, déi am Ëmweltberäich aktiv sinn, kënnen eragereecht ginn. Dat huet de legale Kader bis elo net hierginn. Donieft kënnen och Gemengen, Syndikater an Établissements publics vun engem Financement aus dem Ëmweltfong profitéieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Ëmweltministesch huet d'Texter zur Modifikatioun vum Ëmweltfong de 27. Januar 2023 deposéiert. Den 13. Juni huet de Staatsrot säin Avis ginn an an zwou formellen Oppositione Prezisiounen weinst juristescher Onsécherheet respektiv der Proportionalitéit gefrot.

An der Sitzung vun der Ëmweltkommissioun vum 21. Juni gouf ech Rapporteur genannt a mir sinn duerch d'Gesetz gaangen an hunn dunn och Amendementer uegholl, déi et dem Staatsrot a sengem zweeten Avis erlaabt hunn, den Text ze approuvéieren.

D'Handelskummer begréisst an hirem Avis déi administrativ Vereinfachungen, déi mat dësem Gesetz kommen, a freet nach méi Ënnerstützung am Ëmweltberäich fir d'Entreprise. An de Syvicol freet sech iwwert déi nei Méiglechkeete fir d'Gemengen, fir e Financement am Ëmweltberäich kënnen ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Hären, mat dësem Gesetzesprojet stelle mir den Ëmweltfong besser fir d'Zukunft op a suergen d'fir, dass en den aktuellen Defien am Ëmweltschutz gerecht gëtt. Mir weite säi Champ d'application aus a méi Acteure kënnen vun der Hëllef profitéieren. Domat stärke mir den Ëmweltschutz an dofir kann ech och mat grousser Freed den Accord vun der grénger Fraktioun ginn.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, well dat heite méiglecherweis déi leschte Kéier ass, wou ech an dëser Legislaturperiod d'Chance hunn, als Président-rapporteur ze schwätzen, wollt ech Iech froen, ob ech nach e puer Wuert zousätzlech kéint soen. Ech wollt nämlech dervu profitéieren, fir Iech alleguer a speziell de Memberen aus der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. Mir huet et op alle Fall vill Freed gemaach. Et war mer eng grouss Éier. Ech hunn ëmmer mäi Bescht gemaach, fir d'Kommissiounen optimal ze organiséieren an d'Saach weiderzebréngen.

Mir hu vill geschafft: An dëser Legislaturperiod hate mer, wann ech mech net verzielt hunn, 155 Sitzungen a

mir hu 64 Gesetzer hei an d'Plenièr bruecht. An do waren e puer ganz wichteger derbäi, zum Beispill d'Klimaschutzgesetz, d'Offallgesetz, d'Atomhaftungsgesetz an haut och d'Bëschgesetz. An am Energieberäich denken ech zum Beispill un d'Prosumergesetz, d'Transferts statistiques – dat ass dee Projet mat Dänemark, et ass nach net esou laang hier –, d'Energieversuerungssécherheet an d'Subside fir Borne fir Entreprises.

Ech wëll dann awer och hei, an ech denken, och am Numm vun der ganzer Kommissioun, dem Rachel Moris, onser Secrétaire administrative, villmools Merci soen, déi ëmmer extrem gewëssenhaft, effikass a gutt fir ons geschafft huet.

Merci och menger Mataarbechterin aus der grénger Fraktioun, dem Sarah Jacobs, wat mech déi lescht fënnf Joer mat grousser Asaz op dësem Dossier begleet huet, an och dem Liz Reitz, wat eis déi lescht Joren am Volet Energie ënnerstëtzt huet. Villmools merci!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur François Benoy.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf ageschriwwen.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Jo, voilà, ech wëll op dëser Plaz am Numm vun der CSV-Fraktioun awer och dem Président-rapporteur Merci soe fir zwou Saachen, eng Kéier fir de Rapport vun haut, dee schrëftleche wéi dee mëndlechen, dee ganz komplett war, dofir maachen ech dat och hei kuerz, an awer och fir déi – wéi soll ech et soen? – Aart a Weis vun der Kommissioun an där Zäit, wou ech derbäi war. Dat waren elo net déi fënnf Joer, mee awer an där Zäit, wou ech derbäi war, wou ech d'Chance hat, derbäi ze sinn, hunn ech awer fonnt, dass hien ëmmer ganz zilorientéiert war an dass en ëmmer probéiert huet, jidderengem d'Wuert ze ginn, och wann en heiansdo probéiert huet, och séier weiderzkommen.

(Hilarité)

Wat jo och vläicht d'Aufgab ass vum President. Wirklech och e Merci vun eiser Säit dofir.

De Gesetzesprojet vun haut, deen ass jo noutwendeg, well no 24 Joer Existenz vum Ëmweltfong ass et awer wichteg, dass esou e Fong sech adaptéiert un d'Evolutioun. An e puer Grënn dofir si jo och schon ugefouert ginn. Ee vun deenen ass jo zum Beispill, dass och aner Fongen entstane sinn, e Waasserfong, e Klima- an Energiefong, wou et kloer muss sinn, wem seng Responsabilitéit wou läit a wou ech mech eigentlech als Demandeur soll hiwenden. Dat ass hei méi kloer gemaach ginn. Et kommen eeben nei Objektiv derbäi an domadder nei Méiglechkeeten, nei Aufgaben, also och méi Méiglechkeete fir den Einzelnen, dass e säi Projet kann erabréngen an eng Subventioun kréien.

Gutt fanne mer och, dass et fir eenzel ganz spezifesch Projeten och bis zu 100 % Subsid ka ginn, well do kënnen jo awer grav Situatiounen Entstoen, wou ee wirklech eng Sanéierung oder soss en Invest muss maachen, deen eventuell soss net géif gemaach ginn, wann dat doten net géif goen, soudass ech dat och ganz gutt fannen.

An da virun allem awer – an dann halen ech och op domadder – ass eng Iwwerleeung, mengen ech, déi, dass duerch d'Erweiderung vun deenen, déi hei drënnerfalen, vun de Beneficiairen, de potenzielle Beneficiairë vum Ëmweltfong, mer jo eigentlech dohinner kommen, dass een domadder nach eng Kéier ënnersträicht, dass den Ëmweltschutz grad wéi de

Klimaschutz eigentlech eng gesamtgesellschaftlech Aufgab ass, wou jiddereren, dee sech doranner engagéiert, och soll doranner ënnerstëtzt ginn.

Ech mengen, et ass hei weesentlech, dass Gemengen, Syndikater, Établissements publics, mee awer och ASBLen hei drënnerfalen an och kënnen encouragéiert ginn op dës Manéier, hire Beitrag ze leeschten. Dat ass, mengen ech, eppes, wat ganz wichteg ass. Dat sollte mer eigentlech och ëmmer erëm dobausse soen, dass et eis Aufgab ass, vu jidderengem. Mir kënnen net ëmmer just soen: „D'Ëmweltministesch mécht dat“, a mir maachen näscht. Esou kënt ee jo hei an dësem Gremium och net weider.

Duerfir den Accord vun eis. A wa mer elo um Schluss wieren a mir hätten elo en Tablo gehat oder et wier e Concours gewiescht, dann hätt een elo hei d'Konklusioun gezunn: mat Félicitations du jury! Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Schaaf. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Et ass wichteg, dass mer Fongen hunn, well Fongen erlabe jo u sech, méi spezifesch Projete méi onkomplizéiert ze finanzéieren. Deen heite gouf jo viru 24 Joer gegrennt, du war d'Welt nach eng aner. Dunn hu mer och schon iwwer Ëmweltschutz geschwat, mir hunn dat awer aus engem anere Bléckwénkel gekuckt. A wa mer haut Ëmweltschutz soen, dann denke mer natierlech an éischer Linn un d'Klimakris, mir denken un déi relativ schlecht Qualitéit vun eise Gewässer, mir denken un de schlechten Zoustand vun eise Bëscher. Mir hunn dat jo elo nach viru kuerzem hei nach eng Kéier dokumentéiert. Mee et gesäit een awer gutt, dass sech do eng ganz aner Evolutioun elo entwéckelt huet, an dass mer haut deem Fong aner Attributiounen ginn, ass u sech och richtig.

Et spigelt also zrëck, dass den Ëmweltschutz vill méi komplex ginn ass, dass vill aner Domäne sech entwéckelt hunn. An déi nei Attributiounen sinn och deem Sënn ze begrëssen. Et kënt zum Beispill de Kaméidi derbäi. Mir haten och do elo virun e puer Deeg eng Diskussioun hei, wou mer onschwéier konnte feststellen, dass de Kaméidi e ganz grouss Problem an eiser Gesellschaft ass. Kaméidi ass besonnesch och hei zu Lëtzebuerg e ganz groust Thema, wou mer nach ganz vill muss maachen.

Mir hunn awer och hei mat deem Fong elo déi cheemesch Produkter méi an de Fokus gesat, well och dat ass e ganz schwierege Problem. E Beispill: d'Anootme vu géftege Gasen. Mir wëssen, all eis deeglech Akten, déi mer maachen, sinn oft verbonne mat cheemesche Produkter, wou d'Konsequenzen net ëmmer ofzegesinn. Dowéinst ass et och gutt, dass dee Fong sech méi dorobber konzentréiert. Da geet et och ëm d'Loftqualität. Och d'Loftqualität ass näscht Neits. Déi leit op ganz ville Plazen.

Virun allem wëll ech awer nach eppes hei ënnersträichen, dat ass eeben elo d'Eligibilitéit. Virun allem kommen elo emol d'Gemengen derbäi, d'Gemengen, dann d'Gemengesyndikater. Et ass héich Zäit ginn! Wann et ee wichtegen Akteur gëtt um Niveau vum Ëmwelt- an Naturschutz, da sinn et d'Gemengen. Mir kënnen hei esou vill Theorie schreiwen a schwätzen, wéi mer wëllen, wa mer der net um Terrain hunn, déi et ëmsetzen, an dat sinn an éischer Linn d'Gemengen, da fonctionéiert dat och net. Dowéinst fannen ech dat op alle Fall, jo, et kann ee soen, scho bal ze spéit, dass mer dat elo hei mat eranhuelen, well nach wie vor ouni d'Gemengen op deem Niveau mat Sécherheet näscht fonctionéiert!

Voilà. Ech wëll nach just drop hiweisen, dass déi Diskussiounen ëm d'Ëmännerung vum Ëmweltfong och

keng nei sinn. Mir fällt zum Beispill an, dass am Joer 2002, dat war am Mee, nee, 2000 am Mee, do hat den DP-Deputéierten Emile Calmes, deen nach Einzelner heibanne jo gutt kennen, deemools schon eng interessant Motioun virgeluecht, dass zum Beispill d'Produkter vun der Tax um Elektresche sollen equivalent och an e Fong gestach ginn zu deenen Taxen, also zu deene Produkter, déi an d'Assurance dépendance komm sinn. Also do gesäit een, dass awer och schon déizäit sech Gedanke gemaach gi sinn, wéi mer dee Fong nach besser alimentéiere kënnen – dat als just e klengen Detail hei dertëscht.

Ofschléissend merci fir déi Rapporten, déi den Här Benoy gemaach huet. Och merci fir déi Aarbecht, déi an deene leschte fënnf Joer gemaach ginn ass. Definitiv, dat hei war eng Kommissioun, déi ganz äerdeg geschafft huet. Dat éiert eis och op eng Manéier. Mee leider muss ee soen, dass och déi nächst Kommissioun nach ganz, ganz vill Aarbecht wäert viru sech hunn.

Ech soen Iech Merci a bréngen natierlech d'Zoustëmmung vun der DP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Bon, wat elo de Gesetzesprojet ugeet, dee soll jo derfir suergen, dass den Naturschutzfong méi effikass ka genotzt ginn, mam Haaptzil, eis Natur an domat och wichteg Liewensraim ze erhalen. D'LSAP steet natierlech voll a ganz do derhannert. An heimat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

A wann et de Moment ass vun de Mercien, da geet natierlech e grouse Merci un de President vun der Kommissioun fir eng exzellente Présidence, an och natierlech e grouse Merci un d'Madamm Moris. Ech géif dann awer och drun uschlëssen e grouse Merci un den Attaché vun eiser Fraktioun, de Georges Sold.

An ech vergiessen awer och net eis Ëmweltministesche fir hir Presenz och iwwert déi lescht Joren, déi an de Kommissiounen ëmmer an ëmmer erëm do waren an déi eigentlech ëmmer déi richtig Äntwerten op eis Froen haten. Et muss ee jo wëssen, d'Ëmweltthematik ass e ganz liewege Sujet, mat deem jiddereren am Alldag eppes ufänke kann. An dofir ass et wichteg, fir kloer, daitlech an einfach doriwier ze schwätzen. Dat war méiglech, an dofir e grouse Merci vun eis.

A wéi gesot, wat de Gesetzesprojet vun haut ugeet, widerhuelen ech, dass mir den Accord ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech géif dann och jidderengem e grouse Merci soen an ech ginn den Accord vun der ADR. Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Fir den Ëmweltschutz ass et wichteg, dass mer déi néideg Mëttelen hunn, an dat heiten ass dofir e gudder Projet, grad well en och kommunal elo wäert nei Dieren opmaachen.

Merci dem François Benoy fir dee gudder schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et waren heiansdo och méi turbulent fënnf Joer. Ech mengen, mir louchen

eis heiansdo och e bësse bei eenzelne Projeten an den Hoer, wou et dann e bësse méi turbulent war an heiansdo e bësse méi haart hiergaangen ass. Mee dat ass eeben och d'Roll e bëssen tëscht dem President an der Oppositioun. Ech hat och heiansdo net genuch Gedold, well verschidden Ëmweltprojeten net schnell genuch virugaange sinn, esou wéi ee sech dat virgestallt hätt. An duerfir awer e grouse Merci fir Är Gedold mat de Kommissiounsmemberen, well ech ka mer virstellen, dass et als President net ëmmer einfach war.

An et ass richteg gesot ginn: Déi nächst Jore sinn entscheedend, do wäert nach ganz vill mussen nogeholl ginn! Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools merci. Just ganz kuerz, well et ass scho villes hei gesot ginn. Den Ëmweltschutzfond mécht mat dësem Gesetzesvorschlag e Sprong an dat 21. Joerhonnert. Wann e virdrun haauptsächlech thematesch fokaliséiert war op de Beräich Offall oder Naturschutz, erweidert en d'Thematik elo op Theemen, déi elo wierklech méi wichteg gi sinn, wéi zum Beispill d'cheemesch Substanzen, mee awer och transvers Theeme wéi zum Beispill d'Nohaltegkeet, déi sech duerch ganz vill Theemen derduerschlängelt an déi heimadder och kann adresséiert gi mat konkrete Projeten, déi heiriwwer kënnen ënnerstëtzt ginn.

D'Loftqualitéit ass erwäant ginn, d'Liichtverschmutzung, de Kaméidi. Wat mir awer och um Häerz läit, ass, dass mer iwwert dat heite Gesetz innovativ Technologien an och Fuerschungsprojete kënnen

matfinanzéieren. Dat ass och ganz wichteg, well dat heiten eis och eng Grundlag gëtt, fir innovativen Ëmweltschutz kënnen matzefinanzéieren.

An och ganz wichteg, et ass schonn ugeschwat ginn: An der Vergaangenheet waren et haauptsächlech Gemengen a Gemengesyndikater, déi eligibel waren, oder ëffentlech Verwaltungen. Elo gouf dat erweidert iwwert de Wee, dass ASBLEN, awer och Établissements publics, aner Établissements publics, zum Beispill Fuerschungszentren, och elo hei kënnen eligibel gi fir qualitativ héichwärtig Projeten. An dofir fannen ech dat heiten e ganz wichtige Projet.

Dat wëssend, wéll ech nach soen, dass iwwert dëse Fong an de leschte Joren – säit 2018 – schonn 165 Milliounen an eng ganz Panoplie vu Projeten investéiert goufen. A Stand haut sinn nach 700 verschidden Engagementer vu Projeten, déi elo amgaang sinn unzefafen, déi an den nächste Méint wäerten ulafen. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8143. Den Text steet am Document parlementaire 8143⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8143 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8143 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par

Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer prezis erëm zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.14 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Rémunération des remplaçants journaliers	7700	Francine Closener	85	Convention pluriannuelle avec Nordlicht TV	7973	Martine Hansen	89
Phénomène du « landgrabbing »	7730	André Bauler, Gusty Graas	86	Conclusions de l'étude « Crypto-Asset Management Survey »	7974	Laurent Mosar	90
« Franchising »	7741	Mars Di Bartolomeo, Tess Burton	86	Ligne ferroviaire entre Ettelbruck et Troisvierges	7975	André Bauler	90
Fouilles archéologiques effectuées par des personnes privées	7808	André Bauler	86	Transport d'animaux vivants	7976	Jeff Engelen	90
Rues cyclables	7852	Elisabeth Margue	87	Nouvelle pharmacie pour les communes de Äerenzdall, Bettendorf, Reisdorf et Tandel	7977	André Bauler	91
Détention d'un journaliste espagnol en Pologne	7894	Fernand Kartheiser	87	Rendez-vous non honorés en imagerie médicale	7978	Marc Hansen, Josée Lorsché	92
Mise en place d'un office national d'aide et de soutien pour abus sexuel	7937	Nancy Arendt épouse Kemp	88	Régime et indemnités des employés de l'État	7979	Octavie Modert, Diane Adehm	92
Antisémitisme au Luxembourg	7969	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	88	Carrières dans la Police grand-ducale	7980	Dan Biancalana	92
Promotion du site « Mamerleeën »	7970	Fernand Kartheiser	88	Changement d'administration des policiers	7981	Dan Biancalana	92
Pénurie de médicaments	7972	Carole Hartmann, Gilles Baum	89	Promotion des élèves surdoués	7982	Fred Keup	93
				Retard de l'ambulance lors d'un accident à Diekirch	7983	Martine Hansen, Nancy Arendt épouse Kemp	93

Plan d'aménagement général de la commune de Wiltz	7984	Jeff Engelen	94	Projet « Asino »	7993	Martine Hansen	96
Procédure de déclaration du médecin traitant	7985	Marc Hansen	94	Permis de conduire B100	7994	Marc Goergen	96
Directives anti-corruption	7986	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	94	Avenir de l'Institut Max Planck Luxembourg	7995	Fred Keup	97
Étude de l'ILReS sur l'avenir de l'agriculture	7987	Martine Hansen	95	Décrochage scolaire	7996	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener	97
Urgences néonatales	7988	Georges Mischo	95	Arrestation de nombreux membres de réseaux mafieux	7997	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	98
Changement de nomenclature des actes de neurochirurgie	7989	Gilles Baum, Gusty Graas	95	Renouvellement de la N18 à Clervaux	7998	André Bauler	98
Inscription d'un groupe militaire privé russe sur la liste des organisations terroristes	7990	Gusty Graas	96	Commission d'enquête sur les cultes au Luxembourg	7999	Nathalie Oberweis	99
Camions 44 tonnes	7992	Jeff Engelen	96	Nouvelle campagne dans l'intérêt de la sécurité des cyclistes	8001	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	99

Rémunération des remplaçants journaliers | Question **7700** (02/03/2023) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Mam neie Steierjoer 2023 hu vill Leit, déi um Educationsministère als „remplaçant journalier“ agestallt sinn, misse feststellen, datt hir Salairë vu Januar, Februar a März mat engem däitlech méi héijen Taux (33 %) besteiert goufen, ewéi dat bis ewell op hire Salairen üblich war. D'Erklärung vun der CGPO ass déi, dass d'Administration des contributions directes hir Steuerkaarte vun 2023 nach net à jour gesat huet a betraffe Persounen an engem Joer, am Décompte annuel 2023, déi Sue kënnen zeréckfroen. Dobäi si vill Leit, déi als Remplaçant agestallt ginn, genauou op hire Salaire mensuel ugewise wéi en Employé oder e Fonctionnaire beim Staat.

Dës Problematik ass och dorop zeréckzeféieren, datt den Educationsministère déi prestéiert Stonne vun de Remplaçanten eréischt no zwee bis sechs Méint ausbezilt. Et kënn och derbäi, dass de Status vun der Sozialversécherung vun dese Leit net automatesch op de leschte Stand virum Remplacement zeréckklasséiert gëtt. Esou si si beispillsweis net automatesch vun enger Coassurance couvriert, och wann dat virduer de Fall war. Si befanne sech domat temporär ouni Versécherung, bis si hir Sozialversécherung à jour gesat hunn. Dat féiert dozou, datt si zum Beispill net sur place an enger Apdikt vum Tiers payant profitéieren an eréischt nodréiglech e Remboursement ufroe kënnen.

An dësem Zesummenhang stellen ech gär follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, d'Madam Finanzministesch an de Minister fir sozial Sécherheet:

1. Wéi kënn et zu de laangen Delaie beim Ausbeuele vu prestéierte Stonne vu Remplaçants journaliers?
2. Wéi erkläert d'Madam Finanzministesch, datt Remplaçants journaliers bis zum Ament vun Decompte steierlech benodeelegt ginn am Verglach zu anere Persounen, déi fir d'Fonction publique schaffen?
3. Gëtt aktuell envisagéiert, de System vun der Remuneration vun de Remplaçants journaliers ze verbessern? Wéi stinn d'Ministeren dozou, de Remplaçants journaliers e Statut ze ginn, deen hinnen erlaabt, vu just 15 % Retenue à la source bei hirem Salair ze profitéieren, esou wéi dat fir Travailleurs occasionnels de Fall ass?
4. Wéi stinn d'Ministeren dozou, an dësem Joer, wou eis Gesellschaft mat enger héijer Inflation confrontéiert ass, e Mechanismus en place ze setzen, fir datt d'Remplaçanten – ënnert deene vill Studente sinn – d'Suen, déi hinnen duerch den héijen Taux vun 33 % ofgehalte goufen, éischer zeréckkréie kënnen?

5. Gesäit den Här Minister fir sozial Sécherheet eng Méiglechkeet, d'Situation vun der sozialer Versécherung vun dese Leit anescht ze organiséieren an ze verbesseren?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique

ad 1. D'Ausbeuele vun de Schoulstonnen, déi am Kontext vun engem Kuerzzeitremplacement prestéiert goufen, ass un d'Elaboratioun an d'Validatioun vun enger Deklaratioun gebonnen. Dese Prozess ass an ënnerschiddlech Etappe geglidert, an deenen an enger éischer Phas de Remplaçant an den Enseignant, deen ersat gëtt, d'Schoulstonnen, déi remplacéiert goufen, deklaréieren. An enger zweeter Phas ginn des Stonnen esouwuel vum Schoulpresident wéi och vun der Regionaldirektioun validéiert, iert se un de Service Ressources humaines vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) weidergeleet ginn.

Fir d'Rentrée 2020/2021 goufen des béid Phasen integral digitaliséiert, wat zu enger weesentlecher Verbesserung vun der Transparenz vun den Ofleef bäigedroen huet.

Aus den Analyse vun de Remplacementen, déi am Schouljoer 2021/2022 prestéiert a validéiert goufen, geet ervir, datt et am Duerchschnitt 38 Deeg, deemno ongeféier 27 Schaffdeeg, gedauert huet, bis d'Deklaratioun vun all den implizéierten Acteure validéiert gouf. Et fält bei der Analys op, datt de Remplaçant, den Enseignant, deen ersat gouf, an de Schoulpresident allen dräi am Schnitt ëm déi 20 Deeg brauchen, fir d'Deklaratioun ze validéieren. D'Regionaldirektiounen erfëlle mat duerchschnittlechen aacht Deeg hire Part weesentlech méi séier wéi déi aner Acteuren.

Fir de Retard bei de Saisien ze minimiséieren, ginn notament d'Remplaçant wéi och d'Léierpersonal, dat ersat gouf, a regelméissegen Ofstänn vum zoustännege Service aus dem MENJE opgefuerdert, feelend Saisien ze maachen. An engem éischer Schrëtt ginn déi concernéiert Agenten telefonesch kontaktéiert, fir datt si direkt eventuell Froe kënnen vum Questionnaire beäntwert kréien. An engem zweete Schrëtt ginn zousätzlech E-Mailen un déi concernéiert Agente geschéckt, mat der Opfuerderung, d'Donnéen vu spezifesch Remplacementen ze ergänzen.

Aus deser Analys geet weider ervir, datt vun de Remplacementen vun enger Zäitdauer bis zu enger Woch grad mol 30 % op Deklaratioun bezuelt goufen, während 70 % entweeder vu Membere vun der Réserve de suppléants oder vun Agente mat engem Aarbechtskontrakt iwwer dräi Méint assuréiert goufen. Dës

ënnersträicht d'Efforte vum MENJE, d'Interventioun vun temporair Remplaçanten op ee Minimum ze reduzéieren, wat niengt enger mensuellem Indemnisation vum Groussdeel vun den Agenten och um Niveau vun der Kontinuitéit vun der Prise en charge vun de Schüler weesentlech Virdeeler huet, vu datt déi eenzel Schoulen haaptsächlech op Remplaçanten zeréckgräifen, déi sech an de Schoulalldag kënnen aglidderen an deemno d'Besoine vun de concernéierte Schoulpopulatiounen genee kennen.

An enger drëtter Phas préift de Service Ressources humaines eenzeg d'Vollständigkeet vum Personaldossier vum Remplaçant a reecht d'Stonnen duerno un de Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) weider respektiv kontaktéiert d'Agenten, fir datt des feelend Piécken nogereecht ginn.

Onofhängeg vum Zäitpunkt vum Transfert vun de vollstännege Personaldossieren an de validéierten Deklaratiounen vum Service Ressources humaines vum MENJE un de CGPO ass eenzeg ee Paiement pro Mount virgesinn. Soubal de kompletten Dossier beim CGPO ukomm ass, ginn d'Dossieren an der Moyenne an engem Delai vu 4,6 Deeg traitéiert. Dës beinhalt och d'Validatioun vum Contrôle financier.

Enn des Joers kommunizéiert de CGPO deene verschiddene Verwaltungen d'Delaien, wéini d'Dossiere mussen receptionnéiert sinn, fir datt de Paiement Enn des Mounts ka gemaach ginn. Sollt en Dossier no dësem Delai beim CGPO erakommen, gëtt e mam Zyklus vun der Pai vum Mount duerno ausbezuel. Sollt deemno en Dossier nom Datum vun der Clôture erakommen, léisst sech de Paiement eréischt fir d'Enn vum Mount drop realiséieren an esou riskéiert et, jee no Zäitpunkt vun der Validatioun, maximal 6 Wochen ze daueren, iert de Remplaçant fir seng Prestatioun indemniséiert gëtt. An deem Kontext kann en och nach ernimmen, datt wann den Dossier komplett ass an et néideg ass, eng Avance kann ausbezuel ginn, déi kuerzfristeg iwwerwise gëtt an duerno mam Ausbeuele vun der Pai regulariséiert gëtt.

De Prozess vum Ausbeuele vun de Schoulstonnen, déi am Kader vu Kuerzzeitremplacementen assuréiert ginn, gëtt regelméisseg evaluéiert a ugepasst. No der Aféierung vun der digitaler Deklaratioun gëtt aktuell dru geschafft, fir de Volet vun der Signature vum Kontrakt duerch de Remplaçant ze digitaliséieren, fir esou notament d'Validatioun duerch de Schoulpresident ze vereinfachen, vu datt spezifesch Donnéeën, wat de Kontrakt betrëfft, net méi musse manuell saiséiert ginn. Et ass ze erwaarden, datt och iwwert de Wee den Delai vun der Validatioun an domat och vum Ausbeuele verkierzt ka ginn.

ad 2. bis 4. D'Ausstelle vun enger Steuerkaart geschitt spéitstens 15 Schaffdeeg no der Affiliatioun a baséiert

sech op d'Informatiounen, déi de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) der Steierverwaltung matdeelt. Dës Prozedur setzt viraus, datt de Salarié zum Zäitpunkt vu senger Astellung duerch den Employeur beim CCSS affiliéiert gouf.

Wann dem Employeur zum Moment vum Ausbezuale keng gültig Lounsteierkaart zur Verfügung steet, ass eng Lounsteier vun op d'mannst 33 % op der Remuneration vum Salarié, also och op där vum Remplaçant journalier, duerch den Employeur anzubehalen.

Soubal de CGPO de kompletten Dossier huet, gëtt dës saiséiert an eemol pro Woch (all Méinden) informatesch un de CCSS iwwermëttelt.

Et ass per groussherzoglecht Reglement virgessinn, datt den Employeur déi, ënner Ëmstänn, ze héich ofgehale Lounsteier réckwierkend dem Salarié rembourséieren däerf. Heizou schreift d'Reglement vir, datt dem Employeur eng Lounsteierkaart virleie muss, déi den Zäitpunkt vum virdu genannten Ausbezuelen ofdeckt. De Remboursement däerf awer nëmme am selwechte Steierjoer stattfannen.

Sollten déi bis lo genannte Konditiounen net age-truede sinn oder den Employeur net gewëllt sinn, fir déi eventuell ze vill ofgehale Lounsteier ze rembourséieren, da kann de Salarié, deen net an d'Critère vun der Imposition par voie d'assiette fällt, eng Regularisation vum der Lounsteier unhand vum Décompte annuel nom Oflaf vum betraffene Steierjoer bei der Steierverwaltung ufroen.

ad 5. De Code vun der sozialer Sécherheet gesäit allgemeng vir, fir all Persoun, déi agestellt ass, datt wann d'Aarbechtsrelatioun op en Enn geet, d'Persoun ofgemellt muss ginn. Dee Moment kritt déi betraffe Persoun en Austrëttszertifikat vum CCSS geschéckt. Den Datum vum Envoi vun dësen Dokumenter hänkt awer dovunner of, wéini d'Persoun vum Employeur ugemellt respektiv ofgemellt gouf.

Jee nodeem, an ewéi enger Situatioun d'Persoun ass, ka si ufroen, fir iwwer eng Coassurance verséichert ze ginn, oder si ka sech fräiwëlleg weider versécheren. Beim Courrier vum CCSS läit e Begleitschreiwes dobäi, an deem d'Persoun dorop higewise gëtt. Wann d'Persoun sech innerhalb vun den dräi Méint no der Desaffiliatioun fräiwëlleg verséichert, leeft d'Versécherung weider (Assurance volontaire continuée).

Allerdéngs gesäit den Artikel 18 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet vir, datt no enger obligatorescher Affiliationsperiod d'Persoun d'Gesondheitsleeschtunge vun der Krankenversicherung während enger Zäit nach zegutt huet. D'Statute vun der CNS gesinn an dësem Fall dräi Méint vir, wat och e Lien mat der Weiderversécherung duerstellt. Esouguer wann d'Persoun net méi krankverséichert wär, ka si nach während enger bestëmmter Period d'Gesondheitsleeschtungen an Usproch huelen.

Vu datt dës Dispositiounen fir all Persoun gëllen an déi vun der honorabeler Deputéierter mentionéiert Problematik net op Dispositiounen vum Code vun der sozialer Sécherheet zeréckzeféiere sinn, ass et net envisagéiert, de Code vun der sozialer Sécherheet op deem Punkt ze änneren.

Et ginn awer no a no ëmmer méi Demarché respektiv Informatiounen op de Portail MyGuichet.lu gesat. Dës Demarchen oder d'Consultatioun vum Status vun der Affiliatioun sollen och iwwer dës Portail accessibel gi respektiv sinn et deelweis schon.

Phénomène du « landgrabbing » | Question 7730 (08/03/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

De Phänomeen vum Landgrabbing ass wäit verbreet an der Europäescher Unioun. An Däitschland ass dofir d'Politick sou zum Beispill amgang ze iwwerleeën, ob een de Baueren net soll e Virkafsrecht zougestoen, fir sech eenegermoosse géint dës Problematik ze wieren. Och hei zu Lëtzebuerg stinn d'Baueren a Konkurrenz mat Investisseuren, déi Land aus ënnerschiddlechen Ursaachen opkafen.

Aus deem Grond wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Huet den Här Minister d'Thematik vum Landgrabbing hei zu Lëtzebuerg scho studéiere gelooss? Wéi vill Akerland, dat net am PAG läit, ass zanter 2015 vun Investisseuren opkaaft ginn?

2. Wéi vill Felder, Broochland a Wisen hunn an de leschte Joren eng aner Destinatioun kritt wéi déi klassesch landwirtschaftlech?

3. Gëtt et Iwwerleeungen an der Regierung, déi de Problem vum Landgrabbing wëllen hëllefen ofzebremse?

Réponse (11/04/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1. Et sinn hei zu Lëtzebuerg keng weiderféierend Studien zu dëser Thematik gemaach ginn. Och leie keng Donnéeën vir bezüglech d'Akerland, dat net am PAG läit, an zanter 2015 vun Investisseuren opkaaft ginn ass.

ad 2. Bei de folgenden Zuele baséiere mir eis op d'„LIS-L Landuse“-Donnéeën. LIS-L Landuse ass eng geographesch Datebank mat vergläichbaren Donnéeën zur Landnutzung fir d'Joren 2007, 2015 an 2018. Op Basis vun deenen Donnéeën kënnen mir de Landverbrauch berechnen an erausfannen, wéi vill landwirtschaftlech an aner natierlech Flächen eng aner Notzung kritt hunn, d. h. an technesche Wierder „artificialiséiert“ gi sinn.

Deen Tableau hei gëtt ee globalen Iwwerbléck zu den Ännerungen vun den eenzelen Typen vu Flächen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wéi aus dëser Tabell erauszeliesen ass, verleeft de Landverbrauch (ronn 170 ha pro Joer an der Moyenne) zu 90 % zulaaschte vun de landwirtschaftleche Flächen. Esou goufen tëscht 2007 an 2018 am Schnëtt all Joer 153 ha an am Total 1.683 ha der Landwirtschaft fir aner Nutzungen, notament fir d'Bebauung, entzunn.

An deem Kontext ass och ervirzehiewen, dass am selwechten Zäitraum (2007–2018) d'landwirtschaftlech Baute mat ronn 270 ha zu der Artificialiséierung vum Buedem bäigedroen hunn.

Wann een d'Analysen nach weider verdéift, da gesäit een, dass virun allem Grasland der landwirtschaftlecher Notzung entzu gouf.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Am Kader vum neie Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) vun der Landesplanung, deen aktuell an der Prozedur ass an nach virum Summer vun der Regierung soll ugeholl ginn, sinn 3 grouss Ziler festgehalen, wouvun notament d'„Reduktioun vum Buedemverbrauch“, mee och d'„Konzentrière vun der Entwécklung op deene Plazen, wou et am meeschte Sënn mécht“, direkt ervirzehiewe sinn. Dës Ziler droen direkt zu enger Reduktioun vun der Artificialiséierung vum Buedem an duerfir zum Ofbremse vum „Landgrabbing“ bäi.

Iwwer de Wee vun enger Reduktioun vum Buedemverbrauch kënnen mir eis natierlech Ressourcë bewosst an nohalteg schouwen, an och landwirtschaftlech Biedem, déi jo fir eis Ernierung vun héijer Wichtigkeet sinn, schützen. D'Konzentriatioun vun der Entwécklung op deene Plazen, wou et Sënn mécht, verhënnert eng Zersiiddung vum ländleche Raum, dee soumat fir déi landwirtschaftlech Produktioun, d'Biodiversitéit an och d'Noerhuelung erhale bleift.

De PDAT gouf an engem groussen interministeriellen Aarbechtsgrupp ausgeschafft, an deem ënner anere Verrieder vum Landwirtschaftsministère a vum Umweltministère mat der Landesplanung zesumme geschafft hunn, fir Objektiv a Strategien ze entwéckelen, déi eng nohalteg Notzung vun eise Ressourcen – dorënner virun allem de Buedem an d'Waasser – erméiglechen.

« Franchising » | Question 7741 (10/03/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Tess Burton** (LSAP)

Les 128 succursales d'une chaîne intégrée de supermarchés belges ont quasi toutes fermé pendant une journée d'action organisée par le personnel concerné ce mardi. Ceci après l'annonce de la direction du groupe de confier la gestion des diverses filiales moyennant forfaits d'affiliation, loyer et autres paiements à des indépendants sous forme d'une franchise. En effet, le personnel du groupe craint que ce changement ne mène à des conditions moins avantageuses pour les travailleurs, des temps de travail élargis et plus flexibles et des salaires réduits. Cette chaîne de supermarchés est aussi solidement implantée dans notre pays.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les filiales luxembourgeoises dudit groupe ne sont concernées par ce franchising ?

– Monsieur le Ministre a-t-il des informations sur d'autres groupes commerciaux qui envisagent la voie des franchises ? S'agit-il d'une nouvelle tendance ou d'un cas isolé ?

Réponse (16/03/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes

À ce stade, la direction générale des classes moyennes ne dispose pas d'indications que des filiales luxembourgeoises du groupe en question soient concernées par ce franchising. De même, la direction générale des classes moyennes ne dispose pas d'informations supplémentaires relatives à d'autres groupes commerciaux.

Fouilles archéologiques effectuées par des personnes privées | Question 7808 (21/03/2023) de **M. André Bauler** (DP)

D'Gesetz vum 25. Februar 2022 iwwer de kulturelle Patrimoine hält an der Sektioon 3 fest, dass fir jidder Aart vun archeologesche Recherchen, déi e Lëtzeburger Patrimoine kéinten un d'Dageslicht bréngen, eng Autorisation vum Kulturministère néideg ass. Deemno ass, nom Artikel 12, och den Asaz vu Metalldetekteren an änlechen Ekipementer nëmme ënner gewëssene Konditiounen, wéi beispillsweis dem Suivi vum enger Formatiou beim „Institut national de recherches archéologiques“, erlaabt.

Och hei zu Lëtzebuerg gëtt et Leit, déi d'Sich no vergewene Stécker als Hobby ausféieren. Och aus dem Ausland kommen ëmmer erëm Noriichten, dass joerzengten- a joerhonnertenal Stécker vun Amateure

fonnt gi sinn. Besonnesch Angscht mécht den Autoritéiten an dëse Fäll, dass ëmmer méi Stécker mëttlerweil illegal iwwert den Internet verkaaft ginn. Et fäert een e Verloscht vum nationalen historesche Patrimoine a vu wichtege Erkenntnisser am Hibleck op déi national Geschicht.

An deem Kader wollt ech der Madamm Kulturministersch follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Lizenze goufen iwwert déi lescht 10 Joer un Amateurfuerscher ausgedeelt?
2. Wéi vill Stécker sinn iwwer déi lescht 10 Joer bei de responsablen Autoritéiten oder Muséeën erageerecht ginn?
3. Ass et an deene leschten 10 Joer zu Amendé komm, well Privatleit d'Gesetz net berécksiichtegt hunn?
4. Dierfe Persounen mat Lizenz déi Objeten, déi si fannen, a verschiddene Fäll halen? Falls nee, gi si fir hir Decouverte entschiedegt an a wat fir enger Form?
5. Ass den illegale Marché um Internet am Hibleck op dëse spezielle Sujet eppes, dat vun der Police suivéiert a reegelméisseg kontrolléiert gëtt?

Réponse (04/05/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Virop sief ze präzisieren, dass de Gebrauch vu Metalldetekteren duerch Privatpersounen, sou wéi en am Artikel 12 vum neien Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 virgesinn ass, net als Zil huet, d'Juegd op archeologesch Artefakten a Schätz an der Fräizäit ze legaliséieren. Dës Metalldetekterprospektionen sinn e Bestanddeel vun der wëssenschaftlecher Fuerschung a verlaangen eng wëssenschaftleche Virgoensweis. Se sinn e Bestanddeel vun der globaler archeologescher Fuerschung an droe besonnesch dozou bäi, den Inventaire vum archeologesche Patrimoine a senger Kartografie opzestellen.

Virum Akraafttriede vum neien Denkmalschutzgesetz goufen d'Autorisatiounen fir Amateuren (Privatleit), déi mam Metalldetekter no ale Saachen am Buedem sichen, op Basis vum Ausgruewungsgesetz vum 21. März 1966 ausgestallt.

An de leschten 10 Joer goufen esou 266 Autorisatiounen fir Prospektiounen mat engem Metalldetekter ausgestallt.

ad 2. Déi genee Unzuel un Objeten, déi iwwert déi lescht 10 Joer gemellt oder agereecht goufen, ass schwéier ze definéieren. All Prospekter mat engem autoriséierte Metalldetekter iwwerreicht dem Institut national de recherches archéologiques (INRA) all Joers en detailléierten Inventaire vun den archeologeschen Decouverten, déi gemaach gi sinn.

Esou konnten iwwert déi leschten 10 Joer schätzungsweise Dausende vu Géigestänn repertoriéiert ginn. Méi wichteg wéi den Objet selwer ass awer den archeologesche Kontext, aus deem d'Stécker stamen: eng banal Mënz, eng verbéite Fibel, e korrodéierte Metallbeschlag kënnen an Hiweis op eng nei Fonntplaz sinn oder nei Informatiounen iwwert eng bekannte Fonntplaz liwweren, ewéi d'Besiddlungsdauer, d'Ausdeenung an hir Funktioun.

Donieft sief ze präzisieren, dass et onméiglech ass, d'Unzuel vun den archeologeschen Objeten ze quantifizéieren, déi op eng illegal Manéier ausgeraibert goufen. Zu Lëtzebuerg setze mir dowéinst op den Encadrement an op d'Autorisatiounen vun der Amateurprospektion mat engem Metalldetekter mam Objektiv, dass déi autoriséiert Chercheuren hirersäits déi net konform Persounen op de legale Kader sensibiliséieren.

ad 3. Et ass net evident fir eng Persoun, déi illegal Prospektiounen mécht, in flagranti ze erwéschen, an esou eng Gerichtsprozedur anzeleeden, déi bis zum Enn geféiert ka ginn. An de leschten 10 Joer hunn déi staatléche Archeologen eng Rei Plainté géint net autoriséiert Detekterbenotzer agereecht. An engem Fall ass et zu enger Amende géint eng Privatpersoun komm.

Et sief drop higewisen, dass d'Agente vun der Naturverwaltung dem INRA all suspekt Verhalen an de Bëschgebiddere mellen.

ad 4. De Besëtzer vun archeologeschen Objeten, déi entweeder bei Recherchen oder reng zoufälleg fonnt ginn, gëtt duerch den Artikel 15 vum neien Denkmalschutzgesetz gereegelt.

D'Propriétéitsverhältnissen vu Géigestänn, déi fonnt gi sinn, baséieren weiderhin op den Artikelen 552 a 716 vum Code civil.

Dorausser ergëtt sech, dass en Objet a priori dem Besëtzer vum Terrain gehéiert, op deem e fonnt gouf, et sief dann, eng drëtt Persoun hätt den Objet fonnt. An deem Fall gehéiert den Objet zur Hallschent dem Terrainsbesëtzer, an zur Hallschent dem autoriséierte Sichert, deen e fonnt huet. D'Denkmalschutzgesetz gesäit vir, dass esou en Objet bis zu 5 Joer laang dem INRA fir d'Inventarisatioun a wëssenschaftlech Studien uvertraut ka ginn. Wann den Objet un de Proprietär zrëck gi gëtt, kann den INRA gewësse Virschrëften operleeden, wat déi konservatoresch Mesuren ugeet, souwéi och d'Konditiounen vun engem Propriétéitswiessel, fir esou den Erhalt an den Accès zum Objet à long terme ze garantéieren.

ad 5. An dësem spezielle Beräich féiert d'Police keng reegelméisseg Kontrollen duerch.

Rues cyclables | Question 7852 (31/03/2023) de Mme Elisabeth Margue (CSV)

Fir fléissend a sécher Verbindungen tëscht den Haaptstroossen an de besteende Vélosinfrastrukturen ze garantéieren, goufen am Kader vum Code de la route Stroossen a Vélosstroossen („rues cyclables“) ëmgewandelt. Dës hunn entsprechend Schëlde a Markéierungen um Ufank an Enn vun all Zon. Esou Ëmännerunge bréngen awer och d'Fuerderung no engem Ëmdenken am Stroosserverkéier mat sech.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

– Wéi vill Vélosstroossen gëtt et aktuell? A wéi enge Gemenge leien se?

– Wéi oft huet d'Police scho Kontrollen organiséiert fir ze kucken, ob déi nei Vélosstroossen respektéiert ginn?

– Wéi vill Procès-verbaux sinn an deem Kader wéinst Verstéiss géint déi nei Dispositiounen aus dem Code de la route vun der Police un de Parquet geschéckt ginn?

Réponse (02/05/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mat Vélosstroossen.

Aktuell gëtt et hei zu Lëtzebuerg 23 Vélosstroossen, dovunner 3 an der Gemeng Hesper, 1 an der Gemeng Stroossen, 1 an der Gemeng Ettelbréck an 18 an der Stad Lëtzebuerg.

Weider Vélosstroossen sinn z. B. an de Gemenge Beetebuerg, Esch-Uelzecht an Dikrech geplangt.

Eng Vélosstrooss soll dozou déngen, op wichtige Vélositinerairen, wou eng separat Vélospist net méiglech ass, typescherweis an Niewestroossen, de Vélositineraire ervirzehiewen an dem Vélo Prioritéit ze ginn.

Fir dass eng Vélosstrooss awer zefriddestellend funktionéiert, geet et meeschtens net duer, just e Schëld opzehänken. Genausou wéi an enger Zon 30 Verkéiersberouegungsmoosnamen néideg sinn, sollen och enger Vélosstrooss Begleetmoosname geholl ginn:

- de Verkéier soll sou organiséiert sinn, dass op der Vélosstrooss méiglechst just d'Anrainer fueren;
- d'Vélosstrooss sollt sech méiglechst daitlech vun den Niewestroossen ënnerscheeden; op d'mannst am Aganksberäich an idealerweis op der ganzer Streck;
- de verbleiwenden Trafic soll duerch baulech Verkéiersberouegungsmoosnamen incitéiert ginn, déi erlaabte Vitess ze respektéieren.

Ginn dës 3 Prinzipien agehalen, geet de Respekt vun de Verkéiersreegelen an d'Luucht an et sinn och keng heefeg oder spezifesch Kontrolle vun der Police néideg.

Am Kader vun den alldeegleche Kontrollmissiounen an der permanenter präventiver a repressiver Iwwerwachung am a vum Stroosserverkéier iwwerpréift d'Police, dass generell Dispositiounen vum „Code de la route“ um nationalen Territoire respektéiert ginn. Dorënner falen ë. a. och Dispositiounen, déi sech spezifesch op Vélosstroossen bezéien. D'Kontrolle spezifesch op Vélosstroossen ginn allerdéngs net separat statistesch erafasst.

Vum 1. Mee 2018 bis de 4. Abrëll 2023 huet d'Police insgesamt 87 „procès-verbaux“ an 29 „avertissements taxés“ wéinst Verstéiss géint déi nei Dispositiounen aus dem Code de la route, déi sech spezifesch op Vélosstroossen (rues cyclables) bezéien, geschriwwen an erstellt.

Détention d'un journaliste espagnol en Pologne | Question 7894 (18/04/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Mënscherechter sinn dee wäertvollsten Deel vun eiser Wäerteuerdung a gi mat Recht vun eiser Verfassung an internationalen Instrumenter geschützt. Zu hinne gehéieren natierlech och d'Meenungsfreiheet an domat och d'Fräiheet vun de Medien.

Ein Journalist, den Här Pablo Gonzalez, deen déi duebel spuenesch a russesch Nationalitéit huet, gouf viru méi wéi engem Joer op der polnesch-ukrainescher Grenz festgeholl. Hien ass elo schon ee Joer am Prisonsong, wéi et schéngt an Isolatiounshaft. Der „International Federation of Journalists“ no, huet hien nëmme seng Aarbecht als Journalist gemaach (Artikelen „Poland: Spanish Journalist Pablo Gonzalez detained while reporting on humanitarian crisis on Polish-Ukrainian border“ vum 7.3.2022 an „Ein Jahr U-Haft: Fortgesetzter Albtraum“ an der „taz“ vum 13.4.2023). Den Här Gonzalez soll op d'mannst nach bis de 24. Mee am Prisonsong bleiwen.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung sech der Situatioun vun dësem Journalist bewusst?
2. Wéi gesäit d'Regierung an deem Kontext d'Fräiheet vun der Press a Pole garantéiert?

3. Wëll d'Regierung dësen Dossier an hire Kontakter mat der polnescher Regierung oder am Kader vun internationalen Organisatiounen thematiséieren?

Réponse (16/05/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Regierung huet keng weider Kenntnisser zum Fall vum Journalist Pablo Gonzalez, déi géifen iwwer d'Rapporte vun der Press erausgoen, a gesäit sech do-weinst net an der Positioun, dëse lafende Prozess ze kommentéieren.

D'Regierung erlaabt sech awer an dësem Kader, op hir kontinuéierlech Efforte fir Rechtsstaatlechkeet an der Welt hinzewiesen. Virun allem op EU-Niveau hält Lëtzebuerg d'Situatioun vum Rechtsstaat genau ënner Lupp an intervenéiert reegelméisseg, zesumme mat eise Partner, a Fäll wou et zu Verstéiss géint d'Rechtsstaatlechkeet kéint.

Mise en place d'un office national d'aide et de soutien pour abus sexuel | Question 7937 (27/04/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Aus dem Debat zur Petitioun N° 2129 de 16. Mee 2022 zur Iwwerschaffung, Ännerung an Upassung vum Sexualstroferecht zu Lëtzebuerg ass ervirgaangen, dass dëse Sujet nach ëmmer ee gewëssenen Tabu zu Lëtzebuerg duerstelt, mat deem et ze brieche géllt. Mat der aktueller Unzuel un Ulaflaz fir d'Affer vu sexuellem Mëssbrauch, an der héijer Donkelziffer, riskéieren déi aktuell Statistiken net fiabel ze sinn. Et ass festgehale ginn, dass verschidde Punkten aus dem Debat an d'parlamentaresch Aarbecht vun der Chamber, souwéi de Projet de loi N° 7949, eraflësse sollen.

D'Madamm Justizministesche huet an Aussicht gestallt, dass een interministeriellen Aarbechtsgrupp domat beoptraagt géif, ee Froebou auszeschaffen, fir eng Bestandsopnam vun der bestoender Offer an der Noutwendegkeet vun enger zentraliséierter, nationaler Ulaflaz fir Affer vu sexuellem Mëssbrauch ze erstellen. Dëse Questionnaire sollt dann un déi concernéiert Acteuren an Organisatiounen geschéckt ginn. An där Reunioun ass och festgehale ginn, dass schonns am Hierscht 2022, hätt sollen eng Evaluatioun vun deem besote Questionnaire an deene jee-weilege Kommissiounen stattfannen.

Doriwwer eraus huet d'CSV am Juni 2021 eng Motioun zu enger zentraliséierter, nationaler Ulaflaz, fir dass all Affer sech op enger Plaz melle kéint, an der Chamber deposéiert. D'Iddi dobäi war et, déi ënnerschiddlech Zuelen a Statistiken, déi existéieren, ze harmoniséieren, Preventiounsprogrammer, fir ënnerschiddlech Strukturen ze entwéckelen, Weiderbildung vum Personal an den entsprechehenden Aariichtungen ze promovéieren an d'Affer bei der Sich no Therapieplazen ze ënnerstëtzen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Justizministesche stellen:

1. Ass dee vun der Madamm Ministesch an Aussicht gestallte Questionnaire un d'Acteuren vum Terrain geschéckt ginn?

– Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen vun dëser Ëmfro?
– Wann nee, firwat?

2. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu enger zentraliséierter, nationaler Ulaflaz fir Affer vu sexuellem Mëssbrauch?

Réponse (30/05/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. Dëse Questionnaire ass un 120 Acteuren vum Terrain verschéckt ginn, vun deene 37 och op de Questionnaire geäntwert hunn.

Den interministeriellen Aarbechtsgrupp, deen aus Vertrieder vum Justizministère, vum Gläichheitsministère, vum Gesondheitsministère a vum Educatiounsministère besteet, huet op Basis vun dësen Äntwerten éischt preliminäre Conclusiounen gezunn.

Déi ugefouerten Äntwerten an Erfarungswärter, déi beschriwwen Stäerken a Schwierigkeeten vun der Prise en charge vun Affer vu sexueller Gewalt an déi ënnerbreete Verbesserungsverschléi, ënnersträchen, dass eng zentral Ulaflaz fir Affer vu sexueller Gewalt onofhängeg vu Geschlecht, Alter an Origine, déi eng global Prise en charge assuréiere kéint, den aktuelle System stärke kéint.

Aktuell evaluéiert den Aarbechtsgrupp d'Detailler vun der Ëmsetzung vun esou enger nationaler Ulaflaz a schafft un der Formulierung vu konkrete Recomendatiounen, fir d'Ëmsetzung vun esou enger Struktur um nationale Plang ze erméiglechen.

ad 2. D'Regierung ënnerstëtzt de Prinzip vum enger zentraliséierter, nationaler Ulaflaz fir Affer vu sexueller Gewalt, woubäi déi genee Form an Zesummesetzung vun dëser no der Finaliséierung vun de Conclusiounen an de Recomendatiounen vum Aarbechtsgrupp wäert kënnen determinéiert ginn.

Antisémitisme au Luxembourg | Question 7969 (05/05/2023) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

L'ASBL RIAL – Recherche et information sur l'antisémitisme au Luxembourg – vient de publier son rapport pour l'année 2022. Ce rapport classe les incidents en rapport avec l'antisémitisme selon leur gravité et a retenu en tout 76 cas. Ceci correspond plus ou moins aux incidents retenus dans les rapports précédents.

Nous aimerions dès lors savoir des membres du Gouvernement :

1) Quelles suites les autorités luxembourgeoises donnent-elles aux rapports annuels du RIAL ?

2) Combien de ces cas ont été retenus comme antisémitiques et ont donné suite à des poursuites policières et judiciaires ?

3) Combien de condamnations relatives à des faits antisémitiques ont été prononcées par les juridictions répressives ?

4) Combien de poursuites policières contre toute autre forme de discrimination ont été entamées ?

5) Quel est l'état d'avancement du plan de lutte contre l'antisémitisme ?

Réponse (05/06/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1) Le rapport annuel de l'ASBL RIAL constitue une source d'information importante pour le Gouvernement sur l'évolution de l'antisémitisme au Luxembourg. Dans le cadre de la préparation du Plan national d'action de lutte contre l'antisémitisme, les observations du rapport ont été utiles afin de cibler au mieux les mesures à adopter, notamment en matière de politique de formation, d'éducation et de mémoire.

Par ailleurs, il convient de signaler que seul un nombre réduit d'incidents recensés dans le rapport sont de nature à faire l'objet de poursuites devant les tribunaux.

Le Plan national d'action de lutte contre l'antisémitisme visera de son côté notamment à établir un système de

collecte de données plus exhaustif des incidents antisémites au Luxembourg, en rassemblant les informations des autorités judiciaires et policières ainsi que des organismes publics chargés de la discrimination ou de la veille sur Internet.

ad 2) Selon les données fournies par les parquets, parmi les cas recensés dans le rapport RIAL de 2021, il y a lieu de noter que les procureurs de Diekirch et de Luxembourg ont tous deux poursuivi des faits dans lesquels l'étoile jaune rappelant la persécution des populations juives sous le régime nazi a été pervertie pour servir à illustrer le mécontentement face aux recommandations vaccinales émises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19. Six autres incidents mentionnés dans le rapport ont fait l'objet de poursuites et un septième est en cours d'instruction.

Parmi les cas recensés dans le rapport RIAL de 2022, un incident a fait l'objet de poursuites et un autre est en cours d'instruction.

ad 3) Pour les années 2021 et 2022, les incidents établissant un lien entre l'étoile jaune et l'obligation vaccinale ont fait l'objet d'une condamnation. Quatre autres incidents ont fait l'objet d'une condamnation définitive, les autres étant encore en cours de procédure.

ad 4) Selon les bases de données de la police, 76 affaires de discriminations de tous genres ont été enregistrées pour l'année 2022.

ad 5) Le Plan national de lutte contre l'antisémitisme (PANAS) sera soumis à l'approbation du Conseil de Gouvernement dans les prochaines semaines.

Promotion du site « Mamerleeën » | Question 7970 (08/05/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Déi am Mëttelalter gegruenen Hiele vun de Mamerleeë gehéieren zu de wichtegen historesche Sitten hei am Land a ginn och vun de Schoule gären als pedagogesch Ausfluchszil benotzt. D'Geschicht iwwert d'Exploitatioun vun de Mamerleeën am Laf vun de Joerhonnerte bleift allerdéngs a villen Hisiichten nach ze erfuerschen.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Gesäit d'Regierung vir, de Site vun de Mamerleeë méi bekannt ze maachen an en touristesch ze promovéieren, inklusiv duerch eng adäquat Ausschëlderung?

2. Wëll d'Regierung de Site wëssenschaftlech besser erfuersche loosse? Wa jo, duerch wéi eng Institutiounen?

3. De Site ass net genuch ofgeséichert. Op verschidde Plaze kéinte Leit an eng Fielsspléck falen a sech verletzen. E puer vun den Hiele kéinten och plazeweis abrieche a missten ofgestäipt ginn. Denkt d'Regierung drun, déi néideg Moosnamen ze huelen?

Réponse (05/06/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

De „Guttländ.Trail“ Mamerleeën – ee vun de ville Qualitéitsproduiten am Wandertourismus, déi an der Regioun Guttländ ze fanne sinn – gétt aktiv vun der Regioun promovéiert. Fir d'Mamerleeën u sech an déi verschidde Hiele ronderëm gétt weeder vun der Generaldirektioun vun Tourismus nach vun der Regioun Guttländ aktuell Reklamm gemaach.

Wéi all Guttländ.Trail berécksiichtegt och dëse Wanderwee all d'europäesch Qualitéits- a Sécherheetsoplagen, déi mussen erfëllt sinn, fir den Numm vun enger „Leading Quality Region“ droen ze dierfen, inklusiv enger spezifescher Beschëlderung.

2015 hat de Centre national de recherche archéologique (haut Institut national de recherches archéologiques – INRA) präventiv eng visuell Analys vum Site duerch säi Service de géologie gemaach. Dës Analys huet op verschidde Plazen en erhéichte Sécherheitsrisiko fir d'Effentlechkeet constatéiert, notament am Beräich vun de „Salles Grégoire“, déi riskéieren anzébréchen. Vu datt déi ugeschwaten Hielen an déi verbonne Sécherheits- a Sécherungsmaassnamen op der Propriétéit an domat och an der Kompetenz vun der Gemeng Miersch leien, hat de CNRA der Gemeng 2015 per Courrier recommandéiert, dësen Deel vum Site fir d'Effentlechkeet ze spären.

Den ugeschwate Wanderwee verleeft zwar an der noer Émgéigend vun de Mamerleeën, awer net direkt laanscht potenziell Geforequellen. Zu kengem Moment féiert ee Wee duerch eng Hiel oder gëtt de Wanderer opgefuerdert, sech an eng Hiel ze beginn.

De Guttland.Trail Mamerleeën ass en Aushängeschëld fir déi ganz Regioun an eist Land a gëtt proaktiv vun der Regioun Guttland, der Generaldirektioun vum Tourismus an dem Luxembourg for Tourism esouwuel am Inland wéi och am Ausland promovéiert, dëst op Printmaterial wéi Kaarten an awer och um Site an op der App vu visitluxembourg.com, den digitale Guide fir all Tourist zu Lëtzebuerg, egal ob een hei wunnt oder net. All d'Informatiounen zu Guttland.Trail Mamerleeën an all anere Lëtzebuerg Qualitéitsproduiten am Tourismus féinnt een hei flott gebündelt op enger Plaz.

Wann een de Site vun de Mamerleeën also a voller Sécherheet entdecke wëll, kann engem nëmmen un d'Häerz geluecht ginn, sech op de Guttland.Trail Mamerleeën ze beginn. Et ass awer ze bemerken, dass d'Wanderen an der Natur op eege Gefor bleift, esou wéi dat nach ëmmer de Fall war.

.....

Pénurie de médicaments | Question 7972 (08/05/2023) de Mme Carole Hartmann | M. Gilles Baum (DP)

Les médecins et les pharmaciens de nos voisins allemands, belges et français sonnent régulièrement l'alarme concernant la grave pénurie de médicaments. Depuis l'année dernière, la pénurie de médicaments pour enfants est particulièrement préoccupante. Selon nos informations, l'antibiotique Cefuroxime n'est actuellement disponible dans aucune pharmacie du pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions urgentes suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Que fait concrètement le Ministère de la Santé pour que les médicaments essentiels soient disponibles en quantité suffisante dans le pays ?

2) Quelles sont les négociations en cours au niveau de l'UE pour garantir l'accès aux médicaments essentiels dans tous les États membres, et ce également à court terme ?

3) Quels médicaments ne sont pas disponibles actuellement ? Existe-t-il des alternatives, telles que des médicaments génériques qui seraient disponibles immédiatement ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

4) Les médecins sont-ils encouragés à prescrire directement des alternatives en cette période de pénurie de médicaments ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (07/06/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) Pour répondre au nombre croissant de pénuries de médicaments, diverses mesures sont actuellement en place. Le Ministère de la Santé prend connaissance

des ruptures de stocks par des notifications de la part des firmes via une boîte mail générique. Il peut également être alerté par les grossistes, les hôpitaux ou encore des pharmacies de ville. Ces notifications sont analysées pour évaluer s'il s'agit d'un médicament essentiel. L'analyse porte ensuite sur la disponibilité d'alternatives enregistrées sur le marché luxembourgeois en vérifiant si celles-ci sont disponibles en quantité suffisante pour pallier la rupture. Si aucune alternative n'existe au Luxembourg ou si les alternatives ne permettent pas de répondre aux besoins, le Ministère de la Santé prend contact avec la firme qui a notifié la rupture pour connaître les détails de la situation et évaluer si des solutions peuvent être proposées. Si tel n'est pas le cas, un contact est établi avec les firmes concurrentes pour évaluer leur capacité de compensation par un approvisionnement supplémentaire du marché. Dans la négative, d'autres solutions d'alternatives sont envisagées sur le marché luxembourgeois (p. ex. adaptation du traitement par un autre mode d'administration, une autre substance active, voire une préparation magistrale) et à l'étranger (p. ex. dérogation pour importer le même produit/produit concurrent dans autre packaging, importation d'alternatives à l'étranger non enregistrées au Luxembourg). Le Ministère de la Santé est assisté dans ces démarches par l'Agence européenne des médicaments (EMA).

Il y a par ailleurs lieu de souligner que, lors d'une entrevue avec le ministre belge des Affaires sociales et de la Santé publique, dans le cadre de la réunion conjointe des Gouvernements luxembourgeois et belge (Gäichel) le 29 mars dernier, le sujet de la pénurie de médicaments, dont la majorité proviennent de la Belgique, a également été abordé. L'importance de la sécurité d'approvisionnement des médicaments a été soulignée lors de cette rencontre. Il a été convenu d'avoir des échanges réguliers afin que le nouveau mécanisme belge n'ait pas d'impact négatif sur l'accès aux médicaments au Luxembourg.

ad 2) Depuis 2022, le mandat de l'Agence européenne des médicaments (EMA) a été étendu à la gestion des ruptures (règlement (UE) 2022/123). Dans ce cadre-là, un réseau européen d'autorités compétentes dédié à cette problématique a été créé sous la dénomination de SPOC WP (Single Point Of Contact Working Party). Par ce réseau, le Ministère de la Santé est alerté de potentielles ruptures de médicaments essentiels. Ce réseau permet également de faire une demande de disponibilité du produit en rupture ou ses alternatives auprès des États membres. Grâce encore à ce réseau le Ministère de la Santé peut se mettre directement en contact avec les autorités des différents pays pour faciliter l'importation d'un produit disponible à l'étranger. Le délai de résolution d'une rupture critique peut être ainsi sensiblement raccourci. En cas de rupture critique, l'EMA coordonne la recherche d'alternatives et les négociations avec les firmes. Ce rôle est particulièrement important si la pénurie concerne toute l'Europe et que les solutions doivent être trouvées en dehors du continent européen. Par ailleurs, dans le cas d'une disponibilité limitée, l'EMA définit, en concertation avec les États membres concernés et la firme, la clé de répartition du produit pour assurer une distribution équitable du produit disponible.

ad 3) Au 15 mai 2023, 83 médicaments se trouvaient en statut d'indisponibilité temporaire. Ce chiffre reflète uniquement les produits en rupture d'approvisionnement pour lesquels le Ministère de la Santé a reçu une notification. Cette liste est dynamique et évolue de jour en jour en fonction des ruptures résolues et des nouvelles notifications reçues.

Les classes thérapeutiques actuellement touchées sont les suivantes :

- système cardio-vasculaire,
- immunomodulateurs,
- dermatologie,
- AINS,
- anti-diabétiques,
- hypolipémiants,
- gynécologie,
- antitumoraux,
- antibiotiques,
- analgésiques,
- antimycosiques,
- corticostéroïdes,
- système nerveux,
- antidotes,
- antiacides,
- contraceptifs,
- anesthésie,
- laxatifs,
- opiacés,
- système respiratoire,
- oto-rhino-laryngologie,
- ophtalmologie,
- système urogénital.

ad 4) À l'heure actuelle, le Ministère de la Santé n'a pas encore de système en place permettant d'alerter les médecins d'une rupture lors de la prescription (comme ceci est le cas en Belgique par exemple). Dans certains cas de ruptures, les médecins sont informés directement par voie d'une circulaire ou d'une communication par la firme validée par les autorités. Cette information peut comprendre des recommandations par rapport à des alternatives. La Direction de la santé s'intéresse actuellement à la mise en service d'une plateforme informatisée qui permettra d'automatiser plusieurs étapes dans la gestion des ruptures et assurera également des canaux d'information avec tous les acteurs concernés, le grand public inclus. Ce développement doit cependant tenir compte de la complexité d'approvisionnement de médicaments au Luxembourg à partir de plusieurs pays limitrophes, qui est particulière à notre pays. Dans ce contexte, nous sommes en train d'évaluer si le système déjà mis en place en Belgique pourrait satisfaire aux besoins de notre pays avec ses multiples canaux d'approvisionnement.

.....

Convention pluriannuelle avec Nordlicht TV | Question 7973 (08/05/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Nordlicht TV a fêté l'année dernière ses 25 ans d'existence et garantit ainsi depuis 25 ans un service public – non seulement pour le nord du pays mais aussi pour des communes comme Mersch, Colmar-Berg, Larochette ou Beaufort, qui soutiennent son travail. Nordlicht TV est par ailleurs diffusé dans l'ensemble du pays et ses programmes sont accessibles en ligne.

Nordlicht TV reçoit depuis 2018 une subvention du Gouvernement, mais n'a pas eu la chance jusqu'à présent de profiter d'une convention pluriannuelle fixant le montant de l'aide financière annuelle accordée par le Gouvernement, comme c'est le cas pour d'autres médias. La signature d'une telle convention contribuerait grandement à augmenter la sécurité de planification, notamment financière, de Nordlicht TV.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Est-ce que Nordlicht TV pourrait bénéficier d'une telle convention ?
- Dans la négative, quelles sont les raisons derrière cette décision ?

– Sur quels critères est-ce que Monsieur le Ministre décide de l'octroi d'une convention avec un média ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre serait prêt à conclure une convention avec Nordlicht TV, qui remplit un certain service public non seulement pour le nord mais aussi pour l'ensemble du pays, de façon à garantir sa sécurité de planification, notamment financière, pour les années à venir ?

Réponse (09/06/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias

À la différence d'autres médias bénéficiant d'une Convention avec l'État, Nordlicht est un média s'adressant avant tout à une cible géographique spécifique, même si la réception d'un programme ne dépend aujourd'hui plus d'un lieu défini.

Contrairement aux médias conventionnés respectivement éligibles pour une aide en vertu de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel, il ne s'agit ainsi pas d'un service de média proposant une information générale s'adressant à l'ensemble de la population, mais d'un média régional financé principalement par les communes concernées. Le subside du Ministre des Communications et des Médias, lié à la condition d'une carte de presse professionnelle, vise à compléter ce financement communal en cas de besoin.

.....

Conclusions de l'étude « Crypto-Asset Management Survey » | Question **7974** (08/05/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

D'après les conclusions de l'étude « Crypto-Asset Management Survey », qui a fait l'objet d'un article publié sur Paperjam.lu, une grande partie des gestionnaires d'actifs et de patrimoine au Luxembourg s'inquiètent d'un certain manque de maturité des infrastructures de marché pour les crypto-actifs. Par ailleurs, une majorité des personnes interrogées considèrent les crypto-actifs volatils.

Les résultats de l'étude montrent également que 69 % des personnes interrogées considèrent les États-Unis comme le leader dans le domaine des crypto-actifs, contre 19 % pour le Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Est-ce que Madame la Ministre partage les conclusions de l'étude ? Est-ce que la réglementation du marché pour les crypto-actifs est actuellement suffisante, notamment au regard des adaptations proposées au niveau européen ?

– Comment est-ce que le Luxembourg pourrait prendre une place de leader dans le domaine des crypto-actifs ?

Réponse (09/06/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Les résultats de l'étude auxquels l'honorable Député fait référence révèlent que le nombre de répondants qui considèrent le Luxembourg comme l'un des premiers centres financiers en Europe dans le domaine des crypto-actifs a plus que doublé (28 % en 2023 contre 12 % en 2021). Ils placent le Luxembourg devant le Royaume-Uni et la France comme leader mondial dans ce secteur prometteur.

Un tiers des personnes interrogées considère également que le cadre réglementaire est un prérequis indispensable pour favoriser le développement de l'industrie des crypto-actifs.

Ces résultats confirment la pertinence des choix faits par le Gouvernement visant à promouvoir l'innovation

dans le secteur financier et reconnaissent le travail pionnier accompli sur le plan législatif qui consistait à adapter, dans l'attente de règles européennes, le cadre légal existant pour permettre aux acteurs concernés de saisir, en tout sécurité juridique, les opportunités offertes par les nouvelles technologies, telles que celle des registres distribués (DLT) qui est sous-jacente aux crypto-actifs (lois « Blockchain I à III »). Un établissement de renommée internationale a d'ailleurs récemment décidé d'établir sa plateforme mondiale d'émission d'actifs numériques (« Digital Asset Platform ») au Luxembourg en raison de son cadre juridique de référence pour le transfert et l'émission d'actifs numériques. La Banque européenne d'investissement a émis plusieurs obligations numériques en vertu du droit luxembourgeois.

Par ailleurs, la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/858 par la loi du 15 mars 2023 vise à accélérer la maturité des infrastructures de marché dans le domaine des crypto-actifs par l'instauration d'un régime pilote qui permet d'exempter ces infrastructures de certaines règles entravant leur capacité de développer des solutions DLT, sans affaiblir le niveau des exigences et garanties existantes.

Le Luxembourg aspire également à être parmi les premiers en Europe à mettre en œuvre le règlement européen sur les marchés de crypto-actifs (MiCA), adopté formellement en mai 2023, qui introduit une législation harmonisée et complète au niveau de l'UE encadrant les crypto-actifs, les émetteurs de crypto-actifs et les prestataires de services sur crypto-actifs.

Le Gouvernement veillera à poursuivre les efforts entrepris au cours des dernières années afin de consolider la place du Luxembourg comme centre de premier choix en matière de finance numérique et de soutenir l'émergence d'un écosystème FinTech florissant.

.....

Ligne ferroviaire entre Ettelbruck et Troisvierges | Question **7975** (08/05/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Déi lescht Joren ass d'CFL-Nordstreck tèscht Ettelbréck an Ëlwe reegelméisseg am August bis bal Mëtt September, also während der Zäit vun der Schueberfouer, zougemaach ginn, dëst, fir Aarbechten diverser Natur virzehuelen. Dat huet fir Onmutt bei der Äisleker Bevëlkerung gesuert, well grad dann, wann um Glacis Schueberfouer ass, den Zuch den Dag iwwer an och owes vill méi benotzt gëtt, besonnesch vun deene Jonken.

Elo wier et awer wuel kaum ze verstoen, wann dat grad dëst Joer, nodeems d'Streck bal ee ganz Joer zou war, erëm de Fall wier.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Ass geplangt, fir d'CFL-Nordstreck dëst Joer am Summer – a virun allem während der Zäit vun der Schueberfouer – komplett opzeloossen an eventuell Aarbechten, déi geplangt waren, op ee spéideren Datum ze verleeën?

– Wat fir aner Aarbechte sinn effektiv an de leschte Méint duerchgefouert ginn, während d'Streck weinst dem Broch am Tunnel zou war?

Réponse (05/06/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am Zäitraum vum 19. August bis 10. September 2023 ass den Tronçon Ettelbréck–Gouvy gespaart fir:

– d'Erneuerung vun den zwee Gleiser tèscht Wëlwerwol an Draufelt tèschent PK 67,725–68,550 a PK 69,100–70,380 (Längt +/-4.210 m);

– d'Moderniséierung vun de verschiddene Komponente vun der Streck, dorënner d'Abau vu Bëtonschwällen a Schinne vum Typ UIC60;

– den Austausch vun Héichweschlake géint Natursteeballast;

– d'Erneuerung vu Randweeër a Kabeltracen niewent de Gleiser tèscht Méchela a Kautebaach tèschent PK 53,000–54,100, PK 53.000 bis 59.000 a PK 62.600–62.800;

– d'Schafe vun neie Kabelquerungen ënnert de Gleiser an d'Setze vu Signalfundamenter am Zesammenhang mat der Modernisatioun vum Stellwierk Ettelbréck op de Streckenofschnëtter tèschent Kautebaach an Ëlwen a Kautebaach a Wolz;

– d'proaktiiv Ofsécherung vu Fielswänn laanscht d'Eisenbunn no engem Programm iwwer méi Joren.

Bei dësen Aarbechten handelt et sech ëm ee Projet, dee säit 2 Joer geplangt ass an europawäit ausgeschriwwen gouf. D'Envergure an d'Logistik vun dësen Aarbechte maachen eng gréisser Spärraus vu mindestens 3 Wochen néideg. Doduerch, dass am Summer manner Clienten an den Zich sinn a während Schoulvakanz méi Busser disponibel si fir den Ersatzverkéier, ass dëse Projet nëmmen an der Sommervakanz méiglech. Bedéngt duerch de Congé collectif ass den eenzeg disponibelen Zäitraum Enn August–Ufank September.

Och wa keng Zich tèschent Ettelbréck an Ëlwe fueren, sou gëtt ee Busersatzdëngscht fir d'Clienten assuréiert.

An de leschte Méint sinn op der Nordstreck dës Aarbechten duerchgefouert ginn:

Tèschent Ettelbréck a Kautebaach:

– Erneuerung vu Pisten a Kabelkanäl tèscht Méchela a Kautebaach vum PK 53,0 bis PK 62,0;

– Eliminatioun vu Schinnefeeler an der Gare vu Kautebaach (per Ultraschallprüfung).

Tèschent Kautebaach a Clierf:

– Kontroll an Unzéie vun de Schraubverbindungen (Schinn/Schwell) tèscht Kautebaach a Lellge vum PK 62,8 bis 66,0;

– Sécherungsarbechten un de Fielswänn tèscht Kautebaach a Lellgen;

– Beem- an Heckenaarbechten tèscht Kautebaach a Clierf;

– Bau vun engem Drainagesystem, engem Entwässerungsruef a Kabelkanal laanscht d'Veich N° 501 zu Wëlwerwol;

– Erneuerung vun de 4 Weichen op der Nordsäit vu Wëlwerwol;

– Erneuerung vun den 2 Gleiser zu Äischer tèscht PK 68,5 a PK 69,1;

– Erneuerung 3 Iwwergäng PN 40, PN 40a a PN 41;

– Erneuerung vun de Pisten an de Kabelkanäl op béide Säite vun de Gleiser tèscht PK 70,4 a PK 74,0;

– Inspektioun an d'Botze vun den Aquedukten tèscht Wëlwerwol a Clierf;

– Bourrage-Aarbechten am Kader vum regulären Ënnerhalt vun de Gleiser.

Tèschent Kautebaach a Wolz:

– Kontroll an Unzéie vun de Schraubverbindungen (Schinn/Schwell) tèscht Kautebaach a Wolz;

– Korrektur vu Feeler an de Weiche vun de Gare Kautebaach a Wolz.

.....

Transport d'animaux vivants | Question **7976** (08/05/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Déiereschutz ass en iwwergräifende Begrëff, deen e gudder kierperlechen an – esou wäit dat ka pertinent sinn – och mentalen Zoustand vum Déier zum Zil

huet. Den Déiereschutz ass mat Recht e ganz wichtige Sujet an eiser Gesellschaft an e gëtt tendenziell nach méi staark. E betrëfft och all Phas am Liewe vum Déier, inklusiv d'Froe vum der Zuucht a vu sengem Dout. Eng schwierig Situatioun, déi warscheinlech nach net gutt genuch legal ofgesécher ass, ass de Schutz vum Déier bei sengem Transport.

Engem Rapport vum Europäesche Rechnungshaff no (Document d'analyse 03/2023 „Transport d'animaux vivants dans l'UE : défis et pistes d'action“), feelt et nach u genuch Regulatiounen iwwer den Transport vum Déieren. Den Déierentransport ass natierlech och e wichtige Käschtepunkt an der Fleschproduktioun, an awer gëtt et dacks nach net genuch Informatiounen a Statistiken, déi et géifen erlaben, eng genee Vue iwwer d'Situatioun an deem Secteur ze kréien.

An deem Kontext wëilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Conclusiounen zitt d'Regierung aus dem uewe genannte Rapport? Wéi wëll si eventuell den Transport vu liewegen Déiere reduzéieren an d'Noutwendegkeet vum Transport vu liewegen Déieren iwwerwerpräien a kontrolléieren?

2. Wéi eng Moosname wëll si huelen, fir speziell d'Déierentransporter virum Schluechten op e strikte Minimum ze reduzéieren an d'Wuelbefanne vun den Déieren och während esou Transporter ze assuréieren?

3. Wéi eng Propositioone wëll d'Regierung op europäischem Niveau maachen, fir där vläicht iwwergrousser Spezialisatioun a Konzentratioun vu Betriber an de Beräicher Zuucht a Schluechten entgéintzewirken (z. B.: Abattoirs de proximité, Abattoirs mobiles)?

4. Wëll d'Regierung nach aner Iddien an deem Sënn ënnerstëtzen, ewéi z. B. déi Initiativ „de la ferme à la table“?

Réponse (07/06/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. De Landwirtschaftsministère encouragéiert duerch seng Promotioun vu lokalen a regionale Produkter de Konsument Flesch ze kafe vum Déieren, déi hei am Land respektiv an engem Schluechthaus an eng vum den Nopeschregiounen geschluecht goufen.

Den Transport vu liewegen Déiere muss weiderhi konstant kontrolléiert ginn, an deels méi genaue Kritären, baséierend op wëssenschaftlechen Erkenntnisser, fir déi vill verschidden Aarte festgeluecht ginn.

ad 2. Wéi an der Vergaangenheet och gëtt weiderhi bei all Transport bei der Umeldung kontrolléiert, ob déi verschidde Kritären erfëllt sinn, dëst betrëfft ë. a. d'Unzuel vum den Déieren, den Transporter, Equipement vum Transporter (Ventilatioun etc.), d'Plaz, déi den Déieren zur Verfügung steet, d'Dauer vum Transport etc. All Transport an d'Ausland, ob fir ze schluechten oder fir d'Zucht, gëtt virum Depart vun engem Veterinär kontrolléiert. Déi virum Transporter an d'Schluechthaus gi vum den zoustännege Veterinären am Schluechthaus kontrolléiert. Fir d'Kontrolle vum Transit vum Déierentransporter besteet eng Kollaboratioun tëschent der Lëtzebuerger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) an der Verwaltung vum der Douane.

Et bleift och nach ze vermierken, dass de Landwirtschaftsministère zanter dem leschte Joer e Verbuert ausgeschwat huet fir den Transport vu Schluechtbéischten an Drëttlänner.

ad 3. Am Kader vum Agrarconseil huet de Lëtzebuerger Landwirtschaftsminister ëmmer erëm drop higewisen, dass ee soll d'Transportweeër vum den Déieren, haaptsächlech déi fir d'Schluechtung, op e Minimum

reduzéieren an zousätzlech d'Konditiounen vum „bien-être animal au transport“ verbessern. Lëtzebuerg huet och do Ennerstëtzung vun anere Länner kritt.

D'EU-Kommissioun huet verschidde wëssenschaftlech Etüden zum Beräich Déiereschutz bei der EFSA (europäesch Liewensmëttelagence) an Optrag ginn a wäert elo déi Avisen an d'Verbesserung vun der Legislatioun betreffend déi verschidde Facettë vum Déiereschutz ophuelen. Dës Revisioun vun der europäescher Legislatioun soll nach virum Enn 2023 vun der Kommissioun präsentéiert ginn.

D'Regierung ass bereet, all Form vu Schluechthaus ze ënnerstëtzen ënner der Konditioun, dass dës déi verschidde Konditiounen vun der Legislatioun respektéieren.

ad 4. Ee wichteg Element vun dëser Initiativ ass d'Verbesserung vum Déiereschutz bei der Haltung vun Déieren, beim Transport souwéi och beim Schluechten.

Duerch d'Schafung vun der neier Verwaltung ALVA, déi dem Landwirtschaftsministère ënnersteet, ass dësen elo zoustänneg fir d'Kontrolle vun der ganzer Liewensmëttelketten, also vum Stall bis op den Dësch.

.....
Nouvelle pharmacie pour les communes de Äerenzdall, Bettendorf, Reisdorf et Tandel | Question 7977 (10/05/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Les récentes discussions tournant autour de la création potentielle d'une pharmacie à Fohren dans la commune de Tandel évoquent la question légitime s'il ne mérite pas d'installer une nouvelle officine au service des habitants vivant dans les communes de Äerenzdall, Bettendorf, Reisdorf et Tandel.

En effet, la population de ces quatre communes ne cesse de croître. Au 1^{er} janvier 2023, elle s'élevait à quelque 9.400 personnes. Sachant également que la population de la « Nordstad » est, elle aussi, en train d'augmenter et qu'elle augmentera sensiblement au fil des années à venir, il est en effet logique et fondé de s'interroger sur l'implantation d'une pharmacie supplémentaire dans la région «canton de Vianden-Bettendorf-Reisdorf-Äerenzdall».

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Madame la Ministre est-elle d'avis que la région en question mérite de se voir octroyer une concession en vue de la création d'une nouvelle pharmacie ?

– La proximité géographique du site discuté de Fohren par rapport à Vianden serait-elle une raison pour laquelle Madame la Ministre préférerait, le cas échéant, refuser l'installation d'une officine en ce lieu précis ?

– Dans l'affirmative, Madame la Ministre serait-elle encline à réfléchir dès lors sur la création d'une nouvelle pharmacie sur le territoire de la commune de Bettendorf en raison de sa situation géographique probablement plus favorable ?

Réponse (25/05/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

L'honorable Député pose la question de la répartition des officines de pharmacie accessibles au public dans la région Nord-Est du pays et du besoin éventuel de créer des concessions supplémentaires dans cette partie du pays.

Le graphique ci-dessous reprend la répartition actuelle des officines de pharmacie dans la région Nord-Est du pays. Les points rouges indiquent les officines actuellement présentes.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La discussion concerne essentiellement le canton de Vianden et la partie est du canton de Diekirch.

Le tableau ci-dessous reprend la population par commune au 1^{er} janvier 2023 (source : Statec)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le but du système de concessions de pharmacies, tel qu'il existe au Luxembourg, est double :

- garantir d'un côté un service adéquat à la population avec un accès aux médicaments et produits de santé, y compris un service de garde (nuits/jours fériés),
- garantir en même temps la possibilité d'une viabilité économique aux officines.

Dans son appréciation de l'opportunité de créer une nouvelle concession, le Ministère de la Santé tient notamment compte de différents facteurs, à savoir :

- la population résidente des communes (critère principal),
- l'existence de certains « points d'intérêt » comme la présence de cabinets médicaux, de maisons médicales et d'hôpitaux,
- les distances géographiques et la facilité d'accès par la route (en voiture ou en transports publics) par rapport à d'autres officines déjà existantes.

Même si, par le passé, des concessions ont été créées dans des communes avec moins d'habitants, à la fois le Collège médical et le Syndicat des pharmaciens luxembourgeois plaident actuellement pour un seuil de 5.000 habitants par commune pour la création d'une première concession. En effet, de nos jours la complexité d'une officine en termes de locaux, équipements, digitalisation/robot, stock en médicaments et produits à maintenir sur place, engendre un investissement économique initial non négligeable pour le pharmacien, qui, ensemble avec les salaires mensuels du personnel font que la rentabilité économique exige un certain chiffre d'affaires.

Basé sur le critère de population, aucune commune du canton de Vianden ne devrait posséder d'officine, et l'ensemble du canton se qualifie tout juste pour une seule pharmacie, ce qui reflète la réalité actuelle du terrain (à savoir, une pharmacie à Vianden, chef-lieu du canton). En ce qui concerne la partie Est du canton de Diekirch, les trois communes Bettendorf, Reisdorf et Vallée de l'Ernz ne satisfont pas individuellement au critère de population. Prises ensembles, les trois communes ont cependant environ 7.000 habitants.

En ce qui concerne la présence de cabinets médicaux, seule la commune de la Vallée de l'Ernz (localité de Eppeldorf) posséderait, d'après nos informations, un cabinet de médecine générale qui semble tenu par tranches horaires par différents médecins généralistes des alentours.

La proximité géographique entre la localité de Fohren (commune de Tandel) et Vianden de seulement 4,3 km, et par ailleurs de seulement 7,7 km de Diekirch, est effectivement un facteur dont on devra tenir compte dans le traitement de la demande de concession à Fohren.

Dans la partie Est du canton de Diekirch, aucune localité n'est distante de plus de 10 km de la ville de Diekirch avec ses deux pharmacies ou d'autres pharmacies dans des cantons avoisinants comme le montre le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En conclusion : basé sur des critères objectifs de population, d'activité médicale et de distance géographique, il



est actuellement difficile de justifier la création d'une nouvelle officine de pharmacie dans la région concernée.

Rendez-vous non honorés en imagerie médicale | Question 7978 (11/05/2023) de M. Marc Hansen | Mme Josée Lorsché (déi gréng)

Selon nos informations un certain nombre de rendez-vous pris en imagerie médicale ne serait pas honoré par les patients. Nous aimerions dès lors avoir les renseignements suivants de la part de à Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Combien de rendez-vous ne sont pas honorés par jour et par année en IRM, scanner et mammographie respectivement sur les différents sites hospitaliers ? De quel pourcentage par rapport au nombre total de rendez-vous s'agit-il ?

2) Les différents hôpitaux ont-ils mis en place des stratégies afin de limiter le nombre des rendez-vous non honorés et quelles sont-elles le cas échéant ?

3) Les rendez-vous non honorés sont-ils facturés ?

Madame la Ministre a récemment annoncé la centralisation de la prise de rendez-vous en imagerie médicale afin d'éliminer le phénomène de la prise de rendez-vous sur plusieurs sites pour une seule ordonnance.

4) Quelle est l'ampleur de la prise de rendez-vous multiple pour une seule ordonnance ?

5) Endéans quel délai la prise de rendez-vous centralisée pourra-t-elle être opérationnelle et de quelle façon se déroulera-t-elle ? Des pourparlers avec les hôpitaux voire la Fédération des hôpitaux sont-ils déjà en cours ?

Réponse (13/06/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Les taux de non-respect des rendez-vous pour les différents types d'examen sont les suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les données concernant le total annuel et la moyenne des rendez-vous non respectés ne sont pas exhaustives et pas disponibles pour chaque établissement.

ad 2) Les différents hôpitaux sensibilisent les patients lors de la prise de rendez-vous et une confirmation des rendez-vous pris par SMS a été mise en place.

Quand un patient ne se présente pas au rendez-vous, l'hôpital essaie, dans la mesure du possible, de réutiliser la plage disponible afin de réaliser un examen pour un patient stationnaire.

ad 3) Les hôpitaux ne procèdent pas à une facturation de l'examen comme celui-ci n'a pas eu lieu.

Les médecins ne facturent en général pas d'honoraires en cas de non-présentation à un rendez-vous pris mais sont libres d'en décider au cas par cas.

ad 4) Ces données ne sont pas disponibles. Il est constaté que le taux de non-présentation de patients aux rendez-vous pris se situe entre 3 et 6 % selon l'équipement concerné.

ad 5) L'Observatoire de la santé collabore avec le Luxembourg Institute for Health et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois afin de mettre en place une approche cohérente de recensement des délais d'attente pour les différents types d'examen.

Dans ce cadre, une approche de coordination nationale des prises de rendez-vous sera identifiée afin de déterminer les plages disponibles selon les modalités requises.

Certains centres hospitaliers mettent en place une centralisation des prises de rendez-vous au sein de leur établissement avec leurs médecins concernés. La mise en œuvre d'une application mobile permettra de centraliser la prise de rendez-vous. Une approche nationale pourra être réalisée dans un deuxième temps.

Régime et indemnités des employés de l'État | Question 7979 (11/05/2023) de Mme Octavie Modert | Mme Diane Adehm (CSV)

Laut dem Artikel 7 vum ofgeännerte Gesetz vum 25. März 2015 zu den Indemnitäten an dem Regimm vun den Employés d'État kann ee Staatsemployé, deen nach keng 55 Joer huet oder manner wéi zwanzeg Joer am Déngscht ass, gekénnegt kréien, wann e während zwoelf Méint méi wéi sechs Méint krankgemellt war. D'AAE, d'Associatioun vun de Staatsemployéen, fuerdert scho laang, fir dësen Nodeel vun de Staatsemployé par rapport zu de Staatsbeamten an och dem Droit du travail am Allgemengen opzehiewen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister vun der Fonction publique stellen:

– Gedenkt den Här Minister, d'Gesetz an deem Sënn ze änneren, dass och Staatsemployéen am Fall vun enger laanger Krankheit besser virun enger Entloosung protegéiert sinn? Wann nee – firwat net?

Réponse (30/05/2023) de M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique

Am Gehälteraccord vum 9. Dezember 2022 ass ënnert dem Punkt 6 Follgendes festgehal: „Un groupe de travail sera institué au cours de l'année 2023 pour analyser la protection des fonctionnaires et employés de l'État en cas de maladie de longue durée.“

Deen Aarbechtsgrupp tëscht dem Ministère fir d'Fonction publique an dem Sozialpartner ass zesumme gesat ginn a wäert an deenen nächste Woche seng Aarbecht ophuelen. Wann déi Aarbechten ofgeschloss sinn, kritt de Minister fir d'Fonction publique d'Resultat dovou presentéiert.

Carrières dans la Police grand-ducale | Question 7980 (11/05/2023) de M. Dan Biancalana (LSAP)

La réforme de la Police grand-ducale a introduit les nouvelles carrières A2 et B1 dans la police par le biais de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale¹. Cette loi prévoit notamment la création de groupes de traitement policier B1 et A2. Depuis lors, le groupe de traitement B1 a été créé pour le cadre policier. Cependant, aucun poste faisant partie du groupe de traitement A2 n'a été créé dans le cadre policier.

Me référant à la réponse de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure à ma question parlementaire

¹ Loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification : 1° du Code de procédure pénale ; 2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ; 3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ; 4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et portant abrogation : 1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ; 2. le Code d'instruction criminelle ; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique ; 2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la police.

n° 7855 du 31 mars 2023, je souhaite poser les questions suivantes :

1) Monsieur le Ministre avance qu'il y a lieu d'adapter la formation aux besoins du nouveau groupe de traitement A2 et de définir le rôle des futurs policiers A2. Monsieur le Ministre peut-il me préciser ce qui pourrait être le rôle d'un futur policier A2 ?

2) Quelles sont les attributions des policiers détenteurs d'un bachelors dans les pays voisins ?

Réponse (30/05/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Comme expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 7855, le rôle des futurs policiers relevant du groupe de traitement A2 n'a pas encore été défini à l'heure actuelle. Il n'est néanmoins pas exclu que les postes réservés à ce groupe de traitement se verront attribuer des rôles de middle management au sein de la police.

ad 2) En France, par exemple, les détenteurs d'un titre de bachelors peuvent postuler pour la carrière des « officiers de police » avant de suivre une formation de 18 mois. L'officier de police assure les fonctions de commandement opérationnel des services et d'expertise supérieure en matière de police et de sécurité publique.

En Allemagne, en prenant l'exemple de la Rhénanie-Palatinat, les candidats détenteurs d'un baccalauréat peuvent postuler pour la carrière du « Polizeikommissar/in » en choisissant le « Bachelorstudiengang Polizeidienst ». En trois ans, ces candidats peuvent donc acquérir un bachelors dans une école de police avant de commencer leur carrière en patrouille.

Changement d'administration des policiers | Question 7981 (11/05/2023) de M. Dan Biancalana (LSAP)

La Police grand-ducale recrute massivement. Ainsi, le plan de recrutement extraordinaire prévoit pour les années 2020 à 2022 le recrutement de 607 policiers et de 240 personnes dans les carrières civiles. Cependant, le travail policier a ses particularités et les exigences du travail peuvent parfois être éprouvantes. Les heures supplémentaires sont nombreuses dans différents services et le travail posté s'applique à certains d'entre eux. D'après plusieurs syndicats policiers, certains agents ne sont pas satisfaits de l'avancement de leur carrière. Ce sont autant de raisons qui pourraient pousser un agent à vouloir changer d'administration. C'est pourquoi il est intéressant d'étudier les fluctuations au sein du personnel de la Police grand-ducale. La fonction publique permet la mobilité interne aux fonctionnaires et employés de l'État. Le changement d'administration est réglé par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration. Cette loi a été modifiée à deux reprises par une loi du 10 novembre 2017 et par une loi du 25 juillet 2018.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

– Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de fonctionnaires du cadre policier ayant effectué un changement d'administration au cours des cinq dernières années ?

– Quelles sont les raisons invoquées ?

– Vers quelles administrations étatiques voire communales ces changements ont-ils été effectués ?

Réponse (08/06/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Il appert que la très grande majorité de ces changements est liée à l'article 20 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police. Ainsi, 16 agents du cadre policier ont quitté la police pour rejoindre l'IGP depuis le 1^{er} août 2018.

Pour le reste, 4 membres du cadre policier ont été affectés à une autre administration pour raisons médicales, suite à des décisions de la Commission des pensions, et 3 membres du cadre policier ont effectué un changement d'administration pour raisons personnelles, en vertu des dispositions de la loi modifiée du 25 mars 2015 citée par l'honorable Député.

Je renvoie également l'honorable Député à la réponse à la question parlementaire 7971.

.....

Promotion des élèves surdoués | Question 7982 (11/05/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Héich begaabte Schüler ginn an eisem Schoulsystem oft net erkannt bzw. ënnerschätzt an deemno och schlémmstefalls diskriminéiert. Jiddefalls ass dat d'Feststellung vu ville Elteren, deenen hiert iwwerduerchschnëttlech begaabte Kand sech an der Schoul oft friem fillt a sech aus deem Grond zrëckzitt oder souguer Depressiounen entwëckelt. Dat féiert dann oft dozou, dass dës Kanner net déi Notte kréien, déi een eigentlech vun hinnen erwaarde géif.

Vill Eltere wëssen net, wéi se hire Kanner, déi an deem Fall sinn, hëllef kënnen. Si maache sech Suerge, wann d'Notte vun hirem Kand ofrutschen, besonnesch dann, wann et an der Vergaangenheet gutt Notte krut.

An deem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Leien dem Här Minister Statistike vir, wéi vill héich begaabte Schüler et am Enseignement fondamental gëtt?

2. Huet de MENJE e Laangzäitkonzept (5- resp. 10-Joresplang) zur Förderung vun Héichbegabten? Falls jo, wéi gesäit dëst nationaalt Konzept vum MENJE aus? Säit wéini besteet dëst? Wéini gouf dëst fir d'lescht evaluéiert? Falls nee, firwat ass keen esou Konzept ausgeschafft ginn?

3. Wéi eng Initiativen hält de MENJE konkret, fir Héichbegaabter ze ënnerstëtzen?

4. Wéi garantéiert de MENJE, dass d'Förderung vun engem héich begaabte Schüler konsequent ëmgesat gëtt?

5. Wéi traitéiert de Ministère déi eenzel Directions générales, wann eng Förderung an engem Departement net konsequent ëmgesat gëtt? Wéi gëtt dëst dokumentéiert? Wat sinn hei d'Konsequenzen?

6. Wéi garantéiert eng Direction générale, dass den héich begaabte Schüler déi néideg Förderung kritt? Wéi ënnerstëtzt eng Direction générale d'Léierpersounen bei dëser Aufgab?

7. Ginn d'Elteren an deem Kontext mat agebonnen? Awéiwäit?

8. Awéiwäit an a wéi engem Rhythmus ass eng Léierpersoun ugehalen, sech beim Thema „Héich begaabt Kanner“ weiderzebilden?

9. Besteet hei eng Weiderbildungsdemande säiten dem Léierpersonal? Wa jo: Wéi gëtt där Demandé Rechnung gedroen?

10. Awéiwäit ass de Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel an dës Weiderbildungen agebonnen?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Feststellung vun der Héichbegabung geet haaptsächlech iwwer IQ-Tester, sou Tester ginn net systematesch bei alle Schüler duerchgefouert, dofir gëtt et och keng genau Zuele fir den Enseignement fondamental. Et kann een dervun ausgoen, dass 2,23 % vun der Bevëlkerung an esou engem IQ-Test wäit iwwerduerchschnëttlech géifen ofschneiden (also en IQ vun iwwer 130 hunn), dat wieren 1.180 Schüler a Schülerinne vun den 52.945 Kanner aus der Grondschoul.

ad 2. Mam Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwer d'Kreatioun vu Kompetenzzentren a Faveur vun der Inklusioun gouf festgehalen, dass Kanner a Jugendlecher, déi héich begaabt sinn, och als Élèves à besoins spécifiques gezielt ginn, wann si eng spezialiséiert Prise en charge brauchen, fir hiert Potential kënnen ze entwëckelen.

An dësem Kader gouf mam Schaf vum Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel (CEJHP) e wichtege Accent op d'Thematik vun der Héichbegabung geluecht. Kanner mat Héichbegabung kréien, wann si dat brauchen, Ënnerstëtzung ugebueden vun de verschiddenen Acteuren, déi an der Inklusioun schaffen. Och gëtt reegelméisseg an de Schoulen zum Thema Héichbegabung sensibiliséiert an et gi Formatioune fir d'Enseignanten ugebueden.

ad 3. Eng ganz Rei Moosnamen kënnen geholl ginn, fir héich begaabte Kanner ze ënnerstëtzen:

– Den Titulaire ka säin Enseignement adaptéieren (zum Beispill d'Matière méi kompakt ënnerrichten, de Schüler méi séier weiderkomme loossen an dem Schüler ee méi räicht Angebot u Matière an Theme proposéieren).

– De Schüler kann deels an enger méi héijer Klass beschoult ginn (fir verschidde Fächer).

– En Zyklus kann amplaz vun zwee Joer, an engem Joer gemaach ginn.

– Amenagementen, déi dem Kand hëllef, kënnen virgeholl ginn.

De CEJHP bitt ausserdeem nach spezifesche Léieratioune, Interventioune vun engem Enseignant-Resource beim Schüler an der Schoul (ISA), an individuell Suivien (an den Theemfelder vun der Psychologie, Pädagogie oder Psychomotricitéit) un.

ad 4. Allgemeng ass den Enseignant verpflichtet, säin Unterrecht un d'Besoinen vun all Kand unzepassen.

Wann ee Schüler eng spezifesche Prise en charge brauch, kann d'Commission d'inclusion vun der Schoul kontaktéiert ginn. D'Commission d'inclusion hält dann an engem Plan de prise en charge individualisé (PPCI), zesumme mat den Elteren, Fördermesurë fir de Schüler fest an erennt eng sougenannte Personne de référence, déi de Suivi vum Schüler sengem Dossier assuréiert. Dës PPCI gëtt reegelméisseg evaluéiert an un d'Besoinen vum Schüler ugepasst.

Um nationalen Niveau gëtt et d'Commission nationale d'inclusion (CNI), déi, wann se saiséiert gëtt, zu all Moment bei der Commission d'inclusion den Dossier ufroen a gegebenefalls och d'Commission d'inclusion oder e Kompetenzzentrum chargéiere kann, eng nei Evaluatioun vum Schüler ze maachen.

D'Förderung vum Schüler gëtt also duerch eng reegelméisseg Dokumentatioun a Reevaluatioun vu senger Besoinen garantéiert.

ad 5. Op nationalem Niveau ass et esou, dass, wa Problemer bestinn, wat d'Ëmsetzung vu verschiddene Fördermesuren ubelaangt, d'CNI ee wichtege Usprechpartner fir d'Direktiounen an d'Elteren ass, andeem se hirem Rôle als Conciliateur nokënnen.

Des Weideren ass ze bemierken, dass, wann d'CNI vun enger Commission d'inclusion vun enger Direktioun

oder vun Eltere saiséiert gëtt, fir eng spezialiséiert Prise en charge fir ee Schüler en place ze setzen, d'CNI fir d'éischt, am Kader vun der Analys an Evaluatioun vun der Demandé, iwwerpréift, ob um lokalen a regionalen Niveau schonn Mesuren en place gesat goufen.

Am Kader vun der Eenzelfallanalys hält d'CNI d'Constaten a Conclusiounen an engem interner Rapport fest a prononcéiert sech zu der Suite vun der Demandé. Wann d'CNI kee Bien-fondé vun der Demandé ka festhalen, fir e Kompetenzzentrum ze saiséieren, schéckt d'CNI d'Demandé mat engem Bréif un d'Commission d'inclusion zeréck mat der Recommandatioun, d'Mesuren um lokalen a regionalen Niveau en place ze setzen.

Falls Problemer bei der Mise en place vu Mesurë bestoe sollten, gëtt den Echange mat der jeeeweileger Direktioun gesicht, fir gemeinsam no enger Léisung ze sichen.

ad 6. D'Förderung vun den héich begaabte Schüler gëtt um Niveau vun den Direktiounen engersäits garantéiert duerch déi verschidde Mesuren, déi fir e Schüler en place gesat kënnen ginn (wéi zum Beispill een adaptéiert Léierprogramm), déi dann an engem PPCI festgehalen ginn.

Anersäits gëtt d'Prise en charge garantéiert duerch den Encadrement vum Schüler duerch forméiert Léierpersonal, awer och duerch speziell forméiert Interventanten, déi, en cas de besoin, direkt an de Klassen agéiere kënnen, fir d'Léierpersonal an de Schüler ze ënnerstëtzen, wéi den Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) oder och d'Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ESEB).

Des Weidere kann sech d'Léierpersonal och un den CEJHP wenden, deen als Centre de compétences en psychopédagogie spécialisée, eng Conseil-guidance-Missioun fir d'Léierpersonal huet.

ad 7. Jo, d'Eltere sinn ëmmer an allen Etappen agebonnen.

ad 8. bis 10. All Enseignant ass gehalen, sech weiderzebilden an dat mindestens 48 Stonnen iwwer dräi Joer.

Den IFEN an Zesummenaarbecht mam CEJHP bitt dofir Weiderbildungen zum Thema Héichbegabung e puermol am Joer un. Am Schouljoer 2021/2022 huet den IFEN 64 Leit forméiert. D'Formatioune goufen en präsentiel souwéi online an am Blended Learning ugebueden. Am Schouljoer 2022/2023 goufen 119 Leit forméiert, wärend fir 63 Leit d'Formatioun nach usteet.

Doriwwer eraus ginn och vill Équipes pédagogiques vum CEJHP gecoacht, an och d'I-EBS kréie reegelméisseg spezifesche Weiderbildungen zum Thema Héichbegabung offéiert.

.....

Retard de l'ambulance lors d'un accident à Diekirch | Question 7983 (11/05/2023) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Bei engem rezente Accident zu Dikrech waren de Rettungsdéngscht an d'Ambulanz vu Réiden am Asaz, fir de Blesséierten an d'Spidol ze féieren. Laut eisen Informatiounen huet et bis zu enger hallwer Stonn gedauert, bis d'Gefierer op der Plaz waren.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Inneminister stellen:

– Kann d'Madamm Minister dës Informatiounen confirméieren? Wa jo – firwat huet et sou laang gedauert, bis d'Gefierer op der Plaz waren?

– Kann d'Madamm Inneminister Statistike virleeën iwwer d'Zäit, déi pro Asaz tëschent dem Noutriff an dem Antreffe vum éischte Gefier op der Plaz vergeet? Wa jo – a wéi enge Fäll kann ee soen, dass d'Gefierer „ze spéit“ op der Plaz waren, a wéi dacks kënn dat vir? Wann net, firwat gi keng entspreichend Statistike gefouert?

– Aus wéi engem Grond ware bei engem Asaz zu Dikrech d'Gefierer vu Réiden am Asaz, an net déi vun Dikrech selwer?

– Ass virgesinn, fir d'Richtlinne fir d'Asätz am Sënn vun der Proximitéit unzepassen, fir méi flexibel op Noutsituatiounen ze reagéieren?

Réponse (13/06/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Bei dëser parlamentarescher Fro handelt et sech ëm operationell Froen, déi am Kompetenzberäich vum CGDIS leien. Als Inneministesch kann ech deemno keng Aussoen zu dësem konkreten Asaz vum CGDIS maachen. Persounen, déi der Meenung sinn, dass en Asaz vum CGDIS net richteg ofgelaf wier, kënnen hir Reklamatioun per E-Mail (reclamation@cgdis.lu) direkt un d'Generaldirektioun vum CGDIS riichten.

D'Haaptobjektiv vum Plan national d'organisation des secours (PNOS) ass dat, dass eng Persoun, déi an Nout ass an egal wou se sech am Land befënnt, a manner wéi 15 Minutten Hëllef kritt.

Dem CGDIS seng Asazrichtlinne gesi scho säit 2016 vir, dass jee weils ëmmer déi Ambulanz op d'Asazplaz geschéckt gëtt, déi geografesch am noosten an deemno och am séiersten op der Asazplaz kann ukommen. Iwwert de sougenannte „Routing“ vun den Asazgefierer weess d'Asazzentral 112 zu all Moment, wou sech en Asazgefier befënnt. Aus deem Grond kënn et reegelméisseg vir, dass z. B. eng Ambulanz aus engem Nopeschzenter intervenéiert. Meeschtens ass dëst de Fall, wann eng eidel Ambulanz um Réckwee an hiren Asazcenter ass.

Plan d'aménagement général de la commune de Wiltz | Question 7984 (11/05/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Mengen Informatiounen no gouf de Banneministère iwwert e Schreiwes – an deem Fall en ageschriwwene Bréif – iwwert méiglech Violatioun vum PAP Quartier existant (PAP QE) an der Gemeng Wolz informéiert. Mir gouf iwwerdeems matgedeelt, datt dëse Bréif un d'Gemeng Wolz weidergeleet gouf.

An deem Kontext géif ech der Madamm Banneministère gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt dës Weiderleedung, déi ouni den Accord vum Bierger, deem dem Banneministère dëst Schreiwes zoukomme gelooss huet, duerchgefouert gouf, konform zum Dateschutzgesetz ass?

2. Ass d'Madamm Minister iwwert méiglech Violatioun vum PAG respektiv vum PAP QE an der Gemeng Wolz informéiert ginn?

3. Ass d'Madamm Minister och schonns an der Vergaangenheet iwwert méiglech Violatioun vum PAG respektiv PAP QE zu Wolz oder an anere Gemengen informéiert ginn?

4. Wa jo, wat huet d'Madamm Minister an der Vergaangenheet géint dës Violatiounen gemaach a wat huet d'Madamm Minister deemools an haut ënnerholl, fir méiglech weider Violatiounen vum PAG respektiv PAP QE zu Wolz oder anere Gemengen an Zukunft ze verhënneren?

Réponse (13/06/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Ech sinn net der Meenung, dass d'Weiderleede vun engem Schreiwes vun engem Bierger un d'Gemeng, an deem dësen op eng méiglech Violatioun vum Deelbauungsplang „quartier existant“ opmierksam mécht, géint d'Dateschutzgesetz verstéisst.

Effektiv handelt den Inneministère hei a senger Roll vun der Tutelle administrative. Doriwwer eraus ass et eng gängeg Praxis, sou Bréiwer un d'Gemeng weiderzeleeden, fir hir Positioun ze kennen, ier iergendwellech Schlëss kënnen gezu ginn, an dëst am Respekt vum „principe du contradictoire“.

Et ass richteg, dass den Inneministère iwwert dee Bréif, vun deem hei rieds ass an deem eng méiglech Violatioun vum PAP „quartier existant“ vun der Gemeng Wolz opwerft, informéiert ginn ass.

Soubal den Inneministère Kenntnis (z. B. a Form vu Courriere vu Memberen aus dem Gemengerot oder Bierger) vu méigleche Verstéiss géint Gemengereglementatiounen huet, freet en eng Demande de prise de position bei der betraffener Gemeng. Wann sech de Problem opgrond vun der Prise de position vun der Gemeng net erkläert, muss de Ministère den Dossier konsequenterweis un de Parquet weiderleeden.

Procédure de déclaration du médecin traitant | Question 7985 (11/05/2023) de M. Marc Hansen (déi gréng)

Afin de standardiser la procédure et de réduire l'utilisation de papier, la CNS propose une nouvelle procédure pour la déclaration du médecin traitant.

Dans sa circulaire CTF n° 007bis/2023 du 23 février 2023 concernant la déclaration de changement de médecin traitant, la CNS constate qu'actuellement « les déclarations de changement de médecin traitant se font par téléphone, par courriel, par fax ou par courrier » et que le formulaire précité « n'est pas utilisé systématiquement par les établissements hospitaliers ». Directement applicable et seule acceptée à partir du 1^{er} juin 2023, la nouvelle procédure qui consistera en pratique en :

- 1) impression du formulaire de déclaration pour apposition du cachet et signature obligatoire du médecin traitant ;
- 2) rénumérisation du formulaire sous format PDF ;
- 3) envoi du PDF scanné sous format Image via un e-mail sécurisé (regimail).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une procédure purement numérique aurait pu rendre la procédure moins compliquée, et surtout plus rapide ?

2) Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien de déclarations du médecin traitant ont été établies par an au cours des cinq dernières années ?

3) Monsieur le Ministre est-il également d'avis que l'impression et le rescannage d'un formulaire pour des centaines, voire des milliers de « changements de médecin traitant » par année réduisent l'utilisation du papier, comme le déclare la CNS ?

4) Dans un souci de simplification administrative et de réduction de la consommation du papier, ne serait-il pas plus judicieux que les médecins hospitaliers aient la possibilité de signer ces formulaires par voie électronique ?

Réponse (13/06/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Une transmission purement électronique est déjà possible pour la déclaration du médecin traitant. Une solution partiellement électronique est en place pour les déclarations de changement du médecin traitant. Une simplification de cette procédure est en cours d'analyse par la Caisse nationale de santé (CNS).

ad 2) Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de déclarations de changement du médecin traitant et le nombre de déclarations du médecin traitant au cours des cinq dernières années.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Pour l'instant, la procédure de la déclaration de changement du médecin traitant n'est pas modifiée et un envoi électronique à la CNS est possible. Au-delà de la solution en place, les efforts de digitalisation portent sur toutes les transmissions d'informations, ceci pour faciliter ces mêmes échanges, améliorer le recours aux différents services et prestations et globalement réduire l'utilisation de documents imprimés.

ad 4) Des discussions en ce qui concerne la signature électronique des documents émanant du corps médical sont en cours entre la CNS et l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg.

Directives anti-corruption | Question 7986 (11/05/2023) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

La Commission européenne vient de présenter son paquet de mesures anti-corruption. La Commission estime que l'actuel cadre européen est dépassé et inadapté aux nouvelles formes de corruption. Ainsi, le nouveau projet veut harmoniser et préciser les différents degrés de corruption, du trafic d'influence à la corruption active en passant par l'abus de pouvoir, le détournement, l'obstruction à la justice ou l'enrichissement illicite. Son but est en outre l'harmonisation des peines.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice quelle est la position du Gouvernement face à cette proposition qui se voit déjà critiquée par des ONG pour être trop timide.

2) En quoi cette directive impactera-t-elle notre législation actuelle ?

3) Combien d'affaires de corruption ont été poursuivies au Luxembourg endéans les cinq dernières années ?

Réponse (12/06/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1) La proposition de directive reprend principalement des obligations et des normes internationales telles qu'elles existent déjà dans la Convention des Nations Unies contre la corruption, qui est l'instrument le plus complet en la matière et qui a été ratifié par le Luxembourg.

La proposition a notamment pour but de lutter contre la corruption par le biais du droit pénal en permettant une meilleure coopération entre les autorités compétentes. En mettant à jour le cadre juridique de l'Union et en harmonisant les législations divergentes des États membres, la proposition de directive permet de répondre de manière appropriée au phénomène transfrontalier de la corruption.

ad 2) La législation actuelle est déjà largement conforme au texte de la proposition de directive. Certaines adaptations ponctuelles pourraient cependant

s'avérer nécessaires à la suite des négociations au sein du Conseil et des trilogues avec le Parlement européen.

ad 3)

- En 2019 : 5 ;
- en 2020 : 10 ;
- en 2021 : 5 ;
- en 2022 : 18.

.....

Étude de l'ILReS sur l'avenir de l'agriculture | Question 7987 (12/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Enn Abrëll kruten d'Bauern e Schreiwes vum Landwirtschaftsministère, an deem si opgeruff ginn, bei enger Etude, déi vum Meinungsinstitut ILReS duerchgefouert gëtt, matzemaachen. Aus dem Schreiwes geet allgemeng ervir, datt et ëm d'Zukunft vun der Landwirtschaft an der Liewensmëttelproduktioun an den nächste Jore geet.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wat gëtt genee an der Etude ofgefrot?
2. Wat ass déi genee Zilsetzung vun der Etude?
3. Adresséiert sech d'Etude un all d'landwirtschaftlech Betriber am Land?
- Wann nee, no wat fir Krittere sinn d'Betriber ausgewielt ginn?
4. Wat fir en Impakt wäerten d'Resultater op d'Gestaltung vun der Landwirtschaftspolitik an den nächste Joren hunn?
5. Wéini ginn d'Resultater vun der Etude publizéiert?
6. Wat kascht d'Etude?

Réponse (09/06/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. An der Etude geet et drëms erauszeffannen, wéi d'Produzenten déi ekonomesch a strateegesch Situatioun vun hire Betriber aktuell an an Zukunft aschätzen. Et gëtt och Froe gestallt, wat hir Suergen an hiren Image ugi respektiv wat si mengen, wat d'Attenté vun de Konsumente vis-à-vis vum Secteur sinn.

ad 2. Parallell zu dëser Etude huet de Ministère d'Meinungsinstitut ILReS och beoptraagt, eng Émfro bei de Konsumenten ze maachen, déi zum Deel déi selwecht Froe gestallt krute wéi d'Produzenten. D'Zil ass et, fir d'Attenten a Besoine vun deenen engen an anere besser kennen ze léieren, fir se am Sënn vun enger nohalteger Ernierungsstrategie, déi Lëtzebuerg sech an den nächste Jore wäert ginn, besser kennen ofzestëmmen.

ad 3. Allegueren d'landwirtschaftlech Betriber goufe vum Minister Claude Haagen ugeschriwwen; d'Deelhuelen ass fakultativ.

ad 4. D'Resultater vun dësen Etudé wäerten een Element bei der Gestaltung vun der zukünftiger Landwirtschaftspolitik duerstellen.

ad 5. Enn Juni/Ufank Juli

ad 6. 15.475 € (HTVA).

.....

Urgences néonatales | Question 7988 (15/05/2023) de **M. Georges Mischo** (CSV)

Et kënn ëmmer nees vir, datt Frae mussen d'urgence an en Zentrum fir Neonatologie am Ausland iwwerwiese ginn, well hei am Land kee Bett an enger Neonatologiestatioun méi fräi ass. Dat ass net de fräie

Choix vun der Patientin, mee ass enger medezinnescher Urgence geschold. Eisen Informatiounen no refuséiert d'CNS an esou Fäll trotzdem ëmmer nees de Remboursement vun de Fraisen, esou datt déi be-
traffe Fraen d'Käschte vum der Hospitalisatioun am Ausland selwer mussen droen.

An deem Kontext wëll ech folgend Froen un de Minister fir Soziales stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, datt d'CNS och am Fall vun enger medezinnescher Urgence de Remboursement vun enger Hospitalisatioun am Ausland verweigert, obwuel hei am Land kee Bett méi op enger Neonatologiestatioun fräi ass?

- Wa jo, mat wat fir enger Begrënnung kann de Remboursement an esou Fäll verweigert ginn?

- Wa jo, firwat dréit d'CNS am Fall vun enger medezinnescher Urgence net d'office d'Käschte vun enger Hospitalisatioun op enger Neonatologiestatioun am Ausland, wann zu Lëtzebuerg keng Plaz disponibel ass?

2. A wéi vill Fäll huet d'CNS am leschte Joer am Fall vun enger Urgence de Remboursement vun enger Hospitalisatioun op enger Neonatologiestatioun am Ausland refuséiert?

3. Féiert de Refus vun der CNS net derzou, datt Kliniken, déi selwer keng spezialiséiert Neonatologiestatioun hunn, am Fall vun enger Risikoschwangerschaft d'Fraen direkt an automatesch an eng vun de Klinicke mat enger Neonatologiestatioun N° 7988 iwwerwiese fir ze verhënnere, datt si am Fall vun enger Noutsituatioun d'Käschte mussen selwer iwwerhuelen?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministere de la Sécurité sociale

ad 1. D'Prozedur vun den Auslandsiwwerweisungen ass am Dezember 2022 geännert ginn. Zënterhier ass keng Demande méi refuséiert ginn an d'CNS huet och am Kader vun der Neonatologie déi Demandé validéiert, déi ze spéit erakoumen, wann dëse Retard och justifiéiert war, zum Beispill bei enger Urgence, wou d'Demande net konnt virdu gestallt ginn.

ad 2. an 3. Dat lescht Joer gouf just an engem Fall d'Prise en charge refuséiert.

Fir all déi aner Fäll, wou e Recours ageluecht gouf virum Verwaltungsrout vun der CNS, gouf d'Prise en charge nodréiglech accordéiert op Basis vun den zousätzlechen Infoen, déi d'CNS krut.

.....

Changement de nomenclature des actes de neurochirurgie | Question 7989 (15/05/2023) de **M. Gilles Baum** | **M. Gusty Graas** (DP)

En date du 10 mai 2023, le conseil médical des Hôpitaux Robert Schuman (HRS) a envoyé une lettre à Madame la Ministre de la Santé, Paulette Lenert, où il dénonce le procédé d'un changement de nomenclature des actes de neurochirurgie.

Plus précisément, ce changement réserve le remboursement de certains actes de neurochirurgie intracrânienne au seul Centre hospitalier de Luxembourg (CHL). Et ce, bien que les HRS disposent depuis 25 ans d'une équipe de neurochirurgiens qui effectuent les mêmes traitements.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Monsieur le Ministre est-il au courant du changement de la nomenclature des actes de chirurgie mentionnés ci-dessus ?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ce changement représente une dégradation de la prise en charge neurochirurgicale des patients ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'accusation du conseil médical des HRS selon lequel l'AMMD fut délibérément mal informée en affirmant que tous les neurochirurgiens du pays ont donné leur accord au changement mentionné ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il s'agit d'un conflit d'intérêt lorsque le directeur du CHL, en sa qualité de représentant de la FHL, soutient l'attribution d'un monopole de certains actes de neurochirurgie au CHL ? Dans la négative, pour quelles raisons ? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre souhaite-t-il éviter une telle situation à l'avenir ?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à entamer un réexamen du changement de la nomenclature des actes de neurochirurgie intracrânienne ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministere de la Sécurité sociale

Lors de sa réunion du 8 décembre 2021, la Commission de nomenclature a voté à l'unanimité la recommandation circonstanciée sur la neurochirurgie.

Cette recommandation circonstanciée a été transmise le 16 décembre 2022 au Ministère de la Sécurité sociale afin de préparer le règlement grand-ducal correspondant. L'exposé des motifs joint prévoit que : « Pour proposer des nomenclatures consensuelles et de qualité, les travaux s'effectuent en concertation avec des représentants des praticiens des spécialités concernées désignés par l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD), qui constitue l'association médicale la plus représentative du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'un expert de la spécialité. Dans le cadre de la refonte de la nomenclature de la neurochirurgie du crâne, des neurochirurgiens du service national de neurochirurgie ont collaboré. La neurochirurgie ayant considérablement évolué depuis la dernière mise à jour de la nomenclature, les libellés en vigueur ne correspondent plus aux pratiques actuelles de la neurochirurgie. Une révision intégrale était donc nécessaire. »

En reprenant le contenu de la recommandation circonstanciée, un projet de règlement grand-ducal a été élaboré et transmis dans la procédure. Le 13 juin 2022 a été publié le règlement grand-ducal du 8 juin 2022 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie, qui contient les modifications relatives aux actes de neurochirurgie.

La Commission de nomenclature fonctionne de manière autonome et ses membres prennent les décisions sur les modifications des différentes nomenclatures. Sa composition est fixée par l'article 65, alinéas 8 et 9, du Code de la sécurité sociale, qui prévoit que :

« La Commission de nomenclature se compose de :

- 1) deux membres dont le président, désignés par arrêté conjoint des ministres ayant dans leurs attributions la sécurité sociale et la santé ; un membre doit avoir la qualité de médecin ;
- 2) deux membres désignés par le conseil d'administration de la Caisse nationale de santé ;
- 3) deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention pour les médecins ;
- 4) en fonction de la nomenclature en cause, deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention concernée.

Lorsque la Commission de nomenclature est amenée à statuer en matière d'actes et services relevant de la nomenclature des médecins et dispensés en milieu

hospitalier ou de la nomenclature des laboratoires d'analyses de biologie médicale, la composition de la Commission de nomenclature est complétée par deux membres devant avoir la qualité de médecin et désignés respectivement par arrêté conjoint des ministres ayant dans leurs attributions la santé et la sécurité sociale et par le groupement représentatif des hôpitaux. »

Le Ministère de la Sécurité sociale reprend le contenu tel qu'il a été voté par la Commission de nomenclature pour préparer les règlements grand-ducaux.

Les membres de la Commission de nomenclature sont désignés en toute indépendance par les organes qui composent la commission. Par ailleurs, la commission a des règles internes, qui s'inscrivent dans les dispositions légales et réglementaires régissant le fonctionnement de la commission, pour assurer le bon fonctionnement de celle-ci.

La révision de la nomenclature visée a été rendue nécessaire par l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. Plus précisément, l'article 4, paragraphe 4, de cette loi dispose que :

« (4) Chacun des services hospitaliers suivants est qualifié de "service national" et, en tant que tel, son exploitation ne peut être autorisée que dans un seul hôpital :
[...]

10. Neurochirurgie [...] »

Le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) est l'hôpital qui dispose de l'autorisation d'exploitation du service national en neurochirurgie et la nomenclature actuellement applicable tient compte de ce fait.

Néanmoins, le groupe Hôpitaux Robert Schuman (HRS) est en train de mener des discussions avec le CHL afin que l'hôpital au Kirchberg puisse éventuellement exploiter une antenne en neurochirurgie, ce qui aurait comme conséquence que ces mêmes actes pourraient être applicables dans une telle antenne du service national de neurochirurgie.

Finalement, comme un recours en annulation contre le règlement grand-ducal du 8 juin 2022 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 fixant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie a été introduit le 13 septembre 2022 par quatre médecins spécialistes en neurochirurgie auprès du tribunal administratif, il convient d'attendre le jugement de cette affaire avant de décider des prochaines étapes.

Inscription d'un groupe militaire privé russe sur la liste des organisations terroristes | Question 7990 (16/05/2023) de M. Gusty Graas (DP)

Le 9 mai 2023, l'Assemblée nationale a adopté une résolution réclamant que la France et l'Union européenne inscrivent le groupe militaire privé russe Wagner sur la liste des organisations terroristes.

Selon un article paru au « Monde » en date du 11 mai 2023, la Ministre des Affaires étrangères en France aurait mis en avant l'importance symbolique d'une telle démarche, et l'impact qu'elle pourrait avoir sur des États cherchant à entrer en relation avec le groupe militaire.

Or, suite à la demande du Parlement européen en novembre 2022, seule la Lituanie aurait jusqu'à présent placé le groupe Wagner sur la liste des entités terroristes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est la position du Ministère des Affaires étrangères en ce qui concerne la demande du Parlement européen ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il, à l'instar de la Lituanie, également inscrire le groupe Wagner sur la liste des organisations terroristes ?

Réponse (12/06/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Le groupe Wagner fait déjà l'objet de sanctions de l'Union européenne au titre du régime mondial de sanctions en matière de droits de l'homme et du régime de sanctions eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine. Le groupe Wagner fait ainsi l'objet d'un gel des avoirs et il est interdit aux citoyens et aux entreprises de l'Union européenne de mettre des fonds à leur disposition.

En ce qui concerne une éventuelle inscription du groupe Wagner sur la liste de l'Union en matière de terrorisme, il convient de noter que l'inscription du groupe Wagner sur la liste de l'Union en matière de terrorisme nécessiterait au préalable une décision d'une autorité nationale compétente. En effet, conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 4, de la position commune du Conseil du 27 décembre 2001 relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme, cette liste est « établie sur la base d'informations précises ou d'éléments de dossier qui montrent qu'une décision a été prise par une autorité compétente à l'égard des personnes, groupes et entités visés, qu'il s'agisse de l'ouverture d'enquêtes ou de poursuites pour un acte terroriste, [...] basées sur des preuves ou des indices sérieux et crédibles, ou qu'il s'agisse d'une condamnation pour de tels faits ».

ad 2) Il est renvoyé à la réponse à la question 1.

Camions 44 tonnes | Question 7992 (16/05/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Zu Lëtzebuerg si Camione mat Unhänger bis zu enger kombinierter Maximallaascht vu 44 Tonnen zouge-looss, genausou bei eise franséischen Noperen. Obwuel et am Artikel 3 am Zesummesspill mat der Annex I vun der EU-Direktiv 96/53 anescht virgesinn ass, dierfen dës Gefierer déi franséisch Grenz vu Lëtze-buerger Territoire aus allerdéngs net passéieren. Deementspriechend mussen fir en entspriechenden Transport am Eeschtfall zwee Gefierer mat dem entspriechende Personalopwand an Zousazkäschten agesat ginn.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister elaboréieren, ob an op wéi eng Manéier hien an där Fro bis ewell bei sengem franséischen Homolog intervenéiert ass, respektiv ob eng entspriechend Initiativ geplangt ass? Kann den Här Minister preziséieren, ewéi wäit hien sech an deem Dossier mat anere Partnerstaate koordinéiert, déi vum selwechte franséische Refus betraff sinn?

Réponse (25/05/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierten enquêtéiert iwwert e méigleche grenziwwerschreidende Gidderverkéier op der Strooss mat Gefierer mat enger Maximallaascht vu bis zu 44 Tonnen tëscht Lëtzebuerg a Frankräich.

Lëtzebuerg, grad wéi d'Belsch, huet sech diesbezüglich an der Vergaangenheet widderhuet bei de franséischen Autoritéiten agesat, fir den internationalen Transport bis 44 Tonnen ze erméiglechen, allerdéngs ouni Erfolleg.

Duerch en Dekreet vum 29. Juli 2021 huet Frankräich am Kader vun der Transpositioun vun de leschten Ännerunge vun der Direktiv 96/53 säi Code de la route esou emgéännert, datt Transporter mat engem Gewiicht tëscht 40 a 44 Tonnen nëmmen nach erlaabt sinn, wa se ganz op franséischem Territoire duerchgefouert ginn.

Doduerch sinn international Transporter mat bis zu 44 Tonnen tëscht Frankräich a sengen Nopeschlänner zanter dem 1. Januar 2022 definitiv net méi erlaabt.

Ausname gëtt et just fir den intermodale Verkéier a fir Gefierer mat alternativem Undriff, wéi vun der Direktiv virgesinn.

Projet « Asino » | Question 7993 (17/05/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Zënter 2011 ass zu Lëtzebuerg am Kader vum Projet „Asino“ a vun der „Reitpädagogik“ op verschidde Hänn am Land mat Ieselen a Pärder op therapeutesch Aart a Weis mat Kanner geschafft ginn. Meng Informatiounen no sinn dës wäertvoll Aktivitéiten Ufank Mee vum Educatiounsministère gestoppt ginn.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister déi entspriechend Decisioun confirméieren?

• Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?

• Wéi eng alternativ Méigleckeete plangt den Här Minister, en place ze setzen, fir de betraffene Kanner weiderhin eng vergläichbar Offer ze bidde respektiv wéi eng Konditioun misste vun de Bauerenhäff erfüllt ginn, fir de Projet „Asino“ dierfe weider lafen ze loosse?

Réponse (27/06/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Wat dës Aktivitéiten ageet, sou hu sech rezent verschidde Froen um organisatoreschen Niveau gestallt. Aus dësem Grond ass de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend amgaangen, déi jeeweileg Situatiounen ze präiwen.

D'Intentioun vum Ministère bleift et, fir weiderhi pedagogesch Aktivitéite vun dësem Typ deene Kanner zougänglech ze maachen, déi dovunnen kënnen profitéieren, an d'Aarbecht, déi déi verschidde Prestatairé bis elo gelescht hunn, kënnen ze ënnerstëtzen.

De Ministère ass dofir schonns am Kontakt mat deene betraffene Prestatairen, fir esou zesammen no Léisungen ze sichen.

Permis de conduire B100 | Question 7994 (17/05/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Fir ee B100 Führerschäi muss ee scho mindestens 2 Joer laang säi Führerschäin an der B Kategorie besëtzen a 7 Formatiounsstonne maachen ouni Examen. Mat dem B100 dierf een allerdéngs nëmmen zu Lëtzebuerg fueren. Dofir brauch een dann een A1 Führerschäin.

Am Artikel vum „Lëtzebuerg Wort“ „125 Kubik: Mit B-Führerschein nur innerhalb der Grenzen“ vum September 2020 erkläert de Minister, dass d'Belsch a Frankräich mat eis bei der EU-Kommissioun gefrot hate fir

eng gemeinsam Unerkennung. Weider heescht et am Artikel:

„Allerdings würde die Europäische Kommission derzeit die Ergebnisse der entsprechenden EU-Richtlinie von 2006 überprüfen. Im Rahmen dieser Diskussionen würde Luxemburg fordern, eine mögliche Anerkennung der Führerschein-Regelung auf grenzüberschreitender Ebene in den neuen Text einfließen zu lassen.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Huet d'EU-Kommissioun hir Evaluatioun vun der Richtlinn vun 2006 ofgeschloss? Wa jo, wat sinn d'Resultater?

2. Kann de Minister eis informéieren, wéini déi nächst EU-Führerschäinsrichtlinie wäerten op Niveau vun der Kommissioun diskutéiert ginn? Falls et heivir keen Datum gëtt, wäert de Minister dëst Thema nach eng Kéier op EU-Niveau opbréngen?

3. Denkt de Minister, dass hei eng Kooperatioun tëscht eis an 2 vun eisen Nopeschlänner méiglech ass? Wa jo, wéini?

Réponse (16/06/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Aktuell sinn nach ëmmer d'Dispositiounen vun der Führerschäinsdirektiv vun 2006 a Kraaft. Domadder ass de Führerschäi vun der Kategorie B100 am Moment nach ëmmer nëmmen eng national Kategorie. Et däerf een also net an d'Ausland fueren.

Am Mäerz vun dësem Joer huet déi Europäesch Kommissioun awer e Projet fir eng nei Führerschäinsdirektiv gemaach. Dës ass amgaangen, am zoustännegen Gremium vun Conseil verhandelt ze ginn. Dës Propositioun gesäit, och op Initiativ vu Lëtzebuerg hi vir, datt d'Kategorie B100 an Zukunft och an deenen anere Länner vun der EU soll gëllen, déi dës Dispositiounen och virgesinn. Et gëtt also keng eegestänneg Kategorie, et muss een ëmmer kucken, ob dat Land, wou een da wëll hifueren, dat op sengem Territoire zouléisst oder net. Bei den éischte Verhandlung vum Text ass dës Dispositioun awer net a Fro gestallt ginn, esou datt si et misst an den Text packen.

Ze soen, wéini dës Dispositioun a Kraaft trëtt, ass schwéier ze soen, d'Verhandlungen zu dëser Direktiv wäerte wuel nach mindestens bis Enn des Joers daueren, an da kënt jo nach den Délai de transposition dobäi. Doriwwer eraus steet de Vote zu dëser Direktiv am Europaparlament och nach aus.

Avenir de l'Institut Max Planck Luxembourg | Question 7995 (17/05/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den Héichschoulministère hat den 20. September 2022 annoncéiert, datt déi lafend Verträge mam Max-Planck-Institut (MPI) fir Prozessrecht no 2026 net méi verlängert solle ginn an datt d'Institut als Deel vun der Universiteit Lëtzebuerg fortbestoe soll.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Héichschoulminister:

1. Wat geschitt no 2026 mam Joresbudget vum MPI (10 Mio. Euro), dee bis elo integral vum Lëtzebuurger Staat finanzéiert gouf?

2. Ass mat der Münchener MPI-Zentral ofgeschwat ginn, datt den „Trademark“-Numm „Max-Planck-Institut“ no 2026 bäibehale ka ginn? Wa jo, gouf dës Vereinbarung vun der MPI-Zentral u Konditiounen gebonnen? Wann nee, firwat ass dat net gemaach ginn?

3. Gëtt et Zousécherunge vun der Uni Lëtzebuerg, datt d'MPI no 2026 seng Fuerschungsfreiheet bäibehale

kann, och wann e seng Existenz als eegestänneg akademesch Arichtung verluer wäert hunn?

Réponse (07/06/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierten seng Froe mat dësen Präzisierungen.

D'finanziell Joresdotatioun vum Max-Planck-Institut (MPI) fir Prozessrecht, an der Héicht vun 9,4 Milliounen Euro, wäert no der Schléissung vum MPI an d'Dotatioun vun der Universiteit Lëtzebuerg integréiert ginn. Den Numm „Max-Planck-Institut“ gëtt no der Fermeture net méi benotzt, well et dësen Institut dann net méi gëtt. Als Deel vun der Universiteit Lëtzebuerg huet déi nei Struktur, déi innerhalb vun der Universiteit opgebaut gëtt, déi Garantië fir akademesch Freiheet, déi am Gesetz vun der Universiteit Lëtzebuerg vum 27. Juni 2018 festgehallegoufen.

Décrochage scolaire | Question 7996 (17/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo | Mme Francine Cloesener** (LSAP)

Les autorités scolaires de Belgique font état d'une explosion du décrochage scolaire dans les différents types d'enseignement pendant les années scolaires 2021, 2022 et 2023.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse si une évolution comparable peut être observée chez nous et, le cas échéant, quelle est la situation dans les différents types d'enseignement.

– Sachant que la lutte contre le décrochage scolaire constitue une priorité du Gouvernement, quelles sont les mesures que le Gouvernement a prises pour récupérer les jeunes concernés ?

Réponse (16/06/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Suite aux questions des honorables Députés relatives au décrochage scolaire, j'aimerais apporter les éléments de réponse suivants :

1. Évolution du taux de décrochage scolaire et situation dans les différents ordres d'enseignement

Le rapport annuel « Jeunes décrocheurs et jeunes inactifs au Luxembourg », édité par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE)/ Service national de la jeunesse (SNJ), évalue l'ampleur et l'évolution du décrochage scolaire sur plusieurs années scolaires. Le taux de décrocheurs est calculé comme le nombre d'élèves abandonnant l'école au cours de l'année scolaire de référence par rapport au nombre total d'élèves non soumis à l'obligation scolaire inscrits dans l'enseignement public luxembourgeois.

Le dernier rapport publié prend en considération les années scolaires de 2017-2018 à 2021-2022. Les chiffres de l'année scolaire en cours (2022-2023) seront publiés en 2024.

1.1. Taux de décrochages et décrocheurs

Le tableau ci-dessous reprend le taux de décrocheurs et le taux de décrochages. Vu qu'un seul élève peut quitter le système scolaire plus d'une fois au cours d'une année scolaire, le taux de décrochages est supérieur au taux de décrocheurs.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Si l'on examine les chiffres des cinq dernières années scolaires, on constate que l'année 2019-2020 présente

des taux de décrochage scolaire exceptionnellement bas, ce qui peut être en lien avec la pandémie et les modalités adaptées au contexte. Les taux de décrocheurs (8,10 %) et de décrochages (8,19 %) actuels ont légèrement baissé par rapport à l'année précédente.

Contrairement à ce qui est observé en Belgique, on ne peut donc nullement constater une explosion du décrochage. Au contraire, sur l'ensemble de la période, le taux reste assez stable, exception faite de l'année scolaire 2019-2020 marquée par une baisse sensible.

1.2. Répartition des décrocheurs par ordre d'enseignement

Si l'on analyse les chiffres globaux de décrochage scolaire par ordre d'enseignement, la figure ci-dessous révèle qu'en 2021-2022, 23,6 % de tous les décrocheurs ont fréquenté une classe du régime professionnel DAP, 22,8 % fréquentaient une classe supérieure de l'enseignement secondaire général (ESG) et 14 % la voie d'orientation. Seulement 3,1 % des décrocheurs fréquentaient une classe de la voie de préparation et 0,2 % une classe inférieure de l'enseignement secondaire classique (ESC).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Il faut cependant garder en tête que les différents ordres d'enseignement ont des nombres d'élèves différents. Les pourcentages du tableau ci-dessus décrivent la répartition de l'ensemble des décrocheurs sur les différents ordres d'enseignement. Les taux de décrocheurs par ordre d'enseignement sont analysés ci-après.

1.3. Nombre de décrocheurs par rapport au nombre total d'élèves âgés de 16-24 ans de l'ordre d'enseignement en question

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En 2021-2022, 43,3 % des élèves âgés entre 16 et 24 ans de la voie de préparation ont quitté l'école sans qualification finale. Cependant, si l'on considère que l'âge théorique dans cet ordre d'enseignement se situe entre 12 et 16 ans, on peut constater que les élèves pour lesquels la définition du décrocheur s'applique sont peu nombreux (127 élèves). Il s'agit donc de jeunes qui ont un retard scolaire plus ou moins important, ce qui augmente le risque de décrochage. Il en est de même pour les élèves des classes de la voie d'orientation, où 21,3 % décrochent dans la tranche d'âge considérée, alors qu'ils ne représentent que 14 % de la totalité des décrocheurs.

Près d'un tiers des élèves âgés entre 16 et 24 ans des classes ACCU/CIP/COP/CLIIJA ont abandonné l'école en 2021-2022, alors qu'ils ne représentent que 13,5 % de la totalité des décrocheurs.

Si les classes du régime professionnel DAP représentent la plus grande partie du nombre total de décrocheurs (23,6 % selon le tableau dans 1.2), seuls 15 % des élèves de ces classes ont décroché en 2021-2022.

2. Mesures du Gouvernement pour récupérer les jeunes concernés

2.1. Mesures préventives

Le MENJE a mis en place un certain nombre de mesures pour prévenir le décrochage scolaire. Ainsi, des services socio-éducatifs ont été mis en place dans tous les lycées. Ils soutiennent les jeunes en difficulté et participent ainsi à la prévention du décrochage.

Le Service de la formation professionnelle (SFP) a également mis en place un certain nombre de mesures pour favoriser l'apprentissage et pour prendre en charge les apprentis qui se trouvent en difficultés :

– Une prime spéciale pour les entreprises qui engageaient un apprenti fut conçue et mise en place par le Service de la formation professionnelle du MENJE. Cette prime ainsi que la prime légèrement modifiée l'année scolaire d'après, permit de maintenir à un niveau élevé le nombre de postes d'apprentissage offerts par les entreprises malgré la pandémie.

– En accord avec les chambres professionnelles, la date limite de conclusion d'un contrat d'apprentissage fut allongée jusqu'au 31 décembre 2020 (et jusqu'au 30 novembre en 2021).

– Dès la rentrée de septembre 2020, un changement de paradigme fut installé : auparavant les élèves n'avaient pas le droit de s'inscrire dans un lycée et donc de suivre les cours sans avoir conclu de contrat d'apprentissage avec une entreprise formatrice. À partir de septembre 2020, tous les élèves qui désiraient faire un apprentissage pouvaient s'inscrire dans un lycée sans avoir de patron formateur et suivre les cours au lycée.

– Un programme de soutien pour les élèves à la recherche d'un poste d'apprentissage durant les jours où ils n'avaient pas cours au lycée fut mis en place au Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC) à Esch-sur-Alzette et à Ettelbruck. Les élèves étaient soutenus par l'équipe sociopédagogique dans leur recherche d'une entreprise formatrice et pouvaient suivre des cours de renforcement et d'orientation.

– Une fois passé le délai de conclusion d'un contrat, les élèves âgés entre 17 et 25 ans et qui n'avaient pas pu signer de contrat d'apprentissage pouvaient s'inscrire de janvier 2021 à la fin de l'année scolaire dans une classe « Fit fir d'Léier » au CNFPC. Au programme de ces classes figurent des cours de renforcement, des stages d'orientation ainsi qu'un accompagnement pédagogique rapproché.

Pour la rentrée de septembre 2021, ces mesures furent maintenues sous des formes adaptées : prime exceptionnelle de 1.500 € pour chaque apprenti engagé par une entreprise formatrice, date limite de conclusion de contrat jusqu'au 30 novembre 2021.

Les autres mesures sont pérennisées, à savoir la possibilité de s'inscrire au lycée avant d'avoir signé un contrat d'apprentissage, le suivi dans les CNFPC durant la période de recherche et le programme « Fit fir d'Léier ».

La concertation rapprochée entre les différents services (SFP, SNJ, Service d'orientation professionnelle de l'ADEM), les chambres professionnelles et les lycées a permis non seulement de bien gérer la crise du Covid-19, mais également de pallier les déficiences du système de gestion de l'apprentissage et d'améliorer la prise en charge et l'accompagnement des élèves en phase de transition vers un apprentissage et de diminuer à moyen terme le nombre de décrocheurs dans la formation professionnelle.

2.2. Suivi des décrocheurs et offres pour jeunes inactifs

Le SNJ a comme mission d'assurer un suivi des décrocheurs scolaires. Les offres du SNJ se font selon la logique de l'« avant-pendant-après », c'est-à-dire que les agents des antennes locales du SNJ cherchent à établir un contact avec les élèves à risque avant le décrochage présumé, puis sont disponibles pour les accompagner pendant une éventuelle période d'inactivité jusqu'au moment où ils ont réintégré l'école ou un autre dispositif.

Les différentes offres auxquelles les élèves à risque et les jeunes inactifs peuvent participer sont catégorisées en :

– Activités de prévention (avant le décrochage) s'adressant à tous les jeunes ayant besoin d'accompagnement et de conseil au cours de leur transition, qu'ils soient

scolarisés ou temporairement désinscrits de l'école. Ces activités s'adressent prioritairement aux élèves à risque et favorisent la prise de contact avec les élèves. Il s'agit notamment :

- des workshops proposés aux lycées visant à sensibiliser les élèves pour leur avenir (142 en 2021-2022) ;
- des tours des lycées et des visites de groupe d'élèves dans une antenne locale (225 en 2021-2022) ;
- des prises de contact individuelles avec tous les jeunes orientés vers un apprentissage ou devant changer de lycée pendant les vacances d'été et le cas échéant au-delà (1.948 en 2021-2022).

– Activités de soutien (pendant le décrochage), c'est-à-dire la prise de contact et le suivi systématique des décrocheurs scolaires sur base de listes mensuelles fournies par le MENJE/SCRIPT. Une fois le contact établi, le jeune est invité à un entretien individuel afin de lui proposer un accompagnement et une solution : retour à l'école, alternative à l'inactivité, insertion sur le marché de l'emploi (1.587 élèves contactés en 2021-2022).

– Activités de soutien après le décrochage, constituant un tremplin vers la vie active ou une réintégration scolaire et pendant lesquelles le jeune est accompagné par un agent éducatif du SNJ, notamment :

- le service volontaire national et le service volontaire européen (433 nouvelles conventions en 2021-2022) ;
- les ateliers pratiques (94 participants en 2021-2022) ;
- les stages de découverte (169 nouvelles conventions de stage en 2021-2022) ;
- les formations (27 formations en 2021-2022) ;
- les classes d'orientation (21 élèves en 2021-2022).

Le rapport 2022 sur le décrochage scolaire et le suivi des jeunes inactifs vient de paraître et peut être téléchargé sous le lien :

<https://men.public.lu/fr/publications/statistiques-etudes/statistiques-globales/jeunes-decrocheurs21-22.html>.

Arrestation de nombreux membres de réseaux mafieux | Question 7997 (17/05/2023) de M. Dan Biancalana | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Récemment une vaste opération policière internationale a permis de procéder à l'arrestation de nombreux membres de réseaux mafieux, notamment ceux appartenant à la mafia calabraise dénommée Ndrangheta.

Actuellement, un procès contre des trafiquants de stupéfiants appartenant au même réseau est en cours au Luxembourg.

Dès lors, nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

– Ladite opération policière a-t-elle permis de procéder à des arrestations au Luxembourg ?

– Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il la situation de la présence de réseaux mafieux au Luxembourg, dont la 'Ndrangheta, la Camorra voire la Cosa Nostra ?

– Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'autres réseaux présents sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ? Dans l'affirmative, lesquels ?

– Quels sont les moyens et instruments déployés par le Gouvernement pour observer et lutter contre ces réseaux ?

– De quelle manière la collaboration européenne et internationale est-elle coordonnée pour combattre ce phénomène ?

Réponse (21/06/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

L'opération policière internationale qui a eu lieu dans une dizaine de pays européens en date du 3 mai 2023 a été coordonnée par Eurojust et Europol. Il y a lieu de signaler que le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas été impliqué dans cette opération.

Le Gouvernement ne peut pas fournir d'informations par rapport à des dossiers d'enquête ou d'instruction en cours, ni commenter des affaires portées devant les juridictions.

Le Grand-Duché de Luxembourg, à l'instar des autres pays européens, est confronté à la criminalité organisée transfrontalière. Des enquêtes et instructions judiciaires sont régulièrement menées pour contrer ce fléau, en collaboration avec les autorités judiciaires et policières étrangères, dont notamment Eurojust et Europol.

En termes de ressources humaines, le vaste plan de recrutement extraordinaire de policiers lancé par le Gouvernement depuis 2020 permettra à la Police grand-ducale de disposer de plus de ressources pour répondre aux défis liés aux phénomènes criminels, tant de manière proactive que répressive.

Les informations diffusées dans la presse sur l'opération à laquelle font référence les honorables Députés témoignent de l'existence d'une action de coordination et de collaboration policière et judiciaire au niveau européen et international. En effet, l'agence européenne Europol et l'organisation internationale de police criminelle (Interpol) collaborent pour lutter contre des phénomènes criminels transnationaux.

Dans le cadre de la coopération judiciaire internationale, des demandes d'enquêtes européennes émanant d'autorités judiciaires étrangères en vue d'opérer des perquisitions et des saisies sont régulièrement exécutées sur le territoire national par la police judiciaire, sur ordonnance d'un juge d'instruction national.

Renouvellement de la N18 à Clervaux | Question 7998 (17/05/2023) de M. André Bauler (DP)

La route N18 à l'entrée de la cité de Clervaux, haut-lieu du tourisme luxembourgeois, est actuellement dans un état déplorable. En effet, la couche de roulement devrait être renouvelée jusqu'au centre de la localité et la bifurcation près de Reuler (N18/CR340) mériterait d'être réaménagée pour la rendre plus accueillante. De plus, des problèmes de visibilité et, partant, de sécurité se posent à la bifurcation précitée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Un renouvellement du tronçon de la N18 entre Reuler et Clervaux est-il programmé dans un avenir proche ?

2) Dans l'affirmative, quels en seraient les détails et les améliorations prévues ?

Réponse (07/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Une chaussée, dont la durée de vie est normalement de 10 à 15 ans, est exposée au cours de cette période à différents types de contraintes. Les plus importants sont les fortes variations de températures et le trafic dense des poids lourds.

La route nationale N18 entre Reuler et Clervaux ne fait pas exception à cette règle.

Par conséquent, il est inévitable que la route se soit dégradée au point de ne plus correspondre aux standards de qualité auxquels les usagers de la route sont habitués.

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Néanmoins, l'Administration des ponts et chaussées prévoit régulièrement des campagnes d'entretien et de réparation de la voirie de l'État sur les différents territoires des services régionaux.

ad 2) Tant que la transversale de Clervaux n'est pas ouverte à la circulation, il est en effet difficile d'effectuer des travaux d'entretien importants sur la route nationale N18. En cas de fermeture du tronçon de la N18 en question, les poids lourds se retrouveraient actuellement sans alternative.

La mise en œuvre de la transversale s'étalant jusqu'en 2024, le tronçon en question devra être inclus à la campagne d'entretien et de réparation de 2024-2025.

Cette campagne comprendra de multiples travaux de réparation, l'entretien des siphons et des couvercles de regards, la réparation des murs, la stabilisation des talus ainsi que la confection de tranchées et la pose de drainage.

Commission d'enquête sur les cultes au Luxembourg | Question **7999** (17/05/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Récemment, de nombreux pays ont créé une commission parlementaire sur le fonctionnement des cultes, notamment en ce qui concerne le cadre juridique en place, le traitement interne lié aux abus sexuels, en particulier sur les mineurs et la protection des mineurs au sein des cultes.

Les enquêtes effectuées par ces commissions dans les pays respectifs ont révélé des actes inacceptables au sein des cultes et des lacunes dans la législation en vigueur.

En Australie par exemple, la « Royal Commission into Institutional Responses to Child Sexual Abuse » a révélé qu'entre 1950 et 2016, 1.006 membres du culte des Témoins de Jéhovah ont commis plus de 1.800 infractions sur mineurs.

Le Luxembourg abrite nombreux de ces cultes et de nombreux témoignages concernant les agissements de ces cultes ont récemment fait le tour des médias et des réseaux sociaux. Il a notamment été question d'abus physiques, psychiques et sexuels. Pour la plupart de ces victimes, il est inconcevable de parler ouvertement des abus subis ou encore des agissements au sein de ces cultes par peur de représailles, allant de l'isolement social à des poursuites judiciaires pour diffamation.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes :

- 1) Encouragez-vous la mise en place d'une commission d'enquête sur les cultes au Luxembourg ?
- 2) Dans quelle mesure votre ministère effectue-t-il des investigations sur les cultes ?

Réponse (15/06/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Cultes

Le Gouvernement ne transige pas sur les questions d'abus physiques, psychiques et sexuels, et ce dans tous les domaines de la société. Divers points de contact spécifiquement dédiés aux victimes des abus susmentionnés ont été mis en place auprès des services étatiques et des autorités judiciaires, afin de permettre un traitement diligent des faits rapportés.

En ce qui concerne en particulier les cultes, le Gouvernement renvoie également aux éléments de réponse formulés dans le cadre de la question parlementaire n° 5058 du 8 octobre 2021.

Il n'est pas envisagé à ce stade de mettre en place une commission d'enquête sur les cultes au Luxembourg.

Finalement, le Département des cultes n'effectue pas d'« investigations » sur les communautés religieuses. Des faits pénaux sont du ressort exclusif du ministère public et aucune ingérence ne serait acceptable dans un État de droit où la séparation des pouvoirs fait partie de ses fondements.

Nouvelle campagne dans l'intérêt de la sécurité des cyclistes | Question **8001** (17/05/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Gouvernement vient de lancer une nouvelle campagne dans l'intérêt de la sécurité des cyclistes.

Ainsi, il est insisté sur l'article 125 du Code de la route qui dispose que les conducteurs de véhicules motorisés doivent respecter la distance obligatoire de 1,5 mètre lors du dépassement de cyclistes.

Le non-respect de cette disposition est puni par un avertissement taxé de 74 €.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure combien d'avertissements taxés ont été établis depuis l'introduction de la règle des 1,5 mètre de distance.

Réponse (26/05/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

Je me permets de renvoyer les honorables Députés aux réponses aux questions parlementaires 4198 du 30 avril 2021, 6200 du 16 mai 2022 et 6263 du 31 mai 2022, dans lesquelles il est expliqué qu'il n'est techniquement pas faisable, ni efficient en termes de ressources nécessaires, d'effectuer des contrôles spécifiques concernant le respect de l'article 125 du Code de la route.

La police contrôle l'application de la disposition des 1,5 mètre à respecter dans le cadre des contrôles routiers effectués régulièrement.

Depuis l'introduction, le 1^{er} mai 2018, de l'article 125 du Code de la route (règle des 1,5 mètre de distance latérale obligatoire lors du dépassement entre un cycle et un véhicule motorisé), ledit article a été appliqué 39 fois.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799